JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

6^e Législature

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

ET

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

(Art. 133, 134, 136 et 137 du règlement.)

Emploi (Bourgoin-Jallieu (Isère)).

5420. — 26 août 1978. — M. Louis Mermaz appelle l'attention de M. le Premier ministre sur la situation de l'emploi dans le département de l'Isère et tout spécialement dans le Nord du département, à Bourgoin-Jallieu. Plusieurs branches d'activité différentes sont concernées. En moins de dix ans : le papier-carton a perdu 33 p. 100 de ses effectifs passant de 527 en 1969 à 350 en 1978 ; la chimie-pharmacie a enregistré une chute de 543 à 430 emplois, soit une diminution de 21 p. 100 ; dans le textile et l'habillement, la situation est devenue particulièrement catastrophique : le tissage et l'impression sur étoffe ont perdu 55 p. 100 de leurs emplois entre 1969 et 1978, leurs effectifs passant de 952 à 430 ; sur la même période, l'habillement s'est effondré : de 629 emplois proposés, on est passé à 240 seulement, soit une diminution de 52 p. 100. Depuis 1974, cette évolution s'est traduite par une chute de l'ordre de 17 p. 100 des emplois industriels, passant de 6 000 à 5 000 en quatre ans dans cette ville qui est également un centre d'activité et un pôle d'emploi important pour sa région. Au cours des dernières années et des derniers mois, plusieurs fermetures d'entreprises et de nombreux licenciements ont eu lieu. Les habitants sont inquiets de cette évolution et les élus partagent cette grave préoccupation devant une situation qui n'incite guère à la confiance. Quant aux principales entreprises concernées, il ne s'agit en aucun cas de ces éléments défaillants de notre économie, comme on a parfois qualifié certaines entreprises en difficulté. Elles ont joué au contraire un rôle d'entraînement important de l'activité locale. C'est en fait l'ensemble de la vie économique locale qui ressent ce climat d'inquiétude et d'incertitude. Les élus ont à plusieurs reprises alerté les pouvoirs publics sur la gravité de la

situation et l'urgence à répondre par des mesures de relance ou de soutien immédiates aux atteintes subies par l'activité locale. A plusieurs reprises l'attention du ministre de l'industrie et celle du ministre du travail ont été appelées sur les cas particuliers des entreprises en difficulté à Bourgoin-Jallieu et il leur a été demandé d'intervenir pour favoriser le redressement de ces activités et sauver l'emploi. Ces démarches ont rencontré des réponses se retranchant derrière les procédures juridiques et « les contrechocs de difficultés liées à la concurrence internationale », mais aucune aide spécifique n'est accordée à l'activité locale. En fait notre appareil économique ne s'avère pas en mesure de permettre à des entreprises de bon niveau de s'adapter aux conditions du marché mais de licencier à forte dose pour « assainir leurs structures », comme les pouvoirs publics le disent avec dureté, ou bien les contraignent à disparaître. Il est urgent de reconnaître la gravité de la situation à Bourgoin-Jallieu et de mettre en vigueur des moyens efficaces pour l'aider à faire face à la période actuelle et trouver un nouveau souffle. Cette situation est exemplaire des conséquences sur la vie économique et sur l'emploi de la politique industrielle actuellement menée en France, et spécialement dans certains domaines, comme le textile. C'est aussi un problème d'aménagement du territoire et d'aide à l'installation des entreprises en fonction des problèmes qui se posent localement. Sur ces points, les intentions du Gouvernement sont difficiles à saisir, alors que de graves difficultés pour l'emploi et pour l'activité locale existent un peu partout en France et dans l'Isère comme au Péage-de-Roussillon aussi, par exemple. D'autre part, Bourgoin-Jallieu, commune vers laquelle converge la population de toute la région avoisinante, devrait bénéficier de mesures exceptionnelles pour garantir l'emploi et l'activité dans une zone en situation de détresse économique, qui mérite la plus grande attention des pouvoirs publics. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui indiquer si le Gouvernement envisage de prendre en compte cette situation de détresse et de mettre en œuvre tous les moyens pour aider la vie locale à supporter les contrechocs de la situation économique actuelle.

QUESTIONS ÉCRITES

(Art. 139 et 133 du règlement.)

Article 139 du règlement :

« 1. Les questions écrites sont rédigées, notifiées et publiées dans les conditions fixées par l'article 133. En outre, elles ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés ;

« 2. Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption ;

« 3. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois ;

« 4. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois ;

« 5. Dans le cas où la question écrite est transformée en question orale, celle-ci prend rang dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article 133 ;

« 6. Font l'objet d'un rappel publié au Journal officiel les questions écrites auxquelles il n'a pas été répondu dans les délais prévus aux alinéas 2, 3 et 4 du présent article ;

« 7. Le texte des questions écrites est reproduit dans les rappels. Il est communiqué aux auteurs des questions en même temps que le rappel leur est notifié. »

QUESTIONS ECRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Impôt sur le revenu (logement de fonction des receveurs des postes et télécommunications).

5416. — 26 août 1978. — M. Henri Bayard demande à M. le ministre du budget s'il est envisagé des mesures prévoyant d'exclure du revenu imposable la valeur correspondante aux logements de fonction des receveurs des postes et télécommunications.

Élevage (prime de reconversion lait-viande).

5417. — 26 août 1978. — M. Henri Bayard fait part à M. le ministre de l'agriculture de l'inquiétude de nombreux agriculteurs de son département qui ont déposé des demandes de primes au titre de la reconversion lait-viande. Ces agriculteurs qui ont arrêté leurs livraisons de lait depuis environ cinq mois n'ont actuellement pas de rentrée financière et sont donc en situation difficile, compte tenu que les fonds relatifs au paiement de ces primes ne seraient pas parvenus au niveau de la direction départementale de l'agriculture. Il lui demande ce qu'il compte faire pour régulariser cette situation.

Instituteurs (directeurs d'école non déchargés d'enseignement).

5418. — 26 août 1978. — M. Claude Birraux appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation des directeurs et directrices d'école qui, en plus de leur enseignement, doivent assurer de multiples charges, touchant à la fois de la gestion de l'établissement aux relations avec les parents d'élèves ou l'administration. Il lui demande dans quelle mesure il ne pourrait être envisagé de faire bénéficier ces personnels d'un statut leur permettant de mieux assumer leur mission et leurs responsabilités.

Allocation de chômage (cadres âgés de plus de cinquante ans licenciés pour raison économique).

5419. — 26 août 1978. — M. Claude Birraux appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation particulièrement préoccupante des cadres âgés de plus de cinquante ans licenciés pour raison économique et qui ayant épuisé leurs droits aux prestations de l'assurance chômage après plusieurs prorogations, éprouvent les plus grandes difficultés à se recycler, et ne peuvent

encore, compte tenu de leur âge, prétendre au bénéfice de la pré-retraite. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour remédier à ces situations difficiles et si, notamment, il ne pourrait être envisagé de prolonger la période de versement des allocations des ASSEDIC.

Fonctionnaires et agents publics (handicapés).

5421. — 26 août 1978. — M. Xavier Hunault demande à M. le Premier ministre (Fonction publique), compte tenu de la conjoncture économique actuelle, et notamment en matière d'emploi, de proposer une modification du code des pensions civiles et militaires de retraite afin de permettre aux fonctionnaires de l'Etat handicapés de bénéficier de la jouissance anticipée de leur pension dès lors que les intéressés ont atteint la durée maximale d'annuités liquidables, c'est-à-dire trente-sept ans six mois.

Nuisances (bruit des pétards).

5422. — 26 août 1978. — M. Edouard Frédéric-Dupont signale à M. le ministre de l'intérieur le trouble causé par le bruit des pétards vendus aux enfants. Des détonations incessantes troublent les riverains de nos jardins et certains pétards sont même particulièrement dangereux car ils ont provoqué, notamment récemment à Soissons, de graves accidents. Le parlementaire susvisé, qui avait déjà obtenu en mai 1976 du ministre de l'intérieur que des instructions soient adressées aux préfets pour les inviter, en usant de leurs pouvoirs généraux de police, à interdire ou à subordonner à l'autorisation de la personne exerçant l'autorité parentale, la vente et l'utilisation sur la voie publique de pistolets à plomb aux mineurs, demande à M. le ministre de l'intérieur qu'il prenne la même mesure en ce qui concerne la vente et l'utilisation des pétards et, d'une façon générale, tous jeux susceptibles de provoquer des nuisances désagréables pour l'environnement ou susceptibles de causer un danger quelconque.

Service national (permission) agricoles).

5423. — 26 août 1978. — M. Robert-Félix Fabre attire l'attention de M. le ministre de la défense sur la situation particulièrement difficile des exploitations viticoles de sa région, à l'heure où se prépare l'organisation des vendanges. En effet, autrefois, les fils d'agriculteurs qui se trouvaient sous les drapeaux obtenaient, pour cette période, une permission spéciale leur permettant d'aider leur famille. Cette disposition n'est plus en application. Ainsi, les agriculteurs dont les difficultés sont bien connues se trouvent-ils pénalisés par rapport à d'autres corps de métier. Il lui demande quelle mesure compte prendre le Gouvernement pour remédier à cette situation et notamment si des instructions pourraient être données aux chefs de corps pour qu'ils acceptent d'aider leurs recrues par l'octroi de permissions spéciales.

Handicapés (centres d'aide par le travail).

5424. — 26 août 1978. — M. Robert Vizet attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur le nouveau mode de rémunération des handicapés adultes en CAT intervenu en juin. Une mère d'adulte handicapé me signale les faits suivants : fin mai, l'allocation se décomposait ainsi : salaire CAT net à payer, 246,42 francs ; allocation DASS, 1 263,41 francs (non imposable) ; avantage en nature, repas, 217,98 francs ; fin juin, elle était de 1 189,34 francs (imposable) seulement. L'avantage en nature des repas a été supprimé, le complément rémunérateur est imposable, les retenues de la sécurité sociale sont supérieures. La retraite sera impossible. En conséquence, il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour améliorer la situation des handicapés adultes.

Handicapés (centres d'aide par le travail).

5425. — 26 août 1978. — M. Robert Vizet attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur le nouveau mode de rémunération des handicapés adultes en CAT intervenu en juin. Une mère d'adulte handicapé me signale les faits suivants : fin mai, l'allocation se décomposait ainsi : salaire CAT net à payer, 246,42 francs ; allocation DASS, 1 263,41 francs (non imposable) ; avantage en nature, repas, 217,98 francs ; fin juin, elle était de 1 189,34 francs (imposable) seulement. L'avantage en nature des repas a été supprimé, le complément rémunérateur est impossible, les retenues de la sécurité sociale sont supérieures. La retraite sera impossible. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour améliorer la situation des handicapés adultes.

Institut national de la recherche agronomique
(recherche en œnologie).

5426. — 26 août 1978. — M. André Lajoinie attire une nouvelle fois l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la détérioration de la recherche en œnologie. En effet, le nombre de postes de directeurs et ingénieurs de l'INRA qui travaillent en œnologie a été diminué de moitié en dix ans. Ce chiffre ne représenterait plus que 1,5 p. 100 des effectifs de l'INRA. Il semblerait également qu'aucun renouvellement n'ait été fait et que pas un seul jeune chercheur ne travaille en œnologie. La diminution des effectifs a conduit à l'abandon de recherches sur les propriétés nutritionnelles et vitamines des vins, études relatives aux jus de raisin et autres dérivés de la vigne. D'autres recherches n'ont pas été entreprises, par exemple sur la production de boissons nouvelles à base de raisin. La centralisation des moyens de recherches œnologiques à Montpellier et des moyens d'expérimentation à Grulissan, à 120 km des laboratoires, se traduit par le démantèlement des établissements de recherches répartis dans d'autres régions viticoles. Cette centralisation aboutit à la destruction des traditions œnologiques locales qui constituaient dans leurs diversités la richesse du patrimoine viticole français. Au plan international, cela se traduit par la perte de la première place du point de vue rayonnement œnologique. La France n'a pas de programme international sérieux, nos chercheurs et ingénieurs sont partout absents. Des pays comme le Japon ou la RFA relèguent la France au second rang dans cette recherche malgré des conditions historiques et naturelles favorables à notre pays. En conséquence, il lui demande, d'une part, de bien vouloir lui communiquer l'état précis des effectifs de chercheurs, des recherches et des programmes en cours et, d'autre part, quelles mesures il compte prendre pour donner à la recherche œnologique les moyens qui lui permettront de maintenir notre pays au premier plan dans l'utilisation des produits dérivés de la vigne.

Maisons des jeunes et de la culture (équitation).

5427. — 26 août 1978. — M. Robert Vizet appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la question de l'équitation scolaire. Il lui demande les mesures qu'il entend prendre pour que celle-ci puisse se développer ainsi que la création de sections Equitation dans les maisons des jeunes et de la culture.

Parcs naturels (régionaux).

5428. — 26 août 1978. — M. Antoine Porcu demande à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie de lui préciser si, dans le cadre de la réorganisation de son ministère, les parcs naturels régionaux seront placés sous la tutelle de la direction de la protection de la nature. Il attire son attention sur les inconvénients qu'il y aurait à assujettir les parcs naturels régionaux à des réglementations analogues à celles des parcs nationaux, en particulier les réglementations restreignant les possibilités de développement économique et la création d'activités permettant le maintien de la présence humaine dans les zones concernées. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour garantir aux établissements publics régionaux qu'ils ne seront pas détournés de leur véritable vocation consistant à favoriser les activités économiques dans un cadre naturel protégé.

Emploi (Carmaux [Tarn]).

5429. — 26 août 1978. — M. Emile Jourdan attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation très difficile que connaît la ville de Carmaux (Tarn) dans le domaine de l'emploi. De nouveaux coups viennent d'être portés à l'économie locale avec la décision de supprimer trente-trois emplois aux Etablissements Multiplex et la déclaration du président du conseil d'administration des Houillères du Centre-Midi qui écrit notamment : « La fin de l'exploitation à Carmaux doit dès maintenant être prise en considération avec la plus grande attention par les pouvoirs publics et les responsables locaux. » L'annonce d'une fin d'exploitation prochaine apparaît inadmissible alors que des mesures d'embauchage de mineurs de fond, une exploitation rationnelle du gisement, un programme de recherche sur les possibilités du bassin minier et hors du périmètre d'exploitation en réserves exploitables n'ont pas été menées à bien. Il demande ce qu'entendent faire les pouvoirs publics pour maintenir l'emploi dans cette ville et créer les structures d'accueil capables d'assurer la reconversion et l'industrialisation du bassin minier.

Avortement

(hôpital de Villeneuve-Saint-Georges [Val-de-Marne]).

5430. — 26 août 1978. — M. Charles Fitarman attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur l'insuffisance des moyens nécessaires à l'application des lois sur la contraception et l'avortement. Dans le Val-de-Marne, l'aide médicale n'est accordée que pour les interventions pratiquées en secteur public, or 2,5 p. 100 seulement des femmes reçues par l'association départementale du mouvement français pour le planning familial sont acceptées en hôpital. C'est dire l'urgence du problème et la nécessité d'ouvrir en structure publique des centres où les femmes, seules dans leur détresse, soient sûres d'être reçues, écoutées et sûres de trouver une solution à leur problème dans les meilleures conditions médicales. Un centre de ce type doit être ouvert dans les plus brefs délais dans le cadre de l'hôpital de Villeneuve-Saint-Georges. Aussi, il lui demande si elle compte débloquer les crédits nécessaires à l'ouverture de ce centre.

Transports scolaires (prévention des accidents).

5431. — 26 août 1978. — M. Loïc Bouvard rappelle à M. le ministre des transports que des enfants sont trop souvent victimes d'accidents graves et parfois mortels lorsqu'ils montent ou descendent des cars de ramassage scolaire. Il apparaît de ce point de vue que la réglementation en vigueur concernant les transports d'enfants, même si elle est plus rigoureuse que celle concernant les transports routiers de voyageurs, n'est pas suffisante pour éviter de tels drames. Il lui demande, en conséquence, s'il n'estime pas nécessaire de la renforcer en mettant en vigueur des procédures utilisées à l'étranger telles que la mise en service des feux de détresse lors de l'arrêt des cars et l'interdiction à tous autres véhicules de dépasser ou de croiser les cars pendant la montée et la descente des enfants et, d'une manière générale, de prendre toutes les mesures de nature à protéger la sécurité d'enfants qui n'ont pas une perception aussi aigüe des dangers de la circulation que les adultes.

Prestations familiales (apprentis).

5432. — 26 août 1978. — M. Jean-Louis Masson appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur les difficultés que rencontrent les familles des jeunes en situation d'apprentissage pour obtenir le versement des prestations familiales auxquelles elles devraient pouvoir prétendre. Il se trouve en effet qu'au terme de l'article D. 117-1 du code du travail pris en application de l'article L. 117-10 dudit code, le salaire minimum auquel ouvre droit un apprenti pendant le quatrième semestre de son apprentissage est fixé à 45 p. 100 du salaire minimum de croissance. Celui-ci ayant été porté depuis le 1^{er} mai 1978 à 10,45 francs de l'heure pour un horaire hebdomadaire de 40 heures de travail, l'intéressé qui effectue le maximum d'heures de travail légal, soit 45 heures hebdomadaires perçoit un salaire mensuel brut de 941,95 francs, soit 870,96 francs nets. De son côté, le décret n° 78-30 du 10 janvier 1978 a fixé à 818 francs le plafond du salaire mensuel net à ne pas dépasser pour bénéficier du versement des prestations familiales. L'application des deux dispositions entraîne pour les intéressés une perte de prestations familiales sans commune mesure avec le dépassement constaté. C'est ainsi que prenant l'exemple le plus simple d'un foyer ayant deux enfants de moins de dix-huit ans dont l'un est en quatrième semestre d'apprentissage et perçoit un salaire de 870,96 francs nets, on constate que pour un dépassement de 52,98 francs, la famille se verra privée de 179,96 francs de prestations. Cette perte mensuelle passera à 302,66 francs pour les familles de trois et quatre enfants, pour se stabiliser à 269,94 francs à partir du cinquième enfant à charge. Il est particulièrement navrant, au moment où tant d'efforts sont consentis pour une politique de plein emploi et de relance de l'apprentissage, qu'un manque d'harmonisation dans les dispositions réglementaires conduise à pénaliser des familles qui sont bien souvent parmi les plus méritantes. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir prendre les dispositions nécessaires afin qu'il soit remédié aux inconvénients qu'il vient de lui exposer en accordant le bénéfice des prestations familiales à tous les jeunes en situation d'apprentissage.

Conchyliculteurs (Manche : bassins dégorgeoirs).

5433. — 26 août 1978. — M. Jean Bardol attire l'attention de M. le ministre des transports sur les conséquences de l'arrêt publié le 6 juillet obligeant les ostréiculteurs à construire des bassins dégorgeoirs. D'après les analyses effectuées par les services compétents une telle disposition ne s'impose pas pour la côte ouest du Cotentin. La création inutile de bassins ne ferait qu'alourdir les

charges d'exploitation sans utilité pour garantir la qualité sanitaire des productions de cette région. Une dérogation est donc justifiée sous réserve d'analyses régulières contrôlant le maintien de la qualité exceptionnelle des produits ostréicoles. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour éviter des investissements inutiles.

Elèves (collèges militaires).

5434. — 26 août 1978. — **M. Henri Ferretti** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le fait que les élèves suivant leur scolarité dans les collèges militaires sont considérés, lorsqu'ils quittent ces établissements pour poursuivre leurs études dans l'enseignement public, comme provenant de l'enseignement privé et, en conséquence, soumis à la formalité de l'examen préalable. Il lui demande si cette situation ne pourrait être modifiée compte tenu du fait que les collèges militaires dépendent de l'administration et font l'objet d'un enseignement par des professeurs fonctionnaires.

Handicapés (allocation compensatrice).

5435. — 26 août 1978. — **M. Henri Ferretti** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur le fait que plusieurs personnes pouvant bénéficier de l'allocation compensatrice prévue par la loi du 30 juin 1975 en faveur des personnes handicapées, s'adressant aux directions des affaires sanitaires et sociales, se voient opposer le fait que les textes d'application relatifs à cette allocation ne sont pas encore parus. Nous trouvant trois ans après la promulgation de la loi, il lui demande dans quels délais elle entend publier ces textes sans lesquels les dispositions de la loi restent lettre morte.

Betteraves (Auvergne).

5436. — 26 août 1978. — **M. Maurice Pourchon** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les très graves menaces que font peser les décisions prises à Bruxelles en matière de production betteravière et sucrière sur le maintien de cette activité dans la plaine de la Limagne. La réduction du quota « B » de 35 à 27,5 p. 100 aura des effets rétroactifs puisqu'elle intervient après les semencements et sera inévitablement à l'origine de lourds préjudices pour l'agriculture betteravière dans la région Auvergne comme au plan national. Sur le plan régional, cette décision compromet le fruit des efforts déployés pour sauvegarder la production betteravière en Limagne et la sucrerie de Bourdon, qui dispose seulement d'un quota de 145 000 quintaux de sucre blanc. Les emblavements pour 1978 portent sur 3 350 hectares. Le quota « A » + « B » est honoré régionalement par la production de 3 100 hectares de betterave, compte tenu d'un quota « B » de 35 p. 100. Pour un quota « B » réduit à 27,5 p. 100, 2 800 hectares seulement permettent de réaliser le quota régional. Or, le seuil de rentabilité de l'unique usine de transformation située dans la région, la sucrerie de Bourdon, n'est atteint qu'avec une production correspondant à 3 500 hectares de betterave. La décision prise à Bruxelles, outre le fait qu'elle entraînera une perte de recette betteravière de l'ordre de 140 francs à l'hectare, compromet l'équilibre financier de la sucrerie de Bourdon, et constitue une menace directe pour les 120 salariés de cet établissement. Il lui demande, en conséquence, quelles dispositions il compte prendre pour sauvegarder la production betteravière en Limagne et assurer le maintien de l'activité de la sucrerie de Bourdon.

Fruits et légumes (raisins de table).

5437. — 26 août 1978. — **M. Gilbert Sénès**, considérant les désordres causés tous les ans par les importations sur le marché du raisin de table, appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur l'inquiétude des producteurs de raisins de table sur l'éventualité d'importations. Il lui demande de lui faire connaître, en ce début de campagne, si de telles importations sont prévues tant en provenance d'Italie que d'Espagne.

Enseignement agricole (classes préparatoires aux écoles supérieures et au BTS agricole).

5438. — 26 août 1978. — **M. Gilbert Sénès** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les difficultés que connaissent certains jeunes étudiants soucieux d'être admis dans les classes préparatoires aux écoles supérieures et au BTS agricole. De nombreux rejets leur ont été notifiés par la commission nationale

d'admission en classe de préparation aux écoles supérieures et de technicien supérieur agricole. Ces jeunes gens ont beaucoup de difficultés pour poursuivre leurs études; il lui demande de lui faire connaître s'il envisage la création de nouvelles classes préparatoires qui permettraient aux élèves refusés de trouver une place dans l'enseignement public agricole.

Enseignants (déplacements professionnels).

5439. — 26 août 1978. — **M. Gilbert Sénès** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des enseignants qui se trouvent dans l'obligation d'effectuer des déplacements pour les besoins du service et qui, de ce fait, doivent faire l'avance de leurs frais et ce, souvent pour de longues périodes. Il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il envisage de prendre pour mettre fin à une telle situation.

Communauté économique européenne (conséquences de son élargissement éventuel sur l'agriculture bretonne).

5440. — 26 août 1978. — **M. Pierre Jagoret** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** sur les conséquences pour la Bretagne de l'élargissement de la CEE. En prévision de l'entrée de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce dans la Communauté économique européenne, et sur l'instruction du Président de la République, un programme spécial d'adaptation et de reconversion, pour le Sud-Ouest de la France a été annoncé. Il est évident que des problèmes analogues seraient posés aux producteurs de légumes primeurs de Bretagne et du Sud-Ouest. Aussi il lui demande si un programme analogue est envisagé pour les zones légumières bretonnes qui assurent plus des deux tiers de la production nationale de pommes de terre primeurs, d'artichauts et de choux-fleurs, sans parler de l'importante contribution à la production des légumes de conserve.

Pensions de retraites civiles et militaires (postes et télécommunications).

5441. — 26 août 1978. — **M. Raoul Bayou** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur la situation des retraités et des veuves des PTT. Il lui fait observer qu'en 1977 les pensions des PTT ont pris un retard de 3 p. 100 sur les prix, ce retard étant de 18 p. 100 depuis le 1^{er} janvier 1970. Alors que les prix ont augmenté de 11 p. 100 entre le 1^{er} janvier et le 30 avril, les pensions n'ont été majorées que de 1,5 p. 100 au 1^{er} février. Aussi les intéressés demandent-ils : 1° le rattrapage du pouvoir d'achat perdu en 1977; 2° pour 1978, le relèvement des pensions sur la base de 2 500 francs par mois minimum avec un acompte mensuel de 300 francs minimum; 3° l'application des réformes judiciaires par changement d'appellation à tous les retraités, quelle que soit la date de départ à la retraite; 4° l'intégration rapide et comolète des neuf points et demi de l'indemnité de résidence dans le traitement ainsi que des primes et indemnités ayant un caractère incontestable de complément de salaire; 5° un taux de pension de réversier porté de 50 à 75 p. 100 dès 1978; 6° la généralisation du paiement mensuel et d'avance des pensions. Il lui demande quelle suite il envisage de réserver à ces revendications.

Téléphone (lignes souterraines).

5442. — 26 août 1978. — **M. André Delelis** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur les termes d'un rapport du centre national d'études des télécommunications qui démontre, chiffres à l'appui, qu'enterrer les lignes téléphoniques serait désormais moins coûteux que d'implanter des poteaux métalliques disgracieux, pratique déplorée par tous les défenseurs de l'environnement. Dans ces conditions, il lui demande de bien vouloir lui préciser s'il n'envisage pas de faire réaliser désormais des lignes souterraines.

Vieillesse (gestion des foyers-logements).

5443. — 26 août 1978. — **M. André Delelis** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le fait que certains services des finances obligent des bureaux d'aide sociale, pour la gestion des foyers-logements pour personnes âgées, à tenir des documents comparables à ceux du régime hospitalier. En tout état de cause, il lui demande de bien vouloir lui préciser si la tenue de tels documents constitue une obligation pour ces établissements publics communaux peu habitués à ce genre de comptabilité.

Politique extérieure (Liban).

5444. — 26 août 1978. — **M. Francis Geng** expose à **M. le ministre des affaires étrangères** que la France a toujours entretenu avec le Liban des relations toutes particulières et l'histoire et la culture de nos deux pays sont étroitement mêlées. Les intérêts économiques également. Actuellement, le Liban, terre traditionnelle d'accueil et carrefour de civilisations, se meurt. Les communautés se déchirent et s'exterminent. Les positions de l'Occident s'y effondrent. Nous assistons apparemment à cet anéantissement, à ces massacres et à ces affrontements comme si cela ne nous concernait pas. Peut-on continuer à rester impassible et indifférent en face d'événements aussi dramatiques et aussi douloureux. Au Zaïre, nous avons su prendre les mesures nécessaires pour sauver des vies humaines. Force est de constater que la Syrie ne parvient pas à rétablir l'ordre et la paix. N'est-il pas temps d'entreprendre dans les plus brefs délais les actions indispensables et énergiques pour que le Liban retrouve sa vocation historique de fraternité, de tolérance et de liberté. Il lui demande de bien vouloir apporter les précisions sur les points suivants : 1° quels buts poursuit la Syrie au Liban : le rétablissement de la paix, la partition, l'annexion. Au nom de quel mandat international agit-elle ; 2° quels rapports peuvent exister entre la politique pétrolière, Israël, le drame libanais et la situation générale au Proche-Orient ; 3° quelle est l'action de l'Organisation des Nations Unies ; 4° quelles actions et quelles initiatives politiques et diplomatiques compte entreprendre la France pour ramener la sécurité, la stabilité et la paix dans ce pays auquel nous unissons tant de liens humains, moraux, historiques et économiques.

Réunion (médecine scolaire).

5445. — 26 août 1978. — **M. Jean Fontaine** rappelle à **M. le ministre de l'éducation** les termes de sa précédente question par laquelle il lui signalait l'effectif dramatiquement insuffisant des médecins scolaires à la Réunion. A ce jour, il n'a obtenu aucun apaisement à cet égard. Il appelle donc son attention sur le fait que la population scolaire à la Réunion est de l'ordre de 200 000, qu'il existe théoriquement douze secteurs de médecine scolaire et douze postes budgétaires créés à cette fin. En fait, il n'y a que quatre médecins titulaires et quatre secteurs contrôlés par des médecins volontaires de l'assistance technique. Il existe donc quatre postes vacants : Saint-Louis, Le Port, Saint-Denis-II et Saint-André. Les médecins qui vont en congé ne peuvent plus être remplacés. La situation devient intenable au plus grand préjudice de l'état sanitaire des élèves. Or, les candidats aux postes vacants ne manquent pas. Les candidatures ont d'ores et déjà été transmises au ministère de tutelle. Le fait qu'aucune décision n'intervient nous amène à nous poser des questions puisqu'il y a problème. En effet, suivant les normes métropolitaines, un secteur de médecine scolaire ne devrait intéresser que 6 000 élèves. Si l'on s'en tient à cette règle, c'est un effectif de vingt-deux médecins scolaires qu'il faudrait prévoir pour la Réunion alors que, présentement, il n'y en a en tout et pour tout que huit. Il lui demande donc les mesures envisagées pour résoudre ce grave problème.

Réunion (intégration des maîtres chargés de classes agricoles dans le corps des PEGC).

5446. — 26 août 1978. — **M. Jean Fontaine** expose à **M. le ministre de l'éducation** ce qui suit : en vue de former les jeunes élèves intéressés par des activités relevant de l'agriculture et de développer leurs connaissances dans ce domaine tout en ne négligeant pas les connaissances générales, il est fait appel à des instituteurs volontaires spécialement chargés de classes agricoles. Pour parfaire les connaissances de ces enseignants dans le département de la Réunion, il a été autorisé, d'une part, l'ouverture d'une division S 13 au centre de formation des PEGC à Saint-Denis et, d'autre part, une option agricole au certificat d'aptitude. Dans ces conditions, il demande de lui faire connaître s'il envisage d'intégrer les maîtres chargés de classes agricoles dans le corps des PEGC et, dans l'affirmative, le nombre de places offertes à l'intégration pour l'année 1979 en ce qui concerne la Réunion.

Spectacles (cirque).

5447. — 26 août 1978. — **M. Gabriel Péronnet** attire à nouveau l'attention de **M. le ministre de la culture et de la communication** sur la grave crise que traverse le cirque français. Il lui demande de faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour venir en aide à cette forme irremplaçable d'activité artistique et, en particulier, s'il n'estime pas utile : 1° de déposer, dès la prochaine rentrée

parlementaire, un projet de loi reconnaissant la fonction sociale du cirque et accordant le soutien de l'Etat à l'existence et au développement de ces secteurs ; 2° de mettre en place auprès de son département ministériel une commission consultative pour les activités du cirque.

Aéroports (personnel des centres de radio-guidage).

5448. — 26 août 1978. — A la suite de la décision gouvernementale d'interruption des négociations avec les organisations syndicales, une situation très difficile est à nouveau créée dans les aéroports de France et de la plupart des pays européens. Il en résulte une gêne sérieuse pour de nombreux usagers et notamment pour des familles de travailleurs se rendant en vacances ; la perte pour l'économie nationale est notable. **M. Jean Poperen** demande à **M. le ministre des transports** quelles mesures il compte prendre pour une reprise et un aboutissement rapides des négociations avec les syndicats du personnel des centres de radio-guidage, ce qui implique la satisfaction des revendications, qui non seulement serait conforme à l'intérêt du personnel mais qui, plus encore, conditionne l'amélioration de la sécurité des transports aériens sur le territoire national.

Tribunaux administratifs (délais nécessaires à l'instruction des affaires).

5449. — 26 août 1978. — **M. Rodolphe Pesce** appelle l'attention de **M. le ministre de la justice** sur les délais nécessaires à l'instruction des affaires auprès des tribunaux administratifs. En effet, ayant eu l'occasion de demander au tribunal administratif de Grenoble ce qu'il advenait d'une affaire de sa compétence, il a été répondu que le tribunal jugeait en fait les affaires enregistrées depuis deux ans et huit mois. Face à cette lenteur excessive, il lui demande quelles mesures il compte prendre, notamment au niveau des effectifs de personnel, pour permettre à la justice d'être rendue dans des délais plus raisonnables.

Finances locales (équipements d'intérêt régional).

5450. — 26 août 1978. — **M. Alain Vivien** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le fait que certains équipements d'intérêt régional font l'objet de subventionnements par les conseils de région en matière d'investissements mais que la charge de fonctionnement est exclusivement supportée par la collectivité locale du lieu d'implantation. Or, il est bien évident que ces équipements, de par leur caractère régional, sont utilisés par les habitants de nombreuses communes. Il lui demande selon quelles modalités la participation des communes utilisatrices pourrait concourir au financement du fonctionnement de l'équipement en cause soulageant ainsi les finances de la commune d'implantation.

Travailleurs étrangers (réfugiés politiques).

5451. — 26 août 1978. — **M. Pierre Prouvost** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur la nécessité pour la France, conformément à l'esprit de l'article 17 de la convention de Genève, de chercher à améliorer les conditions d'accès au marché du travail des réfugiés politiques accueillis dans notre pays. En effet, l'imposition d'un contrat à durée déterminée tout comme le paiement d'une redevance à l'ONI pour frais de visite médicale, souvent plusieurs mois après l'entrée en France de ces personnes, exercent un effet dissuasif sur les employeurs éventuels. Il lui demande s'il ne lui paraît pas possible de limiter voire de supprimer ces formalités administratives en vue de faciliter l'intégration des réfugiés politiques que la France a décidé d'accueillir.

Service national (permissions agricoles).

5452. — 26 août 1978. — **M. Jacques Cambolive** appelle l'attention de **M. le ministre de la défense** sur la situation des jeunes agriculteurs ou fils d'agriculteurs qui effectuent actuellement leur service national. Il lui fait observer que dans bien des cas, les intéressés souhaiteraient obtenir une permission exceptionnelle leur permettant de rejoindre leur foyer ou leur exploitation afin de participer aux grands travaux agricoles d'été. Bien que les permissions agricoles soient aujourd'hui à qualité supprimées, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître quelles mesures il compte prendre pour donner des instructions aux chefs de corps afin que des permissions exceptionnelles puissent être accordées à ceux des appelés qui justifient d'une profession agricole ou d'une collaboration à une exploitation agricole.

Plus-values immobilières (calcul).

5453. — 26 août 1978. — **M. Louis Mexandeau** demande à **M. le ministre du budget** de bien vouloir lui indiquer le mode de détermination de la plus-value en matière immobilière dans l'hypothèse d'un bien recueilli par succession depuis plus de dix ans, délai de prescription des droits de mutation, et notamment de détermination du prix d'acquisition de ce bien, alors que la déclaration de succession de laquelle le bien a été recueilli n'a pas été soumise, alors même qu'il n'y a pas lieu de souscrire une telle déclaration, les recours du Trésor public étant prescrits.

*Cycles et motocycles
(tarifs 1978 fixés pour les artisans réparateurs).*

5454. — 26 août 1978. — **M. Louis Mexandeau** fait part à **M. le ministre de l'économie** de l'inquiétude ressentie par les artisans réparateurs de cycles et motocycles au sujet de la fixation des tarifs 1978 spécifiques à cette profession. Il lui demande si la tarification qui sera arrêtée s'inspirera des engagements nationaux conclus avec les branches voisines de l'automobile et du matériel et machines agricoles, et dans quels délais un accord interviendra permettant d'assurer le développement de l'activité économique d'un secteur employant plus de 12 000 salariés.

Prestations familiales (retards dans le paiement).

5455. — 26 août 1978. — **M. Pierre Jagoret** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les importants retards administratifs constatés pour le versement des prestations relevant de la caisse d'allocations familiales, notamment pour l'allocation aux grands infirmes, ainsi que pour le versement des prestations d'assurance vieillesse; les très longs délais existant entre la décision, le mandatement et la réception des sommes dues privent de nombreux ayants droit de tout ou partie de leurs ressources. Il lui demande donc quelles mesures elle compte prendre pour remédier à cette situation, lourde de conséquences pour les intéressés.

*Enseignants (professeurs du second degré :
demandes de mutation).*

5456. — 26 août 1978. — **M. Jacques Brunhes** demande à **M. le ministre de l'éducation** de lui indiquer le nombre de demandes de mutation déposées cette année par les professeurs du second degré (agrégés, certifiés, chargés d'enseignement) pour chaque discipline. Il lui demande en outre de lui indiquer pour chaque discipline la ventilation par académie du vœu formulé en n° 1.

Compagnie internationale des wagons-lits (situation de l'emploi).

5457. — 26 août 1978. — **M. Roger Combrisson** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur la situation de la Compagnie internationale des wagons-lits. Cette société, qui employait 3 000 agents en 1974 dans son secteur ferroviaire, n'en emploie plus que 2 400 en 1978 pour assurer 83 p. 100 du secteur restauration et 100 p. 100 du secteur places couchées. En septembre 1977, 130 nouveaux licenciements ont été prononcés auxquels il faut ajouter 31 fins de carrière anticipées. A ce jour, 120 personnes sont encore menacées de licenciement. De ce fait, on assiste à une baisse de la qualité du service que se doit d'assurer cette compagnie et à la dégradation des conditions de travail du personnel concerné. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour que la restauration ferroviaire assurée par la Compagnie internationale des wagons-lits maintienne la qualité de ses prestations et donc pour s'opposer aux licenciements.

Cours d'eau (relèvement du niveau de l'eau de l'Essonne).

5458. — 26 août 1978. — **M. Roger Combrisson** expose à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** ce qui suit : la Chocolaterie de l'Essonne exploite les ouvrages hydrauliques du « Moulin du Laminoir », à Corbeil-Essonnes, et, pour alimenter une turbine, a relevé, sans autorisation, de vingt-deux centimètres la cote de son déversoir provoquant ainsi en amont un relèvement anormal du niveau de l'eau de la rivière l'Essonne, créant de graves désordres dans les propriétés riveraines. Cette situation justifiant de nombreuses plaintes des habitants concernés, une enquête publique portant nouveau règlement d'eau a été prescrite par arrêté de **M. le préfet de l'Essonne** en date du 20 mai 1968. A l'issue de cette enquête qui s'est déroulée du 4 au 18 juin 1968, **M. le préfet**

de l'Essonne, par arrêté du 12 septembre 1968, adoptait ce nouveau règlement d'eau du Moulin du Laminoir. Cette décision a été notifiée à **M. Pualetmpin**, gérant de la société, le 23 septembre 1968. Or, l'arrêté préfectoral a fait l'objet, de la part du sieur Phalempin, d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de Versailles qui, le 18 février 1969, décidait que « jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le recours formulé par la Société la Chocolaterie de l'Essonne contre l'arrêté du préfet de l'Essonne, il sera sursi à l'exécution dudit arrêté ». Il est bien évident que, depuis cette date et en raison du maintien des conditions anormales d'exploitations hydrauliques de **M. Phalempin**, les désordres constatés dans les propriétés en amont se sont considérablement aggravés et les occupants éprouvent les plus grandes craintes quant à la résistance des fondations de leurs immeubles par suite de la présence continuelle d'eau dans leurs terrains. Cet état de fait, récemment aggravé encore à la suite des inondations de février-mars 1978, accroît le mécontentement des riverains qui, depuis plus de dix années maintenant, subissent des nuisances constituant un trouble certain de jouissance de leurs propriétés. Il lui demande, en conséquence, de vouloir bien prendre toutes les mesures qui s'imposent pour que le contentieux de cette affaire soit réglé dans les plus brefs délais et qu'ainsi les désordres imputables aux installations du sieur Phalempin cessent.

Chasse (pinson).

5459. — 26 août 1978. — **M. Marcel Tassy** demande à **M. le ministre de l'agriculture** que cette année soit rapportée l'interdiction de chasser le pinson. La chasse dite aux petits oiseaux a en effet de nombreux adeptes dans les départements méridionaux qui pourraient pratiquer cette chasse sans affecter l'équilibre de la région, qui se trouve par contre compromis par d'autres méthodes de destruction du pinson, particulièrement repeuplé cette année.

Chasse (grive).

5460. — 26 août 1978. — **M. Marcel Tassy** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur l'intérêt qu'il y aurait à maintenir la chasse aux grives, avec ou sans magnétophone, dans le département des Bouches-du-Rhône. Cette chasse est une tradition ancestrale dans notre département, elle passionne et intéresse toutes les générations de chasseurs et plus particulièrement les plus âgés et les handicapés qui ne peuvent pratiquer la chasse aux lapins, perdreaux et faisans. La suppression du magnétophone avait déjà incité trop de chasseurs à renoncer au permis de chasser. Si la suppression de la chasse aux grives est envisagée, il est possible que 60 p. 100 de chasseurs ne reprennent plus le permis. C'est une perte importante pour les finances de l'Etat.

Chasse (lapin de garenne : lutte contre la myxomatose).

5461. — 26 août 1978. — **M. Marcel Tassy** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur l'intérêt que présenterait le vaccin « Saurat » pour lutter contre la myxomatose qui décime le lapin de garenne, principal gibier du département et permette un nouvel essor de cette chasse traditionnelle. Il pense également qu'une expérience intéressante résulterait de l'importation du lapin américain, dit « Sylvulagus », dans notre département relativement peu agricole, ce qui serait certainement susceptible d'y améliorer les conditions de la chasse.

*Pollution de l'air (Vert-le-Petit [Essonne] :
institut de recherche chimique appliquée).*

5462. — 26 août 1978. — **M. Roger Combrisson** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur les pollutions atmosphériques provoquées par l'institut de recherche chimique appliquée de Vert-le-Petit, dans l'Essonne. Le 12 avril 1977, l'inspection des installations classées avait constaté, à l'issue d'une enquête, que des vapeurs s'échappaient du laboratoire « Synthèse » provoquant ainsi des nuisances pour le voisinage. A ce jour, aucune amélioration notoire n'est constatée en dépit des protestations répétées de la population et de la municipalité. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour que cessent ces pollutions provoquées par l'IRCHA.

Assurances maladie maternité (concubine de l'assuré).

5463. — 26 août 1978. — **M. Henri Canacos** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la non-application de l'article 13 de la loi du 2 janvier 1978 déterminant les bénéficiaires vivant maritalement avec l'assuré qui peuvent prétendre à l'assurance maladie et maternité. Les conditions fixées par cet

articles ne sont pas clairement déterminées. C'est ainsi que n'est pas définie la notion de charge « totale, effective et permanente ». De même se pose la question de savoir si un assuré, ouvrant droit à son conjoint légitime dont il est séparé, peut également garantir la personne avec laquelle il vit maritalement. Les caisses d'assurance maladie ne peuvent, dans ces conditions, mettre en œuvre l'article mentionné. Il lui demande de prendre rapidement toutes mesures utiles sur la parution du décret d'application de ladite loi.

*Habitations à loyer modéré
(composition des conseils d'administration des offices).*

5464. — 26 août 1978. — **M. Henri Canacos** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur l'application du décret n° 78-213 du 16 février 1978 qui prévoit une nouvelle composition des conseils d'administration des offices publics HLM. L'interprétation de l'article 5-2 fixant les conditions d'éligibilité des représentants des locataires dans lesdits conseils d'administration est différente d'un office HLM à l'autre, particulièrement sur l'exigence de la nationalité française. En conséquence, il lui demande s'il ne considère pas qu'il suffit d'être titulaire d'un contrat de location et d'être à jour de ses loyers et de ses charges pour être éligible et, dans cette hypothèse, qu'un locataire de nationalité étrangère peut faire acte de candidature.

*Fonctionnaires et agents publics
(conducteurs de travaux publics).*

5465. — 26 août 1978. — **M. Joseph Legrand** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur le mécontentement des conducteurs des travaux publics de l'Etat sur le retard à leur classification au niveau de la catégorie B de la fonction publique. Il lui rappelle qu'en date du 12 mai 1977, **M. Fourcade**, alors ministre de l'équipement, avait pris, à la demande des syndicats, l'engagement de créer « un nouveau corps doté de l'échelle type du premier niveau de la catégorie B ». La nomination dans ce corps de l'ensemble des conducteurs de travaux publics de l'Etat en fonctions devait s'effectuer en trois étapes. Cette opération devait se terminer en même temps que celle en cours de réalisation aux postes et télécommunications. En conséquence, il lui demande où en est l'étude de cette classification et s'il ne pense pas appliquer le point de départ de cette nouvelle classification à compter du 12 mai 1977, date de l'engagement de **M. Fourcade** devant les syndicats des personnels de l'équipement.

Construction (participation obligatoire des employeurs).

5466. — 26 août 1978. — **M. Henri Canacos** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur les menaces qui pèsent sur la taxe de 1 p. 100 de la masse salariale versée par les entreprises pour participer au financement de la construction. D'après les échos de la réunion du conseil des ministres du 16 juin, le Gouvernement, après avoir proposé la réduction de la taxe de 1 p. 100 à 0,9 p. 100, s'apprêterait à la fiscaliser à compter du 1^{er} janvier 1979. La transformation de cette taxe qui a permis le relogement de deux millions 600 000 familles risquerait de porter un coup grave à la construction. En conséquence, il lui demande quelles sont les intentions du Gouvernement en ce domaine.

Fonctionnaires et agents publics (conducteurs de travaux publics).

5467. — 26 août 1978. — **M. Jacques Mellick** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur la situation des conducteurs de travaux publics de l'Etat. Considérant que, dans une lettre adressée au secrétaire général du syndicat national CGT-FO le 12 mai 1977, **M. le ministre de l'équipement** et de l'aménagement du territoire avait pris en considération la demande de son personnel visant à rétablir en faveur des conducteurs de travaux publics de l'Etat une identité de situation qui existait jusqu'à une date récente avec leurs homologues des services des lignes des postes et télécommunications, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître s'il entend traduire cet engagement dans les faits. Les engagements de son prédécesseur étaient la création d'un nouveau corps doté de l'échelle type du premier niveau de la catégorie B. Il lui rappelle que les conducteurs de travaux publics de l'Etat assument aujourd'hui des responsabilités dont l'importance et la multiplicité n'ont fait que suivre l'accroissement des activités du service de l'équipement, notamment au niveau des subdivisions territoriales.

Handicapés (allocations).

5468. — 26 août 1978. — **M. Jacques Mellick** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la situation des handicapés et paralysés. Constatant que l'allocation aux adultes handicapés avoisine la moitié du SMIC et que l'allocation d'éducation spéciale ainsi que son complément ne permettent pas aux familles de faire face aux conséquences du handicap, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que soit relevé le montant insuffisant des prestations. Constatant, d'autre part, que la modification des conditions exigées pour l'attribution de l'allocation compensatrice est beaucoup plus restrictive que celle demandée pour les anciennes allocations de compensation et majoration pour tierce personne, il souhaiterait savoir s'il envisage d'étudier une nouvelle révision de ces conditions. Il lui demande enfin de bien vouloir lui indiquer s'il entend prendre les mesures nécessaires pour que l'application de la loi se fasse à tous les échelons afin que la solidarité de la nation puisse se traduire concrètement, notamment en matière financière.

Tribunaux administratifs (respect des délais de procédure).

5469. — 26 août 1978. — **M. Roland Beix** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur l'affaire du syndicat intercommunal de Mortagne-sur-Gironde et le différend qui oppose le syndicat au ministère de l'agriculture. Le ministère, à la suite de la notification faite par le tribunal administratif de Poitiers le 7 mars 1977, avait un délai de deux mois pour déposer son mémoire en défense. Une mise en demeure a été adressée par le président du tribunal administratif le 13 septembre 1977. Le 1^{er} août 1978 le ministère n'a toujours pas déposé de mémoire de défense. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour que les délais impartis par le tribunal de Poitiers soient respectés et afin que la défense qui doit être présentée par le ministère le soit effectivement.

Emploi (Fontenet [Charente-Maritime] : Société Gelypan).

5470. — 26 août 1978. — **M. Roland Beix** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur la situation de la Société Gelypan. Après un plan de redressement de janvier et février 1977, la situation de la Société Gelypan et de ses entreprises se trouve encore aujourd'hui en état de précarité. La société Isorel, qui était en état de cessation de paiement, vient d'obtenir un arrêt de poursuites pour une période de trois mois. Gelypan, dont l'usine de Fontenet emploie 75 salariés, est une filiale à 83,9 p. 100 d'Isorel. Gelypan, qui a interrompu, à cause des frais trop élevés, son activité pour l'exportation, approvisionne essentiellement l'industrie du meuble en panneaux de particules agglomérées. La recherche de partenaires nouveaux doit se poursuivre dans le cadre de l'institut de développement industriel afin de permettre la relance ou la restructuration des activités Isorel-Gelypan. Il souligne la nécessité impérieuse d'un redémarrage des entreprises Gelypan afin que l'emploi de zones en dépression économique ne continue pas à être sacrifié. Il lui demande de lui faire part de la situation actuelle des négociations et d'indiquer quelles mesures il compte prendre pour relancer l'activité des sociétés Isorel-Gelypan.

Autoroutes (liaison Albi-Toulouse).

5471. — 26 août 1978. — **M. André Billoux** rappelle à **M. le ministre des transports** la réponse faite par **M. Galley**, ministre de l'équipement, l'informant de la future programmation d'une voie autoroutière entre Albi et Toulouse, dont l'impérieuse nécessité a été reconnue pour désenclaver le nord du département du Tarn et relier le chef-lieu avec la métropole régionale. Il lui indique à nouveau que le conseil général a, sur son rapport, adopté un itinéraire et qu'il convient maintenant d'assurer la maîtrise des terrains. Bien que cette voie ne fasse pas partie des autoroutes projetées d'ici à 1983, il serait utile de mettre à profit ce délai pour obtenir les autorisations et les crédits afin que la mise en chantier et la réalisation puissent intervenir d'ici à 1985. Le retard pris par notre région en matière d'infrastructure autoroutière justifie une priorité. Il lui demande de lui faire connaître comment il envisage la programmation et la réalisation de cette voie.

Cuir et peaux (Labrède (Gironde) : usine Simplex).

5472. — 26 août 1978. — M. Pierre Lagorce appelle l'attention de M. le ministre de l'industrie sur la situation préoccupante de l'usine Simplex de Labrède, en Gironde, qui travaille pour l'industrie de la chaussure. La direction de cette usine qui occupe 429 employés et produit à 65 p. 100 pour l'exportation (Soudan, Zaïre, Sénégal, Algérie, Nigéria, Lybie), envisage un certain nombre de licenciements, ce qui perturber gravement la situation de l'emploi dans le milieu rural où elle est installée. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre, notamment en liaison avec M. le ministre du commerce extérieur, en ce qui concerne le maintien ou l'extension des commandes des pays étrangers pour lesquels travaille l'usine Simplex, afin de régler les difficultés qu'elle a à affronter et à préserver les intérêts de ses employés.

Produits agricoles (exportations et importations entre la France et les autres pays de la CEE).

5473. — 26 août 1978. — M. Pierre Lagorce demande à M. le ministre du commerce extérieur s'il peut lui faire connaître les quantités et si possible la valeur en francs constants des principaux produits agricoles que la France a exportés vers les huit autres pays de la Communauté économique européenne : 1° durant les trois années qui ont précédé la mise en application du Marché commun ; 2° au cours des trois dernières années. Il lui demande également s'il peut lui fournir les mêmes précisions chiffrées concernant, pour les mêmes périodes, les importations françaises de produits agricoles en provenance de ces huit pays.

Produits agricoles (exportations et importations entre la France d'une part, la Grèce, le Portugal et l'Espagne d'autre part).

5474. — 26 août 1978. — M. Pierre Lagorce demande à M. le ministre du commerce extérieur s'il peut lui faire connaître, pour les trois dernières années, les quantités et si possible la valeur des principaux produits agricoles : 1° que la France a importés de Grèce, du Portugal et d'Espagne ; 2° que la France a exportés vers ces trois pays.

Elevage (porcs).

5475. — 26 août 1978. — M. Michel Manet attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les difficultés que rencontrent les éleveurs du groupement de producteurs de porcs de la coopérative agricole départementale de la Dordogne. En raison de la situation catastrophique du marché, de l'endettement des éleveurs qui a atteint depuis cinq mois 17,72 francs par porc produit, de la gravité de la crise devant laquelle les mesures d'actualisation du programme de rationalisation ne peuvent, à elles seules, suffire, il lui demande : quelles limitations seront apportées aux importations ; quelles mesures d'ensemble seront étudiées pour permettre la mise en place d'un dispositif de désarmement des montants compensatoires monétaires sur trois ans maximum.

Electricité de France (lignes à haute tension).

5476. — août 1978. — M. Raoul Bayou appelle l'attention de M. le ministre de l'industrie sur l'implantation à travers le Languedoc et en particulier le département de l'Hérault d'une ligne à haute tension de 400 000 volts, installée par l'EDF. Les services techniques de l'EDF ont informé les maires intéressés de ce projet en 1976 mais depuis cette date aucune autre information précise n'a été donnée aux élus ni à la population. Aussi, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître : 1° quelles sont exactement les intentions de l'EDF ; 2° s'il envisage de demander à l'EDF d'effectuer une étude complète en association avec des techniciens et des scientifiques n'appartenant pas à l'EDF, sur les conséquences économiques, sociales, humaines et écologiques de l'installation de cette ligne à haute tension ; 3° s'il envisage de donner toutes instructions à l'EDF pour que les élus et la population soient informés d'une manière complète et consultés à ce sujet.

Réunion (extension de l'arrêté du 9 août 1947 instituant un OPPBTP).

5477. — 26 août 1978. — M. Pierre Lagorce demande à M. le ministre du travail et de la participation s'il lui serait possible d'envisager très rapidement une extension à la Réunion des dispositions de l'arrêté du 9 août 1947, paru au Journal officiel du 23 août 1947, instituant un organisme professionnel de prévention du

bâtiment et des travaux publics (OPPBT) dont la mission est d'aider à l'observation des prescriptions relatives à la profession des travailleurs et de contribuer à l'amélioration des conditions de sécurité du travail. Cette extension permettrait, en effet, la création, dans ce département, d'un comité local de l'OPPBT dont l'action éducative et préventive ne pourrait être que bénéfique pour la profession.

Tribunaux d'instance (délais de règlement des procédures d'injonction de payer).

5478. — 26 août 1978. — M. Jacques Doufflaques attire l'attention de M. le ministre de la justice sur l'extrême lenteur mise par certains tribunaux d'instance à régler les procédures d'injonction de payer. Cette procédure est pourtant très simple, puisque la requête est établie intégralement par le créancier. Elle ne trouve de justification réelle que dans sa rapidité, sinon le débiteur défaillant ou recalçant risque de disparaître ou de devenir complètement insolvable. Les retards actuels semblent dus à l'insuffisance des effectifs dans certains tribunaux d'instance. Faute de pouvoir renforcer rapidement ces effectifs de façon significative, ne paraîtrait-il pas opportun d'envisager une modification législative en vue d'attribuer ces affaires aux tribunaux de commerce qui paraissent susceptibles de statuer dans de meilleures conditions de rapidité.

Successions (droits).

5479. — 26 août 1978. — M. Jacques Doufflaques appelle l'attention de M. le ministre du budget sur les conditions dans lesquelles sont calculés les droits de succession sur les indemnités versées à la suite d'aliénations de terrains situés dans des ZAD et pour lesquels les collectivités font jouer leur droit de préemption. Ces droits s'élèvent à 20 p. 100 du montant estimé de la succession, dès que ce montant dépasse 250 000 francs. Ces droits sont calculés sur la base de la valeur vénale des immeubles faisant l'objet de la succession, estimée par les domaines. Cette valeur est estimée sur la base des documents fournis par les services de l'équipement et qui attestent de la constructibilité ou non desdits terrains. Or ces documents ne sont valables que cinq ans et peuvent être révisés en sens contraire au terme de ces cinq ans, sans qu'il soit possible de réviser le montant des droits payés en conséquence. Ainsi, de nombreux terrains, classés « constructibles » dans les anciens plans d'urbanisme, et ayant, à ce titre, donné lieu à la perception de droits de succession élevés, sont désormais classés en zone NC dans les nouveaux plans d'occupation des sols et ont, de ce fait, une valeur vénale moindre que celle sur laquelle ont été évalués les droits. Il en résulte, à l'évidence, une situation inéquitable pour les propriétaires de ces terrains. M. le ministre pourrait-il indiquer comment il compte éviter cette source d'enrichissement sans cause pour l'Etat.

Impôt sur le revenu (revenus non professionnels).

5480. — 26 août 1978. — M. Jacques Doufflaques appelle l'attention de M. le ministre du budget sur les conditions dans lesquelles est établi et perçu l'impôt sur les revenus provenant des indemnités versées aux propriétaires exploitants ou non-exploitants des terrains acquis par les collectivités au titre de leur droit de préemption dans les ZAD. Ces acquisitions se font sans indemnité de réemploi et les indemnités pour le matériel (telles les serres) sont établies sur leur valeur résiduelle et non sur leur valeur de réemploi. Les plus-values éventuelles sont imposées au titre de l'impôt sur le revenu et doivent donc être payées dans l'année qui suit la signature de l'acte de vente, alors que, fréquemment, les indemnités ne sont effectivement réglées que beaucoup plus tard. Il lui demande s'il ne serait pas plus équitable de ne prendre en compte la plus-value que sur l'exercice où l'indemnité a été réellement payée.

Voies navigables (canal du Loing).

5481. — 26 août 1978. — M. Jacques Doufflaques attire l'attention de M. le ministre des transports sur la dégradation relative du canal du Loing entre Montargis et Saint-Mammès. Cette dégradation comme l'insuffisance du gabarit de ce canal obèrent le trafic qu'il pourrait et devrait supporter et détourner une partie de ce trafic vers des modes de transport consommateurs de plus d'énergie. Aussi souhaiterait-il connaître les projets éventuellement étudiés par l'administration pour redonner à ce canal son importance dans le réseau fluvial euro-danubien.

*Commerçants et artisans
(jours et heures d'ouverture).*

5482. — 26 août 1978. — **M. Jacques Doufflaques** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie** sur la multiplicité des textes législatifs et réglementaires d'origine diverse qui limitent les possibilités d'exercice, le dimanche, de certaines activités commerciales ou de service. Ces dispositions, le plus souvent élaborées dans le souci de la protection du travailleur, paraissent aujourd'hui particulièrement adaptées à une période où le libre choix des horaires de travail est de plus en plus répandu. De plus, les limitations ainsi imposées au commerce tément effectivement les consommateurs le jour où ils pourraient, dans les meilleures conditions, effectuer leurs achats. Au moment où est enfin rétablie une certaine forme de libre concurrence par le retour à la liberté des prix, ne lui paraîtrait-il pas opportun de restituer aux commerçants le libre choix de leurs jours et heures d'ouverture, à la seule condition qu'ils respectent, pour leurs employés, les amplitudes horaires prévues par le code du travail.

*Universités (crédits de fonctionnement
et d'entretien courant des bâtiments).*

5483. — 26 août 1978. — **M. Laurent Fabius** appelle l'attention de **Mme le ministre des universités** sur les modalités de calcul des crédits affectés aux universités pour le fonctionnement (chauffage, fluides, nettoyage) et l'entretien courant des bâtiments. Depuis de nombreuses années, ce calcul se fait sur la base de 47 par mètre carré. Or cette base paraît très insuffisante pour beaucoup d'universités, notamment celle de Rouen (Seine-Maritime), qui sont conduites à prélever alors des sommes destinées à l'origine à la pédagogie ou à la recherche. L'augmentation des tarifs publics accélère ce processus. Il lui demande donc quelles mesures elle compte prendre pour mettre fin à cette situation.

*Universités (crédits de fonctionnement
et d'entretien courant des bâtiments).*

5484. — 26 août 1978. — **M. Laurent Fabius** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur les modalités de calcul des crédits affectés aux universités pour le fonctionnement (chauffage, fluides, nettoyage) et l'entretien courant des bâtiments. Depuis de nombreuses années ce calcul se fait sur la base de 47 par mètre carré. Or cette base apparaît très insuffisante pour beaucoup d'universités, notamment celle de Rouen (Seine-Maritime), qui sont conduites à prélever alors des sommes destinées à l'origine à la pédagogie ou à la recherche. L'augmentation des tarifs publics accélère ce processus. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à cette situation.

*Enseignement supérieur
(nombre de postes d'enseignant chercheur).*

5485. — 26 août 1978. — **M. Laurent Fabius** appelle l'attention de **Mme le ministre des universités** sur le nombre de postes d'enseignant chercheur à créer. Ces dernières années, seulement trente emplois par an d'enseignant chercheur ont été inscrits au budget pour toutes les disciplines (médecine mise à part). Il en résulte souvent un vieillissement des équipes très préjudiciable à la recherche. Dans ces conditions, il lui demande si elle envisage, comme ce serait légitime, d'inclure les enseignants dans l'enveloppe Recherche, avec des crédits correspondants, de sorte que la croissance de 3 p. 100 des effectifs prévue par le Gouvernement puisse être appliquée aux universités. Sinon, il lui demande quelles dispositions elle compte prendre pour empêcher que toute une génération de jeunes chercheurs soit ainsi sacrifiée.

*Enseignement supérieur
(nombre de postes d'enseignant chercheur).*

5486. — 26 août 1978. — **M. Laurent Fabius** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur le nombre de postes d'enseignant chercheur à créer. Ces dernières années, seulement trente emplois par an d'enseignant chercheur ont été inscrits au budget pour toutes les disciplines (médecine mise à part). Il en résulte souvent un vieillissement des équipes très préjudiciable à la recherche. Dans ces conditions, il lui demande s'il envisage, comme ce serait légitime, d'inclure les enseignants dans l'enveloppe Recherche, avec des crédits correspondants, de sorte que la croissance de 3 p. 100 des effectifs prévus par le Gouvernement puisse être appliquée aux universités. Sinon, il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour empêcher que toute une génération de jeunes chercheurs soit ainsi sacrifiée.

*Agents communaux
(revendications).*

5487. — 26 août 1978. — **M. Jean Poperen** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les revendications des agents de maîtrise des communes. Il lui fait observer que, malgré les mesures incluses dans l'arrêté ministériel de septembre 1977, les intéressés attendent toujours un véritable reclassement permettant de mettre un terme à la dévalorisation flagrante de leur emploi puisque l'ensemble des agents maîtres ouvriers placés sous leurs ordres sont dans la même grille indiciaire que les contre-maîtres. Aussi les agents de maîtrise demandent-ils l'ouverture de nouvelles négociations dans le cadre de la commission paritaire nationale afin d'aboutir à une véritable refonte de la grille indiciaire et au reclassement des contre-maîtres en catégorie B. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître quelle suite il pense pouvoir réserver à ces revendications parfaitement justifiées.

*Contrats de travail
(rachat de la société employeur).*

5488. — 26 août 1978. — **M. Joseph-Henri Maujôan du Gasset** expose à **M. le ministre du travail et de la participation** que **M. W.**, chef d'agence dans une société anonyme R., a été, à la suite d'un rachat de sa société par une autre société C., mis en demeure de continuer le travail dans la société acheteur, mais dans des conditions différentes, ne retenant pas les qualifications acquises dans l'ancienne société ou de partir. **M. W.** en a appelé aux prud'hommes aux fins de constatation de rupture de contrat avec les indemnités correspondantes. Il lui demande si le fait, par **M. W.**, de reprendre du travail dans une société autre que la société C. peut le faire considérer, devant un tribunal, comme étant démissionnaire de son premier poste.

*Communauté économique européenne
(politique monétaire commune).*

5489. — 26 août 1978. — **M. Joseph-Henri Maujôan du Gasset** expose à **M. le ministre des affaires étrangères** que la Grande-Bretagne semble actuellement se prêter à un véritable « marchandage », n'acceptant de participer à une relance monétaire européenne que si, en contrepartie, ses partenaires s'engagent à réviser la politique agricole commune. Il lui demande si une telle attitude ne va pas à l'encontre de l'esprit communautaire et ce qu'il compte faire pour inciter ce pays à revenir sur sa position.

*Permis de conduire
(suspension pour conduite en état d'ivresse).*

5490. — 26 août 1978. — **M. Joseph-Henri Maujôan du Gasset** expose à **M. le ministre de la justice** que la circulaire interministérielle définissant les conditions d'organisation des opérations de dépistage préventif de la conduite en état d'ivresse et publiée au *Journal officiel* du 3 août 1978, prévoit la suspension éventuelle du permis de conduire, conformément à l'article R. 268 du code de la route. Il lui demande comment cette sanction sera appliquée s'il s'agit d'un conducteur de nationalité étrangère.

Fonctionnaires et agents publics (loi Roustan).

5491. — 26 août 1978. — **M. Henri Bayard** demande à **M. le ministre de l'éducation** s'il peut lui indiquer le nombre de demandes de mutations enregistrées pour l'année scolaire 1978-1979 au titre du rapprochement d'époux et combien ont pu être satisfaites.

*Société nationale des chemins de fer français
(expédition et réception des colis et bogages).*

5492. — 26 août 1978. — **M. Henri Bayard** fait part à **M. le ministre des transports** de l'inquiétude qui vient de se manifester dans la région à l'annonce de diverses mesures prises par la SNCF. En effet, dorénavant, dans le département de la Loire, seules sept gares recevraient ou expédieraient des express directs limités à 20 kg maximum et, quant aux bagages voyageurs, de nombreuses gares ne pourraient ni les expédier ni les recevoir. Les maires étant très sensibles au maintien des différents services publics, notamment en milieu rural, il lui demande s'il ne considère pas cette mesure comme une contradiction avec certains apaisements qui ont été récemment donnés quant à ce maintien.

Equitation (loueurs de chevaux de selle).

5493. — 26 août 1978. — M. Henri Bayard demande à M. le ministre de l'agriculture si des mesures réglementaires existent pour contrôler l'activité des loueurs de chevaux de selle et particulièrement pour réprimer l'activité de loueurs éventuellement non déclarés, qui ne respecteraient pas les conditions élémentaires d'hygiène et qui ne seraient pas, par ce biais, soumis à la taxation, et s'il entend multiplier les contrôles, à une époque où tend à se multiplier cette activité de loisirs.

Communauté économique européenne (commission de la CEE).

5494. — 26 août 1978. — M. Michel Debré demande à M. le ministre de l'industrie en vertu de quelle disposition, en toute hypothèse non agréée par le Parlement, la commission de la Communauté économique européenne a été appelée à donner son autorisation à la construction d'une usine nucléaire aux environs de Romans.

Politique extérieure (Etats-Unis).

5495. — 26 août 1978. — M. Michel Debré demande à M. le ministre des affaires étrangères quelle réponse compte-il adresser au Gouvernement américain qui, au mépris des principes du droit international, exerce des pressions pour la non-exécution du contrat signé entre la France et le Pakistan.

Automobiles (accord Peugeot-Chrysler : information des syndicats).

5496. — 26 août 1978. — M. Jean Poperen, suite à l'annonce de la fusion Peugeot-Chrysler, demande à M. le ministre de l'industrie de bien vouloir lui indiquer quelles dispositions ont été prises pour que les organisations syndicales des travailleurs de Peugeot-Citroën et de Chrysler-France soient informées du contenu de l'accord et pour que soient garantis les intérêts et les droits du personnel, en particulier en ce qui concerne l'emploi.

Automobiles (accord Peugeot-Chrysler : information du Parlement).

5497. — 26 août 1978. — M. Jean Poperen demande à M. le ministre de l'industrie de bien vouloir lui faire connaître dans quelles conditions il envisage d'informer le Parlement sur le contenu de l'accord Peugeot-Citroën-Chrysler et en particulier sur la part réelle des intérêts américains dans le groupe ainsi constitué.

RATP (patronage « Les Cadets »).

5498. — 26 août 1978. — M. Georges Marchais attire l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la grave situation du patronage laïque des enfants d'agents de la RATP « Les Cadets », menacé de disparition par l'attitude de la direction de la régie à son égard. Cinq centres de loisirs, situés dans la banlieue parisienne, accueillent 1 000 enfants de 6 à 15 ans. Ces établissements ne perçoivent aucune subvention de l'Etat qui, par contre, récupère en 6 ans, par le biais de la TVA, la valeur d'une année de fonctionnement. La direction de la RATP, quant à elle, ne verse aucun centime et reprend la plus grosse partie de la subvention versée au comité d'entreprise. De tels procédés ont pour résultat d'hypothéquer l'existence d'une œuvre sociale à personnalité civile du comité d'entreprise, appréciée du personnel. Il est indispensable de garantir aux enfants de salariés le droit aux jeux, à la culture et aux loisirs. La responsabilité des pouvoirs est engagée afin d'apporter leur aide aux familles qui, pour certaines, faute d'infrastructures, de moyens, de solutions, sont dans l'obligation d'emmener leurs enfants, le mercredi, sur le lieu de leur travail. Des moyens existent : 1° prise en compte par la RATP : a) au moins de la demi-gratuité, voire la gratuité totale du transport des enfants dans les centres de loisirs ; b) des frais de « congé formation » ; c) des frais financiers pour permettre : l'ouverture des centres du 1^{er} au 15 septembre ; l'ouverture en coopération de deux nouveaux centres ; 2° une prise en charge par les pouvoirs publics : a) de 50 p. 100 des frais de fonctionnement ; b) du remboursement ou de l'exonération de la TVA. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour inciter les autorités concernées à favoriser le fonctionnement d'une activité éminemment sociale.

SNCF (buffet de la gare de Nice (Alpes-Maritimes)).

5499. — 26 août 1978. — Mme Jeanine Porte attire l'attention de M. le ministre des transports sur la fermeture du buffet de la gare de Nice actuellement géré par la Compagnie des wagons-lits. Cette fermeture annoncée pour le 15 septembre 1978 entraînerait la suppression de vingt et un emplois dans une ville déjà durement touchée par le chômage, notamment dans l'industrie hôtelière. Elle aurait également pour conséquence de priver la ville de Nice dont on connaît la vocation touristique nationale et internationale de tout service de restauration au sein de la gare. Cette décision soulève également deux questions : que signifie « fermeture pour une durée indéterminée » comme le stipule la lettre de la SNCF envoyée à la direction des wagons-lits ; comment concevoir que la SNCF n'ait pu trouver aucun partenaire pour prendre le relais de la Compagnie des wagons-lits pour assumer la gestion de cet établissement ; les redevances seraient-elles si élevées, le contrat commercial impossible à tenir du fait des exigences de la SNCF. Elle lui demande de bien vouloir en conséquence prendre les mesures de nature à permettre le fonctionnement du buffet et le maintien de tous les emplois.

Taxe professionnelle (locations d'appartements meublés).

5500. — 26 août 1978. — M. Robert Ballanger demande à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur quelles mesures il compte prendre pour réduire la base d'imposition pour la taxe professionnelle sur les locations d'appartements meublés, notamment dans les zones rurales défavorisées où la durée de location est très courte. Une telle mesure qui favoriserait les locations à la campagne est revendiquée par des collectivités locales. Ainsi la commission des impôts de la commune de Barnas dans l'Ardèche vient de voter une motion en ce sens.

Impôt sur le revenu (charges déductibles).

5501. — 26 août 1978. — M. André Delelis rappelle à M. le ministre du budget que, selon les instructions appliquées par les services fiscaux, les dépenses exposées par un contribuable qui a fait exécuter certains travaux sur un immeuble qu'il a acheté peuvent être admises en déduction des revenus fonciers, dans la mesure où ces travaux ont pour objet la remise en état des lieux dans leur consistance, leur agencement et leurs équipements anciens. Dans le même ordre d'idées, il lui demande si ces dispositions peuvent être appliquées aux immeubles occupés faisant l'objet de travaux résultant de dommages causés par l'exploitation minière aux risques desquels l'exploitant s'est antérieurement soustrait dans un acte de cession immobilière.

Maladies professionnelles (silicose).

5502. — 26 août 1978. — M. André Delelis rappelle à Mme le ministre de la santé et de la famille le caractère tragique de la maladie professionnelle qu'est la silicose qui entraîne pour les ouvriers mineurs qui en sont atteints des souffrances physiques et morales abrégant l'existence et faisant d'eux rapidement des hommes diminués. Les problèmes de la prévention de cette maladie mis à part, il lui demande de lui faire connaître les résultats obtenus sur le plan de la recherche scientifique et les moyens mis en œuvre afin de réduire les souffrances atroces des silicosés et de traiter les malades avec le maximum de chance de guérison.

Agents communaux (cadres administratifs).

5503. — 26 août 1978. — M. Claude Evin attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur le projet de réforme des cadres administratifs communaux, et notamment sur la création du grade d'attaché. Ce projet soulève, en effet, des inquiétudes profondes à l'intérieur du personnel communal dans la mesure où il remet en cause les droits acquis par les cadres administratifs quant à un déroulement linéaire de leur carrière. Il lui demande donc de bien vouloir lui indiquer si dans ce projet de réforme le Gouvernement entend garantir la spécificité de la fonction communale ainsi que les possibilités de promotion et de carrière auxquelles sont très attachés les personnels communaux.

Assurances vieillesse (transports urbains).

5504. — 26 août 1978. — M. Claude Evin appelle l'attention de M. le ministre des transports sur la situation des employés des transports urbains au regard de leurs droits à pension, acquis antérieurement à cinquante-cinq ans pour les services actifs et soixante ans pour les autres catégories de personnel. Or, contrairement aux

textes intervenus précédemment, notamment la loi du 19 août 1950, qui leur reconnaissait ce droit, le décret n° 54-053 du 14 septembre 1953 remettait en cause ce droit acquis aux personnels des transports urbains. Il lui demande s'il n'estimerait pas justifié de reprendre les dispositions de la loi du 19 août 1950, en reconnaissant un droit acquis historiquement par cette profession, et de l'étendre aux travailleurs des entreprises de la collecte et du traitement des ordures ménagères et résidus urbains.

Elevage (aides de l'Etat).

5505. — 26 août 1978. — **M. Martin Malvy** demande à **M. le ministre de l'Agriculture** s'il est exact, comme l'a relaté la presse, qu'il a décidé pour les prochains mois la suppression des aides aux bâtiments d'élevage, la diminution des crédits destinés aux conventions régionales laitières et la réduction de quinze à cinq ans des prêts spéciaux d'élevage pour les agriculteurs ne bénéficiant pas de plan de développement. Il attire son attention sur les conséquences que ces mesures entraîneraient, et s'étonne qu'elles puissent être seulement envisagées, à un moment où l'agriculture française traverse une conjoncture particulièrement défavorable, qui s'ajoute aux handicaps naturels de certaines régions et aux perspectives d'ouverture de la Communauté: situation parfois dramatique des producteurs de porcs qui ne peuvent se satisfaire de facilités de trésorerie, forte baisse sur le marché du veau, incertitude sur l'avenir de la production ovine. Il lui rappelle que pour ces trois productions, qui seraient donc frappées par ces décisions, comme le soulignent les milieux professionnels, la situation n'a fait que se dégrader depuis plusieurs mois malgré les promesses et déclarations officielles.

Paris (secteur de la Villette).

5506. — 26 août 1978. — **M. Paul Laurent** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur le fait qu'une nouvelle fois c'est par la presse et la radio que les élus, en particulier les élus parisiens et ceux du 19^e arrondissement, ont été informés de l'examen par le conseil interministériel du 8 août dernier de l'aménagement du secteur de la Villette. Il tient à lui faire part de son indignation devant les méthodes qui tendent à se généraliser et qui consistent à traiter d'affaires importantes dans le secret des cabinets gouvernementaux. Des informations données à l'issue de ce conseil, il ressort qu'il a été décidé, une fois encore, de mettre un nouveau projet à l'étude. Il s'agit cette fois d'un musée des sciences et des techniques, proposition qui peut effectivement présenter un grand intérêt. Toutefois, un architecte a été désigné sans qu'apparemment aucune orientation pour l'urbanisation globale de la Villette ne lui ait été donnée. Ni les équipements socio-culturels et sportifs, ni l'édification d'un palais des sports, ni la construction de logements sociaux, ni la possibilité d'implantation de la faculté de Vincennes n'ont été seulement évoqués. Tout semble se passer comme s'il s'agissait d'une nouvelle opération démagogique destinée à gagner encore un peu de temps. Il eslime utile de lui rappeler que les 55 hectares libres de la Villette offrent de vastes possibilités de satisfaire les besoins des habitants de la capitale. Il lui rappelle également que le groupe communiste à l'Assemblée nationale a déposé une proposition de loi pour l'agencement de ce secteur depuis le 29 octobre 1976. Par ailleurs, de nombreuses autres suggestions ont été émises par diverses associations et mouvements, ainsi qu'à l'occasion du concours d'idées organisé, en juin 1976, par l'APUR à l'initiative du commissaire à l'aménagement de la Villette. Les autorités de tutelle ne semblent guère soucieuses d'en tenir compte. Il est, par conséquent, grand temps de procéder à la confrontation de toutes les idées sur la base d'une orientation d'ensemble, et à la concertation promise avec la ville de Paris, les élus parisiens, la population et ses associations. C'est pourquoi il lui demande une communication gouvernementale immédiate sur l'état des études d'aménagement des terrains et bâtiments de la Villette, afin de permettre une discussion détaillée dès la prochaine session parlementaire et faciliter la mise en œuvre, dans les plus brefs délais, de l'aménagement social attendu depuis tant d'années.

Agences de bassin (situation des personnels).

5507. — 26 août 1978. — **M. André Labarrère** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur les revendications des personnels des agences de bassin. Il lui signale que depuis la création de ces agences il y a plus de dix ans, aucun progrès notable n'a été accordé aux personnels. Or, en 1973, une commission paritaire nationale a été constituée pour examiner et proposer les

mesures nécessaires afin que soit élaborée une grille de rémunérations permettant un déroulement de carrière normal; que soit constituée une retraite décente; que soient reconnus également les droits acquis; enfin, que soit appliqué le supplément familial de traitement. Toutefois, depuis la réunion de cette commission, aucune mesure n'a été prise, ce qui a entraîné jeudi dernier la grève du personnel des diverses agences. Dans ces conditions, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître quelle est la position du Gouvernement à ce sujet et quelles mesures il compte prendre pour répondre au plus tôt aux légitimes revendications des personnels intéressés.

Permis de construire (constructions préfabriquées).

5508. — 26 août 1978. — **M. Louis Besson** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur le problème des constructions préfabriquées, voire des grandes caravanes dites d'habitation, au regard de la législation et de la réglementation applicables en matière de permis de construire. Il n'est en effet pas rare que les fabricants de ces bâtiments légers éditent des prospectus publicitaires portant parmi les arguments de vente celui selon lequel un permis de construire ne serait pas exigé. Comme, avec l'adoption de POS par un nombre croissant de communes, cette information est de plus en plus souvent inexacte, il semble bien que nous avons affaire à une publicité qui se révèle fréquemment dans la pratique mensongère. Il n'empêche que ce sont les acquéreurs de bonne foi qui, se flant aux indications du vendeur, supportent ensuite toutes les conséquences d'une construction sans permis. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre un terme à cette irritante situation.

Transports en commun (seuil démographique ouvrant droit au « versement transport »).

5509. — 26 août 1978. — **M. Louis Besson** appelle l'attention de **M. le ministre des transports** sur le problème du seuil démographique exigé des agglomérations urbaines pour l'ouverture du droit à la perception du « versement transport ». A diverses reprises, il a été officiellement indiqué que le seuil actuel de 100 000 habitants serait abaissé. Cette information, qui ne s'est pas concrétisée à ce jour, paraissait cependant conforme à l'un des objectifs du VII^e Plan qui retenait comme perspective et comme nécessité un très substantiel développement des transports en commun. Il lui demande quelles sont réellement ses intentions à cet égard et, pour le cas où il aurait effectivement la volonté d'abaisser ce seuil, de bien vouloir lui préciser sous quel délai sa décision interviendra.

Postes et télécommunications (retraités).

5510. — 26 août 1978. — **M. Dominique Taddéi** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur la situation des retraités des PTT. Il lui fait observer que les intéressés demandent notamment: 1° le rattrapage du pouvoir d'achat perdu en 1977; 2° pour 1978: le relèvement immédiat des pensions sur la base de 2 500 francs par mois; 3° l'application des réformes indiciaires par changement d'appellation à tous les retraités quelle que soit la date de départ en retraite; 4° l'intégration rapide et complète des 9,5 points de l'indemnité de résidence dans les traitements ainsi que toutes primes et indemnités ayant un caractère de complément de salaire; 5° le taux des pensions de reversion porté de 50 à 75 p. 100 des 1978; 6° la généralisation du paiement mensuel et d'avance des pensions. Il lui demande quelle suite il pense pouvoir réserver à ces revendications.

Chasse (grives).

5511. — 26 août 1978. — **M. Dominique Taddéi** fait part à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** de la légitime émotion des chasseurs vauclusiens devant la suppression de l'autorisation de capture des grives « appelants » à l'aide de gluaux (arrêté portant ouverture de la campagne de chasse 1978-1979 du 20 juillet 1978). Une telle décision tend à remettre en cause la pratique même d'un type de chasse qui a toujours connu la faveur des milieux cynégétiques des régions méridionales. Il semble qu'aucune menace de disparition ne pèse actuellement sur l'espèce considérée. En conséquence, **M. Dominique Taddéi** demande à **M. le ministre** de bien vouloir préciser les raisons qui ont motivé une telle mesure.

Accidents du travail (incapacité partielle permanente).

5512. — 26 août 1978. — **M. Dominique Taddei** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la situation des victimes d'accidents du travail au regard d'une des dispositions du décret n° 77-1075 du 24 septembre 1977, permettant de demander une copie du rapport médical ayant servi à l'évaluation du taux d'IPP. Alors que ces dispositions ont été prises avec un retard considérable, la Caisse nationale d'assurance maladie a, par ailleurs, diffusé une circulaire en date du 9 janvier 1978 réduisant la portée de cette nouvelle disposition. Parmi les restrictions ainsi apportées, on remarque notamment que ni le taux d'IPP ni la manière dont il a été déterminé ne figureront sur le rapport transmis à la victime et que, par contre, la communication du rapport médicale ne pourra avoir lieu, selon les instructions contenues dans la circulaire de la Caisse nationale d'assurance maladie, qu'en ce qui concerne les accidents consolidés après la publication des décrets du 29 septembre 1977. Il lui demande s'il n'envisage pas de prendre des mesures pour que le décret susvisé puisse recevoir une pleine et entière application, sans être dénaturé par des circulaires contraires à son esprit.

Constructions immobilières

(terroirs acquis sous le régime de la TVA : délai de construction).

5513. — 26 août 1978. — **M. Henri Laville** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur les conditions d'application de la circulaire administrative n° 31 du 24 octobre 1963 et, notamment, de son paragraphe 32 qui prévoit que le délai maximum de quatre ans pour la construction sur un terrain acquis sous le régime de la TVA peut être prorogé d'un an si les travaux ont été effectivement entrepris avant l'expiration de ce délai. Il lui demande donc si cette disposition prévoyant une prorogation de ce délai est toujours valable.

Assurances vieillesse (salariés agricoles).

5514. — 26 août 1978. — **M. Alain Hautecœur** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur le problème que pose l'application du décret du 27 juin 1972 concernant les modalités de liquidation des pensions de vieillesse attribuées aux salariés agricoles. En effet, ce texte permet la prise en considération par étapes des années d'assurance au-delà de la trentième année, mais dans la limite de 150 trimestres (soit trente-sept ans et demi). Il apparaît injuste que toutes les années ayant donné lieu à versement de cotisations ne soient pas retenues, ce qui pourtant permettrait aux intéressés de percevoir une pension en rapport avec leur activité réelle. Il lui demande en conséquence que des modifications interviennent sur les textes actuellement en vigueur afin de permettre la prise en considération pour la liquidation des pensions de vieillesse de toutes les années d'assurance.

Enseignement

(association pour l'enseignement des étrangers.)

5515. — 26 août 1978. — **M. Alain Hautecœur** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation** sur le risque de disparition qui menace l'association pour l'enseignement des étrangers. Cette association qui a toujours assuré un enseignement de qualité, ayant à son actif la moitié des actions des formations entreprises en faveur de la main-d'œuvre immigrée en France, ce qui assure une formation à plus de 20 000 travailleurs, va devoir cesser son activité faute de crédit, par le fait d'une décision unilatérale du Fonds d'action sociale, organe du ministère du travail. Cette disparition ne pourrait être que dommageable à une région comme celle de Provence-Alpes-Côte-d'Azur en général dont l'activité de l'association pour l'enseignement des étrangers est de 16,1 p. 100 par rapport à son activité totale, et du Var en particulier où elle assure la formation de vingt-quatre groupes de travail. Il semble donc que priver cette association régie par la loi de 1901 de son allocation budgétaire, alors que les négociations entreprises durant le mois de juin n'ont échoué que sur un seul point, le nombre annuel d'heures de cours devant constituer la charge de travail de formateurs d'adultes étrangers, ne soit qu'une tentative inavouée de restructuration du secteur de la formation. Si cette restructuration doit passer par la suppression de l'association pour l'enseignement des étrangers, le licenciement de 900 personnes au plan national, et placer dans une situation difficile près de 1 000 travailleurs en

stage de formation qui risquent de perdre leur indemnité Assedi, elle ne peut être acceptable. En conséquence, il demande : 1° quelles mesures il compte prendre pour permettre à cette association de reprendre ses activités à la rentrée prochaine, notamment au niveau budgétaire ; 2° quand il envisage de reprendre les négociations pour qu'une solution se dégage afin d'assurer aux 900 personnes concernées le maintien de l'emploi.

Constructions navales (La Seyne [Var] : chantiers du CNIM).

5516. — 26 août 1978. — **M. Alain Hautecœur** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur la très vive inquiétude qui s'est emparée des travailleurs du CNIM de La Seyne. D'après certaines informations, le plan de charge de ces chantiers ne permet pas d'envisager un avenir au-delà de 1978. Ces inquiétudes paraissent d'autant plus justifiées qu'au mois de juillet 1978, 1 334 licenciements ont été prononcés aux chantiers navals de La Ciotat, alors que cette entreprise avait réalisé 120 millions de nouveaux francs de bénéfice pour les trois derniers exercices (1975, 1976 et 1977). Les informations les plus contradictoires circulent quant à d'éventuels licenciements aux chantiers navals de La Seyne. Il lui demande : 1° de lui faire connaître quel est le plan de charge exact des chantiers du CNIM de La Seyne ? 2° s'il est exact que des mesures de licenciement sont actuellement envisagées par la direction ? 3° quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour faire face à cette situation et empêcher qu'une telle éventualité se produise dans une région qui est déjà l'une des plus touchées par le chômage.

Radiodiffusion et télévision (langue provençale).

5517. — 26 août 1978. — **M. Alain Hautecœur** attire l'attention de **M. le ministre de la culture et de la communication** sur la mise à l'écart de la langue provençale des émissions de télévision et de radio. Il lui rappelle que d'autres langues, telles la langue bretonne, corse, alsacienne, basque, disposent d'un magazine hebdomadaire télévisé et d'une émission de radio journalière. Depuis le 1^{er} mars, les émissions en langue bretonne viennent d'être doublées, il semble donc discriminatoire qu'aucune promotion de la langue et culture provençales ne puisse être entreprise sur les ondes de la radio et de la télévision. **M. Alain Hautecœur** lui demande s'il envisage de prendre des dispositions pour permettre un premier temps, du même régime à la radio et à la télévision que la langue bretonne ; lui demande s'il a l'intention de développer et de promouvoir la langue et la culture provençales, et dans l'affirmative quelles mesures il compte prendre à cet effet.

Constructions navales (aides de l'Etat).

5518. — 26 août 1978. — **M. Alain Hautecœur** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur la situation de plus en plus catastrophique du secteur de la construction navale et notamment celle du CNIM de La Seyne. Aux légitimes revendications qui lui sont adressées par les organisations syndicales et les élus, le Gouvernement répond qu'il a accordé des subventions très importantes et qu'il n'est pas responsable de cette situation. Certaines informations qui ont été publiées laisseraient à penser que les aides de l'Etat n'ont pas totalement bénéficié aux chantiers français et auraient été utilisées par leurs bénéficiaires soit à d'autres fins que celles pour lesquelles elles leur avaient été accordées, soit à construire des navires placés sous pavillon de complaisance et dans d'autres chantiers que les chantiers français. Des réponses claires doivent être données sur ces points aux questions que se pose l'opinion publique déjà profondément troublée par les 1 334 licenciements prononcés par la direction des chantiers navals de La Ciotat au mois de juillet 1978 alors que cette entreprise avait réalisé 120 millions de nouveaux francs de bénéfice pour les trois derniers exercices (1975, 1976, 1977). Il lui demande en conséquence : 1° quel est le montant des aides accordées par l'Etat à la construction navale depuis 1971 ; 2° quels ont été les bénéficiaires de ces aides et le montant qu'ils ont perçu ; 3° quel a été sur le montant des aides celui qui a bénéficié directement aux chantiers navals français ; 4° comment l'Etat contrôle-t-il l'utilisation qui est faite par leurs bénéficiaires de ces fonds publics et quelles sont les sanctions prévues pour le cas où elles seraient détournées de leur objet ; 5° s'il est exact que des entreprises aient utilisé des aides de l'Etat pour des navires battant pavillon de complaisance et au profit de chantiers navals autres que les chantiers français. Le cas échéant, quelles sont ces entreprises et quel est le montant des aides qui leur ont été allouées.

Pensions d'invalidité (conjointes d'exploitants agricoles).

5519. — 26 août 1978. — **M. Alain Hauteceur** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les dispositions de l'article 1106-3 (2°) du code rural et de l'article 18 du décret n° 61-294 du 31 mars 1961 qui prévoient que la pension d'invalidité est due aux seuls exploitants, aides familiaux et associés d'exploitation. En effet, ces textes ont pour conséquence de priver les conjoints des intéressés, participant aux travaux de l'exploitation, de la prestation d'invalidité dans le cas où ils seraient eux-mêmes atteints d'une inaptitude au travail. En conséquence, il lui demande s'il compte apporter et présenter les modifications nécessaires aux textes en vigueur afin que les conjoints de cette catégorie sociale puissent bénéficier des prestations d'invalidité.

Expropriation (territoires agricoles).

5520. — 26 août 1978. — **M. Alain Hauteceur** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les conséquences qu'entraînent les expropriations de terrains agricoles au niveau des cotisations cadastrales. Le département du Var est particulièrement touché par cette situation qui entraîne une réduction très importante de la masse des revenus cadastraux, et qui finalement fait augmenter dans des proportions importantes les cotisations cadastrales à la charge des exploitants agricoles (adhérents des caisses de mutualité sociale agricole). Il lui demande quelles mesures il compte mettre en œuvre pour que les cotisations cadastrales correspondant aux parcelles expropriées soient supportées non plus par les agriculteurs mais par les expropriateurs.

Pensions d'invalidité (exploitants agricoles).

5521. — 26 août 1978. — **M. Alain Hauteceur** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur le calcul et les conditions d'obtention des pensions d'invalidité des exploitants agricoles. Il apparaît que le montant des pensions d'invalidité des exploitants est revalorisé deux fois par an, dans les mêmes proportions que les pensions d'invalidité des assurances sociales des salariés, mais que ces revalorisations s'effectuent sur une base forfaitairement fixée à 1 000 fois le SMAG (soit 1 980 francs). Il apparaît par ailleurs que pour pouvoir prétendre à une pension d'invalidité les chefs d'exploitation ou leurs aides familiaux et associés d'exploitation doivent être reconnus comme totalement inaptes à l'exercice de la profession agricole ou présenter, en ce qui concerne les chefs d'exploitation, une invalidité réduisant au moins de deux tiers leur capacité de travail. Devant ce système qui semble dans son ensemble discriminatoire, il lui demande s'il compte prendre les mesures nécessaires pour que : 1° la base forfaitaire retenue pour le calcul de la pension d'invalidité soit calculée sur la valeur du SMIC au 1^{er} juin 1968 (soit 3 000 francs) ; 2° la pension d'invalidité soit accordée à tous les exploitants ou aides familiaux et associés d'exploitation présentant une invalidité réduisant au moins des deux tiers leur capacité de travail.

Elevage (moutons).

5522. — 26 août 1978. — **M. Alain Hauteceur** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la situation de l'élevage ovin. Il lui rappelle que l'élevage ovin représente un intérêt capital pour la survie de la région Provence, notamment pour l'arrière-pays où l'élevage ovin concerne plus de 60 000 exploitations. Cet élevage qui valorise des régions qui sans lui seraient abandonnées se sent de plus en plus menacé par le projet de règlement communautaire présenté à Bruxelles. Il semble absolument intolérable aux producteurs d'ovins qu'un marché, qui ne connaît pas actuellement de réglementation commune, se voit menacé par un projet européen en retrait par rapport au règlement français encore en vigueur. Les éleveurs condamnent sévèrement un projet qui, ne pouvant prévoir des périodes transitoires, aboutirait à une communautarisation sauvage du marché ovin. Devant cette profonde inquiétude, il semble inacceptable que le projet élaboré à Bruxelles entre en application, risquant de condamner à brève échéance toute une catégorie professionnelle et toute une région. Il lui demande en conséquence de bien vouloir lui faire connaître quelles solutions et quelles mesures il compte prendre afin d'organiser les protections et les transitions nécessaires à la survie et au maintien des producteurs en cause.

Transports scolaires (coût).

5523. — 26 août 1978. — **M. Alain Hauteceur** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le grave problème que pose aux familles le coût du transport scolaire, particulièrement dans les zones rurales. Il lui rappelle les promesses gouvernementales tenues en matière de transports scolaires qui prévoyaient d'assurer progressivement la gratuité de ces transports. Il lui indique que les augmentations tarifaires auxquelles doivent s'ajouter les frais de demi-pension et les multiples dépenses de fournitures scolaires dont la réelle gratuité n'est pas non plus assurée grevent lourdement le budget des familles. Enfin, il apparaît que le système actuel qui ne prévoit les remboursements « partiels » qu'à la fin du premier trimestre de chaque nouvelle année n'est plus supportable pour les familles concernées. Devant ce système qui ne peut que renforcer les inégalités sociales, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que, dès la prochaine rentrée scolaire, cette dépense obligatoire pour les familles soit prise en charge par l'Etat.

Bourses (conditions d'attribution).

5524. — 26 août 1978. — **M. Alain Hauteceur** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les conditions d'attribution des bourses nationales. Il apparaît que les barèmes appliqués en matière de plafond de ressources ne permettent d'accorder une bourse que de façon par trop restrictive, renforçant aussi les inégalités sociales et privant les familles de condition modeste d'une aide indispensable. C'est ainsi qu'une famille de six enfants, dont quatre dès la prochaine rentrée scolaire vont être amenés à fréquenter le lycée, ne peut percevoir une bourse nationale, alors que son revenu annuel n'est pas imposable, au motif que les ressources de cette famille dépassent de 1948 francs le plafond qui est de 32 970 francs. Si l'on s'accorde à penser que cette somme de 1949 francs ne peut couvrir l'ensemble des frais liés à l'obligation scolaire, on comprend mal une telle opposition qui conduit inévitablement à déshériter ceux qui le sont déjà. Devant cette situation qui montre qu'aucun effort véritable n'a été entrepris en faveur de la gratuité de l'enseignement, **M. Alain Hauteceur** demande à **M. le ministre de l'éducation** : 1° quelles mesures il compte prendre pour que soit relevé le plafond de ressources permettant l'attribution des bourses nationales et que soient révisés les critères d'attribution afin que les familles dont la situation sociale apparaît comme tout à fait compatible avec l'aide demandée puissent en bénéficier ; 2° quelle politique il entend mener pour que l'école laïque et obligatoire puisse être aussi qualifiée de gratuite.

Enseignants (élèves de l'IPES échouant au CAPES).

5525. — 26 août 1978. — **M. André Billardon** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des anciens élèves professeurs qui, recrutés à l'IPES, ont échoué au CAPES et se trouvent dans l'impossibilité de remplir leur engagement décennal, aucun poste ne leur étant offert dans l'enseignement public. Il lui demande de bien vouloir préciser si la circulaire adressée aux recteurs le 14 janvier 1970 portant sur la situation de ces personnels est effectivement appliquée et, le cas échéant, il souhaiterait également savoir quelles mesures il compte prendre pour éviter ce genre de situation qui, tout en tendant à dégrader les anciens élèves professeurs de leur engagement décennal, les contraint au chômage.

Architecture (sociétés d'architecture).

5526. — **M. Raymond Forni** demande à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** de bien vouloir lui indiquer si l'article 13 de la loi n° 77-2 sur l'architecture doit faire l'objet de décrets d'application, et le cas échéant, dans quels délais ceux-ci paraîtront.

Elevage (porcs).

5527. — 26 août 1978. — **Mme Marie Jacq** demande à **M. le ministre de l'agriculture** quelles mesures seront prises par le Gouvernement concernant la rémunération des producteurs de porcs. Seule en effet, une juste rémunération, tenant compte des coûts de production, permettra de garantir la pérennité des exploitations en place et de développer l'élevage porcin encore largement déficitaire en France. Ne serait-il pas plus juste de porter le prix du marché de la viande de porc à son niveau normal plutôt que d'accorder un soutien aux producteurs par une succession d'aides publiques, mal vues par l'opinion publique et ne résolvant pas le problème des éleveurs.

Forêts (reboisement).

5528. — Mme Marle Jacq demande à M. le ministre de l'agriculture s'il est possible de revoir le règlement concernant les parcelles agricoles à boiser. Il semble qu'actuellement trop de terres labourables soient plantées de conifères posant ainsi des problèmes écologiques et économiques, notamment pour la restructuration des exploitations et l'installation de jeunes agriculteurs. Ne serait-il pas judicieux de soumettre ce type de décision aux commissions cantonales et départementales de structures, et aux représentants des forestiers. D'autre part, les fonds ainsi dégagés pourraient aider plus efficacement au reboisement des terres incultes ou non labourables.

Anciens combattants (Alsace-Lorraine).

5529. — 26 août 1978. — M. Julien Schwartz demande à M. le ministre des affaires étrangères si, à la suite de la signature du traité de paix qui est intervenu récemment entre la Chine et le Japon, il ne pense pas opportun d'engager dans les meilleurs délais des pourparlers avec nos voisins et amis allemands pour arriver rapidement à un acte de même nature, seul susceptible de régler définitivement le lourd contentieux franco-allemand des Malgré-Nous, incorporés de force PRO, réfractaires, hsoumis et autres victimes du nazisme de l'Alsace et de la Lorraine qui ont été annexées, en violation de tous les traités, par l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale. A défaut, il lui demande s'il ne pense pas obtenir, rapidement et par d'autres voies, le règlement de ce contentieux avant la disparition des victimes et de leurs ayants droit.

Fonctionnaires et agents publics (avancement).

5530. — 26 août 1978. — M. Sergheraert expose à M. le Premier ministre (Fonction publique) que l'article 15 de la loi n° 65-550 du 9 juillet 1965 relative au service militaire stipule que les fils et frères de parents « morts pour la France » sont dispensés des « obligations d'activité » du service militaire. Or, tous les fonctionnaires touchés par cette mesure n'en bénéficient que partiellement puisque leur élévation à l'échelon supérieur ne se fait qu'avec un an de retard sur leurs collègues de promotion qui ont accompli leur service et, depuis le décret n° 77-987 du 30 août 1977, ils ne peuvent accéder au grade supérieur qu'un an après ces mêmes collègues dont le temps effectivement passé sous les drapeaux est pris en compte pour l'avancement. Ils se trouvent, en fait, dans le cas des exemplés pour maladie, incapacité physique ou de ceux dont la qualité de soutien de famille a été reconnue. Il s'agit, semble-t-il, d'une interprétation tout à fait restrictive du texte puisque, à l'analyse des travaux préparatoires de la loi, il apparaît que le législateur ait voulu à la fois réparer un malheur et accorder un avantage. Il est demandé s'il n'y a pas lieu de faire une interprétation plus large et plus juste de la loi précitée et de considérer que le fait d'être dispensé des « obligations d'activité » du service militaire suppose que ledit service a été effectivement accompli et que, en conséquence, ce temps soit pris en compte dans le calcul des années d'ancienneté.

Réunion (constructions scolaires).

5531. — 26 août 1978. — M. Pierre Lagourgue demande à M. le ministre de l'éducation pour quelles raisons les crédits pour le financement des constructions scolaires du second degré à la Réunion, crédits qui étaient respectivement de 39 500 000 francs et de 42 700 000 francs, ont été réduits à 32 millions de francs en 1978, alors que les besoins chiffrés pour cette même année étaient de 55 millions de francs. Il observe que cette réduction considérable de la dotation réservée à la Réunion va aggraver dangereusement une situation déjà délicate, compte tenu des retards qui se sont accumulés en matière de constructions scolaires et compte tenu de la nécessité d'accueillir chaque année 500 élèves supplémentaires dans ce secteur de l'enseignement. Il lui demande dans ces conditions quelles sont les mesures qui ont été envisagées pour permettre d'assurer au mois de septembre une rentrée scolaire normale.

Finances locales (subventions d'investissements).

5532. — 26 août 1978. — M. Guy de la Verpillière attire l'attention de M. le ministre du budget sur le vote du nouveau collectif budgétaire 1978 qui a eu pour conséquence d'annuler des crédits régionalisés du budget de l'Etat. Des municipalités ont ainsi été brutalement privées de subventions d'investissements sur lesquelles

elles comptaient. Pour conserver leurs droits à subvention sur l'exercice 1979, elles ne peuvent commencer l'exécution de travaux subventionnables, même ceux dont le financement était prévu pour une part sur leurs fonds propres, et elles doivent différer totalement la réalisation de leurs projets malgré le renchérissement des coûts qui en résultera. Il lui demande en conséquence si, pour éviter aux municipalités d'être doublement pénalisées, il ne juge pas opportun d'envisager, à titre exceptionnel, une modification du régime des subventions d'investissements de l'Etat, permettant de commencer des travaux inscrits sur un programme approuvé, sans perdre le bénéfice d'une subvention ultérieure.

Assurances (personnels des sociétés).

5533. — 26 août 1978. — M. Pierre Bas appelle l'attention de M. le ministre de l'économie sur le rapport annuel sur l'activité des sociétés d'assurances. Ce rapport fait connaître depuis 1973 des effectifs des sociétés ventilés par forme juridique (nationalisées, anonymes, etc.) et pour chaque forme juridique le nombre de cadres, d'une part, celui des agents de maîtrise et d'employés, d'autre part. Ces statistiques sont malheureusement à peu près inutilisables, car elles fondent les sociétés vie et les sociétés dommage, qui ont des structures différentes, de plus elles ne donnent aucun renseignement sur les masses salariales. Il serait bien évidemment souhaitable que ce rapport fasse connaître pour chaque société ou que chaque société publie dans son compte rendu ses effectifs ventilés : en cadres, en agents de maîtrise et employés, ainsi que les masses salariales directes ou indirectes de chaque groupe, que ces renseignements puissent être totalisés et publiés soit par le ministère de l'économie, soit par un organisme indépendant, en distinguant dans chaque forme juridique les sociétés vie et les sociétés dommage. Il sera alors possible de suivre aisément les problèmes des assurances.

Assurances (nationalisation des sociétés mutuelles).

5534. — 26 août 1978. — M. Pierre Bas appelle l'attention de M. le ministre de l'économie sur les modalités de la loi du 25 avril 1946, relative à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances et à l'industrie des assurances en France. Cette nationalisation affectait seulement les sociétés anonymes, sauf l'exception d'un groupe provincial de deux sociétés à forme mutuelle. Ces sociétés posent un problème, en effet : les sociétés à forme mutuelle n'ont pas de capital donc ne peuvent pas être, en principe, nationalisées. Leur capital est remplacé par un fonds d'établissement constitué peu à peu par une partie des cotisations des assurés. Il avait été admis que les assurés ayant participé à la constitution du fonds d'établissement devraient être indemnisés comme les actionnaires des sociétés anonymes. Un texte d'application lui prévu, trente-deux ans se sont écoulés, le texte n'a pas encore paru. M. Pierre Bas demande à M. le ministre de l'économie s'il est dans ses intentions de le faire paraître quelque jour ou s'il veut laisser cette tâche à ses successeurs.

Départements d'outre-mer (aides ménagères).

5535. — 26 août 1978. — M. Jean Fontaine demande à Mme le ministre de la santé et de la famille de lui faire connaître les raisons pour lesquelles les personnes âgées des départements d'outre-mer ne bénéficient pas de l'attribution de l'aide ménagère.

Réunion (mouvements de capitaux entre ce département et la métropole).

5536. — 26 août 1978. — M. Jean Fontaine demande à M. le ministre de l'intérieur (DTOM) de lui faire connaître pour les années 1970 à 1977 le montant des mouvements de capitaux toutes origines confondues opérés de la Réunion vers la métropole et de la métropole vers la Réunion.

Réunion (non-fonctionnement de la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel).

5537. — 26 août 1978. — M. Jean Fontaine rappelle une fois de plus et une fois encore à Mme le ministre de la santé et de la famille que la commission technique d'orientation, et de reclassement professionnel ne fonctionne pas encore dans le département de la Réunion. Il s'ensuit une accumulation importante aux conséquences graves des dossiers de demandes d'aides au infirmes. C'est pourquoi il lui demande de lui faire connaître s'il est envisagé la mise en place de cet organisme dans des délais prévisibles.

*Postes et télécommunications
(reclassement des personnels ouvriers d'état).*

5538. — 26 août 1978. — M. Gilbert Millet demande à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications quelles dispositions il envisage pour reclasser et revaloriser la situation des personnels ouvriers d'état des PTT, mécaniciens dépanneurs et contrôleurs du service automobile des PTT. L'activité de ces agents est très importante pour l'entretien du réseau téléphonique. L'administration des PTT possède ou a à sa charge 28 548 bâtiments qui représentent 10 862 341 mètres carrés de surface, 272 garages répartis dans toute la France et un parc de voitures de 80 274 véhicules. Une bonne gestion de l'entretien nécessite un corps d'agents adaptés à ces travaux et du personnel qualifié en nombre suffisant. Or ce personnel qualifié existe mais en effectifs nettement insuffisants. En plus, il est sous-rémunéré. Il est anormal que l'Etat maintienne dans le cadre C de la fonction publique et rémunère à ce niveau des mécaniciens d'automobile (toutes marques), des serruriers-forgerons, des menuisiers-ébénistes, des électromécaniciens pour ne prendre que quelques spécialités. Parallèlement à cette situation, trop de travaux sont confiés à des sous-traitants privés alors qu'il serait plus rentable de les faire exécuter par les corps de métier travaillant dans l'administration (notamment ceux des bâtiments, des garages, des services techniques). Les ouvriers d'état des PTT, l'ensemble des ateliers du service automobile des PTT se plaignent de cet état de chose. Ce malaise est accentué par la mise en place de nouveaux statuts qui ne tiennent pas compte de leur déclassement injustifié et qui ne va pas dans le sens de la création d'un corps complet technique et professionnel propre à l'administration des PTT. En conséquence, il lui demande de réexaminer les études entreprises pour mettre en place un statut d'ensemble, à plusieurs filières (installations, magasins, ateliers, service auto) qui classerait les personnels comme suit et dans l'immédiat : un premier niveau d'exécution dans le groupe 5 des catégories C ; un deuxième niveau d'exécution réparti dans les différentes échelles du cadre B ; un seul niveau de maîtrise classé dans le cadre A.

*Postes et télécommunications
(reclassement des personnels ouvriers d'état).*

5539. — 26 août 1978. — M. Gilbert Millet demande à M. le ministre du travail et de la participation quelles dispositions il envisage pour reclasser et revaloriser la situation des personnels ouvriers d'état des PTT, mécaniciens dépanneurs et contrôleurs du service automobile des PTT. L'activité de ces agents est très importante pour l'entretien du réseau téléphonique. L'administration des PTT possède ou a à sa charge 28 548 bâtiments qui représentent 10 862 341 mètres carrés de surface, 272 garages répartis dans toute la France et un parc de voitures de 80 274 véhicules. Une bonne gestion de l'entretien nécessite un corps d'agents adaptés à ces travaux et du personnel qualifié en nombre suffisant. Or ce personnel qualifié existe mais en effectifs nettement insuffisants. En plus, il est sous-rémunéré. Il est anormal que l'Etat maintienne dans le cadre C de la fonction publique et rémunère à ce niveau des mécaniciens d'automobile (toutes marques), des serruriers-forgerons, des menuisiers-ébénistes, des électromécaniciens pour ne prendre que quelques spécialités. Parallèlement à cette situation, trop de travaux sont confiés à des sous-traitants privés alors qu'il serait plus rentable de les faire exécuter par les corps de métier travaillant dans l'administration (notamment ceux des bâtiments, des garages, des services techniques). Les ouvriers d'état des PTT, l'ensemble des ateliers du service automobile des PTT se plaignent de cet état de chose. Ce malaise est accentué par la mise en place de nouveaux statuts qui ne tiennent pas compte de leur déclassement injustifié et qui ne va pas dans le sens de la création d'un corps complet technique et professionnel propre à l'administration des PTT. En conséquence, il lui demande de réexaminer les études entreprises pour mettre en place un statut d'ensemble, à plusieurs filières (installations, magasins, ateliers, service auto) qui classerait les personnels comme suit et dans l'immédiat : un premier niveau d'exécution dans le groupe 5 des catégories C ; un deuxième niveau d'exécution réparti dans les différentes échelles du cadre B ; un seul niveau de maîtrise classé dans le cadre A.

Transports en commun (La Queue-en-Brie [Val-de-Marne]).

5540. — 26 août 1978. — M. Maxime Kolinsky attire l'attention de M. le ministre des transports sur la nécessité d'améliorer le service public des transports en commun à la Queue-en-Brie (Val-de-Marne). Parmi les mesures les plus urgentes figure la création de la ligne J

proposée par la RATP (La Queue-en-Brie — Sucy-en-Brie) et le renforcement de la ligne 106 C aux heures creuses. Ces mesures correspondent à des besoins incontestables dans ce secteur. La Queue-en-Brie constitue, en effet, une commune qui a vu son nombre d'habitants passer de 2 000 à 10 000 en quelques années. La majorité de la population active est contrainte à des migrations quotidiennes faute d'emploi dans leur commune, faute d'équipements collectifs sur place. Une seule compagnie détient le monopole du transport permettant la liaison avec le RER et, de ce fait, a des pratiques incompatibles avec ce qui se doit d'être un service public : fréquence des bus et ponctualité. Ainsi l'absence ou l'insuffisance des transports en commun crée de sérieuses difficultés pour les travailleurs appelés quotidiennement à se déplacer. Ces besoins ont d'ailleurs été reconnus dès 1975 par la RATP qui au terme d'une étude de la restructuration de son réseau dans le Val-de-Marne a proposé la création de la ligne J. En conséquence, il lui demande : 1° quelles dispositions sont envisagées pour mettre rapidement en service le projet de ligne J de la RATP entre La Queue-en-Brie et Sucy-en-Brie qui représente un caractère d'urgence ; 2° quelles dispositions il entend prendre pour assurer le renforcement du service de la ligne 106 C aux heures creuses afin d'améliorer la desserte de nombreuses communes voisines (Plessis-Trévise, Chennevières, Ormesson, Sucy-en-Brie, etc.).

Divorce (pension de réversion).

5541. — 26 août 1978. — M. Joseph Legrand attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur l'injustice dont sont victimes certaines femmes ayant obtenu le divorce à leur profit et qui ne bénéficient pas de la pension de réversion de leur ex-mari. Les dispositions du code de la sécurité sociale accordent aux personnes dont le divorce a été prononcé à leur profit — le point de départ de l'ouverture des droits est fixé sans effet rétroactif, au 1^{er} janvier 1976 — une pension de réversion calculée dans les mêmes conditions que pour les veuves. A titre d'exemple, il lui signale le cas de Mme S..., de Carvin, qui a obtenu le divorce à son profit et une pension alimentaire en 1949, pour elle et ses enfants. Elle a bénéficié de cette pension jusqu'en février 1975, date à laquelle son mari est décédé. Elle se trouve actuellement âgée de soixante-trois ans et sans ressources, la sécurité sociale lui ayant répondu que la pension de réversion était ouverte seulement pour les femmes ayant obtenu le divorce à leur profit auprès le 1^{er} janvier 1976. Il lui signale qu'en matière de rente accident mortel du travail, la rente de conjoint est en partie versée pour de tels cas. En conséquence, il lui demande si elle ne juge pas nécessaire de préciser par circulaire ou arrêté l'extension des dispositions du 1^{er} janvier 1976.

*Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure
(Thorens-Glières [Haute-Savoie] : centre psychothérapeutique).*

5542. — 26 août 1978. — M. Gilbert Millet attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur le centre psychothérapeutique de Thorens-Glières (Haute-Savoie). Cet établissement public sanitaire départemental existe depuis treize ans mais son personnel ne bénéficie d'aucun statut. Il lui demande de bien vouloir prendre les mesures nécessaires pour remédier à cette situation défavorable des agents du centre.

Chômeurs (stages de perfectionnement).

5543. — 26 août 1978. — M. Louis Maisonnat signale à M. le ministre du travail et de la participation l'inquiétude des travailleurs licenciés depuis fin 1976 de l'usine Rhône-Poulenc Textile de Péage-de-Roussillon, et qui suivent depuis plusieurs mois des stages de perfectionnement ou de préformation en vue de leur reclassement professionnel. En effet, la période de préformation actuelle s'achève le 3 septembre 1978 et des difficultés apparaissent pour permettre sa poursuite jusqu'au 26 décembre 1978, durée prévue légalement. Dans la situation déjà très difficile de ces salariés, ces stages, réalisés par le GRETA Nord-Isère, ont une importance vitale pour leur avenir. Aussi, il lui demande de prendre toutes les dispositions nécessaires afin de permettre aux salariés de Rhône-Poulenc Textile de Péage-de-Roussillon de poursuivre leur préformation jusqu'au 26 décembre 1978.

*Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure
(Lamalou-les-Bains [Hérault] : établissement thermal municipal).*

5544. — 26 août 1978. — M. Paul Balmigère expose à Mme le ministre de la santé et de la famille la situation de l'établissement thermal municipal de Lamalou-les-Bains. Celui-ci, dirigé par une régie, n'est plus reconnu service public et doit être érigé en établissement hospitalier comprenant : 1° le Pavillon Leroy qui

est un service de rééducation; 2° la Section d'hospitalisation spécialisée (SHS) où sont hébergés et traités les malades en période de rééducation primaire (nursing); 3° le Thermal proprement dit que fréquente une clientèle de curistes. Inquiet, le personnel de l'établissement demande quel sera son devenir puisque l'ensemble du CTKM est actuellement régi sous divers statuts.

Transports routiers (traversée des agglomérations urbaines).

5545. — 26 août 1978. — L'actualité vient de faire ressurgir le problème des transports routiers qui ont connu un grand développement ces dernières années. Le trafic toujours plus intense et dense a conduit les constructeurs et utilisateurs vers la création et l'utilisation de véhicules toujours plus grands, plus longs et plus lourds. M. Parfait Jans demande à M. le ministre de l'intérieur s'il ne croit pas utile de limiter les dimensions et le tonnage autorisés pour les transports par route et quels sont les moyens mis à la disposition des maires pour interdire le passage de tels véhicules routiers dans les villes à forte densité de population, et notamment dans les agglomérations urbaines où seules des décisions générales d'ensemble pourront répondre à la sécurité des citadins.

Assemblée parlementaire des communautés européennes (élections des représentants.)

5546. — 26 août 1978. — Les élections pour désigner les représentants des pays de la Communauté économique européenne auront lieu suite à l'accord unanime des gouvernements intéressés en juin 1979. A cette date, les citoyens des neuf pays de la Communauté devront accomplir un acte important pour l'avenir de cette institution et pour les peuples de chacun des neuf pays membres. Aussi il semble indispensable de prendre toutes les mesures tendant à favoriser la participation de tous les citoyens, surtout lorsqu'ils vivent et travaillent hors des frontières du pays. La France compte des centaines de milliers d'hommes et de femmes immigrés qui, à cette date, voudront et devront participer à la désignation de leurs représentants. M. Parfait Jans demande à M. le Premier ministre s'il compte prendre contact avec les pays de la Communauté intéressés et dans quelles conditions il favorisera le vote de ces citoyens (déplacement, congé exceptionnel, rémunération et toutes autres facilités pratiques et matérielles).

Calamités agricoles (indemnités).

5547. — 26 août 1978. — M. Bernard Deschamps appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les retards subis par les agriculteurs dans l'indemnisation des dégâts qui leur sont causés lors de diverses calamités agricoles. Il lui demande de bien vouloir lui communiquer: 1° le nombre de dossiers déposés par les agriculteurs gardois au titre des années 1976 et 1977; 2° le nombre de dossiers retenus et indemnisés pour ces deux années; 3° les raisons de retards constatés; 4° les mesures qu'il compte prendre pour remédier à une telle situation.

Pollution de la mer (sécurité du trafic maritime.)

5548. — 26 août 1978. — M. Emmanuel Hamel croit devoir rappeler à M. le ministre des transports l'inquiétude qu'éprouve par solidarité nationale la population des départements du Centre de la France qui, comme celle du Rhône, ne peut être indifférente à la pollution des mers, même si celle-ci apparemment ne les affecte pas directement et immédiatement, après des catastrophes maritimes comme le naufrage de l'Amoco Cadiz. Il lui demande donc: 1° s'il a eu connaissance du rapport de mai 1978 du syndicat des industries de matériel professionnel électrique et radio-électrique sur l'apport possible de l'industrie électronique française à la promotion de la sécurité du trafic maritime et à la prévention des catastrophes en mer; 2° quelles conclusions pratiques en seront tirées par son ministère et la marine nationale, notamment en ce qui concerne les progrès susceptibles d'être accomplis; a) pour le contrôle du trafic maritime par la détection des navires longeant nos côtes, l'identification des navires ne coopérant pas à leur identification, les communications à grande et courte distance; b) pour le perfectionnement du personnel et son entraînement; c) pour les aides à la navigation et à la gestion automatisée des navires.

Sécurité sociale (généralisation).

5549. — 26 août 1978. — M. Emmanuel Hamel appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la déception et l'étonnement de nombreux citoyens et citoyennes du département du Rhône constatant le long délai s'écoulant depuis le vote de la loi relative à la généralisation de la sécurité sociale sans que ses décrets d'application soient tous publiés. Il lui demande: 1° compte tenu des études et consultations que nécessitent encore l'élaboration de ces décrets, la date envisagée pour leur publication, attendue avec une impatience compréhensible par celles et ceux qui doivent en bénéficier; 2° quelles sont, pour ceux devant être bénéficiaires de la loi de généralisation de la sécurité sociale, les conséquences complètes de l'article 16 de la loi du 2 janvier 1978 permettant d'adhérer à titre transitoire à l'assurance volontaire du régime général depuis le 1^{er} janvier 1978, et ce notamment en ce qui concerne: a) le droit aux prestations en nature de l'assurance maladie-maternité, et b) les possibilités de prise en charge totale ou partielle des cotisations par des personnes morales de droit public ou privé.

Entreprises nationales (publications).

5550. — 26 août 1978. — M. Emmanuel Hamel appelle l'attention de M. le ministre des transports sur le nombre, le volume, le coût des publications le plus souvent luxueuses qui, pour répondre certes à de louables préoccupations d'information, de communication et de prestige national face à la concurrence étrangère, sont adressées par des sociétés nationales relevant de ses attributions à des destinataires supposés être des personnes intéressées et influentes et qui précisément pour ces raisons sont pour la plupart, dans l'impossibilité, faute de temps, de lire et même de parcourir les documents qui leur sont adressés. Il lui demande, à titre d'exemple: 1° à quel nombre d'exemplaires a été édité le rapport d'activité 1977 d'Air France en soixante-quatre pages envoyé aux députés; 2° quel a été le coût de cette publication; 3° pourquoi Les Hommes ne sont évoqués qu'après l'offre et le trafic, et s'il lui paraît conforme à l'esprit devant animer les entreprises nationales de parler des choses avant les êtres ayant à y faire face et de choisir un titre où le personnel féminin paraît, à tort, être délibérément sous-estimé par la direction générale d'Air France; 4° Quels étaient les titres du « concepteur » et « réalisateur » de cette édition à être choisis par la compagnie nationale pour cette publication où l'amélioration de la situation d'Air France est si peu, pour ne pas dire si mal, mise en valeur.

Constructions immobilières (Rhône-Alpes).

5551. — 26 août 1978. — M. Emmanuel Hamel appelle l'attention de M. le ministre de l'économie sur les publications de la direction régionale de l'Institut national de la statistique et des études économiques sise à Lyon. La note d'information n° 52 de l'observatoire économique Rhône-Alpes du 12 septembre 1977 annonçait 107 000 mètres carrés de bureaux neufs inoccupés dans la région Rhône-Alpes en 1976. Il lui demande: 1° comment cette situation a évolué de fin 1976 à la fin du 1^{er} semestre 1978; 2° quelles conséquences il en tire, notamment en ce qui concerne les prévisions d'activité et d'emploi du bâtiment en Rhône-Alpes et dans le département du Rhône en particulier; 3° quels moyens sont mis en œuvre tant par son administration que par celles des autres membres du Gouvernement assurant plus spécialement des responsabilités en matière d'emploi et d'échanges extérieurs pour attirer à Lyon, métropole régionale à vocation internationale, des sièges sociaux de sociétés, notamment étrangères.

Rentes viagères (montant.)

5552. — 26 août 1978. — M. Emmanuel Hamel appelle l'attention de M. le ministre du budget, comme il avait déjà attiré celle de ses prédécesseurs, sur la situation des rentiers viagers dont l'amalgame, — assurant la mission de la défense et de la promotion des intérêts matériels et moraux de ses membres, citoyens le plus souvent âgés et connaissant pour la plupart les difficultés financières qui sont l'épreuve quotidienne de beaucoup d'épargnants ayant fait confiance aux gouvernements de la République et au franc — combat avec une amertume croissante pour la réalisation de promesses faites aux rentiers viagers lors des dernières grandes consultations électorales de la nation française, affrontées certes depuis 1973 à des difficultés économiques et financières.

d'une exceptionnelle intensité. Il lui demande : 1° quelles améliorations ont été apportées depuis 1973 à la situation des rentiers voyageurs ; 2° quelles nouvelles mesures seront prises à leur égard au cours des prochaines années, tant par la revalorisation de leurs rentes que par une modification de leur régime fiscal, compte tenu notamment du devoir moral contracté par l'Etat à l'égard des rentiers voyageurs lui ayant fait confiance et gardant le souvenir du souci proclamé en 1963 par le Gouvernement devant l'Assemblée nationale de parvenir à supprimer l'injustice du mode d'imposition des rentiers voyageurs, telle qu'elle était analysée lors de la discussion de la loi de finances ; 3° s'il n'estime pas devoir prendre en considération la suggestion de l'amicale des rentiers voyageurs demandant l'abrogation du dernier alinéa du paragraphe I de l'article 75 de la loi n° 63-156 du 23 février 1963, paru à la page 1827 du *Journal officiel* du 24 février 1963.

Aménagement du territoire (information).

5553. — 26 août 1978. — M. Emmanuel Hamel attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur l'habitude regrettable de nombreux établissements, financés en totalité ou en partie par des ressources d'origine publique, de négliger, dans leurs bilans d'activité et programmes, d'indiquer avec précision la répartition territoriale de leurs activités entre les différentes régions et les départements. A titre d'exemple, la Société centrale immobilière de la Caisse des dépôts vient de publier un journal de douze pages intitulé *SCIC 1977-1978, un bilan, des perspectives* qui ne comporte que des résultats globaux, ne permettant pas de juger la répartition entre chacune des régions et les départements des réalisations de la SCIC. Il lui demande : 1° s'il n'estime pas, en un temps où il est tant parlé d'aménagement du territoire et où certaines régions sont plus durement frappées que d'autres par la crise et le chômage, devoir donner des directives aux responsables des innombrables publications des établissements et sociétés du secteur public et para-public relevant de son autorité, pour qu'ils ne se contentent pas de publier des statistiques globales nationales et y substituent désormais des ventilations détaillées précisant les résultats et les projets par région et par département ; 2° quels sont les départements recouverts par la direction Rhône-Alpes de la SCIC ; 3° si la région Rhône-Alpes de la SCIC ne coïncide pas avec la région Rhône-Alpes au sens de la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 sur les régions, quels ont été pour les huit départements de la région Rhône-Alpes — comparés à ceux obtenus dans le cadre des directions régionales de Paris, Ile-de-France Est, Ile-de-France Ouest — les nombres de logements engagés, terminés et vendus par la SCIC et ses filiales ou sociétés immobilières d'économie mixte de son groupe de 1954 au 1^{er} juillet 1978 ; 4° combien de logements ont été engagés, terminés et vendus par la SCIC de 1954 à 1977 dans la France entière, dans la région Rhône-Alpes, dans le département du Rhône ; 5° sur les 16 à 17 000 logements mis en chantier par la SCIC, selon la page 10 de la brochure précitée, en 1977 et 1978, combien ont été ou vont être achevés dans le Rhône, et sur le territoire desquelles communes et comment ils se répartissent entre le secteur HLM, le secteur aidé autre que les HLM, le locatif et l'accession à la propriété.

Imposition des plus-values.

5554. — 26 août 1978. — M. Emmanuel Hamel appelle l'attention de M. le ministre du budget sur les discussions actuellement en cours à la chambre des représentants des Etats-Unis d'Amérique pour une modification du système de taxation des plus-values existant déjà dans ce pays. Il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun de faire suivre attentivement par notre attaché financier à Washington aux Etats-Unis et de faire connaître, notamment par les revues et publications dépendant des ministères du budget et de l'économie, les conclusions objectives auxquelles peut conduire le débat actuellement en cours devant le Congrès américain.

Commerce extérieur (information).

5555. — 26 août 1978. — M. Emmanuel Hamel appelle à nouveau l'attention de M. le ministre de l'économie et de la rareté des commentaires des Informations télévisées et de Radio-France sur les excellents résultats de notre commerce extérieur et de notre balance des paiements et sur l'évolution très satisfaisante des avoirs en or et en devises de la France depuis mars 1978, confirmée par les dernières statistiques mensuelles du fonds monétaire international faisant apparaître une nouvelle et importante augmentation des droits de tirage spéciaux de notre pays sur le fonds monétaire international. Il lui demande : 1° combien de minutes ont été consacrées depuis le 19 mars 1978 par chacune des trois chaînes de télévision et par Radio-France à informer les téléspectateurs et les auditeurs de la radiodiffusion nationale des résultats de la balance des paie-

ments et des avoirs en or et en devises de la France ; 2° quels efforts il compte déployer, en relation avec M. le ministre du commerce extérieur, pour une meilleure information et un intérêt plus vif des Français, et notamment de la jeunesse, pour ces résultats, leur signification objective, les espoirs qu'ils fondent mais aussi les efforts qu'appelle la nécessité de préserver et même si possible d'améliorer encore les importants succès enregistrés depuis les élections législatives tant en ce qui concerne notre commerce extérieur que notre balance des paiements, nos avoirs publics en or et en devises, la position du franc sur les marchés des devises.

Protection du consommateur (renforcement).

5556. — 26 août 1978. — M. Emmanuel Hamel appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur l'importante contribution, qu'il connaît bien, du service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité à une protection efficace du consommateur qu'il importe de promouvoir et de renforcer, notamment dans la région Rhône-Alpes et plus particulièrement dans le département du Rhône où les organisations de consommateurs, et notamment l'union départementale des consommateurs du Rhône, l'union civique et sociale et les fédérations d'associations de familles regroupées au sein de l'union départementale des associations familiales, s'efforcent de coopérer avec les producteurs, les commerçants et les administrations pour l'information, l'éducation et quand il le faut la défense du consommateur abusé. Il lui demande : 1° s'il ne lui paraît pas équitable, eu égard à l'importance de leur mission et à la conscience intelligente avec laquelle ils l'assument, de revaloriser la situation des fonctionnaires de la répression des fraudes et de l'inspection de ce service dont le régime statutaire, indiciaire et indemnitaire peut à juste titre être considéré actuellement comme inférieur à ceux de fonctionnaires d'autres ministères que celui de l'agriculture et ayant la responsabilité de missions de même importance ; 2° quelles sont les prévisions de renforcement des effectifs du service de la répression des fraudes et du service de la qualité dans la région Rhône-Alpes au cours des prochains exercices budgétaires ; 3° quelle a été au cours des trois derniers semestres l'activité de ce service dans la région Rhône-Alpes et plus particulièrement dans le département du Rhône et les objectifs qui lui ont été assignés pour ce second semestre de 1978 et les deux prochains semestres de 1979.

SNCF (accès aux voitures de première classe).

5557. — 26 août 1978. — M. Emmanuel Hamel appelle l'attention de M. le ministre des transports sur un extrait du courrier des lecteurs du journal *La Croix* paru dans le numéro 143 du 16 juillet 1978 de *Etiennes*, où l'on pouvait lire notamment : « Récemment j'ai accompli le parcours Dijon—Nice dans un train où les deuxièmes classes étaient bondées avec de nombreux voyageurs debout, alors que les occupants en première classe étaient clairsemés. Si l'on donnait aux travailleurs manuels, sur présentation d'une carte, le droit de voyager en première au tarif de la seconde, voilà une forme de revalorisation, et peu coûteuse, puisqu'elle contribuerait à garnir des places vides autrement. D'ailleurs, d'autres catégories méritantes : anciens combattants, familles nombreuses, pourraient bénéficier des mêmes conditions. Invasion brusque de voitures de première classe ? Que non ! Il suffirait de commencer par quarante ans de travail manuel, puis d'abaisser progressivement cette durée d'après le résultat obtenu. Même chose pour les familles, en commençant par sept enfants et plus. Pas d'encombrement à craindre. On pourrait descendre ensuite jusqu'à celles de trois. » Il lui demande : 1° quelles sont actuellement les directives données aux contrôleurs de la SNCF, notamment les jours de grande affluence dans les trains, lorsque les wagons de seconde classe sont surchargés et qu'en même temps il y a encore des places inoccupées en première classe. Une tolérance est-elle conseillée aux contrôleurs, et même mieux, sont-ils invités par les dirigeants de la SNCF à faire asseoir sans surcharge en première classe des personnes âgées, mères de familles nombreuses, femmes enceintes, invalides civils, etc., n'ayant pas trouvé de place dans les wagons de deuxième classe ; 2° si les suggestions ci-dessus rapportées ne lui paraissent pas devoir être examinées avec sérieux et volonté, de les tester, de les mettre progressivement en pratique puis de les généraliser sans accroître les charges de la SNCF, entreprise nationale où une considération particulière doit être témoignée, plus encore qu'actuellement, à certaines catégories de citoyens particulièrement méritants.

Télévision (abstinence volontaire des usagers).

5558. — 26 août 1978. — M. Emmanuel Hamel appelle l'attention de M. le ministre de la culture et de la communication sur l'expérience psychologique et sociologique organisée par un journal américain, le *Detroit Free Press*, qui aurait proposé à des lecteurs scientifiquement sélectionnés de ne pas regarder la télévision

pendant un mois, et de se soumettre durant cette période d'abstinence à des enquêtes sur la modification de leur comportement personnel, familial, professionnel et de leur état psychique et physique. Il lui demande : 1° s'il a en connaissance des conclusions de cette enquête et de la valeur qu'on peut leur attribuer ; 2° s'il ne lui paraît pas opportun de susciter des expériences comparables en France afin d'en dégager des leçons positives pour une meilleure coopération des chaînes de télévision avec les téléspectateurs et une réception plus libre, plus intelligente, plus formatrice, mieux sélectionnée, moins automatique, passive et soumise des émissions télévisées.

Emploi (Saint-Etienne (Loire)).

5559. — 26 août 1978. — **M. Lucien Neuwirth** expose à **M. le Premier ministre** qu'élus de la région Rhône-Alpes, il ne peut ignorer la situation alarmante, en matière d'emploi, du département de la Loire et plus spécialement de l'arrondissement de Saint-Etienne qui représentait déjà en mars dernier 71 p. 100 de la demande non satisfaite ; la seule ville de Saint-Etienne comptant 36 p. 100. Depuis, la situation s'est aggravée et rien ne laisse prévoir une amélioration ; au contraire, la progression des demandes de l'automne pourrait élever le taux à 10 p. 100 de la population salariée. Dans ces conditions il lui demande s'il a l'intention, conformément aux souhaits exprimés en début de session par l'auteur de la question, de donner des instructions à la délégation à l'aménagement du territoire afin qu'à l'exemple des plans Lorraine et Vosges, un plan Loire soit mis en place d'urgence avec l'aide des élus et responsables économiques et syndicaux du département.

Chômeurs (statistiques des demandeurs d'emploi).

5560. — 26 août 1978. — **M. Emile Koehl** demande à **M. le ministre du travail et de la participation** de bien vouloir lui indiquer le nombre de demandeurs d'emplois français et immigrés, masculins et féminins par rapport à la population active française et immigrée, masculine et féminine. Il souhaite connaître pour l'année 1977 et le 1^{er} semestre 1978 : le montant total de l'ensemble des indemnités versées à ces différentes catégories de chômeurs ; le nombre de bénéficiaires des allocations de chômage au titre du licenciement économique et le montant total de ces allocations ; le nombre de personnes à la recherche d'un premier emploi et le montant des allocations qui leur ont été versées ; le nombre de chômeurs ayant touché des allocations de chômage autres que celle de licenciement économique et le pourcentage moyen de revenus que représentent ces allocations par rapport aux salaires qu'ils touchaient lorsqu'ils étaient encore en activité. En tenant compte du niveau de développement économique atteint par la France, la population active du secteur secondaire (industrie) lui semble-t-elle appelée à progresser, à stagner ou à régresser au cours des années à venir. Estimez-vous que dans les prochaines années la plupart des emplois nouveaux créés en France le seront dans le secteur tertiaire (services) ou plutôt dans le secteur industriel.

Notaires (émoluments).

5561. — 26 août 1978. — **M. Emile Koehl** expose à **M. le ministre de la justice** que le nouveau tarif des notaires, entré en vigueur le 1^{er} avril 1978, prévoit, sous le n° 27, pour les conventions de mariage, un émolument au jour du décès selon la valeur des biens au même jour. Il lui demande si cette disposition est applicable aux successions ouvertes antérieurement au 1^{er} avril 1978.

Transports routiers (matières dangereuses).

5562. — 26 août 1978. — **M. Maurice Andrieu** demande à **M. le ministre des transports** quelles mesures d'urgence il compte prendre pour assurer la sécurité des transports des matières dangereuses. Il apparaît en effet, à la suite de la terrifiante catastrophe d'Alcanar en Espagne, que, dans un premier temps, la réglementation de ces transports par poids lourds doit être immédiatement réexaminée, tant au niveau des normes techniques du matériel transporteur, de leur contrôle, que de la limitation de la vitesse de ces véhicules, du choix des itinéraires et également de la vérification de l'état de santé du conducteur ou des conducteurs, si la nécessité d'une double conduite doit être recherchée. Il convient en outre de retenir le moyen de transport le moins dangereux, sans aucune considération de rentabilité, et d'entreprendre à cet égard une étude sur des transports individuels par rails. En conclusion, il lui demande d'envisager la création d'une commission exceptionnelle de sécurité qui, composée des représentants de la profession, de la sécurité routière, des services hospitaliers et médicaux, des responsables au plus haut

niveau des disciplines chimiques et scientifiques, et élus représentant les populations urbaines et rurales, se saisirait de l'ensemble de ces problèmes. Cette commission devrait parallèlement préconiser toutes mesures pour qu'un système sanitaire d'urgence, à travers notamment une coordination par les SAMU mieux équipés en matériel hélicoptère, puisse intervenir efficacement à tout moment. Les conclusions de cette commission devant être soumises dans les plus courts délais, permettront une refonte de la réglementation actuelle afin d'éviter le renouvellement d'une pareille catastrophe.

Transports routiers (matières dangereuses).

5563. — 26 août 1978. — **M. Pierre Jagoret** appelle l'attention de **M. le ministre des transports** sur les risques que présente le transport routier de matières dangereuses et que la tragédie qui vient de se dérouler en Espagne souligne douloureusement. Frappé par l'augmentation, en un an, de 20 p. 100 du nombre des accidents de camions transportant des matières dangereuses, alors que le trafic routier n'a augmenté que de 30 p. 100, il lui demande si un renforcement draconien des règles de circulation (vitesse, itinéraires, temps de travail, etc.) ne serait pas judicieux, et quelles mesures il compte prendre à ce propos. D'une façon plus générale, il lui demande s'il ne serait pas opportun d'encourager le transport fluvial et ferroviaire des matières dangereuses afin d'accroître la sécurité, d'économiser l'énergie et également d'améliorer la situation financière de la SNCF dont le coût marginal des transports est inférieur à celui des transports routiers à grandes distances.

Transports scolaires (accidents).

5564. — 26 août 1978. — **M. Louis Mexandeau** appelle l'attention de **M. le ministre des transports** sur les dangers que présente pour les enfants le transport par car scolaire. Récemment, deux écoliers âgés de sept et cinq ans descendant d'un car de ramassage et traversant la route, ont été renversés et tués par une voiture qui arrivait au même moment. Il lui suggère l'application de dispositions qui ont été prises dans d'autres pays, à savoir : dès qu'un car scolaire s'arrête au bord de la route, ses feux de détresse spéciaux s'allument. Alors tout véhicule circulant sur la même voie est dans l'obligation de s'arrêter, non seulement celui ou ceux qui suivent le car, mais également ceux qui circulent dans l'autre sens. Ils s'arrêtent à trente ou cinquante mètres du car. Ils ne repartent que quand le car a lui-même repris la route. De cette façon, le groupe d'enfants ne sera plus masqué par le car, les autres véhicules le verront et seront vus par lui. Si, pendant l'arrêt du car, un enfant a traversé la chaussée, il n'a pas pu être heurté. Les dispositions précédentes quelque exigeantes et contraignantes qu'elles soient, sont simples et extrêmement efficaces. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer s'il envisage de les appliquer.

Aide sociale aux personnes âgées (maisons de retraite : pensionnaires).

5565. — 26 août 1978. — **M. Louis Darinot** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur le fait que le décret n° 77-472 du 27 juillet 1977 modifiant le décret n° 54-1128 du 15 novembre 1954 portant majoration d'allocations d'aide sociale prévoit en son article 1^{er} la modification de la fin du premier alinéa de l'article 6 modifié du décret n° 54-1128 par l'adjonction des mots : «... sans qu'il soit tenu compte des créances alimentaires auxquelles peuvent prétendre les intéressés ». En conséquence, certaines personnes relevant de l'aide sociale semblent pouvoir obtenir le bénéfice de services ménagers à domicile sans que la dette alimentaire soit éventuellement réclamée à leurs enfants. Il lui demande quelles mesures elle compte prendre dans le sens de l'extension du bénéfice de cette mesure aux personnes âgées bénéficiant de l'aide sociale et candidats à l'entrée dans une maison de retraite ou déjà pensionnaires d'un tel établissement, ce qui pourrait être obtenu en particulier par l'inscription à l'ordre du jour du Parlement et au vote de celui-ci de la proposition de loi n° 497 tendant à supprimer la mise en jeu de l'obligation alimentaire à l'occasion de l'attribution d'allocations d'aide sociale.

Travail et participation (vacataires des services).

5566. — 26 août 1978. — **M. Jean-Pierre Chevènement** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la situation des vacataires employés dans ses services. Alors que le ministre doit faire face, outre ses missions traditionnelles, à de nouvelles charges liées en particulier au pacte national pour l'emploi, il est cependant envisagé de licencier la majorité de ces jeunes vacataires qui, bien que rémunérés nettement en dessous du SMIC,

et travaillant souvent dans des conditions matérielles précaires, effectuent cependant des tâches indispensables. Il lui demande s'il ne serait pas souhaitable que les vacataires employés par le ministère du travail et de la participation soient maintenus dans leur emploi et intégrés dans les services avec des conditions de travail et de rémunération normales.

Enseignement élémentaire (Roubaix [Nord]).

5567. — 26 août 1978. — **M. Alain Faugaret** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la sous-scolarisation de la circonscription de Roubaix Nord. Il lui expose que ce district, très touché par la crise économique, dans le secteur textile notamment, ne peut avoir d'espoir dans l'avenir si l'on n'y assure un développement harmonieux de l'enseignement et une véritable qualification de sa population active. Actuellement, 76 p. 100 des habitants de Wattrelos, 72 p. 100 de ceux de Roubaix ont un niveau de formation inférieur au CAP. Dès la sortie du cours moyen de 2^e année, 30 p. 100 des élèves de la circonscription doivent être considérés comme inadaptés à la poursuite de leurs études et orientés en section d'éducation spécialisée, contre 25,6 p. 100 dans l'académie de Lille et 20 p. 100 dans le reste de la France. Or ceux-là sont ceux qui ont accumulé, dès l'école élémentaire, un retard important dans l'acquisition des connaissances de base. Une assistance individuelle leur serait indispensable. Pourtant, il faut relever que si la partie de la ville de Roubaix comprise dans ladite circonscription a accueilli, en 1977, 2 827 enfants d'âge scolaire primaire, 2 044 l'ont été dans des classes de plus de vingt-cinq élèves. L'ouverture de quinze classes supplémentaires dans les divers établissements du secteur serait nécessaire, les locaux d'accueil étant d'ailleurs disponibles et libre d'occupation. Il lui demande donc s'il envisage de créer dans la circonscription de Roubaix Nord le nombre de postes d'enseignant qui permettrait un fonctionnement satisfaisant du service public.

Téléphone (Bassens [Gironde] : résidence Beauval).

5568. — 26 août 1978. — **M. Philippe Madrelle** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur la desserte téléphonique de la résidence Beauval, à Bassens (Gironde). Ce lotissement construit il y a plusieurs années n'est pas raccordé au réseau téléphonique général, le promoteur ayant refusé en avril 1976 de faire effectuer les travaux qui lui incombent. Ceux-ci devront donc être réalisés sur crédits budgétaires. Cette situation intolérable pénalisant lourdement les résidents, lui lui demande de lui indiquer : 1^o ce qu'il compte faire en leur faveur ; 2^o à quelle date les demandes en attente seront satisfaites.

Pétrole (raffinerie d'Ambès [Gironde]).

5569. — 26 août 1978. — **M. Philippe Madrelle** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur la situation de la raffinerie d'Ambès (Gironde), branche raffinage-distribution du groupe Elf-Aquitaine. Prenant appui sur les seuls aspects négatifs de la situation de cette usine, la direction décide, en 1977, le licenciement de 214 salariés, s'orientant ainsi vers sa liquidation. Il avait été pourtant annoncé en juin 1977 (cf. note d'information n° 19, août 1977 du ministère de l'industrie, du commerce et de l'artisanat) l'étude du renforcement de crackeur catalytique de la raffinerie d'Ambès. **M. le ministre du travail**, lui-même, le 27 août 1977 (JO Débats Assemblée nationale, question n° 37732) annonçait : « ... la raffinerie d'Ambès bénéficiera d'une augmentation de la capacité de son unité de craquage catalytique, 50 millions de francs devant être investis dans ce but en 1978... ». Il lui demande de bien vouloir confirmer cette promesse et de lui indiquer ce qu'il compte faire afin de sauvegarder les emplois et l'outil de travail d'Ambès.

Electricité de France (grèves).

5570. — 26 août 1978. — **M. Jacques Douffiagues** appelle l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur les conséquences économiques que ne manquent pas d'avoir les coupures d'électricité sur nombre d'entreprises lors des diverses grèves qui affectent périodiquement ce service public. Traditionnellement, le service public se justifie notamment par la continuité du service. Les interruptions de service, dans le cas d'un monopole, laissent les usagers sans recours alors, qu'étrangers au conflit, ils sont les seuls à en supporter réellement les conséquences. Aussi lui demande-t-il quelles dispositions existent ou sont susceptibles d'être mises en œuvre pour permettre l'indemnisation du préjudice subi par les usagers lors des grèves affectant Electricité de France.

Successions (terrains boisés).

5571. — 26 août 1978. — Dans les zones écologiquement fragiles, comme la Sologne, des efforts sont déployés à juste titre pour favoriser le boisement et le reboisement des terrains. En règle générale, il faut près de cinquante années pour qu'une plantation commence à rapporter à son propriétaire, c'est-à-dire, plus d'une génération. Aussi **M. Jacques Douffiagues** demande-t-il à **M. le ministre du budget** comment est pris en compte ce délai dans l'évaluation des biens soumis aux droits de succession.

Agences immobilières (bons de visites).

5572. — 26 août 1978. — D'après les éléments d'information en sa possession, il semblerait que les textes législatifs et réglementaires régissant la profession d'agent immobilier ne fassent pas mention de l'existence d'un « bon de visite ». Aussi **M. Jacques Douffiagues** demande-t-il à **M. le ministre de la justice** dans quelle mesure la signature éventuelle d'un tel « bon de visite » habituellement exigée par nombre d'agents immobiliers engage le signataire.

Armée (confédération nationale des retraités militaires).

5573. — 26 août 1978. — **M. Jacques Douffiagues** rappelle à **M. le ministre de la défense** que, lors de son 50^e congrès national, la confédération nationale des retraités militaires a adopté une résolution demandant au Gouvernement de prendre un certain nombre d'initiatives pour protéger la seconde carrière des militaires, remodeler le système des échelles de solde et améliorer la situation des retraités et des veuves de militaires. Il lui demande de lui indiquer la position du Gouvernement sur ces diverses revendications.

Rentes viagères (impositions).

5574. — 26 août 1978. — **M. Jacques Douffiagues** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur les conséquences pour les rentiers viagers des dispositions de l'article 75 de la loi n° 63-156 du 23 février 1963. Cet article, qui ne semble d'ailleurs pas correspondre aux explications données à l'Assemblée par le ministre de l'économie et des finances de l'époque, pénalise incontestablement les rentiers viagers dans leur imposition. Il souhaiterait connaître les intentions du Gouvernement en la matière et les modifications éventuelles envisagées.

Rentes viagères (imposition).

5575. — 26 août 1978. — **M. Henri Bayard** demande à **M. le ministre du budget** si, à l'occasion de la préparation de la loi de finances pour 1979, il envisage de prendre des mesures en faveur d'une part du maintien du pouvoir d'achat des rentiers-viagers qui va en s'éffritant, d'autre part quant à l'imposition en capital à laquelle cette catégorie est soumise particulièrement au-dessus d'un seuil relativement bas.

Transports routiers (carte petite distance).

5576. — 26 août 1978. — **M. Henri Bayard** rappelle à **M. le ministre des transports** que, jusqu'en 1965 environ, un transporteur pouvait acquérir des cartes petite distance. A cette époque elles furent supprimées et il fut attribué en remplacement des cartes « petit périmètre » sans indemnisation, chacun pouvant les obtenir gratuitement. Il signale le cas d'un petit transporteur se trouvant dans cette situation et qui est ainsi titulaire de deux cartes zones courtes lui donnant accès à 12 départements voisins. Il lui demande s'il est envisagé une indemnisation pour ces transporteurs qui à l'époque (avant 1960) ont acheté ces cartes à un prix relativement élevé (environ 2 500 francs).

Assurances vieillesse (retraités de la SNCF).

5577. — 26 août 1978. — **M. Henri Bayard** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur la situation d'un ménage de retraités dont le mari a fait carrière à la SNCF. Ce ménage a eu trois enfants. L'épouse n'a jamais cotisé, et elle est âgée actuellement de plus de soixante-cinq ans. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il devrait pouvoir prétendre à la majoration pour conjoint à charge.

Fonctionnaires et agents publics (crédits immobiliers).

5578. — 26 août 1978. — **M. Maurice Tissardier** demande à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** s'il compte, à la suite du décret n° 77-944 du 27 juillet 1977, prendre de nouvelles mesures d'assouplissement pour permettre aux fonctionnaires disposant d'un logement de fonction et obligés de l'occuper, d'obtenir plus tôt les prêts concernant le logement qu'ils veulent occuper dès leur mise à la retraite ou leur retour d'un département d'outre-mer ou de l'étranger.

Société nationale des chemins de fer français (tarifs réduits).

5579. — 26 août 1978. — **M. Maurice Tissardier** expose à **M. le ministre des transports** que la SNCF accorde des réductions pour les déplacements de vacances d'enfants à la condition que les participants ne dépassent pas un âge limite de quinze ans. Or un grand nombre de ces déplacements de vacances sont organisés par des écoles et l'on sait que la scolarité est obligatoire jusqu'à l'âge de seize ans. Il lui demande donc si l'âge limite fixé par la SNCF ne pourrait être porté à seize ans.

Energie (gaz « de fumier »).

5580. — 26 août 1978. — **M. Michel Aurillac** demande à **M. le ministre du commerce extérieur** de bien vouloir lui indiquer si des sociétés françaises fabriquent et exportent des installations de cuves et gazomètres pour la production de gaz « de fumier ».

Energie (gaz « de fumier »).

5581. — 26 août 1978. — **M. Michel Aurillac** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur l'intérêt présenté comme source d'énergie par le gaz « de fumier » mis au point en Algérie en 1937. Durant la seconde guerre mondiale, ces techniques ont connu un réel regain d'activité qui s'est fortement estompé depuis. Il lui demande s'il ne lui paraîtrait pas opportun, bien que ce procédé soit relativement au point, de prévoir au titre du budget de 1979 (énergie nouvelle sans doute) des crédits permettant de vulgariser ce procédé. « Ce gaz naturel des campagnes françaises » est à la fois un combustible et un engrais. Une tonne de « fumier », d'après les renseignements en ma possession, donnerait après fermentation 60 mètres cubes de gaz, ce qui représente l'équivalent de 90 mètres cubes de gaz de ville, 50 litres d'essence, 100 kWh ou trois bouteilles de gaz butane.

Energie (gaz « de fumier »).

5582. — 26 août 1978. — **M. Michel Aurillac** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur l'intérêt qu'il y aurait à la multiplication des installations pour la production de gaz « de fumier ». « Ce gaz naturel des campagnes françaises » constituerait à la fois un combustible, un super-carburant et un engrais. Indépendamment des économies d'énergie auxquelles il serait susceptible d'aboutir, il permettrait après utilisation comme combustible une réutilisation en engrais, étant encore plus riche en azote et en humus. Il lui demande donc de bien vouloir lui indiquer la position de son administration dans ce domaine, et les mesures qu'il compte prendre pour remettre à sa juste place cette technique aujourd'hui un peu oubliée.

Agents communaux (recrutement).

5583. — 26 août 1978. — Le maire d'une commune envisage de modifier le tableau des effectifs du personnel du bureau d'aide sociale chargé du fonctionnement du foyer des personnes âgées. Il propose de supprimer le poste occupé par le directeur du foyer, pour le remplacer par un emploi de « responsable animateur », le poste de rédacteur, pour le remplacer par un emploi de « responsable administratif ». La création de ces emplois s'effectuerait sur la base de l'article L. 412-2 du code des communes, article concernant les emplois spécifiques. Ces nominations amènent **M. Michel Barnier** à formuler les questions suivantes à **M. le ministre de l'intérieur** : 1° cet article donne-t-il véritablement la possibilité aux communes de compléter les règles statutaires régissant le recrutement du personnel communal ; 2° la création d'emplois spécifiques non prévus dans la nomenclature des emplois communaux doit-elle s'envisager sur la base d'un contrat de travail, ou bien le personnel ainsi nommé a-t-il vocation à être titularisé, la commune fixant une échelle indiciaire ; 3° dans cette seconde hypothèse, une telle interprétation ne permet-elle pas de contourner les règles statutaires régissant le recrutement du personnel communal. Il lui demande si, en donnant à ces emplois « des noms particuliers », il

n'y a pas un risque de voir recruter, à une échelle indiciaire élevée, des agents communaux n'ayant pas toujours les qualifications professionnelles requises, ce qui aboutirait à faire bénéficier ces agents communaux d'avantages financiers, pas toujours en rapport avec leurs qualifications, et ce sans concours. Il lui demande si, compte tenu du problème soulevé, un bureau d'aide sociale peut recruter, dans les conditions de forme précitées, des agents sur la base de l'article L. 412-2 du code des communes.

Urbanisme (lotissements).

5584. — 26 août 1978. — Le *Journal officiel* du 29 juillet 1978 contient le décret n° 77-860 du 26 juillet 1977 concernant la réforme de la notion des lotissements. Constitue un lotissement toute division d'une propriété foncière en vue de l'implantation de bâtiments qui a pour objet ou qui, sur une période de moins de dix ans, a eu pour effet de porter à plus de deux le nombre de terrains issus de ladite propriété. Cette définition s'applique notamment aux divisions en propriété ou en jouissance résultant de mutation à titre gratuit ou onéreux, de partages ou de locations, à l'exclusion toutefois des divisions résultant de partages successoraux ou d'actes assimilés, lorsque ces actes n'ont pas pour effet de porter à plus de quatre le nombre de terrains issus de la propriété concernée. **M. Michel Barnier** demande à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** si les donations, partages ou partages anticipés doivent être considérés comme des actes assimilés aux partages successoraux et si, par conséquent, la législation sur les lotissements s'applique lorsque ces actes ont pour effet de porter à plus de quatre le nombre de terrains issus de la même propriété.

Impôt sur le revenu (moniteurs de ski : frais professionnels déductibles).

5585. — 26 août 1978. — **M. Michel Barnier** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur la situation faite au regard des frais professionnels aux moniteurs de ski venant travailler dans une station de sports d'hiver pour une période déterminée et obligés de se loger. Compte tenu des loyers pratiqués habituellement dans ces stations durant la saison d'hiver, ne lui paraît-il pas justifié de prendre en compte, par principe, le montant, pour tout ou partie, de ces loyers au titre des frais professionnels.

Impôt sur le revenu (évaluation des revenus de certains agriculteurs).

5586. — 26 août 1978. — **M. Jean Crenn** expose à **M. le ministre du budget** que l'administration fiscale a fait connaître les évaluations de revenus des producteurs de plants de pommes de terre du Finistère durant l'année 1976. Les chiffres qui serviront de base au calcul des impôts sont très sensiblement supérieurs à ceux des autres départements. Il appelle son attention sur le fait que ces évaluations sont manifestement excessives eu égard au revenu réel des producteurs au cours de l'année considérée et ne peuvent être justifiées par l'augmentation des prix due à la sécheresse dans l'Ouest. Il insiste en outre sur l'incidence de l'évaluation cadastrale sur l'attribution des bourses scolaires. Il lui demande de bien vouloir faire réexaminer les opérations d'évaluation dans le département du Finistère.

Impôt sur le revenu (garantie de ressources).

5587. — 26 août 1978. — **M. Antoine Giesinger** demande à **M. le ministre du budget** les raisons pour lesquelles l'administration fiscale considère « la garantie de ressources » découlant des accords nationaux interprofessionnels du 27 mars 1972, modifiés par l'accord du 13 juin 1977, comme une pension et non comme un salaire en ce qui concerne la déclaration des revenus passibles de l'impôt sur le revenu. Dans le premier cas (pension), les allocations servies par les ASSEDIC se cumuleront avec les éventuelles pensions et (ou) retraites déjà perçues par les intéressés et seront soumises à l'abattement spécifique plafonné à 5 000 francs par foyer, tel qu'il a été prévu par la loi de finances pour 1978. Or, dans le calcul du montant de cette garantie de ressources il a déjà été tenu compte des retraites et pensions civiles et (ou) militaires perçues par les allocataires. De plus, la fraction de cette garantie de ressources qui correspond à l'allocation publique que les intéressés auraient perçue en l'absence de ce régime particulier est exonérée à condition que la garantie de ressources n'exécède pas 1 500 francs par mois. En fait, elle n'ouvre pratiquement pas droit à l'abattement forfaitaire même plafonné de 10 p. 100. Envisagée comme un salaire (deuxième cas) la garantie de ressources suivrait la règle générale applicable aux traitements et salaires. Il est à noter que les allocations « préretraite » servies par les entreprises en vertu d'accord ou de convention collective, sont assimilées à des

pensions lorsque les bénéficiaires ont été définitivement déliés de l'obligation d'exercer une activité et à des salaires dans le cas contraire. Or, pour bénéficier de la garantie de ressources versée par les ASSEDIC, il y a obligation formelle de ne point travailler. L'allocation de garantie de ressources devrait donc s'analyser comme un salaire et non comme une pension. Il souhaiterait connaître la position de celui-ci en ce qui concerne le problème ainsi soulevé.

Coopération culturelle et technique (Maroc).

5588. — 26 août 1978. — M. Daniel Goulet appelle l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur les fonctionnaires françaises de l'éducation nationale servant en coopération au Maroc qui ont épousé des citoyens marocains. Au début de l'année, les intéressés ont reçu l'avis de la résiliation de leur contrat de coopération et ont été mis dans l'obligation de signer au plus tard pour le 1^{er} février 1978 un contrat de droit commun. Par la suite, le Gouvernement marocain a décidé de surseoir à cette mesure discriminatoire puisque seul le fait d'être femme et épouse d'un Marocain plaçait les intéressées dans cette position, les époux français de Marocaines n'ayant pas été concernés. Ces fonctionnaires françaises de l'éducation nationale désirent conserver leurs droits à la retraite, à la sécurité sociale et le statut des coopérantes tant qu'il y aura des recrutements d'enseignants français en France pour le Maroc. Comme le plan de relève n'est pas encore annoncé pour le second cycle, la formation des cadres et l'enseignement supérieur, il serait légitime qu'elles continuent à exercer dans le cadre de la convention culturelle jusqu'à l'application de ce plan de relève. En ce qui concerne les enseignants du premier cycle touchés bientôt par le plan de relève, il semblerait logique de les affecter peu à peu dans des établissements de la mission culturelle au Maroc au lieu de recruter ou de faire revenir à grands frais des enseignants dont le traitement coûtera plus cher au Gouvernement français. Ces fonctionnaires françaises souhaitent préserver leur carrière française. Par ailleurs, elles subissent depuis dix ans un régime spécial puisque les transferts d'argent autorisés pour les travailleurs immigrés en France et pour tous les autres salariés français au Maroc leur sont interdits ce qui pose pour beaucoup d'entre elles de sérieux problèmes, car elles ne désirent pas être coupées de leur famille et de leur pays. Les discriminations dont elles sont victimes sont évidemment incompréhensibles compte tenu des améliorations récentes apportées à la condition féminine. Il lui demande quelle est sa position en ce qui concerne les problèmes qu'il vient ainsi de lui être exposés.

Prestations familiales (maternité).

5589. — 26 août 1978. — M. François Grussenmeyer attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la loi n° 78-730 du 12 juillet 1978 portant diverses mesures en faveur de la maternité. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître l'état de préparation des textes réglementaires concernant l'application de la présente loi dont les articles 1 à 4 doivent entrer en vigueur à compter du 1^{er} octobre 1978, de tout mettre en œuvre par ailleurs pour que les caisses d'assurance maladie d'Alsace-Moselle puissent instruire pour la date précitée les dossiers des ayants droit et de lui préciser enfin la date de création du fonds spécial d'action sociale instituée auprès de chaque caisse mutuelle régionale concernée par l'article 10 de la présente loi.

Aménagement du territoire (Alsace).

5590. — 26 août 1978. — M. François Grussenmeyer rappelle à M. le Premier ministre que plusieurs comités interministériels d'aménagement du territoire (CIAT) ont pris des mesures spéciales en faveur des régions frontalières et en particulier en faveur de l'Alsace. La vulnérabilité de l'économie alsacienne a été relevée à plusieurs reprises, conséquence de la situation frontalière et excentrée de cette région par rapport à l'axe européen de fort développement Ruhr-Bade-Wurtemberg-Suisse-Plaine du Pô et par rapport au reste du territoire national. Comme cela figure dans le schéma d'orientation et d'aménagement de l'Alsace qui a été pris en considération par le Gouvernement, le développement de l'Alsace doit viser : à créer des emplois nouveaux dans les zones sensibles et en particulier dans les zones de mono-industrie, à diversifier la nationalité des investisseurs et à promouvoir des activités de haut niveau dans les métropoles, en particulier à Strasbourg. La DATAR a insisté sur des mesures d'accompagnement concernant les infrastructures d'accueil (zones artisanales et industrielles) et sur l'accroissement des infrastructures de liaison destinées à renforcer la cohésion de l'Alsace et son désenclavement vis-à-vis de l'Allemagne, de la Suisse et aussi du territoire national. Le Président de la République avait également annoncé dans son discours de Colmar du

28 mars 1976 un plan précis pour l'Alsace, et notamment l'achèvement en 1981 de l'axe routier Nord-Sud alsacien. M. François Grussenmeyer demande à M. le Premier ministre de bien vouloir lui faire connaître les mesures nouvelles qu'il compte prendre en faveur de l'économie et de l'emploi en Alsace, en considérant un reflux probable de travailleurs frontaliers, dans le Nord du Bas-Rhin en particulier, et de lui préciser les dotations complémentaires susceptibles d'être allouées par l'Etat pour le bon déroulement du programme routier visant à achever en 1981 l'axe Nord-Sud alsacien et pour l'amélioration de la voirie rapide urbaine de Strasbourg (FSIR).

Pensions de retraite civiles et militaires (Finistère : paiement mensuel).

5591. — 26 août 1978. — M. Guy Guermeur appelle l'attention de M. le Premier ministre (Fonction publique) sur les conditions dans lesquelles est appelé à fonctionner prochainement en Bretagne le paiement mensuel des pensions des retraités civils et militaires de la fonction publique. Il est en effet très probable que le service ayant dans ses attributions la gestion des pensions de la fonction publique à la paierie générale de Brest doit être transféré à la paierie régionale de Rennes, laquelle serait chargée d'organiser au 1^{er} janvier 1979 le paiement mensuel des pensions pour les retraités résidant dans les départements d'Ille-et-Vilaine, de la Mayenne, des Côtes-du-Nord, du Morbihan mais à l'exclusion du Finistère. Il lui demande de lui faire connaître si cette information peut être considérée comme exacte et, dans l'affirmative, il souhaite que toutes dispositions soient prises dans les meilleurs délais afin que la discrimination inexplicable prise à l'encontre des retraités de la fonction publique du Finistère soit rapportée et que les intéressés bénéficient également du système de paiement mensuel de leur pension dont ils attendent impatiemment, comme tous, la mise en œuvre.

Crédit immobilier (prêts conventionnés aux propriétaires bailleurs).

5592. — 26 août 1978. — M. Guy Guermeur rappelle à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie que la loi n° 77-1 du 3 janvier 1977 portant réforme du financement du logement précise dans son article 7 le domaine d'application de l'aide personnalisée au logement. Le décret n° 77-1287 du 22 novembre 1977 instituant les prêts conventionnés est pris en application de la loi n° 77-1, et notamment de ses articles 7-1 et 7-3. Ce décret stipule dans son article 5 que « les établissements prêteurs ont la faculté de consentir également ces prêts (conventionnés) aux personnes physiques ou morales qui destinent un ou des logements à la location et qui passent au préalable une convention régie par le titre V de la loi du 3 janvier 1977 portant sur l'ensemble des immeubles ainsi financés ». Or, le décret n° 77-1131 du 4 octobre 1977, intitulé : « Conventions passées entre l'Etat et les bailleurs de logements faisant l'objet de travaux d'amélioration en application de la réforme de l'aide au logement », est pris en référence à la loi n° 77-1 mais non au décret n° 77-1287 (prêts conventionnés) ; de plus, la convention type annexée au décret est prise en application de l'article 7-4 de la loi n° 77-1. En conséquence, à ce jour, il n'est pas possible de proposer à un propriétaire bailleur, décidé à se conventionner, un prêt conventionné puisque la convention à passer n'est pas parue. Il lui demande quelles dispositions il entend prendre afin que les propriétaires bailleurs puissent effectivement bénéficier de ce type de financement.

Impôts (contrôles fiscaux).

5593. — 26 août 1978. — M. Arnaud Lepercq appelle l'attention de M. le ministre du budget sur les opérations de vérifications approfondies de situations fiscales d'ensemble. Il souligne que si celles-ci permettent à l'administration de s'assurer que le total des revenus déclarés est sincère et exact, elles pénalisent par ailleurs le contribuable dans la mesure où elles ne sont soumises à aucune limite dans le temps. En conséquence, il lui demande s'il envisage de prendre des dispositions permettant au contribuable d'être mieux protégé.

Jeunes travailleurs (prime de mobilité).

5594. — 26 août 1978. — M. Arnaud Lepercq appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur les modalités d'attribution de la prime de mobilité des jeunes. Il lui rappelle que celle-ci est réservée notamment aux jeunes âgés de moins de vingt-six ans qui prennent un premier emploi salarié situé à plus de trente kilomètres de leur résidence principale. Or, il souligne cependant le cas de certains jeunes qui, pour éviter d'être au chômage, prennent un travail éloigné de leur domicile et qui, bien que répondant aux deux précédentes conditions, se voient refuser

le bénéficiaire de l'aide indemnité parce qu'ils n'ont pas été inscrits comme demandeur d'emploi à l'agence nationale pour l'emploi. Estimant normal que cette prime s'applique à tous ceux qui acceptent de partir au-delà d'une certaine distance pour éviter d'accroître le nombre, hélas ! trop important de chômeurs, il lui demande donc de régulariser cette situation.

Aides ménagères (associations privées d'aides ménagères).

5595. — 26 août 1978. — M. Etienne Pinte rappelle à Mme le ministre de la santé et de la famille que l'aide ménagère est actuellement assurée en France à 200 000 personnes par des associations privées et par les bureaux d'aide sociale (BAS) des communes. Or, il est à craindre que l'augmentation des charges auxquelles ont à faire face sans contrepartie les associations assurant la plus grande part de cette action sociale oblige ces associations à renoncer à leur activité alors que les BAS ne sont pas notablement en mesure de suppléer à leur disparition. Les charges supportées par les associations sont appelées à s'aggraver alors que leurs recettes sont autoritairement plafonnées. Cet état de choses fait que l'action ne peut plus se poursuivre que grâce à un bénévolat important aux postes de gestion, bénévolat qui risque de s'éteindre en raison d'une législation de plus en plus contraignante. Par contre, les BAS bénéficient de moyens qui ne sont pas comparables avec ceux consentis aux associations privées. Le personnel des BAS, intégralement salarié, jouit en général du régime des collectivités locales qui lui assure de meilleurs traitements et une plus grande sécurité d'emploi. Sur le plan fiscal, les BAS sont exonérés de la taxe sur les salaires (4,25 p. 100), de la taxe à la construction (1 p. 100) et de la taxe à la formation professionnelle (1 p. 100) qui grèvent lourdement le budget des associations. Le salaire moyen horaire versé aux aides ménagères par les BAS est de l'ordre de 16 francs contre 13,50 francs pour les associations. Si l'utilité de l'aide ménagère à domicile n'est plus à démontrer et si celle-ci doit être, selon les vœux des pouvoirs publics, doublée d'ici trois ans et complétée par des soins infirmiers, il apparaît qu'une telle action ne pourra être réalisée sans un aménagement simultané des charges et des aides financières des associations. Dans cette optique, il lui demande que les dispositions suivantes soient envisagées en accord avec ses collègues, M. le ministre du budget et M. le ministre de l'économie : remplacement de la référence au SMIG pour le taux de remboursement de l'aide sanitaire et sociale par l'indexation au SMIC qui serre de plus près le coût de la vie et qui est l'indice retenu pour la sécurité sociale et les autres caisses de retraite : exonération, dans les conditions similaires à celles pratiquées pour les BAS, de la taxe sur les salaires et de la taxe à la construction ; révision des règles de la représentativité du personnel, laquelle est proportionnelle aux effectifs quel que soit le nombre d'heures de travail effectuées. C'est ainsi que, dans la principale fédération regroupant les associations privées de l'aide ménagère et où la moyenne annuelle de travail est inférieure à 800 heures par employée, la législation en vigueur impose les mêmes frais de représentativité du personnel qu'à une entreprise de production dont l'horaire correspondant est de 2 000 heures.

Environnement et cadre de vie (personnels techniques et administratifs de catégorie B de l'équipement).

5596. — 26 août 1978. — M. Etienne Pinte appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la situation des personnels techniques et administratifs de la catégorie B de l'ex-ministère de l'équipement. Il apparaît que la réforme des années 1972-1976 s'est traduite par une dévalorisation de cette catégorie en destructurant la carrière. Il convient de noter, par ailleurs, que le niveau du recrutement et la préparation à l'ENTEE ont augmenté la qualification des personnels de catégorie B et que de nombreux agents de cette catégorie occupent des emplois de niveau A (subdivisionnaire, chef de cellule, etc.). Il lui demande, en conséquence, s'il n'envisage pas, eu égard au décalage du corps de la catégorie B par rapport aux corps des catégories C et A, de reconsidérer la carrière statutaire de l'ensemble des agents appartenant à ce corps.

Logement (aide personnalisée ou logement).

5597. — 26 août 1978. — M. Etienne Pinte rappelle à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie (Logement) que l'article 30 de la loi du 1^{er} septembre 1948 stipule que les prix des loyers concernés par cette législation « doivent être tels qu'ils assurent, après application des correctifs, la rémunération du service rendu par le logement ainsi que son maintien en état de réhabilitation ». Cette disposition est loin d'être respectée, notamment pour les logements des catégories III et IV. Les immeubles anciens de ces catégories sont appelés à court terme à être détruits, faute

de possibilités d'entretien. Par ailleurs, l'aide personnalisée au logement n'est pas applicable à ceux des immeubles locatifs que leurs propriétaires, sans aucune aide de l'Etat et malgré la modestie des loyers perçus ont maintenu en état d'habitabilité. Il apparaît donc équitable d'orienter à ce titre la politique en matière de logement vers l'aide personnelle unique, alors que des inégalités apparaissent actuellement entre locataires, selon que ceux-ci, dans un secteur limité, bénéficient de l'APL, d'un montant supérieur à l'allocation logement ou qu'ils ne peuvent prétendre qu'à cette dernière prestation. Cet aménagement pourrait permettre une revalorisation des loyers soumis à la loi de 1948 en raison de l'aide qui serait apportée par l'APL aux locataires concernés. La revalorisation évoquée s'avère particulièrement utile pour les logements de catégorie IV, dont les propriétaires, qui sont fréquemment de condition modeste et souvent âgés, sont sans moyens d'action pour faire face aux obligations qui leur incombent. Ils restent civilement et pénalement responsables des accidents pouvant frapper leurs locataires et ne parviennent pas à faire couvrir leur responsabilité par les compagnies d'assurance, trop certaines de la possibilité d'un sinistre en raison de l'état des lieux. Il conviendrait donc que les assurances soient tenues à accepter le risque de responsabilité civile, comme en matière automobile (ce qui suppose un ajustement des loyers), et que les bailleurs ne puissent endosser de responsabilité pénale en cas de sinistre. Enfin il apparaît opportun que soient révisées les règles appliquées en matière de maintien dans les lieux, qui ont donné lieu à des abus et qui ont amené des membres de la famille qui n'habitaient pas avec les locataires premiers à rester dans le logement au décès ou au départ de ces derniers. Il lui demande de lui faire connaître la suite susceptible d'être réservée aux diverses suggestions qu'il vient de lui exposer.

Société nationale des chemins de fer français (Cantal : colis express).

5598. — 26 août 1978. — M. Pierre Raynal attire l'attention de M. le ministre des transports sur le nouveau système de transport des « colis express » SNCF mis en œuvre le 1^{er} juillet 1978. Leur envoi n'est plus possible que dans quatre gares (voire deux dans certains cas), au lieu de toutes les gares avec personnel précédemment (une trentaine). Le transport par route sera probablement interrompu par la neige certains hivers. Le trafic entre communes proches de deux départements limitrophes suit un trajet souvent bizarre ; exemple : Aurillac—Clermont-Ferrand—Limoges—Toulouse, pour un colis porté à Aurillac par un habitant de Maurs (Cantal) et destiné à Bagnac-sur-Célé (Lot), à 7 kilomètres de distance (trois liaisons ferroviaires par jour). Il lui signale que, déjà, des transporteurs privés pallient la carence de la SNCF. Il lui demande en conséquence de bien vouloir aménager très profondément cette nouvelle organisation, contraire à la politique de maintien et d'amélioration des services publics et, plus généralement, aux mesures d'aménagement du territoire.

Régie autonome des transports parisiens (centres de loisirs).

5599. — 26 août 1978. — M. Lucien Villa attire l'attention de M. le ministre des transports sur les graves menaces qui pèsent sur l'avenir des journées de loisirs de 1 000 enfants de la RATP. En effet, les cinq centres de loisirs de la RATP risquent de ne plus pouvoir fonctionner à la rentrée des vacances. Lors de sa séance ordinaire du 10 juillet 1978, le conseil d'administration des Cadets de la RATP, œuvre à personnalité civile du comité d'entreprise de la RATP, a été informé de la décision de la direction de refuser l'autorisation d'afficher les informations régulières destinées aux agents de la RATP et à leur famille, informations relatives à l'ouverture des centres de loisirs en septembre prochain. Une telle décision est grave, elle touche directement aux moyens d'existence des activités sociales mis à la disposition des agents de la régle au lendemain de la Libération. Aussi il lui demande de prendre des mesures pour que la RATP puisse garantir aux enfants de ses salariés le droit aux jeux, à la culture et aux loisirs.

Sécurité sociale (caisse mutuelle régionale de Provence).

5600. — 26 août 1978. — M. Georges Lazzarino attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la décision du conseil d'administration de la caisse mutuelle régionale de Provence, lors de sa réunion du 19 juin 1978, déconventionnant l'ensemble des organismes habilités à gérer le régime d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles institué par la loi du 12 juillet 1966 modifiée. Si cette décision était ratifiée, elle mettrait dans l'obligation les orga-

nismes concernés de licencier leur personnel (126 personnes environ). De plus, les assurés se trouveraient momentanément sans couverture sociale. Il y a tout lieu de craindre que cette mesure, en apparence égalitaire puisqu'elle touche à la fois les organismes mutualistes et les compagnies d'assurances, ne soit qu'une manœuvre afin d'éliminer les premiers au détriment des secondes. Il semble en outre que les mutuelles n'aient pu être correctement informées des raisons ayant motivé le déconventionnement ni qu'elles n'aient pu disposer des moyens pour en discuter. En conséquence il lui demande de prendre les dispositions pour que ne soit pas ratifiée cette décision portant atteinte aux intérêts des mutualistes et à l'emploi du personnel.

*Agence de voyages
(attitude à l'égard des handicapés).*

5601. — 26 août 1978. — M. Alain Léger attire l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur le fait suivant : une agence de voyages, Voyages-Conseil, appartenant au Crédit agricole, a cru devoir adresser la note ci-dessous, en date du 1^{er} juin 1978, à tous les bureaux du Crédit agricole de la Drôme : « Messieurs, les services centraux de Voyages-Conseil Paris nous informent ce jour de plusieurs incidents survenus récemment à la suite de l'inscription, par les bureaux des différentes CR, de clients soit handicapé physiques, soit handicapés mentaux, soit même éthyliques. Nous vous demandons d'apporter un soin particulier à éviter l'inscription de ce genre de clients, qui provoquent de graves perturbations sur l'ensemble du groupe. Sur un même voyage, une CR avait inscrit deux personnes handicapées physiques se déplaçant en petite voiture et un éthylique. Le déroulement du voyage fut si fortement perturbé que les compagnons de voyage de ces gens ont rendu le Crédit agricole responsable d'une politique de vente au forcing. Au cas où vous seriez confrontés à un semblable problème, nous vous demandons, avant d'inscrire vos clients, d'aviser l'antenne qui étudiera, avec les services commerciaux de la CR, l'opportunité ou non de confirmer ces ventes. » Protestant énergiquement contre de tels agissements scandaleux, il lui demande de prendre des mesures urgentes pour mettre fin à ces pratiques inqualifiables.

Produits laitiers (subvention du FORMA).

5602. — 26 août 1978. — M. Marcel Rigout signale à M. le ministre de l'agriculture qu'il a été saisi par de nombreux maires au sujet du retard du versement de la subvention du FORMA concernant la consommation dans les restaurants scolaires de produits laitiers. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour que le versement de cette subvention soit plus rapide et s'il ne conviendrait pas d'étendre cette mesure à l'ensemble des communes car, actuellement, les petites communes ne bénéficient pas de cette mesure.

*Compagnie internationale des wagons-lits.
(situation de l'emploi).*

5603. — 26 août 1978. — M. Roger Combrisson attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation de la Compagnie internationale des wagons-lits. Cette société, qui employait 3 000 agents en 1974 dans son secteur ferroviaire, n'en emploie plus que 2 400 en 1978 pour assurer 83 p. 100 du secteur restauration et 100 p. 100 du secteur places couchées. En septembre 1977, 130 nouveaux licenciements ont été prononcés, auxquels il faut ajouter 31 fins de carrière anticipées. A ce jour 120 personnes sont encore menacées de licenciement. De ce fait, on assiste à une baisse de la qualité du service que se doit d'assurer cette compagnie et à la dégradation des conditions de travail du personnel concerné. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre pour que la restauration ferroviaire assurée par la Compagnie internationale des wagons-lits maintienne la qualité de ses prestations et, donc, pour s'opposer aux licenciements.

*Service national
(gratuité des transports pour les appelés).*

5604. — 26 août 1978. — M. Raymond Maillet expose à M. le ministre de la défense que des soldats du contingent ont purgé ou purgent actuellement des peines allant jusqu'à soixante jours d'arrêts de rigueur pour avoir signé ou fait signer des pétitions réclamant notamment la gratuité des transports pour les permissionnaires. Certains de ces soldats arrivent à la fin de la durée légale d'un an de présence sous les drapeaux. Il lui demande s'il entend libérer ces soldats de leurs obligations militaires au terme de la durée légale d'un an.

Commissaires principaux de police (obligation de résidence).

5605. — 26 août 1978. — M. François Abadie demande à M. le ministre de l'intérieur de bien vouloir lui indiquer s'il existe des dérogations permettant à un commissaire principal de police de résider en dehors de la ville dont il a la charge.

Médiateur (délégués du Médiateur).

5606. — 26 août 1978. — M. Adrien Zeller demande à M. le Premier ministre de bien vouloir lui faire savoir s'il est dans l'intention du Gouvernement de déposer, dès la présente session, un projet de loi instituant un délégué du Médiateur dans chaque département conformément aux engagements qu'il avait pris le 7 janvier 1978.

*Société nationale des chemins de fer français
(tarifs réduits pour les invalides du travail).*

5607. — 26 août 1978. — M. Adrien Zeller expose à Mme le ministre de la santé et de la famille le cas des invalides de guerre, qui bénéficient d'une réduction sur le tarif SNCF, et lui demande s'il ne serait pas opportun de faire bénéficier de cette même réduction les invalides et accidentés du travail.

Accidents du travail (indemnisation).

5608. — 26 août 1978. — M. Adrien Zeller demande à Mme le ministre de la santé et de la famille s'il ne serait pas opportun de prendre des dispositions pour que les accidentés et mutilés du travail puissent être indemnisés dans une proportion égale à leur perte de capacité de travail.

Associations (création de « bureaux des associations »).

5609. — 26 août 1978. — M. Adrien Zeller demande à M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs s'il n'estime pas utile de créer, au niveau des préfectures et des sous-préfectures, un « bureau des associations ». Ce bureau serait chargé, en dehors des attributions d'ordre juridique, des problèmes de la vie associative (information, aide administrative, orientation, etc.).

Invalides (indemnisation).

5610. — 26 août 1978. — M. Adrien Zeller demande à Mme le ministre de la santé et de la famille quelles initiatives elle compte prendre face au problème de l'indemnisation des invalides. En effet, il apparaît que la législation en ce domaine accuse un certain retard et qu'elle maintient les travailleurs brusquement privés de la totalité de leur capacité de travail dans une situation matérielle très difficile.

Droits d'enregistrement (partages).

5611. — 26 août 1978. — M. Adrien Zeller demande à M. le ministre du budget de bien vouloir lui préciser quelles sont actuellement les réglementations en vigueur en ce qui concerne l'enregistrement des testaments et quelle est l'interprétation donnée à l'article 848 du code général des impôts concernant la fiscalité applicable aux partages d'héritages familiaux.

Enseignants (retraite).

5612. — 26 août 1978. — M. Adrien Zeller expose à M. le ministre de l'éducation le cas des professeurs qui atteignent leurs soixante ans durant le premier trimestre de l'année scolaire et qui désirent, à cette date, prendre leur retraite. Il lui demande s'il ne serait pas opportun de donner la possibilité à ces enseignants de prendre leur pleine retraite dès la rentrée scolaire, et ce dans le but de ne pas perturber par leur départ l'organisation du travail scolaire des élèves.

Enseignement préscolaire (zones rurales).

5613. — 26 août 1978. — M. Adrien Zeller demande à M. le ministre de l'éducation s'il n'estime pas nécessaire de prendre des dispositions réglementaires afin d'abaisser le seuil d'ouverture des classes enfantines et des classes maternelles dans les communes rurales.

*Enseignement professionnel
(CAP et BEP : obligation de stages en entreprise).*

5614. — 26 août 1978. — **M. Adrien Zeller** demande à **M. le ministre de l'éducation** s'il n'estime pas indispensable d'insérer dans les programmes de préparation des CAP et BEP l'obligation de stages en entreprise.

Handicapés (aveugles).

5615. — 26 août 1978. — **M. Laurent Fabius** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur la nécessité de tout mettre en œuvre afin de faciliter une meilleure insertion des aveugles dans la vie courante. Dans cette perspective, il lui demande si, et dans quels délais, il envisage de favoriser le doublement des feux de signalisation aux passages piétonniers les plus dangereux par une signalisation sonore, à l'exemple des installations réalisées par certains pays d'Europe.

Allocation de logement (conjoint survivant).

5616. — 26 août 1978. — **M. Laurent Fabius** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la situation choquante, au regard de l'allocation logement, des personnes âgées dont le conjoint est décédé. Dans la législation actuelle le conjoint survivant ne peut en effet continuer à bénéficier de l'allocation logement que s'il est lui-même invalide ou âgé de plus de soixante-cinq ans. De nombreuses veuves perdent donc leur droit à l'allocation alors qu'elles doivent continuer à payer leur loyer avec des ressources moindres. Il lui demande donc si le Gouvernement n'envisage pas, comme ce serait légitime, de maintenir aux personnes âgées de cinquante-cinq ans au moins, dont le conjoint est décédé, le service de l'allocation logement.

Invalides de guerre (délai de présomption d'origine).

5617. — 26 août 1978. — **M. Laurent Fabius** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** s'il envisage d'étendre à six mois le délai actuel de trente jours en matière de présomption d'origine pour l'invalidité des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie. Une telle mesure permettrait en effet à des militaires gravement atteints de bénéficier d'une pension d'invalidité qui leur est aujourd'hui refusée pour défaut d'imputabilité au service. Il lui rappelle que cette extension a d'ailleurs été préconisée par le comité des usagers créé auprès de l'administration.

*Grands invalides (gratuité sur le réseau SNCF
pour la tierce personne).*

5618. — 26 août 1978. — **M. Laurent Fabius** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la situation des titulaires de la carte d'invalidité à 100 p. 100. Ceux qui sont aveugles bénéficient très légitimement de la gratuité sur le réseau SNCF pour la tierce personne qui les accompagne et d'une réduction pour eux-mêmes. Mais rien n'est prévu pour les autres invalides à 100 p. 100 voyageant avec une tierce personne alors même que ces personnes ne peuvent, en raison de leur invalidité, se déplacer seules. Il lui demande donc s'il n'envisage pas d'étendre un tel avantage légitime à cette catégorie de personnes particulièrement dignes d'intérêt.

*Grands invalides (gratuité sur le réseau SNCF
pour la tierce personne).*

5619. — 26 août 1978. — **M. Laurent Fabius** appelle l'attention de **M. le ministre des transports** sur la situation des titulaires de la carte d'invalidité à 100 p. 100. Ceux qui sont aveugles bénéficient très légitimement de la gratuité sur le réseau SNCF pour la tierce personne qui les accompagne et d'une réduction pour eux-mêmes. Mais rien n'est prévu pour les autres invalides à 100 p. 100 voyageant avec une tierce personne alors même que ces personnes ne peuvent, en raison de leur invalidité, se déplacer seules. Il lui demande donc s'il n'envisage pas d'étendre un tel avantage légitime à cette catégorie de personnes particulièrement dignes d'intérêt.

SNCF (compostage des billets).

5620. — 26 août 1978. — **M. Laurent Fabius** appelle l'attention de **M. le ministre des transports** sur les difficultés rencontrées par certains usagers de la SNCF pour s'adapter au nouveau système de compostage des billets par des appareils spéciaux installés dans

les gares. Des voyageurs de bonne foi, mais non habitués à ce nouveau système, se voient réclamer une amende, de 20 à 50 p. 100 du prix du billet, pour avoir oublié de composer leur titre de transport. Il lui demande combien d'amendes de ce type ont été perçues depuis la mise en vigueur du nouveau système et si les mesures ne pourraient être prises afin de faciliter l'adaptation des usagers sans pénaliser les utilisateurs de bonne foi.

Assurances vieillesse (pension de réversion).

5621. — 26 août 1978. — **M. Laurent Fabius** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la situation des conjoints d'assurés du régime général de la sécurité sociale. Ceux-ci ne peuvent cumuler intégralement pension de réversion et pension propre. Ils sont défavorisés, notamment par rapport aux conjoints des agents de l'Etat. Il lui demande quelles mesures elle envisage de prendre afin d'harmoniser le système des pensions de réversion et de reconnaître ainsi aux conjoints d'assurés du régime général les mêmes droits qu'aux conjoints des agents de l'Etat.

Préparateurs en pharmacie.

5622. — 26 août 1978. — **M. Jean-Yves Le Drian** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur le retard dans l'application de la loi n° 77-745 du 8 juillet 1977 modifiant certaines dispositions du livre V du code de la santé publique relatives aux préparateurs en pharmacie et aux règles générales de la pharmacie d'officine, notamment pour le premier de ces points. Il lui demande où en est la préparation du décret prévu à l'article 2, quelles sont les raisons du retard mis à sa publication et sous quels délais elle envisage celle-ci.

Elevage (porcs).

5623. — 26 août 1978. — **Mme Marie Jacq** demande à **M. le Premier ministre** s'il envisage de revoir sa position concernant les investissements pour les ateliers de production porcine. Ces investissements ne sont pas sources d'inflation, mais, au contraire, générateurs de production de biens de consommation. Les cotes de crédit sont récemment passées de 2 000 à 3 000 francs par truie; les producteurs estiment indispensable leur réajustement à 4 000 francs. L'augmentation de crédit monétaire en 1978 par rapport à 1977 ne permet pas d'augmenter comme il conviendrait les crédits de trésorerie pour les élevages en place, ni de financer normalement les installations ou extensions. Or, la production porcine représente dans le Finistère 30 p. 100 environ de la valeur du produit brut agricole du département (180 000 tonnes de viande porcine soit 1 250 millions de francs). Nul n'ignore que cette production exige des capitaux importants. Pour un élevage de 50 truies, on peut estimer les besoins financiers à hauteur de 700 000 francs (500 000 francs d'investissements et 200 000 francs de trésorerie). Le problème est d'autant plus grave que les cours actuels en classe III ne permettent plus à l'éleveur de supporter les coûts de production et par conséquent tout autofinancement disparaît et les éleveurs en place sont contraints à l'utilisation maximale de leur crédit de trésorerie, tout en réduisant leur cheptel reproducteur. Il conviendrait donc, compte tenu de cette conjoncture difficile qui durera encore plusieurs mois, de placer hors encadrement, mais en plafonnant le montant, les crédits d'investissement et de trésorerie pour les créations et extensions d'élevages, avec un contrôle pouvant être assuré par le FORMA, par exemple, et de revoir la remise en fonctionnement des caisses de péréquation pour l'assurance d'un prix minimum à déterminer en accord avec les organismes professionnels concernés. Elle lui demande quelles assurances les producteurs peuvent obtenir en ce domaine.

*Formation professionnelle et promotion sociale (Nord :
suppression de quatre postes affectés à l'éducation permanente).*

5624. — 26 août 1978. — **M. Pierre Prouvost** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la récente et brusque suppression de quatre postes affectés aux activités d'éducation permanente. Il s'agit d'un poste au GEPEN de Bruay, d'un poste au CEPPEP (université de Valenciennes), de deux postes au CUEEP (université de Lille I). Il est important de souligner qu'il s'agit là de quatre postes créés pour des activités d'éducation permanente en faveur de publics défavorisés qui n'ont jamais pu bénéficier d'une scolarité au-delà du certificat d'études. C'est particulièrement le cas des deux postes du CUEEP qui concernent deux actions de formation collective (Sallaumines-Noyelles et Roubaix-Tourcoing). Les raisons invoquées pour la suppression de ces postes sont que cinq ou six années représentent une durée suffisante pour le lancement et l'évaluation des actions et le transfert de ces postes dans d'autres académies pour assurer diverses missions expéri-

mencées de formation continue. Pourtant, à aucun moment, lors de la création de ces postes, il n'a été dit qu'ils étaient créés à titre temporaire. Leurs missions d'innovation se poursuivent. Elles sont d'autant plus indispensables dans une région durement touchée par la crise économique et dont les moyens dont elle dispose par rapport à d'autres régions ne sont pas à la mesure de ses besoins. De plus, cette suppression de postes intervient alors que la plus grande partie des enseignements de formation continue dans l'éducation et l'université se font en heures supplémentaires ou sont assurés par des vacataires et des contractuels. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à la situation résultant de cette suppression de postes et s'il envisage, par la création de postes spécifiques ou par une décharge d'horaires de la formation initiale au profit de la formation continue, qui serait génératrice d'emplois et supprimerait les heures supplémentaires, de donner au service public de l'éducation les moyens d'assurer la mission d'éducation permanente qui lui incombe.

Electricité de France (usine hydroélectrique de l'Aigle).

5625. — 26 août 1978. — **M. Martin Malvy** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur le suréquipement de l'usine hydroélectrique de l'Aigle sur la Dordogne qui résulterait de la construction, actuellement envisagée par EDF, d'une nouvelle usine sur la rive droite. Sa réalisation d'un tel aménagement entraîne l'exécution d'ouvrages d'adduction sous l'appui rive droite du barrage actuel. La conception et les modalités du passage des travaux à entreprendre pour réaliser ce nouvel aménagement posent de sérieuses interrogations. En effet, la sûreté de l'ouvrage existant risque d'être compromise si des sous-pressions apparaissent à l'aval de l'appui rive droite. De plus le souci légitime de maintenir le plus longtemps possible en exploitation l'usine actuelle pose de la même manière un problème de sûreté. D'autre part, dès lors que la vidange de la retenue s'inscrit vraisemblablement comme une nécessité, apparaît l'opportunité de pouvoir modifier les prises d'eau actuelles dans le but de turbiner la tranche d'eau superficielle en équilibre thermique avec l'atmosphère ambiante et oxygénée du fait du plancton qu'elle contient, alors que présentement les eaux turbinées de fond de retenue sont eutrophisées et froides, ce qui a entraîné à l'aval d'Argentat une rupture de l'équilibre des écosystèmes aquatiques (cf. les études faites en 1974 par l'Agence du bassin Adour-Garonne). Il lui rappelle que l'obligation qui peut être faite à EDF d'avoir à modifier les prises d'eau des usines hydroélectriques existantes, s'inscrit dans le cadre de l'application de l'article 17 du cahier des charges, qui stipule : « Les eaux empruntées seront rendues à la rivière, pures, salubres et à une température voisine de celle du bief alimentaire. » L'étude d'impact qui doit justifier la décision concernant le suréquipement de l'usine hydroélectrique de l'Aigle devra prendre en compte ces problèmes. Il semble en effet que cette décision puisse intervenir en dehors du champ d'application de la loi du 15 octobre 1919 puisque EDF bénéficie déjà d'une concession. Mais, en application de la loi du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature, une étude d'impact peut être exigée. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer selon quelle procédure d'autorisation doit intervenir la décision pour la réalisation du suréquipement de l'usine hydroélectrique de l'Aigle. (La même question se pose pour le suréquipement de l'usine hydroélectrique de Sarrans sur la Truyère). Par ailleurs, il lui demande de bien vouloir lui indiquer quelles mesures il compte prendre pour que l'association de la vallée de la Dordogne qui vient de se créer puisse donner un avis sur l'étude d'impact.

Pollution (Lannemezan [Hautes-Pyrénées] : usine de fabrication d'aluminium).

5626. — 26 août 1978. — **M. Pierre Forgues** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur les deux contrats anti-pollution récemment signés avec PUK, et couvrant les branches de l'aluminium, de l'acier, de l'électro-metallurgie, du cuivre et des produits nucléaires. Il souhaite connaître quel est l'état actuel d'avancement des travaux touchés par ce contrat et quelles sont les raisons qui ont poussé le ministère de l'environnement et du cadre de vie à ne pas exiger la mise en application, dans les usines de fabrication d'aluminium, du procédé d'épuration par voie sèche. En effet, ce procédé est mis en place par le groupe PUK dans ses usines à l'étranger et un dépliant édité par le groupe et rédigé en anglais indique qu'il peut être appliqué aux usines d'aluminium, anciennes ou nouvelles. Ce procédé permettrait de faire respecter la réglementation édictée par les pouvoirs publics (l'arrêté de 1938 autorisant l'installation de l'usine de Lannemezan stipule que celle-ci ne doit entraîner aucune émission toxique). Or, cet arrêté n'a pas été respecté et, au contraire, **M. le préfet des Hautes-Pyrénées** a pris en 1976 un arrêté limitant les émissions fluorées à 400 tonnes par an. Il lui demande de bien

vouloir lui indiquer quelles mesures il compte prendre afin que soit imposée l'installation des meilleurs dispositifs anti-pollution actuellement connus à l'usine de fabrication d'aluminium de Lannemezan dans le cadre de la restructuration en cours de cette usine.

HLM (financement).

5627. — 26 août 1978. — **M. Vincent Anquet** expose à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** que le directeur d'une association anonyme d'HLM lui a exposé que son conseil d'administration, comme la plupart des conseils d'administration des organismes d'HLM, estimaient qu'il ne leur était pas possible de prendre d'engagements en matière de logements locaux tant que ces organismes n'auront pas la certitude que les mécanismes issus de la réforme du logement sont bien adaptés aux besoins. Ce correspondant lui signale par exemple que l'augmentation du taux d'intérêt des prêts amène ces organismes à des loyers se situant pour des types III à environ 1 000 francs, auxquels il convient d'ajouter les charges locatives. Il est bien évident que de tels loyers sont tout à fait prohibitifs et inadaptés aux ressources de nombreux candidats à la location, en particulier dans les petites communes rurales. Le conseil d'administration en cause souhaite que les textes concernant la réforme du financement des logements locaux soient modifiés. En effet, si cette réforme a institué l'aide personnalisée au logement, beaucoup de candidats locataires n'ont pas droit à cette prestation ou ne peuvent prétendre qu'à une ALP réduite. Ce problème a été évoqué dans des termes apparemment semblables à l'occasion du conseil des ministres qui s'est tenu le 2 août 1978. Il lui demande quelles dispositions le Gouvernement envisage de prendre afin de modifier, compte tenu des raisons qui précèdent, la réforme du financement des logements locaux.

Commerce de détail (zones rurales).

5628. — 26 août 1978. — **M. Emile Bizet** expose à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** que les déclarations du Gouvernement ne sont pas en concordance avec ce qui se passe en réalité, car nous observons très fréquemment la création de grands magasins dans les bourgs et petites villes rurales. Le Gouvernement affirme avec raison son intention de tout mettre en œuvre pour revitaliser le milieu rural. Pour atteindre cet objectif, il importe donc de maintenir, autant que faire se peut, les commerces existants. Or toute création d'une grande surface, dans une zone rurale, conduit inéluctablement à la disparition d'une partie des commerçants traditionnels. Il demande si, pour mettre un terme à l'attrait de plus en plus marqué par les géants de la distribution pour des implantations en zone rurale, il ne convient pas de modifier la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat, dite loi Royer, et de soumettre à autorisation préalable, dans les bourgs ruraux et les villes de moins de 15 000 habitants, la création et l'extension des surfaces de vente atteignant ou dépassant 300 mètres carrés.

Imposition des plus-values.

5629. — 26 août 1978. — **M. Emile Bizet** expose à **M. le ministre du budget** le cas d'un propriétaire d'une affaire commerciale achetée 150 000 francs en 1928, vendue 1 200 000 francs en 1978, qui est l'objet d'une taxation de 156 705 francs au titre de l'impôt sur les plus-values à long terme, taxables à 15 p. 100. L'impôt a été calculé sur la somme de 1 044 700 francs, les 150 000 francs 1928 ayant été revalorisés pour un montant de 55 300 francs. Il demande s'il estime cette revalorisation suffisante et si cette taxation est normale en son principe, compte tenu du fait que l'exploitant de cette affaire commerciale n'a jamais eu la moindre intention spéculative, qu'il a géré son entreprise pendant 50 ans au prix d'efforts constants, d'une modernisation continue et souvent de privations dans le souci de la voir prospérer et de garantir du travail à son personnel.

Commission spéciale de cassation des pensions (lenteur de la procédure).

5630. — 26 août 1978. — **M. André Deloils** appelle l'attention de **M. le ministre de la justice** sur les lenteurs des décisions de la commission spéciale de cassation des pensions adjointe au Conseil d'Etat. Il lui cite, à ce propos, le cas d'une personne victime civile de la guerre, qui a formé, le 28 juin 1974, un recours devant cette juridiction. En septembre 1975, son avocat a présenté un mémoire ampliatif à l'appui du pourvoi puis, en janvier 1977, un mémoire en réplique aux observations du ministre. Depuis cette date, l'affaire est pendante devant la commission spéciale de cassation des pensions à qui appartient exclusivement le déroulement de la procédure. Il lui demande quelles dispositions il envisage de prendre pour faciliter l'étude des dossiers de manière à accélérer les décisions de cette juridiction.

Enseignement (enfants de travailleurs immigrés).

5631. — 26 août 1978. — **M. Michel Rocard** expose à **M. le ministre de l'éducation** qu'au lieu de permettre aux enfants de travailleurs immigrés de recevoir un enseignement dans leur langue maternelle, des municipalités sont souvent conduites à organiser des cours assurés par des professeurs proposés par les ambassades des pays concernés, après agrément rectoral. Il apparaît que les critères d'équivalence de diplômes permettant ces agréments varient considérablement d'une académie et d'une langue à l'autre. En conséquence, il lui demande : 1° de bien vouloir lui rappeler les critères d'équivalence de diplôme en vigueur dans ce domaine, et notamment pour l'arabe, le portugais et le serbo-croate ; 2° s'il ne lui apparaît pas souhaitable de donner aux recteurs des instructions autorisant une interprétation libérale de ces critères afin de favoriser l'organisation de ces cours qui correspondent aux demandes à la fois des familles immigrées, et d'un très grand nombre de municipalités soucieuses d'intégrer sans acculturation leurs enfants dans la communauté nationale.

Enseignement du second degré (conséquences de la réforme).

5632. — 26 août 1978. — **M. Michel Rocard** fait observer à **M. le ministre de l'éducation** que l'impossibilité d'appliquer la réforme de l'enseignement du second degré a entraîné un nombre important de redoublements en classe de CM 2 ; l'exemple du département des Yvelines est caractéristique à cet égard. Qui plus est, les circulaires n° 78-060 et 78-085 de **M. l'inspecteur d'académie** ont établi que les enfants n'ayant pas atteint le niveau nécessaire à l'entrée en sixième devraient rester en CM 2 jusqu'à ce qu'ils l'aient acquis, ce qui conduit certains à tripler, voire quadrupler ces classes en attendant qu'ils atteignent l'âge limite à partir duquel ils pourront entrer en CPPN. Il attire son attention sur le fait que ces dispositions sont non seulement contraires aux intentions mêmes affichées par la réforme dans l'enseignement de soutien qu'elle entendait mettre en place, mais encore qu'elles sont tout à fait préjudiciables à l'avenir scolaire de ces enfants. Il souligne, de surcroît, que le déficit, également très sensible dans les Yvelines puisqu'il n'existe que vingt-quatre postes là où il en faudrait cent soixante, en groupes d'aide psycho-pédagogique ne permet pas de pallier cette situation lamentable. Il lui demande les moyens qu'il compte mettre en œuvre pour assurer, dès la rentrée prochaine, à ces enfants déjà défavorisés, un enseignement adapté à leurs problèmes spécifiques.

Enseignement (Yvelines).

5633. — 26 août 1978. — **M. Michel Rocard** demande à **M. le ministre de l'éducation** de bien vouloir lui fournir les indications statistiques suivantes pour chaque commune du département des Yvelines et pour les rentrées scolaires 1976, 1977 et 1978 : 1° nombre des maîtres effectivement en place au 15 septembre de chaque année (enseignement maternel, premier et second degré) ; 2° nombre de postes pourvus entre le 15 septembre et la fin du premier trimestre scolaire (en précisant les disciplines concernées) ; 3° nombre d'heures non remplacées dans le courant des dites années scolaires ; 4° effectifs prévus et effectivement atteints en CE 1 ; 5° nombre de sections d'enseignement spécialisé (SES) existantes, créées, supprimées (en précisant les effectifs). Il lui demande quelles conclusions lui inspirent les statistiques et quelles dispositions ont été prises pour remédier aux difficultés et carences qu'elles traduisent.

Assurances vieillesse (femmes).

5634. — 26 août 1978. — **M. Alain Vivien** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la situation des femmes qui, lors de la liquidation de leurs droits à un avantage vieillesse, ont obtenu une rente, prévue autrefois par l'article L. 336 du code de la sécurité sociale, aujourd'hui fort heureusement abrogé par l'article 19 de la loi du 3 janvier 1975. Ces rentes étaient généralement d'un montant si modique que, dans la quasi-totalité des cas, les bénéficiaires se voyaient accorder, sous condition de ressources personnelles, une majoration pour conjoint à charge différentielle. Certes, les rentes en question sont régulièrement revalorisées, mais il s'agit là d'une opération purement théorique, tant que le taux de la rente n'atteint pas le montant de la majoration pour conjoint à charge, lui-même bloqué à mille francs par trimestre depuis la parution du décret n° 76-1242 du 29 décembre 1976, qui n'a pas repris cet avantage forfaitaire dans l'énumération des prestations à réévaluer. Les retraités en cause se trouvent donc condamnés à vivre avec mille francs par trimestre indépendamment de l'augmentation du coût de la vie. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire cesser une situation aussi injuste.

Assurances maladie-maternité (droit aux prestations).

5635. — 26 août 1978. — **M. Henri Lavielle** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la rigueur excessive des conditions, durée de travail notamment, mises pour l'ouverture du droit des assurés sociaux aux prestations de l'assurance maladie en particulier. Il lui fait observer que certains vacataires, employés par des centres de rééducation à raison de quarante-cinq à soixante heures par mois, ne parviennent pas à atteindre les plannings exigés. Pour bénéficier des prestations en nature, il leur faudrait ainsi cotiser à l'assurance volontaire alors que leurs rémunérations font déjà l'objet d'un prélèvement pour la sécurité sociale. Il lui demande en conséquence quelles mesures elle compte prendre pour remédier à cette situation, d'autant plus surprenante que s'atténuent les liens entre le travail et la protection sociale.

Ambulanciers (conditions de travail en milieu rural).

5636. — 26 août 1978. — **Mme Chantal Leblanc** attire de nouveau l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur le rôle important joué par les ambulanciers en zone rurale. Ce problème a été souvent posé et à la question d'un collègue qui demandait à **Mme le ministre** : « quelles mesures elle comptait prendre pour assouplir une législation injuste à l'égard de cette catégorie professionnelle et pour permettre à ces ambulanciers de continuer leur mission en milieu rural », elle répondait le 27 mai 1977 : « La mesure envisagée tend à ce que les entreprises puissent utiliser des véhicules plus légers n'ayant que le conducteur à leur bord, destiné au transport des malades semi-valides. » Elle lui rappelle donc sa réponse et lui demande si la reconnaissance du véhicule sanitaire léger assorti du paiement par « ubrogation pour les malades à 100 p. 100 et d'un tarif intermédiaire entre l'ambulance et le taxi attendus par les ambulanciers et les malades qu'ils transportent devendra mesure réelle et ceci dans quels délais.

Mines et carrières (Saint-Hellier (Seine-Maritime)).

5637. — 26 août 1978. — **M. Irénée Bourgols** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** à propos de l'ouverture d'une nouvelle carrière à ciel ouvert dans la vallée de la Varenne. Il existe déjà tout au long de cette vallée plus de cent hectares de carrières extraites qui ont déjà porté un grave préjudice à ce site. Aujourd'hui il est envisagé l'ouverture de carrières supplémentaires, dont dix-sept hectares à Saint-Hellier. Un tel projet, s'il était mis en chantier, aurait des conséquences désastreuses pour l'avenir de toute cette vallée. En effet, le plan d'extraction prévu à Saint-Hellier modifiera le biotope de la Varenne puisque les sources libérées lors du creusement de la ballastière seront mises en communication par déversement de ladite Varenne et viendront réchauffer ses eaux. La Varenne, classée rivière de première catégorie, sera de fait déclassée puisque les eaux en provenance des étangs sont à température plus élevée que celle de la Varenne. D'autre part, la multiplication de creusement d'étangs, par la libération des sources qu'elles entraînent, viendra gonfler le débit de la Varenne au risque d'inondation pendant les grandes saisons pluvieuses. En conséquence, il lui demande quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour empêcher toute nouvelle autorisation d'extraction afin de préserver, dans l'intérêt des populations, l'environnement et le site exceptionnel de la vallée de la Varenne.

REPONSES DES MINISTRES**AUX QUESTIONS ECRITES****PREMIER MINISTRE****FONCTION PUBLIQUE***Zones de salaires (Essonne).*

1849. — 24 mai 1978. — **M. Robert Vixet** attire l'attention de **M. le Premier ministre (Fonction publique)** sur l'incohérence de la situation de l'Essonne en matière de zones de salaires ; il y en existe en effet plusieurs, alors que ce département, partie intégrante de la région d'Ile-de-France, qui a connu le plus grand accroissement de population de 1963 à 1975, devrait n'avoir qu'un seul régime. En effet, en ce qui concerne les fonctionnaires dans la région de Dourdan et de Limours l'écart est grand, quel que soit l'indice. Ainsi, pour l'indice 203, par exemple, en zone 0 l'indemnité de résidence est de 263,08 francs et, dans les autres zones, de 183,42 francs. Il lui demande ce qu'il compte faire pour que le département de l'Essonne soit intégralement classé en zone 0.

Réponse. — Le problème des écarts de taux existant en matière d'indemnité de résidence n'a pas échappé au Gouvernement qui, depuis 1968, s'est efforcé de mener une politique consistant à intégrer progressivement cette indemnité dans le traitement soumis à retenues pour pension et à en réduire le nombre de zones. L'écart existant entre les zones extrêmes est aussi passé de 6,55 p. 100 en 1968 à 2,82 p. 100 actuellement et, parallèlement, le nombre de zones est passé de six à trois. Toutes ces mesures ont résulté des accords salariaux conclus ces dernières années entre le Gouvernement et les organisations syndicales de la fonction publique. Dans ce contexte, il n'est pas envisagé de procéder à un reclassement particulier de telle ou telle commune dans une zone plus favorable : une telle mesure ne saurait en effet intervenir que dans le cadre d'un plan d'ensemble et sur la base de critères précis ; elle ne manquerait pas de remettre en cause un grand nombre de situations considérées comme acquises.

*Pensions de retraites civiles et militaires
(vacataires liquidées avant le 1^{er} décembre 1964).*

3305. — 17 juin 1978. — M. Frédéric Dugoujon expose à M. le Premier ministre (Fonction publique) qu'aux termes de la loi du 26 septembre 1964 portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraites les avantages des pensions de caractère familial sont reconnus à tous les retraités de l'Etat quel que soit leur temps de service, alors qu'ils n'étaient alloués antérieurement qu'aux titulaires de la pension d'ancienneté, à l'exclusion des titulaires d'une pension proportionnelle. Toutefois, en vertu du principe de non-rétroactivité des lois ces dispositions ne sont applicables qu'aux pensions ayant été liquidées postérieurement au 1^{er} décembre 1964, ce qui crée une disparité entre les retraités de l'Etat. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour remédier à cette situation dans le sens d'une plus grande équité.

Réponse. — En matière de pensions, toute mesure portant création de droits nouveaux ne saurait être étendue aux pensions concédées antérieurement à l'entrée en vigueur du texte qui l'a instituée. La dérogation qui serait consentie dans le cas particulier des avantages à caractère familial ne manquerait pas d'être invoquée par la suite et la complexité qui pourrait résulter de dérogations successives alourdirait si considérablement les conditions de fonctionnement du régime des retraites que toute réforme ultérieure deviendrait aléatoire. Même si elle paraît rigoureuse, la stricte observation du principe de la non-rétroactivité des lois est une condition nécessaire pour que des progrès soient réalisés dans le domaine des pensions. Aussi n'entre-t-il pas dans les intentions du Gouvernement de remettre en cause ce principe fondamental de la législation des pensions, par l'application rétroactive de la loi du 24 septembre 1964.

*Fonctionnaires et agents publics
(vacataires et personnels non titulaires dans la fonction publique).*

3888. — 29 juin 1978. — M. Marcel Houël attire l'attention de M. le Premier ministre (Fonction publique) sur l'inquiétude grandissante des personnels de la fonction publique quant à l'emploi et à la dégradation de leurs conditions de travail. Il lui rappelle que, pour le Rhône, des organismes particulièrement importants fonctionnent avec du personnel vacataire ou non titularisé astreint à des tâches tout à fait indispensables aux côtés de travailleurs « titulaires », et ce dans des conditions d'emploi et de rémunération défavorables. C'est le cas de l'ANPE avec 190 agents (190 non titulaires) ; la DDTE avec 210 agents (46 non titulaires) ; la DDASS avec 1 400 agents (dont plus de 400 non titulaires) ; la DRSS : utilisation de personnel de droit privé ; la justice (57 non-titulaires pour le seul ressort de la cour d'appel de Lyon). Parmi ces 693 non-titulaires : 103 vacataires du plan Barre dans le Rhône. Il lui précise que la menace qui plane sur l'emploi des vacataires, notamment ceux du « plan Barre », et sur les non-titulaires est une situation sans précédent dans la fonction publique. Il lui précise que la nouvelle de la mesure de ne pas « licencier » les vacataires à fin juin (services de la santé, du travail) consécutive à la juste lutte entamée par ces travailleurs répond et aux intérêts de ces salariés et aux services publics concernés. Il lui précise encore l'absolue nécessité de créer les postes en nombre suffisant pour permettre la titularisation des non-titulaires, afin d'assurer comme il se doit le fonctionnement des services publics dans l'intérêt des usagers. Il lui demande donc : quelles dispositions il entend prendre, dans l'immédiat, afin de doter les services publics concernés du personnel titularisé en rapport avec les besoins réels ; ce qu'il entend faire afin de ne pas permettre dans la fonction publique que s'installe une « situation de l'emploi » qui contribue à accentuer le chômage en portant atteinte à l'efficacité des services publics concernés ; ce qu'il entend faire pour préserver la fonction publique de l'aggravation du chômage (alors que de nombreux emplois sont nécessaires), des suppressions d'emplois (par la création de postes de titulaires indispensables).

Réponse. — En ce qui concerne l'emploi des vacataires recrutés par différentes administrations en application du programme d'action mis en place en juillet 1977 par le Gouvernement pour favoriser l'emploi des jeunes, la loi de finances rectificative pour 1978 comporte l'ouverture d'un crédit de 120 millions destinés à faciliter la stabilisation de certains de ces agents. A ce titre le ministre de la santé et de la famille et le ministre du travail et de la participation disposent de crédits qui doivent leur permettre de maintenir en fonctions jusqu'à la fin de l'année 1978 près de 2 000 agents dorénavant rémunérés conformément aux dispositions habituellement appliquées aux personnels non titulaires de ces deux départements ministériels. Afin d'assurer la transition entre le régime conjoncturel mis en œuvre en 1977 et les recrutements normaux auxquels pourront procéder les départements ministériels dans le cadre de la loi de finances pour 1979 les administrations sont invitées à maintenir en priorité en fonctions les vacataires qui, assurant des tâches pouvant être considérées comme répondant à des besoins permanents, ont fait au cours de l'année précédente la démonstration de qualités professionnelles les rendant aptes à servir dans les emplois permanents de l'Etat et qui se sont inscrits à la préparation des examens et concours de recrutement normaux. Quant aux autres non-titulaires de l'Etat, le Gouvernement se préoccupe d'améliorer leur sort : un plan de résorption de l'auxiliaariat est mis en œuvre depuis le 1^{er} octobre 1975 pour réduire le nombre des auxiliaires de service et de bureau en autorisant leur titularisation dans les corps d'agents de service et d'agents de bureau des administrations centrales et des services extérieurs dès lors qu'ils réunissent quatre années de services rendus à l'Etat. Au surplus, des mesures ont été prises dans le secteur de l'enseignement qui ont permis à bon nombre de maîtres auxiliaires d'être titularisés au cours des années précédentes. Au titre de l'ensemble de ces dispositions plus de 75 000 non titulaires ont été titularisés depuis octobre 1975. Il convient toutefois de noter que le bon fonctionnement des administrations nécessite en permanence d'une part la présence d'un volant de non-titulaires destinés à accomplir des travaux à caractère temporaire ou à temps incomplet ou à assurer les tâches des fonctionnaires provisoirement indisponibles soit en raison de maladie, soit pour des motifs familiaux (congé de maternité, disponibilité pour élever un enfant, etc.), et, d'autre part, la collaboration de contractuels détenteurs d'une technicité trop spécifique pour justifier la création de corps de fonctionnaires. Mais à cet égard il faut remarquer que les dispositions réglementaires qui régissent les différentes catégories de personnels contractuels assurent généralement à ces agents une stabilité d'emploi et un développement de carrière voisins de ceux dont bénéficient les personnels titulaires accomplissant des tâches qui requièrent le même niveau de connaissances de telle sorte que l'insertion de ces agents dans la fonction publique ne présenterait pour eux qu'un intérêt limité sinon incertain. Le Gouvernement d'ailleurs a récemment renforcé par le décret n° 76-695 du 21 juillet 1976 le régime de protection sociale de l'ensemble des agents non titulaires de l'Etat en améliorant le système des congés dont ils bénéficient et en instituant la possibilité pour eux d'exercer leur activité à mi-temps et à ainsi rapproché leur situation de celle des fonctionnaires titulaires. Cependant il faut rappeler que le concours est le seul procédé de recrutement des fonctionnaires de l'Etat conforme au principe de libre accès de tout citoyen aux emplois publics, inscrit dans la constitution. D'une manière générale les non-titulaires peuvent accéder aux corps de fonctionnaires soit par la voie des concours externes s'ils possèdent les titres requis pour être candidats, soit par la voie des concours internes qui leur sont ouverts dans les mêmes conditions qu'aux fonctionnaires titulaires désireux de s'élever dans la hiérarchie. Dans cette perspective, ils peuvent, en vertu des dispositions du décret n° 75-205 du 26 mars 1975, bénéficier à l'égal des titulaires d'actions de formation professionnelle et sont, en cas de succès, reclassés selon des modalités qui tiennent compte dans une large mesure des services accomplis en qualité de non-titulaires. Il n'apparaît pas dans ces conditions que la situation de l'emploi dans la fonction publique soit menacée.

*Fonctionnaires et agents publics
(corps du contrôle sanitaire aux frontières).*

4500. — 15 juillet 1978. — M. Louis Philibert appelle l'attention de M. le Premier ministre (Fonction publique) sur les conséquences de l'absence de révision de certains statuts particuliers pour les rapprocher du statut général des fonctionnaires, contrairement à ce qu'imposait la loi du 19 juillet 1976. Les membres du corps du contrôle sanitaire aux frontières sont victimes de ce retard pour les plus anciens, et les agents d'exécution en particulier, qui voient leur carrière et leurs possibilités d'avancement bloquées depuis des années et qui ne bénéficient pas des mêmes avantages sociaux que les autres fonctionnaires. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour remédier rapidement à cette situation.

Réponse. — Qu'ils appartiennent au corps du personnel technique d'encadrement ou à celui du personnel technique d'exécution, les fonctionnaires du contrôle sanitaire aux frontières bénéficient d'un déroulement de carrière qui comporte des avancements d'échelon et des avancements de grade. Les lieutenants de police sanitaire peuvent accéder au grade de capitaine de police sanitaire. Les gardes peuvent poursuivre leur carrière dans les grades de garde principal puis de garde chef, ils peuvent également, après cinq ans de services, se présenter au concours qui ouvre accès au grade de lieutenant de police sanitaire. Un décret en cours de signature va, en outre, créer un grade de garde de première catégorie qui sera intermédiaire entre l'actuel grade de garde et celui de garde principal. Soumis aux dispositions de l'ordonnance du 4 février 1959 et des textes pris pour son application, les membres des corps du contrôle sanitaire aux frontières sont de plein droit bénéficiaires de tous les avantages sociaux auxquels peuvent prétendre les fonctionnaires de l'Etat. Il ne paraît donc pas y avoir lieu de prendre au plan statutaire ou dans le domaine de la protection sociale des mesures réglementaires particulières pour ce personnel.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Communautés européennes (budget : pression fiscale).

1064. — 10 mai 1978. — **M. Debré** signale à **M. le ministre des affaires étrangères** les propos tenus par le président de la commission économique européenne devant l'Assemblée européenne des communautés et aux termes desquels la pression fiscale au bénéfice du budget de la Communauté devrait au moins sextupler (passer de 1 p. 100 à 6 p. 100 ou 7 p. 100). Il lui demande s'il n'estime pas utile de rappeler le président de la commission à une plus juste appréciation des réalités au moment où, notamment en France, la pression conjuguée des charges fiscales et sociales limite les capacités d'investissement des entreprises.

Réponse. — Le Gouvernement français suit avec la plus grande vigilance l'évolution des dépenses communautaires. A cet égard, l'honorable parlementaire notera que si le budget communautaire a crû de près de 20 p. 100 par an en moyenne depuis 1974, son rapport aux budgets des Etats membres de la Communauté n'a que peu évolué (2 p. 100 en 1973 ; 2,4 p. 100 en 1977), de même que son rapport à la production intérieure brute de l'ensemble des Etats membres (0,53 p. 100 en 1973 ; 0,7 p. 100 en 1977). Au moment où les circonstances imposent une grande rigueur budgétaire, le Gouvernement français ne peut envisager que la pression fiscale au bénéfice du budget communautaire dépasse le pourcentage de la TVA (1 p. 100) prévu par la décision du 21 avril 1970 et qui constitue le maximum autorisé par le Parlement. Les préoccupations de l'honorable parlementaire sont donc partagées par le Gouvernement français et ses représentants les ont exprimées avec fermeté. Elles le sont à nouveau dans le cadre de la préparation du budget communautaire pour 1979.

Liban (casques bleus).

1101. — 10 mai 1978. — **M. Jean-Pierre Cot** attire l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur les incertitudes qui pèsent sur les missions assignées à la force intérimaire des Nations unies au Liban et donc aux éléments français qui y sont intégrés. Il lui rappelle l'inquiétude de certaines des parties en cause à l'égard de cette présence militaire de la France et l'échec d'une proposition similaire faite par le Président de la République depuis les Etats-Unis il y a deux ans. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir lui donner les raisons qui ont poussé le Gouvernement à souhaiter de nouveau une présence militaire française sur le territoire libanais et de lui préciser les responsabilités et les objectifs de la FINUL et des troupes françaises.

Réponse. — La mission de la force intérimaire des Nations unies au Liban a été définie comme suit par les résolutions 425 et 426 du conseil de sécurité : 1° Confirmer le retrait des forces israéliennes ; 2° rétablir la paix et la sécurité ; 3° aider le Gouvernement libanais à assurer la restauration de son autorité effective dans la région. Le contingent français n'a pour sa part aucune responsabilité, aucun mandat particulier : mis à la disposition des Nations unies, il se trouve placé sous le commandement du général Erskine, commandant en chef de la force, qui relève lui-même du commandement de l'Organisation des Nations unies, confié au secrétaire général, sous l'autorité du conseil de sécurité. A cet égard, la proposition faite le 22 mai 1976 à la Nouvelle-Orléans par M. le Président de la République était d'une nature différente. Il s'agissait alors, dans d'autres circonstances, d'une offre du Gouvernement français d'envoyer au Liban une force d'urgence chargée de renforcer la sécurité dans une période de consolidation du cessez-le-feu, sous réserve d'une demande formelle des autorités libanaises et de l'acquiescement de toutes les parties intéressées. Ces deux conditions n'ayant jamais été remplies, la proposition n'a pu être

mise en œuvre, sans pour autant que l'on puisse parler de son « échec ». A la suite de l'occupation du Sud-Liban par Israël, le conseil de sécurité ayant été saisi par le Liban et ayant décidé de la constitution d'une force des Nations unies, le Gouvernement français a estimé, compte tenu des liens très étroits qui unissent la France au Liban et dont témoignaient les déclarations et propositions antérieures, qu'il avait le devoir moral d'aider ce pays à sauvegarder son indépendance, sa souveraineté et son intégrité territoriale. A cette raison majeure s'ajoutait la conviction que seule une force internationale pourrait, en entraînant le retrait des forces israéliennes, rétablir le calme et la sécurité dans cette région et aider ainsi à la poursuite des négociations de paix en vue de la recherche d'un règlement global. Avec le retrait des forces israéliennes, devenu effectif le 13 juin, la force intérimaire des Nations unies avait rempli la première partie de sa mission et confirmé, de ce fait, la justesse de cette analyse. Il faut espérer que la FINUL pourra atteindre les deux autres objectifs qui lui ont été fixés par le conseil de sécurité : rétablissement de la paix et de la sécurité ; restauration de l'autorité du Gouvernement dans le Sud-Liban. Elle aura ainsi rempli pleinement son mandat et contribué efficacement au maintien de la stabilité, non seulement au Liban, mais dans l'ensemble du Proche-Orient.

Rhodésie (vente d'avions français).

1115. — 10 mai 1978. — **M. Jean-Pierre Cot** expose à **M. le ministre des affaires étrangères** sa vive préoccupation après l'annonce dans divers organes de presse nationaux et étrangers de la présence d'avions bimoteurs légers fabriqués par une société française dans les forces armées rhodésiennes. Il lui rappelle que le conseil de sécurité de l'ONU, notamment dans sa résolution 263 du 29 mai 1968, a demandé à tous les Etats membres de l'organisation d'aider à mettre un terme à la rébellion de Rhodésie du Sud en cessant toute activité et toute relation avec ce régime illégal. Il lui demande de lui préciser dans quelles conditions cette société a pu tourner l'embargo recommandé par le conseil de sécurité et adopté massivement par l'assemblée générale des Nations unies et de lui dire quelles mesures il compte prendre en vue d'éviter le renouvellement d'un tel manquement à nos engagements internationaux.

Réponse. — Le Gouvernement français se conforme strictement aux résolutions adoptées par le conseil de sécurité des Nations unies à l'égard de la Rhodésie. Des dispositions ont été prises depuis 1968 pour interdire toute exportation vers ce pays et les douanes françaises veillent de façon très sévère à leur respect dans tous les domaines. Certes, la presse a fait état de témoignages selon lesquels les forces rhodésiennes disposeraient de bimoteurs légers CESSNA 337 fabriqués sous licence américaine par un constructeur français. L'enquête approfondie à laquelle il a été procédé à la suite de ces allégations a permis de s'assurer que l'entreprise française incriminée n'avait vendu aucun de ses appareils à la Rhodésie. Le CESSNA 337 est fabriqué en France en deux versions, l'une militaire, l'autre civile. En cas d'exportation d'appareils de la première version, nous exigeons, comme il se doit, des pays acheteurs, le respect de la clause de non-réexportation. Nous ne pensons pas, a priori, que ceux-ci aient contrevenu aux engagements auxquels ils avaient souscrit. En version civile (donc non soumise à la procédure du contrôle des exportations de matériels de guerre), nous avons livré des avions de ce type à plusieurs pays. Il est possible que la Rhodésie en ait racheté un certain nombre et les ait transformés pour les rendre militairement utilisables. Si des CESSNA 337 se trouvent dans ce pays, il ne peut, en tout cas, s'agir que d'appareils livrés par un pays tiers.

Français à l'étranger (Maroc).

2626. — 7 juin 1978. — **M. Claude Labbé** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** la suite qu'il envisage de donner aux revendications dont il a été l'objet, émanant des Français ayant toujours résidé au Maroc et y résidant encore. Les problèmes évoqués par les intéressés sont très succinctement rappelés ci-dessous : 1° garantie de l'emploi ; protection, dans ce domaine, des salariés de recrutement local ; attribution d'une indemnité de licenciement en cas de résiliation du contrat de travail pour ceux qui sont liés par ce document ; indemnité de complément de l'aide publique pour les salariés rentrant en France du fait que leurs employeurs marocains ne cotisent pas aux ASSEDEC ; 2° garantie de reclassement : possibilité de reclassement pour les salariés de recrutement local qui, de rares exceptions, n'ont pas cette garantie ; lorsque celle-ci existe, meilleur ajustement entre nouvelle et ancienne activité ; 3° conditions de travail : égalité de traitement entre un salarié de recrutement local et un salarié séjournant au Maroc pour un temps limité, le premier d'entre eux bénéficiant d'un salaire inférieur et ne pouvant prétendre aux mêmes avantages que ceux consentis au second ; 4° garanties de retraite : révision des conditions imposées

par les caisses de retraites complémentaires françaises aux salariés du recrutement local assujettis précédemment à la caisse interprofessionnelle marocaine de retraites ; garantie des retraites, tant celles servies par les caisses complémentaires, y compris la CMMR, que celles servies par la CNSSS ; 5° droit au fonds national de solidarité étendu aux personnes âgées résidant au Maroc et remplissant les conditions de ressources pour y prétendre ; 6° mesures permettant, en cas de transferts de fonds résultant de la vente de biens au Maroc, d'atténuer la pression fiscale supportée à ce sujet ; 7° égalité de traitement, dans la fonction publique, entre les fonctionnaires métropolitains ou venant de France et ceux résidant au Maroc ou regagnant la métropole ; 8° indemnisation des agriculteurs par le Gouvernement français à l'égard de ceux d'entre eux restés au Maroc après l'indépendance et dont les gouvernements successifs ont encouragé l'altitude, en vue de maintenir dans ce pays la présence humaine de la France.

Réponse. — Les vœux exprimés par certains de nos compatriotes installés au Maroc appellent les observations suivantes : 1° garantie de l'emploi : la législation locale du travail contient des dispositions libérales facilitant l'obtention d'emplois par nos ressortissants fixés de longue date au Maroc. C'est ainsi que nos compatriotes installés dans la zone Sud de ce pays avant le 23 novembre 1934 ou dans la zone Nord et à Tanger avant le 9 octobre 1959 sont dispensés du visa préalable de leur contrat de travail par l'administration. Il est exact, en revanche, que dans l'état actuel du régime des allocations de chômage versées par l'Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC), ceux qui ne retrouveraient pas immédiatement d'emploi à leur retour en France ne peuvent bénéficier de ces allocations si leurs employeurs au Maroc ne cotisent pas aux ASSÉDIC ; 2° garantie de reclassement : la loi du 26 décembre 1961 sur l'accueil et la réinstallation des Français d'outre-mer offre, sous certaines conditions, à nos compatriotes rapatriés au Maroc divers avantages de nature à faciliter leur réinsertion en France ; 3° conditions de travail : il paraît difficile, même à égalité de niveau professionnel, que les salariés de recrutement local et les salariés détachés perçoivent les mêmes rémunérations. Si les travailleurs de la seconde catégorie bénéficient le plus souvent du maintien à la sécurité sociale française, ils ont, en revanche, à faire face à des charges plus importantes du fait qu'ils ne demeurent pas de façon permanente dans le pays ; 4° garanties de retraite : par l'accord franco-marocain du 23 juillet 1963, la caisse interprofessionnelle marocaine des retraites (CMMR) permet le transfert à des caisses françaises, dans la limite de 90 p. 100, des comptes des salariés français. Cet accord a permis, dans des conditions satisfaisantes, pour les affiliés français d'être rattachés à des institutions françaises de retraite (sécurité sociale, caisses complémentaires) à compter du 1^{er} janvier 1961, avec validation des services auxiliaires. En matière d'assurance volontaire vieillesse, les Français du Maroc sont soumis aux droits et obligations des caisses françaises d'affiliation (loi du 10 juillet 1965). Depuis 1974 des crédits ont été mis à la disposition des postes diplomatiques et consulaires pour faciliter à ceux de nos compatriotes les plus démunis le rachat de leurs cotisations ; 5° fonds national de solidarité : l'aide du fonds national de solidarité ne peut être allouée qu'aux personnes résidant en France. A l'étranger, les aides permanentes versées aux personnes âgées et démunies tiennent lieu du minimum vieillesse. Le Gouvernement s'est engagé à porter progressivement le montant de ces aides à un niveau comparable au minimum vieillesse. Une première étape dans cette voie a été réalisée dès cette année ; 6° transfert du produit des ventes de biens au Maroc : chaque fois que l'imposition du produit de ces ventes paraît excessive, notre ambassade s'efforce de la faire diminuer ; 7° égalité de traitement dans la fonction publique : nos compatriotes entrés dans la fonction publique marocaine avant l'indépendance bénéficient, dans l'ensemble, sur le plan de la rémunération, des mêmes avantages que leurs collègues réintégrés en France depuis l'indépendance. Leur qualité d'ancien fonctionnaire chérifien permet même aux enseignants en fonctions dans les établissements de la mission universitaire et culturelle française d'obtenir des dérogations à la « règle des six ans » ; 8° indemnisation des agriculteurs : les agriculteurs français restés au Maroc après l'indépendance bénéficient de l'accord franco-marocain du 2 août 1974. Ils sont indemnisés tant pour le fonds que pour les éléments d'exploitation de leurs propriétés agricoles reprises par l'Etat marocain par le dahir du 2 mars 1973.

Rentes viagères (revalorisation).

2904. — 10 juin 1973. — **M. Jean Foyer** attire l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur le cas d'une personne de nationalité française, bénéficiaire d'une rente annuelle et viagère qui lui a été allouée, en application de la loi du 9 avril 1898, à la suite de l'accident mortel de travail survenu à son époux, également de nationalité française, en février 1963 alors qu'il travaillait en Algérie pour le compte d'une société française. Il lui indique que cette rente n'a pas été revalorisée depuis 1963, alors qu'elle aurait

fait l'objet de majorations régulières si l'accident avait eu lieu quelques mois plus tôt, avant l'indépendance de l'Algérie ; en effet, d'une part, la caisse des dépôts et consignations n'assure pas les majorations de ces rentes, l'accident étant survenu en territoire étranger et, d'autre part, la législation algérienne ne comporte pas, semble-t-il, de dispositions permettant leur revalorisation. Il lui demande si le Gouvernement français ne pourrait envisager de conclure avec le Gouvernement algérien un accord sur la base de la réciprocité afin d'apporter à des situations particulièrement dignes d'intérêt une solution équitable.

Réponse. — Les accidents du travail survenus après l'indépendance de l'Algérie sur le territoire de cet Etat sont indemnisés conformément à la législation algérienne applicable à cette époque, c'est-à-dire la loi française du 9 avril 1898 qui est restée en vigueur en Algérie jusqu'à son remplacement par l'ordonnance n° 66-183 du 21 juin 1966. Une disposition de la loi de 1898 prévoyait la revalorisation annuelle des indemnités, mais elle n'a pas été appliquée par le Gouvernement algérien, même à l'égard de ses propres ressortissants. Un accord ne pourrait donc être conclu avec l'Algérie qui accorderait aux Français plus d'avantages qu'aux Algériens en semblable situation. Comme le souligne l'honorable parlementaire, cet état de choses suscite pour les Français accidentés en Algérie, *a fortiori* lorsque leur préjudice est plus ancien, des conditions d'indemnisation nettement défavorables par rapport à celles dont jouissent l'ensemble de nos nationaux relevant de la législation française. Il semble que cette discrimination de fait ne pourrait être compensée que par des mesures d'ordre interne assurant à nos compatriotes une revalorisation à la charge de la France. Une telle solution, qui paraît difficilement envisageable, ne relève pas de la compétence du ministère des affaires étrangères.

Enseignement supérieur (Bruges [Belgique] : Collège de l'Europe).

3113. — 15 juin 1978. — **M. Jean-Paul Fuchs** expose à **M. le ministre des affaires étrangères** que le Collège de l'Europe à Bruges, dont la France assure une partie du financement, forme des économistes et des juristes de haut niveau. Il lui demande si notre pays ne pourrait, à l'instar des autres pays, offrir des débouchés aux étudiants français, valorisant ainsi sa participation financière.

Réponse. — Le collège d'Europe à Bruges dispense à des diplômés de l'université une année d'études complémentaires portant sur les problèmes de l'unité et de l'intégration de l'Europe. Le ministère des affaires étrangères verse au collège une subvention relativement modique (20 000 francs en 1977) et met chaque année à la disposition de candidats français, qu'il a la charge de sélectionner, douze bourses couvrant les frais d'enseignement, le logement et la pension complète au collège. Trois spécialisations sont ouvertes aux boursiers : études européennes à dominante soit administrative, soit économique, soit juridique. Touchant les débouchés qui peuvent être offerts aux diplômés du collège, il convient d'observer que le personnel du ministère des affaires étrangères est recruté exclusivement sur concours, les secrétaires et conseillers des affaires étrangères par la voie de l'école nationale d'administration et du concours d'orient, les agents des autres corps par la voie de concours spécifiques. L'enseignement donné par le collège peut, le cas échéant, constituer un élément de préparation intéressant, en vue de certains concours spécifiques dont le programme comporte, entre autres matières, l'étude des questions européennes.

Traités et conventions (convention européenne de sécurité sociale).

4226. — 8 juillet 1978. **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** de faire le point des ratifications de la convention européenne de sécurité sociale, signée en 1972, qui sont actuellement intervenues. Pourrait-il préciser les raisons pour lesquelles il n'y aurait que quatre Etats signataires de cette convention qui l'auraient ratifiée.

Réponse. — La convention européenne de sécurité sociale et son accord complémentaire ont été ouverts à la signature des Etats membres du conseil de l'Europe le 14 décembre 1972. Ces textes ont été jusqu'à présent ratifiés par l'Autriche (le 10 juin 1975), le Luxembourg (le 13 novembre 1975), les Pays-Bas (le 8 février 1977) et la Turquie (le 2 décembre 1976). Elle a par ailleurs été signée par cinq Etats (Belgique, France, Grèce, Italie et Portugal). Cette convention présente un intérêt certain et son projet d'approbation est actuellement, en France, préparé par les services intéressés. Il convient toutefois de noter que notre pays possède déjà un grand nombre d'accords bilatéraux avec la plupart des pays membres du conseil de l'Europe, qui permettent de résoudre l'essentiel des problèmes en matière de sécurité sociale. C'est sans doute pour les mêmes raisons que d'autres pays membres du conseil de l'Europe n'ont pas cru devoir encore ratifier ces textes.

ANCIENS COMBATTANTS

Anciens combattants (Afrique du Nord).

2016. — 26 mai 1978. — M. Maurice Nilès rappelle à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants que le 28 octobre 1977 son prédécesseur, lors de la discussion budgétaire, avait reconnu que la procédure dite du paramètre de rattrapage n'avait permis de donner satisfaction que dans 1,75 p. 100 des cas et qu'il allait « réexaminer les normes du paramètre de rattrapage de façon à rendre justice à un plus grand nombre d'anciens combattants d'Afrique du Nord ». En conséquence, il lui demande si des mesures ont enfin été prises dans ce sens.

Réponse. — L'honorable parlementaire rappelant que la procédure exceptionnelle d'attribution de la carte du combattant aux anciens d'Afrique du Nord (dite encore « paramètre de rattrapage ») instituée dans le cadre de l'article R. 227 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre n'avait permis de satisfaire que 1,75 p. 100 des requêtes de l'espèce, a demandé à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants si des mesures avaient été prises pour permettre à un plus grand nombre de postulants d'obtenir par ce moyen le titre qu'ils revendiquaient. Il convient de noter, au préalable, que l'instruction des requêtes au titre de la procédure ordinaire définie à l'article R. 224 D.1 du code susvisé, en vertu duquel est accordée la carte du combattant aux postulants qui comptent au moins quatre-vingt-dix jours de présence dans une unité reconnue combattante par le ministère de la défense, permet d'aboutir à une issue favorable dans 85 p. 100 des cas, ce qui constitue un taux très satisfaisant. Toutefois, il pouvait résulter de la stricte application de ces dispositions que d'authentiques combattants ne puissent bénéficier de la carte du combattant. C'est, dans cet esprit, pour remédier à d'éventuelles injustices, heureusement peu nombreuses, tout en préservant la valeur morale attachée à la carte du combattant, qu'une procédure exceptionnelle a été mise en place. Aussi, pour les raisons ci-dessus exposées, les avis favorables susceptibles d'être émis après l'instruction des requêtes suivant ladite procédure, sont-ils forcément peu nombreux. Ils le sont d'autant moins qu'une étude expérimentale menée à l'office national des anciens combattants et victimes de guerre durant le premier semestre 1977 a révélé notamment que le tiers des dossiers ainsi examinés concernaient des requérants qui ne comptaient même pas une seule journée de présence en unité combattante. Ainsi, il n'apparaît pas qu'une modification des conditions d'application de la procédure exceptionnelle doive intervenir pour le moment.

Anciens combattants (Afrique du Nord: campagne double).

2017. — 26 mai 1978. — M. Maurice Nilès rappelle à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants qu'au moment de la discussion budgétaire pour 1978, son prédécesseur s'était engagé à ce que les anciens d'Afrique du Nord, l'ultérieurs de la carte, soient traités comme les autres et que, s'ils sont fonctionnaires ou assimilés, ils obtiennent le bénéfice de la campagne double. En conséquence, il lui demande de lui indiquer si une telle mesure est enfin prise pour qu'il soit mis fin à cette discrimination intolérable entre les différentes catégories d'anciens combattants.

Réponse. — La reconnaissance de la qualité de combattant avec attribution de la carte du combattant, d'une part, la détermination des opérations qui entraînent l'octroi des bénéfices de campagne, d'autre part, font l'objet de deux législations et réglementations distinctes. Elles sont applicables aux anciens d'Afrique du Nord (loi du 9 décembre 1974 pour l'attribution de la carte du combattant et décret du 14 février 1957 pour le bénéfice de la campagne simple). Le problème de l'attribution de la campagne double aux intéressés fait actuellement l'objet d'une concertation entre les ministères concernés.

Invalides de guerre (taux d'invalidité).

2861. — 9 juin 1978. — M. André Tourné expose à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants qu'un peu partout, à travers toute la France, des anciens combattants invalides de guerre se plaignent d'avoir subi « les foudres » de la commission consultative médicale. Malgré des avis motivés de la part des conseils de réforme, cette institution remet en cause, d'une façon abusive, les taux accordés à des invalides de guerre, quand elle ne les supprime pas d'un trait de plume et d'une façon bureaucratique. Aussi il lui demande : a) combien de dossiers de pension d'invalidité la commission consultative médicale a-t-elle étudié au cours de l'année 1977 ; b) combien de dossiers ont fait l'objet, de sa part : 1° d'une décision de diminution du taux de pension ; 2° d'une suppression totale de la pension concédée. Il lui demande en outre

de préciser si la commission consultative médicale a, dans certains cas, réussi à augmenter le taux de quelques pensions initialement allouées. Le cas échéant, quel en est le nombre : 1° pour toute la France ; 2° dans chacune des directions interdépartementales des pensions.

Réponse. — La mesure n° 98 du premier train de mesures de simplifications administratives allège les compétences de la commission consultative médicale en matière de pensions d'invalidité, de veuves et d'ascendants de guerre. Cette mesure fait l'objet d'un décret en cours de signature. Cela dit, il est précisé que la commission consultative médicale émet des avis, le pouvoir de décision appartenant au secrétaire d'Etat. En 1977 : 35 729 dossiers ont été examinés par la commission consultative médicale ; 1 953 dossiers (soit 5,46 p. 100) ont fait l'objet d'enquêtes complémentaires ; 2 521 dossiers (soit 7,05 p. 100) ont été l'objet d'une proposition de diminution du taux global de pension ; 1 067 dossiers (soit 2,98 p. 100) ont fait l'objet d'une proposition d'augmentation du taux global de la pension. Les avis de la commission consultative médicale ont été conformes à ceux des commissions de réforme dans 89,97 p. 100 des cas et favorables aux pensionnés dans 92,95 p. 100 des cas. Il est précisé que les propositions de diminution (7,05 p. 100) interviennent, soit pour des causes purement médicales (non application du guide barème), soit pour des faits administratifs (défaut d'imputabilité par absence de constat de filiation...), soit enfin, par suite du contrôle des avis par le service des pensions du ministère du budget. Dans ce dernier cas sur 1 114 dossiers (soit 3,11 p. 100) qui ont fait l'objet de retour pour avis complémentaires ou objections, 643 dossiers (57,5 p. 100) ont fait l'objet de rectifications, mais dans 171 cas (42,5 p. 100) la commission consultative médicale a estimé que le taux de la pension ne devait pas être abaissé ; elle a donc maintenu son avis en l'explicitant si besoin.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (ascendants).

3619. — 23 juin 1978. — M. Edmond Vacant rappelle à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants que l'attribution des pensions d'ascendants est liée au montant des ressources des intéressés. Or, les règles excessivement rigoureuses sont applicables en l'espèce de sorte que de nombreux ascendants se trouvent injustement privés d'un droit destiné à les aider à vivre décemment et à représenter le « pretium doloris ». Aussi, il lui demande que ce problème soit examiné et quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour augmenter les plafonds de ressources applicables aux pensions d'ascendants.

Réponse. — L'ouverture du droit à pension d'ascendant de victime de guerre est subordonnée à des conditions d'âge et de ressources, parce que cette pension remplace l'aide matérielle que l'enfant victime de guerre aurait apportée à ses parents dans le besoin. Ainsi, pour percevoir une pension d'ascendant, les revenus bruts annuels à ne pas dépasser en 1978 par des ascendants âgés de soixante-cinq ans et plus, soit de 22 358 francs (ascendant seul) et de 29 166 francs (couple d'ascendants). Ce plafond tient compte de la disposition incluse dans la loi de finances pour 1978 qui prévoit que les contribuables titulaires de pensions ou de retraites sont autorisés à pratiquer sur le montant de ces pensions ou retraites, un abattement de 10 p. 100. Pour l'imposition des revenus de 1977, le plafond de cet abattement a été fixé à 5 000 francs. Il sera revalorisé chaque année dans la même proportion que la limite de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu. Cette mesure, qui s'ajoute aux décotes d'impôt accordées aux personnes âgées, doit permettre à un plus grand nombre d'ascendants de victimes de guerre de remplir la condition du plafond de revenus imposée pour percevoir une pension d'ascendant de guerre.

Anciens combattants (commission tripartite).

4752. — 22 juillet 1978. — M. Gérard Bapt demande à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants de lui faire connaître la date à laquelle il pense réunir la commission tripartite mise en place le 15 février 1978, chargée de faire des propositions sur l'indexation des pensions des anciens combattants. Cette réunion est d'autant plus justifiée que le groupe de travail mis en place, lors de la première réunion de cette commission, a, semble-t-il, déjà déposé un rapport. Il serait hautement souhaitable que cette commission soit convoquée dans les meilleurs délais, cela permettrait, ainsi, aux membres de cette commission de faire le point sur la question du rapport constant.

Réponse. — Conformément à l'engagement pris par le Gouvernement, la commission tripartite s'est réunie le 15 février 1978 et, à l'issue de cette réunion, un communiqué du même jour a annoncé la création d'un groupe de travail afin de confronter au plan technique les diverses positions. Le groupe de travail composé

d'experts des associations et de l'administration termine actuellement ses travaux. Dès qu'il aura établi ses conclusions, la commission sera réunie pour les examiner, vraisemblablement courant septembre.

BUDGET

Imposition des plus-values (résidence secondaire).

692. — 26 avril 1978. — **M. Pierre-Bernard Cousié** expose à **M. le ministre du budget** que l'article 6-II de la loi du 19 juillet 1976 relative à l'imposition des plus-values a prévu une exonération de la première cession d'une résidence secondaire lorsque le cédant ou son conjoint n'est pas propriétaire de sa résidence principale, directement ou par personne interposée, à condition qu'il ait eu la libre disposition de ladite résidence pendant au moins cinq ans. Or, l'instruction de la DGI en date du 30 décembre 1976 précise que « le respect de cette condition suppose qu'au moment de la vente l'immeuble ou la partie d'immeuble ne soit pas donné en location ou occupé gratuitement à titre habituel par une personne autre que le propriétaire ou son conjoint. Il doit en avoir été de même pendant au moins cinq ans, de manière continue ou discontinue ». Il s'agit là, manifestement, d'une interprétation restrictive de la volonté du législateur qui a entendu écarter de l'exonération les immeubles donnés en location ou occupés gratuitement par des tiers étrangers à la famille directe du cédant, et certainement pas les immeubles mis à la disposition des propres enfants, majeurs ou non, du cédant, ce qui se pratique habituellement dans toutes les familles. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir préciser que l'occupation d'un immeuble par les enfants du contribuable n'est pas considérée comme empêchant celui-ci d'avoir la libre disposition dudit immeuble.

Réponse. — L'interprétation des dispositions de l'article 6-II de la loi du 19 juillet 1976, donnée par la circulaire administrative, ne peut être considérée comme allant à l'encontre des intentions du législateur. Il ressort, en effet, des débats parlementaires qu'il n'a jamais été envisagé de qualifier de résidence secondaire un immeuble que le propriétaire n'occuperait pas personnellement. En substituant la notion de « libre disposition » à celle « d'occupation » prévue par le texte initial, le législateur a entendu tenir compte du fait que les résidences secondaires sont « occupées » de manière discontinue. Dans ces conditions, la suggestion formulée par l'honorable parlementaire ne saurait être retenue. Elle conduirait d'ailleurs à étendre considérablement la notion habituelle de résidence secondaire puisque celle-ci pourrait, de proche en proche, s'appliquer à tous les immeubles que le propriétaire laisse gratuitement à la disposition d'autres membres de sa famille ou même de tiers. Il y a lieu de préciser par ailleurs que l'instruction du 30 décembre 1976 a été approuvée par le comité consultatif des plus-values.

Pensions de retraite civiles et militaires (paiement mensuel).

1664. — 19 mai 1978. — **M. Pierre Jagoret** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur les modalités de paiement des pensions aux retraités de l'Etat. La mensualisation de ces paiements décidée par la loi de finances du 30 décembre 1974 ne concerne, après plus de trois ans, que moins d'un tiers des départements et une part encore plus faible de la population. Il estime que la nécessité de lutter contre l'inflation qui justifie, aux yeux des services des finances, le ralentissement, voire l'arrêt de la mise en œuvre de la volonté exprimée par le législateur, est en contradiction avec le souci affirmé d'améliorer les conditions existantes des personnes âgées. Il aimerait connaître quelles dispositions il compte mettre en œuvre pour qu'il ne soit plus fait obstacle à l'application de cette loi et quel calendrier il prévoit pour la généralisation du paiement mensuel des pensions.

Réponse. — Il est fait connaître à l'honorable parlementaire qu'à ce jour la mensualisation du paiement des pensions de l'Etat qui concerne, non seulement les pensions civiles et militaires de retraite, mais aussi les pensions des victimes de guerre, est effectivement appliquée aux 534 000 pensionnés, soit près du quart du nombre total des bénéficiaires de pensions concernés, résidant dans les régions Aquitaine, Auvergne, Champagne, Franche-Comté, Picardie et Rhône-Alpes. Les délais d'achèvement de cette opération sont désormais essentiellement conditionnés par l'ouverture des moyens budgétaires correspondants, lesquels ne peuvent être appréciés que dans la limite des autorisations des lois de finances annuelles. Il n'est, dans ces conditions, pas possible de préciser avec certitude la date à laquelle cette réforme sera appliquée à l'ensemble des pensionnés de l'Etat.

COMMERCE ET ARTISANAT

Commerçants-artisans (primes d'installation).

478. — 20 avril 1978. — **M. Joseph-Henri Maujoïan du Gasset** expose à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** que la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat avait prévu l'attribution de primes d'installation en milieu rural et de primes d'installation en zones urbaines nouvelles ou rénovées. Ce système, qui devait prendre fin au 31 décembre 1977, a été prorogé pour une durée d'une année (décret daté du 3 mars 1978). Il lui demande si, passé 1978, il n'envisage pas de proroger d'une année supplémentaire ces dispositions qui se sont avérées tout utiles.

Réponse. — Le programme d'actions prioritaires n° 3 du VII^e Plan a expressément prévu que le système des primes d'installation en faveur des entreprises artisanales serait maintenu pendant la durée de ce plan mais que ses modalités de fonctionnement seraient réexaminées. En effet l'expérience a montré qu'un certain nombre de modifications devraient être apportées au régime actuel. Les ministères intéressés étudient actuellement un projet de réforme qui a pour objectif de rendre la prime d'installation plus incitative, mieux orientée vers la création d'emploi et, plus sélective, mieux adaptée aux métiers et aux zones géographiques où elle est nécessaire. Le nouveau décret, qui déterminera le régime de ces aides à compter du 1^{er} janvier 1979, doit paraître avant la fin de l'année.

Commerce de détail

(grande surface à Tourville-la-Rivière (Seine-Maritime)).

3483. — 22 juin 1978. — **M. Roland Leroy** attire l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur le refus qu'il a opposé au projet de construction d'une grande surface commerciale à Tourville-la-Rivière, en Seine-Maritime. Il rappelle que la commission nationale d'urbanisme commercial avait donné un avis favorable à l'implantation de ce centre. De plus, tous les élus concernés et les services compétents, au cours d'une réunion d'études présidée par le préfet de région, ont non seulement souhaité cette installation mais en ont envisagé très sérieusement les étapes. Cette décision ministérielle est d'autant plus surprenante qu'elle va à l'encontre des intérêts des populations de l'agglomération de Rouen et d'Elbeuf. Il lui demande, en conséquence, de reconsidérer sa position sur ce sujet.

Réponse. — Il n'a pas paru souhaitable d'autoriser l'implantation dans une commune périphérique du Sud de l'agglomération rouennaise d'un centre commercial de 21 000 mètres carrés de surface hors œuvre, dont un hypermarché de 8 900 mètres carrés de surface de vente, alors qu'une opération de restructuration commerciale dans la partie méridionale de la commune de Rouen est en cours. Celle-ci porte sur un centre commercial, dans la zone de rénovation urbaine de Saint-Sever, de 55 000 mètres carrés hors œuvre, comprenant un hypermarché de 6 800 mètres carrés de surface de vente, qui seront ouverts en octobre 1978 et dont il importe de ne pas gêner l'essor en différant toute nouvelle implantation commerciale de même importance. L'attention de l'honorable parlementaire est attirée sur le fait que les consommateurs d'Elbeuf, de Pont-de-l'Arche, de Louviers ainsi que des communes périphériques, disposent en outre des services d'un hypermarché en activité dans la ville nouvelle du Vaudreuil.

CULTURE ET COMMUNICATION

Radiodiffusion et télévision (programmes).

1221. — 10 mai 1978. — **M. Pierre Bas** exprime à **M. le ministre de la culture et de la communication** la profonde émotion et l'indignation d'un vieux pays qui a eu beaucoup d'épreuves et qui a assisté consterné à la projection à la télévision (Antenne 2), dans l'émission Les Dossiers de l'écran, d'un film désolant sur l'armée. Non, l'armée française, non l'armée, ce n'est pas cela et l'on n'a pas le droit, si l'on veut qu'il y ait encore des jeunes qui sachent se battre pour leur pays, de présenter à la télévision un film de cette nature. La liberté est, certes, la liberté de tout dire, mais non pas l'insulte, mais non pas la vilénie. Elle doit se tenir dans des règles qui soient de justice et d'équité. Il lui demande quelles mesures il a l'intention de prendre pour que les différentes chaînes de télévision donnent à la France une idée plus juste de ce qu'est l'armée et également pour les inciter à rester dans les bornes d'une certaine pudeur envers des hommes qui souvent ont tout donné.

Réponse. — Le ministre de la culture et de la communication ne peut pas intervenir dans le choix des programmes ni sur l'opportunité de leur diffusion qui relèvent exclusivement des conseils d'administration et des présidents des sociétés de programme.

Radiodiffusion et télévision (émissions en langue provençale).

1259. — 11 mai 1978. — M. René Rieubon expose à M. le ministre de la culture et de la communication que de très nombreux mouvements et organisations provençaux, qui maintiennent la tradition de la langue et de la culture provençales sous toutes leurs formes, sont étonnés de constater que cette langue ne peut bénéficier des mêmes possibilités que les autres langues régionales de notre pays, ni de l'accès aux émissions régionales de télévision. Il lui demande s'il compte prendre les dispositions nécessaires afin que la langue et la culture provençales puissent accéder aux émissions de télévision dans des conditions de temps et à des heures d'écoute permettant une audition favorable.

Réponse. — Aux termes des articles 20 et 21 de son cahier des charges, la société FR3 est tenue de programmer des émissions rendant compte de la vie et de l'actualité régionales dans les domaines économique, social, culturel et scientifique et permettant une meilleure connaissance des institutions politiques, administratives et socio-professionnelles de la région. Mais aucune obligation ne lui est faite de diffuser des émissions dans les langues régionales. Cependant, les pouvoirs publics ont été, depuis 1975, particulièrement conscients des valeurs que représentent les langues régionales, qui font partie du patrimoine culturel de notre pays, et de l'intérêt que pouvaient présenter, pour le public, des émissions conçues et diffusées dans la langue régionale. C'est pourquoi ils se sont efforcés de développer progressivement, par l'intermédiaire de Radio France et de FR3, des émissions de cette nature. L'extension de ces émissions pose toutefois quelques problèmes : elle implique tout d'abord un certain nombre de contraintes financières ; d'autre part, l'insertion des émissions en langue régionale au sein des programmes régionaux de télévision, dont le créneau est très limité, aboutit en réalité à les substituer à des émissions en français. Il y a donc là un problème d'équilibre entre les téléspectateurs qui pratiquent la langue régionale et ceux qui ne la pratiquent pas. Cet arbitrage simple explique les différences de traitement horaire entre, par exemple, l'Alsace, où la pratique de la langue est extrêmement répandue, et le Languedoc où la langue régionale est moins pratiquée. S'agissant plus spécialement de la langue provençale, elle a sa place sur l'antenne radio de Marseille qui lui consacre chaque jour une chronique de cinq minutes et deux fois par semaine un magazine de trente minutes. De plus, un effort important a été réalisé, en 1977, pour accroître la portée de la diffusion de la chronique quotidienne et des magazines hebdomadaires qui sont désormais retransmis à la fois en ondes moyennes et en modulation de fréquence. Sur le plan de la télévision, aucun programme n'est en effet prévu pour le moment, mais l'on observe une certaine présence de la civilisation linguistique provençale dans le cadre des émissions culturelles existantes. Divers sujets régionaux donnent l'occasion d'illustrer le patrimoine provençal en tenant compte, d'ailleurs, de la langue régionale et de ceux qui l'ont illustrée et continuent de le faire. La création d'une production nouvelle dans les langues d'Occitan pose un certain nombre de problèmes difficiles. Néanmoins, le ministère de la culture et de la communication a demandé à la société FR3 d'étudier cette question de façon très approfondie. La langue provençale n'est l'objet d'aucun ostracisme de la part des organismes de radiodiffusion et de télévision. L'effort fait pour la radio, et qui a été amplifié, peut encore être amélioré ; il sera poursuivi dans l'avenir. Cependant que sera lancée l'étude approfondie du problème de la présence de la langue provençale à la télévision.

Protection du patrimoine esthétique, archéologique et historique (Bavay (Nord)).

1413. — 13 mai 1978. — M. Jean Jarosz interroge M. le ministre de la culture et de la communication sur la situation des vestiges archéologiques du chantier de Bavay (Nord). Bavay est un des plus importants sites archéologiques de la Gaule-Belgique et de loin, le plus visité. Or, la vue qui s'offre aux visiteurs en le découvrant est celle de vestiges parmi les plus dégradés de l'ensemble monumental. L'absence ou l'insuffisance des programmes annuels de consolidation et de reconstruction ou même d'entretien s'est fait sentir depuis plusieurs années ; il en résulte des éboulements, des effondrements qui deviennent inquiétants. Dans un proche avenir, ces dégradations auront pris un caractère irréversible. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre dans l'immédiat pour que soient réparées ces dégradations et quelles solutions il préconise pour la sauvegarde du patrimoine national et culturel.

Réponse. — La situation du champ de fouilles de Bavay n'a pas échappé aux services du ministère de la culture et de la communication. Le directeur régional des affaires culturelles vient d'être chargé de faire établir une étude chiffrée des travaux les plus

immédiatement indispensables qui seraient à prévoir. Dès que cette étude sera terminée, une réunion aura lieu sur place entre les différents services intéressés pour examiner l'ensemble des problèmes posés et rechercher les solutions appropriées.

Radiodiffusion et télévision (émissions en langue provençale).

2128. — 27 mai 1978. — M. Edmond Garcin attire l'attention de M. le ministre de la culture et de la communication à propos de la diffusion, à la radio et à la télévision, de la langue provençale. Il lui demande s'il entend que la langue provençale puisse bénéficier d'un temps d'antenne, au même titre que les langues basque, alsacienne, corse et bretonne.

Réponse. — Aux termes des articles 20 et 21 de son cahier des charges, la société FR3 est tenue de programmer des émissions rendant compte de la vie et de l'actualité régionales dans les domaines économique, social, culturel et scientifique et permettant une meilleure connaissance des institutions politiques, administratives et socio-professionnelles de la région. Mais aucune obligation ne lui est faite de diffuser des émissions dans les langues régionales. Cependant, les pouvoirs publics ont été, depuis 1975, particulièrement conscients des valeurs que représentent les langues régionales, qui font partie du patrimoine culturel de notre pays, et de l'intérêt que pouvaient présenter, pour le public, des émissions conçues et diffusées dans la langue régionale. C'est pourquoi ils se sont efforcés de développer progressivement, par l'intermédiaire de Radio France et de FR3, des émissions de cette nature. L'extension de ces émissions pose toutefois quelques problèmes : elle implique tout d'abord un certain nombre de contraintes financières ; d'autre part, l'insertion des émissions en langue régionale au sein des programmes régionaux de télévision, dont le créneau est très limité, aboutit en réalité à les substituer à des émissions en français. Il y a donc là un problème d'équilibre entre les téléspectateurs qui pratiquent la langue régionale et ceux qui ne la pratiquent pas. Cet arbitrage simple explique les différences de traitement horaire entre, par exemple, l'Alsace, où la pratique de la langue est extrêmement répandue, et le Languedoc où la langue régionale est moins pratiquée. S'agissant plus spécialement de la langue provençale, elle a sa place sur l'antenne radio de Marseille qui lui consacre chaque jour une chronique de cinq minutes et deux fois par semaine un magazine de trente minutes. De plus, un effort important a été réalisé, en 1977, pour accroître la portée de la diffusion de la chronique quotidienne et des magazines hebdomadaires qui sont désormais retransmis à la fois en ondes moyennes et en modulation de fréquence. Sur le plan de la télévision, aucun programme n'est en effet prévu pour le moment, mais l'on observe une certaine présence de la civilisation linguistique provençale dans le cadre des émissions culturelles existantes. Divers sujets régionaux donnent l'occasion d'illustrer le patrimoine provençal en tenant compte, d'ailleurs, de la langue régionale et de ceux qui l'ont illustrée et continuent de le faire. La création d'une production nouvelle dans les langues d'Occitan pose un certain nombre de problèmes difficiles. Néanmoins, le ministère de la culture et de la communication a demandé à la société FR3 d'étudier cette question de façon très approfondie. La langue provençale n'est l'objet d'aucun ostracisme de la part des organismes de radiodiffusion et de télévision. L'effort fait pour la radio, et qui a été amplifié, peut encore être amélioré ; il sera poursuivi dans l'avenir. Cependant que sera lancée l'étude approfondie du problème de la présence de la langue provençale à la télévision.

Paris (jardin des Tuileries : planche à roulettes).

2229. — 31 mai 1978. — M. Pierre-Charles Krieg demande à M. le ministre de la culture et de la communication s'il n'envisage pas d'améliorer les pistes qui existent actuellement dans le jardin des Tuileries, afin de les rendre utilisables par les jeunes gens qui se livrent au sport de la « planche à roulettes ». Compte tenu du nombre grandissant d'adeptes de cette discipline, une telle mesure serait certainement la bienvenue parmi les jeunes qui fréquentent ce jardin.

Réponse. — Il ne paraît ni souhaitable ni prudent de bitumer une surface importante du jardin des Tuileries pour permettre une pratique plus intensive de la planche à roulettes dans ce jardin dont la vocation est essentiellement la promenade. Les allées goudronnées allant du nord au sud sont déjà utilisées par les enfants pour l'exercice des jeux de patins et de planche à roulettes.

Libertés publiques (Festival du livre, à Nice).

2246. — 31 mai 1978. — M. Guy Hermier attire l'attention de M. le ministre de la culture et de la communication sur la décision du commissaire général du festival du livre à Nice d'interdire, dans le cadre de cette manifestation, le débat pluraliste sur les pro-

blèmes du livre et de la culture, à partir d'un spectacle monté par le groupe Organon et d'une rencontre des lecteurs avec Marcel Caille, auteur des *Truands du patronat* et de *L'assassin était chez Citroën*. Pour justifier cette double censure la direction du festival invoque un règlement du palais des congrès de Nice qui interdit « toute manifestation à incidence politique de nature à remettre en cause les institutions ». Or ni les livres, ni le spectacle ne sont susceptibles de tomber sous le coup de l'article invoqué. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour que la liberté de réunion et de création soit respectée par le festival du livre et la municipalité de Nice qui l'accueille.

Réponse. — Le ministre de la culture et de la communication rappelle à l'honorable parlementaire que le Festival du livre de Nice constitue une activité municipale exercée dans le cadre de l'association (loi 1901) dont le maire est le président. Le Festival dispose d'une complète autonomie par rapport à l'Etat. S'il reçoit le concours du centre national des lettres, c'est au même titre que d'autres manifestations en faveur du livre. Les décisions d'autoriser ou non un débat et une rencontre avec des lecteurs relèvent entièrement de l'appréciation du commissaire général du Festival.

Radiodiffusion et télévision (programmes).

2789. — 9 juin 1978. — M. Jean-Pierre Pierre-Bloch demande à M. le ministre de la culture et de la communication si, au moment d'une tentative de falsification de l'histoire, organisée par des groupes nazis, la télévision française, à l'instar des télévisions européennes, ne pourrait pas produire le film « L'Holocauste » qui a fait sensation en Amérique.

Réponse. — En dehors des obligations contenues dans les cahiers des charges, la programmation des émissions de télévision relève de la seule responsabilité des présidents et des conseils d'administration des sociétés de programme. Il n'appartient donc pas au ministre de la culture et de la communication d'imposer la diffusion d'un film quelle qu'en soit la valeur historique. L'intérêt manifesté par l'honorable parlementaire à la série « L'Holocauste » a toutefois été porté à la connaissance des présidents des sociétés de programme par les services du ministère de la culture et de la communication.

Cinéma (prix des places).

3374. — 21 juin 1978. — M. Pierre-Bernard Cousté rappelle à M. le ministre de la culture et de la communication que les études sur l'évolution des prix des places de cinéma au cours de la dernière décennie s'accordent à constater un phénomène généralisé d'enchérissement, qui coïncide d'ailleurs avec la fuite du consommateur de la raréfaction des salles. L'augmentation constatée est souvent plus forte que celle du taux moyen d'inflation. La République fédérale d'Allemagne, par exemple, l'augmentation des prix des places de cinéma se situe à 22 points en dessous de l'indice du prix de détail pour les années 1970 à 1975. Il lui demande de lui préciser quel a été en France le taux d'augmentation du prix des places en France de 1965 à 1977, en le comparant au taux d'inflation pendant la même période.

Réponse. — 1° Ainsi que le souligne l'honorable parlementaire, l'évolution des prix de places de cinéma au cours de la dernière décennie est caractérisée par un phénomène généralisé d'enchérissement tant en France qu'à l'étranger. En ce qui concerne l'exemple de la République fédérale d'Allemagne, il convient d'observer que l'augmentation du prix des places de cinéma se situe, pour les années 1970 à 1975, à 22 points au-dessus de l'indice des prix à la consommation et non pas à 22 points en dessous de cet indice ainsi qu'une erreur dactylographique dans le libellé de la question posée aurait pu le laisser entendre. Il y a lieu de souligner sur ce point que, si une comparaison identique révèle pour la France également un accroissement plus élevé, sur cette même période, du prix des places de cinéma que celui de l'indice des prix à la consommation, l'écart n'est ici que de 10 points seulement. Depuis 1975 l'évolution du prix des places a suivi dans les deux pays la tendance antérieure marquée par une croissance plus forte que celle de l'indice des prix à la consommation. 2° Au surplus ce constat effectué sur le prix moyen ne permet pas de rendre véritablement compte de l'évolution réelle des prix de place de cinéma. En effet, la notion de prix moyen par spectateur, calculé sur l'ensemble des salles du territoire national, est un amalgame de situations économiques fort variées, et notamment ne tient pas compte des importantes modifications intervenues, au cours de ces dernières années, à la fois dans la structure du parc des salles de cinéma en France et dans les habitudes de fréquentation du public qui font apparaître des déplacements de spectateurs de certaines catégories de salles vers d'autres. L'appréciation de l'augmentation du prix des places qui serait effectuée sur la base du prix moyen par spectateur dans les salles d'exclusivité ferait au contraire apparaître un taux d'accroissement nettement inférieur à celui de l'indice

des prix. La même constatation pourrait être faite si l'on se référait à l'évolution des prix plafonds fixés dans l'engagement souscrit annuellement par la fédération nationale des cinémas français auprès de la direction générale de la concurrence du ministère de l'économie en application de la réglementation relative au prix des services. 3° Il y a lieu enfin de souligner que des négociations sont actuellement engagées en vue d'encourager une politique des prix plus diversifiée selon les séances et les catégories de spectateurs (personnes âgées, étudiants, jeunes...). Cette politique de modulation des prix devra permettre à la fois d'encourager des pratiques commerciales mieux adaptées aux possibilités de la clientèle et, ce faisant, de stimuler la fréquentation des salles de cinéma.

Monuments historiques (crédits affectés à la restauration).

3426. — 21 juin 1978. — M. Paul Balmigère attire l'attention de M. le ministre de la culture et de la communication sur les graves conséquences qu'ont sur le fonctionnement des entreprises de rénovation de monuments historiques, les brusques variations de l'enveloppe globale attribuée par le ministère des affaires culturelles à ce secteur. L'emploi dans cette branche industrielle est directement tributaire des investissements publics. Les entreprises en cause ont un personnel ouvrier très hautement qualifié. Toute fluctuation démesurée des marchés ouverts par l'Etat entraînerait le démantèlement irréversible d'un outil de travail nécessaire au maintien du patrimoine culturel national. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre sur cette question lors de l'élaboration du budget de son ministère.

Réponse. — Le problème soulevé a retenu particulièrement l'attention au cours de ces dernières années. Conformément aux recommandations de la commission du VII^e Plan des travaux de sauvetage sont effectués chaque année sur le plus grand nombre possible de monuments protégés au titre des monuments historiques. Cependant le volume total de ces travaux dépend de l'importance de l'enveloppe des crédits alloués. Il est bien certain que du fait de la limitation budgétaire des crédits, toutes les entreprises ne bénéficient pas de commandes de manière régulière. Pour pallier cet inconvénient, il a été institué, en faveur des monuments historiques, un programme d'action prioritaire (PAP n° 22). Ce plan devrait permettre de répondre par le rythme soutenu et régulier de ses tranches annuelles aux préoccupations exprimées.

Radiodiffusion et télévision (émissions consacrées à la culture provençale).

3433. — 21 juin 1978. — M. Gilbert Millet expose à M. le ministre de la culture et de la communication le peu de place qu'occupe la culture provençale notamment dans les émissions de radio et de télévision. C'est ainsi que pas une minute d'antenne n'est consacrée à la langue d'oc, ce qui est ressenti par la population de ces régions comme un véritable ostracisme culturel. De tels faits sont révélateurs d'une politique qui est profondément contraire à l'épanouissement des cultures régionales et par là même contraire au patrimoine culturel national dont elles sont parties prenantes. Il lui demande quelle place il compte accorder à la culture provençale et à la langue d'oc dans les moyens de communication culturelle de première importance que constituent la radio et la télévision.

Réponse. — Aux termes des articles 20 et 21 de son cahier des charges, la Société FR 3 est tenue de programmer des émissions rendant compte de la vie et de l'actualité régionales dans les domaines économique, social, culturel et scientifique et permettant une meilleure connaissance des institutions politiques, administratives et socio-professionnelles de la région. Mais aucune obligation ne lui est faite de diffuser des émissions dans les langues régionales. Cependant, les pouvoirs publics ont été, depuis 1975, particulièrement conscients des valeurs que représentent les langues régionales, qui font partie du patrimoine culturel de notre pays, et de l'intérêt que pouvaient présenter, pour le public, des émissions conçues et diffusées dans la langue régionale. C'est pourquoi ils se sont efforcés de développer progressivement, par l'intermédiaire de Radio-France et de FR 3, des émissions de cette nature. L'extension de ces émissions pose toutefois quelques problèmes : elle implique tout d'abord un certain nombre de contraintes financières ; d'autre part, l'insertion des émissions en langue régionale au sein des programmes régionaux de télévision, dont le créneau est très limité, aboutit en réalité à les substituer à des émissions en français. Il y a donc là un problème d'équilibre entre les téléspectateurs qui pratiquent la langue régionale et ceux qui ne la pratiquent pas. Cet arbitrage simple explique les différences de traitement horaire entre, par exemple, l'Alsace, où la pratique de la langue est extrêmement répandue, et le Languedoc où la langue régionale est moins pratiquée. S'agissant plus spécialement de la langue provençale, elle a sa place sur l'antenne radio de Marseille qui lui consacre chaque jour une chronique de cinq minutes et deux fois par semaine un magazine de trente minutes. De plus, un effort important a été

réalisé, en 1977, pour accroître la portée de la diffusion de la chronique quotidienne et des magazines hebdomadaires qui sont désormais retransmis à la fois en ondes moyennes et en modulation de fréquence. Sur le plan de la télévision, aucun programme n'est en effet prévu pour le moment, mais l'on observe une certaine présence de la civilisation linguistique provençale dans le cadre des émissions culturelles existantes. Divers sujets régionaux donnent l'occasion d'illustrer le patrimoine provençal en tenant compte, d'ailleurs, de la langue régionale et de ceux qui l'ont illustrée et continuent de le faire. La création d'une production nouvelle dans les langues d'Oc pose un certain nombre de problèmes difficiles. Néanmoins, le ministère de la culture et de la communication a demandé à la Société FR 3 d'étudier cette question de façon très approfondie. La langue provençale n'est l'objet d'aucun ostracisme de la part des organismes de radiodiffusion et de télévision. L'effort fait pour la radio, et qui a été amplifié, peut encore être amélioré; il sera poursuivi dans l'avenir. Cependant que sera lancée l'étude approfondie du problème de la présence de la langue provençale à la télévision.

*Radiodiffusion et télévision
(conservation des archives des stations régionales).*

3924. — 29 juin 1978. — M. Pierre-Bernard Cousté attire l'attention de M. le ministre de la culture et de la communication sur les problèmes posés par la conservation des archives des stations régionales de radiodiffusion-télévision. Un différend semble opposer FR 3, soucieuse de garder le contrôle de ces archives, à l'institut national de l'audiovisuel qui invoque en sa faveur la mission générale de conservation des archives que lui confie son cahier des charges. M. Cousté demande à M. le ministre quelle est sa position sur cette question.

Réponse. — Les archives régionales de radio et de télévision doivent être conservées, conformément aux dispositions des cahiers des charges, par l'institut national de l'audiovisuel dans les locaux mis à sa disposition par les directions régionales de FR 3. Afin de ménager les transitions par rapport à la situation antérieure à la réforme de 1974, il a été admis que FR 3 conserverait ces archives sous le contrôle de l'INA et serait remboursée des frais correspondant à cette conservation. Cette formule, adoptée à titre transitoire, doit permettre d'aboutir à la signature d'une convention entre les deux établissements. Cette convention, en cours d'élaboration, prévoirait en particulier le contrôle technique et scientifique de l'INA sur le personnel de FR 3 affecté aux tâches de conservation et la prise en charge par la société FR 3, comme il est de règle pour les archives nationales de radio et de télévision, des recopies nécessaires à la préservation des originaux.

Radiodiffusion et télévision (langue provençale).

4030. — 1^{er} juillet 1978. — M. Emile Jourdan appelle l'attention de M. le ministre de la culture et de la communication sur le statut d'infériorité réservé à la langue provençale sur les ondes de la télévision au regard d'autres langues, telles les langues basque, alsacienne, corse, bretonne. Au moment précis où, à juste titre, il est décidé le doublement du temps d'antenne imparté à la langue bretonne, il lui demande s'il ne compte pas mettre un terme à cet ostracisme particulier à la télévision.

Réponse. — Aux termes des articles 20 et 21 de son cahier des charges, la Société FR 3 est tenue de programmer des émissions rendant compte de la vie et de l'actualité régionales dans les domaines économique, social, culturel et scientifique et permettant une meilleure connaissance des institutions politiques, administratives et socio-professionnelles de la région. Mais aucune obligation ne lui est faite de diffuser des émissions dans les langues régionales. Cependant, les pouvoirs publics ont été, depuis 1975, particulièrement conscients des valeurs que représentent les langues régionales, qui font partie du patrimoine culturel de notre pays, et de l'intérêt que pouvaient présenter, pour le public, des émissions conçues et diffusées dans la langue régionale. C'est pourquoi ils se sont efforcés de développer progressivement, par l'intermédiaire de Radio-France et de FR 3, des émissions de cette nature. L'extension de ces émissions pose toutefois quelques problèmes: elle implique tout d'abord un certain nombre de contraintes financières; d'autre part, l'insertion des émissions en langue régionale au sein des programmes régionaux de télévision, dont le créneau est très limité, aboutit en réalité à les substituer à des émissions en français. Il y a donc là un problème d'équilibre entre les téléspectateurs qui pratiquent la langue régionale et ceux qui ne la pratiquent pas. Cet arbitrage simple explique les différences de traitement horaire entre, par exemple, l'Alsace, où la pratique de la langue est extrêmement répandue, et le Languedoc où la langue régionale est moins pratiquée. S'agissant plus spécialement de la langue provençale, elle a sa place sur l'antenne radio de Marseille qui lui consacre chaque jour une chronique de cinq minutes et deux fois par semaine un magazine de trente minutes. De plus, un effort important a été

réalisé, en 1977, pour accroître la portée de la diffusion de la chronique quotidienne et des magazines hebdomadaires qui sont désormais retransmis à la fois en ondes moyennes et en modulation de fréquence. Sur le plan de la télévision, aucun programme n'est en effet prévu pour le moment, mais l'on observe une certaine présence de la civilisation linguistique provençale dans le cadre des émissions culturelles existantes. Divers sujets régionaux donnent l'occasion d'illustrer le patrimoine provençal en tenant compte, d'ailleurs, de la langue régionale et de ceux qui l'ont illustrée et continuent de le faire. La création d'une production nouvelle dans les langues d'oc pose un certain nombre de problèmes difficiles. Néanmoins, le ministère de la culture et de la communication a demandé à la Société FR 3 d'étudier cette question de façon très approfondie. La langue provençale n'est l'objet d'aucun ostracisme de la part des organismes de radiodiffusion et de télévision. L'effort fait pour la radio, et qui a été amplifié, peut encore être amélioré; il sera poursuivi dans l'avenir, cependant que sera lancée l'étude approfondie du problème de la présence de la langue provençale à la télévision.

Radiodiffusion et télévision (langue occitane).

4221. — 8 juillet 1978. — M. Charles Pistre appelle l'attention de M. le ministre de la culture et de la communication sur la nécessité de l'augmentation de la place donnée à la langue occitane dans les émissions de radio et de télévision. D'autres langues, telles le breton et le corse, ont une possibilité d'expression plus large ou ont tout au moins reçu des assurances qu'il serait bien ainsi: c'est le cas en particulier des promesses faites par M. le Président de la République en Corse, dont les habitants pourront ainsi entendre des émissions à des heures de grande écoute, par exemple des bulletins d'information... tout au moins si les faits sont conformes aux discours. Il serait d'autant plus regrettable qu'une langue aussi essentielle reste, comme c'est le cas de la langue d'oc aujourd'hui; pratiquement exclue des moyens modernes de communication. Il n'est pas souhaitable qu'on puisse penser qu'il est nécessaire que des actions violentes aient lieu dans une partie de la France pour qu'on reconnaisse le bien-fondé de certaines exigences jusque-là négligées: il est sans aucun doute préférable de donner satisfaction, là comme ailleurs, à ceux qui veulent pouvoir retrouver une culture propre sur les ondes ou les écrans de télévision. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que la langue d'oc dispose des mêmes possibilités d'expression que les autres langues minoritaires.

Réponse. — Aux termes des articles 20 et 21 de son cahier des charges, la Société FR 3 est tenue de programmer des émissions rendant compte de la vie et de l'actualité régionales dans les domaines économique, social, culturel et scientifique et permettant une meilleure connaissance des institutions politiques, administratives et socio-professionnelles de la région. Mais aucune obligation ne lui est faite de diffuser des émissions dans les langues régionales. Cependant, les pouvoirs publics ont été, depuis 1975, particulièrement conscients des valeurs que représentent les langues régionales, qui font partie du patrimoine culturel de notre pays, et de l'intérêt que pouvaient présenter, pour le public, des émissions conçues et diffusées dans la langue régionale. C'est pourquoi ils se sont efforcés de développer progressivement, par l'intermédiaire de Radio-France et de FR 3, des émissions de cette nature. L'extension de ces émissions pose toutefois quelques problèmes: elle implique tout d'abord un certain nombre de contraintes financières; d'autre part, l'insertion des émissions en langue régionale au sein des programmes régionaux de télévision, dont le créneau est très limité, aboutit en réalité à les substituer à des émissions en français. Il y a donc là un problème d'équilibre entre les téléspectateurs qui pratiquent la langue régionale et ceux qui ne la pratiquent pas. Cet arbitrage simple explique les différences de traitement horaire entre, par exemple, l'Alsace, où la pratique de la langue est extrêmement répandue, et le Languedoc où la langue régionale est moins pratiquée. S'agissant plus spécialement de la langue provençale, elle a sa place sur l'antenne radio de Marseille qui lui consacre chaque jour une chronique de cinq minutes et deux fois par semaine un magazine de trente minutes. De plus, un effort important a été réalisé, en 1977, pour accroître la portée de la diffusion de la chronique quotidienne et des magazines hebdomadaires qui sont désormais retransmis à la fois en ondes moyennes et en modulation de fréquence. Sur le plan de la télévision, aucun programme n'est en effet prévu pour le moment, mais l'on observe une certaine présence de la civilisation linguistique provençale dans le cadre des émissions culturelles existantes. Divers sujets régionaux donnent l'occasion d'illustrer le patrimoine provençal en tenant compte, d'ailleurs, de la langue régionale et de ceux qui l'ont illustrée et continuent de le faire. La création d'une production nouvelle dans les langues d'oc pose un certain nombre de problèmes difficiles. Néanmoins, le ministère de la culture et de la communication a demandé à la Société FR 3 d'étudier cette question de façon très approfondie. La langue provençale n'est l'objet d'aucun ostracisme

de la part des organismes de radiodiffusion et de télévision. L'effort fait pour la radio, et qui a été amplifié, peut encore être amélioré; il sera poursuivi dans l'avenir, cependant que sera lancée l'étude approfondie du problème de la présence de la langue provençale à la télévision.

DEFENSE

Défense (personnels civils).

2523. — 3 juin 1978. — M. Gérard Bapt appelle l'attention de M. le ministre de la défense sur l'application, à l'ensemble du personnel civil de son ministère, de la loi n° 76-657 du 16 juillet 1976. Elle définit les conditions d'attribution d'un repos compensateur lorsque sont effectuées des heures supplémentaires. A ce jour, cette mesure sociale n'est pas appliquée au personnel des établissements industriels dépendant du ministère de la défense. Il rappelle également que la mise en place de la loi portant sur la formation permanente votée en 1971 n'a eu qu'un début d'application en 1978. Il lui demande s'il compte prendre, notamment par voie réglementaire, les mesures nécessaires pour que ces textes législatifs soient appliqués à l'ensemble des personnels civils de son ministère.

Réponse. — Les modalités d'application au secteur public des dispositions contenues dans la loi du 16 juillet 1976 relatives à l'institution d'un repos compensateur d'heures supplémentaires de travail font l'objet d'une étude interministérielle. Il en est de même du projet de décret fixant, en application de la loi de 1971 relative à la formation permanente, les actions de formation en faveur des ouvriers affiliés au fond spécial des pensions en service dans les administrations de l'Etat.

Poudres et poudreries (agents techniques retraités).

3975. — 30 juin 1978. — M. Pierre Jagoret appelle l'attention de M. le ministre de la défense sur le statut des agents techniques retraités du service des poudres. Si des agents techniques en activité ont immédiatement bénéficié des mesures de revalorisation de la condition militaire appliquées le 1^{er} janvier 1976, il n'en est pas de même pour les agents admis à la retraite avant cette date et dont la situation demeure inchangée plus de trente mois après le vote de la loi. Il demande à M. le ministre quelles dispositions il compte prendre pour que des instructions techniques nécessaires à l'application des mesures de revalorisation aux retraités soient transmises au service des pensions, afin qu'il soit ainsi mis fin à une situation préjudiciable à de fidèles serviteurs de l'Etat.

Réponse. — La révision des pensions des agents techniques retraités des poudres nécessite l'inscription d'une mention expresse dans le nouveau statut des agents techniques des poudres qui doit paraître prochainement. Dès la publication du nouveau statut, il sera procédé à la révision des pensions, avec effet du 1^{er} janvier 1976.

Service national (11^e RAMA à La Fère [Aisne]).

4064. — 1^{er} juillet 1978. — M. Sébastien Couepel expose à M. le ministre de la défense que, selon certaines informations parues dans la presse de l'Ouest à la suite d'incidents qui se sont produits au 11^e RAMA à La Fère (02), plusieurs militaires accomplissant le service national obligatoire auraient été mis aux arrêts de rigueur pour « avoir signé une pétition ». Il lui demande de bien vouloir indiquer dans quelle mesure ces informations correspondent à la réalité et préciser les motifs exacts pour lesquels de telles mesures disciplinaires ont été prises.

Réponse. — Les militaires appartenant au 41^e RAMA à La Fère, auxquels fait allusion l'honorable parlementaire, ont été punis pour avoir contrevenu aux dispositions du règlement de discipline générale dans les armées et sanctionnés suivant les dispositions de ce règlement.

Décorations (croix du combattant volontaire).

4232. — 8 juillet 1978. — M. Antoine Gissinger attire l'attention de M. le ministre de la défense sur les modalités d'attribution de la croix du combattant volontaire aux engagés volontaires ayant servi volontairement sur un théâtre d'opérations extérieures. En réponse à des demandes formulées antérieurement par des associations d'anciens combattants, les services de la défense avaient précisé que le fait de souscrire un engagement entraînait pour le signataire l'acceptation de toutes affectations. Si cela est évident, il n'en est pas moins exact que : a) des engagements volontaires ou rengagements ont été souscrits au titre d'un TOE déterminé; b) des militaires engagés volontaires ou rengagés ont fait acte de volontariat pour un TOE alors même qu'ils n'étaient pas en instance d'être désignés d'office; c) des personnels engagés volontaires, de retour d'un TOE, sont repartis volontairement sur le même TOE

avant l'expiration de la période au cours de laquelle ils ne pouvaient réglementairement être désignés d'office; il lui demande s'il n'estime pas souhaitable de faire procéder à un nouvel examen de ce problème.

Réponse. — La création d'une croix du combattant volontaire pour les combattants d'Indochine et de Corée a fait l'objet d'un examen approfondi en liaison avec la grande chancellerie de la Légion d'honneur. Tous les combattants de ces deux conflits étaient volontaires ou appartenaient à la carrière des armes; ils peuvent donc prétendre à ce titre à la médaille commémorative de la campagne d'Indochine et à celle des opérations de l'organisation des Nations Unies en Corée qui rappellent non seulement leur présence sur ces théâtres d'opérations, mais, le cas échéant, son caractère volontaire.

EDUCATION

Guadeloupe (enseignement préscolaire).

1202. — 10 mai 1978. — M. José Moustache appelle tout particulièrement l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation de l'enseignement préscolaire à la Guadeloupe. Cette forme d'enseignement connaît un retard considérable dans le département, lequel, pour un effectif scolarisable de 32 870 enfants, compte 7 350 enfants pouvant être accueillis en écoles maternelles et 6 650 enfants en classes enfantines au cours de la présente année scolaire. Depuis 1974, environ 9 000 enfants naissent chaque année. Même si ce nombre tend à diminuer, il n'en demeure pas moins fort élevé, la classe d'âge correspondant approximativement à 8 500 enfants. L'effort à consentir pour la préscolarisation ressort des pourcentages ci-après qui concernent les effectifs scolarisés : tranche d'âge de cinq ans : 82,13 p. 100 en Guadeloupe, 99 p. 100 en métropole; tranche d'âge de quatre ans : 62,94 p. 100 en Guadeloupe, 97 p. 100 en métropole; tranche d'âge de trois ans : 13,08 p. 100 en Guadeloupe, 80 p. 100 en métropole; tranche d'âge de deux ans : 0,04 p. 100 en Guadeloupe, 26 p. 100 en métropole. Cette scolarité est pourtant indispensable à ce niveau sur les plans de la socialisation, de l'hygiène, du dépistage précoce des handicaps, du soulagement d'une alimentation régulière et rationnelle et de l'apprentissage de la langue française. A cet effet, une relance des constructions devra être entreprise et des crédits devront être mis à la disposition du département par le Gouvernement pour subventionner un nombre convenable de projets. Le VII^e Plan avait estimé les besoins correspondants aux trois hypothèses suivantes : 1^o 656 classes pour scolariser 20 000 enfants à partir de deux ans et demi; 2^o 443 classes pour scolariser 21 800 enfants à partir de trois ans; 3^o 228 classes pour scolariser 14 250 enfants à partir de quatre ans et cinq ans. Or, au titre de l'exercice 1977, il n'a été possible de financer que 27 classes alors que la délégation d'autorisation de programme était de 7 millions. Celle-ci est ramenée pour cette année à 5 millions et il est envisagé de ne financer que 16 classes maternelles. Dans ces conditions l'objectif du VII^e Plan ne sera probablement pas atteint, même si on ne retient que l'hypothèse la plus basse. C'est pourquoi il lui demande d'envisager une augmentation très sensible de l'enveloppe budgétaire annuelle afin de permettre à la Guadeloupe de combler le retard qu'elle subit en matière de préscolarisation. Il apparaît que 15 millions environ seraient nécessaires, répartis sur les trois prochaines années.

Réponse. — Les contraintes importantes qui ont pesé sur le budget 1978 n'ont pas permis de maintenir la dotation allouée à la Guadeloupe à son niveau de 1977. Toutefois, la baisse de cette dotation a été moins forte que pour la métropole. Pour l'exercice 1979, alors même qu'il est prévu une diminution sensible du budget d'équipement, le ministère de l'éducation envisage de maintenir la dotation allouée à la Guadeloupe à son niveau de 1978, ceci afin de tenir compte des sujétions spécifiques à cette région. Il convient toutefois de rappeler à l'honorable parlementaire que c'est à l'assemblée départementale qu'il appartient de déterminer la part de la dotation qui doit respectivement être consacrée à l'enseignement préscolaire et à l'enseignement élémentaire.

Enseignement préscolaire et élémentaire (école Jules-Ferry, à Suresnes [Hauts-de-Seine]).

1578. — 18 mai 1978. — Mme Jacqueline Fraysse-Cazals attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur l'école Jules-Ferry de Suresnes. Après de multiples démarches à l'inspection d'académie avec le maire adjoint de Suresnes, délégué à l'enseignement, accompagné de Mme la directrice de l'école Jules-Ferry de Suresnes, des parents et d'enseignants, nous avons été reçus le mercredi 10 mai 1978 par l'inspectrice départementale de l'éducation, adjointe à l'inspecteur d'académie. Elle rappelle à M. le ministre l'objet de ces démarches : la création d'un GAPP, le maintien du demi-poste de soutien et l'obtention d'un poste entier. Tout le monde reconnaît l'impérieuse nécessité de ces structures y compris l'académie, mais celle-ci se déclare dans l'impossibilité de les mettre en place, faute de moyens pour les satisfaire. Cette école compte

des enfants immigrés dans une proportion importante, des cas sociaux en grand nombre: parents séparés, familles ouvrières modestes ayant des difficultés financières et matérielles. De plus, une part des effectifs est mouvante car les parents de certains enfants habitent provisoirement sur le terrain de camping du bois de Boulogne. Enfin, quelques enfants ont un déficit auditif et sont placés là par le centre audiométrique. Tout ceci crée une situation particulièrement dramatique. En conséquence, Mme Fraysse-Cazalis attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur cette école où l'avenir des enfants est gravement menacé comme le soulignent à la fois les parents et les enseignants qui insistent sur leurs difficiles conditions de travail. Elle lui demande donc quelles mesures concrètes il compte prendre pour doter l'école Jules-Ferry de Suresnes des structures particulières dont elle a besoin.

Réponse. — Les autorités académiques auxquelles treize postes supplémentaires pour l'enseignement élémentaire viennent d'être attribués procèdent actuellement à un nouvel examen de la carte scolaire du département des Hauts-de-Seine dans le cadre des mesures de déconcentration. Le principe d'une ouverture de classe d'inflation et d'un GAPP à la rentrée de 1979 a été retenu. Ce n'est qu'une fois que les priorités départementales auront été arrêtées que l'honorable parlementaire pourra être informée de la suite donnée à la question.

Enseignants (professeurs techniques adjoints des lycées techniques).

1639. — 19 mai 1978. — M. Louis Mexandeau attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les résultats de la deuxième session des concours spéciaux permettant aux professeurs techniques adjoints de lycée, dont le corps est mis en extinction, d'accéder aux corps des professeurs techniques et des professeurs certifiés. Il lui demande de bien vouloir lui préciser, par académie et par spécialité: 1° le nombre de candidats inscrits, qui se sont présentés à l'ensemble des épreuves écrites et pédagogiques; 2° le nombre de candidats reçus, dans les spécialités suivantes: fabrications mécaniques, bureau des travaux, électrotechnique, électronique (accès au corps des professeurs certifiés), secrétariat (accès au corps des professeurs techniques).

Réponse. — Les informations demandées par l'honorable parlementaire figurent au tableau ci-après. Il n'a pas été possible toutefois, pour des raisons matérielles, d'élaborer un tableau faisant apparaître la répartition par académie d'origine, des candidats inscrits, présents et admis à la 2^e session des concours spéciaux réservés aux professeurs techniques adjoints de lycée technique. Un tel tableau eût été trop volumineux pour faire l'objet d'une publication intégrale. Au demeurant, les concours spéciaux réservés aux professeurs techniques adjoints de lycée technique étant des concours nationaux, il n'est pas apparu nécessaire d'établir et d'exploiter des données analytiques par académie.

CATÉGORIE ET SPÉCIALITÉ	CANDIDATS inscrits.	CANDIDATS présents.	CANDIDATS admis.
I. — Accès au corps des professeurs certifiés:			
Fabrications mécaniques.....	1 060	939	242
Bureau des travaux.....	77	59	17
Electrotechnique.....	240	193	55
Electronique.....	83	73	19
II. — Accès au corps des professeurs techniques:			
Secrétariat.....	326	273	75

Enseignants (professeurs techniques adjoints de lycée technique).

1645. — 19 mai 1978. — M. Louis Mexandeau attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le fait que la deuxième session des concours spéciaux permettant aux professeurs techniques adjoints de lycée d'accéder aux corps des professeurs techniques et des professeurs certifiés vient de se terminer. Il lui demande de bien vouloir lui préciser: 1° le nombre total de candidats inscrits à cette session; 2° le nombre de candidats qui se sont présentés à l'ensemble des épreuves écrites et pédagogiques; 3° le nombre de candidats inscrits et le nombre des candidats présents à l'ensemble des épreuves, spécialité par spécialité; 4° le total de points au-dessus desquels, dans chaque spécialité, les candidats n'ont pas été déclarés reçus; 5° le nombre de professeurs techniques adjoints qui resteront en fonctions à compter de la rentrée 1978. Il lui demande en outre de lui indiquer quelles mesures il compte prendre pour éviter la formule des concours à répétition et permettre à des fonctionnaires titulaires, dont la qualification a été reconnue par son prédécesseur, d'accéder tous au corps des certifiés comme le demandent les organisations syndicales représentatives.

Réponse. — Les informations numériques demandées par l'honorable parlementaire figurent au tableau ci-après:

Concours spéciaux réservés aux professeurs techniques adjoints de lycée technique.

Deuxième session (1977).

	CANDIDATS inscrits.	CANDIDATS présents.	CANDIDATS admis.	TOTAL du dernier admis.
A. — Concours de professeur technique de lycée technique.				
Section fabrications mécaniques:				
Groupe I:				
Constructions métalliques.....	9	8	3	142
Métaux en feuilles.....	27	21	5	122
Soudure.....	3	2	1	140
Groupe II:				
Fonderie.....	4	4	1	154,5
Modèlerie mécanique.....	12	11	2	125,5
Groupe III:				
Sciences horlogères.....	14	10	3	138
Micromécanique.....				
Groupe IV:				
Céramique industrielle.....	2	2	1	114,5
Groupe V:				
Electroplastie, traitement de surface.	1			
Métallurgie, traitement thermique...	23	23	5	134
Groupe VI:				
Forge et estampage.....	4	3	1	136,5
Section Industries du bâtiment:				
Groupe I:				
Installations thermiques.....	2			
Installations sanitaires.....	6	9	3	151
Couverture.....	1			
Froid et climatisation.....	1			
Groupe II:				
Géomètre expert topographe.....	1	0		
Groupe III:				
Menuiserie, charpente.....	7	7	1	135
Groupe IV:				
Plâtrerie, peinture, vitrerie.....	3			
Miroiterie.....	1	4	1	146
Groupe V:				
Carrelage, mosaïque.....	1	1	1	108
Fabrications textiles.....	1	1	0	
Horticulture.....	2	1	1	134
Industries du bois.....	1	1	1	136
Industries du cuir.....	12	11	3	137
Industries du verre.....	4	4	2	147
Mécanique électricité automobile.....	24	20	5	143
Mécanique agricole et d'engins.....	2	2	1	161
Optique.....	6	6	1	148
Transformation des matières plastiques.	2	2	0	
Cuisine.....	18	16	4	111,5
Hôtel.....	4	2	1	122
Pâtisserie.....	9	9	2	119,5
Restaurant.....	11	9	3	113
Electroradiologie médicale.....	1	1	1	100
Laboratoire de biologie et industries céréaliers.....	10	8	2	122
Enseignement social.....	16	12	3	128
Economie familiale et sociale.....	49	42	11	140
Broderie.....	1	1	1	114
Blanchisserie, teinturerie industrielle..	2	2	1	118
Etudes, méthodes, fabrications habille- ment:				
Option A: fabrications industrielles..	12	7	2	131,25
Option B: vêtements, créations et mesures	22	16	5	113
Métiers d'art (dont agencement ébénis- terie).....	14	14	3	147
Commerce, secrétariat.....	326	273	75	116,5
Chimie, technique de laboratoire.....	6	6	1	122,5
Arts et industries graphiques.....	14	12	3	138
Industries, papier-carton.....	1	1	1	159
Photo, cinéma.....	5	5	1	169

	CANDIDATS inscrits.	CANDIDATS présents.	CANDIDATS admis.	TOTAL du dernier admis.
B. — Concours de professeur certifié.				
Section génie électrique :				
Electronique	83	73	19	144
Electrotechnique	240	193	55	130
Section constructions et fabrications mécaniques :				
Fabrications mécaniques.....	1 360	939	242	130
Petite mécanique.....	1	1	1	114,5
Bureau des travaux.....	77	59	17	131,5
Assistants d'ingénieurs.....	2	2	0	»
Section bâtiment :				
Bâtiment gros œuvre.....	32	32	8	126
Etude de prix.....	1			
Dessin de bâtiment.....	1			
Section travaux manuels éducatifs et enseignement ménager :				
Option A.....	59	58	13	125
Option B.....	57	50	13	123
Total	2 310	1 996	530	

Après la nomination dans le corps des professeurs certifiés ou dans le corps des professeurs techniques de lycée technique des 530 candidats admis à la deuxième session des concours spéciaux, le nombre de professeurs techniques adjoints de lycée-technique restant en fonctions s'élève à 321. Les décrets n° 75-1162 et 75-1163 du 16 décembre 1975, modifiés par les décrets n° 76-1017 et 76-1018 du 4 novembre 1976, ont prévu l'accès exceptionnel des professeurs techniques adjoints de lycée technique au corps des professeurs certifiés ou des professeurs techniques de lycée technique par la voie de concours spéciaux. Conformément aux dispositions de ces textes, une nouvelle session des concours spéciaux a été ouverte par arrêté du 19 mai 1978 publié au *Journal officiel* du 25 mai 1978, afin de pourvoir les 500 postes supplémentaires inscrits au budget du ministère de l'éducation pour compter du 15 septembre 1978.

Constructions scolaires
(collège à Cébazot (Puy-de-Dôme)).

1817. — 24 mai 1978. — M. Maurice Pourchon appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le projet de construction d'un collège sur le territoire de la commune de Cébazot. La construction de cet établissement est prévue depuis plus de dix ans et devait être programmée en 1978 ; or, à ce jour, ce projet ne semble pas se concrétiser. Pour se rendre au collège le plus proche, les enfants des communes de Bianzat, Cébazot, Châteaugay et Sayat sont actuellement contraints d'effectuer des trajets longs et pénibles. De plus, l'effectif susceptible d'être scolarisé dans cet établissement est important puisqu'il y a dans le secteur concerné 1 200 élèves dans l'enseignement primaire et 740 en maternelle, ce qui justifierait amplement la mise en construction immédiate et le développement futur d'un collège à Cébazot. Il lui demande en conséquence de bien vouloir lui préciser dans quel délai la construction de cet établissement pourra débiter.

Réponse. — La construction du collège de Cébazot (63) est bien inscrite à la carte scolaire de l'académie de Clermont-Ferrand mais la date de réalisation de cet établissement ne peut être précisée. La programmation des constructions scolaires du second degré étant déconcentrée et confiée aux préfets de région qui arrêtent les programmes annuels après avis des instances régionales, il appartient à l'honorable parlementaire de saisir le préfet de la région Auvergne de l'intérêt qu'il porte à la réalisation de cet établissement afin que soit étudiée la possibilité de son financement au cours d'un prochain exercice.

**Enseignement préscolaire et élémentaire (conseils d'école
et comités de parents).**

1901. — 25 mai 1978. — M. Roland Huguet appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les modalités pratiques d'installation et de fonctionnement des comités de parents et des conseils d'école. Il lui demande, si la réunion de ces instances en dehors

des heures habituelles de classe était préconisée, quelles mesures il envisage de prendre pour indemniser le personnel enseignant qui verrait ainsi croître ses obligations de service.

Réponse. — Les modalités pratiques d'installation et de fonctionnement des comités des parents et des conseils d'école sont actuellement l'objet d'une étude attentive. La circulaire n° 78-226 du 17 juillet 1978 qui tire les conséquences de l'expérience de l'année scolaire écoulée facilitera, dans chaque école, à la rentrée, la création ou le renouvellement des comités des parents. En ce qui concerne la date des réunions du conseil d'école, des décisions ne pourront être prises qu'après examen par le conseil d'enseignement général et technique d'un projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 26 janvier 1978 portant directives générales pour l'établissement du règlement type départemental des écoles maternelles et des écoles élémentaires.

Enseignement technique et professionnel
(LEP Emile-Alain à Carcassonne (Aude)).

2180. — 31 mai 1978. — M. Joseph Vidal attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la nécessité de construire « en dur » le lycée d'enseignement professionnel (LEP Emile-Alain), de Carcassonne. De nombreuses manifestations émanant des associations de parents d'élèves, des élèves, des syndicats et des élus de la municipalité de Carcassonne ont eu lieu et ont encore lieu à ce sujet, mais aussi pour protester contre la suppression d'une section d'agents administratifs. Dans le département de l'Aude, où le chômage sévit durement, surtout parmi les jeunes, et où la formation dans le cadre des spécialités de cet établissement revêt une très grande importance, il lui demande quelles mesures administratives et financières il compte prendre pour résoudre très rapidement ce problème dont l'issue favorable est maintenant attendue avec impatience par la population audoise.

Réponse. — Il est rappelé à l'honorable parlementaire que la décision d'utilisation des autorisations de programme et l'individualisation des opérations qui seront engagées au cours des différents exercices relèvent de la seule compétence du préfet de région. Le décret n° 70-1047 du 13 novembre 1970 porte, en effet, déconcentration des décisions de l'Etat en matière d'investissements publics. Les compétences jusque-là exercées par les administrations centrales ont été transférées aux autorités locales (préfet de région, préfet des départements, recteur, etc.) qui, réunies en conférence administrative régionale, arrêtent la liste des opérations à réaliser. De renseignements recueillis auprès du rectorat de Montpellier, il ressort que la construction du lycée d'enseignement professionnel Emile-Alain de Carcassonne figure bien sur la liste régionale prioritaire mais dans un rang tel que son financement ne semble pas pouvoir être envisagé dans un proche avenir. Par ailleurs, l'application de la décision portant, dans cet établissement, transformation de la section conduisant au BEP agent administratif en une préparation au BEP des professions de l'assurance (option A : assurances), se trouve ajournée.

Education physique et sportive (Montluçon (Allier)).

2255. — 31 mai 1978. — M. Pierre Goldberg attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les conséquences regrettables qu'aurait la suppression de deux postes d'instituteur « tiers temps pédagogique et sportif » à Montluçon (Allier), sur la qualité de l'éducation physique et sportive dispensée aux enfants des groupes scolaires de Montluçon-Fontbouillant (garçons et filles), ainsi que sur l'encadrement des activités USEP assuré par le patronage laïque de Montluçon, activités concernant plus de 1 000 licenciés, soit à peu près la moitié des licenciés du département. En effet, la formation des maîtres ne les prépare pas à dispenser un enseignement spécialisé dans l'initiation au sport et l'éducation physique, en particulier à Montluçon, ville fin de carrière, où les enseignants plus âgés prédominent. La suppression de ces deux postes enlèverait donc leur crédibilité aux déclarations officielles sur la nécessité de développer l'éducation physique et la pratique du sport dans les écoles. Par ailleurs, elle toucherait deux groupes scolaires qui sont situés dans les quartiers HLM et ouvriers de Montluçon. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre afin que les deux emplois en cause soient maintenus à la rentrée scolaire de septembre 1978.

Réponse. — L'enseignement de l'éducation physique et sportive à l'école élémentaire dans le cadre du « tiers-temps pédagogique » doit être assuré selon les termes de la circulaire n° 69-597 du 8 décembre 1969, par les instituteurs. Cette circulaire met l'accent sur l'unicité du maître, afin que celui-ci puisse mieux coordonner son action éducative par une meilleure connaissance des enfants et une coopération maître-élève plus confiante. L'instituteur est préparé à cette tâche à l'école normale et au titre de la formation continue. Récentement une série de textes ont rappelé l'importance

qui était attachée à cet enseignement. Plusieurs actions sont prévues dans les centres de formation : stages préparatoires pour les professeurs d'EPS qui exercent pour la première fois en Ecole normale, stages de formation pour élèves maîtres (ski, plein air, natation, etc.), enseignement théorique et pratique à raison de trois heures hebdomadaires. Par ailleurs, les instituteurs déjà en fonctions bénéficient de l'aide des conseillers pédagogiques de circonscriptions dont les missions ont été précisées par circulaire n° 75-073 du 5 février 1975. Ces personnels sont chargés de la formation des maîtres et du soutien pédagogique d'une part et d'animation périscolaire d'autre part. Ces différentes actions de formation rendaient sans objet le maintien de postes d'instituteurs appelés de « tiers-temps pédagogique » dont les tâches devaient être assurées par leurs collègues. C'est la raison pour laquelle le ministre de l'éducation a prononcé à la rentrée 1978 la suppression de ces emplois qui avaient été maintenus à titre exceptionnel en 1977-1978.

Enseignement secondaire (Saint-Vit (Doubs)).

2365. — 2 juin 1978. — **M. Jacques Brunhes** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation du collège de Saint-Vit dans le Doubs. Cet établissement prévu pour accueillir 400 élèves à l'origine devra en recevoir 620 à la rentrée de septembre 1978. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que cette rentrée s'effectue dans des conditions normales.

Réponse. — L'extension à six cents places du collège de Saint-Vit a été effectivement programmée dès 1977 et la désignation de l'architecte et de l'entreprise a été faite le 28 octobre 1976. Cette opération s'est trouvée retardée du fait des difficultés financières rencontrées par l'entreprise L'Heritier chargée de la réalisation. Les activités de cette entreprise ayant été reprises par le locataire-gérant GCL, le marché du collège de Saint-Vit devrait pouvoir être donné prêt prochainement et l'ordre de service devrait pouvoir être donné dans le courant du mois de juillet.

Enseignants (maîtres auxiliaires de catégorie 3).

2402. — 2 juin 1978. — **M. Maurice Doussset** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le problème que rencontrent certains maîtres auxiliaires recrutés voici 5 à 10 ans, avec des diplômes reconnus à cette époque. Les maîtres auxiliaires classés dans la catégorie III ont été souvent oubliés dans les revalorisations indiciaires et se trouvent ainsi défavorisés par rapport à leurs collègues classés dans les catégories I et II. **M. Doussset** demande à **M. le ministre de l'éducation** s'il est dans ses intentions de limiter les postes offerts aux concours externes pour multiplier et accélérer les chances de titularisation des professeurs auxiliaires en poste, d'autre part s'il est possible d'intégrer le plus rapidement les rares MA 3 existant dans la catégorie supérieure des MA 2, si, enfin, en cas de plan de titularisation, une formation en ENNA peut être envisagée.

Réponse. — Sur les différents problèmes abordés par l'honorable parlementaire, le ministre de l'éducation est en mesure d'apporter les précisions suivantes : 1° la situation indiciaire des MA III a été améliorée aux mêmes dates et dans les mêmes proportions que celle des personnels enseignants titulaires appartenant à la catégorie B (instituteurs par exemple) ainsi qu'en témoigne le tableau ci-après (en indices nouveaux majorés) :

	MA III		INSTITUTEURS	
	1 ^{er} échelon.	2 ^e échelon.	1 ^{er} échelon.	2 ^e échelon.
Au 1 ^{er} juillet 1974	235	360	235	357
Au 1 ^{er} juillet 1975	242	367	242	363
Au 1 ^{er} juillet 1976	248	375	248	368

Quant aux revalorisations indiciaires récentes (deuxième tranche avec effet au 1^{er} août 1978), elles concernent les corps de catégorie A ainsi que les MA I et II. En ce qui concerne la titularisation éventuelle des MA III : A. — Un effort important a été accompli ces dernières années pour permettre aux MA, notamment aux MA III (maîtres auxiliaires des enseignements généraux pourvus du baccalauréat ou MA des enseignements artistiques ou spéciaux non certifiés) d'accéder à des corps de personnels enseignants ou d'éducation titulaires. C'est ainsi que les MA III peuvent accéder par voie de concours : 1° au corps des PEGC : a) soit en application de l'article 5 du décret n° 69-493 du 30 mai 1969 au titre de la troisième catégorie des candidats à l'admission dans un centre de formation, à condition d'avoir subi avec succès les épreuves sanctionnant la première année du premier cycle d'enseignement supé-

rieur dans certaines spécialités et d'être âgés de moins de vingt-cinq ans ; b) soit en application de l'article 7 du décret n° 75-1006 du 31 octobre 1975 (conditions exceptionnelles d'accès), sous la même condition de qualification, pour une durée de cinq ans, à compter de la rentrée scolaire 1975 ; 2° au corps des professeurs de collège d'enseignement technique et à celui des professeurs techniques, chefs de travaux de CET : a) soit en application des articles 8, 9 et 10 du décret n° 75-407 du 23 mai 1975 (concours externe). La qualification requise est du niveau baccalauréat + 2, l'âge maximum est fixé à quarante ans. Cinq ans de services d'enseignement sont requis des candidats au concours donnant accès au corps des chefs de travaux. Pour le recrutement des professeurs chargés des enseignements pratiques, les titres requis sont le baccalauréat de technicien, le brevet de technicien ou le brevet professionnel et trois ans d'activité professionnelle sont exigés ; b) soit en application de l'article 11 du même texte (concours interne), s'ils sont en fonctions dans un établissement d'enseignement public et ont accompli cinq années de services d'enseignement à temps complet ; 3° au corps des conseillers d'éducation, au niveau baccalauréat + 2, en application du décret n° 70-738 du 12 août 1970 (art. 6), s'ils justifient de trois ans de services dans un établissement d'enseignement public. B. — Les proportions d'accès à ces corps sont respectivement les suivantes pour les catégories de candidats auxquelles appartiennent les MA III : PEGC : entre 25 et 50 p. 100 des places offertes dans chaque académie ; professeurs de CET : 40 p. 100 au maximum des emplois mis au concours ne sont au concours interne pour les professeurs de CET, 80 p. 100 pour les professeurs techniques chefs de travaux ; CE : un concours unique. Ainsi les MA III ont-ils un très large accès à ces différents corps et il n'est pas envisagé actuellement de modifier les pourcentages précités. Les maîtres auxiliaires III, contrairement aux informations données à l'honorable parlementaire, sont nombreux : ils représentent, en effet, plus de 45 p. 100 de l'effectif total des maîtres auxiliaires et plus de 90 p. 100 de l'effectif des MA II. Leur proportion est encore plus forte dans les lycées d'enseignement professionnel. D'autre part, les quatre catégories de maîtres auxiliaires ont été fixées — en fonction de leurs titres et diplômes — par le décret n° 62-379 du 3 avril 1962 selon des considérations pédagogiques et des nécessités statutaires sur lesquelles on ne pourrait revenir sans remettre en cause à la fois l'indispensable hiérarchisation indiciaire des catégories et la qualité de l'enseignement dispensé aux différents niveaux. Toutefois il est indiqué que les maîtres auxiliaires classés en catégorie III sont susceptibles de bénéficier d'un classement exceptionnel en catégorie II accordé à titre personnel dans la mesure où les recteurs rencontrent des difficultés pour faire assurer l'enseignement de spécialités d'enseignement technique de création récente et sous réserve que les maîtres auxiliaires concernés présentent toutes les garanties de compétence, notamment en fonction de leurs activités professionnelles antérieures. Les maîtres auxiliaires III admis aux concours externes et internes donnant accès au corps des professeurs de CET reçoivent, pendant deux ans, une formation dans une ENNA. Toutefois, pour certaines disciplines définies par arrêté cette formation peut être donnée en totalité ou en partie dans un établissement scolaire sous le contrôle du directeur et de professeurs de l'ENNA. Les MA III admis en centre de formation des PEGC y préparent pendant trois ans le CAPECC. Les MA III reçus au concours de recrutement des conseillers d'éducation accomplissent un stage d'un an dans un centre de formation où ils préparent le certificat d'aptitude. Il n'est pas envisagé de revenir sur ces dispositions qui donnent satisfaction.

Enseignants (académie de Nantes : maîtres absents).

2403. — 2 juin 1978. — **M. Alain Chénard** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le problème que pose le non-remplacement des maîtres en congé de maladie. Un contingent suffisamment étoffé de maîtres-remplaçants me semble nécessaire afin d'assurer la continuité du service public d'enseignement. En l'absence de remplacements immédiats, ce sont les familles les plus démunies qui pâtissent de cette situation. Il lui demande quelles mesures il entend prendre afin de régler, notamment dans l'académie des Pays de la Loire, ce problème aujourd'hui très préoccupant.

Réponse. — Le problème du remplacement des maîtres momentanément absents est une question délicate qui retient toute l'attention du ministre de l'éducation. Dans le premier degré les difficultés rencontrées tiennent à plusieurs raisons, notamment à l'insuffisante mobilité des personnels de remplacement (et ce malgré un régime indemnitaire qui prend en charge leurs déplacements) et un refus de certains d'être eux d'assurer une suppléance tant soit peu éloignée de leur domicile. Le problème soulevé par l'honorable parlementaire apparaît d'autant plus difficile à résoudre durablement qu'il est, par essence, lié à des comportements individuels. Il convient de noter aussi que, de tout temps,

des maîtres ont été momentanément absents et qu'à une époque relativement récente, alors qu'il n'existait pas de corps de remplaçants et que les effectifs d'élèves par classe étaient plus élevés qu'aujourd'hui, les élèves étaient répartis, pour les congés de courte durée, dans les autres classes. L'augmentation du pourcentage des effectifs de remplacement dont le coût serait très élevé pour la collectivité dans les circonstances économiques actuelles, ne résoudrait pas totalement les difficultés qui sont rencontrées à certaines périodes de l'année. De plus, il ne peut être envisagé de recourir massivement à des recrutements de personnels sans qualification professionnelle et souvent peu motivés pour la fonction enseignante. Dans le premier cycle, le remplacement des enseignants indisponibles est assuré soit par des instituteurs remplaçants, stagiaires ou titulaires, soit par des maîtres auxiliaires, soit encore par des suppléants éventuels suivant la nature du poste occupé par le titulaire. Dans le deuxième cycle, les remplacements nécessaires à la suite d'absences de diverse nature sont assurés en faisant appel aux services des maîtres auxiliaires et des adjoints d'enseignement. Par ailleurs, il est également demandé aux personnels enseignants titulaires, d'effectuer, le cas échéant, des heures supplémentaires. Pour des raisons matérielles évidentes (signalément de l'absence, recherche et désignation d'un remplaçant de la discipline à enseigner), les congés de courte durée ne peuvent que très difficilement donner lieu à remplacement. Or, les seules absences de moins de huit jours représentent en moyenne 60 p. 100 du nombre total des congés de maladie. En outre, la structure par discipline et par catégorie de personnel des besoins de remplacement est éminemment variable géographiquement et dans le temps, et ne correspond jamais exactement à celles des disponibilités de remplacement au niveau local. Ces facteurs sont d'inévitables éléments de rigidité dans la mise en œuvre de nouvelles modalités de remplacement. On ne saurait oublier, par ailleurs, que les procédures de remplacement doivent préserver les conditions d'emploi statutaires des personnels concernés et leur éviter de trop lourdes contraintes professionnelles ou personnelles, tout en leur ménageant de réelles perspectives de carrière. Ajoutées à la forte spécialisation des enseignants des professeurs d'enseignement général de collège sont répartis en quatorze sections), ces contraintes rendent particulièrement difficile la création d'un corps d'enseignants ayant pour fonctions d'assurer à temps plein le remplacement des professeurs momentanément indisponibles ainsi que le suggère l'honorable parlementaire. En tout état de cause, toute mesure nouvelle tendant à améliorer le dispositif actuellement en place pour assurer le remplacement des professeurs absents, ne peut être prise qu'après que soit menée à son terme l'étude approfondie de cette question.

Établissements scolaires (Pas-de-Calais).

2417. — 2 juin 1978. — M. Jacques Mellick appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les difficultés qui se posent à la rentrée prochaine dans les établissements scolaires du Pas-de-Calais. Le comité technique paritaire départemental du Pas-de-Calais a prévu, en application des textes officiels, la possibilité de créer 177 classes nouvelles primaires et maternelles. Or seulement quinze classes ont été accordées dans le cadre du budget de l'éducation. Des postes sont fermés dans les collèges, alors que des créations sont nécessaires pour rétablir les dédoublements et organiser le soutien pédagogique. En outre, il manquera plus de 200 postes pour les élèves de l'école normale et les remplacements compte tenu des diverses suggestions départementales. La rentrée scolaire, dans les conditions actuelles, verra des enfants rester aux portes des écoles ou accueillis dans des classes déjà surchargées alors que de nombreux enseignants seront sans emploi. Il souhaite connaître quelles mesures il compte prendre pour améliorer quantitativement les possibilités de remplacement des instituteurs en congé de maladie ; pour permettre l'application de la circulaire ministérielle de rentrée 1978 en ce qui concerne l'allègement des effectifs au C. E. 1 et les décharges de service pour les directeurs d'école ; pour donner un poste budgétaire à tous les normaux et remplaçants qui remplissent les conditions de stagiarisation ; pour rémunérer décemment tous les instituteurs remplaçants du Pas-de-Calais ; pour ouvrir toutes les classes prévues par le comité technique paritaire départemental ; pour accélérer la mise en place de structures permettant la prévention et la correction des handicaps ; pour la création dans les C. E. S. des postes nécessaires au rétablissement des dédoublements et à la mise en place d'un réel soutien pédagogique.

Réponse. — La situation du département du Pas-de-Calais doit être examinée dans un contexte démographique. En effet, les créations d'emploi qui sont ouvertes au budget sont calculées à partir de la variation prévue des effectifs scolaires globaux. Il est donc nécessaire d'appliquer ce principe aux départements afin de déterminer leur dotation d'emploi. Le département du Pas-de-Calais connaîtra à la rentrée de 1978 et aux rentrées suivantes une dimi-

nution importante de la population scolaire susceptible d'être accueillie dans les classes maternelles. Ceci a amené les autorités académiques à prévoir une diminution de 919 élèves à ce niveau. Au niveau élémentaire une augmentation de 238 élèves est attendue. Ces effectifs ne sauraient justifier une demande de 177 classes nouvelles, chiffre qui représente à lui seul près de la moitié des possibilités budgétaires initiales. Le ministre de l'éducation est très attentif à l'évolution démographique de ce département et aux taux d'encadrement qui en découlent. C'est ainsi que trente postes supplémentaires ont été mis récemment à la disposition de l'inspecteur d'académie. La diminution des effectifs et l'attribution de postes doivent concourir à l'allègement progressif des effectifs et améliorer les conditions générales d'accueil des élèves. La situation des personnels enseignants du premier degré est suivie avec attention d'une manière permanente afin d'apporter des solutions aux différents problèmes posés dès que les possibilités budgétaires le permettent. C'est ainsi qu'au 1^{er} juillet 1978 dix-huit traitements de remplaçants ont été transformés en postes budgétaires pour permettre la stagiarisation d'instituteurs remplaçants. Dans le premier cycle du second degré des emplois supplémentaires viennent d'être attribués (45 professeurs certifiés, 23 PEGC) à l'académie de Lille pour permettre le développement des actions de soutien aux élèves en difficulté en classe de sixième et cinquième à la rentrée scolaire 1978. Quant aux dédoublements, les classes pour lesquelles ils s'imposaient avant la mise en place de la réforme avaient pour la plupart un effectif compris entre 30 et 35 élèves. Dès lors que ces classes surchargées disparaissent et qu'augmentent dans le même temps celles qui comportent un effectif égal ou inférieur à 24 élèves, il est naturel que le nombre des dédoublements diminue dans les mêmes proportions. Les classes dont les effectifs se situent entre 25 et 30 élèves au maximum bénéficient d'une heure par élève au-dessus de 24. Ce contingent horaire supplémentaire mis globalement à la disposition des établissements doit permettre par le biais de certains regroupements d'organiser les enseignements dans des conditions satisfaisantes.

Enfance inadaptée (commissions d'éducation spéciale).

2530. — 3 juin 1978. — M. Alain Chenard appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur l'application de la loi du 30 juin 1975 en faveur des handicapés et sur la circulaire du 22 avril 1976 relative au fonctionnement des commissions d'éducation spéciale. Ces commissions doivent en effet avoir un secrétariat permanent assuré par un instituteur spécialisé. Depuis trois ans, les postes nécessaires au fonctionnement de commissions n'ont pas été créés en nombre suffisant, ce qui nuit à l'efficacité du travail. Cette situation est particulièrement dramatique en Ile-et-Vilaine qui ne possède aucun poste de secrétaire du CCPE et plus spécialement pour le pays de Redon dont l'action s'étend sur les trois départements suivants : Ile-et-Vilaine, Loire-Atlantique et Morbihan. Il lui demande quelles mesures financières immédiates il entend prendre pour créer des postes budgétaires indispensables au bon fonctionnement de ces commissions.

Réponse. — La circulaire du 22 avril 1976 prise en application de la loi du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées prévoit pour chacune des commissions la création d'un secrétariat permanent assurant les diverses tâches administratives. La mise à la disposition de ces secrétariats de personnels à temps complet est effectuée progressivement en fonction des moyens budgétaires dont dispose le ministère de l'éducation. Le département du Morbihan, qui a déjà une dotation relativement satisfaisante, n'a pas bénéficié de nouvelles créations budgétaires. En revanche, deux postes ont été attribués à la rentrée scolaire 1978 à chacun des deux autres départements, Ile-et-Vilaine et Loire-Atlantique, moins bien pourvus.

Enseignants vacataires (assurent des remplacements).

2622. — 7 juin 1978. — M. Vincent Ansquer appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le problème du remplacement des professeurs absents dans les établissements scolaires du second degré. Il lui fait observer que le recrutement de professeurs vacataires pour assurer ces remplacements, loin d'apporter une solution satisfaisante, met en péril la qualité de l'enseignement. En effet, ces personnels « non titulaires, non permanents » sont recrutés pour une durée limitée sans aucune garantie de réemploi. Dans l'académie de Nantes, il semble que la durée maximum de service effectif pouvant être effectué par ces vacataires a été fixée à huit mois. Cette règle, si elle est strictement appliquée, risque d'entraîner dès la rentrée 1978-1979 de multiples changements de professeurs avec toutes les perturbations que cela implique dans la scolarité des élèves. Le problème se pose par exemple actuellement au lycée d'enseignement professionnel du boulevard Guitton, à La Roche-sur-Yon, où un professeur parvenu au terme de son contrat de huit mois va se trouver licencié et devra être remplacé à quelques

semaines de la fin de l'année scolaire dans des classes qui ont déjà vu défilier plusieurs professeurs successifs. Tout récemment, au lycée polyvalent du boulevard Arago, à La Roche-sur-Yon, le départ d'un de ces personnels vacataires a provoqué de sérieuses perturbations. De telles situations risquent de se multiplier. Pour les raisons qui précèdent, M. Vincent Ansqer demande à M. le ministre de bien vouloir retenir des solutions satisfaisantes en ce qui concerne le grave problème du remplacement des professeurs absents. Il souhaiterait dans l'immédiat un assouplissement des règles qui régissent la durée des contrats des personnels vacataires afin de permettre en particulier le retour du professeur remplacé (ou la fin de l'année scolaire en cours) sans changer plusieurs fois de professeurs dans la même division. A terme, il souhaiterait la création d'un corps de professeurs titulaires remplaçants en nombre suffisant permettant de faire face aux besoins dans chaque académie.

Réponse. — Le remplacement des maîtres momentanément absents est une question qui retient toute l'attention du ministre de l'éducation. Dans le premier cycle, le remplacement des enseignants indisponibles est assuré soit par des instituteurs remplaçants, stagiaires ou titulaires, soit par des maîtres auxiliaires, soit encore par des suppléants éventuels suivant la nature du poste occupé par le titulaire. Dans le deuxième cycle, les remplacements nécessaires à la suite d'absences de diverse nature sont assurés en faisant appel aux services des maîtres auxiliaires et des adjoints d'enseignement. Pour des raisons matérielles évidentes (signalement de l'absence, recherche et désignation d'un remplaçant de la discipline à enseigner) les congés de courte durée ne peuvent que très difficilement donner lieu à remplacement. Or, les seules absences de moins de huit jours représentent en moyenne 60 p. 100 du nombre total des congés de maladie. En outre, la structure par discipline et par catégorie de personnel des besoins de remplacement est éminemment variable géographiquement et dans le temps, et ne correspond jamais exactement à celles des disponibilités de remplacement au niveau local. Ces facteurs sont d'inévitables éléments de rigidité dans la mise en œuvre de nouvelles modalités de remplacement. On ne saurait oublier, par ailleurs, que les procédures de remplacement doivent préserver les conditions d'emploi statutaires des personnels concernés et leur éviter de trop lourdes contraintes professionnelles ou personnelles tout en leur ménageant de réelles perspectives de carrière. Ajoutées à la forte spécialisation des enseignants (les professeurs d'enseignement général de collège sont répartis en quatorze sections) ces contraintes rendent particulièrement difficile la création d'un corps d'enseignants ayant pour fonctions d'assurer à plein temps le remplacement de professeurs momentanément indisponibles dans le premier cycle ainsi que le suggère l'honorable parlementaire. En tout état de cause, toute mesure nouvelle tendant à améliorer le dispositif actuellement en place pour assurer le remplacement des professeurs absents ne peut être prise qu'après que soit menée à son terme l'étude approfondie de cette question.

Constructions scolaires (lycées à Yerres [Essonne]).

2657. — 8 juin 1978. — M. Roger Combrisson, par question écrite antérieure (parue au *Journal officiel* le 4 février 1978, n° 44021), avait attiré l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la saturation des lycées de Brunoy et Montgeron. Compte tenu d'un accroissement très important des effectifs, ces deux lycées devraient encore augmenter leur capacité d'accueil à la rentrée 1978, mais il est inconcevable de prévoir leur extension dans des conditions satisfaisantes au point de vue pédagogique. Déjà en 1975, la construction d'un troisième lycée, appréciée selon une étude minutieuse, avait été réclamée à Yerres, où un terrain est disponible pour son implantation. Devant l'acuité de la situation, il lui demande d'envisager la construction d'un lycée dans cette commune, dont la contribution aux effectifs globaux est en forte progression.

Réponse. — La carte scolaire de base intéressant le département de l'Essonne n'a pas prévu l'implantation d'un établissement de second cycle à Yerres, l'accueil des élèves originaires du district devant être assuré par les lycées de Brunoy (enseignement général et commercial) et Montgeron (enseignement général, commercial et industriel). A cet égard, les capacités nécessaires définies paraissent suffisantes, ces deux lycées recevant 1 168 et 1 472 élèves, pour respectivement 1 340 et 1 988 places, la construction d'un lycée d'enseignement technologique à vocation industrielle de 324 places se trouvant en outre prévue à Quincy-sous-Sénart. Toutefois, dans le cadre d'une révision générale de la carte scolaire à intervenir dans les prochains mois, l'opportunité de l'inscription d'un nouvel établissement de second cycle long au niveau du district, et plus précisément à Yerres, pourra être examinée au regard des nouvelles données démographiques et de l'évaluation actualisée des besoins de scolarisation.

Enseignement secondaire (Brignoles [Var] : lycée Raynouard).

2845. — 9 juin 1978. — M. Marcel Tassy attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur l'état matériel, humain et moral du lycée Raynouard de Brignoles, dans le département du Var, et dont voici l'inventaire :

Locaux : 1° la totalité de l'enseignement technique et la plus grande partie de l'enseignement long se donnent dans des préfabriqués réformés depuis vingt ans, délabrés, inadaptes pédagogiquement, dangereux pour la sécurité des élèves, insalubres (pas d'isolation phonique et thermique, éclairage défectueux, etc.) ; 2° les travaux de sécurité entrepris ces dernières années n'ont pas été achevés faute de crédits déconcentrés : planchers et plafonds attendent qu'on les répare ; 3° absence de salles spécialisées pour certains enseignements : bureau de courrier, salles de langues, etc. ; 4° les façades n'ont jamais été repeintes depuis des siècles ; 5° l'appartement du concierge est un taudis ; 6° pas de local pour le foyer des élèves.

Equipements : 1° les cuisines sont dans un triste état sanitaire ; 2° pas de W.-C. pour les élèves ni pour les professeurs ; 3° pas de terrain de sport : les séances d'éducation physique ont lieu dans la cour du lycée. Les élèves des préfabriqués assistent ainsi à trois cours à la fois : le leur, celui des voisins de salle (pas d'isolation phonique) et le cours d'éducation physique et sportive ; 4° absence de matériel didactique et audiovisuel : pas de projecteurs, de magnétoscope, de magnétophones, etc. ; 5° tous mobiliers scolaires dans un état très délabré ; 6° pas de moyens de reprographie : les vieilles machines existantes tombent en panne constamment ou ne peuvent être utilisées faute de papier.

Postes : 1° suppression de trois postes de surveillant d'externat ; 2° suppression d'un poste de français, d'un poste d'anglais, d'heures d'enseignement de sciences naturelles, d'italien, d'espagnol. Alors que les effectifs ne diminuent pas ! 3° pas de section G (enseignement professionnel) pour nos élèves d'économie ; 4° pas assez d'agents de service : les salles de classe ne sont balayées qu'une fois par semaine : le lycée est sale en permanence ; 5° 44 professeurs et pas une seule secrétaire pour les tirages et les divers travaux pédagogiques.

Crédits : 1° diminution pour 1978-1979 de plus de 21 000 francs de la subvention de l'Etat. Alors que les effectifs restent les mêmes et que les prix augmentent ; 2° pas de crédits pour les sorties d'élèves et le renouveau pédagogique.

Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour pallier une situation aussi dramatique, contraire à l'intérêt des élèves et des familles concernées, contraire à l'intérêt des personnels de l'éducation, contraire à l'intérêt de cette région varoise, contraire à l'intérêt du pays.

Réponse. — Dans le cadre de la déconcentration, les subventions de fonctionnement allouées aux établissements publics d'enseignement de second degré sont arrêtées par le recteur, dans le cadre de la dotation globale mise à sa disposition par l'administration centrale, celle-ci étant elle-même fonction du volume des crédits budgétaires votés par le Parlement. Une fois cette attribution rectore effectuée, il appartient au conseil de chaque établissement de voter la répartition des ressources entre les différents postes de dépenses et de prévoir notamment l'inscription des moyens nécessaires au fonctionnement normal des cours, en tenant compte des besoins et des priorités à retenir. Lorsque la dotation initiale mise à la disposition de l'établissement est considérée par celui-ci comme insuffisante, il appartient à l'administration collégiale d'adresser une demande de décision modificative du budget au recteur, qui juge de son bien-fondé et éventuellement accorde un crédit supplémentaire sur les disponibilités qui peuvent lui rester. Ceci étant, je précise que des moyens complémentaires seront mis à la disposition des recteurs pour améliorer le fonctionnement des lycées et des lycées d'enseignement professionnel au début du dernier trimestre de l'année civile, une fois qu'auront été évalués les besoins résultant de la création d'établissements et de l'évolution des effectifs à la rentrée. En ce qui concerne le complément et le renouvellement en matériel, c'est également au recteur, dans le cadre aussi des mesures de déconcentration administrative, qu'il appartient d'étudier les demandes présentées par le lycée Raynouard de Brignoles et, éventuellement, de les satisfaire sur l'enveloppe globale dont il est doté annuellement à cet effet, compte tenu de l'ensemble des besoins recensés et des ordres de priorité retenus. C'est ainsi que de 1976 à 1978 inclus, les attributions consenties par le recteur à cet établissement pour ce type de dépenses s'élèvent à environ 76 000 francs. S'agissant des emplois il convient de rappeler que le nombre total de ceux destinés aux lycées est fixé de façon limitative par le Parlement, à l'occasion du vote de la loi de finances. Ces emplois sont ensuite attribués aux académies et c'est aux recteurs qu'il appartient de les répartir de la façon la plus équitable entre les établissements, après avoir examiné pour chaque rentrée scolaire la situation de chacun d'eux. La nécessité peut apparaître, à cette occasion, de procéder à des remaniements de structure et d'en tirer les consé-

quences au plan des emplois : il serait en effet anormal et contraire à une saine gestion des deniers publics de maintenir des moyens excédentaires dans un établissement alors que des besoins existent ailleurs. Tel a été le cas au lycée Raynouard de Brignoles où le recteur de l'académie de Nice a supprimé au titre de la rentrée 1978 un poste d'adjoint d'enseignement en espagnol, compte tenu de la réduction des heures d'enseignement réglementaires à assurer dans cette discipline pendant l'année scolaire 1978-1979. Les transformations intervenues récemment dans les méthodes d'éducation et dans les conditions de vie des établissements ont fait, d'autre part, notablement évoluer la notion même de surveillance. Il importe, en effet, que les élèves apprennent à se conduire dans l'établissement scolaire comme ils le font chez eux ou entre camarades. Pour tenir compte de cette évolution, de nouvelles directives ont été données aux recteurs le 21 mai 1971 afin d'organiser une répartition plus équitable des emplois de surveillance. En application de ces directives, trois postes et demi de surveillance ont été supprimés au lycée de Brignoles pour être affectés à d'autres établissements moins bien équipés. Il reste que, compte tenu de cette suppression, et au regard

effectifs d'élèves du rapport national nombre de surveillants cet établissement est nor-

malement doté ; il ne peut donc être envisagé de revenir sur cette mesure de suppression. S'agissant des emplois de personnel non enseignant, il appartient également aux recteurs de répartir entre les établissements de leur ressort les postes ouverts chaque année par la loi de finances ainsi que ceux pouvant provenir, le cas échéant, de lycées ou collèges où les charges se sont amoindries. L'examen de la situation du lycée Raynouard a ainsi conduit les autorités académiques à attribuer à cet établissement le nombre d'emplois de la sorte nécessaire à son bon fonctionnement. Il convient de noter à cet égard que vingt postes de personnel administratif, ouvrier et de service lui ont été attribués, alors que des établissements de même importance ne disposent que de dix-neuf emplois de cette nature. En ce qui concerne l'absence de section G au lycée de Brignoles, il convient de signaler que le recteur de l'académie d'Aix-Marseille n'estime pas opportun d'élargir aux baccalauréats de technicien l'éventail des préparations assurées actuellement dans cet établissement. Les élèves orientés, à l'issue de la seconde AB, vers les filières G seront accueillis, comme par le passé, au lycée Jean-Moulin de Draguignan, qui dispose des places nécessaires, notamment à l'internat. Il est enfin rappelé à l'honorable parlementaire que l'aménagement, la rénovation et la construction des établissements scolaires du second degré relèvent, en application des mesures de déconcentration administrative, des préfets de région. Il appartient donc au préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur de déterminer, après avis des instances régionales, la liste des opérations à financer en priorité dans chacune des académies d'Aix-Marseille et de Nice.

Enseignants (élèves des IPES).

2869. — 9 juin 1978. — M. Claude Evlin appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les conséquences de la suppression des IPES et plus particulièrement sur la situation d'une jeune normalienne que l'on oblige aujourd'hui, du fait de cette suppression soit à retourner à l'école normale, ce qui lui ôte toute possibilité de suivre des études supérieures, soit de démissionner de l'école normale en lui demandant alors de rembourser le salaire perçu pendant deux ans. Il lui demande ce qu'il compte faire afin de résoudre ce problème qui handicape particulièrement les jeunes les plus démunis financièrement.

Réponse. — Aux termes des instructions en vigueur, des autorisations de continuation d'études peuvent être accordées aux élèves maîtres en vue de la préparation de certains professorats. Ces autorisations sont limitées à une seule année scolaire. Par mesure de bienveillance, la normalienne qui fait l'objet de la question posée par l'honorable parlementaire, a bénéficié d'une prolongation d'un an de l'autorisation qui lui avait été accordée initialement. L'obligation qui lui est faite d'entreprendre sa formation d'insitutrice dès la rentrée scolaire prochaine sous peine de perdre sa qualité de normalienne, découle donc uniquement de l'application des instructions en vigueur en matière d'autorisations de continuation d'études et n'a aucun rapport avec la suppression des IPES.

Enseignants (académie de Nantes : non-titulaires, non-permanents).

2805. — 10 juin 1978. — M. Vincent Anquer appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation qui est faite dans l'académie de Nantes à certains enseignants du second degré, lycées ou collèges, désignés sous la dénomination « non-titulaires, non-permanents ». Dans de nombreux établissements, il existe un nombre très élevé d'auxiliaires qui exercent leur métier d'ensei-

gnants dans des conditions difficiles car ils ne peuvent obtenir une titularisation rapide. Récemment, certaines garanties leur ont été accordées mais depuis la dernière rentrée scolaire, le rectorat a recruté une nouvelle catégorie de personnels auxiliaires comme « non-titulaires, non-permanents » dont la situation est encore plus précaire que celle des auxiliaires traditionnels. Jusqu'à présent, les auxiliaires étaient recrutés pour une année maximum afin d'occuper des postes budgétaires vacants non pourvus par des titulaires ou bien encore pour assurer un service d'enseignement pour une année scolaire correspondant au regroupement d'heures supplémentaires dans une discipline ; soit pour effectuer de façon continue ou non des suppléances successives de titulaires empêchés d'exercer momentanément sans qu'il y ait une augmentation de durée autre que celle d'une année scolaire. A la fin de l'année scolaire et qu'ils aient ou non exercé dans sa totalité, ils étaient à nouveau recrutés pour une année dans les mêmes conditions, sauf en cas d'insuffisance professionnelle évidemment. C'est à la dernière rentrée scolaire que le rectorat de Nantes a pris l'initiative alors que certains auxiliaires engagés pendant l'année scolaire précédente se voyaient refuser le renouvellement de leur engagement, de recruter une nouvelle catégorie de personnel pour assurer des suppléances en leur imposant un service n'excédant pas au total quatre-vingt-dix jours et en ne leur donnant aucune assurance quant à l'obtention d'un nouveau contrat pour l'année en cours et à plus forte raison, pour un poste d'auxiliaire à la prochaine rentrée. Les intéressés n'assurent donc des remplacements que pendant quatre-vingt-dix jours maximum sans perspective de stabilisation de leur situation ni de titularisation. S'agissant de ces personnes, M. Vincent Anquer demande à M. le ministre de l'éducation : 1° s'il compte effectivement limiter à quatre-vingt-dix jours la durée des services des auxiliaires assurant des suppléances dans les lycées et collèges de l'académie de Nantes et s'il n'estime pas dans ce cas, que cette limitation éventuelle serait nécessaire à la bonne marche du service public d'enseignement ; 2° si les auxiliaires n'ayant assuré que des suppléances au cours de l'année scolaire 1977-1978 ne doivent pas tous avoir la possibilité de postuler lors de la rentrée prochaine l'attribution d'un poste à l'année ou à défaut se voir confier de nouvelles suppléances sans restriction réglementaire a priori ; 3° quels moyens supplémentaires seront pris dans l'académie de Nantes et de façon plus générale en France pour que l'administration puisse faire assurer toutes les suppléances nécessaires au fonctionnement du service public d'enseignement dans les lycées que dans les collèges.

Réponse. — C'est en application d'instructions données par le ministre de l'éducation que certains recteurs ont été amenés, à titre exceptionnel, dans des disciplines ou spécialités où il n'existait pas de maîtres auxiliaires disponibles, à procéder à des recrutements d'agents non titulaires pour une durée limitée, par période éventuellement renouvelable. Ces personnels ont la possibilité de faire acte de candidature à une délégation en qualité de maître auxiliaire dans la mesure où ils remplissent les conditions nécessaires. Outre le recours aux maîtres-auxiliaires, les remplacements des professeurs absents sont assurés en faisant appel aux services du personnel titulaire à qui est demandé d'effectuer, le cas échéant, des heures supplémentaires, et aux services des adjoints d'enseignement. La diversité des moyens mis en œuvre par le ministre correspond à la complexité du problème évoqué par l'honorable parlementaire. Toute mesure nouvelle tendant à améliorer le dispositif actuellement en place pour assurer le remplacement des professeurs absents ne peut être prise qu'après que soit menée à son terme une étude approfondie sur cette question. Il est à signaler que la circulaire n° 78-1033 du 15 juin 1978 prévoit le réemploi de maîtres auxiliaires à la rentrée 1978 et les modalités d'utilisation de ces personnels. Au titre des collèges, 4 480 maîtres auxiliaires seront réemployés à la rentrée scolaire 1978 pour permettre un renforcement des moyens d'enseignement au niveau des classes de sixième et de cinquième en application de la réforme du système éducatif et pour accroître les possibilités de remplacement des professeurs absents. Ainsi, en septembre 1978, l'académie de Nantes pourra réemployer parmi les maîtres auxiliaires dont elle dispose, 150 personnes qui seront utilisées selon les modalités ci-dessus mentionnées.

Education (inspecteurs de l'information et de l'orientation).

2978. — 14 juin 1978. — M. Martin Malvy appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation particulière dont sont victimes les inspecteurs de l'information et de l'orientation (IIO). Les tâches de ces personnels semblent, en effet, mal définies. Recrutés après une épreuve pratique qui consiste en la lecture et commentaire d'un rapport établi à la suite de l'inspection d'un C. I. O., il est paradoxal que dans une réponse à une question écrite récente il soit dit qu'« il n'entre nullement dans la mission des IIO d'inspecter les personnels ». Or, inspecter un service implique de façon explicite l'inspection des personnels qui y exercent

et conduisent les actions d'information et d'orientation. Il lui demande, en conséquence, si l'appellation de ces personnels et le contenu de l'épreuve pratique du concours de recrutement ne devraient pas être modifiés afin que les ambiguïtés actuelles disparaissent et que ces personnels puissent véritablement concourir à l'animation, à la coordination et au contrôle, et non à l'inspection des actions d'observation, d'information et d'orientation, conformément au contenu du décret du 21 avril 1972.

Réponse. — Les tâches des inspecteurs de l'information et de l'orientation ne sont pas, comme le craint l'honorable parlementaire, mal définies. Elles sont, tout au contraire, définies par l'article 2 du décret n° 72-310 du 21 avril 1972 portant statut du personnel d'information et d'orientation, ainsi libellé : « Les IIO concourent à l'animation, à la coordination et au contrôle des actions d'observation, d'information et d'orientation du ministère de l'éducation nationale. Ils exercent leurs fonctions dans les services du ministère de l'éducation nationale et les établissements publics qui en relèvent, et notamment l'ONISEP ». Elles sont précisées par les circulaires n° 73-310 du 27 juillet 1973 concernant le rôle de l'inspecteur de l'information et de l'orientation dans le cadre des nouvelles procédures d'orientation, et n° 74-198 du 24 mai 1974 concernant les fonctions de l'inspecteur de l'information et de l'orientation. Par ailleurs les IIO ne sont pas recrutés « après une épreuve pratique qui consiste en la lecture et commentaire d'un rapport établi à la suite de l'inspection d'un CIO », comme il est écrit, mais après avoir subi les épreuves d'un concours de recrutement comportant des épreuves d'admissibilité : 1° une composition portant sur un sujet d'actualité (durée : quatre heures ; coefficient 2) ; 2° une composition portant sur un sujet d'ordre général mettant en œuvre les connaissances des candidats, notamment sur les problèmes d'évolution économique et sociale du pays, sur la formation professionnelle et l'emploi et sur l'organisation administrative de la France (durée : quatre heures ; coefficient 2) ; 3° une épreuve de résumé de texte suivi d'un commentaire portant sur les problèmes de l'éducation (durée : quatre heures ; coefficient 3), et des épreuves d'admission (épreuves pratiques et orales) consistant en : 1° une interrogation portant sur l'organisation et le fonctionnement de l'enseignement public et privé, de l'observation, de l'information et de l'orientation (durée : trente minutes ; coefficient 3) ; 2° un exposé suivi d'un entretien sur un sujet portant sur les actions d'observation, d'information et d'orientation (préparation : trente minutes ; durée totale de l'épreuve : trente minutes ; coefficient 3) ; 3° lecture et commentaire devant le jury d'un rapport établi par le candidat à la suite de l'inspection d'un centre d'information et d'orientation ou de l'analyse des activités d'information et d'orientation dans un des organismes relevant de l'éducation nationale (coefficient 6) (cf. arrêté du 25 juin 1973). Comme il a été répondu à une précédente question écrite, il n'entre nullement dans la mission des IIO d'inspecter les personnels — dans le sens où il entre dans la mission des inspecteurs généraux de l'instruction publique ou des inspecteurs pédagogiques régionaux d'inspecter les personnels enseignants en vue de les noter, ce type d'inspection étant spécifique aux personnels enseignants. Une seule exception à cette règle concerne l'inspection des conseillers d'orientation stagiaires en vue de leur titularisation, pour laquelle certains IIO sont désignés expressément par arrêté du ministre (cf. article 25 du décret n° 72-310 du 21 avril 1972, arrêté du 13 février 1974, circulaire n° 74-198 du 24 mai 1974 sus-citée et circulaire n° 74-185 du 17 mai 1974). Par contre les IIO concourent au contrôle des actions d'observation, d'information et d'orientation du ministère de l'éducation. Il est dans la mission des corps d'inspection de contrôler et, dans le cas présent, ce contrôle s'effectue en particulier par l'inspection des centres d'information et d'orientation. L'appellation de ces personnels ne peut être modifiée, comme le souhaite l'honorable parlementaire, sans modifier la définition même de leur mission et sans remettre en cause un décret pris, le Conseil d'Etat ayant été entendu.

Examens et concours (accès aux fonctions des PEGC dans l'académie d'Orléans-Tours).

2983. — 14 juin 1978. — M. Guy Bêche attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les conditions dans lesquelles se sont déroulées, en 1978, les épreuves pratiques d'accès aux fonctions des PEGC section 13, dans l'académie d'Orléans-Tours. Les professeurs stagiaires, issus du corps des instituteurs spécialisés, ont subi les épreuves pratiques avant de recevoir une formation complémentaire au cours de la période de stage probatoire (ce qui est contraire aux dispositions de l'article 7 du décret n° 75-1007 du 31 octobre 1975, qui stipule : « les professeurs stagiaires doivent avoir subi les épreuves pratiques sanctionnant une formation complémentaire acquise au cours de cette période de stage probatoire ». D'autre part, les inspecteurs de l'enseignement technique ont procédé à l'inspection des futurs PEGC, sec-

tion 13, alors que l'article 3 du décret n° 72-585 du 4 juillet 1972, portant statut particulier des inspecteurs de l'enseignement technique, stipule que les inspecteurs de l'enseignement technique inspectent les professeurs des collèges techniques. Or les PEGC sont normalement inspectés par les inspecteurs départementaux de l'éducation (art. 3 du décret n° 72-587 du 4 juillet 1972). Enfin l'article 4 de l'arrêté du 6 novembre 1975 stipule qu'il doit y avoir comme membre du jury un PEGC. Or une note interne à l'administration de l'éducation, non parue au *Bulletin officiel* de l'éducation, stipule : « Paris, le 12 avril 1978, D. C. 11, signée Monique Lescure, à l'intention des services des examens du rectorat d'Orléans-Tours, que le jury doit comprendre, obligatoirement, un professeur d'enseignement technique, ce professeur remplaçant le PEGC ». Cette mesure semble être en contradiction formelle avec les dispositions réglementaires de l'article 4 de l'arrêté du 6 novembre 1975 relatif à la composition du jury, qui doit comporter quatre membres, dont un PEGC et un professeur de CET. Cette mesure aurait d'ailleurs été appliquée dans l'académie de Toulouse. Compte tenu de ces données et par mesure d'équité concernant l'égalité des chances des candidats, il lui demande s'il ne lui paraît pas utile de faire annuler les épreuves pratiques du CAP, section 13, dans l'académie d'Orléans-Tours, et de faire présider les jurys académiques par des inspecteurs de l'éducation (IDEN) à la rentrée d'octobre 1978.

Réponse. — Les questions posées portent sur les conditions dans lesquelles a été organisé le contrôle de compétence des personnels nommés PEGC stagiaires section 13, au titre des décrets n° 75-1006 et 75-1007 du 31 octobre 1975, dans l'académie d'Orléans-Tours, à savoir les dates des épreuves, le pourcentage d'échecs observés dans cette section et la composition des jurys. S'agissant des dates retenues pour les épreuves pratiques de titularisation, celles-ci se sont déroulées du mois de mars au mois de mai sans qu'il puisse être matériellement possible de prendre en compte les périodes pendant lesquelles ces PEGC stagiaires section 13 pouvaient participer aux stages d'éducation manuelle et technique. Il est vrai que ces stages, organisés dans le cadre de la mise en place de l'éducation manuelle et technique dans les collèges, tiennent lieu de formation complémentaire pour les maîtres nommés dans les corps des PEGC section 13, les maîtres ayant opté pour l'une des douze autres sections de CAPEGC bénéficiant pour leur part d'une formation par correspondance et d'une information pratique qui leur est donnée au cours de quatre journées de regroupement organisées au niveau académique. Il n'en reste pas moins que ces formations se déroulent tout au long de l'année scolaire et qu'elles ne peuvent être dispensées en totalité à l'ensemble des candidats dont le grand nombre impose que les épreuves qu'ils ont à subir soient échelonnées sur plusieurs mois. Conformément aux arrêtés du 6 novembre 1975 pris pour l'application des décrets n° 75-1006 et 75-1007 du 31 octobre 1975, les jurys chargés d'apprécier ces épreuves comprennent trois membres dont le recteur ou son représentant, président, un directeur d'études du centre de formation de PEGC ou un professeur d'école normale et d'un PEGC « le jury devant comprendre obligatoirement un professeur de collège d'enseignement technique chargé des enseignements pratiques lorsque le candidat a subi les épreuves au titre de la section 13 du CAPEGC », celui-ci se substituant dans ces conditions au PEGC. Cette dernière disposition trouve sa justification dans le fait que lors des premières épreuves de titularisation organisées en 1976, il n'existait aucun PEGC de section 13, celle-ci ayant été créée par l'arrêté du 17 décembre 1975. Elle sera changée pour la session prochaine, les PEGC section 13 étant maintenant en nombre suffisant. S'agissant de la présidence des jurys, il appartient au recteur de choisir son représentant en tenant compte des possibilités et des usages en vigueur dans l'académie, les jurys fort nombreux ne pouvant tous être présidés par des IDEN. La désignation d'un inspecteur principal de l'enseignement technique est donc conforme à la réglementation concernant l'organisation des épreuves prévues par les décrets d'octobre 1975 et ne peut être confondue avec un nouveau système d'inspection des PEGC, les modalités de cette inspection restant, par ailleurs, inchangées. Pour toutes les raisons décrites ci-dessus, il ne paraît pas justifié d'annuler les épreuves pratiques, organisées dans l'académie d'Orléans-Tours, les échecs constatés dans cette académie ne peuvent être imputés aux conditions de leur déroulement conforme à la réglementation.

Enseignants (liberté d'expression d'un professeur de l'école normale de Draguignan [Var]).

2991. — 14 juin 1978. — M. Alain Hautecœur attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le problème du droit d'opinion. Le 23 février 1978, pendant la campagne électorale, un professeur de l'Etat à l'école normale de Draguignan distribuait à proximité de cet établissement des tracts du parti communiste dont il est militant. Le 22 mars 1978 (au lendemain du résultat des élections), il était informé par l'administration qu'il y avait eu de sa part un

manquement à l'obligation de réserves et que, de ce fait, sa place n'était plus auprès des normaliens et que la délégation rectoriale dont il bénéficiait à ce poste ne lui serait pas renouvelée. De plus, il était informé que son dossier était transmis au ministère de l'éducation afin de statuer sur l'éventualité d'une sanction disciplinaire. Il lui demande : 1° depuis quand et en vertu de quels textes il est interdit à un enseignant en dehors de l'exercice de ses fonctions et à l'extérieur de son établissement scolaire d'exercer le droit d'expression qui lui est reconnu par la Constitution ; 2° si des poursuites disciplinaires sont actuellement en cours contre lui ; 3° comment il entend concilier le respect des libertés syndicales et politiques avec de telles attitudes de son administration et s'il entend mettre fin à cette situation en revenant sur toutes les mesures qui ont été prises contre cet enseignant, faute de quoi, celles-ci ne pourraient être considérées que comme une sanction d'un délit d'opinion.

Réponse. — Le cas évoqué par l'honorable parlementaire concernant un agent public qui peut être identifié sans difficulté, il n'est pas possible de répondre à cette question dans le cadre de la présente procédure.

Education (Pas-de-Calais : rentrée scolaire).

3009. — 14 juin 1978. — **M. Jean Bardol** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les graves problèmes qui se posent dès maintenant dans le département du Pas-de-Calais pour la rentrée scolaire de septembre 1978. En effet, le comité technique paritaire départemental réuni le 6 février 1978 a prévu, en application des textes officiels (grille Guichard et circulaire ministérielle de rentrée 1978) la possibilité d'ouvrir 177 classes nouvelles (97 élémentaires, 17 classes maternelles d'école élémentaire, 63 classes d'école maternelle) compte tenu des transferts opérés après fermeture. Or le ministère n'accorde que 15 classes nouvelles pour la rentrée. Rien n'est prévu pour ouvrir les autres classes. Rien n'est prévu pour améliorer le remplacement des maîtres en congé et les décharges de service des directeurs, alors que ces dispositions sont prévues par la circulaire ministérielle de rentrée. Seulement 5 postes sont prévus pour les groupes d'aide psycho-pédagogique. Compte tenu des départs en retraite, des réintégrations, du retour en enseignement élémentaire d'instituteurs exerçant actuellement au collège, il manque environ 215 postes pour donner à la rentrée un poste budgétaire à chacun des 219 normaliens(nes) qui sortent des écoles normales d'Arras en juillet 1978 et aux 37 remplaçants qui sont stagiaires, ces derniers ne percevront à partir de la rentrée qu'environ 650 francs par mois faute de moyens budgétaires. Ainsi à la rentrée, des enfants se verront refuser l'entrée dans les écoles maternelles, alors que des locaux existent et que des instituteurs seront sans emploi. Dans ces conditions, il lui demande de bien vouloir prendre des mesures afin que les moyens budgétaires nécessaires au bon fonctionnement de l'enseignement soient mis à la disposition du département du Pas-de-Calais afin que la rentrée scolaire puisse s'effectuer dans des conditions normales, à savoir : augmenter le nombre des titulaires mobiles afin d'améliorer les possibilités de remplacement des maîtres en congé maladie ; améliorer le système des décharges de service des directeurs ; appliquer l'allègement des effectifs au CE 1 prévu par la circulaire ministérielle de rentrée ; donner un poste budgétaire à tous les normaliens(nes) et remplaçants(es) qui rempliraient les conditions de stagiarisation ; rémunérer tous les remplaçants(es) du département ; ouvrir toutes les classes prévues par le comité technique paritaire départemental ; développer la prévention et la correction des handicaps ; créer dans les CES des postes nécessaires au rétablissement des dédoublements et à la mise en place d'un véritable soutien.

Réponse. — La situation du département du Pas-de-Calais doit être examinée dans un contexte démographique. En effet, les créations d'emplois qui sont ouvertes au budget sont calculées à partir de la variation prévue des effectifs scolaires globaux. Il est donc nécessaire d'appliquer ce principe aux départements afin de déterminer leur dotation d'emplois. Le département du Pas-de-Calais connaîtra à la rentrée de 1978 et aux rentrées suivantes une diminution importante de la population scolaire susceptible d'être accueillie dans les classes maternelles. Ceci a amené les autorités académiques à prévoir une diminution de 919 élèves à ce niveau. Au niveau élémentaire une augmentation de 238 élèves est attendue. Ces effectifs ne sauraient justifier une demande de 177 classes nouvelles, chiffre qui représente à lui seul près de la moitié des possibilités budgétaires initiales. Le ministre de l'éducation est très attentif de l'évolution démographique de ce département et aux taux d'encadrement qui en découlent. C'est ainsi que trente postes supplémentaires ont été mis récemment à la disposition de l'inspecteur d'académie. La diminution des effectifs et l'attribution de postes doivent concourir à l'allègement progressif des effectifs et améliorer les conditions générales d'accueil des élèves. La situation des per-

sonnels enseignants du premier degré est suivie avec attention d'une manière permanente afin d'apporter des solutions aux différents problèmes posés dès que les possibilités budgétaires le permettront. C'est ainsi qu'au 1^{er} juillet 1978, dix-huit traitements de remplaçant ont été transformés en postes budgétaires pour permettre la stagiarisation d'instituteurs remplaçants. Dans le premier cycle du second degré des emplois supplémentaires viennent d'être attribués (quarante-cinq professeurs certifiés, vingt-trois PEGC) à l'académie de Lille pour permettre le développement des actions de soutien aux élèves en difficulté en classe de sixième et cinquième à la rentrée scolaire 1978. Quant aux dédoublements, les classes pour lesquelles ils s'imposent avant la mise en place de la réforme avaient pour la plupart un effectif compris entre trente et trente-cinq élèves. Dès lors que ces classes surchargées disparaissent et qu'augmentent dans le même temps celles qui comportent un effectif égal ou inférieur à vingt-quatre élèves, il est naturel que le nombre des dédoublements diminue dans les mêmes proportions. Les classes dont les effectifs se situent entre vingt-cinq et trente élèves au maximum bénéficient d'une heure par élève au-dessus de vingt-quatre. Ce contingent horaire supplémentaire mis globalement à la disposition des établissements doit permettre par le biais de certains regroupements d'organiser les enseignements dans des conditions satisfaisantes.

Finances locales (Saint-Hilaire (Allier)).

3177. — 16 juin 1978. — **M. André Lajoinie** expose à **M. le ministre de l'éducation** que, sur l'annonce faite à la commune de Saint-Hilaire (Allier), par un arrêté du préfet de l'Allier, d'une subvention de 153 000 francs au titre des crédits d'aménagement du Massif central, venant en plus des crédits départementaux, cette municipalité a établi son budget et entrepris les travaux de construction d'une école maternelle. Or, aujourd'hui, les autorités préfectorales reviennent sur leurs décisions et prétendent diminuer les crédits attribués au titre du plan Massif central du montant de ceux octroyés par le département. Il lui demande s'il ne considère pas cette politique inadmissible et contraire aux instructions du Président de la République suivant lesquelles les crédits du plan Massif central viendraient en supplément aux crédits ordinaires et quelles mesures il compte prendre pour y mettre fin.

Réponse. — Conformément aux principes généraux définis par le Président de la République, les crédits du programme spécial d'aménagement du Massif central doivent venir en supplément des crédits ordinaires. Cette politique a pour objectif d'accroître le nombre d'opérations pouvant bénéficier d'une aide financière publique et non pas de majorer le taux de subvention des opérations dont le financement est envisagé sur les crédits ordinaires. C'est pourquoi, dès lors que la construction de l'école maternelle de Saint-Hilaire a pu obtenir une subvention de l'Etat au titre du Massif central, il n'est pas anormal que le préfet de l'Allier réserve les crédits départementaux à des opérations qui n'ont pas pu bénéficier de la même mesure.

Constructions scolaires (collège à Quincy-sous-Sénart (Essonne)).

3192. — 16 juin 1978. — Par questions écrites antérieures des 12 février 1973, 15 décembre 1973, n° 6917, 1^{er} février 1975, n° 16553, et 16 juillet 1977, n° 39686, **M. Roger Combrisson** avait attiré l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la nécessité de construire un collège à Quincy-sous-Sénart. A ce jour, la construction n'est pas encore réalisée. Du fait de la forte expansion démographique et du sous-équipement en locaux scolaires, le collège de Boussey-Saint-Antoine va devoir accueillir environ 1 000 élèves pour l'année 1978-1979, au risque de dépasser les normes de sécurité. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour que cette installation scolaire soit réalisée de toute urgence.

Réponse. — Il est rappelé à l'honorable parlementaire que la construction d'un collège 600 à Quincy-sous-Sénart (Essonne) figure bien à la carte scolaire et sur la liste prioritaire régionale, sans que la date de la réalisation de cet établissement puisse être précisée. Le financement des constructions scolaires du second degré étant déconcentré et confié aux préfets de région, il lui appartient de saisir le préfet de la région Ile-de-France de l'intérêt qu'il porte à la réalisation de cet établissement.

Enseignement secondaire (budget des collèges de l'Essonne).

3229. — 16 juin 1978. — **M. Robert Vizef** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les conditions d'élaboration des budgets des collèges d'enseignement secondaire dans le département de l'Essonne. En effet, suite à la réunion des conseils d'éta-

blissement, il est apparu que les normes fixées par l'administration ne permettent pas un fonctionnement normal de ces établissements et que par exemple, les crédits d'enseignement étaient réduits à la portion congrue. Dans ces conditions, les représentants des parents d'élèves, des élus locaux élèvent des protestations les plus vives sur l'absence totale de pouvoir de décision. C'est pourquoi, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour donner les moyens financiers aux collèges secondaires afin qu'ils fonctionnent dans les meilleures conditions ainsi que pour permettre au conseil d'établissement de jouer un rôle véritable de contrôle et de propositions permettant la bonne marche des établissements.

Réponse. — En application des mesures de déconcentration concernant la tutelle financière des établissements, les subventions de fonctionnement allouées aux établissements publics d'enseignement du second degré sont arrêtées par le recteur, dans le cadre de la dotation globale mise à sa disposition par l'administration centrale, celle-ci étant elle-même fonction du volume des crédits budgétaires votés par le Parlement. Le conseil d'établissement, compte tenu de la subvention de fonctionnement allouée par le rectorat et après inscription des crédits destinés aux dépenses obligatoires définies à l'article 37 du décret n° 76-1395 du 28 décembre 1976, fixe le montant des crédits d'enseignement. A cet égard, aucune norme n'a été édictée par l'administration centrale, sauf pour les sections d'éducation spécialisée qui posent des problèmes particuliers en raison du fonctionnement des ateliers.

Enseignants (remplaçants à Nanterre (Hauts-de-Seine)).

3350. — 21 juin 1978. — Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le non-remplacement des maîtres ou professeurs absents dans les écoles maternelles, élémentaires et collèges. Il lui paraît inadmissible, alors que l'instruction est obligatoire jusqu'à seize ans, que dans un grand nombre d'établissements scolaires, des dizaines d'enfants se retrouvent huit, dix, quinze jours ou même un mois sans maître ou professeur. Dans la dernière période, les écoles élémentaires Henri-Wallon A, Paul-Langevin et Jacques-Decour A de Nanterre, ont eu trois et quatre congés de maladie de huit et quinze jours en même temps non remplacés. A l'école Jules-Ferry, quatre enseignants sont absents depuis le 5 juin et cent dix enfants sont en permanence en récréation. L'avenir des enfants de Nanterre, dont la grande majorité est déjà particulièrement défavorisée, se trouve gravement compromis du fait de cette situation. D'autre part, les conditions dans lesquelles les enseignants exercent leur fonction étant rendues de plus en plus pénibles, les absences s'en trouvent fortement augmentées sans que l'on puisse pour autant rendre responsables ces derniers. Elle estime que les moyens pour une scolarité normale des enfants ne sont pas mis en œuvre et qu'il n'est tenu aucun compte des problèmes spécifiques posés à certaines communes comme Nanterre. Ces problèmes découlent d'ailleurs de décisions gouvernementales telles : le maintien de cités de transit, nombreuses ; la prolifération des « garnis » ; l'opération de La Déléance amenant une population nouvelle de manière très échelonnée. Il en résulte un bouleversement et des transferts incessants d'enfants, des complications supplémentaires dans une situation très difficile. En conséquence, elle lui demande ce qu'il compte faire pour que soit mis à la disposition des Inspecteurs départementaux de Nanterre dès la rentrée de septembre 1978, un corps de remplaçants équivalent à 8 p. 100 du nombre de classes (il n'est que de 4 p. 100 actuellement), plus un instituteur remplaçant en permanence dans les écoles rencontrant les problèmes les plus complexes. Elle demande de même une large augmentation des effectifs du corps de remplaçants des professeurs de collèges.

Réponse. — Le problème du remplacement des maîtres momentanément absents est une question délicate qui retient toute l'attention du ministre de l'éducation. Les difficultés rencontrées tiennent à plusieurs raisons, notamment à l'insuffisante mobilité des personnels de remplacement (et ce, malgré un régime indemnitaire qui prend en charge leurs déplacements) et un refus de certains d'entre eux d'assurer une suppléance tant soit peu éloignée de leur domicile. Cela tient également au fait que, malheureusement, dans certains cas, les maîtres malades informent tardivement les services administratifs de la durée de leur congé de maladie. En réalité le problème soulevé par l'honorable parlementaire apparaît d'autant plus difficile à résoudre durablement qu'il est par essence lié à des comportements individuels. Il convient de noter aussi que, de tout temps, des maîtres ont été momentanément absents et qu'à une époque relativement récente, alors qu'il n'existait pas de corps de remplaçants et que les effectifs d'élèves par classe étaient plus élevés qu'aujourd'hui, les élèves étaient répartis, pour les congés de courte durée, dans les autres classes. L'augmentation du pourcentage des effectifs de remplacement pour les congés de maladie situés actuellement à 5 p. 100 et non 4 p. 100 dont le coût serait très élevé pour la collectivité dans les circonstances économiques actuelles ne

résoudrait pas totalement les difficultés qui sont rencontrées à certaines périodes de l'année. De plus, il ne peut être envisagé de recourir massivement à des recrutements de personnels sans qualification professionnelle et souvent peu motivés pour la fonction enseignante. En ce qui concerne les départements de la région parisienne, l'effectif total de personnels de remplacement pour les congés de maladie s'élève à 2 286 emplois, soit l'équivalent de 686 000 journées de suppléance. Pour les stages ce sont 1 126 emplois qui sont mis à la disposition des Inspecteurs d'académie. Le département des Hauts-de-Seine dispose de 456 emplois pour le remplacement des maîtres en congé ou en stage, ce qui permet de rémunérer annuellement plus de 136 000 journées de suppléance pour un nombre de classes qui s'élève à 5 196. A la demande d'augmentation des effectifs du corps de remplaçants des professeurs de collège, il est à noter que pour des raisons matérielles évidentes (signallement de l'absence, recherche d'un personnel disponible...), les congés de courte durée ne peuvent que très difficilement donner lieu à un remplacement. Or les absences de moins de huit jours représentent en moyenne 60 p. 100 du nombre total des congés de maladie ; de plus, ces congés ne sont pas toujours de durée certaine lors de leur octroi, ils peuvent faire l'objet de prolongations imprévisibles. Il s'ensuit que certaines absences peuvent n'être pas suppléées en dépit de la disponibilité de moyens de remplacement. En outre, la structure par discipline des besoins de remplacement est éminemment variable géographiquement et dans le temps, et elle ne correspond jamais exactement à celles des disponibilités de remplacement. Ces discordances sont inductibles et une augmentation même très forte des effectifs de personnels de remplacement n'en atténuerait que très modérément les conséquences. Par contre, ces personnels de remplacement se trouveraient alors dans une situation particulièrement instable, fort inégalement employés et soumis quant aux fonctions exercées et aux classes dont ils auraient la charge aux aléas des absences ; cette situation ne pourrait qu'handicaper les perspectives de carrière que se doit d'offrir l'éducation à ses maîtres voire même nuire à la qualité de l'enseignement dispensé. Tous ces facteurs sont d'inévitables éléments de rigidité dans la mise en œuvre de nouvelles modalités de remplacement et imposent la recherche de solutions privilégiant des procédures nouvelles d'adaptation des moyens aux besoins qui prendront en compte les exigences du système éducatif et la nécessité d'assurer aux personnels concernés des conditions d'emploi et de carrière satisfaisantes. L'administration de l'éducation travaille actuellement à la résolution de ce difficile problème mais celle-ci nécessite de longues et précises études préalables.

Enseignants (classes préprofessionnelles de niveau).

3377. — 21 juin 1978. — M. Adrien Zelle expose à M. le ministre de l'éducation le cas des classes préprofessionnelles de niveau (C. P. P. N.) des collèges, dans lesquelles l'enseignement des maîtres spécialisés pour l'enseignement technologique et les bancs d'essai, des professeurs certifiés, des P. E. G. C. et des maîtres auxiliaires pour l'enseignement général. Les élèves de ces classes effectuent des stages pratiques dans les entreprises chaque trimestre et ce durant deux ou trois semaines. Il lui demande de bien vouloir lui préciser si, durant ces stages et en l'absence de leurs élèves, les enseignants peuvent être obligés par le chef d'établissement à assumer un autre service que celui qui leur fut au début de l'année imposé par leur emploi du temps.

Réponse. — D'une manière générale et sauf dispositions dérogatoires expresses, le service hebdomadaire dû par les personnels enseignants est celui de la catégorie à laquelle ils appartiennent. En conséquence, tout enseignant occasionnellement ou de façon permanente en sous-service peut être appelé, dans l'intérêt des services, à compléter son horaire statutaire dans le cadre des dispositions réglementaires en vigueur. En ce qui concerne les classes préprofessionnelles de niveau, la réorganisation de la scolarité des élèves, par la circulaire n° 77-204 du 8 juin 1977, devrait assurer la continuité des enseignements généraux et corrélativement garantir la permanence des emplois du temps des maîtres qui les dispensent. En effet, à compter de la rentrée scolaire 1978, les élèves de première année bénéficieront d'un enseignement à plein temps et les enseignements généraux seront alors répartis sur toute l'année sans être entrecoupés par des stages pratiques en entreprise. Seuls les élèves qui effectueront une seconde année de CPN auront la possibilité de faire des stages en entreprise sur la base du volontariat ; en outre, chacun des stages ne réunissant, à des périodes différentes, qu'un ou plusieurs groupes d'élèves de la classe, une partie des élèves devrait en permanence demeurer présente et recevoir les enseignements généraux prévus aux programmes. Pendant ces stages d'information qui peuvent se prolonger plusieurs jours mais qui se situent en dehors de la production, les élèves demeurent placés sous la responsabilité et la surveillance de leurs maîtres.

*Enseignement préscolaire et élémentaire
(fermeture de classes à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis)).*

3415. — 21 juin 1978. — **M. Pierre Zarka** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation scolaire à Saint-Denis. Les mesures retenues par l'Académie pour la rentrée prochaine aboutiraient à la fermeture de dix classes (cinq classes élémentaires, cinq classes maternelles). Elles auraient pour conséquences : l'allongement des listes d'attente ; l'augmentation des effectifs par classe ; une nouvelle dégradation de l'enseignement ; une sélection accentuée des élèves dès le plus jeune âge. A l'instar de Saint-Denis, des besoins réels de création de classes se font sentir dans tout le département de la Seine-Saint-Denis. L'Académie ne dispose que de vingt-neuf postes alors que 100 sont nécessaires selon l'inspection académique elle-même, 400 sont nécessaires selon le S.N.I. pour absorber les enfants en liste d'attente en maternelle et respecter la limitation à vingt-cinq élèves pour les cours préparatoires et les cours élémentaires 1. L'orientation gouvernementale qui impose trente à trente-cinq élèves par classe aboutit à la dégradation de l'enseignement : un enseignant ne peut jouer son rôle d'éducateur auprès de tant d'enfants, les équipes pédagogiques sont difficiles à constituer et ne peuvent jouer véritablement leur rôle, les classes à deux niveaux se multiplient dans les écoles et entraînent simultanément la dégradation de l'enseignement et des conditions de travail des enseignants, les directions d'école doivent de plus en plus assumer la classe et les responsabilités de l'établissement avec toute les difficultés que cela comporte. En conséquence, il lui demande, quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation et annuler la décision de fermeture de classes à Saint-Denis.

Réponse. — La gestion des emplois de l'enseignement du premier degré est assurée par les autorités académiques en application des mesures de déconcentration administrative. Il appartient à ces mêmes autorités de juger de l'opportunité de procéder à des modifications de la carte scolaire compte tenu des priorités et des besoins locaux, et ce dans la limite de la dotation mise à leur disposition par l'administration centrale. Cette dotation vient d'être abondée de vingt-quatre postes supplémentaires, qui modifieront les propositions initiales de carte scolaire. C'est ainsi qu'une création de classe maternelle et deux créations de classes élémentaires, cinq suppressions de classes maternelles et quatre suppressions de classes élémentaires sont prévues à Saint-Denis. Cependant, après fermeture des classes maternelles, la moyenne sera voisine de trente élèves par classe. Les fermetures de classes élémentaires ont été prises en application du barème réglementaire, les effectifs d'élèves étant inférieurs aux normes fixées par ce barème.

Enseignement (Marcoussis et Nozay (Essonne)).

3575. — 23 juin 1978. — **M. Robert Vizet** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation grave en matière de scolarité que rencontrent les communes de Marcoussis et de Nozay. Devant les difficultés de scolarité éprouvées par les élèves et par le personnel enseignant, d'une part, et compte tenu de l'augmentation certaine des effectifs à pourvoir dans les prochaines années, d'autre part, il lui demande ce qu'il compte faire pour que le collège programmé jusque-là en quatrième position dans le département de l'Essonne soit réalisé dans les meilleurs délais, d'autant que le collège actuel est établi en partie dans une école primaire et treize classes préfabriquées.

Réponse. — La construction du collège de Marcoussis figure parmi les opérations prioritaires à financer dans l'Académie de Versailles, mais la date de la réalisation de cet établissement ne peut pas encore être précisée. Il revient à l'honorable parlementaire de saisir le préfet de la région d'Ile-de-France chargé, après avis des instances régionales, de la programmation des constructions scolaires du second degré, en application des mesures de déconcentration administrative, de l'intérêt qu'il porte à la réalisation de l'opération. Ce dernier étudiera la possibilité de l'inscrire à une prochaine programmation.

Enseignants

(mis à la disposition d'organisations post- ou péri-scolaires).

3576. — 23 juin 1978. — **M. Robert Montdargent** demande à **M. le ministre de l'éducation** quel est, au niveau national, le nombre d'enseignants « mis à la disposition » d'organisations post- ou péri-scolaires. Il lui demande également sur quels critères se fait la répartition par département et s'il n'envisage pas d'augmenter le nombre des postes ainsi « mis à disposition ».

Réponse. — Le nombre d'enseignants mis à la disposition des œuvres post et péri-scolaires est de plus d'un millier. Les effectifs concernés sont recensés au budget ligne spécifique du cha-

pitre 31-31 et dotation non répartie du chapitre 31-33). Les agents du premier degré (993 instituteurs et 52 instituteurs remplaçants) représentent la part la plus importante de ces effectifs. Ces données ne portent que sur les œuvres post et péri-scolaires *stricto sensu*. C'est de façon fort ancienne que des moyens sont mis à la disposition de ces organismes, mais leur attribution est fonction des activités poursuivies et du rôle joué par les agents au sein de ces derniers. L'ensemble de ces éléments fait l'objet d'un contrôle. L'importance des effectifs en cause met par elle-même en évidence l'effort considérable qui est consenti. La mission du service public d'éducation est en effet de dispenser des formations à l'intention des élèves dans le cadre de la classe. Dans la conjoncture actuelle de rigueur budgétaire, pour assurer un enseignement de qualité et pour améliorer les conditions de remplacement des maîtres absents, conformément au vœu de la commission des finances de l'Assemblée nationale, c'est à cette mission première que doivent être prioritairement affectés les personnels recrutés par le ministère.

Fonctionnaires et agents publics (loi Roustan).

3578. — 23 juin 1978. — **Mme Myriam Barbera** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des « roustaniennes » de l'Hérault. Elle lui expose qu'en 1972 il y a eu 8 intégrations au lieu de 37, en 1973, 5 sur 42, en 1974, 7 sur 51, en 1975, 8 sur 45, en 1976, 21 sur 50, ce qui donne un déficit de 176 postes à pourvoir. Elle lui rappelle que le tribunal administratif de Montpellier avait donné raison aux roustaniennes et que le Conseil d'Etat a refusé en mars le recours du ministère. En conséquence, l'administration de l'éducation nationale est tenue de faire droit aux demandes des roustaniennes. Elle souligne les besoins en enseignants, alors que les classes sont surchargées, que certains élèves sont refusés en classe maternelle, que sur 113 postes correspondant aux normes syndicales, 14 seulement ont été accordés pour la rentrée. Elle demande : 1° que le jugement du Conseil d'Etat soit appliqué et non interprété de façon restrictive, et s'inquiète en particulier du fait que l'inspection académique n'ait pas appliqué ce jugement ; 2° ce qu'il compte faire pour que la loi Roustan soit enfin appliquée, c'est-à-dire que le quart des postes vacants soient réservés aux enseignants placés dans cette situation ; 3° s'il a donné ou va donner des instructions pour remédier à cette situation.

Réponse. — L'arrêt du Conseil d'Etat du 10 mars 1978 rendu en confirmation du jugement du 9 juin 1975 précise que les instituteurs non spécialisés affectés à titre provisoire sur des postes du « cycle III » ne doivent pas avoir priorité lors du mouvement pour une affectation sur des postes des écoles maternelles et élémentaires. Des instructions ont été données à MM. les recteurs et inspecteurs d'académie par circulaire n° 78-200 du 19 juin 1978, publiée au *Bulletin officiel* n° 26 du 29 juin 1978, en vue de l'application de la jurisprudence ainsi dégagée. En tout état de cause, l'arrêt rendu par le Conseil d'Etat ne modifie en rien les mesures prises pour l'application du jugement précité du tribunal administratif de Montpellier. Enfin, il convient de noter que l'administration de l'éducation veille à respecter les obligations fixées par la loi du 30 décembre 1921, dite loi Roustan, et à réserver aux instituteurs « roustaniens » le contingent de 25 p. 100 des postes vacants fixé par ladite loi.

Educateurs nationaux (conseillers d'orientation).

3579. — 23 juin 1978. — **M. Maurice Andrieux** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des personnels d'information et d'orientation de l'éducation. Il lui rappelle que dans sa réponse du 3 décembre 1978, n° 25483, à propos du « réseau de conseillers » (JO n° 37, Sénat du 2 juin 1978, page 115), M. le ministre du travail et de la participation déclarait : « ... En outre, le réseau des centres d'information et d'orientation de l'éducation et de l'ONISEP dispose de personnel susceptible, selon les cas, de renseigner les candidats ou de les adresser aux conseillers en formation continue du groupement d'établissements le plus proche. Le renforcement de ce réseau est recherché à la fois par un accroissement progressif des emplois qui y sont affectés et par une amélioration de la formation des personnels occupant ces fonctions. » Or, on constate une évolution qui va à l'encontre de cette affirmation : les possibilités budgétaires ont permis de recruter 230 élèves conseillers d'orientation en 1977, 180 en 1978. Par ailleurs, les problèmes demeurent en ce qui concerne la formation des conseillers d'orientation et la situation des auxiliaires recrutés massivement dans ce secteur. En conséquence, M. Andrieux demande à M. le ministre de l'éducation : 1° s'il est en mesure de confirmer les affirmations de son collègue, ministre du travail ; 2° de préciser les dispositions budgétaires de 1979 prévues en vue de renforcer et améliorer la formation des personnels susvisés et en particulier le nombre de postes d'élèves conseillers d'orientation prévus à la

rentrée; 3° quand s'ouvriront les négociations demandées par le SNES sur l'ensemble des problèmes de formation, d'emploi et de rémunération des conseillers d'orientation.

Réponse. — En matière d'information et d'orientation, le ministère de l'éducation a constamment poursuivi une politique d'accroissement progressif du nombre des emplois. Depuis 1972, année de la création du corps de directeurs de centre d'information et d'orientation et des conseillers d'orientation, l'effectif budgétaire des deux catégories d'emplois a été accru de plus de 63 p. 100. La baisse d'effectifs constatée par l'honorable parlementaire concerne le recrutement initial des élèves-conseillers et n'a rien de surprenant, s'agissant d'un corps de création récente qui tend progressivement à atteindre ses effectifs de croisière. Ces données doivent, en outre, être comparées à la stabilisation des effectifs d'élèves, voire même, dans le premier cycle, à leur diminution de telle sorte qu'il paraît légitime d'affirmer que la densité du réseau d'information et d'orientation se renforce progressivement: c'est ainsi qu'en 1976 la dotation de 2 688 emplois pour 2,70 millions d'élèves du premier cycle et un effectif d'environ 4 millions pour l'ensemble du second degré correspondant à un emploi par tranche de 1 000 élèves du premier cycle ou 1 500 élèves de second degré (1° et 2° cycles). Ces chiffres passent respectivement à 937 (premier cycle) et 1 423 (second degré) en 1977. En 1978, la dotation globale de 3 077 emplois correspond à un emploi par tranche de 871 élèves de premier cycle ou 1 339 élèves de second degré, soit, en deux ans, un renforcement de la densité du réseau supérieure à 14 p. 100 dans le premier cycle et à 12 p. 100 pour l'ensemble du premier et du second cycles. En ce qui concerne l'amélioration de la formation, une circulaire du 13 avril 1976 a mis en place un dispositif de formation continue des personnels d'information et d'orientation sous forme de stages académiques d'une durée annuelle se situant entre trente et quatre-vingt-dix heures. Enfin, au cours des audiences accordées au SNES, sur sa demande, les problèmes évoqués par l'honorable parlementaire ont été abordés.

Enseignement secondaire (collège d'Etain [Meuse]).

3673. — 24 juin 1978. — Mme Colette Gœuriot attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur l'insuffisance des subventions accordées au collège nationalisé d'Etain, au titre de l'année 1978, qui ne permettent pas de gérer dans de bonnes conditions cet établissement, compte tenu des importantes augmentations de fuel-oil, électricité, téléphone, timbres et taxes postales. De plus, la subvention d'Etat accordée aux collèges d'Etat nationalisés est basée non sur le type de l'établissement mais sur le nombre d'élèves. Ainsi le collège d'Etain de type 900 perçoit des subventions sur la base de 930 élèves alors que les frais de fonctionnement sont identiques pour tous les collèges de ce type, quel que soit le nombre d'élèves. En conséquence, elle lui demande d'accorder une subvention d'Etat similaire à tous les établissements nationalisés, qui soit au moins égale au préjudice causé par l'augmentation des prix; quelles mesures il compte prendre pour mettre fin aux critères d'attribution des subventions d'Etat et faire en sorte que tous les établissements de même type reçoivent une subvention permettant de faire face aux augmentations des frais de fonctionnement; que les établissements nationalisés soient pris en charge à 100 p. 100 par l'Etat.

Réponse. — En application des mesures de déconcentration concernant la tutelle financière des établissements, les subventions de fonctionnement allouées aux établissements publics d'enseignement du second degré sont arrêtées par le recteur, dans le cadre de la dotation globale mise à sa disposition par l'administration centrale, celle-ci étant elle-même fonction du volume des crédits budgétaires arrêtés par le Parlement. De l'enquête effectuée auprès des services concernés du rectorat de Nancy, il ressort que les subventions allouées aux établissements sont déterminées en fonction de critères objectifs qui tiennent compte des situations de chaque établissement et, notamment, de la capacité d'accueil, des effectifs accueillis, du mode de chauffage, de la situation géographique, du type de construction. L'application stricte de ces critères aurait conduit les services du rectorat de Nancy à fixer la subvention du collège d'Etain à 104 140 francs. Cependant, celle-ci a été maintenue à son niveau de 1978, soit 111 000 francs en dépit d'une baisse sensible des effectifs.

Enfance inadaptée (section d'éducation spécialisée d'Etain [Meuse]).

3674. — 24 juin 1978. — Mme Colette Gœuriot attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le mauvais état des locaux de la section d'éducation spécialisée d'Etain dans la Meuse. Implantés en août 1977, les locaux préfabriqués de la SES du CES d'Etain sont inutilisés depuis novembre 1977. L'humidité excessive de ces classes préfabriquées les rend inutilisables — mauvaise isolation — chau-

dières — mauvaise étanchéité des portes et fenêtres entraînant des infiltrations d'eau par mauvais temps. En conséquence, elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre au département de la Meuse de remplacer ces bâtiments préfabriqués en mauvais état par des locaux neufs et pour qu'une implantation nouvelle de locaux en excellent état soit réalisée au CES d'Etain avant la prochaine rentrée scolaire dans l'attente d'une indispensable construction en dur.

Réponse. — Un seul bâtiment démontable comportant trois classes est affecté à la SES d'Etain. Ce bâtiment, acquis en 1969, s'est révélé défectueux par certains de ses éléments quelque temps après son transfert en août 1977 au collège d'Etain, ce qui n'a pas permis son utilisation dans de bonnes conditions. L'autorité collégiale a pu prendre les dispositions nécessaires en accord avec les services du rectorat de Nancy-Metz afin de pouvoir remédier à cette situation. Selon les informations obtenues du rectorat, les crédits nécessaires aux travaux de réfection du bâtiment ont été octroyés à cet effet par la région Alsace-Lorraine au début de l'année et les travaux vont être effectués sous le contrôle de la direction départementale de l'équipement de la Meuse qui a émis un avis favorable à leur exécution. L'accueil des élèves pourra être ainsi assuré pour la prochaine rentrée scolaire; il sera, en outre, amélioré par la mise en place d'un atelier prévu dans la programmation.

Langues régionales (breton).

3720. — 27 juin 1978. — M. François Autain attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les problèmes de l'enseignement du breton en classe de 6° et de 5°. Dans la charte culturelle signée récemment entre l'Etat et la région de Bretagne, il est mentionné à l'article 2 du titre I: « l'étude facultative de la langue bretonne s'applique aux classes de 6° et de 5°, et un peu plus loin les heures d'enseignement du breton dans l'ensemble du second degré seront intégrées normalement au service des professeurs volontaires, dans le cadre des horaires en vigueur ». Ces dispositions ne font d'ailleurs qu'entériner les mesures prévues, pour toutes les langues régionales de France, dans l'article 12 de la nouvelle loi sur l'éducation, dite « Loi Haby ». Or, aucune directive officielle n'est encore venue concrétiser ces dispositions et à l'approche de la nouvelle année scolaire les chefs d'établissement et les professeurs sont toujours dans l'expectative en ce qui concerne l'intégration des heures de breton en 6° et en 5° dans les emplois du temps. Il demande donc à M. le ministre s'il compte donner rapidement ces directives afin que les dispositions prises dans la charte culturelle puissent avoir une réalité dès cette année.

Réponse. — Des dispositions relatives au système éducatif ont été prises de façon à assurer les conditions d'application de la charte culturelle régionale de Bretagne à la prochaine rentrée scolaire. En ce qui concerne notamment l'enseignement de la langue bretonne en classe de 6° et de 5°, des moyens supplémentaires seront mis à la disposition du rectorat. D'autre part, des mesures ont été prises en ce qui concerne la nomination de conseillers pédagogiques et le renforcement des services éducatifs des archives départementales. Enfin, un enseignement du breton par correspondance à l'attention des maîtres va être progressivement mis en place par le Centre national de documentation pédagogique.

Etablissements scolaires (accueil des demi-pensionnaires dans les collèges et lycées).

3743. — 27 juin 1978. — M. Adrien Zeller expose à M. le ministre de l'éducation les problèmes liés à l'accueil des élèves demi-pensionnaires dans les collèges et lycées. Dans sa réponse à la question écrite n° 145 du 7 avril 1978, M. le ministre précise que « l'accueil des élèves ne peut être assuré que dans la mesure où le service de surveillance des élèves est effectivement mis en place dès l'ouverture de l'établissement ». Or il apparaît que les parents ne comprennent pas que leurs enfants, qui arrivent très tôt le matin à leur collège du fait des horaires des cars de ramassage, ne soient pas pris en charge. Aussi lui demande-t-il s'il n'estime pas nécessaire de donner des instructions afin que partout un service de surveillance des élèves puisse être mis en place dès l'arrivée des premiers d'entre eux et s'il ne s'avère pas indispensable d'augmenter à cet effet le nombre de postes de surveillants mis à la disposition de chaque académie.

Réponse. — La dotation en emplois de surveillants dans les collèges est déterminée par référence au barème du 24 mai 1971. Ce dernier barème qui prend en compte les transformations survenues depuis 1968 dans les méthodes d'éducation et dans les conditions de vie des établissements prévoit une répartition équilibrée des emplois de surveillants inscrits au budget. Les normes utilisées pour les collèges sont notamment plus favorables que pour le second cycle en raison de l'âge des élèves. Bien que les horaires de ramassage scolaire en

zone rurale posent parfois des problèmes particuliers d'accueil des élèves, il n'a pas été possible de retenir un critère de répartition plus favorable pour les établissements ruraux. Il appartient aux autorités académiques de prendre en considération les conditions particulières de chaque collège et de moduler la répartition de sa dotation à partir du barème indicatif du 24 mai 1971.

Enseignement secondaire (Millau [Aveyron], lycée polyvalent).

3793. — 28 juin 1978. — **M. Jacques Godfrain** demande à **M. le ministre de l'éducation** de bien vouloir examiner la situation actuelle du lycée polyvalent de Millau. Celui-ci voit actuellement les travaux arrêtés alors que l'essentiel des constructions est terminé. Les charges financières mises au compte des contribuables millavois, en raison de cette situation, seraient en forte augmentation en 1979. Il lui demande si une mission de haut niveau pourrait se rendre compte sur place de cette situation pour y trouver une solution conforme à l'intérêt général.

Réponse. — La cité scolaire de Millau a fait l'objet de l'attention particulière du ministre : il s'agit de locaux dont l'achèvement a été différé car la municipalité n'a pas pu financièrement faire réaliser les voies d'accès. L'intervention du FIAT et du ministère de l'intérieur a été sollicitée, notamment pour alléger les charges de la commune et lui permettre de financer la route d'accès au lycée. M. le secrétaire d'Etat s'est rendu récemment sur place. Un accord est intervenu localement qui devrait permettre l'achèvement de la construction pour la rentrée 1979.

Enseignement secondaire (Poitiers : LEP de la Braconne).

3852. — 29 juin 1978. — **M. André Soury** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation du lycée d'enseignement professionnel de la Braconne. Depuis deux ans, cet établissement attend l'ouverture de la section de réparation de véhicules industriels. La raison invoquée selon laquelle le rectorat attendrait la signature d'une convention entre la CSNCRA et l'éducation nationale ne semble pas convaincante, puisqu'il est reconnu que l'établissement peut accueillir des jeunes qui peuvent être formés vers de réels débouchés professionnels. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour que la section de réparation de véhicules industriels puisse ouvrir à la rentrée prochaine.

Réponse. — Les problèmes soulevés par l'élaboration d'une convention entre la chambre syndicale nationale du commerce et de la réparation auto et le recteur de l'académie de Poitiers ayant été résolus, l'ouverture effective de la section préparant au CAP de mécanicien réparateur auto (option Véhicules industriels) interviendra à la prochaine rentrée scolaire.

Bourses (zones rurales).

3874. — 29 juin 1978. — **M. Louis Maisonnat** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur l'insuffisance du montant des bourses de fréquentation scolaire. Ainsi, dans l'Isère, une famille d'un hameau isolé de l'Osans et dont le fils est en demi-pension au village, a perçu pour deux trimestres 81,10 francs et 32,90 francs soit 114 francs. Cette somme représente moins de 1,50 francs pour chaque repas que l'enfant doit prendre chez un particulier. De telles aides sont notoirement insuffisantes et ne compensent que très partiellement les frais supplémentaires de scolarisation que doivent assumer les familles de certaines régions rurales, plus particulièrement dans les régions montagneuses. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour augmenter le montant des bourses de fréquentation scolaire afin que ces dernières, comme c'est leur vocation, compensent intégralement les frais supplémentaires supportés par certaines familles surtout dans les régions de montagne pour la scolarisation de leurs enfants.

Réponse. — Il est précisé que les bourses de fréquentation scolaire, attribuées aux familles qui ne disposent pas d'une école primaire, publique ou privée sous contrat, proche de leur domicile pour la scolarisation de leurs enfants, n'ont pas le caractère d'une prise en charge directe et intégrale des élèves y ouvrant droit. Ces aides sont accordées au titre des frais supplémentaires éventuels qu'occasionne à la famille l'obligation, pour l'enfant, soit d'emporter son repas, de le prendre chez l'habitant ou de fréquenter une cantine, soit en cas d'absence complète de moyen de transport, d'être entièrement hébergé dans la localité d'accueil. Elles ne dispensent, par conséquent, pas les familles des frais de cantine, ceux-ci leur incombant normalement en vertu de l'obligation alimentaire prévue au code civil. D'autre part, les taux de ces bourses, fixés actuellement par 1/6^e à 1/36 francs pour la pension complète et à 38 francs pour la demi-pension seront, à la prochaine rentrée, portés respectivement à 144 francs et à 40 francs. Les quotités attribuées varient de 2/6^e à 6/6^e compte tenu

de la situation des familles. Par ailleurs, les répartitions individuelles de ces bourses sont décidées par les préfets, sur propositions des autorités académiques, sans intervention de l'administration centrale de l'éducation dont le rôle se limite à la détermination et à la délégalation de la dotation globale de crédits mise à la disposition de chaque département. A cet égard, les besoins exprimés au titre de l'année scolaire 1977-1978 ont été couverts en totalité en ce qui concerne l'Isère.

Enseignement secondaire (Paris [20^e]).

3884. — 29 juin 1978. — **M. Lucien Villa** rappelle à **M. le ministre de l'éducation** que le 20^e arrondissement ne dispose pas suffisamment de lycées en mesure d'accueillir normalement tous les élèves en âge de fréquenter les établissements scolaires du secondaire. Ce problème n'est pas nouveau puisque depuis de nombreuses années les associations de parents d'élèves, les enseignants, les organisations sociales et démocratiques de l'arrondissement demandent la construction d'un lycée supplémentaire. La construction d'un tel établissement ne pose pas de problème au niveau du terrain. En effet, le 30 novembre 1972, devant le conseil de Paris, le directeur des enseignements élémentaires, répondant à une question orale d'un conseiller, indiquait qu'un terrain, situé porte des Lillas, entre les rues du Docteur-Gley et Léon-Frappié et la voie nouvelle parallèle à la rue Paul-Meurice, pouvait être affecté à la construction d'un lycée de second cycle polyvalent mixte de 924 places — 600 pour l'enseignement classique et moderne, 324 pour l'enseignement économique. D'autre part, il ajoutait qu'un délai de deux années pourrait être raisonnablement retenu avant sa réalisation ; enfin, il soulignait qu'aucun problème n'existait en ce qui concerne les crédits d'Etat, compte tenu des engagements pris. Depuis, rien de concret n'est venu confirmer cette déclaration. Le terrain est toujours disponible, mais la construction du lycée n'est jamais programmée. En conséquence, il lui demande de lui indiquer à quelle date la réalisation de ce lycée tant attendu par les familles du XX^e arrondissement sera entreprise.

Réponse. — La construction d'un lycée polyvalent de 924 places (600 classiques et modernes et 324 économiques) dans le 20^e arrondissement de Paris est bien inscrite à la carte scolaire. Cependant cette opération ne figure pas sur le programme prioritaire de la région Ile-de-France. La programmation des constructions scolaires étant déconcentrée et confiée aux préfets de région après avis des instances régionales, il appartient à l'honorable parlementaire de saisir le préfet de la région Ile-de-France de l'intérêt qu'il porte à cette construction afin qu'il étudie la possibilité d'une inscription sur la prochaine liste prioritaire régionale.

Enseignement technique et professionnel (Saint-Jean-du-Gard [Gard] : lycée Marie-Curie).

3891. — 29 juin 1978. — **M. Gilbert Millet** expose à **M. le ministre de l'éducation** l'inquiétude des enseignants et des parents d'élèves du lycée d'enseignement professionnel Marie-Curie de Saint-Jean-du-Gard (Gard) devant les retards indéfinis à la mise en œuvre de sa rénovation. Cet établissement pourtant fonctionnant dans des conditions précaires et provisoires ; l'efficacité de son action n'est cependant plus à démontrer ainsi qu'en témoignent les bons résultats obtenus par les élèves et la liste importante des candidatures pour s'y inscrire. Son utilité a d'ailleurs été reconnue par les pouvoirs publics eux-mêmes puisqu'il a été inscrit à la carte scolaire et qu'il a été porté en 1976 sur une liste complémentaire prioritaire. Une telle situation soulève l'inquiétude unanime du personnel, des parents d'élèves et de la population puisque déjà 700 signatures ont été recueillies réclamant sa reconstruction. Il faut ajouter en dehors de la place importante que l'établissement a prise dans l'enseignement technique du département, le rôle de premier plan qu'il joue dans la vie économique de la cité de Saint-Jean-du-Gard qui connaît, comme de nombreuses communes cévenoles, des problèmes sérieux. Pour toutes ces raisons, il importe qu'une solution soit apportée dans des délais maintenant rapprochés et il lui demande quelles mesures il compte prendre pour accélérer la réalisation définitive du lycée d'enseignement professionnel Marie-Curie à Saint-Jean-du-Gard.

Réponse. — Il est rappelé à l'honorable parlementaire que l'aménagement, la rénovation et la construction des établissements scolaires du second degré relèvent en application des mesures de déconcentration administrative des préfets de région. Le projet de rénovation du LEP de Saint-Jean-du-Gard ne figure pas encore, selon les renseignements dont disposent les services du ministre, parmi les opérations prioritaires de la région. Cette liste doit être remaniée prochainement et c'est au niveau régional que l'honorable parlementaire pourra obtenir toutes précisions permettant de situer l'échéance de réalisation de ce projet.

*Constructions scolaires (LEP Eugène-Ronceray,
à Bezons (Val-d'Oise)).*

3893. — 29 juin 1978. — M. Robert Montdargent rappelle à M. le ministre de l'éducation les termes de la question écrite n° 27092 qu'il a posée à son prédécesseur en date du 13 mars 1978 au sujet de la situation matérielle très critique du LEP Eugène-Ronceray de Bezons (Val-d'Oise), et particulièrement du secteur commercial établi depuis treize années dans des baraquements préfabriqués (déjà utilisés pendant plus de quatre ans auparavant dans une autre commune de la région). Depuis le début de l'année 1976, malgré de nombreuses démarches (courrier, entrevues, délégations, etc.) tant auprès du préfet de la région parisienne que du recteur d'académie de Versailles, du préfet et de l'inspecteur d'académie du Val-d'Oise, la situation reste inchangée : la reconstruction « en dur » du CET commercial, en remplacement de ces classes en matériau préfabriqué, n'est toujours pas entreprise, au mépris de la sécurité (des incendies ont déjà eu lieu qui auraient pu avoir des conséquences dramatiques) et des conditions normales de travail pour les élèves et leurs professeurs. En conséquence, M. Robert Montdargent demande à M. le ministre de l'éducation de fixer dans les meilleurs délais la date de programmation des travaux en vue de la réalisation rapide de cet équipement scolaire.

Réponse. — La construction d'un LEP commercial de 540 places à Bezons (Val-d'Oise) figure bien à la carte scolaire et sur la liste prioritaire de la région Ile-de-France. Toutefois, le rang de classement de ce projet dans l'ordre des priorités ne permet pas de préciser la date de son financement. La programmation des constructions scolaires étant déconcentrée et confiée aux préfets de région après avis des instances régionales, il appartient à l'honorable parlementaire de saisir le préfet de la région Ile-de-France de l'urgence que pose la construction de cet établissement, afin qu'il étudie la possibilité de son financement au cours d'un prochain exercice.

*Enseignement préscolaire et élémentaire
(directeurs et directrices d'école).*

3905. — 29 juin 1978. — M. Marc Lauriol rappelle à M. le ministre de l'éducation qu'en réponse à une question écrite de M. Benoist (*Journal officiel*, n° 113, Débats AN du 26 novembre 1976), il a déclaré : « ... Quant à la crainte que les textes réglementaires préparés favorisent l'intrusion de personnalités politiques ou syndicales dans les établissements scolaires, il est rappelé que les dispositions visées concernent « l'autonomie dont disposent les écoles, les collèges et les lycées dans le domaine pédagogique », conformément à l'article 8 de la loi relative à l'éducation. Les mesures prévues dans ce domaine par les projets de décrets relatifs à l'organisation des formations dans les écoles, les collèges et les lycées se situent dans le cadre de limites bien définies et sont mises en œuvre, après avis du conseil d'établissement, sous l'autorité du chef d'établissement. Il convient de noter à cet égard que le chef d'établissement disposera des moyens nécessaires pour assurer la bonne marche de son établissement et pour faire respecter la stricte neutralité qui doit être la règle au sein de la communauté scolaire... » Cette réponse semble englober sous l'appellation « chef d'établissement » aussi bien les directrices et directeurs d'école maternelle et élémentaire que les chefs d'établissement du second degré. Ne serait-il pas juste, alors, que la reconnaissance de la qualité de chef d'établissement des directeurs fût consacrée par des textes statutaires. Ou bien, si la distinction demeure, ne serait-il pas logique de conclure que les directeurs, eux, n'étant pas des chefs d'établissement, ne disposeront pas « des moyens nécessaires pour assurer la bonne marche de leurs établissements et pour faire respecter la stricte neutralité qui doit être la règle au sein de la communauté scolaire. »

Réponse. — Le barème national des décharges de classes des directeurs d'école du premier degré actuellement en vigueur a été fixé par la circulaire n° 70-204 du 27 avril 1970 (publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'éducation, n° 19, du 7 mai 1970, page 1604). Une demi-décharge de classe est accordée aux directeurs et directrices d'école primaire et maternelle dont l'effectif a atteint 300 élèves au moins et 399 au plus pendant l'année scolaire précédente et une décharge complète à ceux dont l'établissement a accueilli 400 élèves ou davantage. Il convient de noter que les effectifs des classes d'application ou de celles de l'enfance inadaptée sont comptés doubles et qu'en ce qui concerne les écoles annexes et d'application, une demi-décharge est accordée si l'école compte au moins trois classes de ce type, et une décharge complète si elle en compte au moins cinq. Dans le but de renforcer la structure administrative des écoles élémentaires et maternelles, un effort important a été entrepris pour alléger les normes de décharge : c'est ainsi que, depuis la rentrée de 1976, les directeurs d'école comptant entre 250 et 300 élèves bénéficient d'une journée de décharge de classe

par semaine. Pour poursuivre cet effort, la circulaire n° 77-488 du 16 décembre 1977 (publiée au BOE, n° 46, du 22 décembre 1977) a précisé qu'à la rentrée de 1978, l'attribution d'une demi-décharge à tous les directeurs d'école à dix classes, puis d'une journée par semaine à tous les directeurs d'école de neuf et huit classes qui n'en bénéficient pas encore, pourrait être envisagée. Les mesures ainsi prises témoignent de l'intérêt porté aux conditions de travail des directeurs et directrices d'école maternelle et élémentaire par le ministre de l'éducation, qui ne perd pas de vue leur souhait de voir améliorer leur situation et a demandé que des réflexions se poursuivent à ce sujet. Toutefois, une modification du régime statutaire actuel, dans le sens souhaité par l'honorable parlementaire, poserait de délicats problèmes sans que des avantages notables puissent en être espérés.

*Enseignement préscolaire et élémentaire
(directeurs et directrices d'écoles).*

3929. — 30 juin 1978. — M. Pierre-Bernard Cousté expose à M. le ministre de l'éducation que le problème déjà ancien des décharges d'enseignement des directeurs d'écoles n'est toujours pas résolu de manière pleinement satisfaisante pour les intéressés malgré les améliorations apportées au régime de leur attribution par la circulaire n° 77-488 du 16 décembre 1977. Il est notamment regrettable que les directeurs d'école comptant entre cinq et sept classes continuent à ne pouvoir bénéficier d'aucune décharge d'enseignement. M. Pierre-Bernard Cousté demande donc à M. le ministre de l'éducation s'il entend prendre rapidement des mesures pour remédier à cette situation et si, de manière plus générale, la création d'un grade de directeur d'école ne lui paraît pas susceptible d'assurer à ceux qui occupent cet emploi la véritable contrepartie de leurs lourdes responsabilités.

Réponse. — Le barème national des décharges de classes des directeurs d'école du premier degré actuellement en vigueur a été fixé par la circulaire n° 70-204 du 27 avril 1970 (publiée au *Bulletin officiel* du ministère de l'éducation n° 19 du 7 mai 1970, page 1604). Une demi-décharge de classe est accordée aux directeurs et directrices d'écoles primaires et maternelles dont l'effectif a atteint 300 élèves au moins et 399 au plus pendant l'année scolaire précédente et une décharge complète à ceux dont l'établissement a accueilli 400 élèves ou davantage. Il convient de noter que les effectifs des classes d'application ou de celles de l'enfance inadaptée sont comptés doubles et qu'en ce qui concerne les écoles annexes et d'application, une demi-décharge est accordée si l'école compte au moins trois classes de ce type, et une décharge complète si elle en compte au moins cinq. Dans le but de renforcer la structure administrative des écoles élémentaires et maternelles, un effort important a été entrepris pour alléger les normes de décharge : c'est ainsi que, depuis la rentrée de 1976, les directeurs d'écoles comptant entre 250 et 300 élèves bénéficient d'une journée de décharge de classe par semaine. Pour poursuivre cet effort, la circulaire n° 77-488 du 16 décembre 1977 (publiée au BOE n° 46 du 22 décembre 1977) a précisé qu'à la rentrée de 1978, l'attribution d'une demi-décharge à tous les directeurs d'écoles à dix classes, puis d'une journée par semaine à tous les directeurs d'écoles de neuf à huit classes qui n'en bénéficient pas encore, pourrait être envisagée. Les mesures ainsi prises témoignent de l'intérêt porté aux conditions de travail des directeurs et directrices d'écoles maternelles et élémentaires par le ministre de l'éducation, qui ne perd pas de vue leur souhait de voir améliorer leur situation et a demandé que des réflexions se poursuivent à ce sujet. Toutefois, une modification du régime statutaire actuel, dans le sens souhaité par l'honorable parlementaire, poserait de délicats problèmes sans que des avantages notables puissent en être espérés.

*Constructions scolaires (lycée d'enseignement professionnel
à Lorient (Morbihan)).*

3976. — 30 juin 1978. — M. Jean-Yves Le Drian demande à M. le ministre de l'éducation où en est le projet d'implantation d'un lycée d'enseignement professionnel industriel à Lorient, promis par l'éducation nationale depuis près de dix ans et pour lequel la ville de Lorient a acquis un terrain sur la zone du Manio dès 1969. L'inscription de cet établissement sur la carte scolaire montre que le ministère en avait reconnu la nécessité et pourtant le projet n'a toujours pas vu le jour. Ce retard risque d'hypothéquer lourdement l'avenir professionnel de nombreux jeunes lorientais. En effet, l'agglomération lorientaise qui regroupe 160 000 habitants soit plus de deux tiers de celle de Rennes, a connu ces dernières années un essor démographique nettement supérieur à celui de la Bretagne et de la France entière (1,4 p. 100 contre 0,7 p. 100 et 0,8 p. 100). En dépit de ce poids démographique accru, et malgré la vocation industrielle de Lorient, il n'y a toujours que quatre CAP indus-

triels susceptibles d'être proposés sur place, sur plus d'une centaine de CAP enseignés en France. En conséquence, il lui demande de lui indiquer les mesures qu'il compte prendre pour permettre l'ouverture prochaine de cet établissement, les délais nécessaires à sa concrétisation et la nature des sections qui pourraient être retenues et qui devraient correspondre aux perspectives de développement industriel du Pays de Lorient.

Réponse. — La construction du lycée d'enseignement professionnel de Lorient figure sur la liste des opérations à financer en priorité dans la région Bretagne, mais il est impossible de préciser dès à présent la date de sa réalisation. Le financement des constructions scolaires du second degré étant déconcentré et confié aux préfets de région, qui, après avis des instances régionales, arrêtent les programmes annuels, il revient à l'honorable parlementaire de saisir le préfet de la région Bretagne de l'intérêt qu'il porte à la construction de cet établissement.

Examens (candidats au BEPC issus de l'enseignement privé).

3995. — 30 juin 1978. — M. Alain Mayoud expose à M. le ministre de l'éducation que dans certains départements, il apparaît que les dossiers des candidats au BEPC issus des établissements d'enseignement privé ont été repoussés par les jurys chargés de leur examen d'une manière trop systématique pour ne pas susciter quelque inquiétude. Il lui demande s'il ne pourrait être envisagé, pour éviter toute controverse, que des représentants de l'enseignement privé siègent au sein des jurys institués par le décret n° 77-918 du 2 août 1977, chargés de décider de l'obtention du brevet d'études du premier cycle au seul vu des résultats scolaires des candidats.

Réponse. — A compter de la session 1978, les dispositions du décret n° 77-198 du 2 août 1977 permettent aux élèves de troisième d'un établissement d'enseignement privé sous contrat d'obtenir éventuellement le BEPC au vu de leurs seuls résultats scolaires, dans la mesure où ils ont fait l'objet d'une orientation vers un lycée et où cette orientation a été confirmée par une commission composée de représentants de l'enseignement public et de l'enseignement privé sous contrat. Le diplôme ne peut leur être attribué au vu des seuls résultats scolaires que par un jury composé d'enseignants de l'enseignement public, dans le respect du principe général de la collation des diplômes nationaux par l'Etat. Par ailleurs, lorsque des difficultés d'application des nouvelles modalités d'attribution du BEPC à la session 1978 ont été signalées, un rapport a été demandé au recteur de l'académie concernée sur les conditions de déroulement du BEPC. En tout état de cause, les services académiques sont appelés à prendre toutes les dispositions nécessaires pour que soit assuré le respect de la réglementation.

Réunion (constructions scolaires).

4005. — 1^{er} juillet 1978. — M. Jean Fontaine appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les difficultés que rencontre le système éducatif à la Réunion à la suite de la diminution brutale pour l'année en cours des autorisations de programme au titre des constructions du second degré. De 1975 à 1978, le montant de ces autorisations de programme est passé de 44,8 millions de francs à 32 millions de francs, dans un contexte de surenchérissement général. Or, les besoins du département en locaux secondaires du second degré sont encore considérables. En effet, au cours des cinq dernières années, la population scolaire du second degré est passée de 46 389 à 59 307 et, pour la rentrée scolaire de septembre, il est attendu 2 500 élèves de plus. Cette progression doit encore continuer au moins durant six à sept ans. Dans ces conditions, la dotation de crédits en autorisation de programme pour 1978 s'avère nettement insuffisante et, s'il n'y est pas porté remède très rapidement, la situation deviendra vite catastrophique. C'est pourquoi M. Fontaine demande de lui faire connaître les mesures qui sont envisagées à brève échéance pour pallier ces difficultés.

Réponse. — Depuis 1965, un effort important a été fait en faveur de la Réunion à qui il a été délégué plus de 550 millions de francs d'autorisation de programme pour les constructions scolaires du premier et du second degré. Cet effort inclut notamment la dotation de dix millions de francs déléguée en supplément à l'enveloppe régionale 1975 du second degré dans le cadre du Plan de soutien à l'économie. Toutefois, les contraintes pesant sur le budget d'équipement du ministère de l'éducation n'ont pas permis de porter la dotation 1978 au niveau des dotations précédentes. Néanmoins, pour tenir compte des spécificités de cette région, la diminution des crédits délégués a été inférieure à celle subie en moyenne par les régions de la métropole.

Parents d'élèves (comités de parents, conseils d'école).

4051. — 1^{er} juillet 1978. — M. Nicolas About attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le fonctionnement des comités de parents, des conseils d'école et des équipes éducatives. Il déplore que l'imprécision des textes réglementaires et leur interprétation trop restrictive n'en aient pas permis un bon démarrage et aient entraîné un recul de la participation dans les conseils d'établissement et les conseils de classe. Il déplore d'autre part les réticences manifestées par les syndicats d'enseignants vis-à-vis de la participation des parents d'élèves en ce qui concerne la pédagogie, et demande à M. le ministre de l'éducation quelles mesures il compte prendre pour améliorer le fonctionnement de cette institution.

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire relative aux conditions d'un meilleur fonctionnement des comités des parents et des conseils d'école a fait l'objet d'un examen attentif. D'une part, une circulaire sera publiée très prochainement pour remédier à certaines difficultés rencontrées l'an dernier lors des élections au comité des parents. D'autre part, une modification des modalités de réunion des conseils d'école est actuellement à l'étude. Il n'est pas douteux d'ailleurs que l'expérience acquise pendant la première année de leur mise en place permettra à ces institutions de commencer leurs travaux plus tôt et de fonctionner dans de meilleures conditions. Quant à la pédagogie, elle n'entre pas dans les attributions des comités des parents et des conseils des maîtres, définies à l'article 17 du décret n° 76-1301 du 28 décembre 1976.

Etablissements scolaires (statistiques).

4078. — 1^{er} juillet 1978. — M. Jacques Brunhes demande à M. le ministre de l'éducation de bien vouloir lui donner pour chacune des académies, et en distinguant chaque fois les départements, les nombres respectifs de lycées d'enseignement général et technologique, de lycées d'enseignement professionnel, de collèges et de centres d'information et d'orientation qui fonctionneront effectivement à compter de la rentrée scolaire 1978-1979.

Réponse. — Le nombre et la répartition des lycées, lycées d'enseignement professionnel, collèges et centres d'information et d'orientation qui fonctionneront à compter de la rentrée scolaire 1978-1979 sont donnés dans le tableau statistique suivant. Cette statistique établie au niveau départemental et académique tient compte des créations et des suppressions qui ont été prévues par la carte scolaire.

Répartition des établissements du 2^e degré et des CIO qui fonctionneront effectivement en 1978-1979.

ACADEMIES ET DEPARTEMENTS	LYCÉES	LYCÉES d'enseignement professionnel.	COLLÈGES	CIO
Alpes-de-Haute-Provence	4	2	16	2
Alpes (Hautes).....	4	4	12	2
Bouches-du-Rhône	32	34	125	13
Vaucluse	9	8	31	4
Aix-Marseille	49	48	184	21
Aisne	10	16	56	6
Oise	9	12	51	5
Somme	8	13	49	4
Amiens	27	40	156	15
Doubs	9	13	49	3
Jura	10	9	29	4
Saône (Haute).....	4	6	25	3
Belfort	3	4	13	1
Besançon	26	32	116	11
Dordogne	8	8	39	4
Gironde	19	24	91	9
Landes	5	9	31	4
Lot-et-Garonne	7	7	28	3
Pyrénées-Atlantiques	11	17	48	4
Bordeaux	50	65	237	24
Calvados	14	12	61	5
Manche	10	9	55	3
Orne	7	9	31	4
Caen	31	30	147	12

ACADEMIES ET DEPARTEMENTS	LYCÉES	LYCÉES d'enseignement professionnel.	COLLÈGES	C I O	ACADEMIES ET DEPARTEMENTS	LYCÉES	LYCÉES d'enseignement professionnel.	COLLÈGES	C I O
Allier	8	8	38	3	Cher	7	8	31	3
Canal	4	5	23	2	Eure-et-Loir	6	7	37	4
Loire (Haute-)	3	5	21	3	Indre	7	6	26	3
Puy-de-Dôme	12	13	60	4	Indre-et-Loire	8	11	51	4
Clermont-Ferrand	27	31	142	12	Loir-et-Cher	4	4	26	3
Corse-du-Sud	3	3	13	2	Loiret	8	10	48	5
Haute-Corse	3	1	14	1	Orléans - Tours	40	46	219	22
Corse	6	4	27	3	Ville de Paris	65	96	121	20
Seine-et-Marne	21	21	82	8	Paris	65	96	121	20
Seine-Saint-Denis	21	44	109	18	Charente	6	9	37	3
Val-de-Marne	27	40	104	14	Charente-Maritime	10	12	51	5
Crétell	69	175	295	40	Sèvres (Deux-)	7	8	36	3
Côte-d'Or	11	12	46	4	Vienna	9	10	34	3
Nièvre	4	8	28	2	Poitiers	32	39	158	14
Saône-et-Loire	13	14	52	7	Ardennes	9	9	46	3
Yonne	7	6	28	3	Aube	5	6	25	3
Dijon	35	40	154	16	Marne	11	11	49	5
Ardèche	5	7	24	4	Marne (Haute-)	5	6	24	3
Drôme	12	9	38	3	Reims	30	32	144	14
Isère	27	20	76	9	Côtes-du-Nord	11	14	45	5
Savoie	7	9	36	4	Finistère	18	14	63	7
Savoie (Haute-)	12	9	40	4	Ille-et-Vilaine	12	14	50	6
Grenoble	63	54	214	24	Morbihan	5	11	40	5
Nord	48	68	197	21	Rennes	46	53	198	23
Pas-de-Calais	27	51	124	11	Eure	7	12	49	4
Lille	75	119	321	32	Seine-Maritime	22	35	106	10
Corrèze	7	7	26	3	Rouen	29	47	155	14
Creuse	5	4	20	2	Rhin (Bas-)	22	23	83	6
Vienne (Haute-)	11	10	31	3	Rhin (Haut-)	14	16	48	6
Limoges	23	21	79	8	Strasbourg	36	39	131	12
Ain	8	7	39	6	Ariège	4	6	15	3
Loire	17	23	52	6	Aveyron	6	6	23	4
Rhône	26	31	101	14	Garonne (Haute-)	16	18	72	5
Lyon	51	61	192	26	Gers	7	4	22	3
Aude	6	5	26	3	Lot	6	5	20	3
Gard	9	9	46	4	Pyrénées (Hautes-)	8	7	24	3
Hérault	14	12	59	5	Tarn	8	10	32	4
Lozère	2	3	13	1	Tarn-et-Garonne	4	5	14	2
Pyrénées-Orientales	7	5	25	3	Toulouse	59	61	212	27
Montpellier	38	34	169	16	Yvelines	22	20	86	9
Meurthe-et-Moselle	14	22	74	7	Essonne	17	25	86	11
Meuse	4	6	25	3	Hauts-de-Seine	28	44	92	15
Moselle	22	26	101	9	Val-d'Oise	16	23	74	9
Vosges	10	14	42	4	Versailles	83	112	338	44
Nancy - Metz	50	68	242	23	France métropolitaine	1 111	1 361	4 689	501
Loire-Atlantique	15	23	65	5	Guadeloupe	3	11	42	3
Maine-et-Loire	8	11	49	4	Guyane	2	4	5	1
Mayenne	5	5	27	3	Martinique	4	12	43	3
Sarthe	10	11	55	4	Antilles - Guyane	9	27	90	7
Vendée	6	7	28	3	Réunion (Aix-Marseille)	5	18	49	5
Nantes	44	57	224	19	Saint-Pierre et Miquelon	1	1	»	»
Alpes-Maritimes	16	14	58	7	Total DOM	15	46	139	12
Var	11	13	56	7					
Nice	27	27	114	14					

Enseignement secondaire (lycée A.-Mézières de Longwy-Haut (Meurthe-et-Moselle)).

4100. — 2 juillet 1978. — M. Antoine Porcu attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les conséquences des suppressions de postes, type lycée et adjoints d'enseignement, dans le cadre des mesures de carte scolaire, prévues pour la rentrée scolaire 1978-1979. C'est ainsi qu'au lycée mixte Alfred-Mézières de Longwy-Haut, un demi-poste d'italien sera fermé. Cette décision est difficilement compréhensible dans une région où les fils d'immigrés italiens sont de plus en plus nombreux à vouloir se perfectionner dans cette langue. Cela est si vrai que, malgré la suppression de ce demi-

poste, le nombre d'heures d'enseignement hebdomadaire passera pour l'an prochain de 48 heures à 49 heures. Il devient, de plus, évident que ces nouvelles dispositions ne manqueront pas d'aggraver encore les conditions de travail des autres professeurs qui se verront ainsi contraints de faire des heures supplémentaires. M. Porcu informe d'autre part M. le ministre que c'est un professeur certifié qui fera les frais de cette « restructuration ». Ce qui prouve une fois de plus, si besoin est, la nécessité d'une réforme de notre enseignement. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre : pour éviter l'aggravation des conditions de travail des enseignants ; pour éviter la dégradation des conditions d'étude des élèves ; pour rétablir le demi-poste d'italien, dans ce lycée.

Réponse. — Le Parlement, à l'occasion du vote de la loi de finances, fixe chaque année de façon limitative le nombre total des emplois nouveaux destinés aux lycées. Ces emplois sont ensuite répartis entre les académies et il appartient aux recteurs de les implanter dans les établissements de leur ressort après avoir examiné, dans le cadre de la préparation de la rentrée scolaire, la situation de chacun d'eux. Les services académiques peuvent à cette occasion être amenés, compte tenu de l'ordre des priorités établi, à procéder à des resserments de structures et à en tirer les conséquences sur le plan des emplois. Il serait en effet anormal et contraire à une saine gestion des deniers publics de laisser subsister des postes excédentaires dans un établissement alors que des besoins existent par ailleurs. Tel a été le cas au lycée Alfred-Mézères de Longwy-Haut, où le recteur de l'académie de Nancy-Metz a supprimé un demi-poste en Italien après avoir procédé à des regroupements d'élèves ayant choisi l'italien comme langue facultative. Dans la structure qui a été arrêtée pour l'année 1978-1979, toutes les heures recensées seront assurées avec les deux postes et demi qui restent implantés dans l'établissement. Si, à la rentrée, des besoins nouveaux apparaissent, ils seraient satisfaits en heures supplémentaires, dans les limites prévues par le décret n° 50-581 du 25 mai 1950 c'est-à-dire à raison de deux heures supplémentaires par service de professeur.

Ecoles normales (Vitry-sur-Seine [Val-de-Marne]).

4103. — 2 juillet 1978. — M. Georges Gosnat expose à M. le ministre de l'éducation que deux enseignantes normiennes de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne) viennent de recevoir leur avis de radiation avec effet rétroactif à compter du 1^{er} janvier 1978 et se voient obligées de rembourser leurs frais d'études. Ces deux institutrices ont échoué pour la seconde fois à l'épreuve pratique du CAP. Or, l'inspection départementale et l'inspection d'académie ont émis un avis favorable pour leur permettre de se présenter une nouvelle fois, en raison des conditions dans lesquelles s'est déroulée leur première année de stage. En effet, l'une d'elles a été détachée en Angleterre dès sa sortie de l'école normale et n'a été nommée dans une classe que quelques jours avant de passer son CAP. La seconde n'a effectué que de petits remplacements tout au long de sa première année. Ces radiations sont d'autant plus inadmissibles que les besoins réels de l'enseignement en personnels qualifiés sont extrêmement importants et qu'il est absolument nécessaire, pour y remédier, de créer un nombre suffisant de postes budgétaires. Les enseignants et parents d'élèves refusent, à juste titre, ces décisions qui semblent dictées par la volonté de limiter les titularisations. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour : 1° réintégrer ces deux enseignantes et leur permettre de suivre dans des conditions normales une troisième année de stage ; 2° créer les postes budgétaires nécessaires à un fonctionnement normal de l'enseignement.

Réponse. — Il résulte des termes de l'article 1^{er} du décret n° 62-568 du 16 mai 1962 que le report de la titularisation, donc la prolongation du stage au-delà du 1^{er} janvier consécutif à la nomination en qualité d'institutrice stagiaire, n'est prévu qu'en faveur des seuls ex-élèves maîtres qui ont été dans l'impossibilité de subir le CAP pour des raisons indépendantes de leur volonté. En application de cette disposition il aurait dû normalement être mis fin au stage des deux intéressées dès le premier échec au CAP. C'est donc par mesure de bienveillance qu'elles ont été autorisées à subir une deuxième fois les épreuves pratiques de cet examen tout en étant maintenues dans leurs fonctions d'institutrice stagiaire. En conséquence, il ne pouvait qu'être mis fin à leur stage à la suite d'un second échec au CAP.

Enseignants (professeurs d'enseignement général de collège).

4133. — 2 juillet 1978. — M. Louis Sallé appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation des professeurs d'enseignement général de collège (PEGC), sur le plan de leurs conditions de travail. Enseignant dans les mêmes établissements que leurs collègues certifiés, les intéressés reconnaissent que la différence des niveaux de recrutement justifie des indices de traitement supérieurs au bénéfice de ces derniers, mais s'étonnent par contre que leurs horaires de travail comptent trois à cinq heures de cours de plus par semaine. Or, il apparaît que les PEGC, détenteurs de diplômes moins élevés que les certifiés, devraient au contraire bénéficier de temps libre pour approfondir leurs connaissances et parfaire leur méthode d'enseignement. Il lui demande, en conséquence s'il n'estime pas équitable que le service des PEGC soit ramené au même horaire que celui appliqué à leurs collègues certifiés. Par ailleurs, il souhaite également connaître les raisons pour lesquelles les stages de recyclage systématiques de six mois, reconnus comme indispensables pour les instituteurs des classes élémentaires, sont systématiquement refusés aux PEGC des classes de l'enseignement secondaire du premier cycle. Il semble que ces

stages s'avèrent à tout le moins aussi nécessaires pour les PEGC que pour les instituteurs et M. Sallé demande à M. le ministre de l'éducation que des dispositions interviennent afin que les PEGC intéressés puissent y participer.

Réponse. — La durée de service hebdomadaire de chaque enseignant découle de son statut particulier ou de dispositions réglementaires à caractère statutaire. C'est ainsi que les obligations de service des professeurs d'enseignement général de collège sont fixées à vingt et une heures par semaine, auxquelles peuvent s'ajouter, dans l'intérêt du service deux heures supplémentaires, par l'article 14 du décret n° 69-493 du 30 mai 1969 portant statut des PEGC. L'éventuelle révision des horaires de service s'intégrerait nécessairement dans celle de l'ensemble des personnels enseignants. C'est dire qu'il n'est pas possible de préciser actuellement la nature et le contenu de mesures qui réclament des études attentives. Il en est de même des modalités selon lesquelles pourra être mise en place la formation continue des PEGC qui doit être adaptée aux besoins spécifiques des intéressés dont les conditions de recrutement et de formation initiale sont diverses, et aux besoins de l'enseignement dispensé dans les collèges. Dans l'immédiat il est envisagé d'organiser, au cours de la prochaine année scolaire, une action de formation complémentaire destinée aux PEGC qui ont été nommés en application des dispositions des décrets n° 75-1006 et 75-1007 du 31 octobre 1975 qui fixent des conditions exceptionnelles d'accès aux corps des PEGC. Les modalités de cette action seront prochainement définies. Il peut, d'ores et déjà, être précisé qu'elle sera organisée dans les centres de formation de PEGC, cette mesure devant être considérée comme un des moyens destinés à assurer la meilleure utilisation des centres de formation de PEGC, qui constituent pour l'académie un outil efficace de formation et dont il n'est pas question de mettre en cause l'existence.

Enfance inadaptée (personnels).

4106. — 8 juillet 1978. — M. Christian Nucci appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les conséquences à attendre de la mise en œuvre de l'article 5 de la loi d'orientation en faveur des handicapés, du 30 juin 1975, sur les professions de jardinière spécialisée, de jardinière d'enfants, d'éducateur de jeunes enfants et d'éducateur spécialisé. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que leurs formations spécifiques et leur expérience professionnelle soient reconnues comme conférant les titres et capacités à l'enseignement, permettant à ces personnes de poursuivre leur activité, et notamment s'il n'envisage pas d'admettre que ces formations équivalent au baccalauréat.

Réponse. — L'article 5 de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées prévoit que l'Etat prend en charge les dépenses d'enseignement et de première formation professionnelle des enfants et adolescents handicapés. Aux termes de l'article 11 du décret n° 78-255 du 8 mars et de l'article 1^{er} du décret n° 78-442 du 24 mars, peuvent bénéficier, sous réserve de remplir les conditions requises, notamment en ce qui concerne les titres, soit d'un agrément dans le cadre d'un contrat simple souscrit par l'établissement, soit d'une intégration dans un des corps d'enseignants relevant du ministère de l'éducation, les éducateurs scolaires et les maîtres chargés de cet enseignement. Les éducateurs spécialisés, qui n'ont pas pour mission d'assurer un tel enseignement, sont exclus du champ d'application des textes précités. Par ailleurs et dans la phase actuelle de mise en place pour 1978, les éducateurs de jeunes enfants et les jardinières d'enfants demeurent hors du champ de ces mêmes textes.

Enseignement secondaire (collège d'Andrézy [Yvelines]).

4217. — 8 juillet 1978. — M. Michel Ricard expose à M. le ministre de l'éducation que la situation lamentable du collège d'Andrézy (Yvelines) a conduit enseignants et parents d'élèves à entreprendre diverses actions revendicatives, grèves et manifestations qui sont l'expression d'un légitime mécontentement devant les conditions de fonctionnement de cet établissement. En effet, les 500 élèves reçoivent leur enseignement dans six groupes de locaux distants de 100 mètres à deux kilomètres du bâtiment principal, neuf de ces classes fonctionnent dans des baraques préfabriquées et si rien n'est entrepris, 150 élèves de sixième devront être accueillis à Triel à la prochaine rentrée scolaire, ce qui aggravera la fatigue des enfants, le coût pour les familles et les difficultés pédagogiques et administratives. Malgré l'acquisition par la commune d'Andrézy du terrain nécessaire à la construction d'un CES 900, cette ville reste la seule localité de plus de 10 000 habitants des Yvelines à ne pas avoir son collège. Ce collège ayant été inscrit sur la liste prioritaire régionale en 1977 et M. le préfet des Yvelines ayant laissé entendre à la session du 5 juin 1978 du conseil général que des solutions étaient en vue pour 1979, il lui demande de lui indiquer dans quels délais il pense pouvoir garantir une scolarisation secondaire dans des conditions décentes aux enfants d'Andrézy.

Réponse. — La construction d'un collège 900, à Andrézy (Yvelines), est bien inscrite à la carte scolaire et figure parmi les opérations urgentes sur la liste prioritaire régionale. La programmation des constructions scolaires étant déconcentrée et confiée aux préfets de région après avis des instances régionales, il appartient à l'honorable parlementaire de saisir le préfet de la région Ile-de-France afin qu'il étudie l'éventualité du financement de cette opération au cours d'un prochain exercice.

Enseignants (académie de Versailles : animateurs culturels).

4273. — 8 juillet 1978. — **M. Georges Marchais** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les suppressions de postes d'animateurs culturels envisagés par le rectorat de Versailles. Les animateurs culturels en milieu scolaire issus eux-mêmes du personnel de l'éducation sont recrutés par les recteurs. Au cours de neuf années d'activité, ces personnels ont ouvert des voies nouvelles dans la recherche des moyens et méthodes propres à favoriser le plein épanouissement de la personnalité des élèves. Fondée à l'origine sur l'initiation à l'art dramatique, l'animation culturelle en milieu scolaire a largement rayonné pour prolonger de façon enrichissante et diversifiée les diverses disciplines éducatives. Intégrée dans la scolarité, coordonnée avec les actes pédagogiques spécifiques des professeurs, cette animation se définit par principe et par expérience comme complémentaire et essentielle. Activité d'éveil, d'épanouissement, ouverte sur la vie, l'animation culturelle est un facteur important d'ouverture de l'école sur la société et sur l'art qui en est inséparable. Y renoncer, même partiellement, serait un appauvrissement, une régression injustifiables. C'est pourquoi il exprime son inquiétude en ce qui concerne l'avenir des animateurs et notamment dans l'académie de Versailles puisque celle-ci ne conserverait que six ou sept postes sur les quinze existants et ne reconduirait pas deux nominations. Il lui demande donc de décider le maintien de tous les postes existants pour la prochaine rentrée scolaire, et d'officialiser cette fonction en arrêtant des modalités de titularisation en tant qu'animateur. La garantie de l'emploi serait évidemment de nature à attirer des vocations dans ce secteur d'avenir de l'activité pédagogique.

Réponse. — L'expérience des animateurs culturels de la région parisienne sur laquelle l'honorable parlementaire a bien voulu attirer l'attention du ministre a été lancée il y a quelques années à une époque où l'animation culturelle en milieu scolaire était très peu développée et où il s'était avéré souhaitable, pour donner quelque réalité à cette notion, de spécialiser des agents dans cette tâche. Aujourd'hui la situation est très différente puisque l'ouverture de l'école sur son milieu culturel est une des orientations de la politique éducative du Gouvernement. Cette orientation s'est traduite par diverses mesures: adoption d'un programme d'action prioritaire associant les ministères de l'éducation, de la culture et le fonds d'intervention culturelle dans le cadre du VII^e Plan; les crédits d'action culturelle ont été portés, dans le cadre du programme, de 4,5 millions de francs en 1976 à 8,1 millions de francs en 1978 dans le budget du ministère de l'éducation; création au sein de l'administration centrale d'un service adapté à cet aspect de l'action éducative, la mission d'action culturelle en milieu scolaire; création de commissions rectorales d'action culturelle (circulaire du 9 mars 1978); lancement de diverses actions dans le domaine des musées (circulaire du 2 mars 1978), de l'art dramatique, des animations musicales, scientifiques, de l'étude des patrimoines culturels locaux (circulaires du 29 mars 1976), etc. Pour se développer et apporter à l'enseignement l'enrichissement que souligne l'honorable parlementaire, l'animation culturelle ne devait toutefois pas rester expérimentale ni reposer sur quelques agents. C'est l'ensemble des personnels enseignants qui doit prendre en charge cette dimension de l'activité des établissements et savoir utiliser l'apport des organismes culturels. Dans l'académie de Versailles comme ailleurs, c'est cette politique, qui tend à encourager une collaboration accrue des maîtres avec les organismes culturels, qui se développe. La solution qui consisterait à officialiser une fonction d'animateurs spécialisés risquerait de limiter à terme le rayonnement de l'action culturelle en milieu scolaire et appauvrirait la fonction des maîtres qui, avec les chefs d'établissements, les conseillers d'éducation et les documentalistes, doivent être les premiers « animateurs culturels ». La politique du ministère tend donc à diffuser cet état d'esprit et à organiser cette collaboration entre l'école et les organismes culturels. C'est dans ces perspectives nouvelles, visant à assurer un plus large rayonnement à leur action, que seront d'ailleurs employés les animateurs qu'il s'agira de conserver dans l'académie de Versailles.

Programmes scolaires (don du sang).

4277. — 8 juillet 1978. — **M. André Tourné** expose à **M. le ministre de l'éducation** que, parmi les actes les plus nobles, figure celui qui consiste à donner son sang volontairement, bénévolement et

d'une façon anonyme. Donner ainsi son sang est devenu une tradition bien française. Toutefois, sur le plan de l'instruction civique, les garçons et les filles de notre pays restent mal avertis du phénomène. Notamment, en besoins de sang imposés par certaines thérapeutiques obligatoires, d'une part, et par celui du sang perdu, d'autre part, à la suite des accidents du travail et des accidents de la route. Il lui demande s'il ne pourrait pas inscrire dans les programmes scolaires au moins une demi-heure par mois pour être consacrée: a) à exalter l'exemple magnifique des donneurs de sang bénévoles, sang toujours donné anonymement; b) à encourager l'épanouissement de cet exemple; c) à préciser combien les besoins, à cause du très grand nombre d'accidents du travail et de la route, deviennent chaque jour plus importants.

Réponse. — La suggestion présentée par l'honorable parlementaire rejoint les préoccupations du ministre de l'éducation, qui a déjà pris des mesures en ces sens. Il convient en effet d'observer que, dans les programmes nouveaux des sciences naturelles concernant les classes de quatrième et de troisième dans les collèges, et qui seront mis en application dès la rentrée de 1979, il est prévu de souligner l'importance que revêtent les dons du sang pour certaines thérapeutiques. En outre, dans l'enseignement de la sécurité générale et de la sécurité routière, l'attention est attirée sur les besoins de sang auxquels il faut faire face pour porter secours aux accidentés. L'intérêt présenté par ce problème entraînera par ailleurs son étude dans les programmes d'éducation civique qui sont actuellement en préparation pour les classes de lycées.

Enseignement secondaire (collège de Coucy-le-Château (Aisne)).

4337. — 8 juillet 1978. — **M. Roland Renard** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la suppression d'un poste PEGC lettres anglais et d'un poste de surveillance au collège de Coucy-le-Château, dans l'Aisne, pour la rentrée 1978. En effet, cette suppression de postes aggrave considérablement les conditions d'enseignement dans le collège: effectifs plus nombreux, notamment en classes de langues; heures supplémentaires; menace pour la sécurité des élèves, particulièrement pour une dizaine de classes soumises aux heures hebdomadaires de soutien. En conséquence, il lui demande les dispositions qu'il compte prendre pour le rétablissement de ces deux postes.

Réponse. — Un poste de surveillance a effectivement été supprimé au collège de Coucy-le-Château, dans l'Aisne, cet établissement se trouvant surdoté par rapport aux autres collèges de l'académie. Néanmoins, malgré cette suppression, ce collège disposera, à la rentrée 1978, d'une dotation égale à celle prévue par le barème en vigueur. En ce qui concerne l'enseignement de l'anglais, les prévisions du chef d'établissement faisaient apparaître pour la rentrée 1978 un potentiel d'enseignement excédentaire dans cette matière. Un poste de PEGC section III a alors été supprimé. Cependant, en raison de nouvelles prévisions, il s'est avéré récemment que les professeurs restants ne parviendraient pas à assurer l'horaire obligatoire d'anglais; le recteur de l'académie d'Amiens a donc mis à la disposition du collège de Coucy-le-Château un maître auxiliaire en surnombre à mi-temps.

Handicapés (directeurs d'établissements recevant des personnes handicapées).

4426. — 15 juillet 1978. — **M. Jean Falala** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des directeurs d'établissements concernés par la loi n° 75-534 d'orientation en faveur des personnes handicapées du 30 juin 1975. Il lui rappelle que l'article 5 de la loi n° 77-1458 du 29 décembre 1977 relative à certains personnels exerçant dans les établissements spécialisés dispose que: « la possession des titres requis pour diriger un établissement d'enseignement n'est pas exigée pour la nomination en qualité de directeur des établissements visés à l'article 5-1-2° et 3° de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975, des personnes justifiant des diplômes dont la liste est fixée par arrêté du ministre de l'éducation et du ministre de la santé ». Or, actuellement, aucun arrêté n'a encore fixé cette liste de diplômes. L'arrêté du 25 mars 1977 antérieur à la loi du 29 décembre 1977 établit effectivement une assimilation à la « qualification exigée pour diriger un établissement donnant un enseignement de même nature et de même degré » (que l'établissement dirigé de tous « diplômes ou certificats de capacité qualifiant pour l'exercice des professions d'éducateurs spécialisés... ». Le décret du 20 mars 1978 (modifiant les annexes 24 et 24 bis) établit des dispositions identiques. Il n'est pas signé par le ministre de l'éducation. Il serait donc souhaitable que soient établis avec précision: la reconnaissance de qualification d'éducateurs spécialisés résultant des accords ARSEA-ANEJI; que les diplômes d'éducateur spécialisé, antérieurs à l'institution du diplôme d'Etat, soient effectivement reconnus comme « qualifiant pour l'exercice à la profession d'éducateur spécialisé ». Ainsi, la déclaration d'ouverture des classes privées (loi de 1886), le contrat simple d'agrément d'enseignement

privé, la responsabilité pédagogique des classes resteraient, alors, de la compétence du directeur d'établissement. Il lui demande de bien vouloir, en accord avec son collègue Mme le ministre de la santé et de la famille, lui faire connaître sa position à l'égard des suggestions présentées. Il est en effet souhaitable de lever les inquiétudes des directeurs actuellement en place dont la valeur ne saurait être remise en cause par des textes incomplets.

Réponse. — Aux termes de l'article 5 de la loi n° 77-1458 du 20 décembre 1977 relative à certains personnels exerçant dans les établissements spécialisés pour enfants et adolescents handicapés, les directeurs de ces établissements n'ont pas à justifier de la possession des titres requis pour diriger un établissement d'enseignement dès lors qu'ils sont titulaires de certains diplômes. La liste de ces derniers est celle fixée par l'arrêté du 25 mars 1977 dont les dispositions ont été reprises dans le décret n° 78-429 du 20 mars 1978 modifiant les annexes XXIV et XXIV bis du décret du 9 mars 1956 modifié fixant les conditions techniques d'agrément des établissements privés de cure et de prévention pour les soins aux assurés sociaux. Pour l'essentiel l'arrêté du 25 mars 1977 élargit considérablement la liste des qualifications et titres donnant accès à l'emploi de directeur des établissements spécialisés. Il prévoit également qu'un responsable pédagogique doit être adjoint au directeur de l'établissement lorsque ce dernier ne possède pas les titres de capacité exigés en matière d'enseignement. Ces textes ne créent aucune assimilation ou équivalents entre, d'une part, les qualifications et titres requis pour diriger un établissement spécialisé et, d'autre part, les titres de capacité exigés en matière d'enseignement. Tel n'était pas d'ailleurs leur objet qui répondait au souci de ne pas écarter des emplois considérés des agents aptes à les occuper. En tout état de cause, ils ne peuvent avoir pour effet de faire échec aux dispositions en vigueur concernant les titres de capacité pour enseigner et les ouvertures d'écoles privées, telles qu'elles résultent des lois modifiées du 16 juin 1881 et du 30 octobre 1886. Les autres points évoqués par l'honorable parlementaire, notamment la reconnaissance des diplômés d'école pour l'exercice de la profession d'éducateur spécialisé, relèvent de la compétence de Mme le ministre de la santé et de la famille.

Sécurité sociale (élèves de plus de vingt ans).

4562. — 15 juillet 1978. — **M. Jacques Brunhes** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des jeunes gens et jeunes filles qui n'ont pas terminé leurs études secondaires avant la fin de leur vingtième année et qui ne sont plus couverts par la sécurité sociale. Le coût élevé de l'assurance volontaire ne permet pas, dans la pratique, à la grande majorité des familles de recourir à cette solution. Par là même, le principe d'égalité de l'enseignement est mis en cause. D'autre part, il y a des jeunes gens et jeunes filles qui la maladie, voire l'infirmité, a retardés et qui subissent un handicap supplémentaire à partir de la fin de leur vingtième année. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour que soient affiliés aux assurances sociales les élèves des établissements d'enseignement supérieur, des écoles techniques supérieures, des grandes écoles et classes du second degré préparatoires à ces écoles, ainsi que ceux des classes terminales du second degré qui ne sont ni assurés sociaux ni ayants droit d'assurance sociale et que le bénéfice de cette mesure soit accordé jusqu'à vingt et un ans aux élèves des classes terminales et jusqu'à vingt-six ans aux autres catégories.

Réponse. — La situation des élèves qui motive la question de l'honorable parlementaire a déjà retenu l'attention des services intéressés du ministère de l'éducation. Les lycéens atteignant l'âge de vingt ans en cours d'année scolaire conservent leurs droits aux prestations en nature des assurances maladie et maternité en qualité d'ayants droit de leurs parents jusqu'à la fin de l'année scolaire au cours de laquelle ils atteignent l'âge de vingt ans. Cette limite d'âge peut toutefois être reculée jusqu'à la fin de l'année scolaire au cours de laquelle ils atteignent leur vingt et unième anniversaire, au profit des élèves ayant dû interrompre leurs études pour cause de maladie, conformément aux dispositions des décrets n° 76-840 du 12 octobre 1976 et n° 77-802 du 12 juillet 1977. Au-delà de cette période, les intéressés devaient, jusqu'à l'intervention de la loi n° 78-2 du 2 janvier 1978 relative à la généralisation de la sécurité sociale, solliciter leur affiliation à l'assurance volontaire du 21 août 1967, afin de continuer à bénéficier d'une protection sociale. Depuis le 1^{er} janvier 1978, les jeunes âgés de plus de vingt ans qui poursuivent leurs études dans l'enseignement secondaire et technique ont la possibilité d'adhérer au régime de l'assurance personnelle prévu par la loi. Dans l'attente de la parution des décrets d'application qui interviendront, les personnes concernées peuvent adhérer, à titre transitoire, à l'assurance volontaire gérée par le régime général, en versant une cotisation forfaitaire dont le montant sera régularisé après la mise en place définitive du régime de l'assurance personnelle. Afin d'éviter de demander aux intéressés des montants importants de cotisations qui leur seraient reversés au moment de la parution des décrets d'application de la loi relative à

la généralisation, le ministère de la santé et de la famille a donné des directives afin de ne procéder à l'égard des élèves de plus de vingt ans inscrits dans des établissements d'enseignement secondaire ou technique qui adhèrent à l'assurance volontaire transitoire, qu'à un seul appel de cotisations pour l'année 1978, soit un montant de 412,50 francs. Cette cotisation sera intégralité dans son intégralité pour le trimestre civil au cours duquel est faite la demande et ce, quelle que soit la date de l'adhésion. Le versement en cause sera régularisé lorsque la situation des intéressés sera définitivement fixée, c'est-à-dire que la différence entre la somme de 412,50 francs et le montant demandé à titre définitif sera remboursée aux intéressés. Je précise que, par voie de circulaire, j'ai demandé à MM. les recteurs et MM. les inspecteurs d'académie de prendre les dispositions utiles afin que ces dispositions transitoires reçoivent la plus large publicité dans les établissements scolaires du second degré, de manière que les élèves intéressés soient informés de leurs droits et de leurs obligations en matière de sécurité sociale. Par ailleurs, les élèves des établissements d'enseignement supérieur, des écoles techniques supérieures, des grandes écoles et des classes du second degré préparatoires aux grandes écoles sont affiliés obligatoirement aux assurances sociales (régime étudiant) s'ils sont âgés de moins de vingt-six ans.

INDUSTRIE

Industries mécaniques (établissements AFSD-Cazeneuve à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis)).

617. — 26 avril 1978. — **M. Pierre Zarka** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur la situation des établissements AFSD-Cazeneuve à Saint-Denis. L'activité de cette entreprise est interrompue depuis dix-huit mois. Les AFSD-Cazeneuve représentent une donnée importante de l'économie nationale en raison de la nature de leur production. Bien que mondialement réputée, la fabrication des tours Cazeneuve est ralentie et les ateliers de Saint-Denis fermés alors que les besoins de la France en machines-outils doivent être couverts à 60 p. 100 par l'importation. Des centaines de travailleurs qualifiés qu'elle employait se trouvent réduits à l'inactivité. L'abandon d'une entreprise parfaitement viable et indispensable à l'économie nationale représente un inqualifiable gâchis matériel et humain. D'autant que l'état actuel des ateliers de Saint-Denis, la présence de machines en état de fonctionner, indique que l'activité pourrait redémarrer à tout moment. Convaincu qu'une solution industrielle peut être trouvée, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour que l'activité de l'entreprise puisse reprendre et que les travailleurs licenciés soient réembauchés. La nomination récente et tant attendue d'un médiateur augure-t-elle enfin d'une volonté nouvelle de l'employeur et des pouvoirs publics de négocier? Le Gouvernement français mesure-t-il enfin les dommages causés à notre pays par la liquidation d'entreprises comme Cazeneuve? Il lui demande ce que compte faire le Gouvernement pour favoriser l'ouverture de négociations qui devraient se fixer pour objectifs : 1° la recherche dans le cadre d'un plan global de la machine-outil, d'une solution industrielle pour Cazeneuve; 2° la mise sur pied d'un plan de redémarrage de l'activité de l'entreprise à Saint-Denis et le réembauchage des travailleurs licenciés.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

Entreprises industrielles et commerciales (Entreprise Pratic, à Clérieux (Drôme)).

659. — 28 avril 1978. — **M. Georges Filloud** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur la situation des travailleurs de l'Entreprise Pratic, à Clérieux dans la Drôme, qui luttent depuis près d'un an contre la liquidation de leur établissement. L'importance de l'entreprise pour l'économie locale, le caractère moderne de l'entreprise, la qualification du personnel et l'existence de solutions industrielles, doivent permettre une reprise de l'activité, sous réserve d'un apport d'investissement. Il lui demande quelles ont été les initiatives prises par les pouvoirs publics pour donner une solution à ce problème; il lui demande d'autre part pour quelle raison les salariés licenciés n'ont pu jusque récemment toucher leur indemnité de licenciement.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

Textiles (Société J.-B. Martin).

1093. — 10 mai 1978. — **M. Antoine Gau** appelle l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur les difficultés persistantes que connaît, en particulier dans la région Rhône-Alpes, les entreprises spécialisées dans la fabrication du velours uni; d'une part, la Société Jean-Baptiste Martin, dont la liquidation de biens a été prononcée en 1977 et dont l'activité est suspendue depuis près

d'un an et, d'autre part, la Société Giron qui vient de déposer son bilan. Or il ne semble pas que la consommation de velours uni ait baissé en France, l'importation ayant pris le relais de la production nationale. Il lui demande de bien vouloir lui préciser quelle a été la quantité de velours uni importée en 1976 et en 1977 en précisant la part qui revient aux produits fabriqués dans les établissements étrangers de la Société Jean-Baptiste Martin et qui continuent à fonctionner.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

Emploi (Le Bourget [Seine-Saint-Denis]: entreprise Worthington).

1185. — 10 mai 1978. — M. Maurice Nilles attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur les menaces qui pèsent à l'entreprise Worthington du Bourget. En effet, la direction vient d'annoncer le déclassement de quatre agents de maîtrise, l'aggravation du chômage technique pour les ouvriers du montage, alors qu'ils ne travaillent que trente-deux heures par semaine, et des licenciements à l'usine d'Eloyes. La direction justifie ses décisions par la nécessité de diminuer les frais généraux. Cela est grave pour les travailleurs et pour la production. Pourtant, dans le même temps, un directeur supplémentaire est nommé. La création d'un poste de direction à plus de 15 000 francs par mois rentre-t-elle dans la lutte contre les difficultés de l'entreprise. Pourtant celles-ci avaient servi de prétexte en 1977 pour licencier 120 travailleurs au Bourget. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que l'entreprise Worthington recherche d'autres solutions à ses problèmes plus adaptées aux besoins des travailleurs et du pays.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

Automobiles (entreprise Dalphi Métal à Amplepuis [Rhône]).

1263. — 11 mai 1978. — M. Marcel Houël attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur les événements survenus dans l'entreprise Dalphi Métal, unités de Bron et Villeurbanne. En juillet 1977, pendant la période des congés annuels, la direction de l'entreprise faisait procéder au démantèlement des moules et outillages sur l'unité d'Amplepuis, récemment créée. Ces outillages concernaient les fabrications Citroën (volant Diane) et Renault (volant R 5 TS et R 14). Depuis le 22 août 1977, toutes les armatures métalliques des volants cités ont été fabriquées à Amplepuis. A réception des armatures métalliques à Bron, le service contrôle, à plusieurs reprises, s'est plaint de la mauvaise qualité des soudures et en a informé la direction (les armatures métalliques ne résistant pas aux tests mécaniques imposés par le cahier des charges des constructeurs automobiles). Après un dépôt de bilan et le licenciement de près de deux cents travailleurs, l'unité de production de Bron a été occupée du 4 janvier 1978 au 8 avril 1978. A cette date, la direction a demandé, sous la protection de la police, ce matériel et en premier lieu les machines et appareils de contrôle ainsi que les moules mères et moules fabrication. Aussi il existe un risque concernant les voitures munies d'un volant dont l'armature métallique a été fabriquée par l'unité d'Amplepuis pendant la période du 22 août 1977 au 8 avril 1978. En conséquence, il lui demande quelles mesures il envisage pour faire cesser le danger que représente pour les usagers cette absence de contrôle pendant la période précitée.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

Cuir et peaux (emploi dans les Tanneries françaises réunies à Bort-les-Orgues [Corrèze] et au Puy [Haute-Loire]).

1268. — 11 mai 1978. — M. André Lajoinie attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur les graves conséquences sociales et économiques que vont provoquer les licenciements massifs effectués aux Tanneries françaises réunies. La direction de cette firme vient, en effet, de décider les licenciements de 392 travailleurs sur un effectif de 712 salariés de son usine du Puy (Haute-Loire) et 170 sur 284 de celle de Bort-les-Orgues (Corrèze). Ces licenciements aggravent une situation de l'emploi très dégradée dans ces deux villes. Au Puy, par exemple, l'usine Bio-Energie et l'entreprise Plantin viennent de fermer leurs portes, jetant à la rue près de 200 salariés. Alors que les pouvoirs publics ont consacré d'importants crédits versés aux Tanneries françaises réunies, leur quasi-démantèlement pose aujourd'hui le problème de la disparition d'une industrie utile au pays car la France, premier pays d'Europe pour l'élevage, voit partir 80 p. 100 des peaux de veaux à l'étranger pour être tannées. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour permettre aux Tanneries françaises réunies de maintenir l'activité et l'emploi dans les usines de Bort-les-Orgues et du Puy, ce qui correspond à l'intérêt régional et national.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

Entreprises industrielles et commerciales
(entreprise Sopanec, à Ecommoy [Sarthe]).

1966. — 25 mai 1978. — M. Daniel Boulay attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur l'arrêt de l'activité, depuis plusieurs mois, de la Sopanec, à Ecommoy (Sarthe), entraînant le chômage de près de 300 salariés. Cette usine toute neuve, dont les machines sont à peine rodées, constitue un outil de production qu'il est d'autant plus intolérable de laisser se dégrader que de nombreux débouchés existent dans cette branche d'activité. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour la reprise immédiate de l'activité de l'entreprise.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

Textiles (industrie du moulinage et de la texturation).

2192. — 31 mai 1978. — M. Gilbert Senès demande à M. le ministre de l'Industrie de lui préciser les modalités de l'aide à l'industrie du moulinage et de la texturation qui viennent d'être décidées, ces aides ayant été fixées en liaison avec les mesures prises par leurs fournisseurs de fibres pour leur propre restructuration.

Réponse. — La crise subie par l'industrie textile depuis 1974 a été particulièrement ressentie dans le secteur du moulinage et de la texturation en raison de l'évolution technologique — moulins à double torsion et texturation à friction — qui est intervenue au moment où les entreprises se trouvaient confrontées à de graves problèmes de trésorerie. Les pouvoirs publics se sont préoccupés de l'avenir de cette profession : plusieurs études lui ont été consacrées, un chargé de mission a été mis en place par la Datar pour établir et coordonner un plan général de modernisation et de restructuration. Ces études ont permis de faire ressortir des éléments positifs sur le plan technique et économique, auxquels il convient d'ajouter la compétence des techniciens français et la volonté des industriels de conserver leur activité et de préserver les emplois. Le principe d'une intervention de l'Etat a été adopté par le comité économique et social le 9 février 1978 ; un concours du Cirit est complété par une participation du ministère de l'Industrie et de la Datar. La décision d'intervention des pouvoirs publics a été motivée par des raisons internes à la profession, étrangères aux mesures de restructuration prises par les fabricants de fibres chimiques. Néanmoins, dans l'application de ces décisions, le ministère de l'Industrie veillera naturellement à éviter de créer des surcapacités de production dont souffriraient tous les industriels.

Travailleurs de la mine (invalides des Houillères).

2202. — 31 mai 1978. — M. André Dejeux attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur la situation des invalides des Houillères qui souhaitent obtenir : 1° la majoration de 10 p. 100 de leur pension quand ils ont élevé au moins trois enfants ; 2° la même allocation de combustible que celle accordée aux agents en activité alors que présentement, leur contingent est inférieur de 1 600 kilogrammes. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre en vue de satisfaire ces anciens ouvriers des Houillères qui ont dû cesser le travail pour cause de blessure ou de maladie et qui souhaitent légitimement obtenir l'alignement de leurs avantages sur ceux accordés aux actifs.

Réponse. — 1° Depuis l'intervention du décret n° 76-1071 du 23 novembre 1976 qui a apporté diverses améliorations au régime spécial de la sécurité sociale dans les mines, les titulaires de la pension d'invalidité générale de ce régime, et notamment ceux qui proviennent des Houillères, bénéficient, sous les mêmes conditions que les pensionnés de vieillesse, de la majoration de 10 p. 100 de leur prestation quand ils ont élevé trois enfants ; 2° Il est rappelé qu'une circulaire du ministère de l'Industrie en date du 13 mai 1974, qui a supprimé toute condition particulière d'ancienneté de services pour les mêmes invalides généraux, a déjà sensiblement amélioré le taux d'attribution de la prestation de chauffage en nature ou en espèces pour un grand nombre de ces invalides, en alignant ce taux sur le taux le plus élevé précédemment en vigueur pour cette catégorie de pensionnés. Les services du ministère de l'Industrie qui étudient actuellement une réforme du régime des prestations réglementaires de chauffage des agents et anciens agents des mines ne manqueront pas d'apporter, dans le cadre de cette étude, une attention particulière aux invalides généraux.

Electronique (emploi).

2290. — 1^{er} juin 1978. — M. Georges Marchais attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur les menaces de réductions d'effectifs à ITT. Il semblerait que la direction de ce groupe envisage de réduire les effectifs, ramenant ceux-ci de 10 000 à

8 000 travailleurs en quatre ans, dont au moins 208 à la CGCT de Fontenay et à Rennes dès cette année. La direction d'ITT ne peut raisonnablement invoquer des difficultés financières. *Electronic-Actualité* du 14 avril 1978 fait état des progrès enregistrés par la CGCT tant en chiffre d'affaires qu'en montant des commandes reçues. Impliqué plusieurs fois dans des interventions diverses dans la vie politique d'Etats différents, le groupe ITT a prouvé sa solidité financière. En conséquence, il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour éviter les diminutions d'emplois qui semblent menacer les travailleurs de ce groupe.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

*Industries chimiques
(Palmboeuf: Produits chimiques Ugine-Kuhlmann).*

2425. — 2 juin 1978. — **M. François Autain** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur les conséquences de la fermeture de l'usine Produits chimiques Ugine-Kuhlmann de Palmboeuf. En effet, alors que le chômage touche déjà gravement la région Loire-Atlantique, c'est 152 emplois qui ont ainsi été supprimés. L'éventuelle implantation de l'usine Zircotube (du même groupe PUK) ne garantit en rien une compensation du nombre d'emplois supprimés. Bien au contraire sa mise en service n'est prévue que pour la fin de l'année 1979 et avec un effectif de 100 personnes. Dans le meilleur des cas c'est donc un chômage certain de dix-huit mois pour une centaine de salariés et un avenir encore plus sombre pour les autres. Il est plus que paradoxal que Pechiney-Ugine-Kuhlmann (PUK), dont les bénéfices ont été en 1977 supérieurs de 50 p. 100 par rapport à 1976, supprime des usines parfaitement viables et refuse d'investir pour le maintien et le développement de l'emploi. A l'usine de Palmboeuf, par exemple, aucun investissement d'avenir n'a été réalisé depuis de nombreuses années. Il lui demande donc quelles mesures compte prendre le Gouvernement afin d'assurer à ces travailleurs le maintien de leur emploi, alors qu'aucune perspective positive ne leur est offerte.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

Energie nucléaire (implantation des centrales).

2829. — 9 juin 1978. — **M. Claude Biver** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur le fait que la presse régionale a fait état récemment d'un plan d'implantation de centrales nucléaires accompagné d'une carte indiquant les sites retenus et sur laquelle figurait, notamment, la commune de Marville dont il est maire. Ni en cette qualité, ni à un autre titre, l'auteur n'a jamais eu l'écho des recherches à partir desquelles ce programme aurait été élaboré. Il n'apparaît pas que les autorités locales non élues y aient été davantage associées. Dès lors, il souhaiterait obtenir toutes précisions sur la réalité et l'avancement des études entreprises ainsi que la confirmation des sites retenus en tant qu'ils concernent le département de la Meuse et les critères qui ont présidé à un tel choix.

Réponse. — Contrairement aux mentions qui ont pu paraître dans la presse régionale et auxquelles l'honorable parlementaire se réfère aucun site de centrale nucléaire n'a été envisagé, ni donc a fortiori décidé sur le territoire de la commune de Marville dont il est maire. Actuellement, Electricité de France procède à un certain nombre d'études pour préciser les possibilités d'une implantation de centrale en bordure de la Meuse, dans le département des Ardennes, c'est-à-dire dans une section du cours de cette rivière où le débit est suffisamment élevé pour assurer les besoins en eau de l'usine.

*Industrie chimique (Saint-Auban [Alpes-de-Haute-Provence]:
usine Rhône-Poulenc).*

2866. — 9 juin 1978. — **M. Pierre Girardot** attire l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur les problèmes économiques et humains de l'usine de Saint-Auban, du groupe Rhône-Poulenc, dans les Alpes-de-Haute-Provence, où les effectifs sont passés de 2 200 personnes en 1972 à 1 860 actuellement, avec une augmentation du tonnage brut de la production de 15 p. 100; où il paraît que l'objectif de la direction est de réduire le personnel à 1 500 personnes et où les fabrications actuelles pourraient être mises en cause par une concentration de la pétrochimie à Fos. Il lui demande d'intervenir: 1° pour la création d'une cinquième équipe postée et l'embauche de 100 nouveaux salariés au moins afin de soulager le personnel actuel, compétent mais fatigué par la cadence de la production; 2° pour le maintien du bureau d'études de l'entreprise; 3° pour la création d'une plate-forme de fabrication de petits produits à partir des matières premières de l'usine afin de développer l'économie de la vallée de la Durance et d'y solutionner partiellement

le problème de l'emploi; 4° pour un meilleur entretien des installations et contre tout projet de concentration de la pétrochimie à Fos.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

Emploi (Saint-Eloy-les-Mines [Puy-de-Dôme]).

3148. — 16 juin 1978. — **M. Edmond Vacant** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur le problème suivant: l'usine Rockwool International devait, en mars 1978, s'installer à Saint-Eloy-les-Mines (Puy-de-Dôme), dans le cadre de la reconversion des mines et créer de ce fait plus de 300 emplois. Une décision récente prise par ce groupe industriel l'amène à surseoir à cette installation et à construire en Grande-Bretagne, décision qui aggrave la situation de cette région de Saint-Eloy-les-Mines, déjà lourdement pénalisée par la fermeture des mines. Il lui demande quelles mesures entend prendre le Gouvernement devant de telles décisions, qui mettent en danger l'économie de régions défavorisées.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

Emploi (Saint-Calais [Sarthe]: fonderies Bombled).

3234. — 16 juin 1978. — **M. Daniel Boulay** attire l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur la situation de la fonderie Bombled, à Saint-Calais (Sarthe). Cette usine a déjà connu un ralentissement d'activité ces derniers mois et les propos les plus pessimistes circulent sur son avenir. **M. Daniel Boulay** demande à **M. le ministre** quelles mesures il compte prendre pour relancer l'activité de cette entreprise et garantir l'emploi des quatre-vingt-quinze salariés.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

*Calamités agricoles
(inondations à Manicamp-Marizelle, Bichancourt et Querzy [Aisne]).*

3424. — 21 juin 1978. — **M. Roland Renard** attire l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur les agriculteurs sinistrés des communes de Manicamp-Marizelle, Bichancourt et Querzy dans l'Aisne. En effet, à la suite d'inondations provoquées par le débordement de l'Oise, accentuées par les fortes pluies, les agriculteurs ont vu leurs champs complètement envahis par les eaux et leurs pâtures entièrement dévastées. Il s'ensuit une perte considérable: 450 hectares environ sinistrés. Compte tenu de la situation particulière de ces trois communes, il ne serait pas normal de les considérer sur le même plan que la vallée de l'Oise car les calamités agricoles qu'elles viennent de subir ont un caractère tout à fait exceptionnel. D'autre part, il est à noter que tous les exploitants concernés étaient en catégorie n° 3 Herbage et que depuis 1976, arbitrairement, ils ont été tous classés en catégorie n° 5 Poy-culture, ce qui crée une incidence au niveau de l'imposition qui est plus lourde. C'est pourquoi, il demande de prendre en considération la demande des agriculteurs des communes de Manicamp-Marizelle, Bichancourt et Querzy pour que soit reconnu le caractère exceptionnel des calamités agricoles subies et la suite qu'il compte réserver à leur demande de remise en catégorie n° 3 Herbage.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

Emploi (Issoudun [Indre]: entreprise Meci).

3566. — 23 juin 1978. — **Mme Chantal Leblanc** attire l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur la situation de l'entreprise Meci à Issoudun dans l'Indre. Cette entreprise de matériel électrique de contrôle et industriel est le lieu de licenciements et se voit menacée à terme de liquidation, sous prétexte de restructuration. Pourtant il est connu de tous que dans le domaine de la mesure de l'instrumentation ou du contrôle, Meci fait toujours autorité. Il est inadmissible qu'on veuille brader cette industrie de pointe disposant d'un potentiel technique et humain de grande qualité et faire passer toute l'industrie de la mesure sous contrôle étranger. Pour le maintien de la Meci et le développement de l'emploi dans la région d'Issoudun, elle lui demande de se prononcer sur la proposition du parti communiste français de la prise de contrôle immédiate de la Meci par le commissariat à l'énergie atomique ou ses filiales. Cette proposition est tout à fait réaliste et peut s'inscrire dans les activités et programmes du CEA. En effet, Mme Leblanc se permet de lui rappeler que quand il était administrateur général du CEA, il avait donné la définition suivante de la notion de « groupe CEA »: « assurer l'unité de politique générale, la cohérence des activités et des programmes, garantir l'unité de manœuvre

de cet ensemble ». Cette définition montre qu'il serait rationnel qu'il y ait, à l'intérieur de cet ensemble, une entreprise fabriquant les appareils de mesure (ces appareils Mecj sont déjà utilisés par le CEA, pourquoi ne les fabriquerait-il pas ?) Elle lui demande de bien vouloir faire connaître aux travailleurs de la Mecj son avis sur cette proposition qui peut sauver leur entreprise et l'emploi dans la région.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

Textiles (Givet [Ardennes] : usine Rhône-Poulenc Textile).

3706. — 24 juin 1978. — M. René Visse attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur la grave conséquence qu'entraînerait la fermeture de l'usine Rhône-Poulenc Textile à Givet (Ardennes), celle-ci étant programmée par la direction générale du groupe. L'application de cette décision — injustifiable — entraînerait la suppression de 400 emplois, dont un grand nombre d'emplois féminins dans une région et un département où le chômage a connu une aggravation brutale dans le second trimestre de cette année, tendance qui se poursuit et qui prend allure d'une véritable catastrophe. Rien ne motive cette décision sinon des intérêts privés. C'est ainsi que cette unité de production : détient le monopole de l'efficacité dans la technique de la teinture du fil ; que la demande est excellente ; des commandes étant même orientées vers d'autres usines ; que l'exercice d'exploitation est positif. La raison d'être de cette entreprise est tellement évidente que pour atteindre son objectif de liquidation la direction utilise différents artifices qui ont pour finalité de créer les conditions d'une mauvaise situation. Alors que les salariés sont en nombre insuffisant pour assurer une production capable de répondre à la demande soutenue, des ateliers sont supprimés, une politique de dégraissage des effectifs est mise en place. Compte tenu de ces faits (aggravation du chômage et solidité de l'entreprise) les salariés de Rhône-Poulenc Textile, la population du canton de Givet et des Ardennes, les élus sont en droit d'attendre d'autres dispositions qu'un éventuel et problématique rachat de l'entreprise par un autre groupe Industriel. C'est la vie d'une ville et d'un canton qui se trouve menacée avec celle des salariés et de leurs familles, du commerce et de l'artisanat. En conséquence, il lui demande quelles initiatives il compte prendre pour empêcher Rhône-Poulenc de se livrer à un tel gâchis humain et économique et quels moyens il entend mettre en œuvre pour assurer le maintien et le développement de l'emploi à Givet et dans le département des Ardennes, conformément à l'engagement pris par M. le Premier ministre, à Charleville-Mézières le 25 août 1977.

Réponse. — Une réponse a été adressée directement à l'honorable parlementaire.

Electricité et Gaz de France (personnel de la CCAS).

4605. — 22 juillet 1978. — M. Pierre Lagorce appelle l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur la situation du personnel conventionné de la CCAS, qui demande son intégration au statut national des électriciens et gaziers. Il lui demande s'il n'envisage pas de modifier l'article 23 de ce statut national afin de satisfaire la revendication de cette catégorie de personnel.

Réponse. — L'article 23 du statut national du personnel des industries électriques et gazières exclut explicitement de son champ d'application les agents de service, dits agents conventionnés de la caisse centrale d'activités sociales des industries électriques et gazières (CCAS). Ces agents qui ne sont rattachés par aucun lien juridique aux entreprises visées par le statut national, revendiquent essentiellement l'accès de plein droit au régime spécial de sécurité sociale dont les règles sont annexées à ce statut. Or, la nature de leurs activités ne justifie pas leur assimilation au statut national et l'affiliation à un régime spécial de sécurité sociale doit nécessairement être interprétée strictement. Il faut, par ailleurs, signaler que la CCAS, avec l'assentiment de ses autorités de tutelle, a pu compléter la convention collective qui la lie aux intéressés par des mesures qui, globalement, assurent aux agents de service des avantages sensiblement équivalents de ceux qu'ils tireraient de l'application du statut national du personnel des industries électriques et gazières. Il n'y a donc pas de raison de revenir sur les dispositions actuelles.

INTERIEUR

Police (Corbeil-Essonnes [Essonne]).

3781. — 27 juin 1978. — M. Roger Combrisson attire de nouveau l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur les besoins en services de police à Corbeil-Essonnes qui ne cessent de croître en raison de l'expansion démographique et économique de la ville : circulation

en augmentation constante, écoles nouvelles, réseau bancaire et transports de fonds plus importants (notamment Banque de France), demandes croissantes des services publics (SNCF, chèques postaux, centre hospitalier dont les services se développent, marchés d'approvisionnement ; installation prochaine du tribunal d'instance, du tribunal de commerce et du tribunal des prud'hommes dans le palais de justice antérieurement occupé par le tribunal de grande instance désormais installé à Evry), besoins de sécurité de toute nature. Il demeure inconcevable que la mise en service de l'hôtel de police d'Evry se soit produite par la suppression du commissariat central de Corbeil-Essonnes, ainsi que des services de permanence existants à Corbeil-Essonnes, et par la réduction des effectifs affectés à cette ville. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre pour accroître les effectifs de police en place à Corbeil-Essonnes et recréer un commissariat central.

Réponse. — La création de la circonscription de police d'Evry-Corbeil n'a pas eu pour effet de supprimer tout service de police ou toute surveillance à Corbeil-Essonnes. En effet, un commissariat de quartier reste installé dans cette ville qui, par ailleurs, dispose des services policiers d'intervention et de surveillance installés à Evry-Corbeil. Si les effectifs du commissariat de Corbeil-Essonnes ne sont pas très importants, leur renforcement est prévu et s'effectuera dès que des affectations nouvelles auront été réalisées pour la circonscription. Rétablir une circonscription à Corbeil-Essonnes entraînerait une nouvelle répartition des effectifs qui ne pourrait se faire qu'au détriment des autres services et, par voie de conséquence, diminuerait les possibilités d'interventions et de surveillance.

JUSTICE

Sociétés à responsabilité limitée (commissaires aux comptes).

822. — 28 avril 1978. — M. Martial Taugourdeau rappelle à M. le ministre de la justice que l'article 64 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales prévoit que les sociétés à responsabilité limitée, dont le capital excède un montant fixé par décret, sont tenues de désigner au moins un commissaire aux comptes. L'article 43 du décret n° 67-236 du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales, pris pour l'application du texte précité, dispose que les SARL doivent désigner au moins un commissaire aux comptes lorsque le capital social excède 300 000 F. Il lui fait observer que le montant de capital à partir duquel le commissaire aux comptes doit être désigné n'a pas varié depuis onze ans, et ceci malgré l'érosion monétaire. Compte tenu des frais qu'entraîne pour les entreprises l'assistance d'un commissaire aux comptes, il lui demande de bien vouloir augmenter le plancher prévu à l'article 43 du décret précité du 23 mars 1967.

Réponse. — Pour répondre à la question posée par l'honorable parlementaire, il convient d'évoquer les travaux d'harmonisation qui ont eu lieu à Bruxelles relatifs aux comptes sociaux. La IV^e directive de droit des sociétés qui vient d'être adoptée par le conseil des communautés européennes, fixe, en effet, certaines règles minimales en matière d'établissement, de contrôle et de publicité des comptes sociaux. Les obligations imposées sont différentes selon la taille des entreprises, les critères proposés étant ceux du montant du chiffre d'affaires, du total du bilan et du nombre de salariés. Les dispositions de cette directive vont entraîner un certain nombre de modifications des législations internes et, en France, de la loi du 24 juillet 1966 dont l'article 64 devra être adapté aux nouveaux critères retenus. On peut penser que l'utilisation des différents critères retenus, et en particulier celui du nombre de salariés, évitera les inconvénients signalés dans la question.

Gage et nantissement (réalisation du gage).

1811. — 24 mai 1978. — M. Jean Bardol appelle l'attention de M. le ministre de la justice, sur la réalisation du gage. De nombreuses petites et moyennes entreprises sont conduites, par la détérioration de la conjoncture économique, à des liquidations judiciaires. Lorsque intervient la réalisation du gage, les biens saisis sont souvent mis en vente à des prix sous-évalués de façon importante. Il lui demande s'il ne conviendrait pas de réglementer ces ventes pour éviter des préjudices injustes.

Réponse. — La loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes a fixé les règles suivant lesquelles doit être effectuée la vente des biens qui, dans le cadre d'une procédure de liquidation des biens, font l'objet d'une saisie collective de la part des créanciers et constituent leur gage. Selon l'article 84 de cette loi, les ventes d'immeubles ont lieu suivant les formes prescrites en matière de saisie immobilière, c'est-à-dire suivant la forme de l'adjudication. L'article 81 de la même loi prévoit que le syndic poursuit seul la vente des marchandises et des effets mobiliers du

les branches : premier niveau : dans le groupe de rémunération des agents d'exploitation ; pour les ouvriers d'état 2^e catégorie actuels ; second niveau : fusion des grades ouvriers d'état 3^e catégorie, ouvriers d'état 4^e catégorie, maître ouvrier d'état, contre-maîtres actuels dans un grade aboutissant à l'indice terminal du premier niveau ; la création d'un seul emploi de maîtrise assuré dans toutes les branches par la fixation d'un pourcentage identique par branche au moins égal au tiers de l'ensemble du corps ; l'accès au grade de technicien dans toutes les branches par examen professionnel sans limite d'âge et par tableau d'avancement aux plus de quarante ans avec nomination sur place.

Postes et télécommunications (ouvriers d'état).

4526. — 15 juillet 1978. — **M. Pierre Guidoni** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur la situation des personnels ouvriers d'état des PTT qui sont l'une des catégories les plus défavorisées de cette administration. Et pourtant, celle-ci les utilise dans des fonctions techniques qui sont importantes, en voici trois exemples : câblage, réglage, maintenance, etc. Dans le relevé de conclusions des négociations qui ont eu lieu lors de la grève des PTT d'octobre, novembre 1975, il avait été admis la nécessité d'un reclassement judiciaire des ouvriers d'état des PTT et d'appliquer à ces personnels un statut de technicien adjoint. Quatre ans après, plusieurs projets ont été élaborés. D'une part, leur publication n'est pas encore intervenue à ce jour, mais surtout ces statuts sont très insuffisants : la reconnaissance de la fonction technique par un changement d'appellation en rapport avec la technicité est limitée à certains grades seulement. Il n'y a pas diminution du nombre excessif de grades (sept actuellement) et surtout, il n'y a aucun gain indiciaire pour les intéressés. C'est pourquoi, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour satisfaire les revendications essentielles sur lesquelles un accord intersyndical est réalisé. Un statut à plusieurs branches ; un changement d'appellation pour toutes les catégories ; la réduction à deux niveaux d'exécution dans toutes les branches : premier niveau : dans le groupe de rémunération des agents d'exploitation ; pour les ouvriers d'état 2^e catégorie actuels ; second niveau : fusion des grades ouvriers d'état 3^e catégorie, ouvriers d'état 4^e catégorie, maître ouvrier d'état, contre-maître actuels dans un grade aboutissant à l'indice terminal du premier niveau du cadre B ; la création d'un seul emploi de maîtrise assuré dans toutes les branches par la fixation d'un pourcentage identique par branche au moins égal au tiers de l'ensemble du corps ; l'accès au grade de technicien dans toutes les branches par examen professionnel sans limite d'âge et par tableau d'avancement aux plus de quarante ans avec nomination sur place.

Postes et télécommunications (ouvriers d'état).

5138. — 5 août 1978. — **M. Raoul Bayou** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur la situation des personnels ouvriers d'état des PTT qui sont l'une des catégories les plus défavorisées de cette administration. Et pourtant celle-ci les utilise dans des fonctions techniques qui sont importantes : câblage, réglage, maintenance, etc. Dans le relevé de conclusions des négociations qui ont eu lieu lors de la grève des PTT d'octobre-novembre 1974, il avait été admis la nécessité d'un reclassement judiciaire des ouvriers d'état des PTT et d'appliquer à ces personnels un statut de technicien adjoint. Quatre ans après, plusieurs projets de statuts ont été élaborés. D'une part, leur publication n'est pas encore intervenue à ce jour, mais surtout ces statuts sont très insuffisants : 1^o la reconnaissance de la fonction technique par un changement d'appellation en rapport avec la technicité est limitée à certains grades seulement ; 2^o il n'y a pas diminution du nombre excessif de grades (sept actuellement) et surtout il n'y a aucun gain indiciaire pour les intéressés. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il compte prendre pour satisfaire les revendications essentielles sur lesquelles un accord intersyndical est réalisé : 1^o un statut à plusieurs branches ; 2^o un changement d'appellation pour toutes les catégories ; 3^o la réduction à deux niveaux d'exécution dans toutes les branches : premier niveau : dans le groupe de rémunération des agents d'exploitation, pour les ouvriers d'état 2^e catégorie actuels ; second niveau : fusion des grades d'ouvriers d'état 3^e catégorie, ouvriers d'état 4^e catégorie, maître ouvrier d'état ; contre-maître actuels dans un grade aboutissant à l'indice terminal du premier niveau du cadre B ; 4^o la création d'un seul emploi de maîtrise assuré dans toutes les branches par la fixation d'un pourcentage identique par branche au moins égal au tiers de l'ensemble du corps ; 5^o l'accès au grade de technicien dans toutes les branches par examen professionnel sans limite d'âge et par tableau d'avancement aux plus de quarante ans avec nomination sur place.

Réponse. — Les personnels ouvriers des postes et télécommunications, actuellement au nombre de 20 000 environ, sont répartis suivant des spécialités dont la plupart sont propres à mon administration. Il en est ainsi, notamment, des ouvriers d'état des installa-

tions électromécaniques et de ceux qui font partie des équipes de réparation du service automobile. Les premiers qui, à eux seuls, représentent un peu plus de 10 000 emplois, exercent des fonctions qui requièrent une qualification de même nature que celle des techniciens des installations des télécommunications. Cette spécificité a conduit à prévoir leur regroupement dans un corps nouveau d'exécution appelé corps des aides techniciens des installations. Les seconds, de l'ordre d'un millier, exercent des fonctions très voisines ou complémentaires de celles des mécaniciens et maîtres dépanneurs, qui justifient leur intégration dans le corps existant des mécaniciens dépanneurs. L'appartenance à ce corps permettra aux intéressés de bénéficier du classement en service actif. Les ouvriers d'état non concernés par ces reclassements et qui, pour la plupart, appartiennent au corps de métiers traditionnels, seront dotés d'un statut particulier inspiré du statut interministériel régissant les ouvriers professionnels, notamment en ce qui concerne la structure du corps et le classement hiérarchique des différents grades. Ce statut permettra d'offrir aux personnels concernés des perspectives intéressantes de débouché en catégorie B. La nouvelle répartition des emplois, qui accompagnera la mise en œuvre du statut, se traduira, en effet, par la création d'environ 800 emplois de maîtrise supplémentaires, dont près de 200 emplois de contre-maître principal. Les personnels du corps des contre-maîtres auront accès, en fin de carrière, au grade de chef d'atelier central dont la classe normale et la classe exceptionnelle leur permettront d'atteindre respectivement les niveaux indiciaires des agents principaux des services techniques de deuxième et de première catégorie des autres administrations. Pour ménager aux aides techniciens des installations des possibilités de promotion comparables à celles dont ils auraient bénéficié s'ils étaient demeurés dans la filière des ouvriers d'état, les modalités d'accès actuelles au corps des techniciens seront complétées par une liste d'aptitude qui leur sera réservée dans la limite de 5 % 100 des emplois à pourvoir. La même considération a conduit à prévoir, en faveur des personnels ouvriers qui seront intégrés dans le corps des mécaniciens dépanneurs, la transformation de 120 emplois de catégorie C en emplois de catégorie B qui seront pourvus, partie par liste d'aptitude et partie par concours interne spécial. Les textes traduisant l'ensemble de ce dispositif statutaire, qui sera mis en application avec effet du 1^{er} janvier 1977, sont actuellement soumis à l'examen du Conseil d'Etat.

Postes et télécommunications (receveurs-distributeurs).

4399. — 15 juillet 1978. — **M. Antoine Gissinger** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur un certain nombre de revendications qui lui ont été communiquées par les receveurs-distributeurs. Il lui rappelle que les intéressés souhaitent la reconnaissance de la qualité de comptable et l'intégration des receveurs-distributeurs dans le corps des recettes ainsi que le reclassement judiciaire de toute la catégorie. Ces fonctionnaires sont opposés au projet tendant à modifier les attributions des receveurs de quatrième classe et condamnent le remplacement des receveurs-distributeurs par les AEX DA tel qu'il est prévu par l'administration. Ils demandent l'application du code du travail au plein sens du terme relative à la protection sociale de la suppléante électrique. Ils confirment leur position face aux groupements de bureaux et rappellent la position de leur association à l'égard de certaines formes de gestion ou de distribution expérimentale. Il lui demande les mesures qu'il envisage de prendre pour donner satisfaction aux revendications exprimées par l'ensemble des receveurs-distributeurs.

Réponse. — La situation des receveurs-distributeurs fait l'objet d'une attention particulière de ma part et de celle de mes services. Dans le cadre de la réforme du statut des receveurs et chefs de centre, mon administration avait proposé en 1976 plusieurs mesures en faveur de ces agents : d'une part, la constitution d'un corps particulier pour ces fonctionnaires actuellement intégrés dans le corps des agents d'exploitation ; d'autre part, le reclassement indiciaire des intéressés dans le groupe VI de rémunération de la catégorie C des personnels de la fonction publique. Parallèlement, un projet tendant à leur reconnaître la qualité de comptable a été mis au point par mes services et soumis au ministère du budget. Jusqu'à maintenant, ces démarches n'ont pu aboutir. Mais de nouvelles propositions seront faites aux départements de tutelle en vue de tenter de trouver, tant au plan statutaire et indiciaire, qu'au plan de la reconnaissance de la qualité de comptable, des solutions satisfaisantes. Cependant, des contacts sont maintenus avec cette catégorie de personnel afin de rechercher les mesures susceptibles d'aller dans le sens de ses préoccupations. C'est pour répondre à l'une de celles-ci que la décision vient d'être prise de réduire de cinq ans la condition d'ancienneté de grade de receveur de quatrième classe. S'agissant du remplacement des receveurs-distributeurs par des agents d'exploitation du service de la distribution et de l'acheminement, le principal souci de mon administration a été de pallier les difficultés rencontrées pour faire assurer efficacement le remplacement de ces personnels, remplacement effectué jusqu'à

maintenant, pour l'essentiel, par des auxiliaires. L'affectation d'agents d'exploitation du service de la distribution et de l'acheminement dans les brigades départementales de réserve va permettre de confier les remplacements et les Intérim de receveurs-distributeurs à des agents spécialement formés à cette tâche et de maintenir ainsi la qualité du service pendant l'absence des titulaires. En ce qui concerne la protection sociale des suppléants électriques, mon administration a le sentiment d'avoir pris ces dernières années, à leur égard, un certain nombre de mesures qui leur ont apporté des avantages et des garanties non négligeables. En effet, depuis le 1^{er} janvier 1976, les suppléants bénéficient d'une clause de sauvegarde qui leur garantit une rémunération minimale. Je précise à ce sujet que les fonctions de ces agents consistent essentiellement à assurer une permanence — pour le service téléphonique et le service télégraphique — pendant que le receveur-distributeur assure sa tournée de distribution. Grâce à cette clause de sauvegarde, la couverture sociale des suppléants est assurée puisqu'elles totalisent désormais plus de 200 heures de travail dans le trimestre, durée minimale exigée par la sécurité sociale pour bénéficier des prestations en nature et en espèces. Quant aux groupements de bureaux, les craintes des receveurs-distributeurs ne sont pas fondées ; la majorité d'entre eux semblent apprécier au contraire cette structure non hiérarchique qui leur permet, à l'occasion de réunions périodiques, de rompre l'isolement dans lequel ils trouvaient jusqu'à maintenant et d'avoir des échanges fructueux sur le fonctionnement des services. Enfin, consciente que les recettes-distribution constituent un maillon essentiel du réseau postal en zone rurale et, très souvent même, le dernier maillon de la présence administrative dans les campagnes, l'administration des PTT a confié, à titre d'expérience, de nouvelles attributions aux recettes-distribution pour faire de ce réseau un « service public polyvalent servant de relais entre la population et les différentes administrations ».

Postes et télécommunications (receveurs-distributeurs).

4708. — 22 juillet 1978. — **M. Jean Begoût** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur la situation défavorisée dans laquelle se trouvent les receveurs-distributeurs des PTT. Dans leur tâche administrative, ceux-ci sont soumis aux mêmes obligations que les receveurs de plein exercice : obligation de présence ; gardiennage des fonds et valeurs, assurant la sécurité de ceux-ci ; responsabilité financière et comptable. Cependant, on constate que, depuis quelques années, la carrière de receveur-distributeur se détériore régulièrement. La durée des services exigée pour obtenir une promotion est passée de sept ans à onze ans minimum, et en réalité la moyenne est de treize, quatorze ans pour accéder à la recette de quatrième. D'autre part, les intéressés, ne bénéficient pas de la parité indiciaire qui existait, par exemple, avec les conducteurs de la distribution, devenus conducteurs de travaux. Les receveurs-distributeurs souhaiteraient obtenir : leur intégration dans le corps des receveurs ; un reclassement indiciaire de toute la catégorie et la reconnaissance de la qualité de comptable. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour améliorer la situation administrative de cette catégorie d'agents de son administration.

Postes et télécommunications (receveurs distributeurs).

4723. — 22 juillet 1978. — **M. René La Combe** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur la situation actuelle des receveurs-distributeurs des PTT. Le receveur-distributeur est un représentant privilégié de l'administration par les relations qu'il entretient avec les habitants ; il contribue efficacement au maintien de la présence d'un service public dans des zones où seule l'administration des PTT est encore présente. Son action se répartit en trois activités essentielles étroitement associées : par son rôle d'animation commerciale, il exerce une action promotionnelle en faveur des services proposés par la poste dans le domaine postal et financier, ainsi il participe activement à la collecte de l'épargne et apporte un effet non négligeable dans la prévoyance familiale par l'intermédiaire de l'assurance-vie ; il assure une responsabilité administrative par la gestion de l'établissement, du personnel de la sécurité et de la responsabilité financière. Le receveur-distributeur est un gestionnaire des fonds publics puisqu'il assure une action de comptable ayant la charge et la responsabilité personnelle et pécuniaire des fonds et valeurs des particuliers et de ceux que l'Etat lui confie. Sa responsabilité s'étend également à toutes les pièces comptables se rapportant à la gestion de son bureau ; administrativement, il est soumis aux mêmes obligations que le receveur de plein exercice et participe à la gestion du personnel de son bureau. Il remplit les mêmes dossiers, assure le même service statistique et est soumis aux mêmes obligations : de présence ; de gardiennage des fonds et valeurs en assurant leur sécurité ; de responsabilité financière et comptable et d'imposition fiscale du logement. Or, la carrière des intéressés se détériore depuis quelques années. Leur promotion se ralentit.

De sept ans, il faut maintenant onze ans minimum et en réalité treize à quatorze ans de moyenne pour accéder à la recette de 4^e classe. Leur intégration dans le corps des agents d'exploitation a entraîné la disparition de leur parité d'indice, avec par exemple les conducteurs de la distribution actuellement conducteurs de travaux. Cette situation est regrettable, c'est pourquoi les intéressés souhaitent leur intégration dans le corps des receveurs ; le reclassement indiciaire de toute la catégorie et la reconnaissance de leur qualité de comptable. Il lui demande quelles dispositions il envisage de prendre pour donner satisfaction aux revendications des receveurs-distributeurs telles qu'il vient de les lui exposer.

Réponse. — La situation des receveurs distributeurs fait l'objet d'une attention particulière de ma part et de celle de mes services. Dans le cadre de la réforme du statut des receveurs et chefs de centre, mon administration avait proposé en 1976 plusieurs mesures en faveur de ces agents : d'une part, la constitution d'un corps particulier pour ces fonctionnaires actuellement intégrés dans le corps des agents d'exploitation, d'autre part, le reclassement indiciaire des intéressés dans le groupe VI de rémunération de la catégorie C des personnels de la fonction publique. Parallèlement, un projet tendant à leur reconnaître la qualité de comptable a été mis au point par mes services et soumis au ministère du budget. Jusqu'à maintenant, ces démarches n'ont pu aboutir. Mais de nouvelles propositions seront faites aux départements de tutelle en vue de tenter de trouver, tant au plan statutaire et indiciaire, qu'au plan de la reconnaissance de la qualité de comptable, des solutions satisfaisantes. Cependant, des contacts sont maintenus avec cette catégorie de personnel afin de rechercher les mesures susceptibles d'aller dans le sens de ses préoccupations. C'est pour répondre à l'une de celles-ci que la décision vient d'être prise de réduire de cinq ans la condition d'ancienneté de grade requise des intéressés pour postuler le grade de receveur de quatrième classe. Enfin, consciente que les recettes distribution constituent un maillon essentiel du réseau postal en zone rurale et, très souvent même le dernier maillon de la présence administrative dans les campagnes, l'administration des PTT a confié, à titre d'expérience, de nouvelles attributions aux recettes distribution, pour faire de ce réseau un « service public polyvalent servant de relais entre la population et les différentes administrations ».

SANTÉ ET FAMILLE

Départements d'outre-mer (complément familial).

3444. — 21 juin 1978. — **M. Jean Fontaine** demande à **Mme le ministre de la santé et de la famille** de lui faire connaître dans quel délai elle entend publier les dispositions rendant applicable le complément familial dans les départements d'outre-mer.

Réponse. — La loi n° 77-1455 du 29 décembre 1977 instituant le complément familial dans les départements d'outre-mer doit entrer en vigueur au plus tard le 1^{er} juillet 1978. Le projet de décret pris pour son application a été soumis le 19 avril 1978 à l'examen des conseils généraux de ces départements, selon la réglementation en vigueur. Le conseil général de la Martinique n'ayant pas encore fait connaître son avis, le texte n'a pu être examiné par le Conseil d'Etat qu'à la fin du mois de juillet 1978. Le Gouvernement prend toutes dispositions pour le faire publier dans les meilleurs délais. En tout état de cause, le texte sera applicable à compter du 1^{er} juillet 1978 conformément aux termes de la loi susvisée du 29 décembre 1977.

TRANSPORTS

Construction navale (Le Havre).

321. — 19 avril 1978. — **M. André Duroméa** attire une nouvelle fois l'attention de **M. le ministre des transports** sur la situation de la réparation et de la construction navales au Havre. Le licenciement envisagé de 117 ouvriers des chantiers Caillard, de même que divers bruits alarmants, laissent légitimement craindre une nouvelle vague de licenciements. Les dispositions des aides gouvernementales favorisant les chantiers les plus importants tendent d'ailleurs à sacrifier délibérément les chantiers jugés les moins rentables sous couvert de « restructuration ». Les difficultés rencontrées au Havre sont la conséquence directe de la politique d'abandon de la marine marchande pratiquée depuis plusieurs années par le Gouvernement. Elles soulignent également la nécessité de la construction d'un centre de réparation navale adapté aux navires modernes, à la fois pour assurer la sécurité du port et sauvegarder une branche importante de notre économie locale et nationale. **M. Duroméa** demande donc à **M. le ministre** quelles mesures il entend prendre : pour sauvegarder l'emploi dans la construction et la réparation navales, notamment au Havre ; pour que le dock flottant promis soit construit par les chantiers havrais ;

pour équiper le port du Havre des infrastructures portuaires indispensables, en particulier d'un centre de réparation navale.

Réponse. — Les chantiers de réparation et de construction navales du Havre sont affectés par la crise qui sévit dans ces deux secteurs. Cette crise a contraint certaines entreprises à réduire leurs effectifs. C'est en particulier le cas aux chantiers de réparation navale Caillard. La mesure concernée porte sur quatre-vingt-quatre personnes, dont quarante-quatre au titre de la procédure de cessation d'activité à cinquante-six ans et huit mois avec garantie de ressources jusqu'à l'âge légal de la retraite. Consentent de la crise que traversent les secteurs de construction et de réparation navales, le Gouvernement a mis en place des mesures spécifiques d'aide pour chacun d'eux. Les cinq chantiers du Havre bénéficient des aides spécifiques ainsi mises en place par les pouvoirs publics : les Ateliers et chantiers du Havre, au titre de l'aide aux grands chantiers de construction navale ; les quatre entreprises de réparation, au titre de l'aide à la réparation navale. La politique du Gouvernement ne tend donc nullement à défavoriser les activités navales puisque toutes les entreprises navales de ce port bénéficient d'ores et déjà des mesures de soutien prises en faveur du secteur. En outre, la décision de principe de la construction d'un nouveau dock flottant pour Le Havre est acquise et les études techniques sont en cours. Lorsqu'elles seront achevées, les entreprises du Havre seront, comme les autres entreprises françaises, appelées à remettre des offres pour la construction de ce dock.

Transports urbains (contribution patronale).

1361. — 12 mai 1978. — M. Pierre Goldberg, rappelant que, dans son récent discours de Lyon, le Président de la République a mis l'accent sur une politique des transports urbains qui permette de donner aux collectivités locales les moyens d'exercer leurs responsabilités, demande à M. le ministre des transports s'il est notamment envisagé que la contribution de 1 p. 100 des entreprises, réservée jusqu'à maintenant aux villes ou agglomérations de plus de 100 000 habitants, soit étendue aux villes ou agglomérations de moins de 100 000 habitants.

Réponse. — En adoptant la loi du 11 juillet 1973, le législateur souhaitait répondre aux problèmes de financement des transports urbains là où ils se posaient avec le plus d'acuité, à savoir dans les grandes agglomérations. Aussi a-t-il accordé la faculté d'instituer le versement transport aux agglomérations de plus de 300 000 habitants. Le législateur précisait cependant que le Gouvernement pourrait abaisser par décret le seuil ainsi fixé. Il permettrait par ailleurs non seulement aux communes, mais encore aux établissements publics intercommunaux, d'instituer ledit versement. Le versement transport s'inscrit donc dans une perspective dynamique : l'accès au seuil prescrit est facilité par la possibilité de regroupement offerte aux collectivités locales ; la faculté de l'instituer peut être étendue à de nouvelles agglomérations dans la mesure où le développement des transports urbains et l'accroissement des charges en résultant le justifient. C'est ainsi que le Gouvernement a, par décret du 7 novembre 1974, abaissé à 100 000 habitants le seuil de population prévu par la loi. Une telle mesure était justifiée, d'une part, par la dégradation rapide de la situation financière des réseaux urbains, particulièrement sensible dans les agglomérations dont la population est comprise entre 100 000 habitants et 300 000 habitants, d'autre part, par le souci de doter cette catégorie d'agglomérations de moyens financiers suffisants pour développer une politique favorable aux transports en commun. Il apparaît que dans les agglomérations de moins de 100 000 habitants, hormis cas exceptionnels, le coût des transports urbains ne pèse pas actuellement sur les finances locales dans les mêmes proportions que dans les agglomérations de taille supérieure. C'est pourquoi le Gouvernement, qui a accepté le principe de l'abaissement du seuil avant la fin du VII^e Plan, n'a pas jugé opportun jusqu'à présent d'y procéder. Bien entendu, si l'évolution des données financières des réseaux et des besoins de financement, tels qu'ils seront mis en évidence lors de la définition par les collectivités locales de leurs programmes de développement des transports collectifs, le justifiait, il pourrait être proposé au Gouvernement de réexaminer ce problème et d'étendre à de nouvelles agglomérations la possibilité d'instituer le versement transport.

Société nationale des chemins de fer français (Outreau [Pas-de-Calais]).

2268. — 31 mai 1978. — M. Jean Bardol attire l'attention de M. le ministre des transports sur l'augmentation des locations des terrains (sur lesquels sont implantés des garages) consenties aux agents SNCF en activité et retraités de la cité Tour du Renard, à Outreau (Pas-de-Calais). En effet, le loyer annuel qui était de 30 francs au 1^{er} janvier 1974, est passé au 1^{er} janvier 1976 à

60 francs pour les actifs et 120 francs pour les retraités. Estimant qu'il y a : 1^o une augmentation abusive des loyers ; 2^o un désavantage pour les retraités, dont les revenus sont moindres et dont les loyers sont plus élevés ; il lui demande de bien vouloir prendre les mesures nécessaires afin qu'une baisse intervienne dans le prix du loyer, et qu'il soit équivalent pour les actifs et retraités.

Réponse. — Le montant des redevances perçues par la SNCF depuis le 1^{er} janvier 1976 demeure à ce jour tout à fait raisonnable puisqu'il atteint 5 et 10 francs par mois, charges comprises, respectivement pour les agents SNCF en activité et pour les retraités. Les taux de redevances précédents, qui datent de 1974, étaient devenus manifestement insuffisants, notamment au regard des frais de recouvrement. L'alignement des redevances pour les deux catégories d'occupants ne pourrait, dans ces conditions, que conduire à relever celles payées par les agents en activité qui bénéficient d'un taux minoré pour leur permettre de disposer facilement et rapidement de leur véhicule afin d'assurer leur service à des heures où le transport public ne fonctionne pas : c'est pourquoi un tel alignement n'apparaît pas souhaitable.

Ports (port de pêche de Lorient [Morbihan]).

2981. — 14 juin 1978. — M. Jean-Yves Le Drian appelle l'attention de M. le ministre des transports sur la situation du port de pêche de Lorient. Ce port continue de perdre la substance vive qui constitue sa flotte de pêche. En effet, l'armateur le plus important annonce encore de nouvelles ventes de bateaux à l'étranger. Toute l'activité du pays de Lorient en sera perturbée. Des emplois seront supprimés. Les travailleurs maritimes et la population lorientaise ne peuvent accepter ce démantèlement. Les navires en question ayant été construits à l'aide d'importantes subventions de l'Etat, il lui demande quelles mesures il compte prendre afin de promouvoir un contrôle rigoureux des navires construits avec les aides de l'Etat et vendus à l'étranger et s'il n'entend pas promouvoir pour la conservation des outils un droit de préemption et la création de sociétés régionales d'investissement. D'autre part, en l'absence d'une consultation préalable de la commission nationale de la flotte de pêche, il souhaiterait savoir s'il n'estime pas utile de mettre en place, comme le demandent les organisations syndicales professionnelles, des commissions locales de l'emploi dans tous les ports. Ces commissions, réunissant les armateurs, les syndicats de marins et l'administration, seraient consultées avant toute vente et tout arrêt de navire ; elles étudieraient leurs conséquences sur l'emploi ; elles rechercheraient des moyens permettant le maintien en activité des navires menacés d'arrêt. Il souhaiterait connaître enfin, dans l'attente des mesures communautaires, les mesures prises pour mettre en place une politique des pêches qui permettrait de conserver les outils de l'emploi de notre population maritime.

Réponse. — La flotte de pêche française, confrontée comme la plupart des flottes européennes aux graves problèmes que posent la surexploitation de certains stocks, la fermeture de zones de pêche traditionnelles ainsi que l'augmentation rapide des coûts d'exploitation, connaît dans la plupart de ses composantes une situation préoccupante. Ces difficultés sont particulièrement ressenties dans le secteur de la pêche hauturière, dont la flotte est constituée pour une large part de navires récents qui, par conséquent, supportent des charges financières élevées. C'est pourquoi, dans l'attente de la mise en œuvre d'un régime communautaire d'adaptation des capacités de pêche aux nouvelles conditions d'exploitation, les pouvoirs publics, souhaitant préserver l'essentiel des résultats de la politique de renouvellement de la flotte menée ces dernières années au prix d'un effort financier important et maintenir l'emploi dans les régions maritimes, ont décidé de mettre en place un dispositif permettant d'apporter en 1978 aux armements une aide exceptionnelle et temporaire, adaptée à chaque situation, destinée notamment à alléger les frais financiers liés à l'acquisition des navires. Ce dispositif, dont la mise en place a été annoncée le 7 février dernier, consiste en un examen complet de la situation économique et financière de chaque entreprise par le groupe de financement et l'armement industriel (GFAI) siégeant en commission « ad hoc » qui proposera les mesures d'assainissement appropriées, assorties d'engagements précis de la part des entreprises d'armement. Préalablement à l'intervention du GFAI, les armements qui en ont fait la demande ont bénéficié pour leurs navires mis en service postérieurement au 1^{er} janvier 1972 et antérieurement au 8 février 1978 d'une aide provisionnelle à valoir sur celles susceptibles d'être accordées dans le cadre du GFAI, égale à 20 p. 100 de la charge d'intérêt pour 1978 des emprunts (prêts du FDES exclus), contractés pour l'achat de ces navires, sans que cette mesure ait pour effet de ramener leur taux d'intérêt résiduel en-dessous de 5 p. 100. En contrepartie de cette mesure provisionnelle, les armements se sont engagés à ne pas céder ces navires avant le 31 décembre 1978. D'autre part, il a également été décidé de maintenir pour 1978 l'aide au maintien de l'emploi maritime en région côtière au niveau de 10,5 centimes par litre de carburant consommé par les navires de pêche. Or, les prix à la sortie des raffineries

ayant été diminués au premier trimestre 1978 d'environ un centime par litre, il en résulte finalement, par rapport à 1977, une amélioration des conditions d'achat du carburant pour les entreprises de pêche. En permettant aux armements de la pêche industrielle de mieux faire face à leurs charges ces dispositions devraient donc faciliter le maintien en activité de l'essentiel de la flotille industrielle et assurer la préservation des emplois, directs et indirects, qui s'y rattachent. En ce qui concerne la création éventuelle de commissions locales de l'emploi dans chaque port principal, les pouvoirs publics ne sont pas opposés, a priori, à la constitution de telles commissions à caractère consultatif. Il appartient aux partenaires sociaux de mettre au point les procédures d'information qu'ils estimeront nécessaires à cet effet, étant entendu que cette action conjointe doit être menée en liaison avec les administrations locales concernées.

S. N. C. F. (ligne Paris-Est—Gargan [Seine-Saint-Denis]).

3003. — 14 juin 1978. — M. Roger Gouhier attire l'attention de M. le ministre des transports sur le mécontentement et l'inquiétude qui s'emparent des usagers de la ligne S. N. C. F. Paris-Est—Gargan (Seine-Saint-Denis), demande que le changement de train imposé à Bondy soit supprimé, souhaite connaître les avis de la S. N. C. F. sur l'avenir de cette ligne, réclame que du personnel S. N. C. F. de réserve permette que les gares ne soient plus fermées pour des raisons de manque d'effectifs, demande enfin qu'il soit répondu sur chacun des onze points exposés par le comité d'information et de défense des usagers des transports.

Réponse. — Dix-huit trains directs assurent, dans chaque sens, aux heures de pointe, la liaison Paris-Est—Gargan—Aulnay-sous-Bois. Aux heures creuses, des améliorations seront apportées aux usagers par des travaux qui commenceront prochainement à Bondy. La SNCF n'a aucun projet de suppression de la ligne Paris-Est—Gargan, puisqu'elle vient de l'électrifier au-delà de Gargan. Si certaines gares sont fermées le soir, c'est en raison de leur trafic extrêmement faible. Les onze points exposés par le comité d'information et de défense des usagers des transports appellent les réponses suivantes : 1° tout projet d'extension de la région des transports parisiens, zone d'utilisation de la carte orange, ne peut être évoqué, depuis l'intervention de la loi du 6 mai 1976, que dans le cadre des nouvelles responsabilités dévolues par l'article 6 de cette loi à la région d'Île-de-France. En attendant la mise au point nécessairement longue des modalités d'application de cette loi, il n'est pas envisagé de modifier la situation actuelle ; 2° la distance de soixante quinze kilomètres retenue comme limite des tarifs sociaux est un maximum qu'il est souhaitable de ne pas dépasser pour les migrations journalières domicile-travail, si l'on ne veut pas aller à l'encontre des objectifs de la politique d'aménagement du territoire. Toutefois, les cartes d'abonnement commerciales, titre I, que peuvent utiliser les usagers habitant au-delà de la limite des soixante quinze kilomètres, comportent, pour une fréquence égale à celle de la carte hebdomadaire de travail, des taux de réduction équivalents ; 3° depuis dix ans, d'énormes efforts ont été réalisés en matière d'infrastructures nouvelles : le réseau express régional est constitué depuis 1977 et de nombreuses lignes de métro ont été prolongées dans la banlieue dense. La desserte ferroviaire des aéroports et des villes nouvelles est assurée, de nombreux chantiers sont en cours et les travaux de la liaison Ermont—Pereire devraient commencer l'année prochaine ; 4° certains tronçons de grand gabarit de ceinture ont déjà été ouverts au trafic des voyageurs, comme celui entre Massy et Pont-de-Rungis. Pour d'autres, des études sont en cours. Enfin, pour certaines installations, leur réutilisation pour les voyageurs nécessiterait des investissements beaucoup trop importants pour être réalisés ; 5° les pouvoirs publics veulent à assurer de bons rabattements des lignes d'autobus et d'autocars sur les gares, et ce problème a été particulièrement étudié dans les plans de restructuration RATP et APTF de banlieue ; 6° il est impossible actuellement de dégager un sillonnage entre Lagny et Meaux pour créer un train supplémentaire Paris—Meaux entre 18 h 27 et 18 h 57 ; 7° la direction régionale de l'équipement d'Île-de-France étudie actuellement l'installation de parcs pour deux roues près des gares et en prévoit le financement ; 8° une étude est en cours à la SNCF concernant la ligne Eshly—Crécy-la-Chapelle, qui semble s'orienter vers la création de voies d'évitement pour le passage des trains ; 9° le quadruplement des voies entre Lagny et Crécy est à l'étude. Aucun nouveau train à étage n'est prévu pour la région Est, qui possède déjà soixante seize voitures de ce type ; 10° il existe sur la gare d'Eshly une liaison de rabattement assurée par l'entreprise Marne-et-Morin de Meaux ; 11° l'Etat n'apportera aucune contribution financière au fonctionnement des transports communaux à un niveau autre que celui de la région des transports parisiens. Les services organisés par les communes sont de leur entière responsabilité en région d'Île-de-France comme en province.

Transports aériens (ligne Paris—La Réunion).

3153. — 16 juin 1978. — Il est revenu à M. Pierre Lagoujue que les Boeing 707 d'Air France effectuant les liaisons hebdomadaires sur la ligne Paris—La Réunion seraient remplacés par deux vols hebdomadaires assurés par des Boeing 747 appartenant à la compagnie Air Madagascar. Si M. le ministre des transports peut confirmer l'exactitude de ce transfert, il lui demande de lui indiquer la raison pour laquelle la compagnie nationale a cédé une partie de son trafic à une compagnie étrangère et quelle compensation a été obtenue sur le plan national.

Réponse. — Le ministre des transports rappelle que, de même qu'Air Madagascar, la compagnie nationale Air France exploite actuellement en Boeing 707 mixtes, passagers et fret, deux vols par semaine entre la France et Madagascar et vice versa, qui, prolongés, en ce qui la concerne, sur la Réunion, viennent s'ajouter à ses nombreuses dessertes de ce département en Boeing 747. Les deux compagnies assurent, par ailleurs, chaque semaine, un vol commun en Boeing 707 tout cargo entre la France et Madagascar. Dans un souci de modernisation, ces Boeing 707 seront effectivement remplacés dans les premiers mois de 1979 par un Boeing 747 qu'Air Madagascar a décidé d'acquérir et dont elle partagera l'exploitation avec Air France. Il s'agira d'un Boeing 747 du type « combiné » permettant, en complément de la capacité première classe et classe économique offerte aux passagers, un emport de fret important. Il pourra donc être substitué dans de très bonnes conditions, tant du point de vue économique que de celui du service rendu à la clientèle, aux Boeing 707 mixtes et tout cargo d'Air France et d'Air Madagascar assurant encore la desserte de l'Océan Indien dans les conditions rappelées ci-dessus. Ainsi, à partir des premiers mois de 1979, la desserte de la Réunion sera entièrement réalisée par Boeing 747 sans réduction de fréquences. Le choix de cette formule s'explique par plusieurs raisons. L'utilisation par Air Madagascar, seule, du seul appareil aurait été insuffisante ; d'un autre côté, Air France ne possède qu'un nombre limité de Boeing 747 du type « combiné », dont elle a le plein emploi par ailleurs. Enfin, compte tenu du volume assez réduit du trafic long-courrier de Madagascar, l'utilisation d'un gros porteur imposait de toute façon le partage des pavillons des deux compagnies sur certaines de leurs fréquences entre la France et Madagascar. Dans le cadre des accords déjà anciens existant entre Air France et Air Madagascar, celles-ci ont donc envisagé une formule d'exploitation commune qui, sous des formes analogues, se rencontre d'ailleurs sur beaucoup d'autres lignes aériennes. Cette formule consistera à assurer avec le Boeing 747 d'Air Madagascar trois fréquences long-courriers par semaine, se répartissant comme suit : une fréquence France (métropole)—Madagascar pour le compte commun des deux compagnies et n'intéressant pas la Réunion ; une fréquence purement Air France entre la France (métropole), Madagascar, la Réunion et l'île Maurice, l'appareil étant alors loué pour la totalité de sa capacité par la compagnie nationale ; une fréquence Air Madagascar France (métropole)—Madagascar, prolongée sur la Réunion pour permettre, d'une part, le transport sous son pavillon de passagers locaux Madagascar—Réunion relevant de ses droits de trafic, d'autre part, le transport sous le pavillon d'Air France de passagers entre la métropole et la Réunion. Pour l'acheminement de ce dernier trafic, dont Air France conservera l'exclusivité, un certain nombre de sièges de l'appareil lui seront réservés sous forme également de location. Sous réserve du jeu de certains accords tout à fait classiques n'intéressant que leurs trafics communs France—Madagascar et vice versa, chacune des deux compagnies conservera donc totalement le bénéfice des différents trafics qu'elle exploite, qu'il s'agisse des trafics internationaux ou, pour Air France, de son trafic de cabotage entre la métropole et la Réunion. En aucune façon, la compagnie nationale n'a donc cédé une part de ce dernier trafic. Le ministre des transports précise, en dernier lieu, que l'appareil, entretenu par Air France, sera dans tous les cas piloté par des équipages de cette compagnie. Le personnel de cabine sera également du personnel d'Air France dans sa totalité sur le vol de la compagnie nationale desservant Madagascar, la Réunion et l'île Maurice. Ce personnel sera pour partie d'Air France et d'Air Madagascar sur les autres vols.

Transports en commun (cotisation patronale de 1 p. 100).

3318. — 21 juin 1978. — M. Laurent Fabius appelle l'attention de M. le ministre des transports sur les difficultés des transports publics dans des agglomérations importantes, quoique inférieures à 100 000 habitants. C'est le cas, en particulier, de l'agglomération elbeuvienne (Seine-Maritime) et des communes qui la composent. Ces difficultés sont liées notamment au coût des opérations. Or, seules les communes de plus de 100 000 habitants peuvent bénéficier de la cotisation patronale de 1 p. 100. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre afin de permettre enfin la solution de ce problème urgent et capital pour les conditions de vie de nos concitoyens.

Réponse. — En adoptant la loi du 11 juillet 1973, le législateur souhaitait répondre aux problèmes de financement des transports urbains là où ils se posaient avec le plus d'acuité, à savoir dans les grandes agglomérations. Aussi a-t-il accordé la faculté d'instituer le versement « transport » aux agglomérations de plus de 300 000 habitants. Le législateur précisait cependant que le Gouvernement pourrait abaisser par décret le seuil ainsi fixé. Il permettrait, par ailleurs, non seulement aux communes, mais encore aux établissements publics intercommunaux, d'instituer ledit versement. Le versement « transport » s'inscrit donc dans une perspective dynamique : l'accès au seuil prescrit est facilité par la possibilité de regroupement offerte aux collectivités locales ; la faculté de l'instituer peut être étendue à de nouvelles agglomérations, dans la mesure où le développement des transports urbains et l'accroissement des charges en résultant le justifient. C'est ainsi que le Gouvernement a, par décret du 7 novembre 1974, abaissé à 100 000 habitants le seuil de population prévu par la loi. Une telle mesure était justifiée, d'une part, par la dégradation rapide de la situation financière des réseaux urbains, particulièrement sensible dans les agglomérations dont la population est comprise entre 100 000 habitants et 300 000 habitants, d'autre part, par le souci de doter cette catégorie d'agglomérations de moyens financiers suffisants pour développer une politique favorable aux transports en commun. Il apparaît que dans les agglomérations de moins de 100 000 habitants, hormis cas exceptionnels, le coût des transports urbains ne pèse pas actuellement sur les finances locales dans les mêmes proportions que dans les agglomérations de taille supérieure. C'est pourquoi le Gouvernement, qui a accepté le principe de l'abaissement du seuil avant la fin du VII^e Plan, n'a pas jugé opportun, jusqu'à présent, d'y procéder. Bien entendu, si l'évolution des données financières des réseaux et des besoins de financement — tels qu'ils seront mis en évidence lors de la définition par les collectivités locales de leurs programmes de développement des transports collectifs — le justifiait, il pourrait être proposé au Gouvernement de réexaminer ce problème et d'étendre à de nouvelles agglomérations la possibilité d'instituer le versement « transport ».

SNCF (tarif réduit « centres de vacances »).

4108. — 2 juillet 1978. — M. Raymond Mallet attire l'attention de M. le ministre des transports sur les conséquences de l'augmentation des tarifs de la SNCF et la suppression des avantages consentis aux groupes. Cette mesure ajoute des difficultés aux organisateurs de colonies de vacances. Elle se traduit par une augmentation des prix de journée alors que ceux-ci ont été dans la plupart communiqués aux familles. Il demande à M. le ministre les mesures qu'il envisage pour que les familles n'aient pas de dépenses supplémentaires à supporter en raison des prix de transports à la SNCF à l'occasion des séjours de leurs enfants en colonies de vacances.

SNCF (tarif réduit « centres de vacances »).

4164. — 8 juillet 1978. — M. Francis Geng appelle l'attention de M. le ministre des transports sur l'inquiétude que suscite, auprès des organisateurs de centres de vacances, la décision récemment prise par la direction de la SNCF de supprimer les tarifs préférentiels jusqu'alors consentis sous forme de billets collectifs « centres de vacances ». Cette mesure risque en effet d'entraîner un accroissement du prix du séjour et d'aggraver les difficultés financières que connaissent certaines associations. Il lui demande de bien vouloir lui préciser quelles mesures pourraient être prises afin de répondre aux préoccupations des intéressés.

Réponse. — Depuis 1971, la SNCF dispose de son autonomie de gestion et elle est seule juge des aménagements à apporter, dans le cadre de sa politique commerciale, aux modalités d'application des tarifs qu'elle a créés, tel que celui des billets « colonies de vacances ». L'Etat ne saurait intervenir en ce domaine que s'il s'engageait à compenser au transporteur la perte de recettes qui en résulterait pour lui, ce qui est exclu dans la conjoncture économique actuelle. Le transport des enfants partant en colonies de vacances pourra désormais s'effectuer soit aux conditions de tarif des groupes ordinaires (30 p. 100 à partir de vingt-cinq voyageurs avec possibilité de nuancement de dix points de réductions supplémentaires), soit par affrètements ou trains spéciaux. Ces derniers tarifs, fixés de gré à gré par les services commerciaux de la SNCF, pourront éventuellement dépasser la réduction antérieure de 50 p. 100 prévue au tarif « colonies de vacances ». Le prix de transport des bagages sera également négocié avec les organismes intéressés. Afin de ne pas gêner les organisateurs de colonies qui ont déjà établi leur budget pour les vacances d'été de cette année, la SNCF a accepté de ne supprimer le tarif en cause qu'au 1^{er} septembre prochain.

SNCF (carte vermeil et carte de famille nombreuse).

4448. — 15 juillet 1978. — M. Roger Durouze appelle l'attention de M. le ministre des transports sur la situation des personnes âgées, ayant élevé une famille nombreuse, qui ne peuvent bénéficier des avantages accordés par la SNCF au titre de la carte vermeil. Il lui cite le cas d'une mère de cinq enfants qui a droit à ce titre à une réduction de 30 p. 100 sur le réseau SNCF mais qui ne peut prétendre à la réduction de 25 p. 100 accordée aux personnes âgées. De ce fait, elle se trouve exclue d'un avantage consenti à l'ensemble des personnes âgées. En conséquence, il lui demande s'il n'estime pas opportun d'autoriser le cumul des réductions attachées à la carte de famille nombreuse et à la carte vermeil.

Réponse. — Le principe du non-cumul des réductions que comportent deux tarifications particulières a toujours été appliqué strictement par la SNCF. Par ailleurs, le tarif « carte vermeil » et le tarif « familles nombreuses » qui prévoit notamment l'octroi d'une réduction de 30 p. 100 à vie aux pères et mères de cinq enfants, ont des modalités d'application différentes. Le tarif « familles nombreuses », qui donne lieu à compensation, par le budget de l'Etat, de la perte de recettes qui en résulte pour le transporteur, ne prévoit aucune limitation dans le temps ou sur certaines relations pour l'utilisation de la carte, gratuite, donnant droit à réduction sur le plein tarif. Par contre, le tarif « carte vermeil » est une formule commerciale mise au point par la SNCF pour inciter les personnes d'un certain âge, généralement libres de leur temps, à voyager plus fréquemment en dehors des périodes et des zones de fort trafic. Il s'agit en fait d'une carte d'abonnement à prix réduit : son coût, qui est actuellement de 32 francs par an, est d'ailleurs amorti rapidement : 500 kilomètres en seconde classe et 359 en première.

SNCF (gare de Bort (Corrèze)).

4573. — 15 juillet 1978. — M. Jacques Chaminade fait part à M. le ministre des transports de la grande inquiétude des habitants de la Haute-Corrèze, particulièrement ceux de Bort, à la connaissance des premiers éléments de l'étude du schéma des transports ferroviaires et routiers de la région Auvergne. De ces premiers éléments, il apparaîtrait qu'est envisagé, sous prétexte de décentralisation, de transférer charges et responsabilités en matière de transports régionaux aux collectivités locales. Or, la situation financière de ces collectivités locales risque de conduire, du fait qu'elles ne pourraient supporter le poids de ces charges, à la suppression des services ferroviaires. La menace est particulièrement sérieuse pour la gare de Bort alors que cette ville est déjà particulièrement frappée par la crise économique actuelle. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que la desserte ferroviaire de cette région ne soit pas démantelée mais, au contraire, pour qu'elle soit modernisée et développée. Ce mode de transport est indispensable dans cette région au relief accidenté et aux hivers rigoureux.

Réponse. — Les « propositions pour un schéma régional de transports collectifs » en Auvergne font actuellement l'objet, dans leur ensemble, d'un examen de la part de l'EPR d'Auvergne, sous l'autorité duquel elles ont été établies secteur par secteur. Les assemblées régionales doivent se prononcer sur le schéma dans les prochains mois. Une concertation devra être organisée, avant cette décision, entre la région Limousin et la région Auvergne au sujet notamment de la desserte de Bort. Toutefois on peut d'ores et déjà remarquer que les opérations préconisées pour la desserte de Bort en direction ou à partir de Riom, Clermont-Ferrand ou Mauriac correspondent à des améliorations portant en particulier sur les temps de trajet et qu'elles reposent sur une utilisation complémentaire du mode ferroviaire et du mode routier. C'est bien dans l'objectif d'une meilleure liaison de la zone de Bort avec son environnement économique que les projets ont été formulés. D'une manière générale l'expérience de décentralisation pour l'organisation des transports collectifs régionaux comprend à la fois la définition d'un domaine de compétence pour l'établissement public régional et la détermination de ressources qui seront transférées par l'Etat aux régions ; en application du décret du 30 août 1977 les ressources faisant l'objet d'un transfert de la part de l'Etat au profit des régions proviennent des économies entraînées par les réorganisations des lignes omnibus ferroviaires approuvées par le conseil régional.

TRAVAIL ET PARTICIPATION

Infirmiers et infirmières (Val-de-Marne).

4257. — 8 juillet 1978. — M. Maxime Kalinsky attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur l'insuffisance dramatique des crédits permettant de rémunérer les élèves infirmiers et infirmières âgés de plus de vingt et un ans ayant travaillé

plus de trois ans et ne disposant pas de ressources leur permettant de prolonger leurs études. C'est ainsi que, pour le Val-de-Marne, le nombre des bénéficiaires a été limité à trente pour les rentrées d'octobre 1977 et de février 1978, alors que le département du Val-de-Marne compte onze écoles d'infirmiers élèves et que plus de soixante candidatures avaient été déposées pour la seule année 1977 après une sélection sévère au niveau de chaque école. Pour beaucoup, le rejet de leur demande remet en cause la possibilité même d'acquiescer la formation envisagée. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures d'urgence il entend prendre pour porter les crédits de formation professionnelle à un niveau correspondant à l'ampleur des besoins dans le Val-de-Marne en ce qui concerne les élèves infirmiers et infirmières afin de permettre à tous ceux qui remplissent les conditions exigées de bénéficier de la rémunération à laquelle ils ont droit.

Réponse. — L'honorable parlementaire a bien voulu attirer l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation des élèves infirmiers et infirmières sollicitant une aide de l'Etat au titre de l'article L. 940.2, alinéa 3, du code du travail. Pour avoir droit à une rémunération de formation professionnelle sous le régime de la promotion, il est nécessaire d'être âgé de vingt et un ans et d'avoir trois années d'expérience professionnelle. Les personnes qui remplissent ces conditions peuvent, dans la limite des places disponibles dans chaque département, bénéficier d'une aide de l'Etat. Le quota global annuel est de 1 100 places. Si, le département du Val-de-Marne a disposé de trente places pour la rentrée scolaire 1977-1978, ce quota a été porté à quarante-deux places pour la prochaine rentrée scolaire, soit une augmentation de 40 p. 100. Cette amélioration très notable de la situation devrait permettre de répondre au souci de l'honorable parlementaire dont l'attention est attirée sur le fait que les dispositions prévues par la loi sur la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente ne sont pas les seules à permettre aux élèves infirmiers et infirmières d'obtenir une rémunération pour poursuivre leurs études. En effet, les intéressés travaillant déjà dans le secteur hospitalier peuvent bénéficier des dispositions du décret n° 70-1013 du 3 novembre 1970 relatif à la promotion professionnelle de certains personnels titulaires des établissements d'hospitalisation, de soins et de cure publics. Enfin, les fonds d'assurance formation ou les groupements professionnels du secteur sanitaire, qui collectent la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue, utilisent aussi ces fonds à la formation professionnelle de personnels hospitaliers.

UNIVERSITES

Ecoles normales supérieures (postes mis au concours).

2087. — 26 mai 1978. — M. Robert Fabre demande à Mme le ministre des universités de bien vouloir lui faire connaître l'évolution du nombre de postes mis au concours dans les diverses écoles normales supérieures au cours des cinq dernières années ainsi que la répartition de ces postes par école et par discipline. Il lui demande, en outre, de lui exposer les raisons qui l'ont amenée à fixer au même jour les concours de l'école centrale et normale supérieure de Saint-Cloud.

Réponse.

Evolution des postes mis au concours dans les écoles normales supérieures et répartition par discipline.

SECTIONS	ÉCOLES	ANNÉES				
		1974	1975	1976	1977	1978
Littéraires ...	Ulm	55	53	55	55	55
	Sèvres	39	41	43	45	50
	Saint-Cloud ..	55	55	55	55	60
	Fontenay	53	53	53	58	65
	ENSET	25	25	25	15	0
Scientifiques ..	Ulm	55	57	55	55	55
	Sèvres	41	43	45	45	45
	Saint-Cloud ..	50	50	50	50	50
	Fontenay	52	52	52	52	52
	ENSET	97	85	88	79	85
Techniques ..	ENSET	165	188	188	188	183
	Total.....	687	702	709	697	700

Par ailleurs, le calendrier des épreuves écrites des concours d'admission dans les grandes écoles débute le premier jour ouvrable du mois de mai et se termine à la fin de la première semaine de juin. Ceci représente en général vingt-huit jours ouvrables, samedi

compris. En se limitant aux plus importants des concours ouverts aux élèves des classes préparatoires scientifiques (programme MM' et PP') il faut situer pendant cette période les épreuves écrites de douze d'entre eux représentant quarante-trois jours d'examen. Il est donc impossible d'éviter que certains concours aient lieu le même jour. Les concomitances cependant ne concernent que des établissements préparant à des carrières très différentes. C'est le cas de l'école centrale qui forme des ingénieurs et de l'école normale supérieure de Saint-Cloud qui forme des enseignants et des chercheurs.

Enseignement supérieur (licence en droit).

2532. — 3 juin 1978. — M. Alain Chenard appelle l'attention de Mme le ministre des universités sur la gravité de la situation que risquent de connaître dans certaines universités l'enseignement et la recherche en droit du travail et de la sécurité sociale. En effet, la réforme des études de licence en droit prévoit la possibilité de réduire la durée de cet enseignement à un semestre. Une telle réduction aurait alors des conséquences néfastes tant sur le sérieux de la formation des étudiants que sur les possibilités de préparation aux carrières spécialisées ou aux recherches en ce domaine. Il lui demande quelles mesures elle entend prendre pour que cet enseignement conserve un caractère annuel.

Réponse. — L'arrêté du 7 juillet 1977 relatif à la dénomination nationale de licence et maîtrise en droit, maîtrise en droit privé et maîtrise en droit public a fixé les horaires minimum d'enseignement pour chacune des matières obligatoires. Cet horaire minimum est fixé à 37 h 30 en année de licence, pour le droit social, comme d'autres matières. C'est une exigence minimale pour l'obtention du diplôme national de licence en droit. Mais dans le cadre de l'horaire libre d'enseignement qui est au moins de 110 heures et au plus de 250 heures pour cette licence, les universités disposent de toute latitude pour renforcer les cours de droit social. Une université qui veut marquer son intérêt pour l'enseignement et la recherche en droit du travail et de la sécurité sociale peut donc offrir un enseignement de cette discipline qui s'étende au-delà du semestre obligatoire. L'approfondissement de cette spécialité peut être ensuite poursuivi au cours de l'année de maîtrise, notamment dans le cadre des 150 heures consacrées à cette option.

Ministère des universités (service des bibliothèques).

3610. — 23 juin 1978. — M. Claude Evin appelle l'attention de Mme le ministre des universités sur la situation du service des bibliothèques actuellement rattaché à son ministère. En 1975, la direction des bibliothèques et de lecture publique, dépendant du ministère de l'éducation nationale, a été supprimée. Les employés estiment aujourd'hui que ce service des bibliothèques, qui permettrait d'assurer entre les établissements dispersés un minimum de coordination, est à son tour menacé de disparition dans la mesure où les bibliothèques universitaires dépendraient de la présidence de chaque université déjà peu riche, les bibliothèques de lecture seraient entièrement à la charge des collectivités locales. Il lui demande si elle ne pense pas qu'il serait nécessaire de maintenir dans l'immédiat le service des bibliothèques et d'en renforcer les moyens, et qu'il ne soit pas porté atteinte à l'intérêt du service public et des personnels.

Réponse. — Le ministre des universités a précisé ses intentions relatives à l'existence du service des bibliothèques lors de la séance de l'Assemblée nationale du 23 juin dernier. Le statut des bibliothèques universitaires est fixé par les dispositions du décret n° 70-1267 du 23 décembre 1970. Ce texte réglementaire n'a pas été modifié.

Enseignants (bourse d'agrégation).

4310. — 8 juillet 1978. — M. Jack Ralite demande à Mme le ministre des universités quelles sont les raisons qui l'ont conduite à supprimer le droit à obtenir une bourse d'agrégation aux enseignants en disponibilité pour préparer l'agrégation. En effet, alors que les possibilités de promotion interne sont réduites et que le nombre de postes mis au concours de l'agrégation est en constante diminution, une telle décision vient aggraver les difficultés des enseignants qui font pendant un an le sacrifice de leur salaire pour préparer un concours difficile et améliorer leur formation. De la sorte, cette décision constitue pour eux un obstacle supplémentaire à une éventuelle promotion. En conséquence, il lui demande si elle ne juge pas utile de reporter une telle décision et de donner un contingent de bourses d'agrégation suffisant pour satisfaire les demandes émanant des différentes catégories de candidats.

Réponse. — Les professeurs titulaires du CAPES sont assurés de leur situation et ont moins besoin d'une aide que les autres

étudiants non pourvus d'un emploi. Or, les bourses d'agrégation, contingentes, sont accordées sur critères universitaires. Les candidats ayant déjà obtenu le CAPES les recevaient évidemment en priorité, ce qui aboutissait, dans certains cas, à priver complètement les nouveaux candidats de la possibilité d'obtenir une bourse. C'est pour ces raisons que la décision sur laquelle l'honorable parlementaire appelle l'attention a été prise en accord avec M. le ministre de l'éducation. Toutefois, les professeurs certifiés qui, pendant un an, renoucent à leur emploi pour préparer le concours de l'agrégation ne sont pas privés de toute aide de l'Etat. Ils peuvent solliciter l'attribution d'un prêt d'honneur. Ce prêt, exempt d'intérêts, est remboursable dix ans après la fin des études pour la préparation desquelles il a été consenti. Cette forme d'aide paraît, mieux qu'une bourse, adoptée à la situation et aux perspectives de cette catégorie de candidats.

Ministère des universités (services des bibliothèques).

4371. — 15 juillet 1978. — M. Louis Maisonnat attire l'attention de Mme le ministre des universités sur des faits et des rumeurs persistantes qui donnent à penser que le service des bibliothèques de son ministère serait supprimé. Le remplacement du directeur de ce service n'est toujours pas intervenu. D'autre part, « l'agence universitaire de documentation et d'information scientifique et technique » qui serait créée en remplacement de la division de la coopération et de l'automatisation ne tient pas compte de l'aspect coopération. Les projets actuels témoignent de l'inexistence d'une politique d'ensemble dans le domaine de la lecture et des bibliothèques et vont aboutir à un éclatement encore plus accentué que celui qui a décollé de la suppression de la division des bibliothèques et de la lecture publique en 1975. M. Maisonnat demande quels moyens seront affectés aux bibliothèques et aux services communs existants afin de leur permettre d'effectuer leur mission. Il demande quelles sont les mesures concrètes qui sauvegarderont l'unité des corps de personnels d'Etat des bibliothèques et la continuation de l'amélioration de la formation professionnelle sur le plan national des bibliothécaires.

Réponse. — Le ministre des universités a précisé ses intentions relatives à l'existence du service des bibliothèques lors de la séance de l'Assemblée nationale du 23 juin dernier. Par ailleurs, l'agence universitaire de documentation et d'information scientifiques et techniques coordonnera toutes les activités de documentation des établissements dépendant du ministère des universités. Ce n'est donc pas du tout un éclatement qui est envisagé mais bien au contraire un renforcement de la coopération entre les établissements en vue d'un fonctionnement plus rationnel et plus efficace du service public. Il n'a, enfin, jamais été question de toucher à la gestion unique du corps des personnels d'Etat des bibliothèques.

QUESTIONS ECRITES

pour lesquelles les ministres demandent
un délai supplémentaire
pour rassembler les éléments de leur réponse.

(Art. 139, alinéa 3, du règlement.)

M. le ministre des transports fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 4613 posée le 22 juillet 1978 par M. Paul Balmigère.

M. le ministre des transports fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 4614 posée le 22 juillet 1978 par M. Paul Balmigère.

M. le ministre des transports fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 4620 posée le 22 juillet 1978 par M. André Soury.

M. le ministre des transports fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 4625 posée le 22 juillet 1978 par M. Robert Montargent.

M. le ministre de l'agriculture fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 4639 posée le 22 juillet 1978 par M. Francisque Perrut.

M. le ministre des transports fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 4641 posée le 22 juillet 1978 par M. Joseph-Henri Maujoui du Gasset.

M. le ministre des transports fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 4644 posée le 22 juillet 1978 par M. Pierre Lagourgue.

M. le ministre des transports fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 4645 posée le 22 juillet 1978 par M. Pierre Lagourgue.

M. le ministre des transports fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 4647 posée le 22 juillet 1978 par M. Pierre Lagourgue.

M. le ministre de l'agriculture fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 4662 posée le 22 juillet 1978 par M. Michel Aurillac.

M. le ministre des transports fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 4663 posée le 22 juillet 1978 par M. Michel Aurillac.

M. le ministre des transports fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 4669 posée le 22 juillet 1978 par M. Serge Charles.

M. le ministre de l'agriculture fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 4670 posée le 22 juillet 1978 par M. Gérard Chasseguet.

M. le ministre de l'intérieur fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 4677 posée le 22 juillet 1978 par M. Devaquet.

M. le ministre de l'agriculture fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 4722 posée le 22 juillet 1978 par M. Jacques Godfrain.

M. le ministre des transports fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 4733 posée le 22 juillet 1978 par M. Joseph-Henri Maujoui du Gasset.

M. le ministre de l'agriculture fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 4738 posée le 22 juillet 1978 par M. André Lajoinie.

M. le ministre de l'éducation fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 4745 posée le 22 juillet 1978 par M. Jean Bonhomme.

M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 4757 posée le 22 juillet 1978 par M. Laurent Fablus.

M. le ministre des transports fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 4769 posée le 22 juillet 1978 par M. Emmanuel Hamel.

M. le ministre des transports fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 4770 posée le 22 juillet 1978 par M. Emmanuel Hamel.

M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 4822 posée le 29 juillet 1978 par M. Henri Bayard.

M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 4826 posée le 29 juillet 1978 par M. Eugène Bérast.

M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 4845 posée le 29 juillet 1978 par M. Claude Michel.

M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 4858 posée le 29 juillet 1978 par Mme Myriam Barbera.

M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 4876 posée le 29 juillet 1978 par M. Marcel Tassy.

M. le Premier ministre fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 4889 posée le 29 juillet 1978 par M. Paul Balmigère.

M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 4935 posée le 29 juillet 1978 par M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset.

M. le ministre de l'Intérieur fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 4955 posée le 29 juillet 1978 par M. Alain Bonnet.

M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 4958 posée le 29 juillet 1978 par M. Laurent Fabius.

M. le Premier ministre fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 4971 posée le 29 juillet 1978 par M. Michel Debré.

M. le ministre de l'Intérieur fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 4983 posée le 29 juillet 1978 par M. Hector Rolland.

M. le Premier ministre fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 5109 posée le 5 août 1978 par M. Paul Granet.

Mme le ministre des universités fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 5220 posée le 5 août 1978 par M. Charles Fiterman.

M. le Premier ministre fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 5336 posée le 12 août 1978 par M. Louis Besson.

M. le Premier ministre fait connaître à M. le président de l'Assemblée nationale qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de sa réponse à la question écrite n° 5386 posée le 12 août 1978 par M. Philippe Marchand.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans les délais réglementaires.

(Art. 139, alinéas 2, 3 et 6, du règlement.)

Régie autonome des transports parisiens (cotisations de sécurité sociale des agents).

2940. — 14 juin 1978. — M. Didier Julia rappelle à M. le ministre des transports que, par la question écrite n° 41831, il avait appelé l'attention de son prédécesseur sur le problème de la ventilation des cotisations de sécurité sociale des agents de la R. A. T. P. cessant leur activité avant d'avoir accompli quinze ans de services. La réponse à cette question (*Journal officiel*, Débats A. N. n° 123 du 20 décembre 1977, p. 9040) disait en particulier « aussi les études entreprises en la matière se poursuivent-elles actuellement. Une décision sur le principe paraît néanmoins susceptible d'intervenir prochainement. Si elle est positive, il restera à fixer de façon concrète les modalités de prise en charge de cet avantage; différentes solutions sont envisagées, au nombre desquelles figure celle qui est suggérée » par l'auteur de la question. Près de six mois s'étant écoulés depuis cette réponse, il lui demande comment a évolué le problème posé et quelles précisions il peut lui donner à cet égard.

Retraite complémentaire (agents hospitaliers).

2955. — 14 juin 1978. — M. Gilbert Gantier attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur les conditions d'admission au régime de retraite complémentaire des agents hospitaliers. Ce régime, mis en place le 1^{er} janvier 1963 en faveur des fonctionnaires de l'Etat, de l'administration centrale et des services extérieurs, a été étendu aux personnels départementaux travaillant dans les directions de l'action sanitaire et sociale avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1965. Or, cette mesure exclut les personnes de cette catégorie ayant pris leur retraite entre le 1^{er} janvier 1963 et le 1^{er} janvier 1965. En conséquence, il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour mettre fin à cette profonde iniquité envers cette catégorie de personnels départementaux.

Electronique (usine I.B.M. de Montpellier (Hérault)).

3076. — 14 juin 1978. — Mme Myriam Barbera attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur les nombreuses atteintes aux libertés qui ont lieu à l'usine I.B.M. de Montpellier et qui prennent des formes diverses telles que : la mise en place de tout un appareil policier : contrôle des conversations téléphoniques et des déplacements par ordinateurs, badges de contrôle et d'accès, les portes contrôlées automatiquement et sous la surveillance de caméras; le fait que le fichier du personnel soit mis directement à la disposition des syndicats patronaux; des tentatives de limiter le droit d'expression des organisations syndicales (procès pour diffamation) par des atteintes directes aux droits syndicaux, tels que répressions sur les salaires des militants, entraves permanentes à l'exercice des mandats de délégués. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour faire respecter les libertés des travailleurs de cette entreprise.

Transports maritimes (Corse).

3110. — 15 juin 1978. — M. Pierre Pasquini expose à M. le ministre des transports qu'un couple corse habitant Marseille avait demandé à réserver des places pour se rendre dans l'île le 1^{er} mars, alors que les horaires d'été n'étaient pas encore connus. Il leur a été répondu que toutes les places étaient déjà réservées sauf en première classe, ce qu'ils ont été obligés d'accepter. Le prix du voyage pour ce couple, voiture comprise, s'est élevé à plus de 1 000 francs. Or, bien que la réservation ait été faite en mars, le véhicule embarquera sur un cargo à Toulon et les voyageurs devront attendre jusqu'à 22 heures pour la traversée de nuit. Le retour imposé pour le 25 juillet s'effectuera faute de place sur Toulon par Nice. Après tant d'années de monopole de la compagnie desservante, de telles difficultés subies par les passagers, malgré un prix de voyage aussi élevé, sont particulièrement anormales. Ces difficultés sont d'ailleurs la source d'un mécontentement plus que légitime. Il lui demande ce que le Gouvernement dont l'attention est appelée depuis tant d'années sur ce problème, compte prendre comme mesures pour apporter des solutions aux graves problèmes que connaissent les Corses appelés à voyager chaque année entre le continent et leur île.

La Réunion (hôpitaux : questionnaire de sortie).

3126. — 15 juin 1978. — **M. Jean Fontaine** expose à **Mme le ministre de la santé et de la famille** ce qui suit : conformément aux dispositions de l'annexe II du décret n° 74-27 du 14 janvier 1974 (*Journal officiel* du 16 janvier 1974), relatif aux règles de fonctionnement des établissements d'hospitalisation publics, un questionnaire de sortie doit être systématiquement remis aux malades avant leur départ de l'hôpital. Il lui demande de lui faire connaître les raisons pour lesquelles cette mesure n'est pas appliquée dans les établissements hospitaliers de soins et de cure de la Réunion.

Finances locales (salles polyvalentes à l'usage des communes).

3158. — 16 juin 1978. — **M. Jean-Paul Fuchs** expose à **M. le Premier ministre** que de nombreuses communes souhaitent disposer de salles polyvalentes mais se heurtent à des difficultés de financement, ne sachant pas auprès de quel département ministériel elles peuvent formuler leur demande. Il apparaît, en effet, que le ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs, le ministère de l'intérieur et le ministère des affaires culturelles peuvent apporter leur contribution financière à ce projet. Il lui demande s'il ne pourrait être envisagé d'uniformiser et de simplifier les procédures afin de faciliter les démarches effectuées par les municipalités.

Circulation routière (carrefour d'Epinay-sous-Sénart [Seine-et-Marne]).

3190. — 16 juin 1978. — Par question antérieure (*Journal officiel* du 16 juillet 1977, n° 38695), **M. Roger Combrisson** avait attiré l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la nécessité d'un passage souterrain pour voitures au carrefour central d'Epinay-sous-Sénart. Dans sa réponse, le ministre indiquait que cette opération avait toutes les chances d'être inscrite au programme 1978 de voirie primaire des grands ensembles et avait, compte tenu de son rang, toutes les chances d'être financée dès 1978. Or, à ce jour, aucune disposition ne semble avoir été prise dans ce sens. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour que ce souterrain nécessaire à la sécurité des Spinoliens soit construit de toute urgence.

Ports (Port-Vendres : Pyrénées-Orientales).

3202. — 16 juin 1978. — **M. André Tourné** expose à **M. le ministre des transports** chargé des problèmes de la marine marchande, qu'il existe un port du nom de Port-Vendres. Il est situé dans le département des Pyrénées-Orientales à quelques kilomètres à peine de la frontière franco-espagnole. Ce port méditerranéen existe depuis l'antiquité. C'est un port abri par excellence avec des bassins creusés et aménagés au sein même de la cité. Sa position géographique le place à une distance qui est la plus courte de tous les ports français, vis-à-vis de l'Algérie et du Maroc. Pendant des décades, le trafic essentiel du port de Port-Vendres — passagers et fret divers — dépendait de l'Afrique du Nord. La S.N.C.F. intéressée par ce trafic de qualité mit au point ses infrastructures tout le long des quais, à même le débarcadère. Mais les événements des dernières décades n'ont pas épargné les installations portuaires de Port-Vendres. L'occupant, avant de s'enfuir en 1944, essaya de le détruire. Puis la fin de la guerre d'Afrique du Nord lui enleva l'essentiel de son trafic de voyageurs et de son trafic de marchandises. A tort, l'administration de la S.N.C.F. considéra que c'en était fini du port de Port-Vendres, au point qu'elle refusa de lui accorder les mêmes facilités qu'aux autres ports français. Cette situation est devenue une injustice, difficile à supporter, dans un département où on enregistre en ce moment par rapport à la population salariée, 11 p. 100 de chômeurs et où, en vingt ans, 16 000 exploitations familiales agricoles ont disparu sur les 26 000 qu'il comptait. En conséquence, il lui demande : 1° si la S.N.C.F. est décidée à aider le développement nécessaire du trafic de Port-Vendres en accordant à ce port toutes les facilités tarifaires dont bénéficient les autres ports français ; 2° si, en prévision de la création future d'une nouvelle ligne de passagers et de fret entre l'Algérie et la France, la S.N.C.F. ne pourrait pas mettre tout en œuvre pour aider Port-Vendres à retrouver ses relations avec l'Afrique du Nord, relations perturbées par les divers événements de guerre.

S. N. C. F. (consommation d'électricité).

3207. — 16 juin 1978. — **M. André Tourné** rappelle à **M. le ministre des transports** que la S.N.C.F. est devenue, du fait de sa modernisation, le premier organisme français gros consommateur d'électricité. Il lui demande : 1° quelle a été en 1977 la production globale en kilowattheures des usines électriques appartenant à la S.N.C.F. ; 2° quelle est en pourcentage la part de cette production dans la consommation globale d'électricité par la S.N.C.F. (traction,

gares, centres de réparation, de fabrication, etc.) ; 3° quel est le nombre de kilowattheures que la S.N.C.F. a achetés à E.D.F. et à quel prix les a-t-elle payés ; 4° quelle est la somme globale dépensée par la S.N.C.F. pour payer à E.D.F. l'électricité qu'elle lui a achetée au cours de l'année 1977.

Hôpitaux (Saint-Brieuc [Côtes-du-Nord] : hôpital La Beauchée).

3217. — 16 juin 1978. — **M. François Leizour** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur le scandale de la construction de l'hôpital de La Beauchée à Saint-Brieuc. La mise en chantier s'est faite en 1974 sur la base d'une enveloppe budgétaire globale de 64 millions de francs, les retards accumulés entraînant une augmentation énorme des dépenses qui sont actuellement estimées à plus de 140 millions. Il a déjà fallu procéder à l'auto-financement par le fonctionnement de l'ancien hôpital et obtenir un prêt de la Caisse des dépôts et consignations afin d'assurer une poursuite des travaux en 1977. Pour 1978, la dotation budgétaire n'est que de 5 millions, or il faudrait 45 millions pour le seul équipement. A ce compte, on risque de voir pendant des années encore un gros œuvre vide qu'il faut chauffer chaque hiver ! Pendant ce temps l'ancien hôpital s'avère de plus en plus insuffisant pour faire face aux besoins car il ne dispose ni des locaux ni du personnel nécessaires. Il apparaît aujourd'hui qu'une autre menace se précise : celle de la privatisation des services généraux de l'établissement. La cuisine, les ateliers, la chaufferie, la buanderie... ne feraient plus partie du secteur public mais seraient rattachés à des entreprises privées, d'où une vive inquiétude dans le personnel actuellement en place dans l'ancien hôpital. A noter que sur 300 postes nécessaires, 23 seulement ont été créés alors que les horaires de coupures ont été supprimés. L'ouverture de l'hôpital de La Beauchée permettrait de débloquer 800 emplois nouveaux dans une région durement touchée par la crise économique, dans un département où l'on dénombre 13 000 chômeurs. Le non-achèvement de l'hôpital de La Beauchée suscite l'indignation de la population qui y voit un exemple d'incurie et de gaspillage ; 4 000 Briochins ont signé une carte-pétition pour exiger le déblocage des crédits pour la continuation et l'achèvement des travaux et de l'équipement, pour la création des emplois hospitaliers correspondant aux besoins du département. En conséquence, il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour faire achever rapidement l'hôpital de La Beauchée, pour permettre son équipement et pour créer les emplois indispensables.

S. N. C. F. (ligne de grande ceinture traversant Bobigny [Seine-Saint-Denis]).

3316. — 21 juin 1978. — **M. Maurice Niles** attire une nouvelle fois l'attention de **M. le ministre des transports** sur les nombreuses nuisances provoquées par le passage fréquent de convois sur la ligne S.N.C.F. dite de grande ceinture qui traverse toute la ville de Bobigny (93) et notamment des quartiers très peuplés. Le bruit intense qui en résulte, particulièrement en cette époque de l'année, où il est nécessaire de laisser ses fenêtres ouvertes, est à l'origine d'une perturbation très sensible de la vie des populations riveraines (cités de l'Amitié, des Bons-Enfants, des Cerisiers, rues de Bresse, Karl-Marx, du Chemin-Vert, Berlioz) et du travail des élèves et enseignants dans un certain nombre d'établissements scolaires comme le lycée. Après une journée de travail, après de difficiles et pénibles conditions de transport, la population a le droit de bénéficier de quelques heures de détente et de tranquillité. Elle en a d'autant plus assez de ce bruit que les habitants de Bobigny ne bénéficient même pas de l'existence de cette ligne de chemin de fer, utilisée essentiellement pour le trafic de marchandises, donc au bénéfice exclusif des entreprises, et en particulier des plus grandes. Pour protester contre ces nuisances, la population riveraine de la voie de chemin de fer et les élus ont bloqué symboliquement le trafic, jeudi 15 juin, pendant quelques minutes. Pour rendre un peu plus vivable leur vie en réduisant le bruit, des moyens techniques existent. Pour qu'ils soient mis en application, il lui demande d'attribuer les moyens financiers nécessaires à la S.N.C.F. : 1° pour remplacer le plus rapidement possible les motrices Diesel trop bruyantes par des motrices électriques ; 2° pour effectuer les travaux indispensables à la limitation du bruit sur une des lignes les plus fréquentées d'Europe (pose de rails longs, réalisation de caissons acoustiques absorbant le bruit au niveau des boggies...) ; 3° pour détourner progressivement le trafic marchandais étranger à la région ; 4° pour réaliser dans les meilleurs délais l'ouverture au trafic voyageurs de la grande ceinture qui permettrait de relier rapidement Bobigny (gare à L. Folie) et correspondance avec le métro) à de nombreux autres points de la banlieue (ligne Nogent-sur-Marne-Roissy), opération que le Gouvernement a déclarée prioritaire en 1973.

R. A. T. P. (autobus à plate-forme sans strapontins).

3323. — 21 juin 1978. — **M. Pierre Bas** appelle l'attention de **M. le ministre des transports** sur l'inquiétude des associations d'usagers et amis des moyens de transports à la suite de l'annonce

de l'intention de la R. A. T. P. d'étendre les autobus à plate-forme centrale sans strapontins à tout le réseau parisien. Des associations s'élèvent contre ce retour aux méthodes des années noires et de celles qui suivirent, lors de la grande pénurie. Il lui demande de veiller à ce que l'on aille vers un confort sans cesse accru des moyens de transports en commun à Paris et dans les grandes villes, seul moyen de détourner la population de l'automobile particulière.

Incendie (lutte contre les incendies de forêt.)

3342. — 21 juin 1978. — **M. André Tourné** expose à **M. le ministre de l'agriculture** qu'avec l'arrivée des chaleurs d'une part, et des précipitations orageuses d'autre part, il faut s'attendre au cours de l'été prochain à de nouveaux incendies de forêts un peu partout en France, notamment dans les régions méditerranéennes. Il lui demande si son ministère, en prévision de ces incendies éventuels, a pris les mesures de lutte nécessaires pour les prévenir d'une part et les combattre avec efficacité d'autre part ; 1° en hommes et en matériel divers pour attaquer rapidement les incendies chaque fois qu'ils naissent à un quelconque endroit de l'hexagone et de la Corse. Sur le plan humain, comment les sections de pompiers professionnels sont-elles organisées, aussi bien en nombre qu'en matériel de première urgence et en gros matériel ; 2° quelles sont les mesures prises pour permettre aux pompiers non professionnels, et en général il s'agit de volontaires, pour participer à la lutte contre les incendies de forêts sans qu'ils soient obligés — comme cela s'est produit trop souvent dans le passé — d'effectuer, aussi bien de nuit comme de jour, des déplacements de plusieurs centaines de kilomètres. De plus, il lui rappelle que la lutte contre les incendies de forêts exige l'utilisation d'avions transporteurs d'eau. Sur ce point, il lui demande : a) quel est le nombre d'avions, d'hélicoptères ou d'hélicoptères susceptibles de transporter de l'eau pour éteindre les incendies de forêts ; b) quel est le nombre d'hommes, spécialistes divers, attachés à ces appareils et aux infrastructures dont ils ont besoin ; c) quel est le nombre d'appareils en état de fonctionnement et sur quels lieux géographiques sont-ils basés pour agir au mieux ; d) qui a le pouvoir de mobiliser les moyens aériens transporteurs d'eau pour éteindre les incendies de forêts.

Fruits et légumes (notion du prix minimal ou plan communautaire.)

3343. — 21 juin 1978. — **M. André Tourné** expose à **M. le ministre de l'agriculture** qu'à l'heure actuelle, les producteurs de fruits et légumes manifestent un sérieux mécontentement. Les éléments nouveaux de ce mécontentement proviennent des dernières décisions prises à Bruxelles au début de ce mois. En effet, le conseil agricole de la Communauté économique européenne a refusé d'admettre la notion de prix minimal pour les fruits et légumes. Pourtant, une telle décision permettrait d'éviter qu'un pays, en but avec la surproduction des fruits et légumes, exporte sa crise chez le voisin. De plus, à Bruxelles, dans les relations avec les pays tiers et le Marché commun, notamment avec les nouveaux candidats à l'adhésion à la Communauté économique européenne comme la Grèce, l'Espagne et le Portugal, les producteurs français devraient pouvoir obtenir la mise en place d'un système de fermeture automatique des frontières en cas de dumping. Cette préoccupation des producteurs français est vraiment légitime, la majorité des pays représentés au sein de la commission agricole de la Communauté économique européenne a rejeté cette demande, pourtant, elle ne créerait pas un précédent. En effet, une clause de sauvegarde existe pour le secteur bovins, plusieurs pays, membres de la Communauté européenne, n'ont pas hésité, lorsque cela correspondait à leurs intérêts, à la faire valoir, pour les bovins. Pourquoi n'en serait-il pas de même, en faveur des producteurs de fruits et légumes français ? En conséquence, il lui demande de mettre tout en œuvre pour obtenir des instances de Bruxelles qu'enfin la notion de prix minimal soit acceptée en faveur des fruits et légumes, et de ne pas hésiter à imposer en cas de dumping, une clause de sauvegarde pour protéger les produits français sévèrement concurrencés depuis l'institution de la Communauté européenne.

Administrations (retards administratifs.)

3351. — 21 juin 1978. — **M. Georges Marchais** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur les dramatiques conséquences pour de nombreux ayants droit, des lenteurs et de la complexité des formalités administratives. C'est ainsi que Madame A... (Nice), femme seule, avec une fille à charge, n'ayant d'autres ressources que l'aide sociale, l'aide à l'enfance et les allocations familiales, soit 1 214 F par mois en tout, a perçu son allocation avec plus de trois mois de retard. De ce fait, elle n'a pu régler sa quittance d'électricité et la coupure de courant n'a pu être évitée que par l'intervention du Secours catholique. Autre exemple : M. et Mme B... (Dunkerque) ont cinq enfants. M. B... gagne 1 300 F par mois. La famille quitte un appartement déclaré insalubre, ce qui occasionne des frais. Les allocations familiales, sont bloquées en attendant le certificat de radiation (pour cause de changement de caisse), lequel

ne parvient qu'après plus de deux mois de retard pendant lesquels la diminution des ressources familiales réduit la famille à se priver de nourriture. M. Georges Marchais certifie la réalité de ces faits qui ne sont pas d'ailleurs les plus exemplaires ni les plus dramatiques. Il résulte d'une enquête très partielle, effectuée par le Secours catholique, que pour le troisième trimestre 1977, sur 239 cas qui lui ont été soumis, plus de la moitié relevaient de retards administratifs intolérables. Ainsi, au moins trois catégories d'ayants droit sont lourdement atteintes dans leur niveau de vie déjà particulièrement bas du fait des obstacles bureaucratiques. Il s'agit notamment : 1° en ce qui concerne les chômeurs, de la difficulté d'obtenir une aide avant l'ouverture des droits, de la suspension des versements en cas de révision du dossier et dans le cas de licenciement économique, de l'impossibilité d'obtenir un rappel lors d'un rétablissement de l'indemnité après suspension, quel que soit le motif de celle-ci et même s'il était mal fondé ; 2° en ce qui concerne les invalides, de l'attente (deux à six mois) qui aggrave considérablement leurs conditions d'existence ; 3° en ce qui concerne les personnes âgées, du délai pouvant atteindre jusqu'à neuf mois, et qu'accroît encore le paiement à terme échu. N'est-il pas urgent et nécessaire dans ces conditions d'améliorer les conditions de travail et de rémunération des personnels de la caisse d'allocations familiales, de procéder aux recrutements indispensables, de simplifier, en matière d'allocation chômage et d'aide sociale, les formalités administratives et de les humaniser. M. Georges Marchais demande à M. le Premier ministre quelles dispositions il entend prendre pour alléger les difficultés nombreuses et réelles, résultant des retards et complications bureaucratiques et de l'inadaptation aux besoins des organismes sociaux tels que les Assedic et les caisses d'allocations familiales.

Polynésie française (zone économique des 200 miles.)

3393. — 21 juin 1978. — **M. Jean Juvenin** expose à **M. le Premier ministre**, qu'à la suite de l'adoption de la loi du 16 juillet 1976, une zone économique de 200 miles a été créée par décret au large des côtes de la Polynésie française. Actuellement, les moyens dont dispose la marine nationale sont tout à fait insuffisants pour assurer le respect des dispositions de cette loi, en ce qui concerne notamment la surveillance et le développement des zones de pêche, la protection et la recherche des plateaux sous-marins. Or cette situation s'avère très préoccupante pour la Polynésie française compte tenu de l'importance économique de la pêche et des richesses potentielles très grandes de ses fonds marins. En conséquence, il lui demande de bien vouloir prendre les mesures nécessaires afin que soient respectées les dispositions législatives et réglementaires instituant une zone économique au large des côtes polynésiennes et dont l'objectif est d'assurer la protection des richesses de la mer et du sous-sol marin.

Logement (occupation illégale de locaux vacants.)

3407. — 21 juin 1978. — **M. Claude Martin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Intérieur** sur les incitations récentes et nombreuses à « squatteriser » des locaux vacants et sur les difficultés rencontrées par les propriétaires pour entrer à nouveau en possession des appartements occupés. Il lui rappelle à ce sujet que les propriétaires constatant une telle occupation et requérant le commissaire de police pour mettre fin à cette situation se voient opposer un refus si un délai de 48 heures s'est écoulé depuis le début de l'occupation, et sont mis dans l'obligation d'intenter une action suivant la procédure de référé. Or, il apparaît que, dans la plupart des cas, la vacance des locaux d'habitation se justifie par la nécessité de procéder à des travaux d'amélioration ou de mise aux normes. Il lui demande en conséquence que, compte tenu de l'atteinte au droit de la propriété que constituent ces occupations illégales — et dont le renouvellement serait de nature à dissuader les propriétaires de procéder à l'amélioration de l'habitat — des dispositions soient prévues pour qu'il puisse être mis un terme à ce genre d'occupation des locaux momentanément vacants sans recours aux formalités de saisie des tribunaux.

SNCF (liaison Paris—Reims—Verdun—Metz.)

3408. — 21 juin 1978. — **M. Jean-Louis Masson** rappelle à **M. le ministre des transports** que la voie ferrée Paris—Strasbourg est très proche de son seuil de saturation. Or, si la liaison Paris—Bar-le-Duc—Nancy—Strasbourg a été parfaitement modernisée et si elle permet de relier ces différentes villes à une vitesse élevée, la desserte de Metz est, au contraire, relativement moins bonne. En effet, du fait de l'annexion de l'Alsace-Lorraine en 1870, la solution logique Paris—Reims—Verdun—Metz n'a pas été mise en place et au contraire les trains font actuellement un grand détour par le Sud jusqu'à Bar-le-Duc. De Bar-le-Duc à Metz, les améliorations apportées à la voie sont de plus relativement insuffisantes. Afin d'assurer le désenclavement ferroviaire de Verdun et de permettre aux grandes villes que sont Reims, Verdun et Metz d'avoir une liaison entre elles

et une bonne liaison avec Paris, M. Jean-Louis Masson demande à M. le ministre des transports s'il ne serait pas possible d'étudier la réalisation d'une nouvelle voie ferrée ayant de très hautes performances sur le trajet Paris—Reims—Verdun—Metz avec extensions possibles vers Thionville et Luxembourg d'une part et vers Franefort et Sarrebruck, d'autre part.

Voies navigables (canal du Rhône à Sète (Hérault)).

3419. — 21 juin 1978. — Mme Myriam Barbera attire l'attention de M. le ministre des transports sur le projet de mise au gabarit international du canal du Rhône à Sète. Elle lui demande : 1° où en est actuellement le projet ; 2° ce qu'il compte faire pour accélérer la mise au gabarit international du canal du Rhône, à Sète.

Fruits et légumes (olives).

3427. — 21 juin 1978. — Mme Myriam Barbera attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation des producteurs d'olives. Des informations récentes que lui fait parvenir le syndicat de défense de l'olivier de l'Hérault, font état d'importation à un prix défiant toutes concurrence et font craindre une chute prochaine des cours. Elle lui demande : 1° quelles mesures il compte prendre face aux menaces qui pèsent sur des producteurs d'olives ; 2° que soit fixé un prix plancher à l'importation.

Enseignement préscolaire

(classe maternelle de l'Estaque, à Marseille (Bouches-du-Rhône)).

3429. — 21 juin 1978. — M. Guy Hernier attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les problèmes qui se posent à l'école maternelle du boulevard Fenoull, Marseille (16^e). Cette école, à classe unique, implantée malgré l'avis défavorable des associations de parents d'élèves, des enseignants et des élus dans les locaux d'une école primaire, ne peut remplir le rôle qui devrait être le sien, en particulier au niveau de l'éveil des enfants. En effet, trente-cinq enfants, à forte proportion non francophone, et d'âges différents (deux de deux ans, dix de trois ans, quinze de quatre ans et huit de cinq ans), sont regroupés dans cette classe unique, sous la seule surveillance d'une enseignante qui fait aussi fonction d'adjointe. De plus, lorsque l'enseignante est absente, les enfants ne sont pas admis à l'école et doivent retourner chez eux, pendant toute la durée de son absence. Il est impossible dans ces conditions que cette classe soit autre chose qu'une halte-garderie, avec toutes les conséquences qui en découlent pour les enfants les plus âgés, devant rentrer l'année prochaine au cours préparatoire. Il lui demande, quelles dispositions il compte prendre, avec les parents et les enseignants, pour qu'à la rentrée prochaine une solution soit apportée à ces problèmes de classe maternelle de l'Estaque.

Hôpitaux (aides-soignantes du centre hospitalier spécialisé de Valvert-Beauregard, à Bourges (Cher)).

3431. — 21 juin 1978. — Mme Jacqueline Fraysse-Cazals attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur un problème dont elle a été saisie. Les éducateurs et les infirmiers du centre hospitalier spécialisé de Valvert-Beauregard, à Bourges, ne payent pas le « repas thérapeutique » qu'ils prennent en compagnie des enfants dont ils assurent les soins : les textes les y autorisent. En revanche, les aides-soignantes (des A.S.H., les A.S.I.), ne sont pas autorisées à bénéficier de cette gratuité. Elle lui demande les mesures qu'elle compte prendre pour que la gratuité s'étende à ces agents qui prennent leurs repas dans des conditions similaires à celles des personnels cités plus haut.

Permis de conduire (permis par points).

3446. — 21 juin 1978. — M. Henri Ferretti attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur le problème du permis par points. Un certain nombre d'études techniques semblent avoir été effectuées depuis un certain temps sur ce problème. Il lui demande où en est l'administration dans ses recherches à ce sujet et quelle décision elle entend prendre.

Autoroutes

(mise en service de l'autoroute Aix-en-Provence—Manosque).

3453. — 21 juin 1978. — M. Pierre Bernard-Reymond demande à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie de bien vouloir lui confirmer la décision prise au cours du conseil interministériel d'aménagement du territoire du 10 juin 1977 et rappelée page 37 de la revue *Spécial Routes*, n° 108 et 109, du ministère de l'équipement, concernant la mise en service de l'autoroute Aix-en-Provence—Manosque avant le 31 décembre 1983.

Remembrement rural (département du Nord).

3474. — 22 juin 1978. — M. Claude Pringalle expose à M. le ministre de l'agriculture que seuls 27 p. 100 de la surface agricole utile du département du Nord a pu être remembrée à ce jour contre 80 à 85 p. 100 dans les régions voisines et 30 p. 100 dans les régions du Sud-Ouest. L'établissement public régional en a pris conscience ; il dégage plusieurs millions chaque année pour accélérer ces travaux nécessaires au bon fonctionnement de l'agriculture dans le Nord-Pas-de-Calais. La faiblesse des dotations annuelles des crédits d'Etat ne permet pas d'effectuer au rythme souhaitable ces travaux. Elle ne permet notamment pas de régler les indemnités pour déplacement de clôtures. Il lui demande de réaffirmer l'importance du remembrement dans le département du Nord et de dégager à cet effet les moyens financiers nécessaires.

Forêts (revendications des personnels techniques forestiers de l'Allier).

3482. — 22 juin 1978. — M. André Lajoirie expose à M. le ministre de l'agriculture que les syndicats de personnels techniques forestiers de l'Allier CGT et CFDT constatent : l'orientation actuelle de la politique forestière en fonction des seuls besoins de la commercialisation, des trusts de l'industrie du bois et non plus en fonction du caractère, des besoins culturels et impératifs liés à la vie de la forêt ; l'insuffisance criante des moyens financiers pour assurer l'entretien, l'amélioration et la pérennité de la forêt (crédits = environ 10 p. 100 du revenu) ; la constante diminution du personnel ouvrier forestier (1 pour 644 ha) ; l'abandon des pépinières administratives locales avec pour résultat une pénurie totale de plants feuillus et pas assez d'argent pour les acheter dans le secteur privé ; l'abandon de la quasi-totalité du réseau de fossés d'assainissement ; l'abandon sans véritable compensation budgétaire des travaux mis en charge ; l'incitation à pratiquer des éclaircies trop fortes, à régénérer des parcelles trop jeunes, véritable coupe du blé en herbe ; l'incitation à rechercher les gros chiffres gonflés de bilans, avec disparition des petits lots de vente ; le caractère dévastateur des exploitations (mutilations, destructions de semis et de sous-étage) dû à la sous-traitance et à la rentabilisation du matériel des entrepreneurs ; la faiblesse des moyens de dédommagement ou d'indemnisation en regard de l'importance des dégâts ; les suppressions de postes d'agents de terrain : en 1960 : 8 secteurs et 32 triages ; en 1978 : 6 secteurs et 25 triages, 1107 ha par triage, les plus étendus d'Europe. Cette insuffisance notoire de personnel implique en particulier une absence totale de surveillance pendant le week-end ; le fait que l'on laisse croire au public qu'il est le seul responsable des dégradations dues à la fréquentation des forêts alors que sont passés sous silence les défrichements et les exploitations abusives dans les forêts privées, l'absence de crédits pour l'acquisition de celles-ci lorsqu'elles sont à vendre. Les forestiers de l'Allier souhaitent que l'éducation réelle du public portant sur la connaissance du milieu naturel voie le jour, notamment dans le cadre de l'enseignement et désirent y participer activement. Il lui demande quelle suite il entend donner aux revendications légitimes des forestiers de l'Allier qui lui semblent correspondre à l'intérêt général.

Marins pêcheurs (indemnisation en cas de mauvais temps).

346. — 22 juin 1978. — M. François d'Harcourt attire l'attention de M. le ministre des transports sur les difficultés financières rencontrées par de nombreux marins pêcheurs lorsqu'ils ne peuvent sortir en mer pendant les périodes de très mauvais temps, et notamment les périodes de tempête. Il serait sans doute possible d'envisager que soit établi, soit au niveau de l'Etat, soit à celui du département, un système parallèle et comparable à celui existant dans le cadre des calamités agricoles. Il lui demande s'il ne lui paraît pas utile d'envisager la création d'un fonds destiné à venir en aide et à indemniser les marins pêcheurs victimes du très mauvais temps.

Indemnité viagère de départ (montant).

3497. — 22 juin 1978. — M. François d'Harcourt rappelle à M. le ministre de l'agriculture que le montant de l'IVD, qui est de 1 500 francs par an, n'a pas été augmenté depuis le 20 février 1974. Quant à l'I. V. D. non complémentaire de retraite, elle reste fixée à 5 460 francs. Or, depuis 1976, la retraite vieillesse de base est passée de 3 750 francs à 5 250 francs par an. Il lui demande quelles mesures pourraient être envisagées pour relever le montant de l'IVD, compte tenu de l'érosion monétaire depuis 1974, et d'autre part, quelles mesures pourraient être prises pour que le montant de l'IVD non complément de retraite soit rapidement revalorisé et suive l'évolution du montant de la retraite minimum de base que tout exploitant perçoit à soixante-cinq ans.

Transports maritimes (Compagnie nouvelle des paquebots).

3499. — 22 juin 1978. — M. Maurice Arreckx attire l'attention de M. le ministre des transports sur les graves difficultés que rencontre actuellement la Compagnie nouvelle des paquebots (CNP) dont l'endettement actuel est de quatre-vingt-dix millions de francs, et le déficit pour 1977, de dix millions de francs. Cette compagnie qui arme les trois paquebots de croisière — *Mermoz*, *Massiglia* et *Azur* — s'apprête à licencier 290 personnes, et à vendre le *Massiglia*. Il demande donc quel est l'avenir des paquebots de croisière sous pavillon français dès lors que l'on autorise les compagnies à passer des navires sous pavillon de complaisance, ou que l'on autorise le remplacement du personnel actuel par du personnel provenant du tiers monde et rémunéré aux conditions de ces pays; quelles mesures compte-t-il faire adopter par le Gouvernement pour que des paquebots de croisière puissent encore faire battre le pavillon français sur les mers du monde.

Elevage (porcs).

3508. — 22 juin 1978. — M. Gérard Bapt attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation critique que connaissent actuellement les producteurs de porcs. L'application du système des montants compensatoires monétaires a pour conséquence l'amputation des revenus, la distorsion de la concurrence entre les partenaires européens et le déplacement de la production vers les pays à monnaie forte. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour sauvegarder l'avenir de la production porcine dans notre pays, et en particulier si son objectif est d'obtenir à brefs délais la suppression totale des montants compensatoires.

Vins d'appellation contrôlée (déclassement et chaptalisation).

3516. — 22 juin 1978. — M. Raoul Bayou demande à M. le ministre de l'agriculture de lui faire connaître les volumes de vins d'appellation contrôlée qui ont été déclassés pendant les campagnes 1974-1975, 1975-1976, 1976-1977 et parmi ces vins déclassés, le nombre d'hectolitres qui avaient été chaptalisés.

Enseignement agricole : Saintes (Charente-Meridionale).

3521. — 22 juin 1978. — M. Roland Belx attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les difficultés que connaissent les établissements d'enseignement agricole, et en particulier sur celles du lycée agricole de Saintes. Dès la rentrée 1977, l'association des parents d'élèves portait à la connaissance de M. le préfet de région la situation précaire du lycée agricole de Saintes concernant, d'une part, son corps professoral (deux professeurs mutés non remplacés, alors que la structure de l'établissement est la même que celle de l'année précédente), d'autre part, sa section de techniciens supérieurs qui est pléthorique (36 élèves au lieu de 26), en raison de la spécificité de la formation et des moyens d'accueil insuffisants. Cette situation, malgré ces démarches, n'a pas changé et la préparation de la rentrée 1978 est inquiétante à juste titre. Il demande afin qu'il soit mis fin aux difficultés que rencontre le lycée. En conséquence, il lui demande de préciser les mesures qu'il compte agricole de Saintes.

Calamités agricoles (agriculteurs de l'Aude).

3527. — 22 juin 1978. — M. Joseph Vidai appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation préoccupante du « fonds des calamités agricoles ». Ce fonds se trouve en effet sans ressources après indemnisation d'un certain nombre d'agriculteurs sinistrés. Il lui demande : comment dans ces conditions vont être indemnisés les viticulteurs et agriculteurs de l'Aude dont le total des dommages subis dépasse 218 millions de francs; quelles mesures il compte prendre pour que le fonds soit rapidement doté des ressources lui permettant de faire face à la totalité des sinistres.

Commerce extérieur (secteur agro-alimentaire).

3536. — 22 juin 1978. — M. Robert Fabre attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation préoccupante du commerce extérieur agro-alimentaire de la France. La part de nos exportations agro-alimentaires a en effet très fortement diminué depuis 1972 et 1973 alors que celle des importations s'est maintenue. Il apparaît ainsi au titre de l'année 1977 un taux de couverture de 92,6 alors qu'il était de 133,7 en 1974 et 108,6 en 1976, année où les circonstances météorologiques ont été des plus hostiles à de nombreuses productions. Il lui demande de bien vouloir lui exposer les mesures d'encouragement à la production qu'il compte prendre pour développer nos exportations et pour résorber le

et « vlandes », les « légumes et fruits » et « les céréales », produits pour lesquels notre agriculture peut fournir les moyens d'un redressement salubre aux conditions de vie des agriculteurs, à la balance des paiements du pays.

Taxe de défrichement (revalorisation).

3549. — 23 juin 1978. — M. Antoine Gissinger appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur l'absence de revalorisation du taux de la taxe de défrichement instituée par l'article 11 de la loi de finances rectificative n° 69-1160 du 24 décembre 1969, taxe non modifiée depuis cette date. Il lui demande de bien vouloir proposer au Parlement une revalorisation de la taxe en cause, revalorisation que justifie une meilleure protection de la forêt.

Elevage (moutons).

3550. — 23 juin 1978. — M. Arnaud Lepercq attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur l'inquiétude des éleveurs ovins français, provoquée par les propositions de la commission de Bruxelles d'établissement d'un règlement communautaire ovin qui risquerait à terme de compromettre le développement de cette production et de rompre l'équilibre des régions rurales où elle reste un élément vital et indispensable. Souhaitant connaître l'action que le Gouvernement français entend mener dans ce domaine, il lui demande si ce dernier sollicitera l'établissement d'un règlement communautaire normal, assorti d'un contingent tarifaire dégressif pour les importations provenant des pays tiers.

Etablissements de psychiatrie infantile (repas thérapeutiques).

3573. — 23 juin 1978. — M. Georges Marchais attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur l'application de la circulaire 269/DH/4 du 26 juillet 1977, remettant en cause la notion de repas thérapeutiques pour les personnels des établissements de psychiatrie infantile. C'est ainsi qu'à la fondation Vallée de Gentilly, qui accueille près de 200 enfants, le personnel infirmier, psychiatre, éducateur spécialisé, avait obtenu depuis dix ans de partager le repas avec les enfants qui, pris ainsi en commun, constituait non un avantage en nature comme l'affirme aujourd'hui le ministre des finances, mais un moment thérapeutique important, compte tenu des troubles que présentent les enfants. Des progrès importants ont pu ainsi être réalisés, qui sont remis en cause depuis le 1^{er} juin par l'application de la circulaire. Devant cette situation, M. Georges Marchais demande à Mme le ministre de prendre toutes mesures pour une modification de la circulaire de juillet 1977.

Téléphone (Cholet [Maine-et-Loire]).

3594. — 23 juin 1978. — M. Maurice Ligot rappelle à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications la situation tout à fait discriminatoire qui existe dans l'arrondissement de Cholet, en matière de raccordements téléphoniques. Cholet et les communes périphériques rattachées à l'autocommutateur comptent 78 186 habitants; le nombre de lignes reliées n'atteint que 9 484 et l'agence commerciale des télécommunications recense 3 257 lignes en instance au 30 avril 1978. Le reste du groupement de Cholet défilé par les télécommunications recouvre 82 726 habitants. Le nombre de lignes reliées est de 10 334 et 3 171 demandes étaient encore enregistrées au 30 avril 1978. Dans plusieurs communes, on relève un téléphone pour seize habitants, alors que la moyenne nationale est de cinq à six! 158 des demandes en instance sur la zone urbaine de Cholet ont été enregistrées en 1976, six datent de 1975 et huit attendent depuis 1973. Il apparaît donc urgent de renforcer considérablement les installations dans les centraux et de réajuster les programmes d'extension du réseau de câbles, les budgets prévisionnels étant d'ores et déjà insuffisants pour desservir les réseaux rattachés. M. Ligot demande donc à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications d'examiner cette situation avec toute l'attention qu'elle requiert et de lui faire connaître les dispositions qui seront prises pour doter la région choletaise d'un réseau téléphonique à sa mesure.

Enseignement agricole (privé).

3599. — 23 juin 1978. — M. Alain Mayoud demande à M. le ministre de l'agriculture ce qu'il entend faire, face à l'inquiétude manifestée par les organisations représentatives de l'enseignement agricole privé et la profession unanime. 1^o En effet, la loi n° 75-620 du 11 juillet 1975 relative à l'éducation, en son article 4, prévoit que la scolarité correspondant aux deux derniers niveaux des collèges « peut être accomplie dans les classes préparatoires rattachées à un établissement de formation professionnelle ». Par ailleurs, l'article 17 du décret 76-1 304 du 28 décembre 1976 précise que « les lycées organisant une formation professionnelle conduisant aux diplômes du brevet d'études professionnelles et au certificat d'aptitude professionnelle peuvent comporter des classes au niveau de la troisième et de la quatrième année des collèges... l'accès en est

ouvert aux élèves entrant en troisième comme en quatrième ». Il est donc urgent d'établir clairement que les classes préparatoires du niveau des classes de quatrième et de troisième des collèges peuvent être implantées dans les lycées d'enseignement professionnel agricole ou établissements assimilés (établissements de cycle court). Par ailleurs, l'expérience montre, en effet, que le recrutement à l'issue de la classe de cinquième fournit à l'enseignement agricole des éléments particulièrement intéressants sur le plan professionnel. Il faut donc établir une convention entre les ministres de l'agriculture et de l'éducation pour autoriser les établissements d'enseignement agricole privé à préparer et présenter les brevets de collège dans les mêmes conditions que les établissements d'enseignement général. 2° En outre, une documentation concernant le secteur professionnel agricole et para-agricole et comportant toutes les informations nécessaires sur les possibilités de formation offertes par l'enseignement agricole public et privé devrait être établie par le ministère de l'agriculture et diffusée par les soins du ministère de l'éducation à toutes les familles des élèves de cinquième.

Télécommunications (Bretagne).

3618. — 23 juin 1978. — M. François Aotain attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications sur le démantèlement progressif des télécommunications dans l'Ouest de la France et particulièrement en Bretagne. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer les raisons qui expliquent : 1° le fait que l'équipe de programmation de Rennes qui prépare les investissements dans ce secteur pour 1979 travaille aujourd'hui sous la responsabilité de la direction de Nantes ; 2° le fait que la direction régionale de Rennes n'aura plus d'enveloppe budgétaire en 1979 et n'aura plus la maîtrise des emplois et des crédits qui seront accordés à Nantes pour l'ensemble des régions Bretagne et Pays de la Loire. Il lui demande si ces mesures, qui semblent viser à la constitution de « zones » ne correspondant plus à des structures administratives, ne justifient pas la crainte du personnel des PTT de voir les télécommunications sortir du secteur public et placées sous statut privé, compte de tenu de leur haute « rentabilité ».

Assurances vieillesse (exploitants agricoles).

3643. — 24 juin 1978. — M. Jean Brocard expose à M. le ministre de l'agriculture qu'une catégorie de travailleurs est en France fort défavorisée quant au régime de la retraite, celle des anciens exploitants agricoles. La retraite de base de la mutualité sociale agricole et le montant de la retraite complémentaire placent cette catégorie socio-professionnelle très loin derrière les retraités du régime général de la sécurité sociale. Pourtant les exploitants agricoles n'ont pas démerité et il serait normal que s'exerce à leur égard la solidarité réciproque à laquelle ils sont en droit de prétendre. Un authentique régime de retraite vieillesse conduirait à la disparition de l'IVD, dont l'atrait a maintenant disparu, et à celle de la subvention du FNS, à laquelle il est peu fait appel chez les exploitants agricoles. Ce régime impliquerait que tout bénéficiaire cesse son activité d'exploitant agricole, ce qui libérerait une surface relativement importante de terres, favorisant ainsi l'amélioration des structures et l'installation des jeunes agriculteurs par la libération de terres. L'objectif, qui pourrait être atteint par paliers, serait d'arriver à un montant de retraite équivalent à 85 % du SMIC. Il est demandé au ministre s'il n'envisage pas, dans le contenu de la loi-cadre sur l'agriculture, d'insérer des dispositions qui permettraient de faire œuvre de justice en prévoyant, en faveur des exploitants agricoles, l'institution d'un véritable régime de retraite.

Vente (récision pour lésion).

3654. — 24 juin 1978. — M. Michel Nolr rappelle à M. le ministre de la justice qu'aux termes de l'article 1674 du code civil le vendeur ayant été lésé de plus de sept douzièmes dans le prix d'un immeuble a le droit de demander la rescision de la vente. Il semble toutefois que l'acheteur récusé à ce titre puisse à nouveau faire des offres d'achat. Même si celles-ci n'ont pas le caractère illégal ayant motivé l'annulation de la première opération, il n'en reste pas moins qu'il y a un côté indécent dans la possibilité qu'un acheteur convaincu d'avoir porté tort au vendeur de conclure un nouveau marché concernant le même objet. Il lui demande s'il n'estime pas équitable que l'acquéreur en cause soit sanctionné au moins moralement en se voyant interdire le droit à une deuxième opération portant sur le même bien, que l'achat soit fait à titre personnel ou sous couvert d'une société dont il serait actionnaire.

Enseignement secondaire (lycée et collège Hélène-Boucher à Paris-20°).

3670. — 24 juin 1978. — M. Lucien Villa attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation du lycée et collège Hélène-Boucher, Paris (20°). Le conseil des parents d'élèves me signale que, par l'insuffisance des crédits, les installations électriques et de gaz

sont déjà anciennes, à tel point vétustes, qu'il a fallu réduire la puissance de l'éclairage dans les classes et les couloirs et que l'usage du gaz est depuis le 24 avril interdit dans les classes scientifiques, les installations ne pouvant pas supporter l'utilisation du nouveau gaz. Cette situation préjudiciable crée un profond mécontentement chez les parents et les élèves. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que soient réalisés dans les plus brefs délais les travaux de modernisation des installations du gaz et d'électricité.

Assurances vieillesse (situation des retraités).

3705. — 24 juin 1978. — M. René Visse attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la situation des retraités. L'inflation galopante et son corollaire la hausse du coût de la vie aggravent leurs conditions de vie en même temps que se développent les inégalités sociales. Comme le lui a précisé le collectif des retraités CGT des Ardennes, des mesures de justice sociale concourant d'ailleurs à l'assainissement de la situation du pays, prennent une acuité nouvelle et notamment : la fixation du montant des retraites à 75 p. 100 minimum de tous les éléments du salaire ou de fin de carrière avec un minimum égal au SMIC (2 400 F par mois) pour une carrière d'au moins 25 ans ; l'augmentation immédiate du minimum vieillesse à 1 300 F par mois comme première étape vers les 80 p. 100 du SMIC ; la pension de reversion à 75 p. 100 avec possibilité du cumul sans condition d'âge ou de ressources du bénéficiaire ; l'octroi aux retraités d'avant 1973 des améliorations découlant du calcul des pensions de sécurité sociale sur un nombre plus important de trimestres et sur les 10 meilleures années ; le respect des droits acquis, de la péréquation intégrale des retraites, la suppression des inégalités de retraite pour les retraités du secteur public et nationalisé ; l'alignement automatique des pensions servies par les institutions de retraites complémentaires sur les avantages du régime général et l'attribution de points gratuits pour valider les années d'anticipation ; la mensualisation du paiement des pensions et retraites ; l'attribution d'une majoration de deux ans de carrière par enfant aux mères de familles salariées du secteur public et nationalisé ; le remboursement à 80 p. 100 et 100 p. 100 des frais médicaux et pharmaceutiques et l'abrogation des ordonnances de 1967 ; la réforme de la fiscalité avec, dans l'immédiat, l'extension de l'application du 10 p. 100 d'abattement pour chaque retraité ; l'élargissement du nombre de bénéficiaires de l'aide ménagère. En conséquence, il lui demande quelles dispositions il entend prendre pour donner satisfaction aux revendications justifiées des retraités.

Martinique (hypermarché du Lamentin).

3977. — 30 juin 1978. — M. Aimé Césaire attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) sur l'affaire dite de l'hypermarché du Lamentin (Martinique) : Déjà lésés par la création d'un certain nombre de « grandes surfaces », les petits commerçants martiniquais se sont, à juste titre, alarmés d'un projet tendant à créer, aux environs du Lamentin, un nouveau centre commercial, d'une importance exceptionnelle, puisque sa superficie serait de 3 000 mètres carrés, et ce, dans une zone classée zone agricole, et retenue par la commune du Lamentin pour former, à l'avenir, une zone de verdure. Devant l'opposition résolue de la profession et de l'opinion publique d'une manière générale, le préfet de la Martinique, en instance de départ, a cru devoir signer un permis de construire pour cet établissement. Pour ce faire, le préfet annula une convocation déjà adressée aux membres de la commission départementale d'urbanisme commercial et passa outre à l'avis défavorable du maire du Lamentin. Nous sommes donc devant un arrêté préfectoral dépourvu de toute base légale. M. Aimé Césaire demande à M. le ministre quelles mesures il compte prendre pour faire respecter à la Martinique les principes et les dispositions de la loi d'orientation du 23 décembre 1973, et de manière plus particulière, pour rapporter la décision préfectorale concernant l'édification du supermarché incriminé.

Licenciement (entreprise Leleu à Lestrem [Pas-de-Calais]).

3993. — 30 juin 1978. — M. Jacques Mellick attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation au sujet des atteintes désormais courantes, au droit du travail et au respect des droits syndicaux, qui frappent notamment deux délégués syndicaux de l'entreprise Leleu, sise à Lestrem dans le département du Pas-de-Calais. Il lui demande une nouvelle fois les raisons qui ont motivé l'autorisation de licenciement de deux responsables syndicaux, malgré le refus de l'inspecteur du travail et les jugements des tribunaux à l'encontre de la direction de cette entreprise. Il souhaiterait connaître les mesures précises qui vont être prises pour appliquer les décisions des tribunaux et faire cesser ces pratiques contraires à la loi de la République, et de nature à troubler durablement l'esprit de concertation et de dialogue qui devrait prévaloir dans les rapports sociaux au sein de toute entreprise.

Centres de soins (Nanterre [Hauts-de-Seine]).

4258. — 8 juillet 1978. — Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la situation du centre de santé sis 2, allée des Gentianes, à Nanterre. Ce centre fonctionne depuis 1963, il est géré par l'association Service social et familial soins, association loi de 1901 à but non lucratif. Les soins, tant à domicile qu'au centre, sont effectués par trois infirmières. Les soins à domicile sont assurés sur tout le secteur du Petit-Nanterre et du Petit-Colombes. C'est le seul prodigieux des soins à domicile et pratiquant le ticket modérateur. Le centre a assuré pendant ces trois dernières années 20 000 soins annuels en moyenne. Malgré ce bilan important, l'association Service social et familial soins ne peut plus assumer la gestion du centre puisque l'agrément définitif a été refusé, le local ne correspondant plus aux normes définies dans le décret du 22 avril 1977 fixant les conditions techniques d'agrément des centres de soins infirmiers. Or l'association ne possède pas les moyens financiers pour investir et financer un autre local correspondant à ces normes : le centre est classé dans la catégorie C. Il supporte donc le taux d'abattement le plus fort et en deux ans l'augmentation des actes a été de 15 p. 100, celle des indemnités de déplacement de 7 p. 100 et celle des salaires de 22,5 p. 100. En conséquence, elle lui demande ce qu'elle compte faire pour que ce centre, qui soigne une population ayant de faibles ressources : population ouvrière, personnes âgées, cas sociaux, immigrés, etc., puisse continuer à assurer les soins au centre et à domicile comme il le fait depuis quinze ans.

Taxe de défrichement (exonération).

4340. — 15 juillet 1978. — M. Jean-Pierre Bechter attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les difficultés financières que cause aux agriculteurs la taxe sur le défrichement. Le défrichement de terrains partie intégrante d'un massif forestier d'une contenance supérieure à 100 hectares entraîne la perception de la taxe sur les défrichements instituée par l'article 11 de la loi n° 69-1160 du 24 octobre 1969 et égale à 3 000 francs l'hectare. Il n'est pas possible de déroger à cette disposition même si l'opération envisagée a pour but une mise en valeur agricole des terrains. En effet, la taxe sur les défrichements a été instituée dans le but légitime de freiner les opérations importantes de cette nature. Celles-ci se développent en raison de l'évolution des coûts de la terre agricole et des terrains forestiers. En effet, les terres agricoles atteignent 20 000 francs à 30 000 francs par hectare alors que les sols forestiers ne sont négociés qu'entre 5 000 et 10 000 francs par hectare. Si bien, que même en tenant compte des frais de remise en culture (environ 5 000 francs par hectare) les défrichements importants s'apparentent à des opérations financières intéressantes et pourraient ainsi prendre rapidement une ampleur alarmante. La seule compensation possible actuellement pour un agriculteur est de procéder à un boisement compensateur de terrains nus qui conduit à un remboursement total ou partiel. Il lui demande si l'agriculteur se livrant à une opération de défrichage ne pourrait pas être exonéré de cette taxe sous réserve d'un engagement de non-revente des terrains en cause pendant vingt ans. La rupture de cet engagement amène-t-elle la perception de la taxe normalement due et actualisée.

Orphelins de guerre (handicapés physiques permanents majeurs).

4341. — 15 juillet 1978. — M. Pierre-Charles Krieg attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur les améliorations qu'il comprendrait d'apporter à une catégorie particulièrement défavorisée de personnes relevant de son ministère, à savoir les orphelins de guerre handicapés physiques permanents majeurs. Il suggère que quatre mesures soient mises à l'étude et dans toute la mesure possible prises en leur faveur : 1° l'institution d'une allocation de « substitution paternelle » qui pourrait être versée aux intéressés une ou deux fois par an afin d'améliorer leur sort à l'occasion des fêtes traditionnelles de Noël et de Pâques ; 2° la faculté de passer une dizaine de jours de vacances annuelles dans un centre dépendant de l'office national des anciens combattants ; 3° la création de foyers d'hébergement, plus spécialement réservés aux célibataires ou aux veufs ; 4° leur admission dans les maisons de retraite des ACVG dans la mesure où ils remplissent les conditions exigées.

Allocations de chômage (écailler).

4342. — 15 juillet 1978. — M. Pierre-Charles Krieg attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation tout à fait anormale qui est actuellement celle des personnes atteintes par un chômage saisonnier. Il lui signale le cas d'un écailler, qui chaque année se trouve sans travail du 1^{er} mai au 31 août et à qui toute allocation est refusée par application d'une disposition réglementaire dont le moins que l'on puisse dire est

qu'elle est d'une exécution injuste. Il lui demande en conséquence si cette mesure est bien prise dans le cadre des règlements en vigueur et, dans l'affirmative, s'il ne peut être envisagé de modifier le règlement incriminé afin de l'humaniser.

SNCF (billets « bon dimanche » et « week-end »).

4343. — 15 juillet 1978. — M. Claude Labbé appelle l'attention de M. le ministre des transports sur la suppression, à l'occasion des hausses générales de tarifs de la SNCF, des billets « bon dimanche » et « week-end » qui avaient été créés il y a plus de quarante ans et qui ont disparu sans aucun préavis, ni consultation des usagers et des associations intéressées. Ces billets accordaient une réduction de 20 p. 100 « week-end » ou 30 p. 100 « bon dimanche » et permettaient de circuler à prix réduits dans un rayon de 100 kilomètres autour de Paris. Ils étaient en particulier utilisés par les randonneurs à pied, les cyclistes et de nombreux autres usagers qui profitaient de cette facilité bien que la SNCF ait toujours été très discrète à ce sujet depuis plusieurs années. La suppression de ces avantages a pour effet d'augmenter les prix de 44 p. 100 pour les anciens usagers des billets « fin de semaine » et de 64 p. 100 pour les usagers des billets « bon dimanche ». Il est évident que cette mesure n'est pas conforme au plan de lutte contre l'inflation et qu'elle va à l'encontre du souci des pouvoirs publics de donner la priorité aux transports en commun. Elle aura spécialement des effets fâcheux pour les utilisateurs de sentiers de grande randonnée dont le nombre augmente considérablement, ce qui est évidemment excellent. Les 150 collaborateurs du « comité national des sentiers de grande randonnée », tous bénévoles et désintéressés, qui assument cette mission pendant leurs loisirs, utilisaient habituellement les billets à tarif réduit que la SNCF vient de supprimer. Le rétablissement des tarifs anciens leur permettrait d'assurer la continuité de leur action qui permettrait à tous de pratiquer ce sport particulièrement sain qu'est la randonnée pédestre. Il lui demande de bien vouloir intervenir auprès de la SNCF pour le rétablissement et l'amélioration des tarifs actuels par extension de la zone d'application des billets précités, par leur extension au samedi et au mercredi. Il souhaiterait également l'organisation par la SNCF d'une publicité efficace.

Sécurité sociale (délais de calcul des rentes et indemnités).

4345. — 15 juillet 1978. — M. Pierre Pasquini demande à Mme le ministre de la santé et de la famille si une réglementation ne pourrait pas fixer impérativement les délais maximaux à la limite desquels les services de la sécurité sociale devront faire connaître aux tribunaux les calculs des rentes et d'indemnités auxquels ils sont amenés à procéder pour qu'un tribunal puisse rendre son jugement et pour éviter qu'une victime voie s'écouler des années sans obtenir réparation intégrale de son préjudice. C'est le cas notamment en matière d'accidents d'automobile graves où la victime peut se voir reconnaître par les experts désignés par les tribunaux une incapacité partielle permanente très importante et la nécessité d'une tierce personne. Or, ceci est acquis que la victime a besoin de la tierce personne dès lors que l'expertise l'admet, par contre l'indemnité qui lui permet d'obtenir son concours ne lui est donnée souvent que deux ou trois années après, faute par la sécurité sociale d'avoir prévu la liquidation de la rente et des indemnités dues dès le rapport de l'expertise. Il lui demande, en conséquence, si les délais de la sécurité sociale pour effectuer ces calculs ne peuvent pas être déterminés par voie réglementaire.

Taxe sur les salaires (taux majorés).

4345. — 15 juillet 1978. — M. Michel Delprat attire l'attention de M. le ministre du budget sur les anomalies que comporte l'actuelle taxe sur les salaires, supprimée depuis 1968 au profit de toutes les catégories d'entreprises assujetties à la T. V. A., et maintenue pour l'ensemble des professions libérales et certains organismes, comme les chambres de commerce et d'industrie, non assujetties à la T. V. A. Le taux de cette taxe sur la masse salariale brute est de 4,45 p. 100, mais il existe deux taux majorés, l'un de 8,50 p. 100 pour les salaires compris entre 2 500 et 5 000 francs mensuels, l'autre de 13,50 p. 100 pour les salaires situés au-delà de 5 000 francs mensuels. Depuis 1968, ces taux n'ont pas été modifiés, alors que, pendant ces dix dernières années, la masse salariale a été multipliée par 2,3, et le montant de cette masse par 3, l'indice du salaire moyen publié par l'INSEE étant passé pendant la même période de 100 à 206,5. Cette distorsion entre les taux de majoration dont les seuils n'ont pas changé, et les salaires qui n'ont cessé de s'accroître, a pour résultat de créer une augmentation de plus en plus lourde des charges supportées par les entreprises et organismes concernés. M. Michel Delprat demande à M. le ministre du budget quelles mesures il compte prendre pour corriger cette anomalie et s'il envisage que les seuils d'application des taux majorés de la taxe sur les salaires soient indexés sur l'indice du salaire horaire moyen publié par l'INSEE pour la France entière.

Service national (permissions agricoles).

4347. — 15 juillet 1978. — M. André Audinot appelle l'attention de M. le ministre de la défense sur la situation de certains exploitants agricoles, par exemple les endiviers, dont les cultures nécessitent une importante main-d'œuvre saisonnière. Serait-il possible dans la mesure où ces exploitants sont créateurs d'emplois d'accorder des facilités aux jeunes gens qui vont travailler sur ces cultures, notamment en libéralisant le système des permissions agricoles, éventuellement en autorisant le fonctionnement du service militaire en deux périodes de six mois, correspondant aux deux périodes de travail.

Enseignement (carte scolaire : Bas-Rhin).

4348. — 15 juillet 1978. — M. Adrien Zelier expose à M. le ministre de l'éducation que l'examen de la « carte scolaire » dans le département du Bas-Rhin, en vue de la rentrée de septembre prochaine font apparaître la nécessité de créer près de quatre-vingts postes nouveaux pour que les conditions de travail des élèves et des maîtres puissent être satisfaisantes. Or, seuls quatre postes ont été attribués à ce département. Il lui demande de bien vouloir lui préciser s'il n'estime pas indispensable d'attribuer au Bas-Rhin une dotation supplémentaire pour permettre aux responsables académiques de faire face à cette situation.

Auxiliaires médicaux (psycho-rééducateurs).

4349. — 15 juillet 1978. — M. Xavier Hunault demande à Mme le ministre de la santé et de la famille, si, comme le souhaite le syndicat des psycho-rééducateurs de l'Ouest, elle envisage de donner aux représentants de cette profession qui exercent la rééducation psychomotrice auprès des enfants, d'adolescents, d'adultes et de personnes âgées, un statut d'auxiliaire médical, afin qu'ils puissent bénéficier des mêmes modalités d'exercices professionnels et de la même réglementation vis-à-vis de la sécurité sociale que les autres professions paramédicales.

Recherche scientifique (redevances versées à la firme Westinghouse).

4350. — 15 juillet 1978. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à M. le Premier ministre (Recherche) de confirmer, d'inflimer ou de nuancer l'assertion publiée en octobre 1977 dans un rapport parlementaire et selon laquelle le montant des redevances versées par la France à la firme américaine Westinghouse suffit à financer intégralement le programme de recherche de cette entreprise, rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 1978 (industrie) n° 3131, annexe 23, page 22.

Impôts (redevance sur l'emploi de la reprographie).

4351. — 15 juillet 1978. — M. Pierre-Bernard Cousté expose à M. le ministre du budget que l'article 22-1 de la loi de finances pour 1976 ayant institué une redevance sur l'emploi de la reprographie, portant sur les ventes et livraisons à soi-même autres qu'à l'exportation d'appareils de reprographie réalisées par les entreprises qui les ont fabriqués ou fait fabriquer en France, la question se pose de savoir si les entreprises précitées ont ou n'ont pas le droit de répercuter sur leur clientèle qui commercialise ces appareils (commerçants en matériel d'équipement de bureau, notamment) la redevance dont il s'agit et, dans l'affirmative, si et dans quelles conditions cette répercussion doit s'effectuer jusqu'au niveau de la vente à l'utilisateur final; la loi de finances étant muette sur ce point, il le prie de bien vouloir lui donner toutes précisions à ce sujet.

Impôt sur le revenu (charges déductibles : dépenses de ravalement).

4352. — 15 juillet 1978. — M. Pierre-Bernard Cousté fait observer à M. le ministre du budget que le plafond de la déduction fiscale que peuvent effectuer les contribuables qui réalisent des opérations de ravalement sur leur habitation principale, fixé à 5 000 francs (plus 500 francs par personne à charge) lors de sa création par la loi de finances pour 1975, a été porté à 7 000 francs (plus 1 000 francs par personne à charge), ce qui représentait une augmentation de 40 p. 100 en 1975, et n'a pas été relevé depuis lors. Dans le même temps, entre le quatrième trimestre 1965 et le quatrième trimestre 1976, l'indice du coût de la construction est passé de 190 à 415, ce qui représente une progression de 118 p. 100. M. Cousté demande à M. le ministre du budget s'il ne lui paraîtrait pas opportun de relever ce seuil de déduction fiscale, dans un souci d'incitation à ce type d'orientation, essentielle pour préserver la qualité de la vie et de l'environnement des Français dans leurs villes, sur laquelle le VII^e Plan a si justement mis l'accent.

Enfants (fichier national sur les nouveau-nés).

4353. — 15 juillet 1978. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à Mme le ministre de la santé et de la famille de lui faire savoir où en est le projet de constitution d'un fichier national sur les nouveau-nés au huitième jour de la naissance, comportant diverses caractéristiques : physiques (taille du crâne, etc.) et socio-économiques (profession, nationalité, état matrimonial de la mère...).

Logements (résidences secondaires).

4354. — 15 juillet 1978. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs de confirmer, d'inflimer ou de préciser l'information selon laquelle la France serait un des pays au monde où les résidences secondaires sont les plus nombreuses, 9 p. 100 des actifs possédant une résidence secondaire.

Traités et conventions (convention sur la protection des travailleurs contre les risques professionnels).

4355. — 15 juillet 1978. — M. Pierre-Bernard Cousté attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la convention n° 148 concernant la protection des travailleurs contre les risques professionnels dus à la pollution de l'air, au bruit et aux vibrations sur le lieu de travail adoptée par la conférence internationale du travail lors de sa 63^e session à Genève, le 20 juin 1977. Il lui demande dans quel délai cette convention sera ratifiée par la France.

Infirmiers et infirmières (établissements scolaires et universitaires).

4356. — 15 juillet 1978. — M. Jean Morellon, attirant l'attention de Mme le ministre des universités sur l'importance du rôle des infirmières d'établissements universitaires et scolaires en tant que techniciennes et éducatrices de la santé, rappelle que, selon la circulaire n° 78-146 du 30 mars 1978, qui définit ce rôle et insiste sur sa spécificité et demande en conséquence quelles prévisions ont été établies, en matière de formation après le diplôme d'Etat d'une part, en ce qui concerne les créations de postes, d'autre part afin que chaque établissement puisse en bénéficier.

Infirmiers et infirmières (établissements scolaires et universitaires).

4357. — 15 juillet 1978. — M. Jean Morellon, attirant l'attention de M. le ministre de l'éducation sur l'importance du rôle des infirmières d'établissements universitaires et scolaires en tant que techniciennes et éducatrices de la santé, rappelle que, selon la circulaire n° 78-146 du 30 mars 1978, qui définit ce rôle et insiste sur sa spécificité et demande en conséquence quelles prévisions ont été établies, en matière de formation après le diplôme d'Etat, d'une part, en ce qui concerne les créations de postes d'autre part, afin que chaque établissement puisse en bénéficier.

Prix (commerçants et industriels).

4358. — 15 juillet 1978. — M. François d'Harcourt attire l'attention de M. le ministre de l'économie sur les graves difficultés auxquelles se trouvent confrontés de nombreux commerçants et industriels à la suite de l'application de l'arrêté n° 75-63P du 31 octobre 1975 pris en application de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945. Ce nouveau texte prévoit que la marge brute moyenne en valeur relative ne peut dépasser pendant l'exercice comptable à venir la marge relevée pendant l'exercice comptable précédent. Cet arrêté représente un inconvénient majeur pour les entreprises ayant un chiffre d'affaires constant lié aux difficultés économiques actuelles. Les frais généraux étant chaque année en augmentation, l'entreprise cherche à améliorer cette politique d'achat pour tenter de maintenir cette comptabilité en équilibre. Cette méthode de gestion a une incidence positive sur le pourcentage du bénéfice brut mais n'entraîne aucune incidence sur les prix pratiqués auprès de la clientèle. Au contraire, dans le cas où le bénéfice brut resterait constant, l'entreprise aboutit nécessairement à des résultats déficitaires l'amenant à terme à une cessation d'activités. Il faut ajouter que l'application stricte des textes susvisés donne aux directions départementales de la concurrence et des prix des pouvoirs tels, qu'un chef d'entreprise soucieux de maintenir son activité et l'emploi sans incidence sur les prix peut être conduit devant les juridictions correctionnelles. Il lui demande dans ces conditions s'il lui serait possible d'envisager prochainement une réglementation plus simple et plus adaptée à la réalité économique et sociale des nombreuses entreprises qui se considèrent, à juste titre, frappées par la réglementation actuellement en vigueur.

Comptables publics (responsabilité).

4359. — 15 juillet 1978. — **M. François d'Harcourt** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur la situation particulière dans laquelle se trouvent de nombreux comptables publics qui risquent à tout moment de voir leur responsabilité pécuniaire et personnelle engagée dans l'exercice de leurs fonctions. Il en résulte, et nombreux sont les Français qui l'ignorent, que lorsque par exemple les contribuables n'acquittent pas les impôts qu'ils doivent au Trésor public, les recouvreurs-percepteurs risquent d'être saisis sur leurs salaires et sur leurs biens personnels à concurrence des sommes non recouvrées. De plus, le montant du cautionnement exigé actuellement a doublé. Il lui demande s'il envisage prochainement d'assouplir et d'alléger la réglementation applicable aux comptables publics.

Enseignants (remplacement).

4360. — 15 juillet 1978. — **M. Robert Ballanger** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les problèmes que pose dans l'ensemble du pays le non-remplacement des maîtres absents pour cause de maladie ou autre. Cette situation aggrave les conditions de travail de l'ensemble des enseignants entraînant la surcharge de certaines classes pour le plus grand préjudice des élèves eux-mêmes. De nombreux parents ont déjà protesté ainsi que des syndicats d'enseignants devant la gravité de la situation qui se trouve ainsi créée. C'est pourquoi il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour qu'à partir de la rentrée scolaire 1978 les maîtres qui, pour des raisons diverses sont contraints de s'absenter, puissent être immédiatement remplacés.

Emploi (Etablissements Cit Alcatel à Marcq-en-Barœul [Nord]).

4361. — 15 juillet 1978. — **M. Alain Bocquet** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur la dégradation de la situation aux Etablissements Cit Alcatel à Marcq-en-Barœul dans la région lilloise. D'un effectif de 1 350 fin 1976, le personnel de cette entreprise dans un premier temps sera réduit à un millier en fin d'année, puis, dans un second temps, à 600 au cours de l'année prochaine. En outre, l'horaire est actuellement ramené à trente-six heures avec, pour conséquence, des pertes de salaires importantes. L'agglomération lilloise étant déjà durement éprouvée par le chômage et les fermetures d'usine, notamment dans le secteur textile, de telles mesures entraîneraient une nouvelle aggravation et auraient les pires conséquences pour les familles des travailleurs concernés. En conséquence, et compte tenu que le chiffre d'affaires de cette entreprise résulte pour 80 p. 100 de commandes passées par l'Etat, il demande à **M. le ministre de l'industrie** quelles mesures il compte prendre pour maintenir et développer l'activité des Etablissements Alcatel à Marcq-en-Barœul.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (présomption d'origine).

4362. — 15 juillet 1978. — **M. Maurice Nihés** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** s'il entend tenir compte de la recommandation faite par le comité des usagers en matière de présomption d'origine pour les anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie. En effet, celui-ci préconise que le délai actuel de trente jours lors du retour en métropole soit porté à six mois pour bénéficier de l'imputabilité au service, compte tenu notamment du caractère particulier des maladies contractées (tropical, à évolution lente, troubles psychiques). Une telle disposition, si elle était prise en compte, permettrait à des militaires gravement handicapés de bénéficier d'une pension militaire d'invalidité qui leur est, en l'état actuel des textes en vigueur, refusée.

Viticulture (délai de paiement du vin aux coopératives).

4364. — 15 juillet 1978. — **M. Paul Balmigère** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur le handicap que constitue le délai de paiement du vin aux coopératives. Il semblerait, en effet, qu'un délai relativement long s'écoule entre la vente et le paiement. Il lui demande s'il ne serait pas possible de prendre des dispositions pour raccourcir ce délai ou pour faire assurer un relais financier d'attente par des organismes tel que le crédit agricole.

Conventions collectives (centres anticancéreux).

4365. — 15 juillet 1978. — **M. Paul Balmigère** expose à **Mme le ministre de la santé** et de la famille que depuis 1971 les centres anticancéreux autonomes (semi-publics) sont soumis au régime de l'hospitalisation privée avec mise en place d'une convention collective. Aujourd'hui, le personnel émet de vives craintes devant la remise en cause de celle-ci, ce qui conduirait à un grave préjudice financier pour les employés, de l'ordre de 250 à 400 francs par mois, des licenciements n'étant pas exclus dans l'hypothèse d'une

restructuration. Il lui demande si l'on peut justifier l'application de mesures d'austérité à un secteur aussi important pour une politique de la santé. Si elle n'estime pas que la prise de mesures contraires aux intérêts du personnel constitue une menace pour les conditions de soins donnés aux malades.

Radiodiffusion et télévision (exonération de la redevance).

4366. — 15 juillet 1978. — **M. Parfait Jans** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur la nécessité d'étendre le bénéfice de l'exonération de la redevance télévision à tous les Français non imposables au titre de l'IRPP. A l'heure actuelle, en effet, ne sont exemptées du paiement de cette redevance que les personnes dont le revenu annuel ne dépasse pas 22 000 francs pour un couple et 11 900 francs pour une personne seule. Or, cette mesure ne concerne en fait que peu de personnes, alors que bon nombre de personnes âgées ou d'infirmes, non soumis à l'IRPP en raison de la modicité de leurs ressources et pour qui la télévision reste bien souvent la seule distraction qui leur soit permise, doivent supporter la charge financière importante que représente pour eux la redevance annuelle. Les en exempter serait donc particulièrement équitable et il lui demande quelles mesures il compte prendre dans ce sens.

Enseignement secondaire (ENREA de Clichy [Hauts-de-Seine]).

4367. — 15 juillet 1978. — **M. Parfait Jans** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la criante nécessité de créer à l'ENREA de Clichy (Hauts-de-Seine), et dès la prochaine rentrée scolaire, une section supplémentaire de première F2 spéciale (électronique) et première F3 spéciale (électrotechnique) ainsi que les TF2 et TF3 qui en découlent, pour accueillir tous les élèves des LEP qui, titulaires du BEP peuvent ainsi réintégrer le cycle long pour passer un bac F2 ou F3 et poursuivre ensuite en TSE (électronique) ou TSE (électrotechnique). En effet, l'ENREA de Clichy est le seul établissement de l'académie de Versailles à posséder une section de première F2 spéciale, soit douze places, alors que les quatre-vingt-dix demandes d'admission pour l'année 1978-1979, quarante-neuf concernent des élèves classés en groupe 1, c'est-à-dire d'excellents élèves avec avis très favorable. Autrement dit, en l'état actuel de la situation, trente-sept d'entre eux vont être privés d'un enseignement pour lequel ils ont pourtant toutes les compétences requises, sans parler des élèves classés en groupe 2, 3 et 4. Le problème de l'accueil se pose également avec acuité pour la section de première F3 spéciale où les douze places disponibles sont loin de répondre à l'afflux des demandes qui parviennent à l'ENREA, non seulement de la région parisienne mais également de province. Ce manque de structures d'accueil est d'autant plus navrant que la direction de l'ENREA reçoit de nombreuses offres d'emplois émanant d'entreprises ayant un urgent besoin de personnels titulaires d'un BTS en électronique ou en électrotechnique. Les débouchés ne manquent donc pas pour ces disciplines et, en cette période où le chômage frappe tout particulièrement les jeunes à la recherche d'un premier emploi, il est inacceptable que d'autres y soient acculés pour une insuffisance des sections adéquates. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que, dès la prochaine rentrée scolaire, les deux demi-section de première F2 spéciale et première F3 spéciale de l'ENREA de Clichy puissent chacune accueillir vingt-quatre élèves.

Viande (Salaisons Reybier à Chambéry [Savoie]).

4368. — 15 juillet 1978. — **M. Louis Malsonnet** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les risques de fermeture du département viandes froides des salaisons Reybier à Chambéry. Cette entreprise qui emploie 280 salariés est une filiale depuis deux ans à 100 p. 100 du monopole multinational à dominante anglaise : Lyons. Ces deux départements salaisons et viandes fraîches constituent un débouché important pour la production porcine des régions de montagne autour de Chambéry. Le potentiel d'emplois prend une importance décisive dans cette zone sous-industrialisée. Or la multinationale Lyons a décidé de fermer le département viandes froides, ce qui provoque le licenciement de 118 travailleurs. Par ailleurs, la ville de Chambéry avait engagé des investissements importants dans la réalisation d'un abattoir considéré à l'heure actuelle comme un des plus modernes. Une telle attitude est contraire à l'orientation exprimée par le Gouvernement qui a plusieurs reprises manifesté sa volonté de maintenir et de développer le tissu économique dans les régions rurales. Les prétentions de cette multinationale confirment les dangers de dépendance que font peser les sociétés dominées par le capital étranger sur l'économie de la France. En conséquence, il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour sauvegarder le potentiel d'emplois de Reybier et pour assurer aux industries agricoles et alimentaires françaises, notamment celles à caractère coopératif, les moyens de valoriser les productions des agriculteurs français pour assurer l'indépendance alimentaire de la France.

Musées (vol de tableaux).

4370. — 15 juillet 1978. — M. Louis Maisonnat attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur les circonstances invraisemblables du récent vol d'un certain nombre de tableaux de maîtres de très grande valeur appartenant à différents musées de province. En effet, ces tableaux qui avaient été prêtés pour une exposition à Séoul et à Pékin étaient transportés sans la moindre protection puisque le chauffeur était tout seul dans un camion sur la carrosserie duquel était peinte la mention « transport d'œuvres d'art ». Un tel manque de protection est d'autant plus inadmissible que lorsqu'il s'agit de tableaux appartenant à des musées nationaux, une meilleure protection est assurée avec en particulier la présence d'un conservateur qui accompagne le conducteur. La responsabilité des pouvoirs publics apparaît lourdement engagée dans cette affaire. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour qu'à l'avenir les transports d'œuvres d'art s'effectuent dans des conditions de sécurité satisfaisantes, et ce quels que soient leurs propriétaires, afin d'éviter de tels vols qui sont une atteinte particulièrement grave au patrimoine artistique de notre pays.

Élevage (porcs).

4373. — 15 juillet 1978. — M. François Leizour attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les difficultés de trésorerie provoquées au détriment des éleveurs par le marasme du marché porcin. Aussi, il lui demande s'il ne serait pas possible que le Forna consente des avances de fonds pour permettre aux éleveurs victimes des méventes d'honorer leurs engagements financiers.

Faillite (négociants en bestiaux ou en vin).

4374. — 15 juillet 1978. — M. André Lajoine expose à M. le ministre de l'agriculture que de plus en plus souvent à travers le pays, des exemples de faillite de négociants, en particulier en bestiaux ou en vin, lui sont signalés. Avec ces faillites, ce sont à chaque fois des dizaines, voire des centaines de producteurs agricoles qui voient leurs livraisons impayées et leur travail non rémunéré. Il lui demande s'il ne considère pas urgent de prendre des dispositions permettant de protéger les agriculteurs contre de telles difficultés et s'il ne croit pas devoir prendre les mesures suivantes : 1° attribuer une créance privilégiée en cas de faillite d'un négociant, aux agriculteurs du montant de la valeur de leur livraison ; 2° rendre obligatoire la constitution d'un fonds de garantie des négociants s'approvisionnant dans l'agriculture, alimenté par des cotisations de chaque commerçant au prorata de leur chiffre d'affaires, en vue d'indemniser les agriculteurs victimes d'une faillite ; 3° dans l'immédiat, prévoir des mesures d'exonérations des charges sociales ou d'impôt pour les producteurs victimes de la faillite d'un négociant.

Exploitants agricoles (Cognat-Lyonne (Allier)).

4375. — 15 juillet 1978. — M. André Lajoine expose à M. le ministre de l'agriculture le cas de jeunes exploitants agricoles de Cognat-Lyonne (Allier) qui se sont vu refuser par la commission administrative de la SAFER d'Auvergne la rétrocession de terres qui leur avait été accordée par le comité technique départemental de l'Allier. Il lui rappelle que cette décision est consécutive à une intervention du commissaire du gouvernement. Qu'il est inadmissible que lorsque le gouvernement parle de la nécessité de stopper l'exode rural, il pénalise ainsi de jeunes agriculteurs voulant vivre et travailler au pays. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour réviser ce dossier et faire valoir les droits des agriculteurs de Cognat-Lyonne.

Hôpitaux psychiatriques (médecins-chefs et directeurs administratifs).

4377. — 15 juillet 1978. — Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la famille sur le problème des attributions respectives des médecins-chefs psychiatriques et des directeurs administratifs. Dans l'état actuel de la situation, née de la loi de 1970, il apparaît important de voir nettement résolues les questions suivantes : les directeurs administratifs des hôpitaux psychiatriques sont-ils réellement habilités par la législation et la réglementation régissant ces établissements : à visiter les services médicaux et leurs prolongements de secteurs (de jour et de nuit sauf urgence) sans l'accord du chef de service, à noter les agents de ces services sans avoir à tenir compte de la notation des chefs de service et même contre leur avis, à convoquer à tous moments ces agents sans en référer préalablement à leurs chefs de service, à attribuer les primes de service sans considération pour les avis des médecins. Elle lui demande de bien vouloir répondre à ces questions importantes pour l'évolution du travail psychiatrique.

Emploi (entreprise Sulzer à La Défense).

4378. — 15 juillet 1978. — Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis attire l'attention de M. le ministre de l'économie sur la situation de l'entreprise Sulzer à La Défense. Cette entreprise qui s'occupe essentiellement de chauffage et de climatisation voit ses effectifs sans cesse diminuer depuis 1975. Alors que des licenciements ont déjà eu lieu cette année au mois de février, trente-huit emplois sont de nouveau menacés. Cette situation liée à la restructuration d'un grand groupe monopoliste n'est pas tolérable. En effet, cette entreprise qui exerce son activité dans de nombreuses villes de France, touchée à un secteur peu courant et de haute technicité. La responsabilité du Gouvernement français est engagée dans la mesure où il peut intervenir pour que la restructuration de l'entreprise ne soit pas prétexte à licencier du personnel hautement qualifié. En conséquence, elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour maintenir l'activité de cette entreprise en France, et pour empêcher les licenciements prévus dans les bureaux administratifs et techniques de La Défense.

Emploi (entreprise Litwin, à Puteaux (Hauts-de-Seine)).

4379. — 15 juillet 1978. — Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis attire l'attention de M. le ministre de l'économie sur la situation de l'entreprise Litwin, à Puteaux. La direction de cette entreprise du secteur chimie-pétrole, qui emploie 400 personnes, envisage une réduction des effectifs de 85 personnes, dont 61 licenciements. De plus, ce projet est accompagné de dispositions restrictives en matière salariale concernant notamment le 13^e mois, l'intéressement, les augmentations d'ordre général. Dans une période où le Gouvernement français déclare faire des efforts dans le domaine de l'exportation, il est surprenant que cette entreprise, dont l'essentiel des activités sont dirigées vers l'étranger, se voit menacée de réduction d'effectifs. Cette situation est d'autant plus anormale qu'il s'agit d'une entreprise à capitaux français puisqu'elle est financée par deux banques nationalisées : Crédit lyonnais et Banque nationale de Paris ; et par un organisme public : Banque française du commerce extérieur. De plus, sa situation financière est satisfaisante. En conséquence, la responsabilité du Gouvernement français est engagée, c'est pourquoi elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre à cette entreprise de poursuivre ses activités sans aucune diminution d'effectif ni disposition restrictive en matière salariale.

Santé scolaire et universitaire (Nord).

4380. — 15 juillet 1978. — M. Albert Maton signale à Mme le ministre de la santé et de la famille la dramatique situation en matière d'organisation de la médecine scolaire dans le département du Nord qui ne dispose actuellement que de 37 médecins scolaires à temps plein, dont 4 titulaires et 33 contractuels, plus 1 titulaire à mi-temps et 49 médecins vacataires qui effectuent de une à dix vacations par mois (une vacation égalant trois heures) ; que depuis le 1^{er} trimestre 1976 tout recrutement a été suspendu ; qu'en vue de pallier cette insuffisance, le Gouvernement impose de plus en plus aux collectivités locales la prise en charge des personnels : infirmières, secrétaires, assistantes sociales, voire médecins vacataires ; que cette grave carence est très dommageable pour les enfants scolarisés : la détection des troubles de la vue, de l'ouïe, de l'évolution et des insuffisances physiques qui échappent bien souvent aux familles n'étant plus assurée à temps ; qu'il importe de remédier sans tarder à cette grave situation et de ne pas laisser se dégrader un service qui fut jugé, en son temps, nécessaire et utile, service dont la présence et la capacité sont aujourd'hui indispensables eu égard à notre époque ; qu'à cet effet il convient de multiplier par quatre ou cinq les crédits actuels en vue de recruter davantage de personnel de médecine scolaire : médecins et auxiliaires ; qu'en aucun cas l'intérêt des familles, des élèves et des usagers de l'enseignement ne serait préservé si la médecine scolaire était dépourvue de sa mission essentielle et bornée à la seule participation dans l'orientation des élèves. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre, notamment dans le département du Nord, pour assurer l'organisation d'une véritable médecine scolaire répondant à la mission exposée ci-dessus.

SNCF (billets « bon dimanche » et « week-end »).

4382. — 15 juillet 1978. — M. Louis Odru expose à M. le ministre des transports que la suppression par la SNCF des billets « week-end » et « bon dimanche » a augmenté de 50 p. 100 le coût des déplacements de fin de semaine, et pénalise gravement les personnes utilisant les transports en commun. C'est pourquoi, protestant contre cette augmentation, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour restaurer les avantages de ces billets à tarif réduit.

Enseignants (Seine-Saint-Denis : remplacement).

4383. — 15 juillet 1978. — **M. Louis Odru** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les problèmes que pose dans le département de la Seine-Saint-Denis le non-remplacement des maîtres absents pour cause de maladie ou autre. Cette situation aggrave les conditions de travail de l'ensemble des enseignants entraînant la surcharge de certaines classes pour le plus grand préjudice des élèves eux-mêmes. De nombreux parents ont déjà protesté ainsi que des syndicats d'enseignants devant la gravité de la situation qui se trouve ainsi créée. C'est pourquoi il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour qu'à partir de la rentrée scolaire 1978 les maîtres, qui pour des raisons diverses sont contraints de s'absenter, puissent être immédiatement remplacés.

Enseignement préscolaire et élémentaire (Moselle).

4384. — 15 juillet 1978. — **M. César Deplettri** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les difficultés qui vont apparaître dans le premier degré lors de la prochaine rentrée scolaire en Moselle du fait de la suppression de dix postes budgétaires envisagée. Cette suppression est envisagée alors qu'il faut dans l'immédiat, au minimum : 20 postes pour les décharges de direction ; 12 postes pour les vingt-cinq élèves au CEI sans aggravation des conditions de travail ; 70 postes pour une augmentation de 1 p. 100 du contingent des titulaires remplaçants ; 31 postes en maternelles. Il faudrait donc près de 150 postes (avec l'AES) pour la rentrée 1978-1979 pour qu'elle puisse se faire à peu près convenablement, sans compter les nécessaires classes de soutien pour les enfants des travailleurs immigrés, les besoins plus importants dans les régions à particularité dialectale, ainsi que l'attention particulière pour des écoles telles que celle de la Milliaire à Thionville, qui tentent des expériences d'intégration d'enfants handicapés. Comme il semblerait qu'à cette date le contenu du collectif budgétaire ne soit pas encore arrêté par le Gouvernement, il lui demande ce qu'il compte faire pour assurer la prochaine rentrée scolaire dans les meilleures conditions.

Enseignement élémentaire (école de la Milliaire à Thionville [Moselle]).

4385. — 15 juillet 1978. — **M. César Deplettri** expose à **M. le ministre de l'éducation**, que la situation de l'école primaire de la Milliaire à Thionville (57) nécessite une attention particulière. En effet, cette école dont l'architecture a été pensée en vue de l'intégration d'enfants handicapés, n'a aucun statut prévu à cet effet. Cinq classes primaires cohabitent avec les classes spécialisées et devraient permettre de donner à certains élèves la possibilité de poursuivre les cours dans des classes traditionnelles. Un essai d'intégration a été tenté durant l'année scolaire 1977-1978 grâce à la compréhension du corps enseignant primaire et s'est avéré bénéfique tant du point de vue pédagogique que de la socialisation des enfants. Les parents d'élèves se sont félicités de la réussite de cette expérience et souhaitent sa poursuite et son extension à d'autres élèves. Malheureusement, cette expérience risque de ne pas être reprise pour la prochaine rentrée scolaire car les prévisions d'effectifs de l'école primaire indiquent que chacune des cinq classes comptera plus de vingt-cinq élèves sans compter les handicapés déjà intégrés. En conséquence, il lui demande ce qu'il compte faire pour doter l'école primaire de la Milliaire d'un statut particulier lui permettant, au niveau des effectifs, d'accueillir dans de bonnes conditions pédagogiques des élèves handicapés.

Enseignement élémentaire (Bitché [Moselle]).

4386. — 15 juillet 1978. — **M. César Depietri** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation**, sur la suppression de sept classes primaires envisagées dans la région de Bitché en Moselle (dans les cantons de Bitché, Rochbach et Volmunster). Cette suppression, qui augmentera sensiblement la moyenne des élèves par classe pour la faire passer à plus de vingt-cinq par classe, intervient dans une région où la particularité dialectale née du bilinguisme nécessiterait au contraire une dotation supplémentaire. En conséquence, il lui demande ce qu'il compte faire pour annuler ces suppressions et tenir compte de la particularité de cette région.

Diplômes (éducateurs de jeunes enfants et jardinières d'enfants).

4388. — 15 juillet 1978. — **M. Marcel Houël** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la mise en place de la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées (loi n° 75-534 du 30 juin 1975). Les jardinières spécialisées, les jardinières d'enfants et les éducateurs de jeunes enfants s'inquiètent de l'application de l'article 5 de cette loi. Leurs diplômes sont délivrés par le ministre de la santé aux candidats titulaires du baccalauréat ou d'un niveau équivalent après deux et trois ans (pour les

spécialisées) d'études. Leur formation les prépare à l'éducation des enfants dont l'âge réel ou mental est inférieur à six ans. L'article 5 prévoit la mise à la disposition des établissements du personnel qualifié de l'éducation nationale, la possibilité pour le personnel en place de passer un contrat avec l'éducation nationale à condition qu'il ait les titres de capacités pour enseigner : le brevet élémentaire obtenu avant 1967 ou le baccalauréat. Or aucun texte ne tient compte de la formation professionnelle et des années d'expérience. Les jardinières spécialisées, les jardinières d'enfants et les éducateurs de jeunes enfants en poste, dont certaines ont vingt-cinq années d'exercice, s'élèvent contre cette injustice : le baccalauréat supprime une formation de deux à trois ans, spécifique pour l'éducation préscolaire. En conséquence, elles demandent la garantie de l'emploi actuel et les avantages y afférents (horaire-salaire-retraite). Pour faciliter certaines démarches, elles demandent que les diplômes de jardinières d'enfants et d'éducateurs de jeunes enfants soient reconnus, par décret, équivalents au baccalauréat. Il lui demande les mesures qu'elle entend prendre pour tenir compte de ces revendications.

RATP (fouilles et contrôles d'identité dans le métro).

4389. — 15 juillet 1978. — **M. Lucien Villa** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la multiplication des fouilles et contrôles d'identité qui ont lieu actuellement à l'encontre des immigrés et des jeunes dans le métro. Il s'agit là d'une atteinte grave à l'exercice des libertés individuelles sous le prétexte de l'action par ailleurs nécessaire pour la sécurité. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour que soit mis un terme à ces contrôles d'un caractère discriminatoire.

Charbonnages de France (Lorraine).

4390. — 15 juillet 1978. — **M. Antoine Porcu** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur les problèmes que rencontrent les charbonnages de Lorraine. La nécessité de remplacer les cokeries techniquement dépassées a été soulignée récemment par la direction des HBL. Compte tenu du délai de construction, c'est maintenant que les choix doivent être effectués. Déjà la capacité de production de coke de la Lorraine est tombée de 3 875 000 tonnes ou à 3 275 000. Elle risque de ne pas atteindre 2 millions en 1985. Or la consommation de coke de la sidérurgie lorraine devrait atteindre 5,3 millions de tonnes en 1985. Le déficit est donc considérable. La réouverture de la mine de Sainte-Fontaine dans le cadre du plan charbonnier avait été décidée dans le contexte de l'utilisation accrue du charbon cokéifiable pour les besoins de la sidérurgie lorraine dont l'avenir dépend largement des décisions qui seront prises en matière de cokeries. Sa position serait en effet renforcée par l'existence sur place d'une industrie charbonnière l'approvisionnant sans frais de transport. Cette perspective est confortée par la mise au point d'un procédé récent : le préchauffage du charbon permettrait en effet une production de coke supérieure de 25 p. 100 pour une même quantité de fines à coke, la pollution serait réduite et enfin il serait possible d'utiliser du charbon de moins bonne qualité. Au bénéfice de ces observations, il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour effectuer les choix rapides qu'impose l'avenir industriel de la Lorraine.

SNCF (billets « bon dimanche » et « week-end »).

4391. — 15 juillet 1978. — **M. Georges Marchais** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur l'atteinte portée, à l'occasion des récentes hausses des tarifs SNCF, à un acquis de 1936. En effet, les billets « bon dimanche » et « week-end » ont été supprimés le 1^{er} mai 1978. Ces billets de chemin de fer accordaient une réduction allant de 20 p. 100 (week-end) à 30 p. 100 (bon dimanche) et étaient utilisés par les randonneurs pédestres et cyclistes, et de nombreux autres usagers, qui bénéficiaient de tarifs réduits SNCF dans un rayon de 100 kilomètres autour de Paris, rayonnant ainsi jusqu'à Evreux à l'ouest, Ferrières-Fontenay au sud, Château-Thierry à l'est, Montdidier au nord. Cette suppression aboutit à une hausse globale de 44 p. 100 à 64 p. 100. Elle s'inscrivait à contre-courant du développement des loisirs sportifs populaires et d'une politique d'extension des transports en commun. La « Délégation régionale de l'Ile-de-France » du « Comité national des sentiers de grande randonnée », qui a tracé, balisé, entretenu depuis trente ans, 2 300 kilomètres de sentiers de grande randonnée de façon bénévole, voit sa mission et sa vocation ainsi compromises. C'est pourquoi il lui demande de rétablir les réductions « week-end » et « bon dimanche » et de favoriser leur utilisation par l'organisation d'une publicité adéquate de la SNCF. Mais il est aussi nécessaire de prévoir l'extension de cette tarification aussi bien en ce qui concerne les distances que les jours d'application, en raison de l'évolution du contexte depuis plusieurs dizaines d'années. La connaissance et la satisfaction des besoins en la matière seraient facilitées par la concertation avec les organisations d'usagers dont il lui demande de prévoir la consultation.

Forêts (Lo Boixe [Charente]).

4394. — 15 juillet 1978. — M. André Soury expose à M. le ministre de l'agriculture qu'une brutale invasion de chenilles s'est abattue sur la forêt de La Boixe en Charente. Les dégâts constatés sur plusieurs centaines d'hectares sont considérables. Il n'est pas sûr que la forêt se remette d'un tel fléau. C'est en considérant la non-rentabilité de cette forêt que les pouvoirs publics n'ont pas cru devoir intervenir lorsqu'il était temps pour enrayer l'invasion. Il lui demande s'il pense que le seul critère de rentabilité pris en compte est compatible : 1° avec la politique d'environnement telle qu'elle est officiellement définie, le rôle positif de la forêt, même privée, pouvant être difficilement limité au terme de rentabilité ; 2° avec une véritable politique forestière conforme à l'intérêt national. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour mettre en œuvre des moyens capables de prévenir l'environnement de tels fléaux et pour l'amélioration de notre patrimoine forestier, les dégâts enregistrés à la forêt de La Boixe montrant à l'évidence l'ampleur du préjudice public subi en conséquence de ladite « non-rentabilité ».

Formation professionnelle et promotion sociale (AFPA d'Amiens [Somme]).

4396. — 15 juillet 1978. — M. Maxime Gremetz attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation du personnel de l'AFPA d'Amiens, qui, suite à un décret gouvernemental, voit depuis mars 1977 leurs salaires indexés à l'indice INSEE largement contesté, alors qu'avant cette date ils évoluaient en fonction des salaires de la métallurgie parisienne. Ce décret devait être valable pour un an ; cependant cette situation se prolongeant. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour obtenir le rétablissement de la situation antérieure à mars 1977.

Prix (marché immobilier).

4397. — 15 juillet 1978. — M. Roger Combrisson attire l'attention de M. le ministre de l'économie sur l'arrêté 74-4 P. du 7 février 1974 modifié en date du 20 février 1974 paru au *Bulletin officiel des services des prix*. Si les articles 1° à 5 fixent les taux applicables à la vente d'immubles à usage d'habitation ou professionnels, aucune disposition n'a été prise pour le taux s'appliquant à la vente de terrains, de fonds de commerce ou de bureaux. En l'absence d'un texte de référence, le marché immobilier connaît une multiplication de taux qui peuvent varier d'un agent à l'autre lors de transactions de cette nature. Il lui demande en conséquence, quelles mesures il compte prendre afin de compléter l'arrêté en date du 20 février 1974.

Forêts (forestiers régisseurs d'Alsace-Moselle).

4398. — 15 juillet 1978. — M. Antoine Gissinger expose à M. le ministre de l'agriculture que les communes forestières des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle sont très préoccupées actuellement par les actions entreprises au niveau du comité inter-syndical des forestiers régisseurs d'Alsace-Moselle. Ces forestiers ont en effet relancé un problème qui malheureusement est resté en instance depuis des années. Il s'agit de la rémunération des travaux réalisés dans le cadre de l'exploitation des forêts en régie communale ou domaniale. Ce mode d'exploitation qui relève de la tradition locale depuis plus de cent cinquante ans a donné toute satisfaction aux communes intéressées car elle aboutit à la vente de bois façonnés dont le résultat financier est infiniment plus favorable que celui de la vente sur pied. Ce mode d'exploitation présente de nombreux avantages supplémentaires dans la mesure où les communes ont un contrôle direct de l'exploitation et du débardage de leurs produits. Du point de vue social, ces avantages sont tout aussi évidents, ce type d'exploitation occupant actuellement une main-d'œuvre d'environ 1 410 bûcherons permanents auxquels s'ajoutent près de 2 270 sylviculteurs et ouvriers forestiers non permanents. Dans ces conditions, on comprend l'indéfectible attachement que les communes forestières des trois départements concernés portent à l'exploitation en régie. Or, ce type d'exploitation ne saurait être maintenu sans une participation dynamique et compétente du personnel forestier chargé de la mettre en œuvre. C'est pourquoi les maires des communes forestières soutiennent entièrement les revendications des forestiers régisseurs qui demandent : d'une part, une formation spécifique et adéquate pour le personnel appelé à exercer dans le cadre de la « régie » ; d'autre part, que ces forestiers qui, dans une certaine mesure, exercent chacun les responsabilités d'un petit chef d'entreprise, soient rémunérés par une juste rétribution, de leurs connaissances particulières et que ladite rétribution soit réellement compensatoire des travaux propres à la régie ; les maires concernés sont d'accord pour estimer qu'une telle rémunération devrait obligatoirement être indexée. Les maires en cause souhaitent aboutir

à une solution rapide de ces problèmes. M. Antoine Gissinger demande à M. le ministre de l'agriculture de bien vouloir examiner favorablement la demande des élus locaux représentés par l'association des maires des communes forestières du Haut-Rhin et de la Moselle. A l'heure où nombre de communes rurales connaissent déjà de grandes difficultés dans leurs finances locales, il serait regrettable de risquer de leur apporter des perturbations supplémentaires que ne manquerait pas d'entraîner une éventuelle suppression de l'exploitation en régie.

Emplois réservés (communes).

4400. — 15 juillet 1978. — M. Antoine Gissinger attire l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur la réponse faite par M. le Premier ministre (Fonction publique) à sa question écrite n° 364 (JO, Débats AN, du 22 juin 1978, p. 3270). En complément de cette réponse, il désirerait connaître, pour les années 1973 à 1977, les statistiques relatives aux emplois réservés aux travailleurs handicapés dans les recrutements effectués par les communes.

Emplois réservés (entreprises nationales, établissements publics à caractère industriel).

4401. — 15 juillet 1978. — M. Antoine Gissinger attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur la réponse faite par M. le Premier ministre à sa question écrite n° 364 (JO, Débats AN, du 22 juin 1978, p. 3271). En complément de cette réponse, il désirerait connaître, pour les années 1973 à 1977, les statistiques relatives aux emplois réservés aux travailleurs handicapés en ce qui concerne les recrutements effectués par les établissements publics à caractère industriel et commercial, les entreprises nationales et les entreprises bénéficiaires d'une concession, d'un monopole ou d'une subvention.

Transports routiers (véhicules citernes).

4402. — 15 juillet 1978. — M. Pierre Mauger attire l'attention de M. le ministre de l'économie sur le fait qu'aussitôt qu'a été connue la catastrophe de l'Amoco Cadiz, les services de la protection civile et les directions de l'équipement de Quimper, de Nantes, puis de Saint-Brieuc ont lancé un appel aux transporteurs et loueurs de véhicules industriels susceptibles de mettre à leur disposition des véhicules citernes. La réponse de ceux-ci a été extrêmement rapide puisque dès le 20 mars les premiers véhicules étaient acheminés sur les lieux de la catastrophe. Le président du groupement professionnel des loueurs de l'Ouest obtenait parallèlement l'accord des responsables de l'administration sur la rémunération qui serait allouée aux entreprises fournissant le matériel et le personnel de conduite. De son côté, la chambre syndicale nationale des loueurs de véhicules industriels prolongeait l'action du groupement professionnel régional en rassemblant des véhicules mis à la disposition avec leurs conducteurs par des entreprises de différentes régions de France. La profession a donc répondu immédiatement et massivement à l'appel des pouvoirs publics. Cette opération s'est soldée pour les entreprises par un surcroît de charges financières puisqu'elles ont dû à la fois retirer des véhicules à leurs clients habituels et assurer un service particulièrement coûteux du fait des conditions de travail exceptionnelles imposées aux hommes et aux matériels. Or, plus de trois mois après le début de l'opération, ces entreprises n'ont encore perçu aucune rémunération et certaines d'entre elles se trouvent de ce fait dans une situation financière dramatique. Depuis deux mois, de nombreuses discussions ont eu lieu entre les représentants de la profession et ceux de l'administration régionale en raison d'interprétations divergentes sur les termes de l'accord de rémunération passé par le président du groupement professionnel des loueurs, notamment en ce qui concerne le terme fixe de mise à disposition, les kilométrages d'approche et le supplément pour les dimanches et jours fériés. Les divergences ont été progressivement éliminées, l'administration admettant finalement la validité des demandes formulées par les professionnels. Le 27 juin, ceux-ci étaient reçus par le directeur adjoint des transports terrestres et, au terme de l'entretien, il ne subsistait plus d'ambiguïté à ce sujet. Mais ces divergences d'interprétation mineures ne justifient en aucune façon l'absence de tout paiement jusqu'à aujourd'hui. Il était en effet parfaitement possible de verser aux entreprises des acomptes substantiels leurs permettant de faire face à leurs charges financières. Il est important de souligner que si ces entreprises avaient refusé de répondre à l'appel des pouvoirs publics et continué à travailler avec leurs clients habituels, elles auraient depuis longtemps reçu le paiement des mises à disposition effectuées. On ne peut que protester solennellement contre l'attitude de l'Etat dans cette affaire puisqu'elle pénalise gravement ceux qui ont participé à l'effort de solidarité nationale. Aussi, il lui demande de bien vouloir donner des instructions pour que dans les délais les plus brefs l'administration règle aux transporteurs les sommes qu'elle leur doit.

Commissaires aux comptes (inscription sur la liste).

4403. — 15 juillet 1978. — M. Michel Noir attire l'attention de M. le ministre de la justice sur le cas d'une société anonyme, régulièrement inscrite sur la liste des commissaires aux comptes par la commission régionale siégeant près la cour d'appel qui exerce actuellement son activité de commissariat. Dans le cadre d'une restructuration locale de diverses sociétés d'expertise comptable, il est envisagé une fusion-absorption de ladite société. M. Michel Noir souhaite savoir si la société d'expertise comptable absorbante pourrait, de plein droit, être inscrite sur la liste des sociétés exerçant la profession de commissaire aux comptes, au lieu et place de la société absorbée. A titre d'information, il est précisé que la société d'expertise comptable absorbante est inscrite au tableau de l'ordre des experts-comptables depuis 1972 et qu'elle remplit toutes les conditions imposées par le décret n° 69-810 du 12 août 1969, ainsi que ses dirigeants qui sont inscrits tant au tableau de l'ordre des experts-comptables qu'à la Compagnie des commissaires aux comptes.

Presse (abonnements des services du ministère).

4404. — 15 juillet 1978. — M. Henry Berger demande à M. le ministre de l'éducation de lui préciser le nombre et la répartition par titre des abonnements à des quotidiens et hebdomadaires d'informations générales souscrits par les services de l'administration centrale et l'ensemble des établissements relevant de son autorité.

Presse (abonnements des services du ministère).

4405. — 15 juillet 1978. — M. Henry Berger demande à Mme le ministre des universités de lui préciser le nombre et la répartition par titre des abonnements à des quotidiens et hebdomadaires d'informations générales souscrits par les services de l'administration centrale et l'ensemble des établissements relevant de son autorité.

Taxe à la valeur ajoutée (meubles et objets d'art).

4406. — 15 juillet 1978. — M. Pierre Bas expose à M. le ministre de l'économie que la commission de la Communauté économique européenne (CEE) veut changer le système française de TVA en ce qui concerne les meubles et objets d'art, alors qu'il a cependant fait ses preuves. La TVA, dit-on, pourrait être acquittée sur 30 p. 100 du prix de vente, la récupération de la TVA serait supprimée. Or, cette dernière clause est contraire à l'esprit de la loi sur la TVA. Il lui demande ce qu'il entend faire pour autoriser la récupération normale des TVA acquittées et laisser entrer librement les œuvres d'art importées par les professionnels. C'est à ces conditions seulement que la survie du marché des meubles et objets d'art qui s'était effondré en France, qui a pu reprendre grâce à une législation intelligente et adaptée, sera maintenu et sauvegardé.

Fonctionnaires et agents publics (travail à mi-temps).

4407. — 15 juillet 1978. — M. Emmanuel Hamel demande à M. le Premier ministre (Fonction publique) s'il ne lui paraît pas opportun, pour des raisons tant économiques que familiales et sociales, d'une part, d'assouplir les conditions imposées aux fonctionnaires pour l'obtention d'un emploi à mi-temps en allongeant la durée totale permise et en augmentant le nombre des cas d'ouverture du droit (une mère de famille nombreuse est exclue dès que son dernier enfant dépasse douze ans), d'autre part, d'unifier le champ d'application du travail à mi-temps pour convenances personnelles (l'arrêté du 11 février 1976 ne s'applique par exemple qu'à l'éducation nationale, et encore qu'aux « personnels enseignants des établissements de second degré », ce qui crée des distorsions pas toujours explicables par les nécessités de service).

Famille (conditions de bénéfice d'avantages et de prestations).

4408. — 15 juillet 1978. — M. André Petit attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la situation des familles dans lesquelles les enfants atteignent l'âge au-delà duquel certains avantages familiaux, et notamment les prestations familiales, ne sont plus attribués. C'est, en général, à ce moment de leur vie d'adolescent que les enfants occasionnent un surcroît de dépenses pour les parents et il semble tout à fait anormal que les avantages accordés jusqu'alors leur soient retirés. Il en est ainsi de la réduction sur les tarifs des transports en commun qui est supprimée à partir du moment où les enfants ont atteint l'âge de dix-huit ans. Il en est ainsi également des allocations familiales qui ne sont plus accordées pour les enfants ayant dépassé

l'âge de vingt ans. Il lui demande si, dans le cadre de la politique familiale que le Gouvernement a l'intention de poursuivre, il ne lui semblerait pas particulièrement opportun d'envisager un prolongement de l'âge limite d'attribution de ces divers avantages, compte tenu du coût plus élevé des enfants poursuivant leurs études ou leur formation professionnelle.

Salaires (durée du travail).

4409. — 15 juillet 1978. — M. Jean-Marie Daillet expose à M. le ministre du travail et de la participation les faits suivants : dans une entreprise, la durée du travail qui était jusqu'au 31 décembre 1977 de 44 heures hebdomadaires, soit 191 heures mensuelles, a été ramenée au 1^{er} janvier 1978 à 43 heures hebdomadaires, soit 187 heures mensuelles. Cette décision a été prise en vue, notamment, de respecter l'esprit de la loi n° 76-657 du 16 juillet 1976 instituant un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires. Parallèlement à cette réduction d'horaire, est intervenue une augmentation du taux horaire de base destinée à maintenir le pouvoir d'achat des salariés. C'est ainsi que, dans un cas précis de salaire, celui-ci a été calculé de la manière suivante : en décembre 1977, 173 IIN × 15,49 : 2 679,77 francs, 18 HS × 19,37 : 348,66 francs, soit : 3 028,43 francs ; pour le salaire de janvier 1978, le décompte est le suivant : 173 IIN × 15,90 : 2 750,70 francs, 14 HS × 19,87 : 278,18 francs, soit : 3 028,88 francs. Cependant, au début du mois de mai, est intervenu dans cette branche professionnelle un accord national majorant les salaires de 3,62 p. 100 à 5,95 p. 100 selon les coefficients. Cette majoration doit couvrir en gros les indices INSEE pendant le premier semestre 1978. L'application de cette augmentation a suscité un différend entre la direction et le personnel, la première ayant décidé d'augmenter le taux horaire de base à partir de celui du mois de décembre 1977, ce qui a pour conséquence d'entraîner la suppression de la compensation de la réduction d'horaire. C'est ainsi que, dans le cas particulier cité ci-dessus, le salaire du mois de mai 1978 s'établit comme suit : 173 IIN × 16,16 : 2 795,68 francs, 14 HS × 20,20 : 282,80 francs, soit : 3 078,48 francs. Si l'on compare ce salaire brut à celui de décembre 1977, on constate une augmentation de 50,05 francs, soit en pourcentage 1,65 p. 100, ce qui, bien entendu, ne permet pas de maintenir le pouvoir d'achat. En définitive, la direction a accepté de compenser à 50 p. 100 la réduction d'une heure de travail, le reste étant à valoir sur les prochaines augmentations de salaires. Il lui demande si, étant donné le principe posé par le Gouvernement en ce qui concerne le maintien du pouvoir d'achat et l'augmentation de celui-ci pour les plus bas salaires, il ne serait pas normal que la compensation de la réduction d'horaire soit intégralement maintenue, étant donné qu'avec une augmentation de 1,65 p. 100 du salaire brut il est bien évident que les indices du premier semestre 1978 ne sont pas couverts.

Entreprises industrielles et commerciales (réparation et location de matériel d'entreprise).

4410. — 15 juillet 1978. — M. André Chazalon attire l'attention de M. le ministre de l'économie sur les difficultés auxquelles se heurtent les fabricants de matériel d'entreprise au niveau de leurs activités de réparation et de location. En novembre 1978, la direction générale des prix a bloqué les tarifs de facturation de la main-d'œuvre pratiqués à cette date. Depuis lors, les autorisations d'augmentations accordées ont été insuffisantes. C'est ainsi que, de 1973 à 1977, ces augmentations ont atteint 43,58 p. 100 alors qu'elles auraient dû atteindre 92,26 p. 100 pour compenser les hausses subies par les entreprises. Cette réglementation est d'autant plus mal supportée par les intéressés que nombreuses sont les entreprises qui, pour des raisons diverses, étaient déficitaires dans leurs ateliers au moment où les taux de facturation ont été bloqués et qui se sont ainsi vues condamnées à le rester, ou même à le devenir de plus en plus. Il convient de souligner le fait qu'il s'agit d'une activité s'adressant à des entreprises qui sont parfaitement en mesure d'apprécier le bien-fondé des prix pratiqués et que, par l'action de la concurrence, un frein naturel serait apporté à tout excès possible de la part des entreprises en cause. Il lui demande s'il n'envisage pas d'accorder à cette catégorie d'entreprises la liberté de leur taux de facturation ou, tout au moins, des autorisations de révision leur permettant de facturer leur main-d'œuvre à des taux en rapport avec leurs prix de revient.

Anciens combattants (pensions proportionnelles).

4411. — 15 juillet 1978. — M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset demande à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants, en ce qui concerne la proportionnalité des pensions inférieures à 100 p. 100, pour quel motif une pension (à titre d'exemple) de 10 p. 100 n'est pas la dixième de la pension à 100 p. 100 ; ce qui donnerait 62,80 points d'indice, au lieu de 42 points actuellement alloués.

Impôt sur le revenu (bénéficiaires industriels et commerciaux : forfait).

4412. — 15 juillet 1978. — **M. Edouard Frédéric-Dopont** signale à **M. le ministre du budget** la situation difficile dans laquelle se trouve le commerce de détail parisien du fait de la transformation des conditions de vie urbaine et notamment l'augmentation des loyers (multiplication des ponts, augmentation de la durée des vacances, semaine anglaise, vacances de février, sports d'hiver, résidence secondaire, journée continue, etc.). Cette situation se trouve aujourd'hui aggravée dans certains secteurs par la concurrence des coopératives et cantines d'Etat. Cette année, certains commerces se trouvent particulièrement touchés par les intempéries qui ont frappé notamment les commerces de prêt-à-porter et les cafetiers-limonadiers. Il lui demande s'il compte donner des instructions à ses services pour que la fixation des forfaits tienne compte de cette situation.

Handicapés (appareillage : application de la loi).

4413. — 15 juillet 1978. — **M. Jacques Jouve** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la loi d'orientation n° 75-534 du 30 juin 1975 concernant les handicapés. Trois ans après le vote de cette loi par le Parlement, moins de soixante-quinze décrets sur la contenance que nécessite son application ont été promulgués alors que la date limite avait été fixée au 31 décembre 1977. Ce retard dans la mise en place de toutes les dispositions de cette loi prolonge scandaleusement les délais de réalisation des mesures souhaitées par les personnes handicapées et leurs associations représentatives. Il lui demande quelles mesures elle entend prendre pour remédier efficacement à une telle situation, plus particulièrement dans quel délai les articles 53 et 60 relatifs à l'appareillage seront effectivement mis en application.

Voyageurs, représentants et placiers (carte professionnelle).

4414. — 15 juillet 1978. — **M. Jacques Jouve** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le fait que la carte d'identité professionnelle des voyageurs, représentants et placiers n'est pas considérée comme une pièce officielle. Lors des consultations électorales, elle ne figure pas sur la liste des documents qui permettent de contrôler l'identité de l'électeur. Or, cette carte professionnelle est attribuée dans des conditions strictes puisqu'il est exigé un extrait de casier judiciaire de l'intéressé. Il lui demande s'il n'estime pas juste de donner les instructions nécessaires pour donner le caractère officiel à cette pièce d'identité.

Assurances (mutualité industrielle).

4415. — 15 juillet 1978. — **M. Marcel Houël** expose à **M. le ministre du travail et de la participation** les graves menaces sur l'emploi qui se précisent à la Mutualité industrielle dont quarante-quatre licenciements sont prévus au siège régional de Lyon, et vingt-six licenciements à Toulouse. Il lui précise que cette décision semble émaner de la nouvelle direction dans un but essentiellement de « restructuration » de la société. Il lui précise que tout a été fait par cette nouvelle direction pour accréditer l'idée d'une situation catastrophique de la société sans rapport avec la réalité. Des faits viennent d'ailleurs démentir ces bruits : refus de la direction de la Mutualité industrielle et de la fédération française des sociétés d'assurances de faire procéder à une expertise comptable par le comité d'entreprise ; le 20 mars 1978 lors de la réunion du comité d'entreprise « sur le plan technique c'est-à-dire le rapport sinistres/ primes 1977 se présente comme une bonne, même une très bonne année... » ; le 10 juin 1977 dans son rapport à l'assemblée générale le président de la Mutualité industrielle déclare : « Dans cette conjoncture difficile nous avons poursuivi notre développement tant au siège que dans nos délégations de Lyon et de Toulouse, etc. Il lui demande donc : quelles dispositions il entend prendre dans l'immédiat, afin que la nouvelle direction de la Mutualité industrielle revienne sur sa décision de licencier. Ce qu'il entend faire afin d'éviter que d'autres compagnies d'assurances ne se livrent à une restructuration en licenciant leurs salariés.

Impôt sur le revenu (bénéficiaires industriels et commerciaux : comptabilité).

4416. — 15 juillet 1978. — **M. Paul Balmigère** fait observer à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** que les entreprises passibles de l'imposition sur les bénéfices industriels et commerciaux placées sous le régime du forfait, voient — en ce qui concerne les entreprises commerciales, dont l'activité principale consiste à vendre des marchandises, des objets, des fournitures et denrées à emporter ou à consommer sur place, ou à fournir un logement —

le plafond annuel au-dessous duquel les personnes concernées peuvent, elles-mêmes, tenir leur comptabilité, fixé depuis des années à 500 000 francs. Il lui demande si un relèvement de ce plafond ne pourrait être envisagé, compte tenu d'un taux d'inflation proche de 10 p. 100 par an depuis des années.

Enseignants (professeurs techniques adjoints de lycée technique).

4417. — 15 juillet 1978. — **M. Jacques Brunhes** demande à **M. le ministre de l'éducation** de bien vouloir lui préciser : 1° le nombre total des professeurs techniques adjoints de lycée, actuellement en retraite ; 2° le nombre de professeurs techniques adjoints qui atteindront la limite d'âge de soixante ans au cours de l'année scolaire 1978-1979.

Education physique et sportive (collège Jean-Cocteau de Maisons-Laffitte (Yvelines)).

4418. — 15 juillet 1978. — **M. Jacques Brunhes** attire l'attention de **M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs** sur les difficultés rencontrées au collège Jean-Cocteau de Maisons-Laffitte pour assurer l'éducation physique et sportive des élèves qui n'ont bénéficié cette année que d'une seule heure d'EPS par semaine pour les jeunes filles de troisième, deux heures en quatrième et cinquième, trois heures en sixième. Les trois heures programmées en sixième au début de l'année scolaire constituaient un pas en avant vers les cinq heures. Encore aurait-il fallu donner les moyens de respecter cet horaire sans diminuer celui des autres classes ! Si l'extension de cette mesure prévue en cinquième à la rentrée 1978 intervient dans les mêmes conditions, sans création de poste, alors c'est la presque totalité des élèves de quatrième et troisième qui seront privés d'EPS. Les moyens en personnels qualifiés existent : l'année dernière plusieurs centaines de candidats reçus aux épreuves du professorat d'EPS ont été refusés par insuffisance de postes budgétaires. A Cocteau, pour que chaque élève dispose des trois heures il faut un poste de plus. Pour donner trois heures en sixième et cinquième et deux heures dans les autres classes il faut un demi-poste de plus. En conséquence, il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour assurer ce minimum.

Automobiles (Peugeot : contrôle des arrêts de travail des personnels malades).

4419. — 15 juillet 1978. — **M. Roger Gouhier** signale à **Mme le ministre de la santé et de la famille** que, s'étant rendu à plusieurs reprises en Franche-Comté (Sochaux, Vesoul, Monthéliard, Audincourt, Besançon) et ayant entendu les représentants des syndicats, de nombreux témoignages de travailleurs, des médecins de la région, il a pu vérifier que la direction du groupe Peugeot a mis en pratique, pour tout le personnel de ses usines, le contrôle médical à domicile par des médecins au service des directions ; leur seule fonction est d'inciter le malade par diverses pressions à reprendre son travail ou de lui faire perdre une partie de son salaire. Ces contrôles à domicile ont commencé après la signature des accords nationaux de mensualisation signés en 1970 et 1971. Ils sont devenus systématiques et ont tous un caractère répressif ; ils portent atteinte à la dignité des travailleurs. Les avis sont donnés sans connaissance des dossiers médicaux des intéressés ; c'est ainsi que de nombreux exemples prouvent que des médecins traitants et des spécialistes ont mis en cause la décision du « médecin contrôleur » ; proteste contre de telles méthodes qui sont de véritables violations de domicile et contraignent au code de déontologie médicale qui, à l'article 56, interdit formellement à un médecin « d'accepter une mission d'expertise dans laquelle sont en jeu les intérêts... d'un groupement qui fait appel à ses services ». Il devrait être évident que le fait qu'un médecin soit rémunéré par l'employeur, directement ou par l'intermédiaire d'une société, le prive de toute qualité d'expert ; rappelle que l'institution de ces contrôles est contraire à l'esprit et à la lettre des conventions collectives ; informe que déjà de nombreux médecins de la région ont condamné cette pratique ; déclare inadmissible que, sous couvert de contrôles médicaux, de véritables contrôles policiers soient exercés suivis de brimades et de vexations ; en conséquence, demande que des dispositions soient prises pour que soient interdites toutes les contre-visites patronales ; que le contrôle des arrêts de travail soit exercé par les médecins conseils de la sécurité sociale en permettant à l'intéressé, en cas de contestation, de demander l'arbitrage d'un expert médical.

Enseignement supérieur (université de Provence).

4420. — 15 juillet 1978. — **M. Guy Hermier** attire l'attention de **Mme le ministre des universités** sur la situation financière particulièrement dramatique de l'université de Provence. A plusieurs reprises, déjà, monsieur le président de l'université a dénoncé l'in-

suffisance des moyens budgétaires attribués à cette université et les conséquences inévitables qui en résultent : réduction du budget pédagogique, impossibilité de faire face aux dépenses liées au fonctionnement des services généraux. Alors que s'achève l'année universitaire 1977-1978, l'université est menacée de paralysie dans son fonctionnement. Cette grave situation tient, pour une part, à la conjoncture économique et budgétaire (régression en franc constant du budget) et, pour une autre part, à la situation spécifique de l'université de Provence (vétusté des bâtiments du centre de Saint-Charles, organisation de l'université en deux centres géographiques distincts). Devant cette situation le conseil d'université, lors de sa réunion du 5 juin, a décidé de reporter le paiement des dépenses incompréhensibles après le 31 décembre 1978, afin d'assumer les dépenses nécessaires à la prochaine rentrée. Mais l'échéance de la paralysie n'est que reportée, si des ressources nouvelles ne sont pas dégagées, les conséquences en seraient dramatiques dans tous les domaines de l'activité de l'université, dont la qualité des enseignements et du travail de recherche ne sont plus à démontrer. En conséquence, il lui demande que des dispositions d'urgence soient prises afin que l'université de Provence reçoive une aide de caractère exceptionnel d'un montant de 1 130 000 francs, qui seule peut lui permettre de continuer à assurer sa fonction de service public.

Emploi (société Châtillon-Neuve-Maison à Anzin (Nord)).

4422. — 15 juillet 1978. — M. Alain Bocquet attire l'attention de M. le ministre de l'industrie sur la situation de la société Châtillon-Neuve-Maison et notamment de son unité d'Anzin. En effet, en 1977, 2 000 emplois ont été supprimés dans le groupe. Des menaces pèsent sur l'unité d'Anzin employant actuellement 418 travailleurs. Les travailleurs vivent dans l'incertitude concernant leur avenir. En conséquence, il lui demande quelles sont les perspectives d'avenir pour le groupe Châtillon-Neuve-Maison et notamment pour l'unité d'Anzin.

Impôt sur le revenu (rentes viagères constituées à titre onéreux).

4423. — 15 juillet 1978. — M. Vincent Ansquer rappelle à M. le ministre du budget qu'en application de l'article 158-6 du code général des impôts les rentes viagères constituées à titre onéreux ne sont considérées comme un revenu pour l'application de l'impôt sur le revenu dû par le créancier, que pour une fraction de leur montant. Cette fraction varie entre 30 et 70 p. 100 suivant l'âge du contribuable au moment de l'entrée en jouissance de sa rente. Par ailleurs, la fraction imposable est portée à 80 p. 100, et ceci quel que soit l'âge, en ce qui concerne la partie du montant brut annuel de la rente qui dépasse le chiffre de 25 000 francs. Les mesures ainsi rappelées ont pour effet de frapper comme un revenu ce qui est en partie le remboursement d'un capital. Ces rentes proviennent souvent de la vente d'un bien immobilier effectué par des personnes aux revenus modestes au moment où elles atteignent l'âge de la retraite afin de bénéficier d'une rente complétant des ressources insuffisantes. Il est inéquitable à leur égard de considérer comme le revenu d'un capital les arrérages d'une rente viagère constituée dans de telles conditions. Il lui demande de bien vouloir envisager dans le projet de loi de finances pour 1979 des dispositions tendant à modifier dans un sens plus équitable le régime d'imposition des rentes viagères constituées à titre onéreux.

Vieillesse (contrôle médical des personnes âgées et retraitées).

4424. — 15 juillet 1978. — M. Jean-Pierre Bechter appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur le fait qu'aucune mesure de contrôle médical n'est prévue pour les personnes âgées et les retraités. Il lui demande en conséquence les raisons de l'exclusion de ces catégories de personnes du bilan de santé préventif et les mesures qui pourraient être mises en œuvre pour mettre fin à cette lacune de la législation sociale.

Taxe à la valeur ajoutée (transporteurs routiers).

4425. — 15 juillet 1978. — M. Jean Falala rappelle à M. le ministre du budget qu'aux termes des articles 1^{er} à 3 de la loi de finances rectificative pour 1975 (n° 75-408 du 29 mai 1975) une aide fiscale est prévue au bénéfice des entreprises qui ont procédé à l'achat de biens d'équipement pouvant être amortis selon le mode dégressif et qui sont amortissables en moins de huit ans. Ces biens d'équipement doivent être livrés dans un délai de trois ans à compter de la date de la commande, celle-ci ayant dû avoir lieu entre le 30 avril et le 31 décembre 1975. Ce délai de trois ans arrive actuellement à terme. Or, l'administration fiscale refuse à des transporteurs routiers la déduction de TVA de 10 p. 100 sur l'achat d'un matériel de plus de 2 tonnes de charge utile, au motif que les acheteurs ont, entre-temps, modifié le type de maté-

riel commandé à l'origine. Il doit être noté que, dans le cadre de la même marque, les types de matériel ont souvent changé sans, pour autant, entraîner de modifications profondes. Il peut être logiquement admis qu'un tracteur de 38 tonnes, par exemple, reste un tracteur de 38 tonnes même s'il n'est pas du même type. Il lui demande de bien vouloir lui préciser si cette interprétation faite par certains de ces services respecte bien l'esprit des dispositions de la loi précitée tendant à favoriser une politique d'investissements productifs. Dans l'affirmative, il souhaite que des mesures soient prises afin que le droit à la déduction de la TVA découlant d'acquisition de biens d'équipement faite dans les conditions évoquées ci-dessus soit maintenu aux transporteurs concernés.

Handicapés (directeurs des établissements recevant des personnes handicapées).

4427. — 15 juillet 1978. — M. Jean Falala appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la situation des directeurs d'établissements concernés par la loi n° 75-534 d'orientation en faveur des personnes handicapées du 30 juin 1975. Il lui rappelle que l'article 5 de la loi n° 77-1458 du 29 décembre 1977 relative à certains personnels exerçant dans les établissements spécialisés, dispose que : « la possession des titres requis pour diriger un établissement d'enseignement n'est pas exigée pour la nomination en qualité de directeur des établissements visés à l'article 51-2^e et 3^e de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975, des personnes justifiant des diplômes dont la liste est fixée par arrêté du ministre de l'éducation et du ministre de la santé. » Or, actuellement, aucun arrêté n'a encore fixé cette liste de diplômes. L'arrêté du 25 mars 1977 antérieur à la loi du 29 décembre 1977 établit effectivement une assimilation à la « qualification exigée pour diriger un établissement donnant un enseignement de même nature et de même degré. » (que l'établissement dirigé) de tous « diplômes ou certificats de capacité qualifiant pour l'exercice des professions d'éducateurs spécialisés... ». Le décret du 20 mars 1978 (modifiant les annexes 24 et 24 bis) établit des dispositions identiques. Il n'est pas signé par le ministre de l'éducation. Il serait donc souhaitable que soient établis avec précision : la reconnaissance de qualification d'éducateurs spécialisés résultant des accords ARSEA-ANE31 ; que les diplômes d'éducateurs spécialisés, antérieurs à l'institution du diplôme d'Etat, soient effectivement reconnus comme « qualifiant pour l'exercice de la profession d'éducateur spécialisé ». Ainsi, la déclaration d'ouverture des classes privées (loi de 1886), le contrat simple d'agrément d'enseignement privé, la responsabilité pédagogique des classes, resteraient, alors, de la compétence du directeur d'établissement. Il lui demande de bien vouloir, en accord avec son collègue M. le ministre de l'éducation, lui faire connaître sa position à l'égard des suggestions présentées. Il est en effet souhaitable de lever les inquiétudes des directeurs actuellement en place dont la valeur ne saurait être remise en cause par des textes incomplets.

Elevage (construction de porcheries).

4428. — 15 juillet 1978. — M. Jacques Godfrain rappelle à M. le ministre de l'agriculture qu'à l'occasion des constructions de porcheries, la loi exige qu'une enquête de commodo et incommodo soit réalisée préalablement. La législation habituelle en cette matière impose que trois publications différentes aient lieu dans trois journaux, intégralement. Cela représente un coût élevé pour les agriculteurs intéressés. Il lui demande s'il ne serait pas opportun d'établir une dérogation pour que le simple titre de construction soit noté dans la presse, et non le texte intégral.

Handicapés (application de la loi de 1975 : allocations).

4429. — 15 juillet 1978. — M. Jean-François Mancel appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur certains points d'application de la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées. Il est noté l'insuffisance, au regard du coût de la vie, des prestations prévues par ce texte, que ce soit l'allocation aux adultes handicapés, dont le montant est toujours voisin de la moitié du SMIC, ou l'allocation d'éducation spéciale et son complément qui ne permettent pas aux familles de faire face aux conséquences du handicap. Il est également signalé l'utilité de modifier les conditions exigées pour l'attribution de l'allocation compensatrice, ces conditions étant plus restrictives que celles demandées pour les anciennes allocations de compensation et majoration pour tierce personne. Enfin, l'application de plusieurs dispositions de la loi du 30 juin 1975 n'est pas encore intervenue, faute de parution des textes réglementaires permettant leur mise en œuvre. C'est le cas de la création des établissements ou services correspondant à des handicaps lourds (art. 46) de la modification des procédures d'attribution de l'appareillage (art. 53) et de la prise en charge des aides personnelles aux handicapés (art. 54). Il lui demande de bien vouloir lui donner toutes précisions sur la suite susceptible d'être réservée aux remarques formulées ci-dessus.

Commerce extérieur (industrie de la broserie).

4430. — 15 juillet 1978. — **M. Jean-François Mancel** expose à **M. le ministre du commerce extérieur** que si des branches industrielles importantes comme la métallurgie ou l'industrie textile pâtissent de la concurrence des pays à bas salaires ou à économie d'Etat, d'autres sont dans une situation analogue, bien que moins connue. Tel est le cas de la broserie qui, d'année en année, voit grossir le volume des importations au détriment de sa production. Les importations du chapitre douanier 96 de 1976 ont dépassé de 33,5 p. 100 celles de 1975 et il est probable que celles de 1977 seront en augmentation d'au moins 30 p. 100 sur celles de 1976. Bien que ces importations proviennent surtout d'Allemagne de l'Est, de Pologne ou d'Extrême-Orient, soit directement, soit par transit dans d'autres pays de la CEE, rien ne permet d'en apporter la preuve. En effet, les produits en cause ne portent aucune indication de marque ou de pays d'origine. Actuellement, on constate des importations importantes de broseries métalliques à main vendues à des prix inférieurs aux prix de revient français. Les industries brosières des autres pays de la CEE souffrent de ces importations sauvages au même titre que la nôtre, et les professionnels européens de cette industrie ont demandé lors d'un récent congrès qu'une démarche soit faite auprès des services de la CEE pour que soit imposé le marquage du pays d'origine sur les broseries importées. Or, il semble que les dispositions de la loi de 1932 imposant le marquage du pays d'origine ont été suspendues, probablement parce que ce marquage pourrait être considéré comme une entrave à la libre circulation à l'intérieur de la CEE. Rien cependant ne devrait s'opposer à l'obligation de l'indication du pays d'origine lorsque celui-ci est extérieur à la CEE. Les fabricants français ne peuvent exporter aux Etats-Unis si les marchandises ne portent pas la mention « Made in France ». Il serait normal que la CEE adopte une disposition analogue pour les produits importés chez elle. Il lui demande de bien vouloir envisager une intervention dans ce sens auprès du conseil des ministres de la CEE. La décision qui interviendra dans ce domaine conditionne le maintien en activité d'une branche de l'industrie française et l'emploi de ses ouvriers.

Sécurité sociale (délais de paiement des prestations).

4431. — 15 juillet 1978. — **M. Jean-François Mancel** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les conséquences déplorables qu'ont, pour les ayants droit, les importants retards administratifs constatés dans le paiement de diverses prestations d'ordre social. Des délais anormalement longs sont en effet constatés entre la décision et le mandatement des sommes dues par les caisses d'allocations familiales, en ce qui concerne les allocations payées par celles-ci, notamment l'allocation aux grands infirmes et les prestations familiales. Pour ces dernières, la cause du retard la plus fréquente est le transfert des dossiers, à la suite d'un changement de domicile. Les organismes de paiement de la sécurité sociale sont également concernés par ces délais abusifs, qui sont de l'ordre de deux à six mois pour les prestations d'invalidité et qui peuvent être supérieurs à six mois pour les pensions de vieillesse. Il est probant que ces retards dans le paiement de prestations qui constituent souvent une part importante des moyens de vie des personnes en bénéficiant sont lourds de conséquences pour celles-ci. Il lui demande en conséquence que tout soit mis en œuvre dans les organismes intéressés, auxquels les moyens nécessaires doivent être par ailleurs donnés, afin que le paiement des différentes prestations soit effectué dans des délais normaux.

Congés payés (Français d'origine mauricienne).

4433. — 15 juillet 1978. — **M. Edouard Frédéric-Dupont** expose à **M. le ministre du travail et de la participation** l'injustice dont est victime un travailleur français (par naturalisation), d'origine mauricienne, qui se voit refuser au moment des congés payés, le bénéfice d'un tarif forfaitaire pour revoir ses parents après de longues années d'absence, contrairement à ses compatriotes immigrés. C'est ainsi que le prix du voyage en avion est de 4 800 francs par personne au lieu de 3 200 francs. Il demande les mesures qu'il compte prendre pour remédier à cette anomalie.

Paris (membres des équipes d'urgence de la protection civile).

4434. — 15 juillet 1978. — **M. Edouard Frédéric-Dupont** demande à **M. le ministre de l'intérieur** si les membres des équipes d'urgence de la Protection civile de Paris qui peuvent être appelés 24 heures sur 24, sont garantis vis-à-vis de leur employeur qui pourrait leur reprocher cette disponibilité au bénéfice d'un service public et l'invoquer notamment pour un licenciement ou une privation de congés.

Commerce extérieur (centre informatique français de téléprospection des marchés industriels et commerciaux internationaux).

4435. — 15 juillet 1978. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre du commerce extérieur**, à la suite des conclusions de l'expertise Treille sur les éléments de stratégie économique industrielle, du rapport Berthelot du Conseil économique et social, et des enquêtes de l'Onudi de Bruxelles, s'il ne lui paraîtrait pas judicieux de favoriser la création d'un centre informatique français de téléprospection des marchés industriels et commerciaux internationaux, dont le principe a d'ailleurs fait l'objet d'une demande de brevet. Un tel centre informatique a pu être expérimenté avec succès à l'étranger, et il ne pourrait qu'être source de progrès du commerce extérieur en France. En conséquence, il lui demande ce qu'il pense de ce projet, et s'il envisage de favoriser sa mise en œuvre.

Ecole nationale de la magistrature (enseignement du droit européen).

4436. — 15 juillet 1978. — Dans une interview accordée au journal *Le Figaro* du mardi 4 juillet 1978, le juge français de la Cour européenne de justice de Luxembourg, **M. Adolphe Touffait**, ancien procureur général de la Cour de cassation, explique comment les Français, et notamment les magistrats français, négligent de saisir la Cour européenne, contrairement aux Allemands ou aux Italiens, au risque de diminuer l'influence du droit français dans l'élaboration de ce nouveau droit qu'est le droit communautaire. Or parmi les causes de cette désaffection des magistrats français, **M. Adolphe Touffait** cite le fait qu'il n'y aurait plus d'enseignement du droit européen à l'école nationale de la magistrature de Bordeaux. **M. Jean Laurain** demande à **M. le ministre de la justice** comment et pourquoi le Gouvernement a pu laisser cet enseignement essentiel disparaître de l'école nationale de la magistrature et s'il compte mettre un terme au plus vite à cette aberration.

Sidérurgie (Usinor à Thionville [Moselle]).

4437. — 15 juillet 1978. — **M. César Depiétri** expose à **M. le ministre de l'industrie**, qu'il serait sérieusement question que la société sidérurgique Usinor s'approprierait à vendre son brevet de « double coulée » de la fonderie à Thionville à une société espagnole pour 55 millions de francs et une prime de 5 p. 100 sur la production faite en Espagne. Cette information a très sérieusement inquiété la population de la région de Thionville qui est déjà la victime de la fermeture de cette usine. Ceci est d'autant plus scandaleux que, si cette opération se réalise, les patrons de la sidérurgie essayeront une nouvelle fois de justifier des réductions d'emplois et la fermeture d'installations par les prix plus bas de l'acier étranger. Aussi, il lui demande : si cette information est exacte ; si oui, ce qu'il compte faire pour empêcher un pareil scandale.

Anciens combattants (convocation devant les centres de réforme, d'appareillage...).

4438. — 15 juillet 1978. — **M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants**, dans quelle mesure les frais réels, occasionnés lors de convocation devant les centres de réforme, d'appareillage ou visites médicales diverses, sont pris en charge par la collectivité.

Enfance inadaptée (enfant mal entendant).

4439. — 15 juillet 1978. — **M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset** expose à **Mme le ministre de la santé et de la famille** qu'il existe actuellement une expérience, en cours, de « démutisation » de l'enfant mal entendant, dans plusieurs départements, dont la Loire-Atlantique, le Maine-et-Loire, la Vendée, l'Eure-et-Loir et le Cher. Cela grâce à l'insertion précoce et le soutien constant en milieu entendant non spécialisé, sans entraîner de frais importants, mais demandant la collaboration de la santé et de l'éducation. Il attire son attention sur cette expérience, et lui demande si elle n'envisagerait pas de lui apporter son appui.

Industrie aéronautique (SNIAS et SNECMA).

4440. — 15 juillet 1978. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre de la défense** où en est l'application de la loi sur l'actionariat dans les entreprises de l'aéronautique et notamment la SNIAS et la SNECMA. Est-il exact que le décret d'application n'est pas encore publié, situation rendant impossible la distribution aux salariés des actions auxquelles ils ont droit.

Organisation de la justice (juges pour enfants à Lyon (Rhône)).

4441. — 15 juillet 1978. — **M. Pierre-Bernard Cousté** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur les faits suivants : il existe à Lyon (1 350 000 habitants) quatre juges pour enfants seulement. En 1977, 4 805 décisions ont été prises, ce qui implique que chaque juge a traité les dossiers de 1 201 mineurs, alors que les normes de la chancellerie sont de 600 dossiers par juge. Actuellement, 360 dossiers pénaux sont en attente et les délais de comparution des enfants sont d'un an au moins. Il lui demande quand il sera remédié à cette situation catastrophique. Pour que la situation soit assainie, il faut : porter le nombre des juges à 6 ou 8 (ce qui est le cas dans les Bouches-du-Rhône, par exemple), avec un renforcement du personnel correspondant ; étoffer le personnel socio-éducatif (3 éducateurs par juge au moins) ; nommer 2 substitués des mineurs au lieu d'un ; « spécialiser » les juges (mesure prévue par les textes mais non appliquée à Lyon) ; améliorer la défense des mineurs par une meilleure concertation entre le barreau et les magistrats ; mieux organiser les audiences, afin d'éviter les longues attentes des témoins ou des victimes. De telles mesures sont-elles envisagées, et dans quel délai.

Paris (13^e) (terrains destinés à la construction de la tour Apogée).

4444. — 15 juillet 1978. — **M. Paul Quilès** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur le devenir des terrains initialement destinés à la construction de la tour Apogée. Après l'abandon de ce projet en 1974, le promoteur a déposé une nouvelle demande de permis pour y construire des bâtiments de bureaux. Ce dernier projet, jugé inacceptable par la population du 13^e arrondissement et ses élus a d'ailleurs été rejeté par la commission des sites de la ville de Paris. Or, il se trouve que les sociétés concernées par ce projet (SGII et SPEI) semblent avoir l'intention de déposer leur bilan à la fin de l'année. Dans ces conditions, il lui demande de quelle façon et sous quelle autorité il envisage l'aménagement de ces terrains situés en plein cœur du 13^e arrondissement et dont la vocation doit être de toute évidence sociale et culturelle. Il lui rappelle à ce propos que de nombreuses suggestions ont été faites par les élus du 13^e, notamment quant à la nécessaire consultation de la population et à l'affectation des équipements qui pourraient y être implantés (maison des associations, équipements collectifs, espaces verts).

Baux de locaux d'habitation (loyers).

4445. — 15 juillet 1978. — **M. Claude Michel** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur l'inquiétante situation des locataires après la première étape du processus de libération des loyers, survenue au 1^{er} juillet. Il lui expose que les propriétaires, dans une très grande majorité, ont commencé de procéder à un rattrapage de leur manque à gagner dû aux blocages de ces deux dernières années. Un tel phénomène ne manque pas d'inquiéter dans la perspective d'une libération totale au 1^{er} janvier 1979 qui peut très probablement aboutir à une hausse moyenne de l'ordre de 30 p. 100, provoquant des situations d'insolvabilité dramatiques. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour éviter un tel dérapage et, notamment, s'il compte d'une part fixer des limites à l'évolution des loyers dans la loi de finances pour 1979 et, d'autre part, réviser en hausse les barèmes de l'APL.

Commerçants-artisans (épouses).

4446. — 15 juillet 1978. — **M. Laurent Fabius** appelle l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur la situation des femmes d'artisans et de commerçants. En Seine-Maritime comme dans l'ensemble des départements français, l'activité déployée par les femmes d'artisans ou de commerçants au sein de l'entreprise est très importante. Mais, malgré les responsabilités et les risques que cette activité comporte, la femme n'en tire aucun droit. Elle est considérée comme « sans profession ». Si elle peut devenir salariée dans l'entreprise, une limite est posée par l'article 154 du code général des impôts, selon lequel la déduction fiscale du salaire de l'épouse ne peut dépasser 9 000 francs par an. Or ce chiffre est insuffisant pour l'affiliation à la sécurité sociale et les droits qui en découlent. L'épouse d'artisan n'est pas un interlocuteur reconnu des organismes sociaux ou administratifs. Si l'entreprise est vendue, aucune trace de sa participation effective à la vie de l'entreprise ne subsiste, et elle n'a aucun droit. Les femmes d'artisans et de commerçants sont particulièrement désarmées face aux aléas de leur existence et de celle de l'entreprise : en cas de divorce, elles ne touchent aucune indemnité, leur réinsertion professionnelle est d'autant plus difficile qu'elles n'ont pas accès aux stages de formation et qu'elles ne peuvent produire ni feuille de salaire, ni certificat de travail. En cas de décès de leur mari, de nombreuses

difficultés surgissent : il en est ainsi pour l'octroi du prêt conditionné par une qualification professionnelle que les femmes d'artisan ne possèdent généralement pas ; et cela va jusqu'au compte courant bloqué. En cas de faillite de l'entreprise, si elles sont mariées sous le régime de la communauté, le patrimoine de l'entreprise se confondant avec le patrimoine personnel, tous les biens du ménage peuvent être perdus, et la situation est comparable lorsque le régime choisi est celui de la séparation de biens, puisque les créanciers exigent généralement la caution de la femme de l'artisan. Quant à la protection sociale des femmes d'artisans, elle est très insuffisante. **M. Laurent Fabius** lui demande, dans ces conditions, quelles mesures il envisage de prendre afin de remédier à ces lacunes inacceptables, notamment en ce qui concerne les mesures à caractère social (maternité, invalidité, retraite intégrale), la revalorisation du salaire du conjoint, et la pleine reconnaissance du rôle des épouses d'artisans et de commerçants dans l'entreprise avec les droits professionnels et sociaux qui en découlent.

Finances locales (maîtres-nageurs sauveteurs).

4447. — 15 juillet 1978. — **M. Jean Laurain** appelle l'attention de **M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs** sur l'intolérable transfert de charges que constitue la rémunération, par les collectivités locales, des heures consacrées par les maîtres-nageurs sauveteurs (MNS) à l'enseignement de la natation aux élèves des écoles primaires publiques. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre afin que l'éducation nationale prenne en charge ces rémunérations au même titre que toutes les autres disciplines scolaires.

Associations à but non lucratif (charges financières).

4449. — 15 juillet 1978. — **M. Gilbert Sènès** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur les difficultés que rencontrent les organisateurs bénévoles de manifestations sportives, artistiques ou autres dans le cadre des communes. Ces associations fonctionnent grâce au dévouement de nombreux bénévoles qui œuvrent pour l'amélioration de la qualité de la vie. Par leur action, ils animent et font vivre nos villages, apportant aux habitants distractions, activités, organisant manifestations, festivités. Ainsi, grâce à eux, sports, culture, fêtes se maintiennent. Les charges incombant aux associations à but non lucratif sont de plus en plus lourdes et un certain découragement se fait jour devant la complexité des démarches et la lourdeur des frais à engager. Il lui demande si des mesures sont prévues pour alléger les charges des associations de bénévoles, pour les encourager et faciliter leur action d'animation, pour rendre nos villages et nos villes toujours plus vivants et accueillants.

Elevage (porcs).

4451. — 15 juillet 1978. — **M. Xavier Hunault** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les graves difficultés que rencontrent actuellement les producteurs de porcs. Il lui demande que des mesures soient prises en vue du maintien de la production porcine nationale, notamment par un allègement des charges importantes de trésorerie rencontrées par les producteurs et par une amélioration de leurs conditions de revenus.

Abattoirs publics (taxe d'usage).

4452. — 15 juillet 1978. — **M. Xavier Hunault** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur les dispositions de l'article 79 de la loi de finances pour 1977 qui prévoit le reversement au fonds national des abattoirs d'une partie du produit de la taxe d'usage perçue dans les abattoirs publics. L'indexation du reversement de la taxe d'usage au volume des investissements pénalise les établissements qui ont réalisé, voire dépassé, les prévisions de tonnage qui leur étaient assignées, au profit d'abattoirs publics plus importants qui n'ont pas toujours atteint les tonnages pour lesquels ils ont été conçus. L'annulation de ces dispositions favoriserait la gestion financière des abattoirs publics de moyenne importance et serait un encouragement pour les collectivités publiques, propriétaires, de poursuivre le développement de leurs établissements et la création des emplois correspondants.

Médailles (médaille d'honneur du travail).

4453. — 15 juillet 1978. — **M. Henry Canacos** expose à **M. le ministre du travail et de la participation** qu'un certain nombre de retraités ont été mal informés de l'existence des dispositions transitoires du décret n° 75-864 du 11 septembre 1975 leur permettant d'obtenir la médaille d'honneur du travail dans les conditions du décret n° 74-229 du 6 mars 1974 : ils sont désormais écartés du

bénéfice de ces dispositions puisque leur effet ne se prolongeait que jusqu'à la promotion du 1^{er} janvier 1978. Il lui demande s'il ne lui paraît pas nécessaire de remédier à cette situation par de nouvelles dispositions transitoires et d'éviter qu'elle ne se produise à nouveau en assurant à ces dispositions une plus large publicité.

Emploi (Société Litwin SA à Puteaux (Hauts-de-Seine)).

4454. — 15 juillet 1978. — M. Parfait Jans attire l'attention de M. le ministre du travail et de la coopération sur la situation de la Société Litwin SA, 10, rue Jean-Jaurès, à Puteaux (92207), oscar de l'exportation en 1974, ingénierie de 400 personnes du secteur Chimie-pétrole. Un projet de licenciements pour raison économique est annoncé. Il comporte une réduction sensible des effectifs de 85 personnes, 24 personnes seraient concernées par des mesures de pré-retraite, de déplacement d'appel au service national, de rupture anticipée de contrat à durée déterminée. 61 autres personnes seraient effectivement licenciées avec reclassement partiel pour certaines d'entre elles. Ce projet est également accompagné de dispositions restrictives en matière salariale, concernant notamment le treizième mois, l'intéressement, les augmentations d'ordre général. La direction étaye ce projet sur des pertes prévisionnelles pour les années 1978-1979, alors que les bilans financiers des années antérieures sont tous positifs et que celui de 1977 confirme largement cette tendance. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour éviter tout licenciement.

*Agents communaux
(cadres administratifs des catégories A et B).*

4455. — 15 juillet 1978. — M. Parfait Jans appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la réforme des cadres administratifs communaux des catégories A et B, et notamment sur la création du grade d'attaché dont il a lui-même annoncé qu'elle devrait intervenir avant la prochaine rentrée. Il lui rappelle qu'à plusieurs reprises les représentants des maires et les représentants des personnels ont, en commission nationale paritaire, formulé des réserves sur ce projet qui risque de remettre en cause le devenir des chefs de bureau et des rédacteurs actuellement en fonctions, alors que ces personnels ont déjà satisfait aux obligations d'un concours qui leur a permis d'occuper les postes d'encadrement qu'ils assument pleinement aujourd'hui. C'est ainsi que, pour ne pas pénaliser injustement les chefs de bureau et les rédacteurs actuels, il a été demandé : l'intégration immédiate et sans conditions de diplômes ou d'ancienneté de tous les chefs de bureau au grade d'attaché de 2^e classe; l'intégration progressive en fonction de leur ancienneté dans le grade et sans conditions de diplômes de tous les rédacteurs actuels au grade d'attaché de 2^e classe; la suppression de tout seuil démographique; le recrutement des attachés au niveau de la licence; l'accès à 50 p. 100 sur concours interne et 50 p. 100 sur concours externe; une formation professionnelle complémentaire de qualité des « attachés intégrés », postérieure à leur intégration. Aussi, il lui demande si la commission nationale paritaire sera à nouveau saisie de ce texte avant sa parution et s'il sera tenu compte des revendications légitimes des cadres communaux énoncés ci-dessus.

SNCF (tarif réduit).

4456. — 15 juillet 1978. — M. Robert Vizet attire l'attention de M. le ministre des transports sur le mécontentement grandissant de l'ensemble des organisations de vacances et de loisirs après l'augmentation des tarifs SNCF. Tant pour l'augmentation des tarifs eux-mêmes qui remet en cause la vocation sociale de ces organisations et du même coup l'utilisation par tous du service public que pour la réduction, voire la suppression de certains services (réduction pour les centres de vacances et classes de nature, suppression pour les billets « bon dimanche » et « week-end »), cette situation est inadmissible. En conséquence, il lui demande ce qu'il compte faire pour que soient rétablis dans leur ensemble ces services, afin que soit rendu le meilleur service public.

*Enseignement secondaire
(lycée de l'Essouriau aux Ulis (Essonne)).*

4457. — 15 juillet 1978. — M. Robert Vizet expose une nouvelle fois à M. le ministre de l'éducation les difficultés rencontrées par la municipalité et la ville des Ulis à propos du lycée de l'Essouriau. Alors qu'au début de l'année 1977, il adressait au maire d'Orsay (à l'époque la ville des Ulis n'existant pas) une lettre lui confirmant la nationalisation du lycée avec effet au 1^{er} janvier 1977, il est

annoncé que les pouvoirs publics en promettent aujourd'hui la nationalisation avec effet du 15 décembre 1977. Cette situation étant inadmissible, il lui demande ce qu'il compte faire pour que les engagements soient tenus et ce dans les meilleurs délais.

ANPE (vacataires).

4458. — 15 juillet 1978. — M. Robert Vizet attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur les graves problèmes de l'ANPE notamment en ce qui concerne les vacataires. Alors que le 26 mai 1978 promesse était faite aux syndicats au cours de négociations avec le secrétaire d'Etat à la fonction publique d'engager une très grande partie des vacataires à plein temps (au lieu de 120 heures) ils apprennent aujourd'hui que l'engagement ne sera pas tenu. Devant cet état de fait et pour mettre fin à la dégradation des services au détriment du public, il lui demande ce qu'il compte faire pour que la promesse soit tenue et pour que le service public fonctionne dans les meilleures conditions.

Enseignement secondaire (lycée Claude-Monet, à Paris (13^e)).

4459. — 15 juillet 1978. — Mme Gisèle Moreau attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les graves inconvénients résultant de la non-augmentation de la subvention allouée au lycée Claude-Monet sis dans le 13^e arrondissement, pour frais de fonctionnement. En effet, la subvention pour frais de fonctionnement était de 447 000 francs en 1977. Or, si l'on tient compte d'une somme de 12 000 francs accordée au budget modificatif, on constate en fait qu'aucune augmentation n'est prévue pour l'année 1978, ce qui aboutit, étant donné que cette subvention sera nettement insuffisante pour couvrir les besoins existants à ce que l'augmentation du budget 1978 sera supportée intégralement par les familles. Il faut savoir, par exemple, qu'une partie du fuel domestique servant au chauffage de l'établissement est payée par prélèvement opéré sur les sommes versées pour la demi-pension. Dans ces conditions, les conseils d'administration des collèges et lycées ont, à l'unanimité, refusé de voter le budget 1978. Leurs revendications portent, d'autre part, sur la revalorisation de l'allocation de frais scolaires, inchangée depuis 1974, et sur l'allocation pour les classes spécialisées de TEM afin que ces classes bénéficient de la même allocation que les classes de mathématiques supérieures. En conséquence, elle lui demande quelle mesure il compte prendre pour accorder les moyens nécessaires au bon fonctionnement de cet établissement.

Autoroutes (A 87).

4461. — 15 juillet 1978. — M. Pierre Juquin rappelle à M. le ministre des transports que dans sa question écrite du 6 juin 1973 il demandait de surseoir au projet d'autoroute A 87 (dite alors ARISO) et d'entreprendre une consultation effective des élus locaux et des associations à ce sujet. L'Etat tentant de poursuivre à tout prix la réalisation de cette entreprise, malgré la prise de conscience croissante de sa nocivité et l'opposition grandissante de la population et de ses représentants, il lui demande quelles mesures il compte prendre : 1^o pour stopper immédiatement la mise en œuvre de tout nouveau tronçon de cette rocade autoroutière; 2^o pour renoncer définitivement à ce projet.

*Entreprises industrielles et commerciales
(Entreprise Tacco-Stel à Massy (Essonne)).*

4462. — 15 juillet 1978. — M. Pierre Juquin appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation des salariés de l'Entreprise Tacco-Stel, à Massy (Essonne). Le groupe Thomson-CSF, dont ladite entreprise est une filiale, a décidé de licencier soixante et un salariés aux seules fins de restructuration. Les licenciements devraient intervenir au cours de l'été. Le personnel émettant de sérieux doutes sur la valeur du plan social proposé par le groupe, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les licenciements prévus n'aient pas lieu.

*Entreprises industrielles et commerciales
(Entreprise Tacco-Stel à Massy (Essonne)).*

4463. — 15 juillet 1978. — M. Pierre Juquin appelle l'attention de M. le ministre de l'industrie sur la situation des salariés de l'Entreprise Tacco-Stel à Massy (Essonne). Le groupe Thomson-CSF, dont ladite entreprise est une filiale, a décidé de licencier soixante et une personnes afin de restructurer la production et les études. Des salariés mettent en doute la valeur du plan social prévu par le groupe pour cette opération. Ils craignent que l'abandon de certaines fabrications n'aboutisse à livrer celles-ci à des firmes

allemandes et anglaises. Ils soulignent que la faiblesse du carnet de commandes, invoquée par la direction du groupe, résulte notamment du blocage des investissements de grosses entreprises, parmi lesquelles des entreprises publiques. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour garantir le maintien de toutes les fabrications et études actuellement assurées par l'Entreprise Toceco-Stel, et empêcher en tout état de cause la cession de ces fabrications et études à des concurrents étrangers.

Handicapés (paiement des allocations dans la région parisienne).

4464. — 15 juillet 1978. — M. Pierre Juquin signale à Mme le ministre de la santé et de la famille les difficultés auxquelles se heurte le paiement des allocations aux handicapés adultes et jeunes dans la région parisienne. Actuellement c'est la caisse d'allocations familiales qui est chargée de ce travail. Mais les dimensions exceptionnelles de la région parisienne entraînent une surcharge face à laquelle la caisse manque de moyens. Il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour organiser la décentralisation départementale du paiement des allocations aux handicapés dans la région parisienne.

Finances locales (communes rurales de l'Essonne).

4465. — 15 juillet 1978. — M. Pierre Juquin appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les difficultés insurmontables auxquelles se heurtent de petites communes rurales de l'Essonne; leurs moyens financiers limités ne leur permettent pas de remettre en état leurs voiries communales gravement endommagées à la suite de l'hiver très rigoureux. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour accorder à ces communes des subventions exceptionnelles dans un délai rapproché.

Enseignement secondaire (académie de Versailles).

4467. — 15 juillet 1978. — M. Pierre Juquin appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les difficultés que rencontrent les élèves titulaires du BEP pour être admis en classe de première d'adaptation. Dans l'académie de Versailles nombre d'entre eux se voient opposer un refus ainsi motivé : « La capacité d'accueil actuellement disponible dans mon académie n'a pas permis de retenir votre candidature parmi les nombreux dossiers soumis au jury... » Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette injustice en créant, dès la prochaine rentrée, les capacités d'accueil nécessaires.

SNCF (billets « bon dimanche » et « week-end »).

4468. — 15 juillet 1978. — M. Pierre Juquin appelle l'attention de M. le ministre des transports sur la suppression des billets « bon dimanche » et « week-end », établis par la SNCF à l'époque du front populaire. Cette suppression a été effectuée sans préavis et sans consultation des usagers et des associations. Les billets « week-end » accordaient une réduction de 20 p. 100; les billets « bon dimanche » une réduction de 30 p. 100. Les uns et les autres permettaient de circuler à prix réduit dans un rayon d'environ 100 kilomètres autour de Paris; les randonneurs à pied, les cyclistes et de nombreux autres usagers profitaient de cette facilité pour leur santé et leur détente. Ces billets avaient notamment favorisé l'établissement de 2 300 kilomètres de sentiers de grande randonnée dans l'Ile-de-France. Jointes à la hausse des tarifs, les suppressions aboutissent à augmenter le prix des transports SNCF de 44 p. 100 pour les anciens usagers des billets « week-end » et de 64 p. 100 pour ceux des billets « bon dimanche ». Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour rétablir les deux types de billets, en étudier les tarifs dans un esprit authentiquement social, en élargir la zone d'application, en étendre la validité au samedi et au mercredi, en assurant la publicité auprès de la population.

Agents communaux (revendications).

4469. — 15 juillet 1978. — M. Gilbert Millet attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les problèmes qui se posent aux personnels communaux face à l'aggravation de la situation de l'emploi, la baisse continue du pouvoir d'achat et la détérioration des conditions de travail. Le personnel communal réclame : un minimum de rémunération fixé immédiatement à 2 650 F; la suppression des groupes I et II; l'amélioration des conditions de travail; une politique de formation professionnelle améliorée; la réduction du temps de travail qui offrirait des possibilités accrues pour la détente et la culture; la retraite à cinquante-cinq ans;

la reconnaissance du travail manuel et sa qualité nécessaire à la fonction communale; le treizième mois statutaire. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour répondre à ces légitimes revendications.

Enseignement supérieur (IUT de Cergy-Pontoise [Val-d'Oise]).

4470. — 15 juillet 1978. — M. Robert Montdargent attire l'attention de Mme le ministre des universités sur les conséquences de la récente décision qui vient d'être prise concernant le transfert du département Transport-logistique de l'IUT de Villeteuse à Evry et de son rattachement à l'IUT de Créteil. Le transfert de ce département dans une ville située à 30 kilomètres du siège de l'IUT de Créteil, loin de tout centre universitaire de recherche et sans aucune infrastructure, ne paraît pas être justifié et est en contradiction avec les prévisions de son implantation définitive à Cergy-Pontoise, où un IUT devait être créé. De plus, cette décision, intervenant après la suppression de l'IUT de Saint-Denis II et le refus opposé par votre ministère aux demandes de création de nouveaux départements d'IUT exprimées par l'université Paris-Nord, amputerait gravement le potentiel de l'université au détriment des besoins de la région Nord de Paris et aurait pour conséquence également le transfert des emplois de personnels. En conséquence, il lui demande de prendre toutes dispositions pour annuler cette décision et décider la création effective de l'IUT de Cergy-Pontoise dans les locaux construits à cet effet, pour permettre le rattachement définitif du département Transport-logistique.

Etablissements scolaires (flocages à éléments de fibre de verre).

4471. — 15 juillet 1978. — M. Robert Montdargent attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les risques importants qui existent dans de nombreux établissements scolaires, notamment certains lycées d'enseignement professionnel, où le revêtement mural intérieur des bâtiments est composé de fibres de verre. Une étude effectuée par la caisse régionale d'assurance maladie d'Ile-de-France révèle que les dangers encourus par l'existence de ces flocages à éléments de fibre de verre sont extrêmement dangereux. Après analyse, il apparaît que ces fibres de verre d'un diamètre inférieur à 5 microns peuvent créer, par pénétration pulmonaire, des lésions plus ou moins importantes. Des mesures rigoureuses de prévention doivent donc être prises pour empêcher toute émission de ces fibres et poussières dans les locaux. Les moyens de protection à envisager consistent en l'application d'un liant sur les fibres de verre et, d'autre part, le coffrage des parties apparentes. Aussi lui demande-t-il de dégager des moyens financiers pour permettre le recensement exact de tous ces établissements scolaires et faire effectuer les travaux nécessaires dans les établissements présentant ce danger.

Diplômes (diplôme délivré par l'ICHI).

4472. — 15 juillet 1978. — M. Robert Montdargent attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la reconnaissance du diplôme délivré par l'Institut d'études économiques et juridiques appliquées à la construction et à l'habitation (ICHI). Cet institut a pour objet l'enseignement théorique et pratique des problèmes économiques, juridiques, administratifs, financiers et comptables concernant la construction et l'habitation. Cet enseignement s'adresse au personnel des offices et des sociétés d'HLM. En effet, une section Logement social a été créée à la demande du ministère de l'équipement pour la formation du personnel ci-dessus désigné. Or, si certains ministères sont disposés à reconnaître ce diplôme, il semble que son département ministériel ne le reconnaisse pas en équivalence de la licence en droit, pour permettre l'accès aux fonctions de directeur, directeur adjoint et sous-directeur des offices d'HLM. En conséquence, il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour permettre la reconnaissance du diplôme délivré par l'ICHI.

Charbonnages de France (bassin de Carmaux [Tarn]).

4473. — 15 juillet 1978. — M. Robert Montdargent attire l'attention de M. le ministre de l'industrie sur la situation de l'industrie charbonnière dans le bassin de Carmaux (Tarn). La production de Carmaux est passée de 1 450 000 tonnes en 1959 à 733 000 tonnes en 1977. Parallèlement, les effectifs ouvriers ont baissé de 2 500 emplois. Pourtant, la sidérurgie française, consommatrice de coke et de charbon à coke, a reçu de l'étranger en 1977 2 millions de tonnes de coke et 7,3 millions de tonnes de charbon à coke, alors que les prix à l'importation sont nettement supérieurs à ceux des Charbonnages de France; de plus, partout dans le monde le charbon connaît un nouvel essor, mais en France, c'est le contraire. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour

rétablir une production normale de charbon en France et, d'autre part, pour faire procéder aux sondages et recherches en profondeur autour de la cuvette de Carmaux et entre Albi et Castres par le bureau de recherches géologiques et minières.

HLM (office public intercommunal d'HLM d'Argenteuil-Bezons [Val-d'Oise]).

4474. — 15 juillet 1978. — M. Robert Montdargent attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la situation discriminatoire des organismes d'HLM par rapport aux sociétés immobilières conventionnées. Alors que toutes les mesures d'aide compensatrice aux organismes d'HLM ont été refusées dans la période de blocage des loyers, dans un compte rendu publié récemment dans la presse de l'Assemblée générale du 31 mai dernier d'une société immobilière conventionnée construisant des logements d'habitation dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, on lit notamment : « L'Assemblée générale ordinaire a approuvé les comptes de l'exercice 1977. Le bénéfice net de l'exercice s'est élevé à 75 608 318,21 francs, dont 7 302 818,05 francs de plus-values nettes, contre, en 1976, 64 781 488,30 francs dont 3 763 936,09 francs de plus-values nettes. L'Assemblée générale a décidé de distribuer une somme de 65 693 750 francs correspondant à un dividende de 11,50 francs par action, en augmentation de près de 14 p. 100 sur celui de l'exercice précédent. » Et, plus loin : « Le président a rappelé dans son allocution que la loi de finances pour 1978 avait engagé un processus de retour progressif à la liberté des loyers. Au titre des conventions passées avec l'Etat, la société touchera donc cette année encore des indemnités compensatrices de la quote-part des loyers contractuels qu'elle n'aura pas été en mesure de percevoir sur ses logements. » Ainsi, bien que les actionnaires aient touché des dividendes sur l'exercice 1977 et que, selon l'exposé du président de cette société privée à but lucratif, l'Etat a continué à la faire bénéficier d'une aide, dans le même temps, des offices à vocation éminemment sociale, comme l'office public intercommunal d'HLM d'Argenteuil-Bezons, avec une perte annuelle de 2 millions de francs de loyers impayés et une insuffisance notable pour l'entretien de son patrimoine, se voient refuser toute aide financière. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer l'équilibre du budget de l'office ci-dessus désigné et pour ce faire dégager une aide de l'Etat correspondante.

*Industries mécaniques
(Société Belcan à Vitry-sur-Seine [Val-de-Marne]).*

4475. — 15 juillet 1978. — M. Georges Gosnat expose à M. le ministre de l'industrie que la Société Belcan, située à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), est actuellement en situation de règlement judiciaire. Cette société, qui emploie quarante-huit personnes hautement qualifiées, est spécialisée dans la fabrication de machines-outils. La liste de ses clients français et étrangers est impressionnante tant par le nombre que par l'importance de la plupart d'entre eux puisque l'on y retrouve les principaux constructeurs de l'automobile, de l'électronique, voire certaines grandes administrations. Il serait donc inadmissible que cette société disparaisse et c'est ce qui anime les travailleurs qui ont décidé d'occuper les locaux, tant pour sauvegarder leur emploi que pour maintenir une production renommée. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que le maintien de l'emploi et de la production de la Société Belcan soit préservé.

Allocations de chômage (aide publique)

4477. — 15 juillet 1978. — M. Joseph Legrand attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur les engagements pris et non tenus par le Gouvernement sur l'amélioration de l'aide publique. En 1967 l'allocation journalière publique représentait 50 p. cent du SMIC, elle n'est plus aujourd'hui que de 28 p. cent ce qui a pour effet non seulement de laisser à la charge de l'UNEDIC financée par des cotisations une part toujours plus grande de l'indemnisation mais lèse gravement les intérêts des chômeurs qui pour un grand nombre d'entre eux voient leurs ressources diminuer chaque année. En conséquence, il lui demande s'il ne juge pas nécessaire et urgent de prendre la décision de porter le montant de l'aide publique au niveau de l'allocation minimale de l'UNEDIC, soit près de la moitié du SMIC. Il est indispensable d'améliorer les droits des victimes de la politique antisociale du Gouvernement et que des mesures soient prises pour assainir la situation de l'emploi pour diminuer le nombre de chômeurs.

Logement (répartition du 1 p. cent au logement)

4478. — 15 juillet 1978. — M. Joseph Legrand demande à M. le ministre de l'économie de bien vouloir lui préciser s'il est exact que le Gouvernement a l'intention de modifier la répartition du

1 p. 100 au logement. Selon certaines informations 50 p. 100 de la collecte seraient réservés aux collectivités locales par décision de comités départementaux présidés par les préfets ou versés directement à l'Etat. De telles informations font craindre une atteinte très grave sur une partie de salaire différé des travailleurs au détriment du logement local qui devrait être intégralement financé par les usagers au profit d'investissements aux grandes sociétés privées.

Elus locaux (adjointe au maire de la ville de Brest [Finistère]).

4479. — 15 juillet 1975. — Mme Hélène Constans attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la situation faite à une élue, adjointe au maire de la ville de Brest, par son employeur. Elue en 1977 elle se voit systématiquement contestée par l'entreprise de remplir correctement son mandat. La direction lui a même récemment imposé de choisir entre son activité professionnelle et son mandat municipal. Une telle attitude constitue une atteinte à la volonté du suffrage universel, d'autant plus antidémocratique lorsqu'il s'agit d'une ouvrière. Le Gouvernement a fait de nombreuses déclarations sur ses intentions d'améliorer la participation des femmes à la vie sociale. Il y a là une occasion de traduire concrètement de telles déclarations d'intentions. Les employeurs devraient être tenus de laisser aux salariés de leur entreprise membres d'un conseil municipal le temps nécessaire pour participer aux séances plénières de ce conseil ou des commissions qui en dépendent, pour toute mission ou étude nécessitées par leur mandat, et notamment les rencontres avec la population et les associations intéressées. Cette suspension de travail ne devrait pas entraîner une cause de rupture du contrat de travail par l'employeur. En conséquence, elle lui demande quelles mesures il entend prendre pour que cesse toute pression sur cette élue et pour qu'elle puisse mener de front son activité professionnelle et son mandat.

Elus locaux (adjointe au maire de la ville de Brest [Finistère]).

4480. — 15 juillet 1978. — Mme Hélène Constans attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation faite à une élue, adjointe au maire de la ville de Brest, par son employeur. Elue en 1977 elle se voit systématiquement contester par l'entreprise de remplir correctement son mandat. La direction lui a même récemment imposé de choisir entre son activité professionnelle et son mandat municipal. Une telle attitude constitue une atteinte à la volonté du suffrage universel, d'autant plus antidémocratique lorsqu'il s'agit d'une ouvrière. Le Gouvernement a fait de nombreuses déclarations sur ses intentions d'améliorer la participation des femmes à la vie sociale. Il y a là une occasion de traduire concrètement de telles déclarations d'intention. Les employeurs devraient être tenus de laisser aux salariés de leur entreprise membres d'un conseil municipal le temps nécessaire pour participer aux séances plénières de ce conseil ou des commissions qui en dépendent, pour toute mission ou étude nécessitées par leur mandat, et notamment les rencontres avec la population et les associations intéressées. Cette suspension de travail ne devrait pas entraîner une cause de rupture du contrat de travail par l'employeur. En conséquence, elle lui demande quelles mesures il entend prendre pour que cesse toute pression sur cette élue et pour qu'elle puisse mener de front son activité professionnelle et son mandat.

Syndicats professionnels (Etablissements Crauzet, à Valence).

4481. — 15 juillet 1978. — M. Guy Ducoloné rappelle à M. le ministre du travail et de la participation que dans la question n° 37896 du 6 mai 1977 et restée sans réponse, il appelait l'attention de son prédécesseur sur les atteintes aux libertés syndicales qui se produisent aux Etablissements Crauzet de Valence, et les discriminations dont sont victimes les organisations syndicales CGT, UGICT-CGT et CFDT. La direction qui emploie de façon permanente près de 500 travailleurs à domicile sur un effectif de 4 000 personnes, les maintient dans un état d'isolement total. Ils ne pénètrent jamais dans l'entreprise, ils ne peuvent avoir communication des tracts, journaux, etc. distribués par les organisations syndicales aux entrées, ou dans l'entreprise, pas plus qu'ils ne peuvent prendre connaissance des informations affichées sur les panneaux syndicaux. Jusqu'ici la direction s'est toujours refusée à communiquer à ces syndicats leurs adresses et même à leur faire parvenir les documents syndicaux. Par contre le SNISCEF (CFT) jouit (en plus d'innombrables faveurs dans l'entreprise) d'une position tout à fait privilégiée par rapport à ces travailleurs. En effet, le chef du service chargé des travaux à domicile est, en même temps, l'un des principaux responsables du syndicat SNISCEF (CFT). Le résultat c'est que, si ces travailleurs sont maintenus depuis des années dans l'ignorance la plus complète de tout ce qui émane de la CGT, de l'UGICT-CGT et de la CFDT, par contre, l'information en provenance de la direction ou du SNISCEF (CFT) leur est largement et constamment dispensée. Dans ces conditions, les élec

lions professionnelles n'offrent pas les garanties de régularité exigées par la loi. Ces travailleurs qui par leur importance décident du sort des élections pour toute l'entreprise, ne connaissent ni les candidats, ni leur programme. Ils sont contraints de voter par correspondance. Rien d'étonnant dans ces conditions que la CFT réalise ses meilleurs résultats dans le bureau de vote par correspondance des travailleurs à domicile. Alors que des élections vont se dérouler prochainement, le seul tract qu'ils ont reçu à domicile est un tract CFT. Il est tout à fait scandaleux que le fichier des adresses du personnel soit interdit aux grandes organisations syndicales alors que d'autres jouissent de cet avantage et de beaucoup d'autres. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire cesser les discriminations à l'égard de la CGT, de l'UGICT-CGT et de la CFDT et pour faire respecter les libertés et le droit syndical.

Enseignants (assistants universitaires).

4483. — 15 juillet 1978. — M. Vincent Porelli attire l'attention de Mme le ministre des universités sur la situation critique des assistants universitaires. En effet, le personnel enseignant des universités est réparti en deux collèges (A et B). Les membres du collège A (professeurs et maîtres de conférences) assurent l'enseignement magistral et la direction des études et recherches. Les membres du collège B complètent ces enseignements par des travaux dirigés (exercice d'application) et des travaux pratiques (expériences) et, d'autre part, participent aux activités de recherche de l'université. Le personnel enseignant du collège B est divisé en deux catégories : assistant et maître-assistant, bien qu'ils remplissent les mêmes fonctions. Les seules différences entre ces deux catégories sont d'ordre salarial et, plus dramatiquement encore, l'absence de statut pour les assistants. La carrière d'un enseignant du collège B commence généralement par l'assistantat. L'accès au maître-assistantat est subordonné à deux conditions : l'inscription sur une liste d'aptitude aux fonctions de maître-assistant (LAFMA), arrêtée par le ministre des universités sur proposition du comité consultatif aux universités (CCU); la disponibilité d'un poste de maître-assistant par libération, création ou transformation d'un poste d'assistant en poste de maître-assistant. Jusqu'en 1970 les créations de postes permettaient un déroulement normal de la carrière de collège B, l'assistantat durant environ quatre ans et le passage au maître-assistantat se faisant très rapidement après l'inscription sur la LAFMA. Ces dernières années, l'absence de création de postes a entraîné le blocage des carrières des assistants (par exemple, dix ans d'ancienneté et cinq ans d'inscription sur la LAFMA). Ce blocage de carrière semble le seul exemple dans la fonction publique. Cette situation a conduit les assistants de Nice, syndiqués ou non, à se regrouper dans un collectif pour obtenir le déblocage de leur carrière. De tels collectifs se sont constitués dans la plupart des universités et sont aujourd'hui regroupés dans un comité de liaison national. En 1977, 900 postes ont été transformés à l'échelon national, ce qui s'est traduit à Nice par huit transformations pour cinquante assistants inscrits sur la LAFMA. En 1978, seuls 450 postes sont prévus au budget, ce qui pour Nice conduirait à quatre postes environ et donc à douze ans d'attente pour les derniers assistants transformables. En conséquence, il lui demande quelles mesures elle entend prendre pour assurer une augmentation sensible du nombre de transformations assistant - maître-assistant, ce qui permettrait de réparer rapidement le préjudice que subissent ces enseignants et pour permettre le bon fonctionnement de l'université dans l'intérêt de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Retraites complémentaires (caisses de retraite complémentaire des cadres)

4484. — 15 juillet 1978. — M. Emmanuel Hamel signale à M. le ministre du budget l'émotion suscitée chez les membres de l'union départementale du Rhône de la confédération générale des cadres par le contrôle qu'effectuerait ou qu'aurait effectué tout récemment l'inspection des finances sur les caisses de retraite complémentaire des cadres. L'importance que revêt auprès des cadres le maintien et l'autonomie de gestion des caisses de retraite complémentaire explique l'inquiétude causée par ce contrôle interprété comme une atteinte à l'indépendance des caisses de retraite complémentaire et un signe de menace ultérieure sur leur maintien. Il lui demande : 1° les motifs de cette mission confiée à l'inspection générale des finances; 2° les objectifs assignés à cette mission; 3° les textes sur lesquels elle se fonde alors qu'existe déjà le pouvoir de contrôle de l'inspection générale des affaires sociales; 4° les efforts qu'il entend déployer auprès des cadres pour calmer leurs appréhensions consécutives à ce contrôle qu'ils interprètent comme un signe dangereux pour le maintien et l'autonomie de gestion de leurs régimes de retraites complémentaires.

Transports aériens (Air France)

4485. — 15 juillet 1978. — M. Georges Mesmin s'inquiète, comme beaucoup d'utilisateurs des ailes françaises, de la prolongation du conflit entre la Compagnie nationale Air France et ses navigants au sujet des modalités d'utilisation des Boeing 737 qui avaient fait l'objet de prises d'option actuellement non confirmées. En effet, cette situation risque d'aggraver les coûts d'exploitation d'Air France, soit par un maintien prolongé des Caravelle encore en service, soit par des affrètements coûteux à des compagnies étrangères. L'absence de décision profite ainsi aux concurrents directs de la Compagnie déjà mieux placés sur le marché des moyens courriers. Il demande à M. le ministre des transports d'intervenir pour que les possibilités de compromis qui existent entre la position de la compagnie et celle de ses navigants soient bien toutes explorées.

Impôts (location de locaux aménagés ou pourvus de matériel)

4486. — 15 juillet 1978. — M. Jacques Richomme expose à M. le ministre du budget que la location de locaux aménagés ou pourvus de matériel est considérée comme une activité commerciale assujettie à ce titre aux bénéfices industriels et commerciaux et à la TVA. Il lui demande s'il y a lieu de considérer que ces critères s'appliquent pour les cas où il y a location ne résultant pas d'un contrat de bail, mais d'un simple échange de lettre entre le locataire et le propriétaire et notamment dans le cas où ladite location s'accompagne de la fourniture de matériels relativement importants mais ne figurant pas sur le registre des immobilisations.

Mutualité sociale agricole (aide ménagère à domicile).

4487. — 15 juillet 1978. — M. Emmanuel Hamel expose à M. le ministre de l'agriculture que les personnes âgées relevant du régime de vieillesse des non-salariés agricoles bénéficient de la prestation d'aide ménagère à domicile dans des conditions encore moins satisfaisantes que celles relevant des autres régimes de sécurité sociale. La condition de ressources à laquelle est soumise ce bénéfice est plus stricte et le nombre d'heures accordées plus faible. La situation ainsi décrite lui paraissant injuste pour les intéressés et peu compatible avec la réalisation effective du programme d'action prioritaire du VII^e Plan visant à favoriser le maintien à domicile des personnes âgées, M. Emmanuel Hamel demande en conséquence à M. le ministre de l'agriculture quelles mesures il entend prendre pour y remédier aussi rapidement que possible.

Enseignement de la médecine (Nord-Pas-de-Calais).

4488. — 15 juillet 1978. — M. André Delelis attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur les conséquences, pour la région Nord-Pas-de-Calais, de la circulaire interministérielle du 23 mai 1978 qui entraînerait une réduction importante du nombre d'étudiants en médecine susceptibles d'être accueillis dans les services hospitaliers pour leur formation clinique et pratique. Cette réduction de près de 55 p. 100 (680 étudiants en trois années au lieu de 1 491) serait la plus importante de France, et le recrutement des médecins dans la région y deviendrait plus faible que partout ailleurs, alors que le Nord-Pas-de-Calais avec quatre millions d'habitants possède une densité médicale inférieure à la moyenne nationale (le Pas-de-Calais étant à l'avant-dernière place), et connaît des taux de nuptialité, de natalité mais aussi de mortalité infantile parmi les plus élevés avec une espérance de vie par habitant inférieure à la moyenne nationale. La région Nord-Pas-de-Calais n'attirant pas les médecins formés dans d'autres régions, il lui demande les mesures envisagées afin de permettre, d'une part, aux jeunes gens de cette région d'avoir les mêmes chances d'accès à la profession médicale qu'ailleurs, et surtout, d'autre part, de remédier à la sous-médicalisation déjà dramatique d'une région dont les retards sur le plan de la santé sont bien connus.

Enseignement de la médecine (Nord-Pas-de-Calais).

4489. — 15 juillet 1978. — M. André Delelis attire l'attention de Mme le ministre des universités sur les conséquences, pour la région Nord-Pas-de-Calais, de la circulaire interministérielle du 23 mai 1978 qui entraînerait une réduction importante du nombre d'étudiants en médecine susceptibles d'être accueillis dans les services hospitaliers pour leur formation clinique et pratique. Cette réduction de près de 55 p. 100 (680 étudiants en trois années au lieu de 1 491) serait la plus importante de France, et le recrutement des médecins dans la région y deviendrait plus faible que partout ailleurs, alors que le Nord-Pas-de-Calais avec quatre millions d'habi-

tants possède une densité médicale inférieure à la moyenne nationale (de Pas-de-Calais étant à l'avant-dernière place) et connaît des taux de nuptialité, de natalité mais aussi de mortalité infantile parmi les plus élevés avec une espérance de vie par habitant inférieure à la moyenne nationale. La région Nord-Pas-de-Calais n'attirant pas les médecins formés dans d'autres régions, il lui demande les mesures envisagées afin de permettre, d'une part, aux jeunes gens de cette région d'avoir les mêmes chances d'accès à la profession médicale qu'ailleurs et surtout, d'autre part, de remédier à la sous-médicalisation déjà dramatique d'une région dont les retards sur le plan de la santé sont bien connus.

Carte du combattant (anciens d'Afrique du Nord).

4490. — 15 juillet 1978. — **M. André Billoux** demande à **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** s'il n'envisage pas de corriger les injustices que la loi a fait naître entre les anciens combattants qui ont participé avec leurs unités à neuf actions de combat, dont trois au moins par mois et pendant au minimum trois mois consécutifs ou non, qui peuvent obtenir la carte de combattant et leurs camarades qui eux aussi ont pris part à neuf actions de combat mais étalées sur une période plus ou moins longue, qui ne peuvent pas obtenir la carte du combattant, en accordant celle-ci suivant la règle très simple: « à nombre d'engagements égaux, droits égaux », c'est-à-dire à tous ceux qui ont pris part à neuf actions de combat, à condition que les intéressés aient effectué un séjour minimum (bonifications éventuelles comprises) de quatre-vingt-dix jours en AFN.

Assurances vieillesse (fonds national de solidarité).

4491. — 15 juillet 1978. — **M. André Billoux** rappelle à **Mme le ministre de la santé et de la famille** qu'en application des dispositions de l'article L. 685 du code de la sécurité sociale, le fonds national de solidarité ne peut être attribué qu'aux personnes ayant atteint l'âge de soixante-cinq ans ou de soixante ans, en cas d'inaptitude au travail. Les veuves âgées de cinquante-cinq à soixante ans qui, par suite des récentes dispositions, bénéficient d'une retraite sont donc privées de cet avantage. Il lui demande si elle n'envisage pas de proposer l'avancement à cinquante-cinq ans, pour ces catégories de personnes, du bénéfice du fonds national de solidarité.

Impôts locaux (taxe foncière).

4492. — 15 juillet 1978. — **M. André Billoux** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur le bénéfice de l'exonération de taxe foncière d'une durée de quinze ans prévu par l'article 1384 du code général des impôts en faveur des habitations à loyer modéré. Il semble que l'interprétation des textes soit trop restrictive concernant la situation de certains emprunteurs figurant dans des opérations immobilières, comme c'est le cas dans la ZUP de Cantepau à Albi et de Lameilhe à Castres. En effet, la seule question du financement interdit à l'emprunteur de bénéficier d'une exonération de quinze ans réservée aux logements répondant aux normes HLM, puisqu'il est évident que dans tous les cas les locaux répondent auxdites normes et que dans la plupart des cas les ressources de l'intéressé ne dépassent pas les plafonds fixés en matière de prêts du crédit immobilier. Effectivement, si les candidats à l'accession à la propriété disposent de revenus n'excédant pas de 60 p. 100 le plafond des ressources fixé en matière d'habitations à loyer modéré locatives, il semble tout à fait anormal et tout à fait injuste de leur refuser le bénéfice de l'exonération de quinze ans, sous prétexte qu'ils n'ont pu obtenir un autre prêt que le prêt spécial immédiat du Crédit foncier de France et ceci pour des raisons totalement indépendantes de leur volonté. Dès lors qu'il s'agit d'une opération immobilière patronnée par des organismes HLM, il est profondément choquant de trouver des contribuables logés dans les mêmes conditions et disposant des mêmes revenus, traités par l'administration de deux façons différentes, pour des raisons de programmes de financement auxquels ils sont totalement étrangers. En effet, si de telles opérations avaient pu être financées entièrement par la caisse de crédit immobilier, tous les candidats auraient été traités sur le même pied d'égalité, en fonction des revenus dont ils pouvaient disposer au moment de la construction. Aussi, il lui demande s'il n'envisage pas de proposer au Parlement de modifier les textes susvisés, dès lors qu'un contribuable apporte les preuves que ces ressources n'excèdent pas le plafond légal.

*Santé scolaire et universitaire
(Saint-Jean-d'Angély (Charente-Maritime)).*

4493. — 15 juillet 1978. — **M. Roland Beix** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la vacance de poste de médecin scolaire qui va se produire à Saint-Jean-d'Angély. Il n'est pas possible d'envisager une rentrée sans médecin scolaire.

Si les choses restent en l'état cela signifie que 5 000 élèves environ ne seront pas médicalement surveillés puisqu'un médecin n'assure que les écoles privées de Saint-Jean-d'Angély et le LEPMA et qu'un autre est responsable des secteurs d'Aulnay et de Loulay trois demi-journées par semaine. Aussi, il lui demande quelles mesures elle compte prendre afin que les élèves des établissements scolaires de la ville fassent l'objet d'une surveillance médicale, et que ces mesures n'aient pas un caractère provisoire, comme trop souvent dans le passé, ce qui est incompatible avec l'optique actuelle qui entraîne des examens médicaux sans doute moins fréquents mais plus approfondis.

*Enseignement préscolaire et élémentaire
(groupe scolaire La Bruyère à Poissy (Yvelines)).*

4494. — 15 juillet 1978. — **M. Michel Rocard** expose à **M. le ministre de l'éducation**: que le groupe scolaire La Bruyère à Poissy dans les Yvelines est une construction de type similaire à celle tristement célèbre du CFS Pailleron; que les parents des enfants s'étant émus, la commission de sécurité départementale a émis un avis et prescrit un certain nombre de travaux, lesquels n'ont cependant pas encore été exécutés; que cependant cette commission n'a pas tenu compte des conditions particulières de cette école, primaire et maternelle et notamment du très jeune âge des enfants de maternelle. Il lui demande donc de bien vouloir donner les instructions nécessaires pour que tous les travaux prescrits soient réalisés pour la rentrée scolaire 1978; user, le cas échéant, de ses pouvoirs pour faire interdire l'utilisation de cet établissement tant que la sécurité absolue des enfants ne sera pas assurée par des mesures adaptées à leur âge.

Education (académie de Versailles : personnel).

4495. — 15 juillet 1978. — **M. Michel Rocard** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les revendications des organisations syndicales des personnels d'administration, de service et d'enseignement de l'académie de Versailles, relatives aux attentes graves et renouvelées portées par le recteur aux droits élémentaires de ces personnels. Ces syndicats remarquant en effet que depuis trois ans, de manière constante et systématique, les responsables administratifs de cette académie ont multiplié les actes d'autoritarisme dans le but d'ôter aux personnels les garanties administratives élémentaires et d'imposer une interprétation restrictive de leurs droits. L'exemple des commissions administratives paritaires académiques (CAPA) est significatif. Actuellement, les élus du personnel sont empêchés d'accomplir normalement leur tâche. Ces CAPA sont en effet convoquées dans des délais ou à des dates arrêtées par les seuls responsables administratifs du rectorat, souvent dans des conditions interdisant toute préparation sérieuse, sans que soient données aux délégués du personnel les autorisations d'absence antérieurement accordées qui leur permettaient de mieux préparer la défense de leurs mandats. Le recteur refuse de donner aux élus du personnel les informations élémentaires nécessaires à la défense de ces personnels. De plus, certaines décisions arrêtées en CAPA ont été remises en cause ultérieurement, d'autres ont été prises sans qu'elles aient été consultées. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il entend prendre pour: qu'il soit mis fin définitivement à une telle situation; que les droits acquis des personnels et de leurs élus soient à l'avenir respectés.

Logement (travaux d'amélioration; primes).

4496. — 15 juillet 1978. — **M. Michel Rocard** rappelle à **M. le ministre du budget** que le décret n° 77-851 du 26 juillet 1977 dispose, dans son article 1^{er}, que des primes peuvent être accordées aux personnes physiques qui effectuent des travaux d'amélioration dans des immeubles ou des logements, dont elles sont propriétaires, et qui constituent leur résidence principale ou dont leurs ascendants ou ceux de leur conjoint sont propriétaires, et qui constituent la résidence principale de ceux-ci. L'article 2 précise que ces primes ne peuvent être accordées que dans le cadre de programme d'intérêt général approuvés par le préfet. Deux arrêtés du 26 juillet 1977 précisent, l'un, la nature des travaux finançables, l'autre, les conditions de versement de ces primes. Ce dernier prévoit notamment que pour les travaux de mise aux normes minimales d'habitabilité, le montant de la prime ne peut excéder 20 p. 100 du coût des travaux dans la limite de 10 000 F par logement. Par ailleurs, en cas de travaux d'équipement de confort, une prime forfaitaire, d'un montant maximum de 10 000 F, peut être accordée selon un barème défini à l'article 2-11 de l'arrêté susvisé. L'article 1^{er} dispose que ces primes sont versées directement aux bénéficiaires. Il lui demande de lui préciser si ces primes font partie du revenu imposable du bénéficiaire et dans l'affirmative, au titre de quel revenu doivent-elles être déclarées et suivant quelles modalités.

Enseignement préscolaire et élémentaire (Yvelines).

4497. — 15 juillet 1978. — **M. Michel Rocard** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation de l'enseignement du premier degré dans le département des Yvelines. Il lui fait observer que quarante postes d'instituteurs seulement ont été budgétés pour la rentrée scolaire 1978, soit à peine plus du quart de l'année précédente, alors que le nombre d'élèves à accueillir progressera dans des proportions sensiblement égales à celles de 1977. Cette répartition de la pénurie se fait au détriment des enfants puisque la moyenne départementale d'élèves par classe reste à trente-quatre dans les classes maternelles, que de nombreux maîtres absents ne sont pas remplacés (plusieurs milliers d'élèves par jour restent sans enseignement), et au détriment du personnel enseignant puisque le département des Yvelines compte plus de cent postes supplémentaires. Il lui demande quelles mesures urgentes il compte prendre pour doter le département des Yvelines de nouveaux postes budgétaires permettant d'assurer une rentrée 1978 dans des conditions plus satisfaisantes pour les enfants et pour les maîtres.

Construction (littoral).

4498. — 15 juillet 1978. — **M. Jacques-Antoine Gau** demande à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** si les directives du Premier ministre en date du 4 août 1976 concernant les constructions proches du littoral, qui sont désormais interdites, sont ou non appliquées par l'administration, et s'il est exact, comme il a été affirmé, qu'elles ne seront applicables qu'en 1980. Si cela est le cas, il lui demande s'il ne lui semble pas conforme à la politique du Gouvernement en matière de protection du littoral, de modifier cette date et de considérer comme périmés les permis de construire qui auraient pu être délivrés d'avance au mépris de cette directive. Il lui demande, d'autre part, s'il n'estime pas qu'une mission de l'inspection générale des finances ou de la cour des comptes ne pourrait pas enquêter sur la situation financière des sociétés d'économie mixte qui, au mépris des déclarations gouvernementales sur la protection du littoral, continuent à construire encore, et si une telle attitude est compatible avec l'existence d'un conservatoire du littoral.

Handicapés (allocation aux adultes handicapés).

4502. — 15 juillet 1978. — **M. Maurice Andrieu** demande à **Mme le ministre de la santé et de la famille** quelles mesures elle compte prendre pour que les personnes handicapées adultes ne continuent pas à être des « exclus » dans la revalorisation des ressources des moins fortunés. En effet, le SMIC vient d'être revalorisé, d'une façon d'ailleurs très insuffisante, de même que les allocations familiales et les diverses autres allocations, mais encore une fois l'allocation handicapé adulte reste à un niveau indécent qui se situe à l'équivalent de la moitié du SMIC, c'est-à-dire à 916 francs par mois, soit 30 francs par jour.

Enfance inadaptée (allocation compensatrice).

4503. — 15 juillet 1978. — **M. Maurice Andrieu** demande à **Mme le ministre de la santé et de la famille** quelles mesures elle compte prendre pour une meilleure application de la loi d'orientation du 30 juin 1975 au niveau de l'octroi de l'allocation compensatrice qui est refusée à la plupart des jeunes handicapés âgés de quinze à vingt ans, alors que la législation antérieure leur donnait des prestations de compensation.

Handicapés (assistance à domicile d'une tierce personne).

4504. — 15 juillet 1978. — **M. Maurice Andrieu** demande à **Mme le ministre de la santé et de la famille** quelles mesures elle compte prendre pour que la personne handicapée puisse bénéficier à domicile d'une aide équivalente à celle qui est donnée en établissement, ceci d'ailleurs en conformité avec l'esprit de la loi d'orientation du 30 juin 1975.

Départements (fonctionnaires de catégorie B).

4506. — 15 juillet 1978. — **M. Alain Hauteœur** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le régime d'indemnisation des fonctionnaires de catégorie B. Ces agents, qui occupent des postes créés par les conseils généraux pour pallier l'insuffisance des effectifs de l'Etat dans les préfectures, se voient moins bien traités que leurs collègues du cadre national ou des communes. En effet, ces personnels dont l'indice de rémunération est supérieur à 315 net sont exclus du bénéfice de l'indemnité forfaitaire pour travaux

supplémentaires, indemniés que perçoivent leurs homologues des communes. Il lui demande quelles mesures il compte mettre en œuvre pour placer l'ensemble des fonctionnaires de catégorie B devant l'égalité d'indemnisation et mettre ainsi un terme à une situation vivement ressentie comme discriminatoire.

Handicapés (établissements recevant les grands handicapés).

4507. — 15 juillet 1978. — **M. Alain Hauteœur** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur l'application de la loi d'orientation du 30 juin 1975 en faveur des handicapés. En effet, sept décrets d'application restent encore à publier alors que la loi est votée depuis trois ans, et notamment celui portant sur l'article 46, article qui prévoit la création d'établissements destinés à recevoir les grands handicapés. La non-parution de ce décret ne peut qu'aggraver la situation des personnes handicapées adultes dont l'état nécessite une surveillance médicale et des soins constants, et renforcer les craintes des parents qui ne trouvent pas toujours de place dans un internat lorsque leurs enfants, à l'âge de vingt ans, ne sont plus pris en charge dans les établissements spéciaux pour l'enfance. En conséquence, une telle situation ne pouvant qu'entraver l'application de la loi, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître le calendrier des dates de sortie des textes qui restent encore à publier.

Anciens combattants (commission tripartite [rapport constant]).

4508. — 15 juillet 1978. — **M. Alain Hauteœur** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** sur le grand contingent de revendications qui reste à régler. Il lui rappelle les promesses faites durant la campagne électorale, et notamment la réunion de la commission tripartite devant faire le point sur la question du rapport constant. Il lui rappelle l'urgence de cette réunion face à l'écart de 26 p. 100 qui s'est creusé entre les pensions de guerre et le traitement des fonctionnaires de référence pour l'application de la loi de 1948 sur le rapport constant. Il lui demande pour quelles raisons la commission mise en place le 15 février 1978 n'a pu encore être réunie et dans quels délais il envisage de pouvoir la réunir.

Droits d'enregistrement (exonération [coopératives]).

4509. — 15 juillet 1978. — **M. Pierre Lagorce** expose à **M. le ministre de l'économie** la difficulté suivante: l'article 1030 du code général des impôts exonère de tous droits d'enregistrement et de timbre les actes, pièces et écrits de toute nature concernant les coopératives de blé ou de céréales. Cette exonération s'applique dès lors que les statuts sont conformes aux dispositions de la loi du 27 juin 1972 et elle joue pour tous les actes passés par les coopératives de blé même si les droits sont à la charge du tiers contractant (RM du 10 février 1954 [Journal officiel, débats du Conseil de la République, p. 71]). Une coopérative qui doit être considérée comme étant « à objet mixte » selon la définition donnée par la documentation administrative de base (série 7C 1452, 1^{er} juin 1972) envisage de vendre un immeuble qui constitue actuellement le logement de l'employé de la coopérative et qui sera habité par l'acquéreur. La même personne acquerra également une boulangerie appartenant à la coopérative et exploitée par une SICA. Il lui demande quel sera le régime fiscal de l'une et l'autre de ces mutations.

Formation professionnelle et promotion sociale (personnel de l'AFPA de Bègles (Gironde)).

4510. — 15 juillet 1978. — **M. Pierre Lagorce** expose à **M. le ministre du travail et de la participation** l'opposition des principales organisations syndicales (CGT, CFDT et CGT-FO) du personnel de l'AFPA, centre FPA de Bègles, en Gironde, en grève depuis le 28 juin, au décret du 28 mars 1977, dérochant unilatéralement l'évolution des salaires des arsenaux, auxquels sont référencés ceux de l'AFPA de la métallurgie parisienne. Il lui demande s'il n'estime pas opportun d'abroger ce décret et d'avoir de véritables négociations sur l'ensemble des problèmes auxquels se trouve confronté le service public de l'AFPA par la convocation immédiate de la commission paritaire prévue par le protocole d'accord du 31 mai 1968.

Agence nationale pour l'emploi (frais de séjour du personnel).

4512. — 15 juillet 1978. — **M. Gilbert Sénès** expose à **M. le ministre du travail et de la participation** que le personnel des agences pour l'emploi utilise des véhicules personnels pour les besoins du service et perçoit, à ce titre, des indemnités de déplacement et de remboursement de frais qui ne correspondent pas à la réalité

de leurs débours, par exemple 0,55 F au kilomètre jusqu'à 2 000 km pour une 7 CV et 19 F d'indemnité de repas. Les tarifs de remboursement n'ayant pas été actualisés depuis plusieurs mois, les agents de l'ANPE se trouvent de ce fait pénalisés. Il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il envisage de prendre pour mettre fin à cette situation.

Pension d'invalidité (retraités militaires).

4515. — 15 juillet 1978. — **M. Jacques Antoine Gau** appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur l'injustice, pour les retraités militaires concernés, qui résulte de l'interprétation de l'article L. 314 du code de la sécurité sociale donnée par le décret n° 55557 du 16 décembre 1955, ou du moins par la lecture qu'en font les caisses de sécurité sociale et son département. Le montant minimum de la pension d'invalidité, qui ne peut être inférieur à l'allocation aux vieux travailleurs salariés selon l'article L. 315 du code de la sécurité sociale, doit être compris comme englobant, aux termes du second alinéa de l'article L. 304, le total de la pension militaire et de la pension d'assurance. L'interprétation qui a cours pour le calcul des droits comprend, dans le terme « pension militaire », les pensions militaires de retraite aussi bien que les pensions d'invalidité. Il est possible d'opposer à cette acception de nombreux arguments qui ont fait l'objet de réponses juridiques non probantes des services administratifs concernés. On peut affirmer aussi que l'article L. 304, dans son premier alinéa, ne peut concerner que les pensions militaires d'invalidité, dans la mesure où l'assurance invalidité « civile » demandée ne peut que résulter d'une aggravation de l'invalidité non susceptible d'être indemnisée par la législation sur les pensions militaires, du fait de l'abandon de l'état qui en permet le bénéfice. Le second alinéa ne peut alors que se référer à cette même pension. Or telle n'est pas la solution retenue actuellement. Celle-ci lèse, par rapport aux autres catégories sociales, celles des fonctionnaires civils en particulier, les retraités militaires. Il lui demande, en conséquence, si elle n'envisage pas de compléter, par un projet de loi, les articles qui font l'objet de l'interprétation litigieuse et mettre ainsi un terme à l'injustice rappelée.

Radiodiffusion et télévision (redevance : personnes âgées et invalides).

4516. — 15 juillet 1978. — **M. Jacques Huyghues des Etages** appelle l'attention de M. le ministre du budget sur l'insuffisance des critères retenus aujourd'hui en matière d'exonération de la redevance télévision dont peuvent bénéficier les personnes âgées ou invalides. En effet, une grande partie d'entre elles, disposant d'un très faible revenu, n'ont pas droit à cette exemption du fait que les centres régionaux de la redevance de radio et télévision prennent en compte le montant total des ressources et non le revenu imposable. En second lieu, les plafonds de ressources annuelles fixés pour l'octroi de l'exemption sont calculés sur ceux du FNS, unanimement dénoncés comme largement insuffisants. Il résulte que des personnes âgées non imposables sur le revenu des personnes physiques ne peuvent pas prétendre à ce dégrèvement. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre en ce qui concerne la position de l'administration et le niveau des plafonds de ressources, pour mettre fin à cette injustice.

CNRS (avenir).

4517. — 15 juillet 1978. — **M. Louis Mexandeau** appelle l'attention de Mme le ministre des universités sur les inquiétudes des chercheurs scientifiques quant à l'avenir du CNRS. Des procédures de blocage des crédits d'équipement pour les unités de recherche CNRS seraient en effet en cours. Cette situation, jointe aux menaces qui pèsent sur ce centre, les discussions politiques au plan gouvernemental sur son rôle et son organisation, pose un problème grave. Il lui demande quelles mesures législatives il entend prendre pour assurer l'avenir du CNRS.

*Départements d'outre-mer
(traitement des fonctionnaires en congé en métropole).*

4518. — 15 juillet 1978. — **M. Jean Fontaine** expose à M. le Premier ministre (Fonction publique) qu'il ressort d'un jugement du tribunal administratif de la Réunion, relatif aux droits au traitement des fonctionnaires locaux en congé en métropole et de la réponse ministérielle traitant de cette affaire insérée au Journal officiel des Débats parlementaires du 3 septembre 1977, que les dispositions d'un nouveau projet de décret permettront d'améliorer les conditions de fonctionnement des régimes de rémunération accordés au personnel de l'Etat en service dans les DOM pendant

les périodes de congé afin d'éviter que les intéressés ne soient conduits à saisir les tribunaux administratifs. C'est pourquoi, en attendant la parution du décret préparé par les administrations intéressées, il lui demande de lui faire connaître si, pour toute autre période d'interruption régulière des services (congé de maladie, congé pour hospitalisation, autorisation d'absence...), dès lors que le fonctionnaire d'Etat ou des collectivités locales cesse régulièrement son service et se rend en métropole ou à l'étranger à ses frais, il doit également continuer à percevoir son traitement selon les bases en vigueur à la Réunion.

*Départements d'outre-mer.
(traitement des fonctionnaires en congé en métropole).*

4519. — 15 juillet 1978. — **M. Jean Fontaine** expose à M. le ministre du budget qu'il ressort d'un jugement du tribunal administratif de la Réunion, relatif aux droits au traitement des fonctionnaires locaux en congé en métropole et de la réponse ministérielle traitant de cette affaire insérée au Journal officiel des Débats parlementaires du 3 septembre 1977, que les dispositions d'un nouveau projet de décret permettront d'améliorer les conditions de fonctionnement des régimes de rémunération accordés au personnel de l'Etat en service dans les DOM pendant les périodes de congé afin d'éviter que les intéressés ne soient conduits à saisir les tribunaux administratifs. C'est pourquoi, en attendant la parution du décret préparé par les administrations intéressées, il lui demande de lui faire connaître si, pour toute autre période d'interruption régulière des services (congé de maladie, congé pour hospitalisation, autorisation d'absence...), dès lors que le fonctionnaire d'Etat ou des collectivités locales cesse régulièrement son service et se rend en métropole ou à l'étranger à ses frais, il doit également continuer à percevoir son traitement selon les bases en vigueur à la Réunion.

Enseignement supérieur (établissements de Paris-VI et Paris-VII).

4520. — 15 juillet 1978. — **M. Louis Mexandeau** appelle l'attention de Mme le ministre des universités sur les dangers causés par la présence de l'amiante dans les locaux des universités de Paris-VI et de Paris-VII et sur l'urgence qu'il y a à traiter de ce problème. Alors que des mesures ont été prises par la RATP concernant le flochage des revêtements utilisés dans le réseau urbain, par les PTT concernant le central Brune et par le ministre de l'éducation concernant les gymnases, toutes installations dans la fabrication desquelles l'amiante intervenait, rien n'est prévu pour résoudre définitivement le problème posé dans ces universités. Si des décrets, notamment ceux publiés au Journal officiel du 1^{er} juillet 1977 et du 23 mars 1978, régissent l'emploi des fibres d'amiante pour les locaux d'habitation ou les bâtiments nouvellement construits, aucune mesure ne précise l'obligation de réfection des locaux et bâtiments déjà construits. Il lui demande de bien vouloir rendre public le rapport préparé à cet effet par le centre scientifique et technique du bâtiment. Par ailleurs, compte tenu du fait que le danger de l'amiante ne fait plus de doute, les informations émanant du ministère de la santé des Etats-Unis d'Amérique viennent de le confirmer, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour rassurer la sécurité des personnels et des étudiants des universités de Paris-VI et Paris-VII actuellement soumis à ce danger.

Construction (universités de Paris-VI et Paris-VII : amiante).

4521. — 15 juillet 1978. — **M. Louis Mexandeau** appelle l'attention de Mme le ministre des universités sur les dangers causés par la présence de l'amiante dans les locaux des universités de Paris-VI et de Paris-VII et sur l'urgence qu'il y a à traiter de ce problème. Alors que des mesures ont été prises par la RATP concernant le flochage des revêtements utilisés dans le réseau urbain, par les PTT concernant le central Brune et par vos services concernant les gymnases, toutes installations dans la fabrication desquelles l'amiante intervenait, rien n'est prévu pour résoudre définitivement le problème posé dans ces universités. Si des décrets, notamment ceux publiés au Journal officiel du 1^{er} juillet 1977 et du 23 mars 1978 régissent l'emploi des fibres d'amiante pour les locaux d'habitation ou les bâtiments nouvellement construits, aucune mesure ne précise l'obligation de réfection des locaux et bâtiments déjà construits. Il lui demande de bien vouloir rendre public le rapport préparé à cet effet par le centre scientifique et technique du bâtiment. Par ailleurs, compte tenu du fait que le danger de l'amiante ne fait plus de doute — les informations émanant du ministère de la santé des Etats-Unis d'Amérique viennent de le confirmer — il lui demande quelles mesures il entend prendre pour assurer la sécurité des personnels et des étudiants des universités de Paris-VI et Paris-VII actuellement soumis à ce danger.

Construction (universités de Paris-VI et Paris-VII: amiante).

4522. — 15 juillet 1978. — M. Louis Mexandeau appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur les dangers causés par la présence de l'amiante dans les locaux des universités de Paris-VI et de Paris-VII et sur l'urgence qu'il y a à traiter de ce problème. Alors que des mesures ont été prises par la RATP concernant le logement des revêtements utilisés dans le réseau urbain, par les PTT concernant le central Brune et par les services du ministère de l'éducation pour les gymnases, toutes installations dans la fabrication desquelles l'amiante intervenait, rien n'est prévu pour résoudre définitivement le problème posé dans ces universités. Si des décrets, notamment ceux publiés au *Journal officiel* du 1^{er} juillet 1977 et du 23 mars 1978 régulent l'emploi des fibres d'amiante pour les locaux d'habitation ou les bâtiments nouvellement construits, aucune mesure ne précise l'obligation de réfection des locaux et des habitations déjà construits. Il lui demande de bien vouloir rendre public le rapport préparé à cet effet par le centre scientifique et technique du bâtiment. Par ailleurs, compte tenu du fait que le danger de l'amiante ne fait plus de doute, les informations émanant du ministère de la santé des Etats-Unis d'Amérique viennent de le confirmer, il lui demande quelles mesures elle entend prendre pour assurer la sécurité des personnels et des étudiants des universités de Paris-VI et de Paris-VII actuellement soumis à ce danger.

Radiodiffusion et télévision (Société française de production).

4523. — 15 juillet 1978. — M. Georges Filloud appelle l'attention de M. le ministre de la culture et de la communication sur la situation financière de la Société française de production. Selon certaines informations dont la presse s'est faite très récemment l'écho, la Société française de production accuserait un déficit important et se trouverait très prochainement en cessation de paiement. Selon les mêmes sources, le conseil des ministres du 9 août prochain devrait se saisir de cette affaire et proposer la transformation de cette société en holding financier et le départ de son président en exercice. En conséquence, il lui demande de lui indiquer dans les plus brefs délais dans quelle mesure ces informations sont exactes, de l'informer de la situation réelle de la SFP et des solutions envisagées.

Recherche scientifique (crédits de recherche de 1970 à 1977).

4524. — 15 juillet 1978. — M. Jacques Lavédrine demande à M. le Premier ministre (Recherche) de bien vouloir lui faire connaître en ce qui concerne la période 1970-1977 : 1^o le montant total des crédits de recherche dont ont bénéficié, d'une part, les universités et, d'autre part, le CNRS ; 2^o pour la même période, le montant des autres moyens publics et privés dont a disposé la recherche ; 3^o le bilan complet des résultats obtenus en matière de recherche, d'une part, par les universités et, d'autre part, par le CNRS et enfin par les autres secteurs intéressés.

Commerçants-artistes (aide spéciale compensatrice).

4527. — 15 juillet 1978. — M. Louis Le Penec expose à M. le ministre du commerce et de l'artisanat que, lors de l'établissement des dossiers de demande d'aide spéciale compensatrice, se pose souvent la question de la prise en compte des indemnités journalières, versées par une caisse de prévoyance à un commerçant ou artisan en arrêt de maladie (caisse complémentaire), pour la détermination du montant des revenus. Pour éviter une interprétation des textes variable suivant les caisses, il lui demande donc lesquels s'appliquent en l'espèce et quelles mesures sont envisagées pour rendre plus cohérente leur application. Il souligne également qu'en ce qui concerne l'aide spéciale compensatrice les commerçants ou artisans dont la carrière a été partagée entre l'agriculture et le commerce n'ont droit ni à l'IVD, ni à l'ASC (dépassement du plafond des ressources extérieures à l'activité actuelle) car les pensions de l'agriculture sont supérieures à celles attribuées dans le commerce et l'artisanat. En conséquence, il lui demande s'il ne lui apparaît pas opportun, dans de tels cas, de prévoir une prise en compte des retraites de l'agriculture limitée à 50 p. 100.

Prestations familiales (complément familial : travailleurs de la mine).

4528. — 15 juillet 1978. — M. Jacques Mellick appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la situation que connaissent actuellement les mineurs de fond en retraite, suite à la suppression pour certaines familles du salaire unique et de la majoration de salaire unique, et leur remplacement par le complément familial. En effet, le complément familial est pris en compte intégralement dans le calcul de l'article 171 du code minier

(prestations familiales complémentaires) dont bénéficient les retraités des mines, alors que la majoration de salaire unique ne l'était pas. Cette modalité de calcul contribue à diminuer les ressources financières de tous ces salariés qui, après avoir travaillé dans les conditions particulièrement dures, ont le droit de s'estimer lésés lorsqu'ils se voient dépossédés d'une partie des prestations qui leur sont dues. Il lui demande de prendre les mesures nécessaires pour remédier à cette injustice qui frappe la plupart des familles de mineurs pensionnés.

Commerçants et artisans (statuts des épouses).

4529. — 15 juillet 1978. — M. Jacques Mellick appelle l'attention de M. le ministre du commerce et de l'artisanat sur la situation actuelle des femmes de commerçants et d'artisans, particulièrement en ce qui concerne leur statut. En effet ces femmes qui travaillent en collaboration avec leur mari prennent les mêmes risques, mais en contrepartie ne bénéficient pas des mêmes pouvoirs. Les Intéressées, sur le plan social, ne possèdent en effet, aucun droit propre en matière de vieillesse et les prestations en espèces en cas de maternité, ne leur sont pas accordées. De plus, les conditions d'affiliation à la sécurité sociale, en tant que salariée du mari (notamment la preuve d'un lien de subordination) constituent un véritable obstacle à tout reconnaissance de ce statut. Cette situation se trouve encore aggravée à la suite du décès, ou d'un accident grave du mari, ou encore du fait d'un divorce, puisque toutes les années de travail auprès de leur époux ne leur permettent pas d'obtenir certaines garanties. D'autre part, sur le plan juridique, la femme de commerçant ou d'artisan n'est mentionnée ni au répertoire des métiers, ni au registre du commerce. Elle n'est ni électrice, ni éligible aux assemblées consulaires. Elle ne peut que difficilement être considérée comme salariée. Or le statut d'associée ne présente pas grand intérêt, puisque s'agissant d'une société anonyme, les époux doivent trouver cinq associés fictifs et, s'ils constituent une société à responsabilité limitée, ils ne peuvent être salariés de cette société s'ils en sont majoritaires. Une telle absence de statut, et par conséquent de garanties, est tout à fait contraire à l'exercice légitime du travail fourni par ces femmes de commerçants et d'artisans, compte tenu du fait qu'elles participent à tous les aléas de la profession. Il lui demande de prendre les mesures nécessaires pour revaloriser leur rôle, en raison de la place importante qu'elles tiennent dans l'économie de notre pays.

Pension de réversion (veuves civiles).

4530. — 15 juillet 1978. — M. Louis Besson appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la situation des veuves civiles et sur l'urgence qu'il y a à prendre les mesures nécessaires pour leur assurer la protection qu'elles sont en droit d'attendre. Il lui demande plus particulièrement quelles sont ses intentions quant à la reconnaissance effective du droit au cumul intégral d'une pension de réversion et d'un avantage propre afin que soient tenues les promesses par M. Poniatowski lors du congrès d'Aix-les-Bains de l'association nationale des veuves civiles.

Pension de réversion (veuves civiles).

4531. — 15 juillet 1978. — M. Louis Besson appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation des veuves civiles et sur l'urgence qu'il y a à prendre les mesures nécessaires pour leur assurer la protection qu'elles sont en droit d'attendre. Il lui demande plus particulièrement quelles sont ses intentions quant à la reconnaissance effective du droit au cumul intégral d'une pension de réversion et d'un avantage propre afin que soient tenues les promesses faites par M. Poniatowski lors du congrès d'Aix-les-Bains de l'association nationale des veuves civiles.

Pension d'invalidité (exploitant agricole).

4532. — 15 juillet 1978. — M. Louis Besson appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les conséquences que peut avoir l'application de la loi 75-1242 du 27 décembre 1975. Cette loi stipule notamment que le bénéficiaire d'une pension d'invalidité ne peut être accordé à un exploitant agricole que s'il n'a pas employé, au cours des cinq dernières années, plus d'un salarié ou d'un aide familial. Cette condition restrictive exclut du bénéfice de la loi précitée même de petits agriculteurs dès lors que leur exploitation repose essentiellement sur une production qui les contraint d'employer, pendant une brève saison, plusieurs aides simultanément mais très temporairement... Elle conduit à une discrimination qui paraît injustifiée entre l'agriculteur qui emploie un aide à temps complet et l'agriculteur qui emploie deux aides pendant un temps très partiel, la durée du service étant finalement moindre dans le 2^e cas que dans le premier. Il lui demande s'il ne lui paraît pas possible de

prendre les mesures qui s'imposent pour pallier ce regrettable état de fait et notamment pour interpréter le texte en cause comme visant le cas de versement de plus de 12 mois (voire même 18 mois) de salaires dans l'année quel que soit le nombre des salariés employés.

SNCF (tarif réduit : centres de vacances).

4535. — 15 juillet 1978. — **M. Jean-Pierre Chevènement** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur les mesures projetées par la SNCF concernant la suppression au 1^{er} septembre du tarif « colonie de vacances ». Une telle décision ne sera pas sans ajouter aux nombreuses difficultés financières des familles les plus modestes, comme des associations organisatrices de centres de vacances. Une telle mesure remettrait en cause l'effort en faveur de la promotion des loisirs et des vacances de très nombreux enfants et adolescents, dont les parents ne disposent que de revenus modestes. Aussi il lui demande s'il envisage de prendre des mesures compensatrices dès 1978 et *a fortiori* en 1979, pour ouvrir, notamment dans le cadre du budget du ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs, des possibilités d'aides particulières en faveur des familles et des associations.

Finances locales (frais d'inhumation des personnes décédées, sans ressources).

4536. — 15 juillet 1978. — **M. Alain Vivien** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les frais supportés par certaines communes du fait de l'inhumation de personnes hospitalisées ou hébergées sur leur territoire jusqu'au décès, lorsque les personnes en cause n'ont pas de famille susceptible de payer l'enterrement. Lorsqu'il en est ainsi, les divers régimes de sécurité sociale n'ont pas à verser de capital décès. Il lui demande si elle n'envisage pas la possibilité d'assurer l'indemnisation des communes, laquelle serait prélevée sur le capital décès inutilisé.

Finances locales (assurance volontaire des handicapés).

4537. — 15 juillet 1978. — **M. Maurice Douset** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les conséquences pour les collectivités locales de l'adhésion à l'assurance volontaire des bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés. Les dispositions du décret n° 77-551 du 23 mai 1977, mettant en application les articles 42 et 43.1 de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975, stipulent que les bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés servie par les caisses d'allocations familiales sont obligatoirement affiliés à la caisse primaire d'assurance maladie de leur lieu de résidence, s'ils ne sont pas déjà assujettis à un autre titre, et même s'ils sont déjà couverts en tant que conjoint d'assuré social. Or les frais afférents à la prise en charge de ces cotisations constituent des charges soumises à répartition entre l'Etat et les collectivités locales (départements, communes). Il lui demande s'il n'est pas envisagé de mettre fin à cette anomalie qui fait supporter des charges supplémentaires de cotisations aux départements et communes sans améliorer la couverture sociale des intéressés.

Conventions collectives (centres de lutte contre le cancer).

4538. — 15 juillet 1978. — **M. Laurent Fabius** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la situation du personnel du centre Henri-Becquerel, dans l'agglomération rouennaise. Le personnel a pris connaissance, avec stupeur et indignation, de l'arrêté paru au *Journal officiel* du 18 juin 1978, concernant plusieurs articles et avenants de la convention collective des centres de lutte contre le cancer. Cette convention collective avait été signée en 1971, en présence d'un représentant du ministère de la santé, entre les représentants patronaux et syndicaux. Le personnel du centre Henri-Becquerel remarque que les avenants incriminés datent de 1971 et 1976 et ont été mis en application depuis plus de deux ans par la direction du centre, après avis favorable de la DASS. La suppression brutale et autoritaire de ces articles aboutirait à une réduction de 22,21 p. 100 du salaire de chaque employé (à une période où la liberté des prix ne fait que réduire le pouvoir d'achat), avec restriction supplémentaire pour les cadres, il lui demande quelles mesures elle envisage de prendre d'urgence afin de remédier à cette situation inacceptable.

Entreprises industrielles et commerciales (société Procédès à Bourgoin-Jallieu (société mère)).

4539. — 15 juillet 1978. — **M. Louis Mermaz** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur la situation de la société Procédès à Bourgoin-Jallieu. Cette société qui est la seule entreprise à fabriquer en France des produits cellulose isolants est devenue

en 1972 filiale à 100 p. 100 de la société suisse Weidmann. La politique de la société Weidmann a déjà entraîné en 1977 le licenciement de 23 personnes chez Procédès à Bourgoin-Jallieu. Le personnel de l'entreprise qui comprend aujourd'hui 90 salariés redoute que les conséquences d'un contrôle fiscal et douanier dont a fait l'objet la société mère en 1977 ne l'amènent à prendre des mesures qui conduiraient à court terme au démantèlement de Procédès. La disparition de cette activité elle-même très liée à celle d'une autre entreprise berjalienne, la société Voisin-Pascal, aurait de très graves conséquences sur l'emploi dans cette ville où l'activité est déjà gravement touchée. Il lui demande par quelle mesure les pouvoirs publics peuvent intervenir pour sauvegarder une activité qui occupe une place originale dans l'industrie française et qui pourrait très certainement voir son expansion assurée en dehors de liens avec la société mère actuelle.

Aides ménagères (conditions de bénéfice des prestations d'aide ménagère).

4540. — 15 juillet 1978. — **M. Henri-Michel** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les conditions mises au service des prestations d'aide ménagère. Il lui rappelle que depuis 1972 le plafond de ressources pour une personne isolée a progressé très nettement moins vite que le SMIC et se situe actuellement à moins de 63 p. 100 de celui-ci alors qu'il atteignait ce pourcentage en 1972. Par ailleurs, il paraîtrait indispensable de mettre en place une catégorie supplémentaire de bénéficiaires de l'aide ménagère qui pourraient participer au financement du service procuré au prix qu'ils auraient à payer s'ils réglaient directement les personnes qui les aident. Pourraient figurer dans cette catégorie les personnes qui remplissent les conditions d'âge et de ressources admises par l'URSSAF pour bénéficier de l'exonération de la cotisation dite patronale. Sans régler tous les problèmes, ces mesures iraient dans le sens d'une amélioration du système en vigueur, donnant plus de temps pour une réforme profonde de l'aide sociale et de cette forme particulière qu'est l'aide ménagère en particulier. Il lui demande en conséquence si elle a l'intention de procéder rapidement au règlement du plafond d'attribution et à la mise en place de cette catégorie supplémentaire de bénéficiaires.

Assurances vieillesse (agents des syndicats mixtes).

4541. — 15 juillet 1978. — **M. Jacques-Antoine Gau** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** les termes de sa question écrite n° 39436 en date du 19 juillet 1977 au sujet de la situation inadmissible où se trouvent les personnels des syndicats mixtes au regard de leur affiliation aux caisses de retraite. Il lui rappelle les termes de sa circulaire n° 75-618 du 5 décembre 1975 qui précise que lorsqu'un syndicat mixte comprend parmi ses membres un département, son personnel ne peut se voir appliquer le statut du personnel communal et son statut doit être celui du personnel du département siège du syndicat. En se fondant sur les termes de sa réponse à cette même question écrite, dans laquelle il l'informait que les agents de syndicats mixtes n'ayant pas de carrière industrielle ou commerciale, investis d'un emploi permanent, sont régis par le droit public et ressortissent à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales — réponse qui faisait état d'un avis émis par le Conseil d'Etat —, il lui signale que cette caisse refuse d'appliquer la circulaire du 5 décembre 1975 et soulève d'autre part des difficultés d'application concernant l'avis du Conseil d'Etat. Il proteste contre le fait que des personnels de tous les syndicats mixtes titularisés depuis près de seize mois ne peuvent cotiser à aucune caisse de retraite et il lui demande dans quel délai pourront être surmontées les difficultés d'application soulevées par le CNRACL qui retardent d'autant l'affiliation normale de ces fonctionnaires à une caisse de retraite, ce qui est pourtant un droit élémentaire.

Spectacles (tauromachie).

4542. — 15 juillet 1978. — **M. Gilbert Sènes** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la situation des toreros professionnels français. Si, en vertu des articles L. 762-1, L. 342-2 et R. 364-2 du code du travail, les toreros bénéficient des dispositions relatives à la protection de la main-d'œuvre nationale, il conviendrait, pour que ces textes s'appliquent effectivement, que les services du ministère du travail fixent officiellement par arrêté la proportion minimale d'artistes français devant participer aux spectacles taurins, seule possibilité de briser le monopole séculaire que font peser sur le marché du travail taurin les organisateurs espagnols. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à une situation préjudiciable pour la tauromachie nationale.

Permis de construire (Haut-Rhin).

4543. — 15 juillet 1978. — **M. Raymond Forni** rappelle à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** que, par décision en date du 3 mai 1978, le tribunal administratif a annulé un permis de construire obtenu par un citoyen de la commune de Grentzingen pour cause de détournement de pouvoirs. Il lui demande comment il entend mettre fin aux interventions répétées effectuées par un certain nombre de personnalités haut-rhinoises qui conduisent les autorités administratives à délivrer des autorisations ou à prendre des arrêtés contraires aux règlements et loi en vigueur. Il lui demande quelles instructions il entend donner à ses services pour l'exécution de ce jugement.

Assurances maladie maternité (cotisations des artisans retraités).

4544. — 15 juillet 1978. — **M. Pierre Joxe**, appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les faits suivants : la loi du 27 décembre 1973, dite « loi d'orientation du commerce et de l'artisanat » a prévu l'harmonisation du régime d'assurance maladie des travailleurs non salariés avec le régime général de la sécurité sociale. Cette harmonisation permettrait l'exonération totale des cotisations d'assurance maladie que doivent verser les artisans retraités. Depuis 1973, les artisans attendent toujours la réalisation effective de cette mesure dont, seuls, pour l'instant, peuvent bénéficier les retraités dont les ressources ne dépassent pas un plafond régulièrement révisé. Il lui demande dans quel délai le principe consacré par la loi de 1973 rentrera en application.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (V 120 et V 240).

4545. — 15 juillet 1978. — **M. Jacques Antoine Gau** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les conséquences de la procédure de création de postes dans les hôpitaux, les établissements tels les V 120 et V 240 notamment. Le système actuel autorise en effet des modifications calculées en pourcentage de l'effectif existant. Il conduit en conséquence à la pérennisation des situations les plus défavorables. Il lui demande en conséquence quelles mesures elle compte prendre pour remédier à cette rigidité et à ces inconvénients.

Coopération culturelle et technique (Côte-d'Ivoire).

4546. — 15 juillet 1978. — **M. Alain Vivien** appelle l'attention de **M. le ministre de la coopération** sur le décret modifiant le régime de rémunération de certains personnels en poste à l'étranger et en particulier en Côte-d'Ivoire. Il lui demande : 1° les raisons pour lesquelles l'indemnité d'expatriation des conjoints rémunérés par le ministère de la coopération et celle des agents recrutés localement a été minorée par ce décret ; 2° les initiatives qu'il compte prendre afin de pallier la baisse du nombre des coopérants que va entraîner l'adoption d'une telle mesure.

Enfance inadaptée (fraîs de transport individuel des élèves et étudiants).

4547. — 15 juillet 1978. — **M. André Petit** expose à **M. le ministre de l'éducation** qu'en vertu de l'article 8 de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées, les frais de transport individuel des élèves et étudiants handicapés vers les établissements scolaires et universités rendus nécessaires du fait de leur handicap sont supportés par l'Etat. On constate en fait que, si le décret n° 77-864 du 22 juillet 1977 permet aux parents qui utilisent les services d'un tiers rémunéré d'être totalement remboursés de ces frais, il n'en est pas de même lorsque les parents se chargent eux-mêmes du transport de leur enfant. Ils sont loin, dans ce cas, d'être indemnisés du surcoût du transport individuel, bien que le prix de revient soit très largement inférieur à celui demandé par un tiers. Il lui cite, à titre d'exemple, le cas d'un enfant atteint d'une arthrodèse vertébrale avec instrumentation de Harrington qui ne peut utiliser les transports en commun et dont l'état nécessite l'usage d'une voiture de grande habitabilité. Il doit être accompagné de deux personnes pour le transporter étant donné qu'il est en voiture roulante. Le transport en ambulance aurait coûté pour un trimestre une somme d'environ 10 500 francs. Afin d'éviter une telle dépense, les parents ont effectué eux-mêmes le transport de leur fils. Le décret du 22 juillet 1977 stipule que le remboursement des frais de transport s'opère sur la base du tarif kilométrique moyen applicable aux usagers des lignes régulières de

transport routier du département d'implantation de l'établissement. L'administration fiscale fixe à 0,80 franc le prix de revient kilométrique d'une voiture telle que celle utilisée, ce qui amène au chiffre de 2 624 francs, étant donné que la distance parcourue aller et retour est de 3 280 kilomètres pour le trimestre. Cette somme est largement inférieure au prix que coûterait une ambulance. Or, le montant du remboursement proposé aux parents est de 326,03 francs, soit 0,099 franc/kilomètre. Il semble que, dans un cas de ce genre, le calcul devrait être effectué sur le tarif applicable aux deux transporteurs et au transporté, soit trois personnes. Il serait nécessaire également de tenir compte du retour au point de départ. Il lui demande s'il n'envisage pas de modifier le décret du 22 juillet 1977 ou de donner toutes instructions utiles, afin que les parents qui se chargent eux-mêmes du transport de l'enfant handicapé ne se trouvent pas pénalisés par rapport à ceux qui utilisent les services d'un tiers rémunéré, ce qui constitue une incitation pour les intéressés à se décharger de leurs responsabilités et entraîne une dépense plus importante pour la collectivité.

Bourses et allocations d'études (élèves handicapés).

4548. — 15 juillet 1978. — **M. André Petit** rappelle à **M. le ministre de l'éducation** que l'article 1^{er} de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées prévoit que l'éducation, la formation et l'orientation professionnelle du mineur et de l'adulte handicapés physiques, sensoriels ou mentaux, constituent une obligation nationale. Or, dans certains cas particuliers, l'aide apportée aux parents est tout à fait en disproportion avec les dépenses considérables qu'ils doivent supporter. Il lui cite le cas d'un enfant âgé de 18 ans, gravement handicapé, qui a réussi à surmonter de nombreuses difficultés pour suivre une classe de mathématiques supérieures. Aucun lycée n'ayant pu l'accueillir, faute de conditions d'internat correspondant à son état de santé, et à son handicap, les parents ont été obligés de l'inscrire dans une école privée où ils ont à régler une pension trimestrielle de 4 062 francs, au lieu de 1 000 francs environ dans un lycée d'Etat. Ils doivent, en outre, envisager l'aide d'une secrétaire pour la rédaction des compositions et des épreuves de concours. Or, en raison de l'insuffisance des plafonds de ressources fixés pour l'attribution des bourses, toutes leurs demandes tendant à obtenir, soit une bourse nationale, soit une bourse exceptionnelle, soit une bourse d'adaptation, ont été rejetées. Il lui demande si, dans la fixation du plafond de ressources pour l'attribution des bourses d'enseignement, le handicap d'un enfant ne devrait pas entrer largement en ligne de compte.

Enfance inadaptée (directeurs d'établissements spécialisés).

4549. — 15 juillet 1978. — **M. Jean-Louis Schneller** rappelle à **Mme le ministre de la santé et de la famille** qu'en vertu de l'article 5 de la loi n° 77-1458 du 29 décembre 1977 relative à certains personnels exerçant dans les établissements spécialisés pour enfants et adolescents handicapés « la possession des titres requis pour diriger un établissement d'enseignement n'est pas exigée pour la nomination, en qualité de directeur des établissements visés à l'article 5-1 2° et 3° de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975, des personnes justifiant de diplômes dont la liste est fixée par arrêté du ministre de l'éducation et du ministre de la santé ». Il lui signale qu'à ce jour, aucun arrêté n'a encore fixé la liste de ces diplômes. L'arrêté du 25 mars 1977, publié antérieurement à la loi du 29 décembre 1977, établit effectivement une assimilation à la « qualification exigée pour diriger un établissement donnant un enseignement de même nature et de même degré » (que l'établissement dirigé) de tous « diplômes ou certificats de capacité qualifiant pour l'exercice des professions d'éducateur spécialisé... etc. ». D'autre part, le décret n° 78-429 du 20 mars 1978 modifiant les annexes 24 et 24 bis du décret du 9 mars 1956 modifié prévoit que le directeur « doit enfin posséder la qualification qui est requise par les textes en vigueur pour diriger un établissement donnant un enseignement de même nature et de même degré que l'établissement qu'il est appelé à diriger, ou la qualité de docteur en médecine, ou bien être titulaire d'un diplôme ou certificat de capacité qualifiant pour l'exercice de la profession d'éducateur spécialisé ». Il serait souhaitable que, d'une part, soient établies avec précision les conditions de reconnaissance de la qualification d'éducateur spécialisé résultant des accords ARSEA-ANEI et que, d'autre part, les diplômes d'éducateur spécialisé antérieurs à l'institution du diplôme d'Etat soient effectivement reconnus comme « qualifiant pour l'exercice de la profession d'éducateur spécialisé ». De cette sorte, la déclaration d'ouverture des classes privées, le contrat simple d'agrément d'enseignement privé, la responsabilité pédagogique des classes, resteraient de la compétence du directeur d'établissement. Il lui demande si elle n'a pas l'intention de publier rapidement les textes nécessaires à cet effet.

Enfance inadoptée (directeurs d'établissements spécialisés).

4550. — 15 juillet 1978. — **M. Jean-Louis Schnelker** rappelle à **M. le ministre de l'éducation** qu'on vertu de l'article 5 de la loi n° 77-1458 du 29 décembre 1977 relative à certains personnels exerçant dans les établissements spécialisés pour enfants et adolescents handicapés « la possession des titres requis pour diriger un établissement d'enseignement n'est pas exigée pour la nomination, en qualité de directeur des établissements visés à l'article 5-1 2° et 3° de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975, des personnes justifiant de diplômes dont la liste est fixée par arrêté du ministre de l'éducation et du ministre de la santé ». Il lui signale qu'à ce jour, aucun arrêté n'a encore fixé la liste de ces diplômes. L'arrêté du 25 mars 1977, publié antérieurement à la loi du 29 décembre 1977, établit effectivement une assimilation à la « qualification exigée pour diriger un établissement donnant un enseignement de même nature et de même degré » (que l'établissement dirigé) de tous « diplômes ou certificats de capacité qualifiant pour l'exercice des professions d'éducateur spécialisé... », etc. ». D'autre part, le décret n° 78-429 du 20 mars 1978 modifiant les annexes 24 et 24 bis au décret du 9 mars 1956 modifié prévoit que le directeur « doit enfin posséder la qualification qui est requise par les textes en vigueur pour diriger un établissement donnant un enseignement de même nature et de même degré que l'établissement qu'il est appelé à diriger, ou la qualité de docteur en médecine, ou bien être titulaire d'un diplôme ou certificat de capacité qualifiant pour l'exercice de la profession d'éducateur spécialisé ». Il serait souhaitable que, d'une part, soient établies avec précision les conditions de reconnaissance de la qualification d'éducateur spécialisé résultant des accords ARSEA-ANEJI et que, d'autre part, les diplômes d'éducateur spécialisé antérieurs à l'institution du diplôme d'Etat soient effectivement reconnus comme « qualifiant pour l'exercice de la profession d'éducateur spécialisé ». De cette sorte, la déclaration d'ouverture des classes privées, le contrat simple d'agrément d'enseignement privé, la responsabilité pédagogique des classes, resteraient de la compétence du directeur d'établissement. Il lui demande s'il n'a pas l'intention de publier rapidement les textes nécessaires à cet effet.

Fonds régional européen (aides à la région Rhône-Alpes).

4551. — 15 juillet 1978. — **M. Emmanuel Hamel** informe **M. le ministre des affaires étrangères** que la publication de la répartition territoriale des aides du fonds régional européen en 1975, 1976 et 1977 fait apparaître à l'encontre de la région Rhône-Alpes une discrimination et une défaveur incompréhensible pour qui sait les graves difficultés actuelles et les perspectives préoccupantes de l'emploi dans cette région dont une proportion élevée de grandes entreprises sont particulièrement atteintes par la crise mondiale, la concurrence des pays en voie de développement, les restructurations de nombreuses branches de l'économie nationale. Il lui demande : 1° pourquoi, par l'effet de quelles causes politiques, psychologiques, administratives ou économiques, sur 496 interventions du fonds régional européen en France au cours des trois dernières années, 19 seulement ont bénéficié à la région Rhône-Alpes ; 2° comment il a été possible que sur un montant total de un milliard soixante-quatorze millions de francs d'aide, du fonds régional européen de 1975 à 1977, la région Rhône-Alpes n'en ait reçu que 19,7 millions de francs ; 3° les raisons pour lesquelles le fonds régional européen a financé 14 opérations d'infrastructures en Bretagne, 17 en Aquitaine, 31 dans les pays de la Loire, 33 en Midi-Pyrénées, 21 dans le Limousin, etc. et aucune dans la région Rhône-Alpes de 1975 à 1977 ; 4° quels efforts il compte accomplir auprès de la Communauté européenne pour que soit compensée au cours des trois prochaines années par une répartition plus équitable des crédits du fonds régional européen l'injustice dont la région Rhône-Alpes a été victime au cours des trois dernières années.

Régimes pénitentiaires (étrangers en voie d'expulsion).

4552. — 15 juillet 1978. — **M. Raymond Forni** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur une circulaire commune en date du 21 novembre 1977 de **M. le ministre de la justice** et de **M. le ministre de l'intérieur** qui a institué un régime de détention en établissement pénitentiaire des étrangers en voie d'expulsion et fixé les procédures réglant cette détention et sa durée. En utilisant la circulaire pour déterminer ces deux points dont seule, aux termes de la Constitution, la loi pouvait décider, le Gouvernement a porté une atteinte particulièrement grave à la Constitution et à des principes que chacun croyaient fermement acquis. En effet, la Constitution et le régime des libertés individuelles issus de la déclaration des droits de l'homme prévoit que nul ne peut être détenu sans une loi qui définit les actes punissables et les peines encourues. Un juge, c'est-à-dire la possibilité d'être

assisté d'un avocat et d'exercer les voies de recours, applique cette loi. Aucune de ces garanties ne subsistent, la loi est devenue circulaire, le juge un représentant du pouvoir exécutif (ministre ou préfet). Il lui demande : si le Gouvernement a l'intention de retirer cette circulaire avant même que les recours administratifs engagés aboutissent ; si le Gouvernement a l'intention de déposer un projet de loi afin que le Parlement se prononce sur cette matière dont il aurait dû être saisi dès l'origine.

Régimes pénitentiaires (étrangers en voie d'expulsion).

4553. — 15 juillet 1978. — **M. Raymond Forni** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur une circulaire commune en date du 21 novembre 1977 de **M. le ministre de la justice** et de **M. le ministre de l'intérieur** qui a institué un régime de détention en établissement pénitentiaire des étrangers en voie d'expulsion et fixé les procédures réglant cette détention et sa durée. En utilisant la circulaire pour déterminer ces deux points dont seule, aux termes de la Constitution, la loi pouvait décider, le Gouvernement a porté une atteinte particulièrement grave à la Constitution et à des principes que chacun croyaient fermement acquis. En effet, la Constitution et le régime des libertés individuelles issus de la déclaration des droits de l'homme prévoit que nul ne peut être détenu sans une loi qui définit les actes punissables et les peines encourues. Un juge, c'est-à-dire la possibilité d'être assisté d'un avocat et d'exercer les voies de recours, applique cette loi. Aucune de ces garanties ne subsistent : la loi est devenue circulaire, le juge un représentant du pouvoir exécutif (ministre ou préfet). Il lui demande : si le Gouvernement a l'intention de retirer cette circulaire avant même que les recours administratifs engagés aboutissent ; si le Gouvernement a l'intention de déposer un projet de loi afin que le Parlement se prononce sur cette matière dont il aurait dû être saisi dès l'origine.

Baux de locaux d'habitation (majorations de loyers).

4554. — 15 juillet 1978. — **M. Gabriel Péronnet** demande à **M. le ministre de l'économie** si les dispositions prévues par la loi n° 77-1457 du 29 décembre 1977 concernant la limitation des majorations de loyers sont applicables au cas suivant. Dans un immeuble collectif (60 appartements), le propriétaire a consenti des baux de 3 ans et ce depuis le 11 novembre 1963. Ces baux sont renouvelés pour des périodes de 3 ans et le loyer est fixé au moment du renouvellement et reste identique durant ladite période. Cependant, les loyers sont révisés à la même date pour tous les locataires, quelle que soit leur date d'entrée. Les loyers ont changé le 11 novembre 1969, le 11 novembre 1972, le 11 novembre 1975 ; la prochaine révision interviendra le 11 novembre 1978. Au 11 novembre 1978, un bail expirant à cette date, dont le loyer est resté inchangé du 11 novembre 1975 au 11 novembre 1978 pourra-t-il être renouvelé sans limitation sur le prix du loyer. De même, dans un autre immeuble dont les baux ont été identiques mais le départ ayant été 1962, un bail qui a expiré le 11 novembre 1977 (le loyer est resté inchangé du 11 novembre 1974 au 11 novembre 1977) pourra-t-il être renouvelé avec un loyer sans limitation. Il y a lieu de préciser que les fixations de loyers aux périodes ci-dessus étaient établies en prenant pour référence les indices du coût de la construction publiés par l'INSEE mais limités à 70 p. 100.

Spectacles (cirque).

4555. — 15 juillet 1978. — **M. Gabriel Péronnet** demande à **M. le ministre de la culture** devant la grave crise que traverse le cirque français de faire connaître les mesures qu'il compte prendre en vue de sauver cette forme incomparable d'activité artistique comme l'ont déjà fait d'autres pays qui ont compris la nécessité de lui venir en aide.

Prestations familiales (apprentis).

4556. — 15 juillet 1978. — **M. Herri Ferretti** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la famille** sur les difficultés que peuvent rencontrer des familles dont des enfants se trouvent en apprentissage. En effet, le salaire minimum d'apprenti durant le 4^e semestre de son apprentissage est fixé à 45 p. 100 du salaire minimum de croissance (SMIC). Suivant les tarifs en vigueur au 1^{er} mai 1978 le jeune effectuant le maximum d'heures de travail légal, soit 45 heures hebdomadaires perçoit donc un salaire mensuel brut de 941,95 francs soit 870,96 francs net. Le décret n° 78-30 du 10 janvier 1978 a fixé à 818 francs le plafond du salaire mensuel net à ne pas dépasser pour bénéficier du versement des prestations familiales. En conséquence, l'application des deux dispositions susvisées entraîne pour les intéressés une perte des allocations familiales qui est sans commune mesure avec le dépassement

constaté par rapport au plafond fixé. Par exemple, un foyer ayant deux enfants de moins de 18 ans, dont l'un est en 4^e semestre d'apprentissage et perçoit donc le salaire de 870,96 francs net perdra pour un dépassement de 52,96 francs un montant d'allocations familiales de 179,96 francs. Cette perte mensuelle passera à 202,66 francs pour les familles de 3 et 4 enfants et se stabilisera à 269,94 francs à partir du 5^e enfant à charge. Il s'agit là d'une illustration particulière des conséquences navrantes de ce qu'il est convenu d'appeler les effets de seuil. Il lui demande si elle entend proposer une solution à ce qui constitue un problème d'autant plus aigu qu'à l'heure actuelle la politique gouvernementale tend à encourager et à juste titre l'emploi et en particulier la relance de l'apprentissage.

Associations (économies d'énergie).

4557. — 15 juillet 1978. — M. Francisque Perrut demande à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie s'il ne peut envisager de faire accorder aux associations loi 1901 la bénéfice du décret réglementant l'aide aux particuliers pour les travaux visant à l'amélioration des conditions de vie et à l'économie d'énergie. C'est le cas par exemple d'une association ayant fait procéder à l'installation de l'eau chaude solaire dans une maison familiale de vacances.

Anciens combattants (« mort pour la France »).

4558. — 15 juillet 1978. — M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset demande à M. le ministre des anciens combattants quelles sont à l'heure actuelle les conditions pour l'attribution du titre « mort pour la France » et s'il ne compte pas généraliser cette mention chaque fois que le décès d'un combattant est survenu en service commandé.

Assurances maladie - maternité (ticket modérateur : travailleurs indépendants).

4559. — 15 juillet 1978. — M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset expose à M. le ministre des anciens combattants que l'assuré social ou agricole, titulaire d'une pension militaire d'invalidité est exonéré du ticket modérateur, pour les soins autres que ceux pour lesquels il est pensionné ; c'est-à-dire remboursé à 100 p. 100. Il lui demande s'il n'envisagerait pas de faire bénéficier de la même mesure les travailleurs indépendants.

Assurances automobiles (indemnisation).

4560. — 15 juillet 1978. — M. François Leizour attire l'attention de M. le ministre de l'économie sur une correspondance qu'il a reçue concernant la situation faite à certaines victimes d'accidents de la route et qui subissent un sérieux préjudice matériel lorsque leur voiture n'est que peu ou plus du tout « cotée à l'Argus ». Effectivement, il se produit ainsi chaque jour des cas où le propriétaire d'une voiture en très bon état, bien entretenue, se voit placé dans l'impossibilité de faire réparer son véhicule lorsque les frais de réparation dépassent le prix dit « de l'Argus » auquel se réfèrent les compagnies d'assurances et leurs experts. C'est ainsi, même s'il y a une assurance « tous risques ». On a vu le cas de propriétaires de voitures impeccablement tenues, ayant plus de dix ans, subir des dégâts pour des milliers de francs et n'avoir droit à aucune indemnisation, bien que n'étant pas responsables de l'accident. Le plus souvent ceux qui sont ainsi gravement lésés ont une condition de vie si modeste qu'il n'est pas question pour eux d'engager les frais de remise en état, ni, évidemment d'acheter une autre voiture. Il lui demande s'il envisage de faire étudier le problème et un moyen légal de donner droit à dédommagement aux personnes concernées.

Service national (appelés de la caserne Valdahon).

4561. — 15 juillet 1978. — M. Guy Hermier attire l'attention de M. le ministre de la défense sur les mesures répressives prises à l'encontre d'une trentaine de soldats de la caserne Valdahon. La plupart d'entre eux ont été mis aux arrêts pour trente jours pour avoir signé la pétition réclamant la gratuité des transports. Deux soldats ont été encore plus durement sanctionnés : soixante jours d'arrêts de rigueur. La sécurité militaire semble pénaliser ainsi leurs opinions politiques. Le cas de ces appelés n'est malheureusement pas isolé. Cette répression est incontestablement une atteinte grave à la liberté d'expression. Elle indique que les appelés ne sont pas considérés par le pouvoir comme des citoyens à part entière et qu'ils n'ont pas le droit de s'exprimer sur leur sort.

Le bénéfice des libertés acquises par le peuple français doit être accordé aux militaires comme aux civils. En conséquence, il lui demande de prendre de toute urgence les dispositions nécessaires pour lever les sanctions frappant ces appelés et pour permettre aux soldats du contingent de bénéficier de la gratuité des transports.

Musique (conservatoire de Gennevilliers (Seine-Saint-Denis)).

4563. — 15 juillet 1978. — M. Jacques Brunhes attire l'attention de M. le ministre de la culture et de la communication sur les faits suivants : le nouveau conservatoire que va ouvrir en 1978 la ville de Gennevilliers, bien qu'il ait coûté plus de 7 millions de francs au budget municipal, n'a été l'objet d'aucune aide de l'Etat. La conception hardie d'un certain nombre d'équipements de ce conservatoire — notamment un atelier électro-acoustique, chose trop rare en notre pays — se trouve handicapée par la carence d'une aide que devrait pouvoir obtenir une telle initiative, demande appuyée de surcroît par la population qui a largement pétitionné pour obtenir ce concours de l'Etat défilant tant au niveau de l'investissement de base que de l'équipement et du fonctionnement. Ce conservatoire, implanté dans une population à forte densité ouvrière, a la double caractéristique d'une large ouverture pédagogique — au moment où l'enseignement musical est devenu inexistant dans l'école publique — et d'avoir conquis un public musical très important. Il lui demande de prévoir dans le budget des affaires culturelles des moyens permettant aux communes de n'être pas contraintes de couper la dimension moderne et nécessaire de tels efforts mais d'apporter au contraire un concours efficace de moyens donnant un contenu véritable aux promesses faites concernant le développement de la vie musicale.

Théâtres (Gennevilliers (Seine-Saint-Denis)).

4564. — 15 juillet 1978. — M. Jacques Brunhes attire l'attention de M. le ministre de la culture et de la communication sur la situation faite au théâtre de Gennevilliers dont les ressources principales sont constituées depuis quatorze ans par le soutien financier et matériel apporté avec constance par le conseil municipal de cette ville malgré l'absence d'une reconnaissance statutaire garantissant de façon sûre et pluriannuelle un niveau suffisant d'aide de l'Etat. Cette équipe — malgré toute l'audience acquise — se trouve actuellement dans des difficultés considérables pour poursuivre son travail de création, à l'instar d'autres équipes qui se trouvent dans une situation similaire. M. Jacques Brunhes estime qu'il n'est pas possible de laisser se dégrader de telles situations qui portent un grave préjudice à des hommes et des équipes qui voient ainsi remettre en question leur raison d'être et le capital de recherches qu'elles ont accumulées et dont s'honore la vie théâtrale contemporaine de notre pays. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette criante insuffisance et des moyens mis à la disposition des créateurs et des garanties à leur donner pour leur assurer un minimum de continuité dans leur travail.

Enseignement artistique (école municipale des arts plastiques E. Manet à Gennevilliers (Seine-Saint-Denis)).

4565. — 15 juillet 1978. — M. Jacques Brunhes tient à attirer l'attention de M. le ministre de la culture et de la communication non seulement sur les insuffisances criantes des moyens donnés à l'enseignement des arts plastiques et sur la précarité de la situation d'ensemble des écoles d'art, mais encore sur la carence totale de l'Etat à l'endroit des écoles municipales. C'est le cas de l'école municipale d'arts plastiques Edouard-Manet à Gennevilliers qui poursuit depuis dix ans un travail important dans l'ignorance absolue des pouvoirs publics sauf lorsqu'il s'agit du côté des diverses institutions d'Etat de reconnaître avec éloges l'intérêt éducatif que présente une telle école. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre à l'égard de telles initiatives — qui prennent d'autant plus d'importance qu'elles s'adressent à une population laborieuse et dans une carence totale de tout enseignement artistique à l'école publique — pour qu'elles reçoivent de l'Etat le minimum d'aide qu'elles seraient en droit d'attendre à partir de crédits décents attribués au budget des enseignements artistiques.

Agents communaux (cadres A et B).

4566. — 15 juillet 1978. — M. Gilbert Millet expose à M. le ministre de l'intérieur la résolution suivante émanant des cadres communaux : la commission exécutive nationale de l'union syndicale nationale des ingénieurs cadres et techniciens communaux CGT réunie les 8 et 9 juin à Grenoble a examiné les conditions de vie, de travail, de rémunération et les revendications des cadres A et B : avec seulement 10 p. 100 le taux d'encadre-

ment de la fonction communale est l'un des plus faibles parmi les différentes branches professionnelles ; il manque 100 000 emplois dans les collectivités locales pour répondre aux besoins du service public d'aujourd'hui. Dans le même temps, les budgets des communes sont en difficulté ; les transferts de charges, le paiement de la TVA et une fiscalité injuste continuent d'exister. Face à cette situation qui s'aggrave, aussi bien pour les personnels que le service public, le pouvoir répond par des augmentations massives des tarifs publics, par des propositions de transferts de revenus des cadres sur les petites catégories et des formules qui, sous des apparences « progressistes » visent en fait à remettre en cause des acquis de longues luttes. Il lui demande en conséquence, quelles mesures il entend prendre pour permettre à cette catégorie de fonctionnaires de répondre aux besoins du service public comme elle le souhaite.

Education physique et sportive (chargés d'enseignement).

4567. — 15 juillet 1978. — M. Vincent Porelli attire l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la situation judiciaire des chargés d'enseignement de l'éducation physique et sportive qui demandent l'alignement de leurs indices sur ceux des chargés d'enseignement de l'éducation. L'écart judiciaire (des indices nouveaux, puis des indices nouveaux majorés) est passé, entre décembre 1968 et décembre 1977, de moins 34 points à moins 24 points (avec un écart de moins 38 points en 1972), soit une amélioration temporaire de 10 points. Ce corps de fonctionnaires est un corps en voie d'extinction : en effet, au cours des sept dernières années, le nombre des chargés d'enseignement d'éducation physique et sportive a diminué de 78. Le processus d'extinction, par mise à la retraite ou par décès, ne fera que s'accroître dans les cinq années à venir. L'indice de début de carrière (306) correspond à celui des chargés d'enseignement. Par contre, l'indice de fin de carrière (599) correspond à celui des adjoints d'enseignement, non chargés d'enseignement. Il lui demande en conséquence, quelles mesures il entend prendre pour mettre fin à cette anomalie, en procédant au réajustement des indices et en incluant l'indemnité compensatrice dans leurs traitements.

Charges sociales (salariés employant des nourrices ou gardiennes d'enfants).

4569. — 15 juillet 1978. — Mme Jacqueline Chonavel attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur les problèmes que soulève actuellement l'application des textes de sécurité sociale concernant le paiement des cotisations par les salariés qui ont recours à des nourrices ou gardiennes d'enfants. Ceux-ci, assimilés à des employeurs sont dans l'obligation de verser des cotisations dont le montant, qui s'ajoute aux frais de garde, constitue une lourde charge, tout particulièrement pour les travailleurs aux revenus modestes. Une instruction ministérielle avait demandé à l'agence centrale des organismes de sécurité sociale d'inviter les URSSAF « à ne procéder à aucune recherche systématique des débiteurs de cotisations en cause, et à s'abstenir de toute action de mise en recouvrement » dans l'attente des résultats d'une étude en cours. Malgré ces instructions, certaines personnes se voient actuellement réclamer des cotisations et majorations de retard avec menaces de recouvrement forcé. En conséquence, elle lui demande de prendre toutes dispositions pour empêcher toute action de mise en recouvrement, et pour que l'Etat assure un financement de la sécurité sociale garantissant les droits des nourrices et gardiennes d'enfants.

HLM (société coopérative de production d'HLM Pro-Construire).

4570. — 15 juillet 1978. — M. Guy Ducoloné attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la situation présente des souscripteurs de la Société coopérative de production d'habitations à loyers modérés Pro-Construire. Par suite d'irrégularités et de détournements de fonds le ministère de l'environnement et du cadre de vie et le secrétariat d'Etat ont prononcé la suspension du conseil d'administration. Un administrateur provisoire a été nommé. Mais, alors qu'à l'origine des promesses de livraison des logements avaient été faites, le chantier a été stoppé durant plusieurs mois. Pendant ce temps, les frais pour les 130 souscripteurs se sont accumulés. Les travaux viennent de reprendre, mais les intéressés risquent de se voir demander des sommes nouvelles compte tenu de la hausse des prix. C'est pourquoi, il lui demande de bien vouloir examiner à nouveau le dossier et qu'une aide particulière puisse être apportée aux souscripteurs — tous de conditions modestes — afin qu'ils n'aient pas à supporter les conséquences du trou financier et des négligences administratives des anciens dirigeants.

Voyageurs, représentants, placiers (payés à la commission).

4571. — 15 juillet 1978. — M. Guy Ducoloné signale à M. le ministre du travail et de la participation la situation particulièrement difficile dans laquelle se trouvent certains VRP payés à la commission. Nombre d'entre eux, du fait de la crise économique ont vu leur salaire considérablement réduit pour atteindre des sommes ridiculement faibles. L'un d'eux n'a gagné que 490 francs pour un trimestre. De cette somme, il convient de retirer environ 30 p. 100 de frais professionnels. Ces personnes cotisent à l'assurance chômage, mais ne peuvent bénéficier de l'allocation de chômage partiel. En effet, ils ne sont pas formellement privés partiellement de leur emploi, leur horaire n'est pas formellement réduit. Mais il n'empêche que leur salaire est fortement réduit. Aussi, il lui demande de bien vouloir examiner la situation de ces VRP payés à la commission, afin que puissent être prises en compte, en vue d'une indemnisation, les pertes réelles de salaires subies du fait de la crise économique.

Finances locales (Meilhards, Reygade et Seilhac (Corrèze)).

4572. — 15 juillet 1978. — M. Jacques Chaminade rappelle à M. le ministre de l'intérieur qu'il lui a posé en date du 7 avril 1978 une question écrite n° 16 par laquelle il attirait son attention sur les informations publiées dans le journal *La Montagne* (édition Corrèze), du 16 mars 1978, entre les deux tours de scrutin des législatives, par le candidat RPR dans la circonscription de Tulle. Ces informations font état de subventions attribuées par le ministère de l'intérieur, et qui en l'occurrence ne l'étaient qu'à des fins électorales, aux municipalités de Seilhac, Reygade et Meilhards (Corrèze). Il lui demande de confirmer ou d'infirmer de telles informations qui, si elles étaient vraies, mettraient gravement en cause la liberté de choix des citoyennes et citoyens de ce pays. De telles pressions intolérables, si elles persistaient, nous ramèneraient au temps de la candidature officielle du Second Empire. Dans la réponse qui lui a été faite et publiée au *Journal officiel*, page 3118, séance du 16 juin 1978, le ministre de l'intérieur reconnaît que les subventions ont été accordées aux dites communes sur des crédits dit de secours et ne conteste pas qu'il a chargé le candidat RPR d'en faire une annonce publique. Compte tenu que le ministre de l'intérieur n'a pas répondu sur le fonds à la question écrite du 7 avril 1978, il lui demande au nom de quel principe démocratique il est autorisé à délivrer des subventions à des communes entre les deux tours de scrutin des élections législatives pour soutenir la candidature de la majorité gouvernementale.

Enseignement secondaire (collège agricole de Tulle-Naves (Corrèze)).

4574. — 15 juillet 1978. — M. Jacques Chaminade informe M. le ministre de l'agriculture des difficultés de fonctionnement qui menacent le collège agricole mixte de Tulle-Naves. De récentes informations font connaître que, dès la rentrée prochaine, neuf postes de sa dotation en personnel seraient classés en « surnombre autorisé ». De ce fait, les titulaires de ces postes qui seraient amenés à partir ne seraient pas remplacés. Or, le nombre d'élèves inscrits pour la prochaine année scolaire est de l'ordre de 300, soit une augmentation de 20 p. 100 par rapport aux effectifs de l'année écoulée. Si, dans le même temps, se produit une diminution du personnel d'encadrement, cela risque de conduire à une situation critique. En conséquence, il lui demande s'il ne considère pas nécessaire de revoir la décision prise et de revenir à une dotation en personnel répondant aux besoins de cet établissement particulièrement apprécié.

Handicapés (titulaires de la carte « station debout pénible » : transport).

4576. — 15 juillet 1978. — M. André Soury expose à M. le ministre des transports que les titulaires de la carte d'invalidité « station debout pénible » ne peuvent bénéficier des avantages pour être accompagnés dans leurs déplacements qu'au cours de voyages sur les réseaux SNCF. Ces avantages ne s'appliquent pas aux transports privés. Il lui demande en conséquence ce qu'il en pense et les mesures qu'il compte prendre pour que les titulaires de la carte d'invalidité « station debout pénible » bénéficient des avantages qui leur sont conférés dans tous leurs déplacements.

Ecole normale (Melun [Seine-et-Marne]).

4577. — 15 juillet 1978. — M. Gérard Bordu attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le manque de personnel enseignant à l'école normale de Melun. Cette école normale, une des plus importantes de France, a aussi le record du plus mauvais

taux d'encadrement. Selon les calculs effectués par l'administration, il aurait fallu douze créations de postes, un seul a été obtenu. Pour un enseignement minimal, le syndicat national des professeurs d'école normale estime le nombre de créations nécessaires à dix-neuf. Il lui demande que des créations de postes interviennent au plus vite, afin d'éviter que l'école normale soit à nouveau en état de non-fonctionnement comme à la rentrée de 1976 et durant l'année scolaire qui se termine.

Instituteurs (Seine-et-Marne : délégués stagiaires).

4578. — 15 juillet 1978. — M. Gérard Bordu attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation de 43 institutrices et instituteurs du département de Seine-et-Marne qui remplissent les conditions pour être délégués stagiaires (17 depuis le 1^{er} novembre 1977, 8 depuis le 1^{er} décembre 1977, 6 depuis le 1^{er} janvier 1978, 10 depuis le 1^{er} février 1978 et 7 depuis le 1^{er} mars 1978) ne le sont toujours pas à la date du 1^{er} juillet 1978. Il lui demande quelles mesures il compte prendre rapidement pour mettre un terme à cette situation inadmissible qui lèse gravement de jeunes enseignants de surcroît mal rétribués et dont les conditions de travail sont difficiles.

Départements (animateurs départementaux).

4579. — 15 juillet 1978. — M. Paul Balmigère attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la situation des animateurs départementaux, actuellement employés après arrêté de nomination pour un an, renouvelable par tacite reconduction. Il lui demande s'il est prévu une titularisation dans le cadre du personnel départemental. Quelles sont les dispositions envisagées pour cette profession quant à la grille de salaire, la formation professionnelle et les conditions de travail.

Enseignement supérieur

(instituts de recherches et études en mathématiques).

4581. — 22 juillet 1978. — Mme Hélène Constans attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur l'aggravation de la situation des IREM (instituts de recherches et études en mathématiques). Une nouvelle réduction du contingent des heures de stages et d'animation a été annoncée aux directeurs de l'IREM par le directeur de la délégation générale de la programmation et de la coordination le 16 juin, ce qui porte à 36 p. 100 la réduction pour l'année 1978-1979 de la dotation initiale de 1977-1978. Cette mesure remet en cause le travail d'organisation déjà effectué pour l'année 1978-1979 par les directeurs d'IREM. En même temps, les missions et les principes du fonctionnement des IREM sont aussi remis en cause par l'annonce d'autres mesures : répartition autoritaire des dotations par le ministère sans concertation avec les différents IREM ; condamnation par le ministère de certaines actions de recherche interdisciplinaires en particulier, que les IREM considèrent comme fondamentales. Ces mesures présentées comme une « normalisation » entraîneront le « dépeuplement », voire la disparition des IREM, alors que ceux-ci ont fait preuve de la nécessité de leur existence et de leur développement pour la formation continue des enseignants en mathématiques et pour la recherche en pédagogie des mathématiques. Elle lui demande de revenir sur ces mesures dommageables pour l'enseignement et la recherche en mathématiques.

Réunion (usines sucrières).

4582. — 22 juillet 1978. — M. Maxime Kalinsky attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) sur la légitime préoccupation et la grande inquiétude des travailleurs, des journaliers agricoles, des colons et planteurs du département de la Réunion à l'annonce de la fermeture prochaine de plusieurs usines sucrières et, dans l'immédiat, de celle de Stella à Saint-Leu. Il s'agit, selon les termes du rapport des experts qui a servi de référence aux décisions gouvernementales, des usines de la Mare, de Quartier Français ou Bois Rouge et de Savana. Cette décision, qui intervient dans le cadre du plan de restructuration en trois ans de l'industrie sucrière, mis en place par le Gouvernement suite à un accord passé avec le syndicat des fabricants de sucre à la Réunion, priverait d'emploi plus de 4 000 travailleurs. Il lui rappelle que durant ces dix dernières années il y a déjà eu la fermeture de cinq usines sucrières. Aujourd'hui, il en reste sept et en application du plan de restructuration il n'en restera plus que quatre dans trois ans, ramenant ainsi le nombre des travailleurs de 5 000 à moins de 1 000. Or, la gravité de la situation actuelle de l'emploi impose le maintien en activité des usines existantes. La concentration de l'industrie sucrière présentée comme un impératif économique nécessaire à sa survie et son développement se traduit dans les faits par une baisse de la production et

un situation aggravée pour les travailleurs de la Réunion. En conséquence, il lui demande : 1^{er} comment le Gouvernement justifie la nécessité de la fermeture des usines sucrières ; 2^o quelles explications il peut donner sur le processus de restructuration envisagé ; 3^o quelles dispositions sont envisagées pour garantir l'emploi ou le reclassement des travailleurs visés par ces fermetures d'usines.

Enseignement secondaire (lycée de Villeneuve-le-Roi [Val-de-Marne]).

4593. — 22 juillet 1978. — M. Maxime Kalinsky rappelle à M. le ministre de l'éducation sa réponse du 2 avril 1978 à sa question écrite n^o 42939 du 28 janvier 1978 relative à l'ampleur des travaux indispensables et urgents à entreprendre au lycée d'Etat de Villeneuve-le-Roi (Val-de-Marne). Cette réponse indiquait qu'il appartenait au préfet de la région Ile-de-France de financer les travaux nécessaires sur la dotation globale de crédits mise à sa disposition pour cette catégorie d'investissement. Il s'avère que M. le préfet de région ne dispose pas de la dotation régionale suffisante permettant d'assurer le financement des travaux de consistance et de rénovation des bâtiments. En effet, par courrier du 30 mai 1978, le préfet de région lui indique ne pouvoir donner aucune assurance quant à la date de financement des travaux qui sera fonction de l'enveloppe financière qui lui sera attribuée. Ainsi, le problème du lycée reste entier. Le fonctionnement de l'établissement déjà gravement perturbé par le retard apporté à la réalisation des travaux se trouve d'autant compromis à la rentrée scolaire. En conséquence, il lui demande s'il n'entend pas attribuer à la région Ile-de-France une dotation de crédits à la mesure des besoins afin que soient financés de toute urgence les travaux indispensables au lycée de Villeneuve-le-Roi qui ne peuvent souffrir aucun retard.

Automobiles (Renault-Véhicules industriels, à Suresnes [Hauts-de-Seine]).

4584. — 22 juillet 1978. — Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis attire l'attention de M. le ministre de l'industrie sur la situation de l'entreprise Saviem à Suresnes. Alors que de nombreux emplois ont déjà été supprimés, d'autres sont menacés de disparition. En effet, l'entreprise Saviem à Suresnes envisage la suppression de services administratifs, ainsi que des bureaux d'études et des services d'essais et de méthodes. Il importe de souligner la gravité d'une telle situation qui non seulement augmente le chômage et accentue la désindustrialisation d'une ville déjà fortement pénalisée, mais encore diminue le potentiel de recherche du secteur Poids lourds au moment où son développement est vital pour tenir la place qui lui revient sur le marché. Il n'est pas possible de laisser se dégrader cet important secteur industriel que le Gouvernement s'était d'ailleurs engagé à soutenir. Elle lui rappelle qu'il a lui-même présenté au cours de l'année 1977 un plan de redressement de RVI (Renault-Véhicules industriels) avec une aide financière de l'Etat, en vue d'améliorer la place de cette entreprise face aux grands groupes mondiaux. De plus, il avait souligné l'importance de faire acquiescer à RVI un maximum d'indépendance en ce qui concerne les composants (moteurs, boîtes de vitesses, etc.). Or, un an plus tard, force est de constater que les promesses n'ont pas été tenues : le Gouvernement a laissé les grands constructeurs étrangers s'implanter solidement sur le marché français et pratiquer le dumping pour ruiner Renault-Véhicules. Cette concurrence déloyale conduit au pillage d'une entreprise publique subventionnée par l'Etat, dans le cadre du plan de sauvetage du poids lourd français par les firmes étrangères ; De plus, le Gouvernement a tardé à donner à RVI et à la région nationale des usines Renault les moyens financiers de leur développement. Cela a conduit à accentuer la dépendance de RVI par rapport aux achats d'organes mécaniques à des constructeurs étrangers. Cette situation, loin de s'améliorer, tend à s'aggraver dans la mesure où l'activité des centres d'études et de recherches n'est pas développée mais au contraire réduite, comme l'atteste le projet de démantèlement de Suresnes-Léon-Blum. Il s'agit là d'un véritable « sabotage » qui met en cause les chances de réussite du plan de redressement de RVI. Devant cette situation alarmante qui met en danger ce grand secteur industriel national avec les conséquences dramatiques qui ne manqueront pas de retentir sur les personnels, elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour empêcher la concurrence déloyale des firmes multinationales du poids lourd sur le marché français ; pour que RVI puisse reconquérir la part du marché national qui lui revient ; pour que les engagements pris en 1977 soient tenus : versement sans délais à la région nationale des usines Renault de 1,2 milliard de francs pour RVI ; quels investissements sont prévus et dans quels délais, pour le développement indispensable des secteurs d'études, d'essais, de fabrication de prototypes et de méthodes ; que compte-t-il faire pour arrêter les suppressions d'emplois actuellement en cours à Suresnes et dans toutes les entreprises RVI (ex-Berliet-Saviem) du territoire national.

Enseignement (rentrée scolaire en Charente).

4586. — 22 juillet 1978. — **M. André Soury** expose à **M. le ministre de l'éducation** les difficultés du département de la Charente pour la prochaine rentrée scolaire. En effet le ministère n'accorde que sept créations de postes alors qu'il apparaît que pour une rentrée normale, il est nécessaire de créer vingt-cinq postes dans les classes élémentaires maternelles et enfantines, quinze postes dans l'enseignement spécialisé, six postes divers. Il faut ajouter la nécessité de mettre soixante-dix places en concours d'entrée à l'école normale. **M. Soury** souligne que cet examen fait apparaître que les sept postes accordés sont loin de répondre aux insuffisances qu'il a signalées au ministère de l'éducation nationale dans une précédente question écrite par laquelle il a évoqué l'impossibilité de remplacer en cours d'année les maîtres obligés d'interrompre leur activité pour raison de santé. Il lui demande, en conséquence, les mesures qu'il compte prendre pour remédier à cette grave situation.

Bouilleurs de cru (droits).

4587. — 22 juillet 1978. — **M. André Soury** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur le grave mécontentement des récoltants bouilleurs de cru résultant de la suppression du droit de franchise à 1 000 degrés pour un grand nombre de récoltants, telle qu'elle résulte de la réglementation en vigueur. Il s'agit là d'une mesure discriminatoire à l'égard des producteurs, sans conséquences en faveur de la lutte contre l'alcoolisme. La prolongation de cette réglementation tracassière est d'autant plus injustifiée que de multiples promesses ont été faites aux intéressés demandant le rétablissement de leurs droits. Il lui demande, en conséquence, les mesures urgentes qu'il compte prendre pour rétablir une fois pour toutes les droits des bouilleurs de cru.

HLM (revendications des associations de locataires).

4588. — 22 juillet 1978. — **M. Gilbert Millet** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur la motion suivante, émanant d'associations de locataires de sa circonscription. Elles refusent toute nouvelle hausse de loyer et dénoncent la nouvelle réforme HLM. Elles demandent d'appliquer les propositions faites lors du 39^e congrès de l'Union HLM où la quasi-unanimité des représentants a adopté ces propositions : 1^o la rénovation de 120 000 logements par an aux mêmes conditions que la construction neuve, c'est-à-dire avec l'aide de subventions de l'Etat ; 2^o la constitution d'un fonds de garantie alimenté par l'Etat pour venir en aide aux mal-logés et aux familles en difficultés ; 3^o l'extension de l'allocation logement et la révision de ses barèmes en tenant compte des hausses de loyer ; 4^o la mise en application par les pouvoirs publics d'un dispositif d'aide aux organismes HLM en difficulté ; 5^o l'institution d'un système général d'aide à l'apport personnel pour l'accession à la propriété ; 6^o le blocage des prix ; 7^o la limitation des charges ; 8^o l'arrêt des saisies et expulsions ainsi que des coupures de gaz et d'électricité. En conséquence il lui demande quelles mesures il compte prendre pour répondre favorablement à ces justes revendications.

Transports scolaires (financement).

4589. — 22 juillet 1978. — **M. Alain Bonnet** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur l'impérative nécessité de tenir les promesses gouvernementales en matière de transports scolaires. L'Etat s'était, en effet, engagé à assurer progressivement la gratuité de ces transports qui résultent de l'obligation scolaire, et qui connaissent des augmentations tarifaires importantes qui grèvent lourdement le budget des collectivités locales, mais aussi des familles. Il lui demande, en conséquence, ce qu'il entend faire pour prendre en charge dès la prochaine rentrée scolaire cette dépense qui, pour les familles, se cumule lourdement avec d'autres dépenses obligatoires en constante augmentation, telle la demi-pension ou les fournitures scolaires dont la réelle gratuité n'est pas non plus assurée.

Conventions collectives (centres de lutte contre le cancer).

4590. — 22 juillet 1978. — **M. Emmanuel Hamel** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur l'importante contribution du centre Léon-Bérard de Lyon à la recherche contre le cancer. Il lui signale que le personnel de cet établissement bénéficiait depuis de longues années, en application de l'article 7 (1, 2, 2) de sa convention collective, d'une majoration de 14 p. 100 de la valeur du point de la fédération des établissements hospitaliers FEHAP, majoration justifiée par les conditions spécifiques de travail

des centres de lutte et de recherche contre le cancer et ayant obtenu l'accord de fait des ministères desquels relève directement et indirectement le fonctionnement des centres qui avaient d'ailleurs participé aux travaux de préparation et de mise au point de la convention collective du 1^{er} janvier 1971. Compte tenu de la valeur reconnue aux principes de la politique contractuelle, il lui demande : 1^o comment il a été possible que la convention collective du 1^{er} janvier 1971 des centres de lutte contre le cancer, appliquée depuis huit ans, ait fait l'objet de l'arrêté du 15 janvier 1978 du directeur de cabinet du ministre de la santé et de la famille retirant l'agrément à l'article 7 (1, 2, 2) relatif à la majoration de la valeur du point, à l'avenant n^o 28 du 13 avril 1976 relatif à l'indemnité de sujétion égale à 8,21 p. 100 et à l'avenant n^o 30 du 13 avril 1976 ; 2^o quand cet arrêté dû certainement à une erreur sera abrogé afin de respecter les principes maintes fois réaffirmés de la libre négociation des conventions collectives et de la grande valeur civique et sociale de la politique contractuelle.

CNRS (personnels contractuels administratifs et techniques).

4591. — 22 juillet 1978. — **M. Emmanuel Hamel** rappelle à **M. le Premier ministre (Recherche)** le décret n^o 76-481 du 24 août 1976 paru au *Journal officiel* du 26 août 1976 pour modifier et compléter le statut des personnels contractuels techniques et administratifs du centre national de la recherche scientifique. Il lui demande : 1^o quelles dispositions il compte prendre pour rattraper le retard actuellement constaté dans la mise en application des dispositions prévues notamment par l'article 9 du décret précité ; 2^o comment il se peut que vingt-trois mois après ce décret une proportion très importante des agents du centre national de la recherche scientifique inscrits sur les listes d'aptitude n'aient pas encore été classés et effectivement nommés dans les catégories déterminées après examen de leur qualification par les commissions paritaires régionales du centre national de la recherche scientifique et technique ; 3^o quel sera, grâce au prochain budget, le pourcentage des agents visés par le décret n^o 76-841 bénéficiant enfin d'une mesure de nomination effective et cessant d'être encore inscrits sans résultat sur une liste d'attente.

Langues étrangères (polonais ; académie de Lyon).

4592. — 22 juillet 1978. — **M. Emmanuel Hamel** demande à **M. le ministre de l'éducation** : 1^o quels ont été le nombre des candidats français et étrangers et les résultats des épreuves écrites et orales de polonais au baccalauréat, dans toute la France et particulièrement dans l'académie de Lyon ; depuis que la langue polonaise fait partie des langues susceptibles d'être choisies au titre de première, deuxième ou troisième langue aux épreuves du baccalauréat ; 2^o combien d'établissements scolaires publics dispensent l'enseignement de la langue polonaise en France et particulièrement dans la région Rhône-Alpes ; 3^o quels sont ses projets ou recherches en vue de développer en France, et particulièrement dans la région Rhône-Alpes, l'enseignement de la langue de Marie Walewska, Chopin et Paderewski.

Charbonnages de France (bassin de Carmaux [Tern]).

4593. — 22 juillet 1978. — **M. André Billoux** appelle l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur le rapport de gestion de l'exercice 1977 dans lequel le président du conseil d'administration des houillères du Centre et du Midi écrit notamment : « la fin de l'exploitation à Carmaux doit dès maintenant être prise en considération avec la plus grande attention par les pouvoirs publics et les responsables locaux. C'est longtemps à l'avance que l'on doit résoudre le problème de la conversion des régions minières en mettant au point les conditions techniques et psychologiques de leur inéluctable mutation économique, les infrastructures de communication et d'accueil notamment ». Il lui demande : 1^o si c'est bien la doctrine du Gouvernement français que « la fin de l'exploitation de Carmaux doit dès maintenant être prise en considération avec la plus grande attention par les pouvoirs publics et les responsables locaux » ou si, comme l'ont à maintes reprises demandé les syndicats et les élus locaux, un nouveau programme de recherche sur les possibilités du bassin en réserves exploitables ne doit pas d'abord être tenté ; 2^o dans le cas où il existerait quant à la fermeture de Carmaux une option irréversible, quel est le programme de reconversion prévu pour cette région qui ne veut pas mourir et pour l'emploi des hommes de la mine qui veulent vivre au pays ; 3^o dans l'immédiat, quelles sont les activités dont le transfert serait envisagé. Dans le moyen terme, quelles infrastructures de communication et quelles structures d'accueil sont prévues. Et l'aide de la CECA a-t-elle été envisagée : sous quelle forme ; dans quel délai ; dans quelle ampleur.

Handicapés (appareillage).

4594. — 22 juillet 1978. — **M. André Billoux** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** sur la complexité, la lourdeur, la lenteur et l'inadaptation du système de l'appareillage des handicapés en France, dont se plaignent très amèrement les associations et personnes concernées. Nombreux sont ceux qui voient dans la réglementation en vigueur la volonté de maintenir des situations acquises, très favorables, et l'oubli de la finalité même de l'appareillage. Tous s'accordent, en tout état de cause, pour exiger une réforme profonde. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre rapidement pour remédier à ces critiques et répondre au mieux aux besoins des intéressés.

Cinéma (industrie).

4595. — 22 juillet 1978. — **M. Georges Filloud** appelle l'attention de **M. le ministre de la culture et de la communication** sur les graves difficultés que connaît depuis plusieurs années l'industrie cinématographique française. Cette crise trouve son origine dans la concurrence redoutable des programmes télévisés et la surtaxation des productions cinématographiques. Il souligne une nouvelle fois l'urgence d'une solution globale et immédiate s'articulant autour des trois mesures suivantes : abaissement du taux de TVA de 17,6 p. 100 à 7 p. 100 sur l'ensemble des activités cinématographiques, y compris les entrées payantes des salles de cinéma ; définition de nouveaux rapports entre le cinéma et la télévision garantissant une meilleure prise en compte des intérêts légitimes des professions du cinéma ; aide accrue de l'Etat au financement de la création cinématographique. En conséquence, il lui demande de l'informer de l'état actuel d'application de l'article 88 de la loi de finances pour 1978, ainsi que des mesures qu'il compte prendre pour améliorer au plus vite la situation de l'industrie cinématographique.

Cinéma (industrie).

4596. — 22 juillet 1978. — **M. Georges Filloud** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur les graves difficultés que connaît depuis plusieurs années l'industrie cinématographique française. Cette crise trouve son origine dans la concurrence redoutable des programmes télévisés et la surtaxation des productions cinématographiques. Il souligne une nouvelle fois l'urgence d'une solution globale et immédiate s'articulant autour des trois mesures suivantes : abaissement du taux de TVA de 17,6 p. 100 à 7 p. 100 sur l'ensemble des activités cinématographiques, y compris les entrées payantes des salles de cinéma ; définition de nouveaux rapports entre le cinéma et la télévision garantissant une meilleure prise en compte des intérêts légitimes des professions du cinéma ; aide accrue de l'Etat au financement de la création cinématographique. En conséquence, il lui demande de l'informer de l'état actuel d'application de l'article 88 de la loi de finances pour 1978, ainsi que des mesures qu'il compte prendre pour améliorer au plus vite la situation de l'industrie cinématographique.

SNCF (tarif réduit).

4597. — 22 juillet 1978. — **M. Jean-Pierre Chevènement** appelle l'attention de **M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs** sur les projets avancés par la SNCF visant à supprimer, à compter du 1^{er} septembre, le tarif « colonie de vacances » (50 p. 100) et à ne conserver que le « billet de groupe » dont le taux de réduction n'est que de 20 à 30 p. 100 seulement. Si un effort est engagé par son département pour la rénovation des centres de vacances, la situation financière des associations organisatrices n'en demeure pas moins très préoccupante. L'aide accordée par l'Etat en ce domaine n'étant pas à la mesure de l'augmentation considérable du coût de la vie, les associations sont conduites à relever le prix de journée qui, en dernier ressort, est à la charge des familles. Les mesures envisagées par la SNCF aggraveraient les difficultés des familles plus modestes, contrairement aux promesses faites le 12 février 1978 par le Président de la République : « Faire que tous les enfants et adolescents de France, sans exception, puissent effectivement partir en vacances. » Aussi, il lui demande s'il entend intervenir pour amener la SNCF à modifier en conséquence ses projets.

Crédit immobilier (prêt d'une caisse d'allocations familiales).

4598. — 22 juillet 1978. — **M. Gérard Haesebroeck** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur le fait qu'en l'état actuel de la réglementation un immeuble d'habitation dont la construction ou l'agrandissement est financé par

l'ensemble par un prêt d'une caisse d'allocations familiales est classé pour la détermination de la valeur forfaitaire de la surface de plancher dans la catégorie la plus élevée si son propriétaire n'a pas bénéficié d'un autre prêt bonifié par l'Etat. Il lui demande s'il n'estime pas qu'une telle réglementation est en contradiction avec la volonté proclamée du Gouvernement d'aider par priorité les familles nombreuses et s'il n'entend pas prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à une situation qui est à la fois illogique et injuste.

Santé scolaire et universitaire (écoles primaires et maternelles d'Armentières (Nord)).

4599. — 22 juillet 1978. — **M. Gérard Haesebroeck** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les revendications du comité de parents d'élèves des écoles primaires et maternelles d'Armentières (Nord) qui déplore que la surveillance médicale systématique des enfants de deux à six ans soit négligée alors que la majorité des enfants de cet âge est déjà scolarisée. Les parents d'élèves demandent que le bilan de santé des enfants de trois ans soit fait très rapidement, de préférence à l'école, pour permettre à l'équipe médico-sociale du centre de PMI de travailler en collaboration avec les personnels enseignants afin que puissent être décelés, dès le début de cette préscolarité, les handicaps sources d'inadaptation. Ils attendent du service d'hygiène et de santé scolaire une vérification de la médecine préventive. Ils demandent qu'entre les bilans de santé faits par le médecin scolaire, en présence des parents, avant l'entrée dans le primaire et avant l'entrée au collège, un examen biométrique soit fait chaque année. Cet examen serait exécuté par une infirmière titulaire, à l'école, dans une salle équipée à cet effet. Il permettrait de dépister les cas à problèmes et de les soumettre au médecin scolaire. Ce comité demande aussi qu'un examen bucco-dentaire soit fait chaque année par un dentiste rattaché à l'équipe de médecine scolaire et remarque que le manque de médecins scolaires et d'auxiliaires médicaux est une entrave à l'efficacité de la médecine préventive. Ces parents d'élèves demandent à cet effet que des médecins titulaires spécialement formés soient nommés dans chaque secteur scolaire et remplacent les médecins vacataires et que soit appliquée la circulaire de 1973 qui prévoit : un médecin, deux infirmières, une secrétaire médicale, deux assistantes sociales pour 6 000 élèves. Ils affirment qu'une équipe médico-scolaire stable travaillant en collaboration étroite avec enseignants, parents et centre d'information et d'orientation permettrait une meilleure prévention des inadaptations scolaires, souvent sources de marginalisations ultérieures et des troubles psychiques de l'adolescence. Enfin, ils souhaiteraient une large information systématique tant au plan local qu'au plan national : qu'est-ce que la médecine scolaire ? existence et rôle des équipes médico-scolaires ; revues nationales diffusées aux enseignants, aux parents, à l'exemple du « courrier de l'éducation », pour sensibiliser enfants et parents aux problèmes de santé et d'hygiène ; spots télévisés et radiophoniques au même titre que l'économie d'énergie ou la sécurité routière ; semaine de l'éducation sanitaire reprise amplement par la presse, la radio et la télévision. Il lui demande si elle n'estime pas souhaitable de prendre les mesures nécessaires pour satisfaire ces revendications.

Prestations familiales (prêts aux jeunes ménages en Savoie).

4600. — 22 juillet 1978. — **M. Louis Besson** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la très difficile situation dans laquelle se trouve la caisse d'allocations familiales de la Savoie pour appliquer l'arrêté du 17 novembre 1972 instituant des prêts au bénéfice des jeunes ménages de ressources modestes afin de favoriser leur installation. Dans la loi du 3 janvier 1975 concernant diverses mesures de protection sociale de la mère et de la famille figurent les prêts aux jeunes ménages qui désormais sont intégrés dans l'article L. 543 du code de la sécurité sociale fixant la nomenclature des prestations familiales ; à ce titre, ils sont à part entière une prestation familiale comme les autres et devraient être financés comme les prestations familiales qui ne sont pas versées en fonction des disponibilités des caisses. Or le ministre du travail avait répondu en 1976 (*Journal officiel* du 7 février 1976) à une question écrite de **M. Jean-Pierre Cot** que « contrairement aux prestations familiales, les prêts aux jeunes ménages ne peuvent être accordés que dans la limite de l'enveloppe financière disponible et le fait pour un ménage qui sollicite un prêt de remplir l'ensemble des conditions requises ne lui confère pas un droit à l'obtention de ces prêts ». Cette information ne va pas dans le sens des informations données aux jeunes ménages, notamment dans le dépliant qui est diffusé par la caisse nationale des allocations familiales et que leur remettent les municipalités à l'occasion des mariages, jeunes ménages qui comptent, dès lors qu'ils remplissent les conditions, sur le prêt qui les aidera dans leurs débuts. La caisse d'allocations familiales de la Savoie est à

ce jour, sur ce point, dans une situation vraiment critique car le crédit destiné aux prêts aux jeunes ménages pour 1978 a été épuisé au 31 mai 1978 par les 3^{es} prêts attribués. Dans l'année, cette caisse reçoit environ 800 demandes de prêts et, en conséquence, près de 500 prêts seraient refusés cette année si une dotation complémentaire n'était pas rapidement accordée à cette caisse. Il lui semble qu'on ne peut pas dire que les prêts aux jeunes ménages soient financés comme une prestation familiale lorsqu'au tiers de l'année les caisses sont obligées de répondre négativement à tous les requérants, ni que l'on mène une politique familiale lorsque les deux tiers des jeunes ménages ne peuvent pas bénéficier d'une prestation conçue et créée pour eux. La caisse d'allocations familiales de la Savoie se trouvant dans l'impossibilité d'appliquer jusqu'à la fin de l'année 1978 la loi du 3 janvier 1975, il lui demande quelles mesures elle compte prendre afin que les jeunes ménages de la Savoie puissent bien bénéficier des prêts auxquels ils peuvent prétendre.

Emploi (stagiaires).

4601. — 22 juillet 1978. — **Mme Marie Jacq** demande à **M. le ministre du travail et de la participation** s'il envisage d'instituer un contrôle des stages et embauches temporaires institués par la loi de finances rectificative pour 1978. On assiste en effet actuellement à un mouvement de licenciement des anciens stagiaires. Les chefs d'entreprise préférant, pour bénéficier d'avantages financiers, embaucher un nouveau stagiaire. Il est anormal d'assister à de telles manœuvres. Aussi, il paraît nécessaire d'interdire l'application de ces mesures en faveur de l'emploi des jeunes dans les entreprises qui ont débauché leurs anciens stagiaires. Faute d'une telle interdiction, les mesures prises sont détournées ainsi de leur objectif annoncé et permettent davantage aux entreprises de faire des économies de charges salariales qu'à des chômeurs de trouver un emploi. Lorsqu'une personne a été licenciée pour cause économique, l'entreprise ne peut la remplacer avant un an, ce même type de mesure ne pourrait-il être pris pour les stages en entreprises, contrat emploi-formation, etc.

Electricité et Gaz de France (personnel de la CCAS).

4602. — 22 juillet 1978. — **M. Pierre Lagorce** appelle l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur la situation du personnel conventionné de la CCAS qui demande son intégration au statut national des électriciens et gaziers. Il lui demande s'il n'envisage pas de modifier l'article 23 du statut national afin de satisfaire la revendication de cette catégorie de personnel.

Organisation de la justice (tribunaux paritaires de baux ruraux : Arcachon et Bordeaux).

4603. — 22 juillet 1978. — **M. Pierre Lagorce** demande à **M. le ministre de la justice** s'il n'estime pas opportun de rétablir les tribunaux paritaires de baux ruraux des circonscriptions de Bordeaux et d'Arcachon qui ont été supprimés. En effet, il apparaît indispensable que les élections qui doivent avoir lieu en automne 1978, afin de pourvoir au renouvellement des assesseurs de ces tribunaux paritaires de baux ruraux et des membres des commissions consultatives paritaires départementales puissent se dérouler dans les deux circonscriptions où les conditions semblent remplies pour que soit garanti le fonctionnement normal de ces institutions.

Formation professionnelle de promotion sociale (centre FPA de Bègles [Gironde]).

4604. — 22 juillet 1978. — **M. Pierre Lagorce** expose à **M. le ministre du travail et de la participation** l'opposition des principales organisations syndicales (CGT, CFDT et CGT-FO) du personnel de l'AFPA, centre FPA de Bègles, en Gironde, en grève depuis le 28 juin, au décret du 28 mars 1977, décrochant unilatéralement l'évolution des salaires des arsenaux, auxquels sont référencés ceux de l'AFPA de la métallurgie parisienne. Il lui demande s'il n'estime pas opportun d'abroger ce décret et d'avoir de véritables négociations sur l'ensemble des problèmes auxquels se trouve confronté le service public de l'AFPA par la convocation immédiate de la commission paritaire prévue par le protocole d'accord du 31 mai 1968.

Hôpitaux (service autonome de chirurgie plastique en Aquitaine).

4606. — 22 juillet 1978. — **M. Michel Sainte-Marie** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur le préjudice que provoque l'absence d'un service autonome de chirurgie plastique en Aquitaine. Il lui précise que le professeur Jacques Baudet, agrégé en la matière, sollicite l'attribution de l'ancien service

d'urologie de l'hôpital Pellegrin pour y créer un service de chirurgie plastique. Il tient à souligner que ce professeur représente la France dans de nombreux congrès internationaux de micro-chirurgie et, à ce titre, il paraît absolument anormal que son équipe et lui-même soient privés d'un service auquel ils ont droit aux termes du décret de juillet 1974. Il lui demande donc de bien vouloir envisager cette création dans les meilleurs délais conformément au décret précité.

Retraites complémentaires (commerçants et artisans retraités).

4608. — 22 juillet 1978. — **M. Alain Vivien** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les dispositions du décret n° 75-455 du 5 juin 1975, semblant obliger les commerçants et artisans à cotiser au régime obligatoire complémentaire du conjoint pour leur retraite. Il lui demande si cette disposition est également applicable au conjoint divorcé après la prononciation du jugement de divorce et si, dans l'affirmative, il ne lui paraît pas opportun de supprimer cette cotisation dans ce cas précis.

Institut géographique national (géomètres).

4609. — 22 juillet 1978. — **M. Alain Vivien** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur la situation professionnelle des géomètres de l'institut géographique national qui, en dépit des six années de négociations et malgré la légitimité de leur revendication reconnue par la direction du personnel de l'ancien ministère de l'équipement, ne constatent aucune amélioration concrète de leur état. Il lui demande, en conséquence, s'il entend prendre les mesures nécessaires pour leur accorder rapidement : 1° un statut de technicien supérieur ; 2° une amélioration des rémunérations accessoires ; 3° un débouché élargi dans le corps supérieur.

Permis de conduire (inspecteurs du service national des examens).

4610. — 22 juillet 1978. — **M. Georges Bustin** signale à **M. le ministre des transports** que le statut des inspecteurs du service national des examens du permis de conduire en préparation depuis plusieurs années est toujours en suspens. En effet, le décret n° 75-199 du 21 mars 1975 du ministère de l'équipement a été annulé en octobre 1977 par le Conseil d'Etat à la suite de la requête du syndicat des inspecteurs de cette profession. En conséquence, il lui demande quelles sont les raisons du retard apporté à la signature de ce statut et si une véritable concertation est envisagée entre les services du ministère et les organisations précitées dans une période très prochaine.

Construction (universités de Paris VI et Paris VII).

4611. — 22 juillet 1978. — **M. Paul Laurent** attire l'attention de **Mme le ministre des universités** sur la pollution par l'amiante du centre scientifique Jussieu (universités Paris VI et Paris VII). Les amphithéâtres, salles de cours, laboratoires, ateliers, locaux administratifs du centre scientifique Jussieu sont ignifugés par un revêtement de fibres d'amiante. Ces fibres microscopiques se détachent et flottent dans l'atmosphère : en cas d'absorption dans les poumons, ces fibres provoquent l'apparition de cancers de la plèvre ou du poumon (à développement très lent, mais inexorable). Le danger est réel ; les analyses réalisées (voir rapports officiels) montrent que le taux de fibres d'amiante relevées dans l'atmosphère du centre scientifique Jussieu est deux fois plus élevé que dans le reste de l'atmosphère de la ville de Paris. Sous la pression de l'intersyndicale (CGT-CFDT-FEN), du centre scientifique de Jussieu, un dépistage systématique des cellules anormales dans les poumons des travailleurs des universités du centre scientifique de Jussieu (analyse des expectorations) est d'ores et déjà entrepris. A noter que les revêtements d'amiante dans le bâtiment sont aujourd'hui interdits. L'inquiétude, voir l'angoisse, des personnels travaillant au centre scientifique de Jussieu est considérable. Travaillent à ce centre 30 000 étudiants, 10 000 enseignants, techniciens et administratifs. Tous exigent (ils ont déjà fait grève plusieurs fois pour cela) le dépoussiérage complet de l'atmosphère et le remplacement du revêtement d'amiante par un autre calorifuge. Certains gros laboratoires ont même déjà commencé aux dépens de leurs crédits de fonctionnement et dans des conditions de bricolage inacceptables, à remplacer le revêtement d'amiante de leurs murs. Les estimations du montant des travaux nécessaires au remplacement des revêtements d'amiante au centre scientifique Jussieu se montent à 30 millions de nouveaux francs. Cette somme est considérable (le budget annuel : enseignement, recherche, tous fonctionnements de Paris VI, se monte par exemple à 80 millions). Le ministère des universités qui doit : assurer la protection de la santé des personnels qu'il emploie ainsi que celle des étudiants ; assurer l'entretien ou la

réfection des locaux de l'Etat qui constituent son propre patrimoine, doit accorder aux universités Paris VI et Paris VII les sommes nécessaires, ou bien, le Gouvernement, non content d'étrangler financièrement les universités, prendra-t-il la responsabilité de porter atteinte à la santé de milliers d'enseignants, d'étudiants et de travailleurs.

Calamités (inondations : indemnisation des communes de la région parisienne).

4612. — 22 juillet 1978. — M. Maxime Kalinsky attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les graves difficultés financières que rencontrent les communes de la région parisienne qui ont subi les crues exceptionnelles de la Seine et de ses affluents au début de cette année. Ces communes ont dû engager des dépenses importantes pour faire face immédiatement à la situation (acquisition de matériaux, travaux, heures supplémentaires du personnel en activité de jour et de nuit durant plusieurs semaines, etc.). Les municipalités concernées préparent actuellement leur budget supplémentaire et se trouvent dans l'incapacité de les établir en équilibre étant donné ces charges importantes et imprévues. L'octroi d'un concours de l'Etat pour rembourser les dépenses occasionnées sur la base de la dotation ouverte au budget de l'Etat en cas de calamités naturelles ayant entraîné des dommages s'avère donc urgent et indispensable. Il s'agit d'un problème où la solidarité nationale doit s'exercer. Reconnaisant le bien-fondé de cette demande, M. le ministre de l'intérieur répondant à une question de M. Roger Combrisse indique : « Le problème de l'indemnisation des communes sinistrées ne pourra être examiné que lorsque le montant des dommages sera connu avec précision » (JO 8-7-78, p. 3859). Compte tenu de ce qui précède, il lui demande si des instructions ont été données aux préfets qui possèdent actuellement les déclarations faites par les municipalités concernées et s'il va rapidement débloquer les crédits nécessaires à l'indemnisation des communes atteintes par cette catastrophe.

Emploi (entreprise Dentzer-Noxa à Montreuil [Seine-Saint-Denis]).

4615. — 22 juillet 1978. — M. Louis Odru rappelle à M. le ministre de l'industrie sa question n° 2446 du 2 juin 1978 concernant la situation de l'entreprise Dentzer-Noxa à Montreuil (Seine-Saint-Denis). Cette situation s'est encore aggravée : 75 personnes sont menacées de licenciement et l'on peut craindre le pire pour les mois qui viennent pour l'ensemble du personnel. Il lui demande quelles mesures il a prises depuis que la situation de cette entreprise a été portée à sa connaissance pour empêcher tous licenciements quels qu'ils soient et pour que soit maintenu le potentiel Dentzer-Noxa sur la ville de Montreuil où trop d'entreprises viennent de disparaître notamment dans l'électronique.

Allocations de logement (calcul).

4616. — 22 juillet 1978. — M. Paul Balmigère informe M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie des conséquences qu'a eues pour les locataires des offices publics HLM, le blocage des loyers voulu par le Gouvernement. Dans une première phase, pré-électorale, l'augmentation des loyers a été limitée à un maximum de 3,5 p. 100 au 1^{er} janvier 1978. Les élections passées, les offices publics HLM ont été autorisés à augmenter les loyers de 10 p. 100 au 1^{er} juillet 1978. Malgré l'intervention des élus de gauche représentant les collectivités locales dans les offices, les locataires se sont vu infliger une hausse atteignant souvent 10 p. 100. Mais, leur allocation logement — la plupart des locataires HLM la perçoivent — calculée sur la base du loyer de janvier 1978, ne sera pas augmentée. Il lui demande s'il n'envisage pas de donner des instructions aux caisses d'allocations familiales pour qu'en ces circonstances exceptionnelles l'allocation logement puisse être calculée, au cours du deuxième semestre 1978, sur la base des loyers réellement payés.

Service national (caserne du Valdahon [Doubs]).

4617. — 22 juillet 1978. — Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis attire l'attention de M. le ministre de la défense sur la situation faite à des jeunes du contingent (et notamment à un jeune Nanterrien) cantonnés à la caserne du Valdahon (Doubs) à la suite de la circulation d'une pétition réclamant la gratuité des transports pour les soldats en permission. Les jeunes gens qui font signer cette pétition, qui reflète une revendication générale des militaires et reçoit l'agrément de tous, sont sanctionnés par une mise aux arrêts de 30 jours. Pour deux d'entre eux la punition est plus forte (60 jours d'arrêts de rigueur) parce qu'ils sont communistes, donc considérés comme « meneurs ». Elle lui demande : 1° s'il estime que réclamer la gratuité des transports pour les jeunes du contin-

gent afin de leur permettre de se rendre dans leurs familles pendant leurs permissions constitue un délit au regard de l'armée ; 2° de faire lever les sanctions infligées aux jeunes du contingent ayant aidé à la circulation et à la signature des pétitions et de faire cesser les mesures discriminatoires à l'égard de soldats pour délit d'opinion afin que la liberté de pensée puisse être garantie.

Pensions de retraites civiles et militaires (capitaines et lieutenants des douanes).

4618. — 22 juillet 1978. — M. Alain Bocquet rappelle à M. le ministre de l'économie qu'en vertu d'un décret du 30 août 1957 le corps des capitaines et lieutenants des douanes était placé en voie d'extinction. Dans les années qui suivirent, les intéressés se trouveraient alors affectés au corps des inspecteurs de douane. Avant d'y être réellement intégrés, ils y furent dans un premier temps détachés. Durant ces années de détachement et ce jusqu'à l'intégration effective dans le service sédentaire le personnel continua à exercer les mêmes fonctions, essentiellement actives, percevant notamment les indemnités du service des brigades. Il était donc logique de penser que ces années de détachement soient, en matière de droit à la retraite, considérées dans le même esprit, c'est-à-dire comme des années de service actif. Or il semblerait aujourd'hui que l'administration, ne faisant pas la distinction, les classe au contraire comme années de service sédentaire. La conséquence en est qu'un certain nombre d'anciens officiers des douanes ne rassemblent pas, parfois à très peu de choses près, les quinze années de service actif requises pour bénéficier du droit à la retraite dès cinquante-cinq ans. Ceux-ci peuvent donc, à juste titre, se considérer comme lésés, d'autant que leur mutation dans le service sédentaire a été faite d'office. Il lui demande donc quelles dispositions il compte prendre pour que les années de détachement effectuées par les capitaines et lieutenants de douane dans les services sédentaires soient reconnues comme des années de service actif afin que ceux-ci ne soient pas défavorisés en matière de retraite.

Agents communaux (revendications).

4621. — 22 juillet 1978. — M. Louis Maisonnat attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur les problèmes qui se posent aux personnels communaux face à l'aggravation de la situation de l'emploi, la baisse continue du pouvoir d'achat et la détérioration des conditions de travail. Le personnel communal réclame : un minimum de rémunération fixé immédiatement à 2 650 francs ; la suppression des groupes I et II ; l'amélioration des conditions de travail ; une politique de formation professionnelle améliorée ; la réduction du temps de travail qui offrirait des possibilités accrues pour la détente et la culture ; la retraite à 55 ans ; la reconnaissance du travail manuel et sa qualité nécessaire à la fonction communale ; le treizième mois statutaire. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour répondre à ces légitimes revendications.

Assurance vieillesse

(arrrages afférents aux pensions de la caisse nationale vieillesse).

4622. — 22 juillet 1978. — Mme Gisèle Moreau attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la famille sur la décision prise par la caisse des dépôts et consignations qui refuse de virer sur un CCP, caisse d'épargne ou compte bancaire les arrrages afférents aux pensions de la caisse nationale vieillesse. Il est en effet stipulé sur la circulaire émanant de cet organisme que les arrrages seront uniquement payés en main propre ou par mandat carte payable à domicile, ceci au risque pour les personnes âgées de se faire agresser à la sortie des bureaux de poste où à leur domicile. En conséquence, elle lui demande quelle mesure elle compte prendre pour faire annuler une telle disposition.

Spectacles (villes organisatrices).

4623. — 22 juillet 1978. — Mme Myriam Barbera appelle l'attention de M. le ministre de la culture et de la communication sur le fait que les villes organisatrices de carnivals et festivités connaissent de nombreuses tracasseries administratives : 1° TVA sur la SACEM, appliquée depuis novembre 1977 (lors que le Gouvernement a décidé, au cours de cette même année 1977, d'exonérer de la TVA quatre manifestations organisées par les comités de fêtes) ; 2° multiples versements auxquels ils sont astreints (vignettes, sécurité sociale, part de cotisation à la SARBALAS, etc.). Les présidents des comités de fêtes, qui sont dans la totalité des cas des bénévoles œuvrant pour la qualité de la vie, sont considérés comme des employeurs lorsqu'ils font appel à des troupes ou orchestres pour leurs manifestations. Actuellement, les présidents de comités de fêtes doivent régler, outre le cachet du spectacle, le prix des vignettes qu'ils doivent se pro-

curer et qu'ils remettent au responsable de l'orchestre ou de la troupe. Ils règlent également à la SCARBALAS leur quote-part de cotisation de cette retraite complémentaire et ce, d'après la liste nominative des éléments que leur fournissent les responsables. Au moment où l'on parle tant de simplification administrative, il serait souhaitable que : les comités de fêtes ne soient astreints qu'à un seul versement de cotisation englobant ces diverses cotisations ; les comités de fêtes, tenant compte de leur bénévolat, ne soient plus considérés comme des employeurs de spectacle à caractère lucratif. Il lui paraîtrait plus logique que ce soient les responsables de troupes ou orchestres (avec qui ces comités souhaitent continuer de traiter directement) qui soient chargés d'accomplir ces diverses formalités, lesquelles seraient comptabilisées dans leurs contrats d'engagement. Traiter avec un entrepreneur de spectacles serait une solution de facilité et n'aboutirait qu'à grever financièrement les budgets, déjà difficiles, et à mettre les comités sous l'emprise de gens qui recherchent particulièrement la réussite financière. Cette solution ne manquerait pas, à longue échéance, d'aboutir à la disparition du bénévolat tant reconnu comme indispensable. Elle lui demande les mesures qu'il entend prendre en ce sens.

Police (Epinay-sous-Sénart [Essonne]).

4624. — 22 juillet 1978. — M. Roger Combrisson attire l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur l'insuffisance des effectifs de police dans la commune d'Epinay-sous-Sénart. La garantie des libertés, la protection des biens et la sécurité des citoyens d'une ville de 15 000 habitants, nécessitent que soient mis à la disposition de la police, tous les moyens nécessaires à l'accomplissement de la responsabilité qui lui incombe. Les conditions de fonctionnement du poste de police d'Epinay-sous-Sénart ne permettent pas actuellement de faire face à une recrudescence des dégradations commises sur les biens tant publics que privés : plus de trente pneus de véhicule crevés en une nuit, vitrines cassées, tirs à balles sur le gymnase... D'autre part, trois personnes ont déjà trouvé la mort suite à des accidents de la circulation au carrefour principal. Si la réalisation d'un souterrain demeure une exigence prioritaire, il n'en demeure pas moins que les services de police doivent garantir la sécurité physique de la population, notamment aux heures de mouvements scolaires. Il lui demande en conséquence, quelles mesures il compte prendre afin que ce service public puisse fournir la prestation que les Spinoiliens sont en droit d'attendre.

Enseignement supérieur (IREM).

4626. — 22 juillet 1978. — M. Jack Ralite attire l'attention de M. le ministre des universités sur la situation des IREM. Au cours d'une audience, le 16 juin, auprès du directeur de la délégation générale de la programmation et de la coordination, le bureau de l'assemblée des directeurs d'IREM a été informé d'une nouvelle réduction du contingent des heures de stage et d'animation. Cela porte à 36 p. 100 la réduction pour l'année 1978-1979 de la dotation initiale de 1977-1978. Cette nouvelle mesure, contrairement aux hypothèses de travail qui avaient été données par le ministère les 22 juin 1977 et 7 février 1978, remet en cause le travail d'organisation de la prochaine année scolaire que chaque IREM avait mené à terme. Dans ces conditions, les directeurs d'IREM ne peuvent que reconsidérer les activités d'IREM 1978-1979 qu'ils avaient prévues pour leur institut. L'annonce de cette réduction a été assortie de déclarations plus graves parce qu'elle remet en cause les missions et les principes mêmes du fonctionnement des IREM : contrairement à la pratique en vigueur, le ministère répartit sans concertation les dotations entre les différents IREM ; chaque IREM ne connaît que fin juin au plus tôt la sienne ; certaines actions de recherche, en particulier les activités interdisciplinaires, que les IREM considéraient comme fondamentales et que leurs structures ont permis de développer, ont été condamnées ; toutes les mesures s'intègrent dans un projet annoncé de « normalisation » devant aboutir à un « dépérissement » des IREM et de leur spécificité. Aussi il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour mettre un terme à la situation intolérable qui est faite à l'institution des IREM, seul organisme de formation continue des maîtres, rattaché aux universités, et où les enseignants du second degré peuvent participer à une recherche sur leur enseignement.

Enseignement supérieur (IREM).

4627. — 22 juillet 1978. — M. Jack Ralite attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation des IREM. Au cours d'une audience, le 16 juin, auprès du directeur de la délégation générale de la programmation et de la coordination, le bureau de l'assemblée des directeurs d'IREM a été informé d'une nouvelle réduction du contingent des heures de stage et d'animation. Cela porte à 36 p. 100 la réduction pour l'année 1978-1979 de la

dotation initiale de 1977-1978. Cette nouvelle mesure, contrairement aux hypothèses de travail qui avaient été données par le ministère les 22 juin 1977 et 7 février 1978, remet en cause le travail d'organisation de la prochaine année scolaire que chaque IREM avait mené à terme. Dans ces conditions, les directeurs d'IREM ne peuvent que reconsidérer les activités d'IREM 1978-1979 qu'ils avaient prévues pour leur institut. L'annonce de cette réduction a été assortie de déclarations plus graves parce qu'elle remet en cause les missions et les principes mêmes du fonctionnement des IREM : contrairement à la pratique en vigueur, le ministère répartit sans concertation les dotations entre les différents IREM ; chaque IREM ne connaît que fin juin au plus tôt la sienne ; certaines actions de recherche, en particulier les activités interdisciplinaires, que les IREM considéraient comme fondamentales et que leurs structures ont permis de développer, ont été condamnées ; toutes les mesures s'intègrent dans un projet annoncé de « normalisation » devant aboutir à un « dépérissement » des IREM et de leur spécificité. Aussi il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre un terme à la situation intolérable qui est faite à l'institution des IREM, seul organisme de formation continue des maîtres, rattaché aux universités, et où les enseignants du second degré peuvent participer à une recherche sur leur enseignement.

Anciens combattants (« morts pour la France »).

4628. — 22 juillet 1978. — M. Joseph Legrand attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur les nombreuses demandes qui lui ont été présentées par des associations tendant à la reconnaissance de la mention « Mort pour la France » pour les victimes d'actes de violence constituant une suite directe de faits de guerre survenus à des personnes de nationalités étrangères résidant en France. A titre d'exemple, il lui cite le cas de M. W., de Oignies (Pas-de-Calais), où les faits ayant entraîné la mort auraient donné droit à l'attribution de « Mort pour la France », s'il avait été de nationalité française. En conséquence, il lui demande s'il ne juge pas nécessaire d'apporter la modification nécessaire des articles L. 483 et L. 489 (9°) du code des pensions militaires.

Education nationale (région parisienne : animateurs culturels).

4629. — 22 juillet 1978. — Mme Chantal Leblanc attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation des animateurs culturels de la région parisienne. En 1969, ont été mis en place, dans certains établissements scolaires de la région parisienne, des animateurs culturels nommés par le rectorat. Ces personnels (maîtres auxiliaires, surveillants d'externat, professeurs déchargés de cours) recrutés pour leur compétence ont mené, depuis neuf ans, de nombreuses actions d'animation dans tous les domaines de la vie scolaire à la satisfaction de tous les membres des établissements où ils exercent (élèves, enseignants, parents, administration). Aujourd'hui, ils sont au nombre de cinquante pour les trois académies de Paris, Créteil, Versailles. Certains d'entre eux sont menacés de perdre leur emploi. Avec ces suppressions de postes, officiellement confirmées dans l'académie de Versailles, c'est toute l'expérience de l'animation culturelle dans les établissements scolaires qui est menacée de disparition. Face à cette situation, les animateurs de l'éducation actuellement en poste : maîtres auxiliaires, surveillants d'externat et titulaires déchargés de cours demandent le maintien de tous les postes d'animateur actuels pour la prochaine rentrée scolaire et exigent une garantie d'emploi par des possibilités de titularisation en tant qu'animateurs. Elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour répondre à ces légitimes revendications.

Education nationale (région parisienne : animateurs culturels).

4630. — 22 juillet 1978. — Mme Chantal Leblanc attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation des animateurs culturels de la région parisienne. En 1969 ont été mis en place, dans certains établissements scolaires de la région parisienne, des animateurs culturels nommés par le rectorat. Ces personnels (maîtres auxiliaires, surveillants d'externats, professeurs déchargés de cours) recrutés pour leur compétence ont mené, depuis neuf ans, de nombreuses actions d'animation dans tous les domaines de la vie scolaire à la satisfaction de tous les membres des établissements où ils exercent (élèves, enseignants, parents, administration). Aujourd'hui, ils sont au nombre de cinquante pour les trois académies de Paris, Créteil, Versailles. Certains d'entre eux sont menacés de perdre leur emploi. Avec ces suppressions de postes, officiellement confirmées dans l'académie de Versailles, c'est toute l'expérience de l'animation culturelle dans les établissements scolaires qui est menacée de disparition. Face à cette situation, les animateurs de l'éducation actuellement en poste : maîtres auxiliaires, surveillants d'externat et titulaires déchargés de cours, demandent le main-

lien de tous les postes d'animateurs actuels pour la prochaine rentrée scolaire et exigent une garantie d'emploi par des possibilités de titularisation en tant qu'animateurs. Elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour répondre à ces légitimes revendications.

Aide sociale (plafond de ressources).

4631. — 22 juillet 1978. — **M. Marcel Houël** demande à **Mme le ministre de la santé et de la famille** si elle n'estime pas devoir relever le plafond de ressources actuellement fixé à 11 900 francs, pour pouvoir bénéficier de l'aide sociale. Il lui cite le cas d'une personne reconnue invalide à plus de 80 p. 100 dont la demande vient d'être rejetée pour dépassement de ce plafond. Depuis plusieurs années, le Gouvernement affirme étudier la question des seuils en matière de versement des allocations diverses de secours. Aussi lui demande-t-il également quelles décisions le Gouvernement entend prendre dans ce domaine.

Travailleurs de la mine (personnel employé par la CANSSEM).

4632. — 22 juillet 1978. — **M. Jean Laurain** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur le manquement au droit du travail le plus élémentaire que constitue la situation du personnel chargé du nettoyage, employé par la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines (CANSSEM). En effet, le statut de cet établissement — qui relève de l'article L. 131-3 du code du travail — devrait s'appliquer à l'ensemble des salariés. Or, ce personnel n'a aucune existence statutaire et ne figure même pas au budget de cette caisse puisque les salaires sont prélevés sur les dépenses de matériel et d'entretien. Alors que ces agents, une vingtaine de femmes, toutes payées au SMIC, effectuent, sans majoration pour heures supplémentaires éventuelles, 140 à 200 heures de travail par mois, elles ne sont représentées dans aucun des organismes paritaires de cet établissement, n'ont pas droit aux prestations du service social de la CANSSEM, ne relèvent pas de la caisse familiale du régime général. En conséquence, il lui demande, afin de mettre fin à cette situation juridiquement et moralement inacceptable, quelles mesures elle compte prendre pour permettre au personnel concerné de bénéficier du statut des agents de la CANSSEM.

Accidents du travail (taux de cotisation).

4633. — 22 juillet 1978. — **M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset** expose à **M. le ministre du travail et de la participation** que depuis les arrêtés des 14 et 16 septembre 1977 les établissements détachés relevant d'une entreprise qui emploie plus d'un certain nombre de salariés ont leur propre taux de cotisation « accidents du travail ». Ces arrêtés ont été pris afin de fixer les responsabilités au plus bas niveau et d'encourager les mesures prises dans les établissements. Mais il peut en résulter, dans une succursale donnée, du fait d'une cotisation insupportable, la cessation de ses activités. Ce qui va à l'encontre du but poursuivi, dans une période où le maintien des emplois doit être un objectif majeur. Il lui demande s'il n'envisagerait pas une mesure de sauvegarde quelconque, rappelant à cette occasion que, dans les professions du bâtiment, la majoration de cotisation ne peut excéder 15 p. 100.

Cinéma (situation).

4634. — 22 juillet 1978. — **M. Pierre-Bernard Cousté** rappelle à **M. le ministre de la culture et de la communication** les très grandes difficultés que connaît l'industrie française du cinéma. Il lui fait observer que cette crise n'a pas seulement une dimension économique mais surtout une dimension culturelle et que tout se passe actuellement comme si un mécanisme implacable s'était mis en marche pour assurer à la télévision le monopole de la diffusion d'une sous-culture indigne d'un grand pays. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir lui faire le point des mesures déjà prises pour enrayer la crise du cinéma français et le lui indiquer quelles dispositions le Gouvernement entend prendre sur tous les plans, y compris sur ceux du budget et de la fiscalité dans le cadre de la prochaine loi de finances, pour assurer sa survie et son développement et par là même l'épanouissement d'un irremplaçable moyen de création culturelle.

Chirurgiens-dentistes (droit d'établissement).

4635. — 22 juillet 1978. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **Mme le ministre de la santé et de la famille** s'il est exact qu'au niveau communautaire, le Gouvernement français a donné son accord à un ensemble de dispositions permettant de rendre effectifs le

droit d'établissement et la libre prestation des services pour les dentistes dans la Communauté et notamment en France. Il lui demande notamment de préciser si cet accord entraîne une reconnaissance réciproque des diplômés des chirurgiens dentistes entre les différents Etats membres. Peut-il enfin préciser quand le conseil des ministres de la Communauté sera saisi pour approbation de cette harmonisation et quelles seraient les conséquences prévisibles en France.

Automobiles (phares).

4636. — 22 juillet 1978. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre des transports** comme suite à la réponse qu'il a apportée à sa question n° 2564 du 7 juin 1978 concernant la couleur des phares automobiles circulant en France, jusqu'à quand la couleur jaune sera obligatoire en France compte tenu du fait qu'il a indiqué dans sa réponse, visant l'attitude française: « cette attitude est d'ailleurs tout à fait conforme aux dispositions de la directive communautaire n° 76-756 de la Communauté économique européenne, qui prévoit explicitement le maintien des réévaluations nationales par la couleur de la lumière émise par les projecteurs jusqu'à l'adoption de la totalité des autres directives nécessaires à la réception communautaire complète des véhicules ». En effet, la question pratique se pose de savoir quand la Communauté, en application de cette directive n° 76-756, autorisera réellement et pratiquement indifféremment la couleur jaune et la couleur blanche pour les phares automobiles.

Sociétés de capitaux (comptes annuels).

4637. — 22 juillet 1978. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre de la justice** si la France a approuvé au niveau du conseil des ministres de la CEE une directive concernant l'harmonisation des comptes annuels des sociétés de capitaux (quatrième directive sur le droit des sociétés). Le ministre pourrait-il préciser quelles seront les normes qui seront introduites dans les différents Etats membres concernant la présentation des bilans des entreprises visées dans cette directive et qui doit être harmonisée. Pourrait-il, notamment, préciser si ceel concerne une harmonisation de l'évaluation des actifs et des passifs ainsi que des comptes annuels des sociétés. Pourrait-il faire connaître quelles conséquences prévisibles sont à attendre de l'approbation d'une telle directive et quand elle devra être normalement applicable en France ou dans les neuf Etats membres de la Communauté. Du point de vue du droit et des pratiques internes françaises le garde des sceaux peut-il préciser quelles sont les conséquences prévisibles.

Jeunes (prime de mobilité).

4638. — 22 juillet 1978. — **M. René de Branche** expose à **M. le ministre du travail et de la participation** que l'article L. 322-8 du code du travail prévoit l'attribution d'une prime de mobilité aux jeunes demandeurs d'emploi inscrits auprès du service public de l'emploi et qui remplissent par ailleurs certaines autres conditions. Or, il se trouve qu'en l'attente des résultats des examens qu'ils ont passés, certains jeunes qui ont trouvé un emploi à plus de 30 kilomètres de leur domicile n'ont pas pu être inscrits comme demandeurs d'emploi, bien qu'ayant terminé leurs études et bien qu'ils se soient présentés à l'agence nationale pour l'emploi et se trouvent ainsi pénalisés car on leur objecte que, n'étant pas inscrits comme demandeurs d'emploi, ils ne peuvent bénéficier de la prime de mobilité. Il lui demande si des instructions ne pourraient pas être données pour que les jeunes ayant terminé leurs études mais n'ayant pas encore les résultats de leurs examens puissent être inscrits comme demandeurs d'emploi.

Fonctionnaires et agents publics (validation de services).

4640. — 22 juillet 1978. — **M. Frédéric Dugoujon** expose à **M. le Premier ministre (Fonction publique)** qu'aux termes de l'article 3 de la loi n° 77-730 du 7 juillet 1977 instituant des modalités exceptionnelles d'accès aux corps de fonctionnaires, un décret en Conseil d'Etat devait fixer les conditions selon lesquelles les années accomplies en qualité de cadre par les personnes ayant bénéficié de ces modalités exceptionnelles de recrutement pourraient être prises en compte partiellement pour leur classement dans le grade de début du corps auquel elles accéderont. Ce décret n'ayant pas, à ce jour, été publié, il lui demande de bien vouloir lui préciser dans quel délai sa publication est envisagée.

Transports fluviaux (Rhin).

4641. — 22 juillet 1978. — **M. Emile Koehl** appelle l'attention de **M. le ministre des transports** sur un projet de loi du gouvernement fédéral allemand du 5 mai 1978 visant l'harmonisation de la législation en matière de taxe sur le chiffre d'affaires conformément à la sixième directive du Conseil des communautés économiques européennes arrêtée le 17 mai 1977. Cette directive, qui stipule l'introduction générale de la T.V.A., vise également les transports rhénans. Or, depuis 1868, la navigation rhénane est régie par l'acte de Mannheim qui exonère de toute taxe le transport par bateau des marchandises ou des personnes. Au-delà de l'aspect juridique du problème, cette taxe mettrait fin à l'unité du régime rhénan. Aussi, lui demande-t-il quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour que l'acte de Mannheim soit respecté.

Impôts (sommes indues).

4643. — 22 juillet 1978. — **M. Jean-Pierre Pierre-Bloch** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur le cas d'une contribuable à laquelle l'administration a adressé un avis de trop-perçu d'impôts le 15 mars dernier et qui, à ce jour, n'a toujours pas été remboursée. Cette situation lui semble-t-elle normale? Comment compte-t-il y remédier afin que de tels faits ne se reproduisent plus.

Rapatriés (rapatriés de Madagascar originaires de la Réunion).

4646. — 22 juillet 1978. — **M. Pierre Lagourgue** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** pour quelle raison les dispositions de la loi du 15 juillet 1970 et de celles du 2 janvier 1973 relatives à l'indemnisation des rapatriés n'ont pas fait l'objet de décret d'application en faveur des personnes qui ont vécu à Madagascar et ont été rapatriées. Il demande, par ailleurs, ce qui justifie que les textes ci-dessus ne s'appliquent qu'aux dépossessions intervenues avant le 1^{er} juin 1970, ignorant ainsi les Français qui ont été spoliés après cette date et, en particulier, les Français d'origine réunionnaise qui ont été expulsés de la Sakay en 1977. Il serait équitable, en effet, que de nouveaux décrets soient pris afin que les rapatriés de Madagascar, y compris ceux qui ont été expulsés de la Sakay en 1977, puissent bénéficier des mesures prévues par ces textes.

Transports aériens (compagnie nationale Air Madagascar).

4649. — 22 juillet 1978. — **M. Pierre Lagourgue** demande à **M. le ministre des transports** s'il est normal que les avions de la compagnie nationale Air Madagascar puissent se poser à la Réunion sans aucune difficulté, se rendre en métropole et être utilisés pour des vols supplémentaires par la compagnie nationale Air France, entre la Réunion et Madagascar, la Réunion et la métropole, la Réunion et l'île Maurice, alors que, dans le même temps, la compagnie locale Réunion Air Service, qui assure la ligne régulière entre la Réunion et l'île comorienne de Mayotte, est obligée de se soumettre à la procédure contraignante des autorisations de survol imposée par les autorités malgaches, autorisations accordées au compte-gouttes, semaine par semaine et souvent à la dernière minute. Il demande à **M. le ministre** si cette procédure, qui est contraire aux conventions de l'OACI dont la République malgache est signataire, est seulement compatible avec le principe de la réciprocité.

Réunion (enseignants).

4650. — 22 juillet 1978. — **M. Pierre Lagourgue** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation extrêmement difficile que va connaître son département durant l'année scolaire 1978-1979 en raison de l'insuffisance numérique du personnel enseignant dans les collèges. Il est à noter, en effet, que pour l'année scolaire qui s'achève, 1 713 enseignants de collège ont eu, à la Réunion, la charge de 42 851 élèves, ce qui représente un taux moyen d'encadrement élèves-professeurs de 25,2 au lieu de 18 en France métropolitaine. Or, non seulement rien n'est prévu pour rattraper ce retard, mais le taux d'encadrement va encore augmenter et passer de 25,3 à compter de la rentrée prochaine, puisque pour 2 500 élèves supplémentaires attendus, la dotation complémentaire en emplois d'enseignants n'a été que de quatre-vingts. De surcroît, il a été prévu que le nombre de maîtres auxiliaires dans le département de la Réunion, qui était de cinquante-quatre en 1977, ne sera plus que de trente-deux à la prochaine rentrée. Il est demandé à **M. le ministre** quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour remédier à ces difficultés avant le mois de septembre 1978.

Réunion (personnel de surveillance dans les établissements d'enseignement secondaire).

4651. — 22 juillet 1978. — **M. Pierre Lagourgue** demande à **M. le ministre de l'éducation** pour quelle raison aucun emploi de personnel de surveillance n'a été créé pour 1978 pour accueillir les 4 000 élèves supplémentaires attendus dans l'enseignement du second degré à la Réunion qui comptait 52 200 élèves au cours de l'année scolaire qui s'achève. Il s'étonne que le déficit en personnel de surveillance, qui s'élevait, cette année, à 235 postes dans les collèges et à 34 postes dans les lycées, puisse être ainsi aggravé, alors que plusieurs établissements comptant jusqu'à 770 élèves, et dont la dotation théorique est de six surveillants n'ont aucun surveillant.

Réunion (personnel administratif d'intendance et de service dans les établissements secondaires).

4652. — 22 juillet 1978. — **M. Pierre Lagourgue** rappelle à **M. le ministre de l'éducation** qu'un rapport de l'inspecteur général de l'administration sur l'insuffisance en personnel administratif, d'intendance et de service dans les établissements secondaires à la Réunion avait évalué, dès 1975, ce déficit à vingt-deux emplois de personnel d'intendance, trente-sept de personnel administratif, quatre-vingt-dix de personnel de service. Or, si depuis 1975 l'effectif des élèves dans le second degré est passé de 41 556 à 55 871 prévus pour la rentrée de septembre, rien n'a été fait pour rattraper le retard pris par notre département en ce domaine : bien au contraire. Alors que 4 000 élèves supplémentaires sont attendus dans le second degré en septembre 1978 à la Réunion, aucun emploi supplémentaire n'a été prévu pour les personnels d'intendance, d'administration et de service. Il demande à **M. le ministre** quelles sont les mesures qu'il envisage de prendre pour parer au plus pressé à la rentrée prochaine et, par la suite, pour amener la situation des collèges de la Réunion au niveau des collèges métropolitains en ce qui concerne le personnel.

Charges sociales (délai de versement).

4653. — 22 juillet 1978. — **M. Pierre-Bernard Cousté** rappelle à **Mme le ministre de la santé et de la famille** qu'elle avait promis solennellement, dans son « discours de Blois », de ne pas augmenter les charges sur salaires des entreprises pendant une durée de deux ans. Or, dès le 1^{er} mai 1978, la cotisation chômage est passée de 2,40 p. 100 à 3 p. 100, et, par décret n° 78-663 du 23 juin 1978, le taux du versement de transport est augmenté de 0,10 p. 100 à Paris et dans les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne, et de 0,20 p. 100 dans la partie de Seine-et-Marne, des Yvelines, de l'Essonne et du Val-d'Oise située dans la région des transports parisiens. Il lui demande donc de bien vouloir lui préciser si ces augmentations de charge ne lui paraissent pas devoir être compensées par un allongement des délais de règlement des cotisations par les entreprises auprès des organismes sociaux, la rigueur de ces délais mettant souvent les entreprises en difficulté.

Politique extérieure (voyage au Viet-Nam).

4654. — 22 juillet 1978. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** si un voyage au Viet-Nam, annoncé par la presse, est opportun dans la conjoncture actuelle. Au Viet-Nam, toutes les libertés sont délibérément bafouées. Non seulement 800 000 personnes environ se trouvent encore dans des camps dits de « rééducation », alors qu'ils sont en fait des camps de la mort lente, mais encore le pays tout entier est devenu une immense prison. De toutes parts s'élèvent aujourd'hui des protestations contre les méthodes employées par les dirigeants de Hanoï à l'égard des détenus comme des populations qui, de plus en plus nombreuses et au péril de leur vie, cherchent à fuir un régime d'oppression. En France, les agents du gouvernement vietnamien poursuivent et développent leur propagande subversive par les moyens les plus variés, assortissant leur action dans les milieux tant vietnamiens que français d'origine vietnamienne de mesures coercitives allant jusqu'à la menace de menées répressives à l'encontre des membres de leurs familles demeurés au Viet-Nam. A la lumière des événements les plus récents, notamment des résultats positifs enregistrés par la fermeté des autorités chinoises, n'y aurait-il pas lieu de faire preuve d'une semblable fermeté et de procéder à un nouvel examen de l'aide accordée au Viet-Nam par la France, de réduire cette aide, voire la suspendre jusqu'à ce que les conditions suivantes soient remplies : 1° libération des centaines de milliers de détenus politiques qui, après plus de trois ans de privation de liberté, ne sont plus des « rééduqués », mais des internés politiques mis en prison sans jugement et soumis à un régime de mort lente ; 2° octroi de toutes facilités permettant le regroupement à l'étranger des familles séparées, avec autorisation de sortie aux couples

franco-vietnamiens et à leurs enfants; 3° reconnaissance formelle des droits de l'homme et acceptation de toutes les conséquences qu'implique une telle reconnaissance; 4° octroi à la France de toutes facilités lui permettant d'assurer l'exécution des mesures appropriées d'aide et de secours aux populations lui ayant manifesté leur confiance au Nord-Viet-Nam jusqu'aux accords de Genève, et au Sud-Viet-Nam jusqu'au 30 avril 1975; 5° indemnisation réelle de tous les biens français confisqués ou spoliés.

Cuir et peaux (industrie de la chaussure).

4655. — 22 juillet 1978. — **M. Pierre-Bernard Cousté** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur la situation préoccupante de l'industrie de la chaussure. La Commission des communautés européennes a réalisé, dès 1974, une étude qui analysait, en particulier, les conséquences de l'évolution, dans la Communauté, des échanges dans ce secteur, face à la concurrence de certains pays à bas coûts salariaux. Le 7 avril 1978, la commission a adopté un règlement qui prévoit la mise en place, à partir du 1^{er} mai 1978, d'un système de surveillance par licence automatique des importations de certains pays tiers. Il demande si, ces mesures étant appliquées, un résultat peut dès à présent être décelé en France et à l'égard de quels pays de l'Est européen et de l'Extrême-Orient.

Droits d'enregistrement (indemnité de dommages de guerre).

4656. — 22 juillet 1978. — Sous réserve de ce qui est dit aux articles 271 à 273 du code général des impôts, l'indemnité ou le droit à indemnité de dommages de guerre est exonéré des droits de mutation par décès. **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre du budget** s'il est possible de faire bénéficier de cette mesure les héritiers français d'une personne française ou étrangère bénéficiaire d'une indemnité de dommages de guerre versée par un Etat étranger à la suite de destruction d'immeubles situés à l'étranger.

Traités et conventions (traités des 16 septembre 1954 et 16 août 1955 conclus avec la République du Sud Viet-Nam).

4657. — 22 juillet 1978. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** dans quelles mesures les ressortissants vietnamiens résidant en France et n'ayant pas la qualité de réfugiés peuvent-ils se référer aux traités des 16 septembre 1954 et 16 août 1955 conclus entre la République française et le Gouvernement de la République du Sud Viet-Nam. En particulier, vu l'article 1^{er} de la lettre annexe 1 émanant du commissaire adjoint de France en Indochine adressée au secrétaire d'Etat à la justice du Gouvernement des Vietnamiens interprété communément comme comportant une clause d'assimilation au national, est-il possible à un ressortissant vietnamien de bénéficier du droit d'exploiter un débit de boissons en France alors qu'aucun texte particulier (même l'article L. 31 du code des débits de boissons) ne les prive de ce droit.

Taxe à la valeur ajoutée (artistes artisans).

4658. — 22 juillet 1978. — **M. Vincent Ansquer** expose à **M. le ministre du budget** que son attention a été appelée sur la situation dans le domaine fiscal des « artistes artisans », c'est-à-dire des artisans dont la confection de l'œuvre d'art comporte dix ou vingt fois plus de temps de travail que de valeur de la matière. Il semble que ces « artistes artisans » sont classés suivant les cas et suivant les départements d'une manière différente en particulier pour ce qui est du paiement ou non de la TVA. Il lui demande quels sont les critères et les modalités de classification qui permettent aux services fiscaux d'adopter à cet égard des dispositions variables. Il semble que certains services fiscaux soient d'ailleurs hésitants en ce domaine.

Régimes complémentaires (cadres).

4659. — 22 juillet 1978. — **M. Vincent Ansquer** expose à **Mme le ministre de la santé et de la famille** que son attention a été attirée sur une déclaration qu'elle aurait faite « préconisant le retour à la capitalisation pour assurer les avantages sociaux et par conséquent les retraites des cadres ». Les personnes qui lui ont fait part de cette déclaration lui ont fait observer qu'elle était en contradiction avec de précédentes déclarations de lui-même ou d'autres membres du Gouvernement sur la pérennité des régimes complémentaires de retraite. La CGC estime que, sauf à spolier totalement une génération, le système de la répartition est irréversible. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître avec précision ses intentions en ce qui concerne ce problème.

Enfance inadaptée (hébergement des enfants scolarisés).

4661. — 22 juillet 1978. — **M. Michel Aurillac** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur l'hébergement en internat des enfants handicapés scolarisés et les conséquences financières qui en découlent. Actuellement le prix de journée pour ces enfants handicapés scolarisés en internat est de l'ordre de 300 francs. Il lui demande s'il n'y aurait pas intérêt à inciter les parents à garder les enfants handicapés dans la famille en augmentant sensiblement (en doublant par exemple) l'allocation de garde actuellement de 255 francs par mois. Cette solution sauvegarderait la solidarité familiale en même temps qu'elle représenterait pour l'Etat une économie substantielle. Parallèlement, il serait nécessaire de financer dans de meilleures conditions les frais de transport des enfants handicapés vers les établissements de jour. Il souhaite connaître son avis sur cette suggestion.

Montagne (terres laissées à l'abandon).

4664. — 22 juillet 1978. — **M. Michel Barnier** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur le fait que l'entretien de l'espace agricole et touristique est devenu un problème aigu dans les zones de montagne. Cet entretien répond effectivement à des préoccupations d'intérêt général et permet, entre autres, de diminuer les risques d'avalanches et d'incendies et de limiter la prolifération d'animaux nuisibles. Or, l'accroissement de l'exode rural a pour corollaire l'abandon des terres entraînant des risques graves pour la sécurité publique (avalanches en montagne notamment). En outre, en raison du morcellement des terres, les broussailles et les épines poussant dans les parcelles incultes empêchent l'exploitation normale des autres parcelles. Compte tenu des dangers que provoquent ces terres laissées à l'abandon, un maire peut-il prescrire, dans le cadre de ses pouvoirs de police, au propriétaire l'obligation de nettoyer et de débroussailler un terrain. Par ailleurs, faute de satisfaire à l'obligation de nettoyage avant une date donnée chaque année, un maire peut-il, dans le cas d'espèce, y pourvoir d'office par les soins de la commune, le coût des travaux étant de ce fait imputé au propriétaire. Dans la négative, quelles sont les possibilités juridiques offertes aux maires pour remédier à ces dangers.

Bâtiment - Travaux publics (Bourgogne).

4665. — 22 juillet 1978. — **M. Henry Berger** expose à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** qu'actuellement les grands travaux d'équipement ne manquent pas en Bourgogne (ainsi à grande vitesse, autoroutes A26, A27, A36, liaison Rhin-Rhône), mais leur exécution est encore assurée exclusivement par les entreprises nationales, et les retombées de sous-traitance sur les entreprises de travaux publics régionales restent très minimes. Il convient d'ailleurs d'observer que cette implantation massive d'entreprises nationales s'accompagne d'un phénomène concurrentiel sérieux au niveau des autres travaux dans les départements bourguignons et en particulier au niveau des travaux des collectivités locales qui constituaient en 1976 43 p. 100 de la clientèle des entreprises des travaux publics locales. Depuis deux ans, on constate que les marchés de faible importance mettent en présence quinze, vingt, voire trente participants, ce qui laisse de moins en moins de chance aux entreprises locales ainsi appelées à disparaître les unes après les autres. Dans le domaine de l'emploi, un effort important a été consenti par les entreprises de travaux publics locales pour garder leur personnel, par attachement à celui-ci et dans l'espoir d'une reprise. Mais sans travaux, cet effort a évidemment des limites qui sont déjà dépassées pour un certain nombre d'entre elles. Actuellement, aucun problème ne se pose en matière d'emploi, compte tenu de la durée des grands travaux d'équipement entrepris, c'est-à-dire pendant les deux ou trois années à venir. La situation actuelle est cependant grave, et il apparaît indispensable de faire en sorte que les entreprises locales et régionales qui constituent la substance même de la région puissent vivre et se développer normalement sinon le phénomène de désertification que les pouvoirs publics s'attachent à enrayer, surtout depuis le VI^e Plan, risque de s'étendre en créant des déséquilibres, des bouleversements et entraînant des injustices. Les chefs d'entreprises des travaux publics sont inquiets car les mesures prévues pour les aider sont restées au stade des intentions. **M. Berger** demande à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** les mesures qu'il envisage de prendre en accord avec son collègue **M. le ministre de l'économie** afin de venir en aide aux entreprises concernées.

Permis de conduire (poids lourd : visite médicale).

4666. — 22 juillet 1978. — **M. Emile Bizet** rappelle à **M. le ministre des transports** que les titulaires des permis de conduire poids lourds, transports en commun doivent subir tous les deux ans une visite médicale indispensable pour valider leurs permis. Un conduc-

teur de poids lourds, demeurant en zone rurale lui a fait valoir les frais qu'entraînerait cette validation : 17,80 francs pour recommandation du dossier, 17,80 francs; déplacement, 67,50 francs; frais de visite, 70 francs; une demi-journée de travail perdue environ 50 francs, soit au total plus de 200 francs. Le conducteur intéressé demande s'il ne serait pas plus simple et moins onéreux de faire passer cette visite médicale par le médecin de famille, ce qui éviterait des déplacements parfois longs et toujours coûteux. M. Emile Bizet demande à M. le ministre des transports s'il n'estime pas que cette suggestion est intéressante. Il souhaiterait savoir s'il envisage de la prendre en considération.

Cuir et peaux (industrie de la chaussure).

4667. — 22 juillet 1978. — **M. Jean Bonhomme** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur la crise extrêmement grave que traverse la production de la chaussure en France. L'augmentation croissante des charges et des coûts de production que doivent supporter ces entreprises de main-d'œuvre se conjugue avec l'aggravation d'une concurrence déloyale en provenance de pays tiers au salariat sous rémunéré et dépourvu d'avantages sociaux. Devant l'état de péril créé par cette situation qui s'aggrave de jour en jour **M. Bonhomme** demande à **M. le Premier ministre** quelles sont les mesures qu'il compte prendre.

Impôt sur le revenu (quotient familial : anciens combattants de 1914-1918).

4668. — 22 juillet 1978. — **M. René Caille** rappelle à **M. le ministre du budget** que l'article 194 du code général des impôts fixe le nombre de parts à prendre en considération pour la division du revenu imposable prévue à l'article 193. Pour un célibataire, divorcé ou veuf sans enfant à charge, ce nombre de parts est fixé à 1. Pour un marié, sans enfant à charge il est de 2. A ces deux parts s'ajoute une demi-part supplémentaire par enfant à charge. Certaines dérogations aux dispositions ainsi résumées résultent de l'article 195 CGI. Celui-ci prévoit en particulier que le revenu imposable des contribuables célibataires, divorcés ou veufs est divisé par 1,5 dans un certain nombre de cas : existence d'enfants majeurs ou d'enfants faisant l'objet d'une imposition distincte; mort d'un ou plusieurs enfants ayant atteint au moins seize ans ou étant décédés par faits de guerre. Il en est de même lorsque les intéressés sont titulaires d'une pension d'invalidité. Il appelle à cet égard son attention sur une dérogation qui lui paraîtrait tout à fait souhaitable. Les anciens combattants de la guerre de 1914-1918 sont actuellement peu nombreux. Généralement leur situation est modeste et surtout lorsqu'il s'agit de veufs ou de célibataires, ils connaissent d'évidentes difficultés. Afin de réduire les difficultés en cause il lui demande s'il n'estime pas souhaitable de les faire bénéficier d'une disposition qui tendrait à fixer à deux le nombre de parts à prendre en considération pour la division de leur revenu imposable, et cela sans qu'interviennent la prise en compte d'un plafond des ressources, ni la situation de famille des intéressés.

Réunion (professeurs du centre universitaire).

4671. — 22 juillet 1978. — **M. Michel Debré** attire l'attention de **Mme le ministre des universités** sur la situation des professeurs du centre universitaire de la Réunion qui demandent à l'expiration de leur temps d'enseignement un poste dans une université métropolitaine. En fait, le régime actuel, comme il était prévu, dessert gravement un centre universitaire qui normalement ne peut offrir la totalité d'une carrière à un professeur d'enseignement supérieur; qu'il apparaît clairement que l'intérêt du service devrait permettre des mutations relativement faciles entre le centre universitaire de la Réunion et les universités de métropole de telle façon qu'après plusieurs années d'enseignement les professeurs puissent poursuivre leur carrière dans une université plus importante; lui demande en conséquence quelles mesures envisage le Gouvernement pour remédier aux conséquences d'une situation qui, si elle devait se prolonger, écarterait du centre universitaire de la Réunion de jeunes professeurs de valeur.

Politique extérieure (souveraineté du gouvernement mauricien).

4672. — 22 juillet 1978. — **M. Michel Debré** attire l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur les récentes déclarations du gouvernement mauricien affirmant que la souveraineté de Maurice avait été reconnue sur plusieurs îles de l'Océan indien, notamment Tromelin; lui demande en vertu de quels accords inconnus du Parlement et de l'opinion le gouvernement mauricien peut énoncer de telles contre-vérités.

Transports aériens (desserte de Mayotte).

4673. — 22 juillet 1978. — **M. Michel Debré** demande à **M. le ministre des transports** pour quelles raisons les grandes facilités consenties à la République malgache ne sont assorties d'aucune concession; il est en effet surprenant qu'au moment où nous envisageons d'assurer à la compagnie Air Madagascar sa rentabilité grâce à la desserte de la Réunion, les autorités de la République malgache ne sont liées à aucun engagement, notamment pour ce qui concerne les autorisations de survol pour la desserte de Mayotte; qu'il apparaît que cette grave insuffisance comporte des inconvénients politiques autant que techniques et financiers qu'aggrave dans l'esprit de tous ceux qui suivent ce problème l'attitude inamicale du gouvernement malgache à l'égard du département de la Réunion; lui demande en conséquence, s'il n'estime pas le temps venu d'un réexamen remettant en cause certains avantages accordés si une contrepartie politique et technique n'est pas consentie par les autorités malgaches.

Enseignement supérieur (étudiants réunionnais).

4674. — 22 juillet 1978. — **M. Michel Debré** demande à **Mme le ministre des universités** de bien vouloir rappeler aux présidents des universités et à leurs services administratifs auprès desquels des interventions de parlementaires ont été jusqu'ici sans effet qu'il n'est pas concevable que les étudiants de la Réunion se fassent régulièrement opposer, au moment de leur inscription, des réflexions telles que « consultez le service culturel de votre ambassade » ou « le régime des inscriptions pour les étrangers est soumis à des règles particulières »; il y a quelque chose de lassant à constater de telles ignorances ou un tel laisser-aller.

Syndicats de communes (composition du comité).

4675. — 22 juillet 1978. — **M. Arthur Dehaine** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** que les conditions de validité des délibérations du comité de syndicats de communes, les dispositions relatives aux convocations, à l'ordre et à la tenue des séances, les conditions d'annulation des délibérations, de nullité de droit et de recours sont aux termes de l'article L. 163-10 du code des communes celles fixées par ce code pour les conseils municipaux. L'article L. 121-12 du code des communes est ainsi applicable au syndicat de communes si bien qu'un membre du comité empêché d'assister à une séance peut donner à un collègue de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Les règles du vote par procuration prévu pour les conseils municipaux étant applicables aux syndicats de communes si bien qu'un membre du comité empêché en cas d'empêchement se faire remplacer par un délégué suppléant avec voie délibérative. La circulaire n° 74-245 du 25 septembre 1974 relative aux syndicats de communes rappelle d'ailleurs que si « la présence de suppléants n'ayant pas voie délibérative peut être admise, le vote par procuration demeure la règle ». Cependant, dans la plupart des syndicats, les communes, en plus d'un ou deux délégués titulaires, désignent un suppléant. Ceux-ci ne peuvent pas participer aux débats avec voie délibérative et ont donc le sentiment de ne pouvoir jouer aucun rôle réel. Il serait souhaitable pour remédier à cet inconvénient de prévoir l'existence de délégués suppléants. Il suffirait de compléter dans ce sens l'article L. 163-5 du code des communes. Il conviendrait également de compléter l'article L. 163-10 en précisant qu'un délégué titulaire peut être remplacé en cas d'absence par un délégué suppléant ayant voie délibérative. Il lui demande s'il a l'intention de faire étudier et déposer un projet de loi reprenant les dispositions qu'il vient de lui suggérer.

Licenciement (pour cause économique).

4676. — 22 juillet 1978. — **M. Jean-Pierre Delalande** appelle l'attention de **M. le ministre de la justice** sur les litiges individuels, nés de l'exécution d'un contrat de travail et qui sont, en principe, de la compétence du conseil des prud'hommes. Ceux-ci statuent, généralement, dans un bref délai et les salariés licenciés obtiennent les indemnités qui leur sont dues dans un délai raisonnable. Toutefois, pour les salariés protégés (délégués du personnel et membres des comités d'entreprise) dont le licenciement doit être expressément autorisé par l'inspecteur du travail, cette compétence du conseil des prud'hommes s'est trouvée écartée par la jurisprudence concordante de la cour de cassation et du Conseil d'Etat. Par une première série d'arrêts, du 21 juin 1974, dite « arrêts Perrier », la chambre mixte de la cour de cassation a déclaré irrecevable l'action en résiliation judiciaire du contrat de travail d'un salarié protégé, en posant le principe que désormais les décisions de l'inspecteur du travail en la matière seraient soumises à un contrôle « normal », c'est-à-dire au contrôle de la juridiction administrative. Faisant

écho à cette jurisprudence, le Conseil d'Etat, par un arrêt d'assemblée SAFER d'Auvergne, et ministre de l'Agriculture et de la Pêche, le 5 mai 1976, a reconnu la compétence des tribunaux administratifs en première instance, et du Conseil d'Etat en appel, pour apprécier la légalité des autorisations et refus de licenciement de ces salariés. Il en est résulté un allongement considérable des procédures, puisque lorsque le juge judiciaire est saisi d'un litige portant sur le licenciement d'un salarié protégé, il doit surseoir à statuer jusqu'à décision de la juridiction administrative sur la légalité des autorisations données par l'inspecteur du travail. Or, cette jurisprudence vient d'être étendue par la chambre sociale de la cour de cassation, en matière de licenciement pour cause économique. C'est dire que tous les litiges portant sur de tels licenciements devront, avant de donner lieu au paiement des indemnités qui ne peuvent être dues aux salariés, être soumis éventuellement aux deux degrés de la juridiction administrative. Il en résultera nécessairement un retard considérable dans le paiement des indemnités, malgré les pouvoirs qui ont été conférés aux conseils de prud'hommes d'accorder des provisions sur ces indemnités, pouvoirs qu'ils n'exercent d'ailleurs qu'exceptionnellement. Pour remédier à cet état de chose, il lui demande s'il n'envisage pas de faire attribuer la compétence de ces litiges par voie législative en la rendant, dans tous les cas, aux conseils de prud'hommes.

Assurances vieillesse (retraite anticipée : évadés réfractaires).

4678. — 22 juillet 1978. — M. Antoine Gissingier rappelle à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants que de très nombreux Alsaciens-Lorrains qui devaient être incorporés de force dans l'armée allemande ont refusé cette incorporation et ont tout mis en œuvre pour s'y soustraire. Ils se sont évadés au prix de grands dangers car l'évasion était punie de mort par les autorités d'occupation. Beaucoup d'entre eux furent abattus lors de leur tentative de franchissement des frontières des territoires occupés ou ils furent arrêtés et exécutés dans des conditions atroces au camp d'extermination du Struthof. Pour mettre un terme à ces actes de résistance, les Allemands procédèrent à la déportation systématique de leurs familles en Allemagne, pratiquant un système d'otages particulièrement odieux. Cependant, malgré les risques et les représailles, les Alsaciens-Lorrains qui réussirent à s'évader s'engagèrent volontairement dans les armées françaises et alliées et combattirent pour la libération de la France. Il lui rappelle qu'il a été accordé aux incorporés de force dans l'armée allemande, déserteurs de celle-ci après six mois d'incorporation, un droit à retraite anticipée à soixante ans. Jusqu'à présent, les évadés inconnus et réfractaires n'ont pu, malgré de nombreuses démarches, obtenir l'extension de cet avantage auquel ils peuvent cependant légitimement prétendre. Par le refus qui leur a été opposé, les pouvoirs publics commettent une discrimination extrêmement regrettable en ce domaine de la retraite, discrimination incompréhensible quand on songe que les évadés de l'armée allemande et les réfractaires à l'incorporation, titulaires les uns et les autres, des mêmes cartes de combattants et réfractaires, n'obtiennent ni les mêmes avantages, ni les mêmes droits. Ce refus opposé à leur juste demande a provoqué un grand mécontentement parmi eux et blesse profondément leurs sentiments patriotiques. Il lui demande de bien vouloir faire réétudier le problème afin d'assimiler les évadés réfractaires patriotes réfractaires aux déserteurs incorporés de force dans l'armée allemande en ce qui concerne l'attribution de la retraite professionnelle à soixante ans.

Architectes (recours obligatoire à ses services).

4679. — 22 juillet 1978. — M. Antoine Gissingier rappelle à M. le ministre de l'Environnement et du cadre de vie la réponse qu'il a faite au cours de la séance de l'Assemblée nationale du 27 avril 1978 à une question au Gouvernement portant sur la définition de la surface de plancher hors œuvre dans la construction. Dans cette réponse, il disait en particulier que la détermination du seuil de 250 mètres carrés, surface de plancher hors œuvre, selon les définitions données par la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture « introduisait des distorsions suivant les types d'architecture et les régions ». Il ajoutait qu'il s'agissait d'un problème technique compliqué qu'il avait fallu un certain temps pour l'étudier et que des résultats de l'étude conduite par ses services, il résultait qu'il valait mieux « recourir à une définition unique, plus claire techniquement et susceptible de réduire les disparités ou les distorsions entre les régions. Une telle définition présenterait des avantages indéniables ». Il concluait en disant que les études ont été faites et qu'il avait l'intention « de proposer très rapidement au Gouvernement des solutions tendant, non seulement à la simplification des procédures d'obtention des permis de construire, mais encore à l'allègement des charges des usagers ». Près de trois mois s'étant écoulés, depuis cette réponse, il lui demande quelles solutions doivent intervenir et dans quel délai.

Routes (raccordement de l'axe Nord-Sud de l'Alsace au réseau allemand).

4680. — 22 juillet 1978. — Dans le cadre de l'axe routier Nord-Sud de l'Alsace, le préfet du Bas-Rhin a déclaré d'utilité publique, par arrêté en date du 21 novembre 1977, la poursuite de la route industrielle n° 2 reliant Seltz à la frontière allemande. Les crédits votés au budget 1978 de l'établissement public régional d'Alsace permettront de commencer l'aménagement de cette section de l'axe Nord-Sud dès cette année avec l'objectif de l'achever en 1980. M. Grussenmeyer attire donc l'attention de M. le ministre des transports sur l'urgence de se préoccuper des intentions de l'administration allemande pour le raccordement de l'axe Nord-Sud au réseau routier allemand. Il demande de bien vouloir lui faire connaître l'état d'avancement du dossier en cause et notamment la position de l'administration allemande sur cette question d'une importance fondamentale pour le désenclavement routier de l'Alsace vers l'Europe du Nord et l'Europe centrale et éventuellement d'en saisir, en liaison avec son collègue des affaires étrangères, le ministre fédéral Ouest-Allemand des transports.

Prestations familiales (montant).

4681. — 22 juillet 1978. — M. Grussenmeyer attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la famille sur le crucial problème du pouvoir d'achat des familles. Devant l'accroissement des tarifs des services publics, du prix de l'essence et de la hausse des loyers en particulier des HLM, les familles attendaient du Gouvernement de véritables mesures de rattrapage notamment en matière d'allocations familiales. L'augmentation de 3,91 p. 100 des allocations familiales intervenue au 1^{er} juillet n'améliore que de 1,34 p. 100 le pouvoir d'achat des familles alors que le programme de Blois et les déclarations du ministre de la santé et de la famille lors du débat sur la sécurité sociale permettaient d'espérer une amélioration d'au moins 1,50 p. 100 sur un an. L'union nationale des associations familiales confirme d'ailleurs son inquiétude en rappelant que tout retard accumulé dans la réalisation d'une véritable politique de la famille aura des conséquences sociales et économiques sur lesquelles il serait demain inopérant de se lamenter. Il demande de bien vouloir prendre en considération ce légitime souci d'amélioration des prestations familiales en faveur de ceux qui bien souvent font beaucoup d'efforts pour subvenir aux besoins de leur famille et de lui faire connaître les mesures concrètes qu'il compte prendre à cet effet.

Départements d'outre-mer (domaine public de l'Etat).

4682. — 22 juillet 1978. — M. Raymond Guillard expose à M. le ministre du budget que sous la précédente législature au mois de septembre 1977, il avait posé à M. le ministre de l'économie et des finances de l'époque, une question écrite portant sur le domaine public de l'Etat dans les DOM. Cette question n'ayant pas obtenu de réponse à la fin de la législature précédente, il en avait effectué à nouveau le dépôt au cours de la législature actuelle. Elle a été publiée sous le numéro 328 au Journal officiel des Débats de l'Assemblée nationale du 19 avril 1978, page 1205. Le 16 mai, elle a été transférée à M. le ministre du budget. Cette question est toujours sans réponse. Comme il tient à connaître sa position sur un problème important pour les populations concernées, il lui renouvelle les termes de cette question en espérant qu'une réponse rapide lui sera donnée. En conséquence, il expose à M. le ministre du budget qu'en vue de mettre fin à une situation anachronique existant dans les départements d'outre-mer, le décret n° 55-205 du 30 juin 1955 a déclassé la zone des cinquante pas géométriques jusque-là domaine public de l'Etat. L'exposé des motifs de ce décret précise : « En vue de régulariser la situation des occupants détenteurs d'un titre régulier ou ayant élevé des constructions, l'administration sera amenée, dans certains cas, à céder amiablement les terrains dont ils disposent. Des cessions devront également être consenties aux entreprises qui désirent créer des établissements présentant un intérêt économique, ainsi qu'aux collectivités locales pour la réalisation de leurs installations d'intérêt public et général et de leurs plans d'urbanisme et d'aménagement. » Jusqu'à l'intervention d'une circulaire interministérielle du 26 février 1974 la régularisation de la situation des occupants en zone urbaine ne posait aucun problème. Mais cette circulaire a posé de telles restrictions qu'à l'heure actuelle, pratiquement toutes les cessions de terrains de la zone des cinquante pas géométriques situés en milieu urbain sont bloquées, que ce soit au profit de particuliers ou de collectivités. Il demande à M. le ministre du budget de prendre toutes dispositions permettant une application très libérale du décret précité du 30 juin 1955. Ce faisant, il facilitera le développement économique du département en permettant : d'une part, aux particuliers de régulariser leur situation d'occupants, avec ou sans titre de propriété ; d'autre part, aux communes du département d'acquiescer les terrains nécessaires à leur urbanisation.

Départements d'outre-mer (domaine public de l'Etat).

4683. — 22 juillet 1978. — M. Raymond Guilloé expose à M. le ministre de l'intérieur qu'il avait posé à M. le Premier ministre sous la précédente législature, en septembre 1977, une question écrite relative au domaine public de l'Etat dans les DOM. Cette question n'ayant pas obtenu de réponse, il en a renouvelé le dépôt sous la législature actuelle. Cette question écrite a été publiée sous le n° 327 au *Journal officiel* des Débats de l'Assemblée nationale du 19 avril 1978, page 1205. Le 25 avril, elle a été transmise à M. le ministre de l'intérieur et actuellement elle n'a toujours pas obtenu de réponse. Comme il tient à connaître sa position sur le problème évoqué, lequel est extrêmement sérieux pour les populations intéressées, il lui renouvelle les termes de cette question en espérant une réponse rapide. Il expose donc à M. le ministre de l'intérieur qu'en vue de mettre fin à une situation anachronique existant dans les départements d'outre-mer, le décret n° 55-285 du 30 juin 1955 a déclassé la zone des cinquante pas géométriques jusque-là domaine public de l'Etat. L'exposé des motifs de ce décret précise : « En vue de régulariser la situation des occupants détenteurs d'un titre régulier ou ayant élevé des constructions, l'administration sera amenée, dans certains cas, à céder amiablement les terrains dont ils disposent. Des cessions devront également être consenties aux entreprises qui désirent créer des établissements présentant un intérêt économique, ainsi qu'aux collectivités locales pour la réalisation de leurs installations d'intérêt public et général et de leurs plans d'urbanisme et d'aménagement. » Jusqu'à l'intervention d'une circulaire interministérielle du 26 février 1974 la régularisation de la situation des occupants en zone urbaine ne posait aucun problème. Mais cette circulaire a posé de telles restrictions qu'à l'heure actuelle, pratiquement toutes les cessions de terrains de la zone des cinquante pas géométriques situés en milieu urbain sont bloquées, que ce soit au profit de particuliers ou de collectivités. Il demande à M. le ministre de l'intérieur de prendre toutes dispositions permettant une application très libérale du décret précité du 30 juin 1955. Ce faisant, il facilitera le développement économique du département en permettant : d'une part, aux particuliers de régulariser leur situation d'occupants, avec ou sans titre de propriété ; d'autre part, aux communes du département d'acquérir les terrains nécessaires à leur urbanisation.

Préretraite (femmes).

4684. — 22 juillet 1978. — Mme Nicole de Hauteclocque rappelle à M. le ministre du travail et de la participation que les femmes peuvent prétendre, à l'âge de soixante ans, à une retraite calculée au taux normalement applicable à soixante-cinq ans : si, ayant cotisé pendant trente ans, elles ont élevé au moins trois enfants et si elles ont exercé un travail manuel ouvrier (loi n° 75-1279 du 30 décembre 1975) ; si elles justifient d'une durée d'assurance d'au moins trente-sept ans et demi (loi n° 77-774 du 12 juillet 1977), l'application de cette disposition étant toutefois étalée dans le temps et prenant son plein effet le 1^{er} janvier 1979. Par ailleurs, à la suite de l'accord interprofessionnel du 13 juillet 1977 les salariés peuvent bénéficier, à compter de l'âge de soixante ans, d'une garantie de ressources communément appelée préretraite. Cet avantage n'a toutefois pas été étendu aux femmes dont la pension à taux plein peut intervenir à compter de soixante ans et qui n'ont donc pas la possibilité de bénéficier de la préretraite dans les cinq années précédant l'âge auquel elles peuvent cesser leur activité sans supporter d'abattement sur leur retraite. C'est pourquoi elle lui demande s'il n'estime pas équitable que soit suggéré aux partenaires sociaux de prévoir, parallèlement à la préretraite accordée entre soixante et soixante-cinq ans, la possibilité de la même mesure pour les femmes entre cinquante-cinq et soixante ans.

Imposition des plus-values

(parts de sociétés civiles immobilières non transparentes).

4685. — 22 juillet 1978. — M. Gabriel Kaspereit expose à M. le ministre du budget la situation au regard de la taxation des plus-values instituée par la loi votée en juin 1978 des parts de sociétés civiles immobilières non transparentes qui avaient été assimilées par l'instruction du 30 décembre 1976, 8 M-1-76 à des immeubles et pouvant à ce titre bénéficier de l'exonération accordée par l'article 5 de la loi précitée aux immeubles détenus depuis plus de vingt ans. Il lui demande sur quelles parts est réputée porter la cession lorsque le cédant a acquis certaines parts depuis plus de vingt ans et d'autres depuis moins de vingt ans au jour de la cession. Par exemple, dans le cas d'une personne ayant acquis cent parts d'une

société civile immobilière non transparente en 1950, puis cinquante autres parts de la même société en 1970, la plus-value réalisée lors de la cession en 1977 de ces parts pourra-t-elle être regardée comme afférente à un immeuble détenu depuis plus de vingt ans et exonérée à ce titre.

Service national (incorporation des étudiants en odontologie).

4686. — 22 juillet 1978. — M. Pierre-Charles Krieg appelle l'attention de M. le ministre de la défense sur le cas des étudiants en odontologie, sursitaires, incorporables au titre de l'article L. 10 du code du service national, au plus tard le 1^{er} décembre 1978. C'est à cette date en effet, c'est-à-dire en pleine cinquième année d'études, que les étudiants nés en 1953, ou entrés à l'Université après le 1^{er} janvier 1972, seront incorporés en tant « qu'hommes de rang » en perdant tout espoir de servir plus utilement l'armée. Cette situation met en péril l'avenir de jeunes gens qui doivent interrompre des études cliniques n'ayant de valeur que dans une continuité sanctionnée par un examen terminal. L'interruption d'une année est fort préjudiciable car elle peut remettre en cause tout l'acquis des années précédentes. Les professeurs et les représentants de la profession sont unanimes à penser que ce problème est grave. Cette situation intéresse également les étudiants pharmaciens et médecins ce qui porterait le nombre des cas semblables à environ cinq mille. M. Pierre-Charles Krieg serait reconnaissant à M. le ministre de la défense de bien vouloir lui faire connaître quelle solution il compte donner à ce grave problème qui intéresse une grande partie de notre jeunesse studieuse.

Educatrices spécialisées (repas gratuits).

4687. — 22 juillet 1978. — M. Claude Labbé expose à M. le ministre du budget que son attention a été attirée sur les charges fiscales correspondant aux repas gratuits pris en service par les éducatrices spécialisées. Les éducatrices spécialisées encadrant les élèves pendant les repas bénéficient de la gratuité de la nourriture ce qui est considéré comme un avantage en nature qui les met dans l'obligation d'en faire la déclaration à l'administration fiscale. D'après ces personnels cette disposition constitue la remise en cause d'un avantage acquis. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir envisager à l'occasion de la préparation de la prochaine loi de finances pour 1979, ou d'une loi de finances rectificative pour 1978, une disposition précisant que lorsque l'éducatrice spécialisée prend son repas à la table des élèves il accomplit une tâche éducative et que le service du repas gratuit doit être considéré comme la contrepartie de cette obligation de service et ne constitue pas un avantage en nature qui met l'intéressé dans l'obligation d'en faire la déclaration à l'administration fiscale.

Assurances vieillesse (anciens combattants ayant un taux d'invalidité de 60 p. 100).

4688. — 22 juillet 1978. — M. Claude Labbé appelle l'attention de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants sur les dispositions de la loi n° 77-773 du 12 juillet 1977 tendant à l'abaissement de l'âge de la retraite pour les anciens déportés ou internés. Ce texte prévoit que les assurés sociaux qui sont anciens déportés ou internés et à ce titre titulaires de la carte de déporté ou interné de la résistance ou de la carte de déporté ou interné politique et à condition que leur pension militaire d'invalidité ait été accordée pour un taux d'invalidité global d'au moins 60 p. 100, sont âgés d'au moins 55 ans, comme atteints d'une invalidité les rendant incapables d'exercer une profession quelconque. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable d'envisager des dispositions analogues pour les anciens combattants ayant le même taux d'invalidité de 60 p. 100. Il semblerait en effet logique que pour un taux d'invalidité identique, il n'y ait pas de différence entre la façon dont sont traités les déportés ou internés ou les combattants quelle que soit l'arme à laquelle ils ont appartenu.

Bâtiment, travaux publics (maintien de l'activité professionnelle).

4689. — 22 juillet 1978. — M. Jean de Lipkowski appelle l'attention de M. le ministre de l'économie sur la crise très grave que traverse actuellement la profession des travaux publics. Cette crise risque d'entraîner rapidement des licenciements collectifs et des disparitions d'entreprises si les pouvoirs publics ne s'attachent pas à la réalisation rapide des nombreux équipements collectifs dont le pays doit encore se doter. Pour maintenir l'activité de ce secteur, une décision de soutien doit de traduire dans les plus brefs délais par la mise en place de financements supplémentaires très importants. Le Gouvernement entend poursuivre une politique de revalorisation du travail manuel et les entreprises des travaux publics sont conscientes de la nécessité d'une telle politique. Elles se sont

d'ailleurs volontairement engagées dans cette voie depuis deux ans puisque, en effet, la fédération nationale des travaux publics a signé avec les centrales ouvrières, le 14 avril 1976, un plan social dont les principales dispositions peuvent être considérées comme le fondement contractuel d'une politique de revalorisation des activités manuelle. Mais pour poursuivre une telle politique, les entreprises doivent sortir des difficultés où elles se trouvent plongées. Il apparaît indispensable que le Gouvernement donne à la profession les garanties nécessaires à sa survie. Celles-ci devraient comporter une relance immédiate de l'activité des entreprises du secteur par injection de crédits supplémentaires mis à la disposition des principaux donneurs d'ouvrage au premier rang desquels se placent les collectivités locales. Il est nécessaire également que soit communiqué aux fédérations régionales des travaux publics par les représentants régionaux du Gouvernement, le volume exact et la programmation précise des travaux sur plusieurs exercices annuels. L'assurance de la mise en place d'un système de révision des prix des marchés peut seule permettre d'éviter, y compris pour les marchés en cours, que les hausses des différents éléments de coûts qui ont lieu actuellement ne restent même partiellement à la charge des entreprises. Enfin, les maîtres d'ouvrages publics doivent se conformer strictement aux textes en matière de règlement et respecter le délai de quarante-cinq jours. M. Jean de Lipkowski demande à M. le ministre de l'économie quelle est sa position à l'égard des suggestions qu'il vient de lui présenter pour assurer un soutien indispensable qui doit être apporté aux entreprises des travaux publics.

Handicapés (garantie de ressources).

4690. — 22 juillet 1978. — M. Jean-François Mancel rappelle à Mme le ministre de la santé et de la famille que la loi n° 75-534 d'orientation en faveur des personnes handicapées du 30 juin 1975 a posé le principe que l'éducation, la formation, l'orientation professionnelle, l'emploi, la garantie d'un minimum de ressources, constituent une obligation nationale. Cette position de principe implique l'autonomie financière des handicapés leur permettant le droit à une vie décente dans la dignité. Dès la fin de décembre 1977, des décrets sont intervenus qui ont en particulier institué la garantie de ressources en faveur de tout travailleur handicapé. Certaines circulaires ont suivi mais les problèmes pratiques sont loin d'être tous résolus bien que l'entrée en vigueur de ces dispositions ait été fixée impérativement au 1^{er} janvier 1978. Les directions départementales du travail et des affaires sanitaires et sociales attendent des instructions quant à l'interprétation des décrets en cause. Actuellement, les handicapés continuent à connaître de graves difficultés. Par exemple, lorsqu'un handicapé qui peut prétendre à l'allocation compensatrice (ou son tuteur) s'adresse à la mairie, il constate que celle-ci n'a reçu aucune instruction précise. La mairie devrait transmettre cette demande à la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (Cotorep) par l'intermédiaire de la DASS qui en apprécie l'opportunité en fonction de la nécessité d'une tierce personne et de l'importance des frais supplémentaires exigés par l'état du handicapé. Mais les critères à cet égard n'ont pas été précisés. La Cotorep doit également apprécier le taux d'invalidité et d'incapacité et un certain seuil de capacité au travail (aptitude potentielle au travail) mais les bases n'ont pas été fixées si bien que l'orientation professionnelle reste impossible. La Cotorep ordonnance les fonds aux centres de travail protégé notamment, ce qui est nécessaire au règlement du complément de salaire au titre de la garantie de ressources. Actuellement nous sommes au moins de juin et seuls les fonds correspondant au mois de janvier ont été attribués. Elle statue sur l'attribution de l'allocation aux adultes handicapés. La commission d'aide sociale qui relève de la DASS fixe le montant de l'allocation compensatrice ci-dessus, et pour ceux qui sont hébergés en foyer, le montant de la participation aux frais d'entretien et d'hébergement avec un système complexe de versement du handicapé, d'opposition possible, etc. Enfin, la Cotorep verse l'allocation aux adultes handicapés qui pourra être réduite en fonction du complément de salaire attribué par la Cotorep. Il est évident que cette procédure est exagérément lourde alors que les pouvoirs publics font des efforts de simplifications administratives. Au lieu d'un seul interlocuteur, les handicapés ou leurs familles auront à faire aux bureaux d'aide sociale, à la Cotorep, aux commissions d'aide sociale, aux caisses d'allocations familiales, etc. Quant à l'allocation différentielle pour le maintien des droits acquis, aucun décret n'est encore paru alors que les handicapés verront réduire l'allocation de compensation (lorsqu'ils la perçoivent) du montant du complément de salaire, et même si l'allocation compensatrice ne leur est pas attribuée, ce qui est fort probable. Le manque de moyens des services administratifs est évident, ce qui va entraîner une grande confusion, des retards importants et des contestations dont auront à souffrir les parents désemparés. On peut même craindre que l'interprétation de certaines instructions ait pour effet de vider de leur substance les meilleurs articles de la loi d'orientation bien que celle-ci demeure

positive. M. Jean-François Mancel demande à Mme le ministre de la santé et de la famille, en accord avec son collègue M. le ministre du travail, de bien vouloir prendre sans retard les mesures nécessaires pour accélérer l'application d'un texte voté depuis deux ans et pour alléger les procédures.

Taxe sur les salaires (taux majorés).

4692. — 22 juillet 1978. — M. Michel Noir attire l'attention de M. le ministre du budget sur les conséquences de l'article 231 du code général des impôts, relatif à la taxe sur les salaires. Cette taxe touche en particulier les organismes qui versent des traitements et salaires et ne sont pas assujettis à la TVA ou le sont pour moins de 90 p. 100 de leur chiffre d'affaires (notamment les chambres des métiers). Cette taxe se calcule selon trois taux applicables par palier : le taux normal de 4,25 p. 100 est porté à 8,50 p. 100 pour la fraction des rémunérations individuelles annuelles comprises entre 30 000 francs et 60 000 francs et à 13,60 p. 100 pour la fraction excédant 60 000 francs. Les chiffres de 30 000 francs et 60 000 francs ont été fixés il y a de nombreuses années et n'ont jamais été relevés, ce qui signifie qu'aujourd'hui le régime s'applique à presque tous les salaires alors qu'à l'origine il n'était applicable qu'aux cadres supérieurs. M. Michel Noir demande à M. le ministre si un réajustement des bases est prévu, afin de redonner au système son sens original, c'est-à-dire de ne le rendre applicable qu'aux hautes rémunérations.

Charges sociales (entreprise employant des apprentis).

4693. — 22 juillet 1978. — M. Michel Noir attire l'attention de M. le ministre du commerce et de l'artisanat sur la charge supplémentaire que représente pour une entreprise de neuf salariés engageant un ou plusieurs apprentis, le versement aux transports de la taxe fiscale recouvrée par l'URSSAF. Alors que pour la taxe professionnelle, pour la taxe à la formation continue et pour la participation à l'effort de construction, il n'est tenu compte ni du salaire ni du nombre d'apprentis, le versement aux transports tenant compte du nombre d'apprentis et de la masse salariale. M. Noir demande à M. le ministre si cet assujettissement et cette charge supplémentaire ne lui semblent pas de nature à décourager la formation d'apprentis et en contradiction avec la politique actuelle de développement de l'emploi des jeunes.

Prothésistes dentaires (statut).

4694. — 22 juillet 1978. — M. Michel Noir attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la situation difficile des prothésistes dentaires, dont le titre a été retenu par arrêté du conseil d'Etat du 28 février 1973, confirmé par arrêté ministériel du 17 mai 1974. Cette profession assurant un emploi à environ 27 000 salariés et ayant un triple aspect (artisanal, paramédical et parfois industriel) n'a pas actuellement de statut professionnel qui garantirait la compétence des exploitants de laboratoires de prothèse dentaire, et celle des prothésistes qui y travaillent. Il demande à Mme le ministre quelle sont ses intentions pour la réglementation et l'organisation de cette profession.

Transports sanitaires (ambulanciers non agréés).

4695. — 22 juillet 1978. — M. Germain Sprauer appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur les discriminations particulièrement sensibles dont sont l'objet les ambulanciers dits non agréés à la suite de l'expiration, le 31 mars 1977, du délai prévu par le décret n° 73-384 du 27 mars 1973. En effet, la mise en place des SAMU et l'intervention des dispositions du décret du 22 mars 1973 ont donné naissance à une troisième catégorie d'ambulanciers dits non agréés parce qu'ils n'ont pas eu les possibilités matérielles de répondre aux normes exigées par le texte mentionné ci-dessus, mais qui contribuent néanmoins avec efficacité, compétence et dévouement, souvent depuis plusieurs dizaines d'années, au système sanitaire régional en desservant notamment les zones rurales, la plupart du temps trop éloignées des SAMU. Or, diverses informations émanant de la profession font état d'entraves et de tracasseries exercées d'une manière intempestive par les caisses primaires d'assurance maladie pour le remboursement des frais de transport et par diverses administrations de l'Etat, et notamment le service des mines pour l'homologation et le contrôle des véhicules en l'absence de toute justification légale. M. Sprauer demande à Mme le ministre si ces attitudes préjudiciables à cette profession sont destinées à accélérer sa disparition et si, dans la négative, elle envisage de prendre des mesures afin que cette catégorie d'ambulanciers, indispensable au bon fonctionnement du système sanitaire, soit en mesure de poursuivre sa mission dans les meilleures conditions.

Potasses (fabricants de scories potassiques).

4691. — 22 juillet 1978. — M. Jean-François Mancel appelle l'attention de M. le ministre de l'économie sur les sérieuses difficultés auxquelles sont confrontés les fabricants de scories potassiques du Nord de la France, compte tenu de la concurrence qu'ils rencontrent de la part de leurs homologues belges. Les livraisons effectuées par ces derniers, sans limitation de tonnage, dans près d'une vingtaine de départements du Nord-Est, sont faites à des prix de 7 p. 100 environ inférieurs aux prix français. La raison de cette différence ne réside pas dans un équipement meilleur ou dans un dynamisme supérieur, mais simplement parce que les fabricants belges n'ont pas à acquitter, sur les scories Thomas mises en œuvre, la taxe de péréquation mise à la charge des industriels français. Cette taxe représente une majoration de plus de 16 p. 100 du prix de cette matière première. Toute amélioration à l'organisation ou à l'installation ne peut combler un semblable handicap dans une activité où les matières premières représentent 80 p. 100 du prix de revient. Ce problème, qui n'est pas nouveau puisque l'institution de la taxe parafiscale n'a fait que remplacer une prime de péréquation comprise dans le prix des scories Thomas jusqu'à la campagne 1974-1975, avait toutefois été réglé de façon satisfaisante au cours des campagnes 1969-1970 à 1974-1975 incluse, en application de l'article de la convention de Grenelle stipulant que « les entreprises françaises ne doivent pas être assujetties, en ce qui concerne la détermination de leurs prix, à des contraintes plus strictes que les entreprises concurrentes dans les autres pays du Marché commun ». Un accord était intervenu en 1969, aux termes duquel les prix payés sur les scories Thomas par les fabricants français de scories potassiques devaient être alignés sur ceux dont ils bénéficieraient s'ils s'approvisionnaient aux mêmes sources et dans les mêmes conditions que leurs concurrents du Marché commun. Depuis la campagne 1975-1976, cet accord n'est plus appliqué, et la situation qui découle depuis 1975 de l'institution de la taxe parafiscale n'est pas différente de celle qui résultait précédemment de l'incorporation d'une prime de péréquation dans le prix des scories Thomas. Il apparaît donc que l'exonération du paiement de la taxe parafiscale permettrait aux fabricants de scories potassiques du Nord de la France d'affronter normalement la concurrence belge. Cette solution paraît d'autant plus réalisable que le tonnage concerné — 150 à 200 000 tonnes de scories Thomas environ — est faible, comparativement aux 2 500 000 tonnes de ce produit consommé annuellement en France. M. Jean-François Mancel demande à M. le ministre de l'économie la suite susceptible d'être réservée à la présente suggestion.

Téléphone (exonération des frais forfaitaires d'accès au réseau).

4696. — 22 juillet 1978. — M. Francis Hardy demande à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications si peuvent bénéficier de l'exonération des frais forfaitaires d'accès au réseau les personnes ayant, compte tenu du temps effectué par elles au service armé ou en captivité, obtenu leur retraite avant l'âge de soixante-cinq ans et titulaires du fonds national de solidarité.

Impôts (commerçants).

4697. — 22 juillet 1978. — M. Maurice Sergheraert expose à M. le ministre du budget le cas d'un commerçant imposé suivant le régime du réel normal qui, à la suite d'un contrôle fiscal effectué courant 1978, a été l'objet d'une réintégration au titre de la TVA grevant l'achat effectué le 1^{er} janvier 1974 d'une immobilisation par application des dispositions combinées des articles 223 et 216 bis et suivants de l'annexe II du CGI. Il lui demande : 1° si cette réintégration doit être portée à l'actif du bilan en augmentation de la valeur d'actif de ladite immobilisation ; 2° dans l'affirmative, si, corrélativement, le redevable qui a donné son accord sur cette rectification est en droit, à la clôture de l'exercice 1978, de pratiquer en sus de l'amortissement normal un complément d'amortissement ; 3° à titre d'exemple, si la TVA s'établissait à 20 francs, le prix hors taxes à 100 francs et le taux à 10 p. 100, la déduction globale d'amortissement pourrait-elle s'établir à 20 francs, soit $12 + (4 \times 2)$.

Impôts (commerçants : véhicule automobile).

4698. — 22 juillet 1978. — M. Maurice Sergheraert expose à M. le ministre du budget que la colonne 2 du cadre B de l'imprimé fiscal modèle 2033 NRS prévoit une réintégration portant sur certains frais. Il lui expose le cas d'un commerçant qui utilise son véhicule automobile à double usage (commercial et privé) et lui demande si, dans cette hypothèse, il lui est possible de ne mentionner qu'une seule réintégration à la ligne 19, colonne 2, dudit cadre compte tenu des difficultés rencontrées pour dissocier la quote-part afférente à l'annuité d'amortissements de celle relative aux autres frais.

Impôts (commerçants).

4699. — 22 juillet 1978. — M. Maurice Sergheraert expose à M. le ministre du budget que l'imprimé modèle 2033 NRS prévoit dans le cadre II « Renseignements divers », cadre 3, une rubrique « Montant des prélèvements financiers effectués à titre personnel au cours de l'exercice ». Il lui demande de lui préciser : 1° le sens et l'utilité de cette rubrique ; 2° si celle-ci recouvre exclusivement les prélèvements effectués pour les besoins normaux de la vie courante (alimentation, notamment) ou s'il s'agit au contraire de toutes les dépenses effectuées à titre privé à l'aide d'un compte commercial, y compris, le cas échéant, les charges non déductibles (impôt sur le revenu, tiers provisionnels, taxe d'habitation, par exemple) ; 3° dans l'hypothèse où de telles dépenses ont été réglées au moyen d'un compte bancaire personnel, en espèces ou par mandat-poste, dont l'existence peut ne pas être révélée par le titulaire à son comptable qui n'en traduit pas nécessairement les opérations dans les livres du commerçant, comment le professionnel de la comptabilité peut-il compléter la rubrique indiquée ci-dessus et, le cas échéant, peut-il être mentionné le montant des virements effectués du compte bancaire commercial au compte privé.

Commerçants (livre journal).

4700. — 22 juillet 1978. — M. Maurice Sergheraert demande à M. le ministre de la justice si les dispositions des articles 8 et 9 du code de commerce interdisent, le cas échéant, à un commerçant de recopier sur le livre journal préalablement coté et paraphé à la fin de chaque exercice commercial, à la suite des écritures de clôture, le bilan et les comptes d'exploitation générale et de pertes et profits.

Enseignement préscolaire et élémentaire (écoles à classe unique).

4701. — 22 juillet 1978. — M. Henri Bayard attire l'attention sur le difficile problème de fermeture des écoles à classe unique. Il est certain qu'au cours des années récentes le seuil a été abaissé. Il est exact qu'avant de prononcer de telles mesures le maximum de précautions est pris. Mais il est non moins évident que, malgré les difficultés pédagogiques qui sont le lot de ces classes, la fermeture de l'école survenant souvent après la disparition de toutes formes de commerce et d'artisanat dans de nombreuses petites communes rurales est ressentie comme le dernier « coup » avant la désertification, puisque l'école est souvent la dernière forme d'animation et de vie. Les nombreuses déclarations gouvernementales quant au maintien en zone difficile des services publics et la nécessité de tout mettre en œuvre pour sauver les petites communes qui ont en plus les handicaps du climat donnent à penser qu'il conviendrait de reconsidérer ces seuils. Aussi demande-t-il à M. le ministre de l'éducation ce qu'il entend faire en ce domaine, sachant que toute initiative dans le sens d'un abaissement serait très appréciée des habitants et des élus de ces collectivités locales en situation difficile.

Assurances vieillesse (majoration pour conjoint à charge).

4702. — 22 juillet 1978. — M. Henri Bayard appelle la bienveillante attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la nécessité de réévaluer le montant de la majoration forfaitaire pour conjoint à charge. Cet avantage, contrairement à d'autres, ne semble pas avoir été revalorisé depuis le mois de juillet 1976. Dans ces conditions, et pour tenir compte de l'évolution des coûts depuis cette date, il semblerait souhaitable qu'une modification intervienne en faveur des personnes qui en bénéficient.

Taxe foncière sur les propriétés bâties (exonération temporaire).

4703. — 22 juillet 1978. — L'exonération temporaire de la taxe sur les propriétés bâties est subordonnée à la production d'une déclaration spéciale dans les quatre-vingt-dix jours de l'achèvement de la construction, conformément à l'article 1406-II du CGI. Bien qu'une certaine publicité ait été faite par les directions des services fiscaux, il apparaît souvent que les redevables laissent passer le délai prescrit, par ignorance, d'où de nombreuses réclamations. Devant cet état de fait, M. Henri Bayard demande à M. le ministre du budget, conformément aux décisions déjà prises et à celles annoncées par le Gouvernement pour améliorer les relations entre l'administration et les administrés, s'il ne serait pas souhaitable que cette exonération soit automatique par la transmission aux services concernés d'un double du certificat de conformité qui serait adressé par l'équipement.

Taxe locale d'équipement (calcul).

4704. — 22 juillet 1978. — **M. Henri Bayard** signale à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** que les maires sont fréquemment interrogés sur les modalités de calcul de la TLE et que, par ailleurs, ils sont parfois amenés à constater des différences sensibles dans les montants, qu'ils ne peuvent ni s'expliquer, ni expliquer. Il lui demande s'il n'envisage pas de faire distribuer à l'ensemble des mairies de France un document aussi simple et aussi concis que possible sur les bases d'évaluation et les modalités de calcul de la dite taxe, permettant d'évaluer approximativement le coût qu'aura à régler en fonction du taux local le candidat constructeur.

Eau (prix de l'eau potable dans les communes).

4705. — 22 juillet 1978. — **M. Henri Bayard** demande à **M. le ministre de l'économie** s'il peut lui indiquer pour le dernier exercice connu le prix de vente le plus élevé et le moins élevé, par département de l'eau potable, fournie par les communes ou syndicats de commune. Les disparités, comme certains rapports l'ont justement souligné, font en effet apparaître qu'il conviendrait à terme, et par paliers, d'obtenir une meilleure harmonisation de ces prix, compte tenu, d'autre part, de l'augmentation régulière de la consommation et de la protection qu'il convient d'apporter à ce bien qui pourrait devenir précieux.

Handicapés (garantie de ressources).

4706. — 22 juillet 1978. — **M. André Chandernagor** appelle l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur les conditions de versement de la garantie de ressources aux personnes qui travaillent en centre d'aide par le travail. Il lui demande en particulier s'il ne peut pas être envisagé d'assouplissement pour que les salariés en cause ne soient pas obligés d'avoir un compte de chèque postal ou bancaire dont ils ne peuvent pas, souvent, se servir eux-mêmes.

Communauté économique européenne (accord multifibres).

4707. — 22 juillet 1978. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre du commerce extérieur** quelle appréciation il porte sur l'application de la clause de sauvegarde introduite dans le nouvel accord multifibres. Cette clause permet-elle de constater et dans quelle proportion une réduction des importations et plus précisément à partir de quels pays d'origine signataires de la convention ?

Entreprises industrielles et commerciales (groupe Job).

4709. — 22 juillet 1978. — **M. Hubert Ruffe** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la situation faite aux travailleurs du groupe Job, en grève depuis le 21 juin 1978 pour faire aboutir leurs justes revendications ; à savoir : progression du pouvoir d'achat, relèvement des bas salaires ; suppression de la disparité des salaires à la Moulasse (établissement du groupe) ; majoration des heures de nuit fixée à 20 p. 100 ; cinquième semaine de congés payés ; respect et extension des libertés syndicales. Cette situation touche les personnels des trois établissements du groupe (Toulouse, Saint-Girons, Perpignan) producteur de papier à cigarette. Solidaire de ces travailleurs, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que s'ouvrent immédiatement des négociations sérieuses.

Service national (étudiants en odontologie).

4710. — 22 juillet 1978. — **M. Alain Bocquet** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur un problème concernant les étudiants en chirurgie dentaire et la bonne finalité de leurs études. Ce problème étant le départ d'une bonne partie d'entre eux au service national au deuxième semestre 1978. Ceci concernant à la fois des étudiants de quatrième et de cinquième année, interrompant ainsi leur deuxième cycle d'études supérieures. Ils souhaiteraient que l'on puisse permettre au moins aux étudiants de cinquième année de finir leur année de scolarité et leur donner ainsi la faculté de rendre à la nation le maximum de services qu'elle peut attendre d'un chirurgien dentiste. Il lui demande les mesures qu'il entend prendre en ce sens.

Service national (étudiants en odontologie).

4711. — 22 juillet 1978. — **M. Alain Bocquet** attire l'attention de **M. le ministre de la défense** sur un problème concernant les étudiants en chirurgie dentaire et la bonne finalité de leurs études. Ce problème étant le départ d'une bonne partie d'entre eux au service national au deuxième semestre 1978. Ceci concernant à la fois des étudiants de quatrième et de cinquième année, interrompant ainsi leur deuxième cycle d'études supérieures. Ils souhaiteraient que l'on puisse permettre au moins aux étudiants de cinquième année de finir leur année de scolarité et leur donner ainsi la faculté de rendre à la nation le maximum de services qu'elle peut attendre d'un chirurgien dentiste. Il lui demande les mesures qu'il entend prendre en ce sens.

Assurances vieillesse (invalides).

4712. — 22 juillet 1978. — **M. Georges Marchais** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la situation des retraités invalides qui doivent attendre soixante ans pour percevoir la retraite de la sécurité sociale. Compte tenu des difficultés matérielles et morales particulières auxquelles doivent faire face ces invalides, il lui demande de considérer la possibilité de leur attribuer la retraite à cinquante-cinq ans.

Droits de l'homme (Pakistan).

4713. — 22 juillet 1978. — **M. Gilbert Millet** attire l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur la répression brutale sévissant au Pakistan, sous la loi martiale. Elle frappe notamment les journalistes qui protestaient contre la fermeture autoritaire du quotidien « Musawat » publié à Lahore et Karachi. Plusieurs milliers de personnes, pour la plupart partisans du parti du peuple du Pakistan ont également été arrêtés. Les civils sont jugés devant les cours militaires qui interdisent tout appel en cour suprême. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir intervenir auprès du Gouvernement pakistanais afin d'obtenir le rétablissement du respect des droits de l'homme dans ce pays.

EDF (convention passée avec Peugeot).

4714. — 22 juillet 1978. — **M. Roger Gouhler** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur la convention signée entre EDF et la société Peugeot. Aux termes de cet accord EDF participe financièrement à l'installation de turbines à gaz, propriété de la société Peugeot qui s'engage à les mettre en service en cas d'insuffisance des moyens de production d'EDF. L'électricité ainsi produite sera consommée en priorité par Peugeot, le surplus étant livré au réseau d'EDF. Ainsi, avec une aide financière d'EDF importante, Peugeot s'assure en toutes circonstances la garantie d'alimentation de ses usines. De plus, EDF fait bénéficier Peugeot d'un tarif de faveur pour les fournitures d'électricité, en dehors des périodes de fonctionnement des turbines à gaz. Alors que la politique du Gouvernement fait que l'établissement nationalisé ne dispose pas de crédits d'investissements suffisants pour assurer ses moyens de production et de transport, il finance des installations propriété d'une société privée. Une telle politique, qui met en cause le service public, est nuisible à l'ensemble des travailleurs et à la nation. C'est pourquoi il lui demande quelles mesures il entend prendre pour que EDF puisse remplir efficacement sa mission.

Formation professionnelle et promotion sociale (personnel de l'AFPA).

4715. — 22 juillet 1978. — **M. Fernand Marin** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la situation des personnels des centres FPA. Le Gouvernement avait décidé, par décret, en mars dernier, de suspendre pour un an la référence de leurs salaires à ceux de la métallurgie parisienne et de lui substituer celle de l'indice de l'INSEE. Refusant de faire les frais d'une politique tournée uniquement vers les intérêts des grandes sociétés capitalistes, les travailleurs des centres FPA demandent que, dans un premier point, leurs salaires soient à nouveau rattachés à ceux de la métallurgie parisienne et ce à partir d'avril 1978 ; l'ouverture immédiate des négociations entre les syndicats et son ministère, pour l'application du protocole d'accord de mai 1968 dont l'engagement n'a pas été tenu dans son intégralité ; à savoir les onze échelons normaux ; suppression de l'abattement de zone ; déblocage du point servant au calcul des indemnités de déplacement ; aménagement de l'âge et des conditions de départ à la retraite ; revalorisation des bas salaires avec un minimum de 2 700 francs mensuel. Solidaire de ces justes revendications, il lui demande quelles mesures il entend prendre en ce sens.

*Enseignement supérieur
(vacataires de l'IUT « B » de Bordeaux III).*

4716. — 22 juillet 1978. — M. Jack Ralhe attire l'attention de Mme le ministre des universités sur la situation dramatique des enseignants vacataires de l'IUT « B » de l'université de Bordeaux III. Pour la deuxième année consécutive, depuis le 15 mai 1978, une centaine d'enseignants vacataires de cet IUT ne sont plus payés en raison du non-versement par le ministère des universités, de près de 1 200 heures complémentaires. Cette situation financière inadmissible s'ajoute à des conditions d'emploi particulièrement précaires. En effet, engagés pour une année universitaire complète, sans aucun document écrit, ces enseignants n'existent pas juridiquement. Ils n'ont, à ce jour, aucune couverture sociale, pas de congés-maladie ni de congés-formation (la circulaire du 19 juillet 1977 étant restée lettre morte faute de moyens). Ils n'ont pas droit à la prime de recherche, ni même aux indemnités de licenciement. Or, la plupart de ces vacataires sont essentiellement des personnels à vocation universitaire, sans autre emploi principal et exerçant à plein temps une activité d'enseignant-chercheur. Recrutés dans des conditions équivalentes et au même niveau de qualification que les assistants, ils n'ont la condition de vacataire qu'en raison de l'insuffisance de postes budgétaires. Aussi, il lui demande de prendre les mesures nécessaires pour qu'un plan d'intégration sur emploi budgétaire de ces vacataires soit mis en œuvre dans les plus brefs délais et pour que dans l'immédiat leur soient garantis l'emploi, la couverture sociale et la juste rémunération de leur travail.

Sports (maîtres nageurs sauveteurs).

4717. — 22 juillet 1978. — M. Roland Leroy attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la situation des maîtres nageurs sauveteurs. L'insuffisance de leurs revenus est particulièrement nette pour ce qui concerne les heures d'enseignement qu'ils sont tenus d'assurer. Celles-ci ne sont en effet rétribuées qu'au même titre que les heures de surveillance. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour que les communes aient les moyens de payer ces heures d'enseignement à un taux égal à celui de deux heures de surveillance. De plus, le nombre de ces heures varie énormément selon les communes et les employeurs sans qu'aucune norme précise ne soit fixée sur le plan national. Sur les quarante heures hebdomadaires, certains maîtres nageurs se voient contraints d'assurer trente heures d'enseignement. Se trouve ainsi posé le problème général du statut des maîtres nageurs sauveteurs. Ce problème a des conséquences dans tous les domaines de leur activité professionnelle. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour établir un statut national des maîtres nageurs sauveteurs.

*Entreprises industrielles et commerciales
(entreprise Gallus, à Châtelleraut [Vienne]).*

4718. — 22 juillet 1978. — M. André Soury attire l'attention de M. le ministre de l'industrie sur les inadmissibles conditions dans lesquelles l'entreprise Gallus (entreprise de matériel dentaire), à Châtelleraut, a été conduite à déposer son bilan, et notamment sur le rôle joué par l'IDJ dans cette opération. Voici une entreprise dont la production est en nette augmentation avec une progression de 30 p. 100 en 1978 par rapport aux années précédentes. Le personnel est un personnel qualifié. D'importantes commandes sont en cours. Le marché colombien attend soixante appareils commandés et non satisfaits, la Garancière avec vingt-cinq appareils, pour ne prendre que deux exemples fort significatifs. 450 appareils ont été facturés fin juin contre 311 pour la période du 1^{er} janvier au 30 avril. Cette usine, à peu près unique en France, a assuré une telle production, fourni 35 p. 100 de tous les besoins français en équipement dentaire et le reste est acheté à l'étranger. Et voilà que Gallus vient de déposer son bilan. Les difficultés ont commencé au moment où la banque Dreyfus a pénétré dans cette affaire avec une prise de 17 p. 100 du capital en 1973. Mais le plus préoccupant est le rôle joué par l'IDJ qui, en 1975, a pris 39 p. 100 du capital. C'est en effet à partir de la prise de participation de la banque Dreyfus et de l'IDJ que les difficultés se sont précipitées avec trente licenciements en 1976. Depuis 1974, alors que la production a sensiblement augmenté, l'entreprise compte cent emplois en moins. La famille Doudein, qui possédait cette usine, en a été progressivement écartée. En 1977, le quitus lui a été retiré. Le bilan vient d'être déposé et la banque Dreyfus et l'IDJ cherchent un nouveau patron. Ces faits peuvent conduire à se demander les conditions que les entreprises doivent remplir pour être rentables. C'est pourquoi les travailleurs de cette entreprise, en lutte pour sauver leur outil de production, sont en droit de connaître le véritable rôle joué dans cette affaire

par la banque Dreyfus, et notamment l'IDJ, ainsi que les objectifs poursuivis. Alors que l'IDJ devrait aider les entreprises en difficulté, il apparaît que cet organisme a pris une part importante au démantèlement de Gallus. A cet effet, la responsabilité du Gouvernement est directement engagée et il importe qu'il prenne des mesures importantes et rapides pour sauver cette entreprise mise en péril, non pas pour des raisons économiques, mais par le rôle joué par deux organismes financiers. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour que la situation fasse immédiatement l'objet d'un examen approfondi avec la participation des représentants des travailleurs de cette entreprise.

Artisans (maréchal-ferrant).

4719. — 22 juillet 1978. — M. Emile Bizet demande à M. le ministre de l'éducation s'il n'estime pas que la profession de maréchal-ferrant souffre d'un manque de réglementation, tant en ce qui concerne l'enseignement que l'installation des nouveaux maréchaux-ferrants. Il semble en effet que la préparation des jeunes à ce métier soit insuffisante. Les professionnels estiment que trois années de préparation sont nécessaires ainsi qu'un apprentissage chez un maréchal-ferrant titulaire du brevet de maîtrise. Ils estiment en outre que lors de l'inscription au répertoire des métiers les candidats devraient présenter obligatoirement un CAP et un diplôme de qualification professionnelle. Il lui demande quelles mesures sont envisagées pour répondre à cette double exigence de formation et d'exercice de la profession.

*Assurances maladie-maternité
(majorations de nuit pour les actes des infirmiers).*

4720. — 22 juillet 1978. — M. Emile Bizet rappelle à Mme le ministre de la santé et de la famille la question écrite n° 42217 en date du 16 novembre 1977 dans laquelle il attirait son attention sur l'application de l'article 14 de la nomenclature générale des actes professionnels, et notamment de l'octroi de majorations de nuit pour les actes des infirmiers. Il lui demande s'il est possible, sans attendre une modification du texte en cause par la commission de nomenclature, d'autoriser les caisses d'assurances maladie à rembourser ces majorations lorsque, sur prescription du médecin, l'auxiliaire médical est appelé à intervenir de nuit.

Circulation routière (transports scolaires).

4721. — 22 juillet 1978. — M. Emile Bizet rappelle à M. le ministre des transports que chaque année de nombreux enfants sont tués et d'autres plus ou moins gravement blessés par des automobilistes qui ne les voient pas s'engager sur la voie publique car ils sont cachés soit par l'avant soit par l'arrière du car de transport scolaire d'où ils descendent. Il demande s'il n'envisage pas d'appliquer en France une mesure qui a fait ses preuves d'efficacité au Canada notamment. Cette mesure consiste à obliger le chauffeur de l'autocar à signaler son arrêt par des feux de détresse avant et arrière et les automobilistes qui le suivent ou qui s'apprêtent à le croiser sont tenus d'immobiliser leur véhicule tant que l'autocar n'a pas repris sa route. Ainsi les enfants peuvent traverser la chaussée en toute quiétude et, n'étant plus masqués par le car, l'automobiliste les voit et ne peut plus être surpris par leur manœuvre comme il l'est actuellement. Ainsi sont évités des accidents qui revêtent un caractère dramatique pour les familles éprouvées et qui sont cause de remords perpétuels pour les automobilistes auteurs de l'accident.

Construction (ascenseur).

4724. — 22 juillet 1978. — M. Claude Martin demande à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie de bien vouloir lui indiquer les modalités de calcul de la surface hors œuvre nette retenue pour déterminer l'assiette du versement prévu à l'article L. 112-2 du code de l'urbanisme et de la participation pour surdensité de l'article L. 332-1 du même code, dans le cas de l'aménagement d'un ascenseur situé à l'extérieur d'un immeuble ; il attire son attention sur l'effet très dissuasif à l'égard des propriétaires ou copropriétaires souhaitant améliorer le confort des immeubles anciens qu'aurait la prise en compte, pour ce calcul, des installations réalisées à chacun des étages. Il apparaît que ce mode de calcul est différent selon que la cabine est plaquée contre la paroi de l'immeuble, auquel cas la construction de l'édicule est considérée pour la seule surface de l'emprise au sol, ou selon que la cabine n'ouvre pas directement sur une partie existante de l'immeuble, ce qui oblige, pour la rejoindre, à la construction d'une passerelle, la surface de celle-ci étant prise en considération à chaque niveau.

Emploi (Loire-Atlantique).

4725. — 22 juillet 1978. — **M. Lucien Richard** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la situation catastrophique de l'emploi en Loire-Atlantique, où le nombre de demandeurs d'emploi a pratiquement doublé de mars 1975 à mars 1978, ainsi que l'ensemble de la région Pays de Loire, où la progression du taux de chômage a été, dans le même temps, de 70 p. 100, alors qu'il n'atteignait que 42 p. 100 pour la France entière. Il relève que cette année le taux de chômage atteint 10 p. 100 en moyenne dans ce département, et que les difficultés conjoncturelles sont aggravées par l'existence de déséquilibres structurels profonds. Il lui indique que l'arrivée massive de jeunes sur le marché du travail excédant les départs pour cessation d'activité, d'une part, et la poursuite du recuit rapide du nombre des emplois agricoles, d'autre part, contribuent à aggraver le sous-emploi et l'émigration forcée, dans la région, ainsi qu'à induire une situation de régression industrielle et agricole. Compte tenu de la nécessité qu'il y a de créer dans le département, chaque année pendant dix ans, environ 6 500 emplois industriels et tertiaires nouveaux pour retrouver le niveau de 1968, il lui demande de lui faire connaître quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre pour redresser une situation devenue alarmante.

Aménagement du territoire (notion d'habitat groupé non clos).

4726. — 22 juillet 1978. — **M. Roger Fourneryon** expose à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** qu'en matière d'urbanisme, la notion d'habitat groupé non clos, avec ses maisons groupées de ses jardins non clôturés, a permis aux urbanistes, aux architectes et aux promoteurs de créer des ensembles de maisons individuelles réunies en hameaux résidentiels cohérents et harmonieusement intégrés dans le tissu urbain et péri-urbain, par opposition à la parcellisation « en timbre-poste » et à la disparité architecturale du lotissement. Il lui demande si la notion d'habitat groupé non clos contient de façon systématique la notion d'une surface maximale de jardin privatif affecté à chaque habitation, étant observé qu'en réduisant les parties privatives de ce type d'habitation à une peau de chagrin, on oriente le public vers les lotissements classiques avec les répercussions que l'on sait sur l'environnement. En effet, lorsque l'équilibre habituel entre parties communes et parties privatives est rompu en faveur des premières, on assiste à une augmentation des charges et à une frustration de « l'exigence du territoire » (paramètre psychologique fondamental) qui rejettent le public vers la maison individuelle, non plus intégrée dans un ensemble cohérent à l'image du village, mais isolée sur une parcelle dont le seul intérêt est de n'être pas de dimension dérisoire.

Assurances vieillesse (pensions liquidées avant le 1^{er} janvier 1973).

4727. — 22 juillet 1978. — **M. Robert Félix Fabre** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les pensions de vieillesse de sécurité sociale liquidées avant le 1^{er} janvier 1973. Il résulte, en effet, du fait de la non-rétroactivité des textes, une disparité entre ces pensions et celles liquidées à partir du 1^{er} janvier 1973, un décret du 29 décembre 1972 décidant que la pension sera calculée sur les dix meilleures années de carrière et non pas sur les dix dernières années d'activité. Cette disparité est de plus aggravée par la loi Boulin du 31 décembre 1971, laquelle a permis de porter de 40 à 50 p. 100 du salaire le montant de la pension à condition que l'assuré ait cotisé pendant au moins trente-sept ans et demi, ce régime ne bénéficiant qu'aux pensions liquidées après le 1^{er} janvier 1975, la majoration accordée aux autres étant plus faible. Il lui demande donc, afin d'éviter la pénalisation des plus âgées, s'il ne pourrait être envisagé un réajustement des situations par l'octroi du bénéfice des deux textes, susvisés à tous les pensionnés de sécurité sociale.

Rapatriés (cofidéjusseurs).

4728. — 22 juillet 1978. — **M. Robert Félix Fabre** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur le cas de cofidéjusseurs dont l'un a déjà payé une partie de la dette. Permettre au créancier de demander à chacune des créances le montant nominal de la créance sur lequel s'appliquera l'article 51, alinéa 1, de la loi du 15 juillet 1970, sans déduire de son action ce qui a déjà été payé par l'une d'elles, conduit à contrevenir aux règles du droit, le créancier demandant plus que ce qui lui est dû. On aboutit, d'une part, à une situation injuste, les règles posées au titre IV, chapitre 1^{er}, de la loi concernant les créances étant détournées, le créancier recevant plus que ce qu'il doit normalement percevoir du fait de la loi d'indemnisation et, d'autre part, dispartite par rapport au débiteur isolé ou aux sociétés. Il lui demande si l'on ne peut appliquer à ces cofidéjusseurs

les dispositions de l'article 53, alinéa 1, de la loi de 1970 concernant les sociétés et accorder ainsi la division entre les cautions du montant de la dette en proportion de leurs parts respectives à l'engagement.

Impôt sur le revenu (charges déductibles: intérêts d'emprunt).

4729. — 22 juillet 1978. — **M. André Audinot** rappelle à **M. le ministre du budget** que dans les déclarations de revenus les propriétaires peuvent déduire, dans une certaine mesure tout au moins, les intérêts des emprunts contractés pour l'acquisition de leur habitation principale, ce qui suivant une précédente réponse, ne pourrait s'appliquer à un appartement acquis dans une autre localité pour y loger des enfants à charge (par exemple des enfants étudiants), cet appartement étant alors considéré par son administration comme une résidence secondaire. Cependant, on peut se demander si ce principe ne doit pas, suivant les circonstances particulières, être interprété un peu différemment, notamment dans le cas suivant qui se présente d'une personne veuve ayant un enfant majeur poursuivant ses études. La personne dont il s'agit n'a en fait à proprement parler pas de résidence principale mais demeure avec sa mère âgée qu'elle soigne et dans une maison appartenant à un autre enfant de cette personne âgée, sa sœur; cette demeure en famille ayant pour cause notamment les soins à apporter à la maman. Elle est propriétaire à Paris d'un appartement acquis dernièrement avec l'aide d'un emprunt, qui sert actuellement au logement de l'enfant qui a demandé le rattachement fiscal à sa mère. (On pourrait imaginer pareillement que cet enfant soit marié, poursuivant ses études). N'est-il pas excessif dans ce cas de considérer cette personne comme ayant à sa disposition une résidence secondaire, alors qu'on ne peut pas vraiment considérer qu'elle ait une résidence principale à elle puisque habitant chez sa mère et encore dans une maison appartenant à sa sœur qui y a aussi sa résidence. D'autre part, ne peut-on, dans un autre ordre, dire que l'enfant rattaché fiscalement peut avoir une résidence principale (il pourrait s'agir d'un ménage) distincte de celle de son ascendant et pouvant bénéficier du régime applicable à une résidence principale, c'est-à-dire avec possibilité de déduction des intérêts des emprunts. Ou encore ne peut-on dire au cas qui est décrit ci-dessus que la notion de résidence principale se trouve remplie en la personne du fils rattaché fiscalement à sa mère (donc avec droit pour sa résidence aux possibilités fiscales de déduction). En résumé, dans le cas en question, ne peut-on admettre au vu des circonstances particulières, la possibilité de déduction des intérêts des emprunts contractés pour l'acquisition de l'appartement en cause.

Enseignants (auxiliaires suppléants).

4730. — 22 juillet 1978. — **M. Emmanuel Hamel** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation particulièrement injuste des personnels enseignants auxiliaires suppléants dont un remplacement s'achève à la fin d'un trimestre scolaire et qui se voient dans l'impossibilité d'en assurer un nouveau au début du trimestre suivant pour raisons de santé; quelles que soient la durée et la continuité des services qu'ils ont accomplis jusqu'alors, le bénéfice de « plein traitement » prévu à l'article 6 du décret du 21 juillet 1976, relatif à la protection sociale des agents non titulaires de l'Etat, leur est automatiquement refusé pour leur période d'arrêt de travail parce qu'ils ne sont pas considérés comme étant « en activité » au début de cette période. **M. Emmanuel Hamel** demande à **M. le ministre de l'éducation** s'il ne lui paraît pas indispensable d'étudier, en collaboration avec **M. le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique**, les possibilités d'apporter aux dispositions du décret du 29 juillet 1976 évoquées précédemment les modifications permettant de remédier à la situation ainsi décrite.

Impôt sur le revenu (gérant de magasins de détail).

4731. — 22 juillet 1978. — **M. Paul Aiduy** expose à **M. le ministre du budget** la situation d'un gérant de magasin de détail qui a perçu en 1977 un excédent de commission de 470 p. 100 par rapport à 1976 qui lui est réclamé par la direction générale des impôts comme taxation sur les hautes rémunérations conformément aux dispositions en vigueur qui prévoient que seule la rémunération peut être prise en considération sans aucune déduction de frais professionnels forfaitaires ou réels y compris les salaires. Il lui signale que le gérant, déduction faite des salaires et charges sociales payés à son personnel perçoit un salaire correspondant à celui d'un cadre moyen. Il lui demande si ces dispositions ne lui paraissent pas injustes et, dans l'affirmative, quelles mesures il envisage de prendre pour mettre fin à cette situation.

Enseignement élémentaire (maintien d'une classe).

4732. — 22 juillet 1978. — **M. Paul Alduy** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le différend qui oppose le maire d'une commune à l'inspecteur d'académie au sujet du maintien d'une classe dans une école primaire. En effet, l'inspecteur d'académie demande la fermeture de la classe au motif que l'effectif prévisionnel pour la rentrée 1978-1979 n'atteint pas les normes prévues par la grille Guichard : quatre-vingt-dix élèves au lieu de cent six pour constituer une unité pédagogique. Or l'inspection académique a émis un avis favorable à huit mutations d'élèves de cette école pour une deuxième école de cette commune qui a, elle, un effectif suffisant. Le maire de la commune, en vertu des dispositions de la circulaire ministérielle n° 78193 du 8 juin 1978 relative aux conditions d'admission au cycle préparatoire s'oppose aux mutations accordées et à la suppression d'une classe dans cette école. Il lui demande quelles sont les dispositions applicables en cette circonstance.

Personnel des hôpitaux (hôpital Bichat, à Paris).

4734. — 22 juillet 1978. — **M. Robert Ballanger** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les conditions de travail des femmes de ménage qui travaillent dans les hôpitaux. Dans une lettre adressée à **M. le Président de la République**, les organisations syndicales de l'hôpital Bichat dénoncent les faits particulièrement préoccupants : 1° le réfectoire du personnel est assuré par trois femmes de ménage au lieu de six ; 2° les épluchures pour tout l'ensemble de l'hôpital, sont effectuées parfois par une seule éplucheuse ; 3° depuis plusieurs mois, deux femmes de ménage assurent un travail d'agent hospitalier (lavage de tubes de sang, etc.) sans bénéficier de la prime de contagion ; 4° dans certains services, des femmes et hommes de ménage assurent du travail d'agent hospitalier, voire d'aide-soignante ; 5° les cadences de travail sont doublées et les salaires diminués du fait des dernières mesures restrictives de l'administration. Il lui demande les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer l'humanisation des conditions de travail de cette catégorie de personnel.

Permis de conduire (auto-écoles).

4735. — 22 juillet 1978. — **Mme Arrienne Horvath** expose à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** les difficultés croissantes que connaissent les petits exploitants d'écoles de conduite automobile dues au manque d'inspecteurs du permis de conduire ; ce qui a entraîné récemment une limitation autoritaire des candidats à l'examen du permis de conduire qu'une auto-école est autorisée à présenter chaque mois en fonction d'un pourcentage de réussite. Le développement des stages organisés par des centres de formation qui ont des moyens supérieurs à ceux des petits exploitants mais qui oblige les candidats à un arrêt de travail, risque de porter gravement atteinte à l'existence des écoles de conduite traditionnelles si les conditions de présentation des candidats à l'examen ne favorisent cette formule. Afin de préserver les possibilités de choix offertes par ces deux formes de préparation à la conduite, il est nécessaire de préserver l'existence des auto-écoles traditionnelles notamment en assurant l'égalité de présentation y compris en quantité à l'examen. En conséquence, elle lui demande les mesures qu'il compte prendre pour permettre d'offrir des conditions de concurrence égales à ces deux formes d'écoles de conduite, notamment par le recrutement d'un nombre d'inspecteurs permettant d'assurer, dans des délais brefs, les examens du permis de conduire.

Etrangers (association pour l'enseignement des étrangers).

4736. — 22 juillet 1978. — **M. Robert Montdargent** proteste auprès de **M. le ministre de l'éducation** contre la liquidation de l'association pour l'enseignement des étrangers. Cette association, qui assure la moitié des activités de formation, dispensait 260 000 heures de cours à 30 000 stagiaires. Plus de la moitié des cours avait lieu dans les foyers ou en cours du soir, 350 étaient destinés aux femmes. L'association et ses « alphabétiseurs » s'efforçaient donc d'être le plus possible à la disposition des travailleurs immigrés. Les 800 travailleurs de l'AEE se sont formés dans la pratique sans que le Gouvernement ne leur donne les moyens de leur formation. La qualité des résultats obtenus par l'association et son personnel est pourtant reconnue. Cette pédagogie qui a fait largement ses preuves pourrait être utilement appliquée en direction des 800 000 adultes immigrés qui, selon les estimations officielles les plus basses, restent à alphabétiser. Au contraire, le Gouvernement, sous prétexte de planifier les structures des diverses associations, entend imposer des normes de travail inacceptables pour les personnels et qui conduisent à un enseignement de mauvaise qualité inadapté au milieu auquel il est destiné. Le refus

d'accorder des subventions aux associations qui ne respectent pas ces normes conduit soit à la liquidation des associations par asphyxie financière, soit à une parodie d'alphabétisation. Ces mesures interviennent au moment où une commission officielle réunissant les associations et les représentants des ministères concernés souligne l'importance de besoins de formation de la population immigrée. A l'alphabétisation s'ajoute un besoin de formation professionnelle adaptée, réclamée par les OS, les chômeurs, les femmes et les jeunes qui sortent du système scolaire. Le coup porté contre l'enseignement pour les étrangers montre que le Gouvernement, comme le patronat, juge superflue la formation des immigrés. Cette position est d'autant plus inacceptable que les fonds versés par le fonds d'action sociale provenaient, en partie, d'allocations familiales que ne touchaient pas les travailleurs immigrés dont la famille était restée au pays. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre dès la rentrée de septembre aux associations d'enseignement pour les étrangers, dont l'AEE, de poursuivre et de développer leur action d'alphabétisation et de formation professionnelle, objectifs qui correspondent d'ailleurs aux engagements pris devant une délégation de parlementaires communistes concernant la formation professionnelle retour.

Etrangers (association pour l'enseignement des étrangers).

4737. — 22 juillet 1978. — **M. Robert Montdargent** proteste auprès de **M. le ministre du travail et de la participation** contre la liquidation de l'association pour l'enseignement des étrangers. Cette association, qui assure la moitié des activités de formation, dispensait 260 000 heures de cours à 30 000 stagiaires. Plus de la moitié des cours avait lieu dans les foyers ou en cours du soir, 350 étaient destinés aux femmes. L'association et ses « alphabétiseurs » s'efforçaient donc d'être le plus possible à la disposition des travailleurs immigrés. Les 800 travailleurs de l'AEE se sont formés dans la pratique sans que le Gouvernement ne leur donne les moyens de leur formation. La qualité des résultats obtenus par l'association et son personnel est pourtant reconnue. Cette pédagogie qui a fait largement ses preuves pourrait être utilement appliquée en direction des 800 000 adultes immigrés qui, selon les estimations officielles les plus basses, restent à alphabétiser. Au contraire, le Gouvernement, sous prétexte de planifier les structures des diverses associations, entend imposer des normes de travail inacceptables pour les personnels et qui conduisent à un enseignement de mauvaise qualité inadapté au milieu auquel il est destiné. Le refus d'accorder des subventions aux associations qui ne respectent pas ces normes conduit soit à la liquidation des associations par asphyxie financière, soit à une parodie d'alphabétisation. Ces mesures interviennent au moment où une commission officielle réunissant les associations et les représentants des ministères concernés souligne l'importance de besoins de formation de la population immigrée. A l'alphabétisation s'ajoute un besoin de formation professionnelle adaptée, réclamée par les OS, les chômeurs, les femmes et les jeunes qui sortent du système scolaire. Le coup porté contre l'enseignement pour les étrangers montre que le Gouvernement, comme le patronat, juge superflue la formation des immigrés. Cette position est d'autant plus inacceptable que les fonds versés par le fonds d'action sociale provenaient, pour une part, d'allocations familiales que ne touchaient pas les travailleurs immigrés dont la famille était restée au pays. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre dès la rentrée de septembre aux associations d'enseignement pour les étrangers, dont l'AEE, de poursuivre et de développer leur action d'alphabétisation et de formation professionnelle, objectifs qui correspondent d'ailleurs aux engagements pris devant une délégation de parlementaires communistes concernant la formation professionnelle retour.

Entreprises industrielles et commerciales (candidats à l'embauche chez Michelin).

4739. — 22 juillet 1978. — **M. André Lajoinie** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur l'utilisation des services de renseignements généraux pour mener des enquêtes concernant les candidats à l'embauche aux entreprises Michelin. Il considère inadmissible que des fonctionnaires soient utilisés au service d'une firme privée pour des enquêtes dont les appréciations finales peuvent mettre en cause les libertés et notamment celle d'opinion. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à de telles pratiques.

Entreprises industrielles et commerciales (société Manurhin).

4740. — 22 juillet 1978. — **M. André Lajoinie** expose à **M. le ministre du travail et de la participation** que depuis de nombreux mois, les travailleurs de la société Manurhin subissent des atteintes contre leurs droits les plus élémentaires, contre leurs libertés syndicales et individuelles, contre leur dignité. La peur et la répression sont instaurées dans les ateliers et les bureaux. Pour arriver à ses fins,

la direction utilise tous les moyens, sanctions, mutations, discriminations, etc. A plusieurs reprises, la circulation des élus ainsi que l'exercice de leur mandat sont entravés, leurs déplacements sont contrôlés. A tout instant, la direction, le chef du personnel en particulier, font montre d'une intention délibérée de nuire à la CGT, ses élus, ses militants. Tout est mis en œuvre pour les discréditer et leur porter préjudice. La direction a organisé une véritable machination pour se débarrasser d'un élu de la CGT. Le syndicat CGT en a fourni et publié les preuves. Elles témoignent de la démarche coupable de la direction pour justifier la demande de licenciement qu'elle avait formulée afin d'éliminer un élu de la CGT et, du même coup, atteindre l'organisation syndicale. Le comité d'établissement puis l'inspecteur du travail ont refusé le licenciement. Des pétitions ont été recueillies, une motion CGT-CFDT-FO réclame la confirmation par le ministre du travail de la décision rendue par l'inspecteur du travail et le comité d'établissement. Il lui demande de bien vouloir prononcer cette confirmation et pourquoi il ne l'a pas encore fait, et quelles mesures il compte prendre pour faire respecter les libertés syndicales à la société Manurhin.

Obligation alimentaire (femmes divorcées).

4741. — 22 juillet 1978. — M. Jean-Pierre Bechter appelle l'attention de M. le ministre de la justice sur les difficultés rencontrées par les femmes divorcées lors de la majorité de leur enfant. Lorsque l'enfant de l'épouse divorcée atteint 18 ans celle-ci ne peut plus percevoir la pension alimentaire, même si l'enfant poursuit ses études. Il lui demande si la législation ne lui semble pas devoir être revue dans le sens d'une meilleure protection et de la femme et de l'enfant.

Taxe professionnelle (SIVOM).

4742. — 22 juillet 1978. — M. Jean-Pierre Bechter attire l'attention de M. le ministre du budget sur la disparité qui existe en matière d'exonération de taxe professionnelle entre les communes et les SIVOM. En effet, la loi prévoit que l'exemption de taxe professionnelle pour les créations d'industries est autorisée aux communes et aux districts; il paraît anormal que cette possibilité ne soit pas étendue aux syndicats à vocations multiples. Il lui expose le cas suivant : le conseil municipal de Beaulieu-sur-Dordogne (Corrèze) a pris une délibération en ce sens en 1966. Une société industrielle, forte de cette position, s'est installée à Beaulieu. Elle est aujourd'hui passible d'une imposition de la part du SIVOM de Beaulieu. Elle proteste et rappelle à ce sujet la délibération du conseil municipal de Beaulieu. Une nouvelle industrie est actuellement susceptible de s'installer à Beaulieu et elle est indispensable au sauvetage économique de la région. Instruit par l'expérience précédente, le directeur risque fort de choisir une autre implantation. Il s'agit en définitive d'un problème national et il apparaît que la loi doit être modifiée et complétée dans ce sens et que, dans l'immédiat, des instructions devraient être adressées aux services départementaux des Impôts. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour répondre à ses suggestions.

Pensions de retraites civiles et militaires (assiette : indemnité de résidence).

4744. — 22 juillet 1978. — M. Jean-Pierre Bechter rappelle à M. le Premier ministre (Fonction publique) qu'en réponse à la question écrite n° 36861 (JO Débats AN du 4 mai 1977, page 2405) son prédécesseur disait qu'en exécution des accords « Oudinot » de 1968, une première intégration partielle de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à la retenue pour pension avait été opérée à compter du 1^{er} octobre 1968 (décret n° 68-566 du 21 juin 1968). Il ajoutait qu'actuellement plus de la moitié de l'indemnité de résidence avait été intégrée. Il concluait en disant que la poursuite de la mise en œuvre de cette mesure avait été demandée par les organisations syndicales représentatives de la fonction publique dans le cadre des négociations salariales pour l'année 1977 mais qu'il n'était pas possible d'indiquer la solution qui sera retenue à ce sujet. Il lui demande de bien vouloir lui faire le point sur ce problème en lui précisant où en est actuellement l'intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement soumis à retenue pour pension.

Droit de préemption (statistiques).

4746. — 22 juillet 1978. — M. Jean Bonhomme demande à M. le ministre du budget : 1° pour la période 1960 à 1967 et par année sur combien d'immeubles, de fonds de commerce et de propriétés agricoles a été exercé le droit de préemption de l'Etat ou des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural en cas

d'insuffisance de prix déclaré dans l'acte de vente; 2° l'efficacité ou non du droit de préemption; 3° la nécessité ou non de mesures pouvant influencer utilement l'exactitude de la déclaration des prix de vente.

Bâtiment-travaux publics (activité).

4747. — 22 juillet 1978. — M. Gérard Bapt attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la situation particulièrement alarmante du secteur du bâtiment et travaux publics, dont la production stagne à un niveau équivalent à celui de 1972 et dont les perspectives, à moyen terme, montrent bien qu'il sera touché plus gravement encore par les suppressions d'emplois. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour : soutenir le taux de croissance que le Gouvernement annonce, de 4 p. 100 avec un secteur du bâtiment et travaux publics en stagnation, alors même qu'il est l'un des débouchés les plus importants pour le secteur industriel; éviter que la crise subie par le bâtiment et les travaux publics ne lui fasse perdre son avance technologique, ce qui aurait pour conséquence un recul sur le marché mondial; éviter la disparition des moyennes entreprises; réduire les inégalités, car un effort en matière de logement et d'équipements collectifs serait un puissant facteur de réduction des inégalités; revaloriser le travail manuel puisque le bâtiment et les travaux publics, par sa taille, sa spécificité, ses avances technologiques, se prête à ce type d'action.

Médecins

(attachés d'université-assistants de sciences fondamentales).

4748. — 22 juillet 1978. — M. Gérard Bapt attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la situation des médecins attachés d'université-assistants de sciences fondamentales. Il lui demande si le temps passé, au titre « d'attachés d'université-assistants de sciences fondamentales » (section de médecine), peut être pris en compte pour le calcul de l'ancienneté, au même titre que les années passées en qualité de chefs de clinique-assistants des hôpitaux. La prise en compte de l'ancienneté permettrait à ces personnels de pouvoir accéder aux postes de médecins-chefs de clinique, à temps plein, dans les hôpitaux de 2^e catégorie.

Enfonce inadaptée (personnel de l'éducation spécialisée).

4749. — 22 juillet 1978. — M. Jacques Antoine Gau appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur certaines difficultés qui découlent de la mise en place de la loi d'orientation en faveur des handicapés. Particulièrement concernés, les jardinières spécialisées, les jardinières d'enfants et les éducateurs de jeunes enfants s'inquiètent de l'application de l'article 5 de cette loi. Ces personnels ont en effet bénéficié de deux ou trois années d'une formation qui les prépare à l'éducation des enfants dont l'âge réel ou mental est inférieur à six ans, alors que l'article précité prévoit la possibilité d'exercer ces fonctions avec le brevet élémentaire obtenu avant 1967 ou le baccalauréat, sans tenir compte de la formation professionnelle et des années d'expérience. Il lui demande ce qu'elle compte faire pour garantir l'emploi des personnels en fonction, les avantages dont ils bénéficient, eu égard à la formation spécifique pour l'éducation préscolaire qu'ils ont reçue.

Sports (surveillance des bassins de natation).

4750. — 22 juillet 1978. — M. Martin Malvy attire l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur les difficultés que rencontrent les municipalités des villes moyennes pour assurer avant la période des vacances la surveillance des bassins de natation. Il lui demande, quand celles-ci ne peuvent trouver un maître nageur, qu'un maître nageur sauveteur des CRS soit mis à leur disposition, étant entendu que le problème se pose pendant les seuls mois de mai et de juin à un moment où la fréquentation de ces établissements par les scolaires exige une renforcement de l'effectif habituel de surveillance, ce qui ne gênerait donc en rien l'utilisation de ces maîtres nageurs sauveteurs sur les plages et plans d'eau pendant la saison.

Communes (manifestations sportives et socio-culturelles).

4751. — 22 juillet 1978. — M. Gérard Bapt appelle l'attention de M. le ministre de la défense sur les conséquences de l'application des directives qu'il a données, relatives à l'utilisation de la gendarmerie, à l'occasion de manifestations sportives ou socio-culturelles. Les sociétés organisatrices de manifestations, essentiellement sportives, font traditionnellement appel aux brigades locales de gen-

darmerle pour assurer la sécurité des participants et des spectateurs. Depuis peu, ce service leur est refusé, laissant ainsi à la charge des associations ou des communes le soin d'organiser la sécurité. M. Bapt rappelle à M. le ministre qu'une telle mesure risque de décourager les responsables bénévoles qui organisent des manifestations, notamment les courses cyclistes, et qu'à terme c'est l'animation de nos villes et villages qui est ainsi condamnée. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour, d'une part, assurer effectivement la sécurité et, d'autre part, éviter un nouveau transfert des charges sur les communes.

Enseignement préscolaire et élémentaire (Haute-Garonne).

4753. — 22 juillet 1978. — M. Gérard Bapt attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation des établissements scolaires du premier degré dans la Haute-Garonne qui, dès la rentrée prochaine, vont connaître de graves difficultés, si des moyens supplémentaires ne sont pas accordés à l'inspecteur d'académie. Il rappelle à M. le ministre de l'éducation que, pour le département de la Haute-Garonne, le comité technique paritaire, réuni le 20 mars 1978, a établi les besoins chiffrés du département, comme suit : postes supplémentaires nécessaires (et indispensables) pour assurer la rentrée : a) décharges de directeur : 20 postes ; b) classes élémentaires : 19 postes ; c) classes maternelles : 69 postes ; d) postes spécialisés : 3 postes ; total : 111 postes. Les éléments qui ont permis l'évaluation des besoins sont ceux retenus par le ministère et publiés dans la circulaire ministérielle n° 77-488 du 16 décembre 1977. Ces chiffres sont largement au-dessous des besoins du département, puisque les membres de la commission technique paritaire les estiment à 190 postes. Néanmoins, la création de 111 postes aurait pour conséquence d'améliorer, notablement, les conditions de travail des enseignants. Il demande à M. le ministre quelles mesures il entend prendre pour honorer les promesses faites et éviter que la prochaine rentrée s'effectue dans de très mauvaises conditions.

Finances locales (assistantes maternelles).

4754. — 22 juillet 1978. — M. Charles Plstre appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur les conséquences financières qu'ont entraînées, pour les communes, la loi relative aux assistantes maternelles et le décret d'application du 29 mars 1978. Il lui demande si, pour en atténuer les effets, il n'est pas envisagé de rétablir les subventions de fonctionnement jadis versées par l'Etat.

Fonds régional européen (Haute-Normandie).

4755. — 22 juillet 1978. — M. Laurent Fabius attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur le déséquilibre que fait apparaître à l'encontre de la région Haute-Normandie la publication de la répartition territoriale des aides du fonds régional européen en 1975, 1976 et 1977. Ce déséquilibre est inacceptable pour qui connaît les graves difficultés actuelles et les perspectives de l'emploi dans cette région. Il lui demande : 1° pourquoi, sur 496 interventions du fonds régional européen en France au cours des trois dernières années, deux seulement ont bénéficié à la région Haute-Normandie ; 2° s'il est exact et admissible que, sur un total de 1 074 000 000 francs d'aides du fonds régional européen de 1975 à 1977, la Haute-Normandie n'ait reçu que 1,5 million, soit moins de 2 p. 1 000 ; 3° quels efforts il compte entreprendre auprès de la Communauté européenne pour que soit compensée au cours des trois prochaines années l'injustice dont a été victime la Haute-Normandie dans la répartition des crédits du fonds régional européen.

Etrangers (association pour l'enseignement des étrangers).

4756. — 22 juillet 1978. — M. Laurent Fabius appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation dramatique de l'association pour l'enseignement des étrangers (AEE) sur laquelle il l'avait déjà interrogé, malheureusement sans réponse, le 19 avril dernier. Les pouvoirs publics viennent de décider, par le biais du fonds d'action sociale qui assurait 90 p. 100 du financement de l'AEE, de supprimer toute aide à cette association. Cette décision constitue un arrêt de mort pour l'AEE qui a pourtant permis jusqu'ici l'alphabétisation et la formation de 30 000 étrangers sur 60 000, alors que le nombre total de demandes est d'un million. Il lui demande : 1° si ces décisions sont irréversibles et comment on peut prétendre les concilier avec l'objectif officiel d'assurer un accueil et une formation corrects des étrangers ; 2° dans le cas où ces décisions inadmissibles seraient maintenues, comment sera poursuivie, notamment sur le plan des moyens financiers, la formation des 30 000 étrangers actuellement pris en charge par l'AEE ; 3° quelles garanties précises sont prévues pour les 900 salariés de l'AEE.

Bourses et allocations d'études (conditions d'attribution).

4758. — 22 juillet 1978. — M. Laurent Fabius attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur le fait que de nombreuses familles, aux revenus pourtant modestes, ne peuvent obtenir une bourse d'enseignement parce que leur revenu est supérieur au plafond. Il lui demande si le Gouvernement envisage d'augmenter substantiellement le montant des bourses et de relever le plafond de revenu.

Aide sociale aux familles (indemnités versées aux parents nourriciers).

4759. — 22 juillet 1978. — M. Laurent Fabius appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur le retard, par rapport au coût de la vie, pris en 1978 par le montant des indemnités versées aux parents nourriciers pour chaque enfant à charge. Il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour remédier à cette situation.

Pensions de retraites civiles et militaires (Seine-Maritime : paiement mensuel).

4760. — 22 juillet 1978. — M. Laurent Fabius appelle l'attention de M. le ministre de l'économie sur le fait que les pensions de l'Etat continuent à être payées non pas mois par mois mais tous les trois mois dans de nombreux départements. Il en résulte des inconvénients pour les retraités. Or l'article 62 de la loi de finances pour 1975 avait prévu que la mensualisation du paiement des pensions serait progressivement généralisée. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin que cette mensualisation intervienne dans les meilleurs délais, en particulier en Seine-Maritime.

Hôpitaux (humanisation : téléphone).

4761. — 22 juillet 1978. — M. Laurent Fabius appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur un aspect important de l'humanisation des hôpitaux : l'installation du téléphone dans les chambres des malades. Cette mesure permettrait de contribuer à rompre l'isolement du malade. Il lui demande si le Gouvernement envisage de développer comme il serait souhaitable ces installations.

Tourisme (tourisme social).

4762. — 22 juillet 1978. — M. Laurent Fabius appelle l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la situation du tourisme social en France. Malgré les déclarations et les rapports officiels, le nombre des places de camping est toujours insuffisant ainsi que les lits de villages de vacances. Il lui demande, dans ces conditions, quelles mesures il envisage de prendre et dans quels délais, afin de donner au tourisme social dans notre pays le développement nécessaire.

Enseignement secondaire (personnels techniques de laboratoire).

4763. — 22 juillet 1978. — M. Arthur Notebart attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation des personnels techniques de laboratoire des établissements scolaires. Leurs fonctions ont été définies par le décret n° 69-385 du 16 avril 1969 et par la circulaire d'application n° V 70-133 du 12 mars 1970. Or, depuis cette date, cette catégorie de personnels attend un reclassement. Il lui demande quelles mesures sont envisagées en ce sens.

Enseignement secondaire (personnels techniques de laboratoires).

4764. — 22 juillet 1978. — M. Arthur Notebart attire l'attention de M. le Premier ministre (Fonction publique) sur la situation des personnels techniques de laboratoire des établissements scolaires. Leurs fonctions ont été définies par le décret n° 69-385 du 16 avril 1969 et par la circulaire d'application n° V 70-133 du 12 mars 1970. Or, depuis cette date, cette catégorie de personnels attend un reclassement. Il lui demande quelles mesures sont envisagées en ce sens.

Enseignement secondaire (personnels techniques de laboratoires).

4765. — 22 juillet 1978. — M. Arthur Notebart attire l'attention de M. le ministre de l'économie sur la situation des personnels techniques de laboratoire des établissements scolaires. Leurs fonctions ont été définies par le décret n° 69-385 du 16 avril 1969 et par la circulaire d'application n° V 70-133 du 12 mars 1970. Or, depuis cette date, cette catégorie de personnels attend un reclassement. Il lui demande quelles mesures sont envisagées en ce sens.

Bourses et allocation d'études (plafond de ressources).

4766. — 22 juillet 1978. — **M. Louis Besson** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation de nombreuses familles dont le revenu, pourtant modeste, ne permet pas l'obtention d'une bourse d'enseignement pour leurs enfants par le fait que le « plafond » fixé est dépassé. Ce plafond de ressources est si bas qu'une famille d'un ou deux enfants dont le chef de famille a un salaire égal ou à peine supérieur au SMIC se voit refuser une bourse nationale pour son ou ses enfants, ce qui rend indispensable qu'une hausse importante de ce plafond de ressources intervienne à l'occasion de la prochaine loi de finances. D'autre part la demande de bourse comprend une déclaration des ressources familiales de l'année antérieure à celle d'une éventuelle attribution. Or les familles vivent avec les ressources du moment et non pas avec celles de l'année écoulée. Dans la conjoncture présente bien souvent le père ou la mère se trouvent victimes d'un chômage total ou partiel, avec diminution des revenus au moment de la demande ou postérieurement à celle-ci. Bien que les autorités académiques soient informées de ce changement de situation, il n'en est pas toujours tenu compte à temps pour l'attribution des bourses. Dans ces conditions il lui demande s'il peut envisager la modification indispensable des conditions d'attribution des bourses en se fondant sur les ressources mensuelles ou trimestrielles des familles au moment de la demande de bourse et donner aux autorités académiques toutes les instructions et moyens nécessaires à l'attribution de bourses dès que les familles ont à subir les difficultés économiques et sociales dues au chômage et que leurs revenus mensuels s'avèrent inférieurs au plafond de ressources en vigueur.

Radiodiffusion et télévision (redevance : règlement).

4767. — 22 juillet 1978. — **M. Alain Bonnet** demande à **M. le ministre du budget** si les comptes ouverts pour les téléspectateurs aux centres de redevances pour la télévision ne pourraient pas être libellés comme le sont les comptes joints des banques ou des CCP, c'est-à-dire : « M. ou Mme D... J... ». De cette façon, en cas de décès d'un des conjoints, le changement n'aurait pas besoin d'être effectué immédiatement par le survivant et, d'autre part, le règlement des redevances ne serait pas susceptible d'erreurs puisque les intitulés des comptes télévision correspondraient exactement aux intitulés des comptes bancaires ou CCP. Une telle disposition rentrerait dans le cadre de l'amélioration des relations entre administrations et administrés.

Education (correspondance des services).

4768. — 22 juillet 1978. — **M. Emmanuel Hamel** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le temps perdu par les destinataires de lettres envoyées par certains hauts fonctionnaires de l'éducation nationale car il arrive que l'en-tête de ces correspondances ne précise pas l'adresse des bureaux du service expéditeur qu'il faut rechercher dans l'annuaire du téléphone ou le bottin administratif. Il lui demande : 1° les raisons de cette absence de précision du lieu d'envoi des lettres adressées par son administration ; 2° s'il n'entend pas devoir donner des directives pour mettre un terme à cette lacune contraire au souci souvent évoqué par lui de relations efficaces entre l'administration et citoyens ; 3° quand, à titre d'exemple, le papier à lettre des recteurs et inspecteurs d'académie de toutes les régions et départements de France comporteront l'indication de l'adresse du siège du rectorat et de l'inspection d'académie et le ou les numéros de téléphone des bureaux de ces hauts fonctionnaires.

Charges sociales (assiette).

4771. — 22 juillet 1978. — **M. Emmanuel Hamel** demande à **Mme le ministre de la santé et de la famille** : 1° où en est l'application de l'article 3 de la loi du 24 décembre 1974 relative à la protection sociale commune à tous les Français créant pour le Gouvernement l'obligation de présenter au Parlement un aménagement de l'assiette des charges sociales ; 2° quel est le point actuel des travaux préparatoires aux projets attendus depuis de longues années par les entreprises de main-d'œuvre, devant alléger le poids des charges sociales frappant les entreprises de main-d'œuvre ; 3° si le moment ne lui paraît pas venu d'orienter de manière décisive les projets en préparation vers la recherche d'une autre assiette que le salaire pour le calcul des charges sociales ou du moins certaines d'entre elles ; 4° quelles conclusions se dégagent des simulations et expériences annoncées par elle le 23 mai 1978 à la tribune de l'Assemblée nationale après qu'elle eut déclaré qu'elle n'était pas opposée par principe à une révision de l'assiette des charges sociales ; 5° si elle accueille avec intérêt la suggestion de la proposition de loi

n° 49 rectifiée suggérant que pour les collations patronales dues au titre des allocations familiales, l'assiette ne soit plus le montant des salaires mais la valeur ajoutée de l'entreprise, au sens de l'intéressement ainsi que le président du groupe d'étude de l'Assemblée nationale des entreprises de main-d'œuvre vient d'en confirmer la suggestion au secrétaire d'Etat à la petite et moyenne industrie par lettre à lui adressée le jour du solstice d'été.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai supplémentaire d'un mois suivant le premier rappel.

(Art. 139, alinéas 4 et 6, du règlement.)

Commerçants (publicité des jugements de divorce).

963. — 10 mai 1978. — **M. Bégault** expose à **M. le ministre de la justice** que l'article 30-4° du décret n° 67-237 du 23 mars 1967 relatif au registre du commerce prévoit que les jugements définitifs prononçant les divorces ou les séparations de corps doivent être déclarés aux greffes des tribunaux de commerce pour être mentionnés aux registres du commerce. L'article 250 du code civil, qui prévoyait l'insertion du jugement ou de l'arrêt prononçant le divorce aux tableaux exposés dans l'auditoire des tribunaux de commerce et dans l'un des journaux publiés dans le lieu où siège le tribunal ou à défaut dans le département, a été abrogé par la loi du 11 juillet 1975 n° 75-617. Il lui demande si cette double insertion doit néanmoins être encore effectuée en ce qui concerne les personnes inscrites au registre du commerce étant indiqué que, d'une part, le traité de Lindon et Bertin, intitulé « Divorce 76 », qui semble faire autorité, indique à la page 206 que si l'un des époux est commerçant il peut y avoir lieu à publication au registre du commerce (décret n° 67-237 du 23 mars 1967) et dans un journal d'annonces légales (loi du 17 mars 1909) et que, d'autre part, l'article 698 du nouveau code de procédure civile laissant à la charge des auxiliaires de justice qui les ont faits, sans préjudice de dommages-intérêts, les actes de procédure inutiles, la question posée présente une importance certaine pour les auxiliaires de justice, qui ont la responsabilité de publier les décisions prononçant les divorces ou les séparations de corps concernant les personnes inscrites aux registres du commerce.

Elevage (moutons).

977. — 10 mai 1978. — **M. Bonhomme** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la vive inquiétude qu'éprouvent les éleveurs de moutons à l'annonce du remplacement de l'organisation nationale du marché par un règlement européen dont il y a lieu de craindre que, sous la pression de la Grande-Bretagne, il n'assure pas un soutien efficace des cours et qu'il entraîne en conséquence une baisse des revenus des éleveurs. Il lui rappelle que, dans de nombreuses régions françaises, l'élevage du mouton est la seule possibilité de mise en valeur des terres à condition que les producteurs puissent être assurés de vendre leurs animaux à un prix satisfaisant. Il ajoute en outre que la production française n'étant pas suffisante pour satisfaire les besoins de notre pays les importations contribuent à aggraver le déséquilibre de la balance commerciale (758 millions de francs en 1977 et 141 millions de francs pour les deux premiers mois de 1978). Il lui demande en conséquence de lui faire connaître la position du gouvernement français dans la négociation nationale du marché tant qu'un règlement européen assurant aux éleveurs français une protection équivalente n'aura pas été adopté.

Carrières (Loire : sablières).

993. — 10 mai 1978. — **M. Maujouan du Gasset** expose **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** que l'exploitation du sable de Loire va s'accroître. En 1977, on évalue qu'il était extrait environ 3 000 000 de tonnes de sables de Loire dans le département de la Loire-Atlantique et 2 200 000 tonnes en Maine-et-Loire. Dix ans auparavant, ces tonnages n'étaient respectivement que de 700 000 tonnes et 800 000 tonnes. Par contre, on admet généralement que le réapprovisionnement annuel naturel du fleuve est de l'ordre de 5 à 600 000 tonnes. Cela souligne les problèmes soulevés par cette exploitation intensive : abaissement de la ligne d'eau, atteinte portée aux ouvrages publics et aux rives, brèches dans les épis, enfouissement des digues de fermeture et faux bras, érosion des rives, déchaussement des pierres de la levée de la Divale, etc. Tout en reconnaissant qu'une exploitation modérée est normale, ne serait-ce que pour la satisfaction des besoins de la construction et de l'agri-

culture (maraîchage), il tient à alerter les pouvoirs publics sur les dangers d'une exploitation désordonnée. C'est le sens de la création d'un syndicat de défense dans la région d'Anecnis. Il lui demande, d'une part, de quelle façon est contrôlée l'exploitation des sables de Loire et, d'autre part, s'il n'envisage pas de prendre l'avis des maires des communes riveraines en ce domaine.

*Personnel des hôpitaux
(centres régionaux d'informatique hospitalière).*

1032. — 10 mai 1978. — **M. Lazzarino** expose à **Mme le ministre de la santé et de la famille** la situation suivante : une circulaire de la direction des hôpitaux n° 286 DII 4 du 13 mars 1978, qui ne fait curieusement aucune référence aux textes traitant des problèmes de l'informatique dans l'administration et de la réforme fondamentale qui en résulte (loi n° 70-1211 du 23 décembre 1970 ; décrets n° 71-341 et 71-342 du 24 avril 1971 et circulaire d'application n° FP 1084 du 19 octobre 1971), la circulaire n° 286 DII 4, donc, fixe les conditions d'emploi et de recrutement des personnels spécialisés des centres régionaux d'informatique hospitalière. Seuls les personnels des C. R. I. H. ont pu jusqu'à ce jour bénéficier comme leurs homologues des administrations et services publics de l'Etat ou ceux des communes, du décret n° 71-342 du 24 avril 1971 avec effet du 1^{er} janvier 1970. Les personnels concernés des C. R. I. H. ont donc subi depuis huit ans un préjudice de carrière et salarial très important. L'absence de statut pour ces personnels a eu deux conséquences graves : 1° elle a conduit les différents centres hospitaliers à prendre dans les domaines du recrutement et de l'avancement des mesures très disparates, qui ont finalement débouché sur des situations inextricables et incohérentes (niveaux de rémunération très différents pour des fonctions identiques par exemple) ; 2° elle n'a pas permis, pour les services qui, à la date du 1^{er} janvier 1970, n'avaient plus le caractère de service mécanographique, mais acquis celui de centre d'informatique, d'intégrer les personnels issus des anciennes structures dans les nouvelles, comme ont pu en bénéficier dans les conditions définies par la circulaire d'octobre 1971 leurs homologues de l'Etat et des collectivités locales. Considérer comme acquis des situations n'ayant été dans de telles conditions et sans qu'ait été au préalable réalisée, compte tenu des fonctions qu'ils assumaient, l'intégration des agents titulaires dans les conditions définies par la circulaire précitée, cela aboutirait à escomoter dix ans de leur vie professionnelle et à leur causer un grand préjudice. Quant à l'instauration du régime de central pour les postes d'encadrement, outre que ses vertus sont illusives, elles font de l'informatique hospitalier le domaine réservé de quelques technocrates. Les conditions d'accès à ces postes pour un agent titulaire sont telles et impliquent un tel abandon d'avantages acquis que l'on conçoit mal un tel agent troquant un statut pour un contrat. De tels principes transgressent tous les principes du droit administratif et vont à contre-courant de la réforme telle qu'elle a été présentée dans l'exposé des motifs du rapport Mazaud et telle qu'elle a été introduite dans la vie administrative française par la loi n° 70-1211 du 23 décembre 1970 et le décret n° 71-342 du 29 avril 1971. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour : que la date des faits des dispositions contenues dans cette circulaire soit immédiatement applicable avec effet du 1^{er} janvier 1970 pour tous les emplois à l'exception des emplois d'encadrement ; qu'en ce qui concerne les postes d'encadrement et compte tenu du déphasage qui existe entre l'évolution des techniques et la création « légale » des emplois correspondants, la situation de ces personnels soit appréciée à la date du 1^{er} janvier 1970 ; que cette appréciation porte sur les trois points précis et contrôlables suivants : mode d'accès à ce poste ; connaissances ; réalisations, et notamment les systèmes d'applications réalisées, c'est-à-dire l'ensemble des méthodes et des procédés mis en œuvre pour traiter par ordinateur un problème de gestion. Ainsi, les intégrations dans les nouvelles structures seraient-elles réalisées dans les conditions définies par la circulaire d'application d'octobre 1971.

*Personnel des hôpitaux
(indemnité de sujétion spéciale et prime spécifique).*

1044. — 10 mai 1978. — **M. Sprauer** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur le fait que sa question écrite n° 26292 du 14 février 1976 relative à l'extension à l'ensemble des établissements de l'indemnité forfaitaire égale à treize heures supplémentaires n'a pas eu, en son temps, de suite favorable. Toutefois, par arrêté ministériel du 17 février 1978, les hôpitaux de province ont été autorisés à verser à compter du 1^{er} février 1978, à certains personnels une fraction de l'indemnité de sujétion spéciale attribuée jusqu'alors en vertu de l'arrêté du 22 avril 1975 aux seuls personnels des établissements hospitaliers de la région parisienne. Il est compréhensible en raison des incidences de l'allocation de l'indemnité de sujétion spéciale égale à treize heures supplémentaires sur les dépenses hospitalières, que l'extension de cet avantage ait

été réalisée d'une manière progressive. Il serait utile que le personnel des hôpitaux de province ait des assurances que cet avantage sera majoré ultérieurement de manière que sa situation soit alignée sur celle des catégories homologues des hôpitaux de la région parisienne au plus tard en 1980. Il est regrettable que les personnels de direction, les pharmaciens résidents, les personnels administratifs et les personnels des services techniques aient été exclus du bénéfice de cette indemnité. Cette discrimination entre personnels de différentes catégories, qui pourtant participent tous à des titres divers à la guérison du malade, crée un climat malsain parmi le personnel hospitalier. Il en est de même de la prime spécifique de 250 francs prévue par l'arrêté du 23 avril 1975 qui est attribuée seulement aux personnels « travaillant en permanence aux lits des malades ». Cette notion est dépassée aussi bien dans les hôpitaux généraux par la haute technicité de leurs équipements (bloc opératoire, radiologie, laboratoires, consultations externes) que dans les hôpitaux psychiatriques où il est question à présent de travail de sectorisation. Il lui demande de lui indiquer les raisons qui s'opposent à l'extension à toutes les catégories de personnels des hôpitaux publics de l'indemnité de sujétion spéciale et de la prime spécifique de 250 francs. Une telle mesure ne ferait pourtant que rendre justice à l'ensemble du personnel hospitalier. Il y a en effet une spécificité de la fonction hospitalière avec ses responsabilités, ses servitudes et ses risques qui ne peut être comparée à la fonction publique en général. Une extension progressive, pour des raisons budgétaires, serait bien sûr compréhensible. Mais des restrictions, des exclusions laissant supposer qu'une catégorie de personnels fait du travail noble, rétribué par des primes spécifiques, tandis que les autres catégories ne participent qu'accessoirement à la guérison du malade, sont difficilement supportables par le personnel.

Élevage (mouton : politique communautaire).

1058. — 10 mai 1978. — **M. Aurillac** demande à **M. le ministre de l'agriculture** s'il estime que les propositions de la commission des communautés européennes relatives à une politique européenne commune concernant la viande de mouton sont compatibles avec le maintien et le développement de l'élevage ovin en France.

Calamités agricoles (viticulteurs girondins).

1082. — 10 mai 1978. — **M. Philippe Madrelle** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les viticulteurs girondins sinistrés à la suite des gelées printanières de l'année 1977. Les notifications des aides allouées à chaque sinistré sous forme de subvention complétée par des possibilités d'emprunt à faible intérêt appellent deux observations : 1° le calcul du rendement moyen prend en compte les volumes récoltés lors des années 1974, 1975 et 1976. Il se trouve que la récolte 1975 ne peut être considérée comme référentielle car la Gironde et plus particulièrement l'Entre-deux-Mers ont subi de violents orages de grêle. Des communes ont été déclarées sinistrées cette année-là ; 2° pour arriver au chiffrage de l'indemnisation, le ministère de l'agriculture déduit des frais de récolte non engagés variant de 1 200 à 2 000 francs par hectare, affectés du pourcentage de perte constaté. Cette méthode de calcul pénalise les petites propriétés à caractère familial où les vendanges s'effectuent sans faire appel à de la main-d'œuvre extérieure. En procédant ainsi, l'indemnité réelle qui devrait être versée à tous les viticulteurs est une première fois minorée par la prise en compte de l'année 1975. En déduisant des frais de récolte sur toutes les propriétés, les services qui ont calculé le montant des indemnités pénalisent une seconde fois les petits exploitants qui effectuent eux-mêmes leur vendange sans utilisation de main-d'œuvre rétribuée. Dans certains cas, ce double abattement peut ramener l'indemnité à moins de 1 000 francs, seuil au-dessous duquel aucune somme n'est versée. Il lui demande de lui indiquer ce qu'il compte entreprendre afin de rétablir l'égalité entre tous les viticulteurs sinistrés et que soit revu également le mode de détermination de l'ampleur des pertes subies en excluant la récolte 1975 des années de référence.

Enseignants (création de postes en Seine-et-Marne).

1084. — 10 mai 1978. — **M. Alain Vivien** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les besoins considérables recensés dans le département de Seine-et-Marne, de création de postes nouveaux d'enseignants, tant dans le cycle primaire que secondaire. Ces besoins sont tels qu'ils absorberaient à eux seuls le total de la ligne budgétaire 1978 prévu pour la création de nouveaux postes sur le plan national. Il lui demande quelles mesures budgétaires il compte prendre pour remédier à une situation qui risque d'être fort préoccupante en Seine-et-Marne pour la rentrée de septembre 1978.

Viticulture (vins d'appellation d'origine contrôlée).

1091. — 10 mai 1978. — **M. Henri Michel** demande à **M. le ministre de l'agriculture** quelles mesures il compte prendre pour que les textes réglementaires, et notamment les arrêtés dépendant de son ministère qui intéressent les conditions de vinifications des vins A. O. C. et vins de pays soient pris en temps utile. En effet, pour cette campagne encore, de nombreux arrêtés ont paru en février-mars ou avril 1978 alors que les déclarations de récoltes ont dû sous peine de sanctions extrêmement graves être faites avant le 25 novembre 1977. Il paraît difficilement admissible qu'un tel laxisme de l'administration soit conjugué avec une telle rigueur envers les administrés.

Presse (revue Aéroports Magazine).

1131. — 10 mai 1978. — **M. Marette** lit toujours avec beaucoup d'intérêt la revue *Aéroports Magazine* publiée par le service des relations publiques de l'Aéroport de Paris qui fournit, chaque mois, sous une forme agréable et intéressante, des renseignements sur l'activité des terrains d'atterrissage gérés par l'Aéroport de Paris, et des lignes aériennes qui y font escale. **M. Marette** a été profondément surpris que, dans le n° 83 d'avril 1978, la rédaction ait cru devoir consacrer une page, apparemment sérieuse et documentée, donnant avec un grand luxe de détails des renseignements exclusifs sur la découverte d'un gisement important de pétrole dans le sous-sol de l'aérodrome Charles-de-Gaulle, à Roissy-en-France. Pour le lecteur averti, compte tenu des détails techniques fournis et des photos illustrant cet article, il ne pouvait s'agir que d'un poisson d'avril. Les rédacteurs ont, cependant, poussé l'humour noir un peu loin en précisant que, grâce à la vente du pétrole extrait, dès l'année prochaine, du sous-sol de Roissy, l'Etablissement public de l'Aéroport de Paris pourrait résorber le déficit de ses comptes dès l'exercice 1978. Tout en étant aussi sensible que d'autres à l'humour des ingénieurs et techniciens, il demande à **M. le ministre des transports** si l'insertion dans une publication sérieuse d'un tel poisson d'avril n'est pas de nature à tromper des lecteurs de bonne foi peu au courant de la technique pétrolière, s'il ne convient pas, à l'avenir, de donner des instructions aux rédacteurs de cette revue pour qu'ils s'abstiennent de confondre les genres et de transformer, même à l'occasion d'un numéro d'avril, leur revue professionnelle en un organe humoristique.

Enseignants (titularisation).

1137. — 10 mai 1978. — **M. Mexandeau** demande à **M. le ministre de l'éducation** de bien vouloir lui préciser quelles sont ses intentions à l'égard des maîtres auxiliaires, et s'il compte mettre en œuvre un plan d'urgence de titularisation de ces personnels.

Hôpitaux (Bouches-du-Rhône).

1152. — 10 mai 1978. — **M. Lazzarino** expose à **Mme le ministre de la santé et de la famille** les faits suivants : les personnels des hôpitaux de Marseille et du département nièrent, depuis le 11 avril, des actions revendicatives qui se sont caractérisées dans nombre d'établissements (C. H. U. Timone, centre C. H. de La Ciotat et hôpital de Valvert notamment) par des mouvements de grève largement suivis ; le vendredi 28 avril, une puissante manifestation de ces personnels s'est déroulée à Marseille du C. H. U. Timone jusqu'à la préfecture, à l'appel des organisations syndicales C. G. T. et C. F. D. T. Cette situation met en évidence le mécontentement profond des personnels hospitaliers et leur volonté d'obtenir du gouvernement une véritable négociation sur : l'amélioration véritable des conditions de travail ; l'humanisation réelle des hôpitaux ; l'emploi (il manque un grand nombre d'employés : 600 pour le seul C. H. U. Timone) ; les rémunérations (2500 francs par mois minimum, intégration des 13 heures supplémentaires au salaire, etc.) ; les classifications ; la garantie des libertés syndicales et du droit de grève. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que s'ouvrent, au niveau gouvernemental et sans délai, les négociations qui s'imposent sur l'ensemble des revendications des personnels hospitaliers, cela dans l'intérêt et de ces personnels et de tous les usagers.

Enseignement agricole (lycée de Rodilhan et collège Mas Boulbon dans le Gard).

1158. — 10 mai 1978. — **M. Jourdan** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture** la situation préoccupante de l'enseignement agricole public et en particulier touchant le lycée de Rodilhan et le collège Mas Boulbon dans le Gard. Loin de répondre aux besoins exprimés pour permettre une bonne rentrée scolaire, des décisions ont été unilatéralement prises qui concernent la suppression de filière Bac D' et d'un B. E. P. A. Economie familiale et rurale.

Toutes les parties concernées, qu'il s'agisse des directeurs d'établissements, des représentants des professeurs, des enseignants, de la chambre d'agriculture et de l'O. N. I. S. E. P., des élus ont réclamé un règlement équitable qui devrait pour le moins passer par : la garantie aux enfants engagés dans les filières actuelles de la poursuite de leurs études ; la prise en compte des droits et avantages des personnels concernés ; le maintien des sections D' et du B. E. P. A. Economie familiale et rurale ; l'étude d'un élargissement du potentiel de formation par la diversification des filières. Dans un département et une région dont l'agriculture de haute technicité appelle une formation poussée et polyvalente des jeunes, il est demandé de manière unanime que le ministère de l'agriculture envisage dans les plus brefs délais le retrait de mesures intempestives et l'examen d'une nouvelle extension des enseignements avec tous les moyens appropriés.

Etablissements de soins (centre de soins de Mourenx (Pyénées-Atlantiques)).

1181. — 10 mai 1978. — **M. Legrand** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la possibilité d'établissement d'une convention entre la sécurité sociale minière, la caisse primaire de sécurité sociale, le comité de la Croix-Rouge et la municipalité de Mourenx (Pyénées-Atlantiques). La municipalité de Mourenx (10 000 habitants) a été avisée par la Croix-Rouge que le centre local, non conforme à la réglementation actuelle, sera prochainement fermé. Son activité est importante, puisque la Croix-Rouge a assuré huit cents soins en décembre 1977. La cessation de cette activité obligerait les malades à se déplacer à Pau ou à Orthez, villes distantes de vingt kilomètres ; or, il existe à Mourenx un centre de soins appartenant à la sécurité sociale minière ouvert à la population pour la radiologie et l'ophtalmologie. En conséquence, il lui demande si elle ne juge pas nécessaire de recommander à la D. D. A. S. S. de réunir les organismes intéressés et la municipalité pour établir une convention permettant l'utilisation du centre de soins miniers par la population de Mourenx.

Logement aidé (logements P. L. R. des Vaux (Orne)).

1261. — 11 mai 1978. — **M. Duroméa** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur la dégradation et l'état de délabrement touchant à l'insalubrité dont souffrent les logements P. L. R. des Vaux dans l'Orne. Les multiples vices de construction, l'absence d'un mode de chauffage efficace rendent ces logements d'une humidité insupportable qui a considérablement endommagé l'état intérieur des pièces. La santé des locataires est atteinte ainsi qu'en témoignent de nombreux certificats médicaux. Devant l'impossibilité de continuer à faire vivre des familles dans de telles conditions, il lui demande : 1° d'intervenir auprès des autorités compétentes afin qu'une enquête technique permette de rechercher les responsabilités de ces multiples imperfections ; 2° que sans attendre les résultats de cette enquête des crédits exceptionnels soient attribués à la société H. L. M. propriétaire de ces logements afin qu'elle réalise immédiatement les travaux nécessaires pour rendre ces logements vivables et décents, en particulier, réfection de la couverture, mise en place d'un moyen de chauffage économique et efficace et réalisation d'une bonne isolation thermique, révision des installations électriques, réfection complète des appartements et pose de volets à l'étage.

Indemnité viagère de départ (montant).

1270. — 11 mai 1978. — **M. André Lajoinie** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la situation des exploitants âgés bénéficiaires d'une I. V. D. complément ou non complément de retraite. Dans le premier cas le montant de l'I. V. D. est toujours de 1 500 francs par an et ce depuis le 20 février 1974. Dans le deuxième cas le montant de l'I. V. D. non complément de retraite a été porté à 5 460 francs par un arrêté du 19 janvier 1976. Pour l'une comme pour l'autre depuis que leur montant a été fixé, la hausse du coût de la vie a largement entamé leur pouvoir d'achat. Depuis 1976, le minimum vieillesse, bien qu'ayant insuffisamment augmenté est passé de 3 750 francs à 5 250 francs. Il en résulte qu'un exploitant titulaire de l'I. V. D. complément de retraite perçoit actuellement par an 6 750 francs retraite comprise, tandis qu'un exploitant bénéficiant d'une I. V. D. non complément de retraite, c'est-à-dire n'ayant pas d'autres revenus, touche moins, alors qu'en 1976 ils touchaient respectivement 5 250 francs et 5 460 francs. En conséquence il lui demande : 1° s'il n'estime pas urgent de relever le montant de l'I. V. D. complément de retraite en fonction de l'érosion monétaire depuis 1974 ; 2° les mesures qu'il compte prendre pour que le montant de l'I. V. D. non complément de retraite soit très rapidement revalorisé et qu'à l'avenir il suive l'évolution du montant de la retraite minimum de base que tout exploitant percevra à partir de soixante-cinq ans.

Téléphone (service des renseignements administratifs téléphonés).

1272. — 11 mai 1978. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le Premier ministre** quels sont les effectifs du service des renseignements administratifs téléphonés et s'il est exact, comme le rapporte une ancienne secrétaire d'Etat dans son dernier livre (Françoise Giroud dans *La Comédie du Pouvoir*, Fayard éd.), que ceux-ci soient insuffisants par rapport à la demande de renseignements. Dans cette hypothèse, et dans l'esprit du programme de Blois qui est de simplifier la vie administrative en rapprochant l'administration des administrés, il serait peut-être souhaitable de rendre ce service plus efficace en augmentant ces effectifs, d'une part, et son budget, d'autre part, afin qu'il soit possible à celui-ci de se populariser pour être connu du plus grand nombre.

Viande

(organisation communautaire du marché de la viande ovine).

1280. — 11 mai 1978. — **M. François Massot** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur l'inquiétude légitime que suscitent chez les producteurs des informations alarmantes concernant l'organisation communautaire du marché de la viande ovine. Dans certains départements, notamment les Alpes-de-Haute-Provence, l'élevage ovin revêt une importance capitale, conditionnant la vie économique et sociale d'une population nombreuse et variée. Or, compte tenu du démantèlement actuel de l'organisation du marché français par la concurrence étrangère, on assiste à une remise en cause des mécanismes de garantie des revenus qui constitue un abandon pur et simple des principes de la politique agricole commune. Une telle situation est d'autant plus regrettable que la France dépense chaque année 600 millions de francs pour se procurer à l'étranger les 50 000 tonnes de viande ovine qui lui font défaut pour assurer sa propre consommation. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir lui préciser ce qu'il compte faire : 1° pour maintenir le niveau de ressources de l'éleveur de moutons français, nécessaire à l'équilibre écologique, économique et social de départements très défavorisés ; 2° et pour réaffirmer son intention de maintenir l'organisation nationale du marché aussi longtemps que la Grande-Bretagne ne sera pas disposée à respecter les règles originelles du Marché commun et que la Nouvelle-Zélande continuera de bénéficier du privilège exorbitant d'un tarif douanier insignifiant sur les exportations de viande ovine à destination de l'Europe.

Personnel des hôpitaux (exercice des droits syndicaux).

1283. — 11 mai 1978. — **M. Jacques Santrot** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les conditions d'exercice des droits syndicaux par le personnel des hôpitaux. L'instruction du 14 septembre 1970 publiée au *Journal officiel* de la République française du 16 septembre 1970, a précisé, pour les administrations publiques de l'Etat et leurs établissements publics, les modalités suivant lesquelles pourraient s'exercer les droits syndicaux de leur personnel. Dans le cadre de cette instruction, une circulaire du ministre de l'intérieur, n° 74-284 du 6 mai 1974 intitulée « Personnel communal - Exercice des droits syndicaux », indique que les mesures contenues dans l'instruction du 14 septembre 1970 peuvent être accordées au personnel communal. Il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour que les dispositions de cette instruction soient également applicables aux organisations syndicales des centres hospitaliers.

Elevage (porcs).

1393. — 12 mai 1978. — Si l'inquiétude est grande actuellement dans les organisations agricoles, elle semble l'être aussi dans les milieux gouvernementaux à l'occasion des récentes négociations de Bruxelles. Parmi les nombreux sujets, la situation des éleveurs de porcs, due à la chute des cours depuis notamment le 1^{er} janvier dernier, est particulièrement préoccupante, en raison de la concurrence d'autres pays, et notamment de pays membres de la Communauté. Devant cet état de fait qui n'est pas sans avoir de graves conséquences au niveau des revenus **M. Henri Bayard** demande à **M. le ministre de l'agriculture** comment il va réagir face à la dévaluation du « franc vert » et au calcul des montants compensatoires afin de remédier à la situation et d'apaiser les craintes des éleveurs.

Parlement européen (vote des travailleurs étrangers).

1398. — 12 mai 1968. — **M. Gabriel Péronnet** demande à **M. le Premier ministre** de faire connaître la position du Gouvernement relative au problème que pose, à l'occasion de l'élection du Parlement européen au suffrage universel, le vote des travailleurs immigrés ressortissant des pays de la Communauté européenne et les initiatives qu'il compte prendre dans ce domaine.

Constructions navales (Saint-Nazaire [Loire-Atlantique]).

1403. — 12 mai 1978. — **M. Claude Evin** appelle l'attention de **M. le ministre des transports** sur l'avenir du chantier naval de Saint-Nazaire. Lors du comité d'établissement extraordinaire qui s'est tenu le 8 mai 1978, la direction d'Alsthom-Atlantique a indiqué qu'elle acceptait la commande de deux porte-containers pour la C. G. M. « malgré les conditions de prix et d'aides qui étaient imposées ». Une telle déclaration laisse entrevoir le chantage habituel en matière d'aide à la construction navale. D'autre part, en 1977, 900 millions d'aides supplémentaires ont été donnés aux patrons de la construction navale sans réel contrôle de l'Etat, et l'on peut craindre que ces aides ne soient en réalité, à l'intérieur de grands groupes tels que l'Alsthom, investies dans des secteurs plus rentables. Il a été également annoncé au cours de ce comité d'établissement que la commande de douze navires « Alfils » dont quatre doivent être construits par Dubigeon-Normandie, ne pouvait plus être considérée comme certaine. Ce qui dans le cas où cette commande ne pourrait finalement être prise amènerait au 1^{er} août prochain une réduction d'heures de travail à trente-quatre heures. En conséquence, il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour faire face à cette situation, quelle sera son attitude devant la demande à peine voilée du groupe Alsthom et s'il compte à l'avenir contrôler plus sérieusement l'utilisation des aides publiques versées à ce secteur d'activité.

Enseignement secondaire (collège Jean-Zay de Feignies [Nord]).

1407. — 13 mai 1978. — **M. Jean Jarosz** interroge **M. le ministre de l'éducation** sur la situation du collège Jean-Zay de Feignies (Nord). Cet établissement scolaire a été construit en 1971. Or, en juin 1977, à la suite d'une visite de contrôle, la commission locale de sécurité a constaté un certain nombre de malfaçons et a mis en demeure la commune d'effectuer les travaux, sinon le collège ne serait pas autorisé à ouvrir à la rentrée de septembre 1977. Ces observations ont été confirmées et complétées après les visites de la commission de sécurité du département qui ont prescrit d'autres travaux à effectuer à l'avenir pour répondre à toutes les normes de sécurité. La commune a fait réaliser ces travaux pendant les vacances scolaires, à savoir : la réfection de 2 200 mètres carrés de plafond (tout le second étage, le hall d'entrée, le réfectoire et la cuisine, toute la S. E. S. et ses ateliers), le remplacement de 20 portes à double battant, la réfection du chauffage de tout le second étage et des appartements de la direction, la mise en peinture de tous les châssis de fenêtres... Ainsi la rentrée scolaire a-t-elle pu se faire normalement, à la date prévue, pour les 500 enfants à accueillir. Mais ces travaux ont apporté à la commune une dépense non prévue de près de 40 millions d'anciens francs, supportée par son budget additionnel, ce qui représente une très lourde charge. C'est pourquoi, il lui demande, quelles mesures il compte prendre pour que ces dépenses immédiates ne soient pas supportées par la commune de Feignies, celle-ci n'ayant aucune responsabilité dans cette situation puisque l'éducation nationale a été à l'origine du choix de ce type de construction scolaire ; quelles solutions il compte apporter à l'avenir pour que les travaux encore à effectuer le soient au titre de l'éducation nationale, la commune de Feignies ayant déjà attendu pendant quatre ans la nationalisation de l'établissement alors que le délai normal est d'une année.

Abattoirs (Aulnoye-Aymeries [Nord]).

1408. — 13 mai 1978. — **M. Jean Jarosz** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la situation de l'abattoir d'Aulnoye-Aymeries (Nord). Une loi du 29 décembre 1976 fait obligation aux communes qui possèdent un abattoir non inscrit au plan de reverser à l'Etat la totalité de la taxe d'usage. Or c'est la principale ressource permettant d'éponger les dépenses de fonctionnement d'un établissement. Privé de sa recette principale, l'abattoir d'Aulnoye-Aymeries, dont la gestion était tout à fait saine, est donc mis arbitrairement en déficit par le Gouvernement pour une somme de 10 millions d'anciens francs. Pour conserver douze emplois, pour payer les salaires du personnel ainsi que les dépenses d'eau, de gaz et d'électricité, la municipalité va se trouver contrainte d'uti-

liser 10 millions d'anciens francs de ressources budgétaires qui lui sont indispensables au plan social et culturel. C'est pourquoi il lui demande : quelles mesures il compte prendre pour que l'abattoir d'Aulnoye-Aymeries soit inscrit d'urgence au plan, seul moyen de maintenir en activité une réalisation d'intérêt général qui fonctionne à la satisfaction de tous ; quelles dispositions il compte adopter pour que, dans ce domaine, les communes ne soient pas amenées à subventionner l'Etat mais que l'Etat supporte normalement les charges qui lui incombent.

Crédit agricole (régime des prêts fonciers).

1437. — 13 mai 1978. — M. Alain Bonnet appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les conséquences, pour le département de la Dordogne notamment, du nouveau régime des prêts fonciers paru au *Journal officiel* du 7 février 1978. Alors que son département est classé en zone de rénovation rurale et en zone défavorisée en raison des déséquilibres démographiques qu'il représente, que le prix élevé des terres qui font l'objet d'un intense marché spéculatif est devenu une barrière difficile à franchir pour les jeunes qui veulent s'installer ou les plus petits exploitants qui veulent s'agrandir ou racheter des terres qu'ils exploitent en fermage, cette nouvelle réglementation vient compliquer gravement une situation déjà extrêmement difficile. En effet, sous le couvert d'une révision invoquant plus de justice dans la distribution de bonifications d'intérêt, on aboutit en fait à un relèvement des taux d'intérêts, à une diminution de la durée des prêts, à un abaissement des plafonds de financement, qui remettent largement en cause les avantages du décret précédent. Il lui demande, en conséquence, conformément aux attentes unanimes de l'ensemble des exploitants et des organismes de crédit agricole, de revenir sur cette réforme manifestement inadaptée aux besoins des agriculteurs, et qui ne tient aucun compte des contraintes qu'ils doivent surmonter pour disposer de leur outil de travail.

Agriculture (politique française et politique commune européenne).

1483. — 17 mai 1978. — M. Jean Jarosz interroge M. le ministre de l'agriculture sur la situation des agriculteurs français au moment de la réouverture des négociations agricoles à Bruxelles. Six mille agriculteurs venus du Nord-Ouest de la France (Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, Oise, Ardennes, Eure, Seine-Maritime, Seine-et-Oise et Oise, Seine-et-Marne) ont manifesté le lundi 8 mai 1978, à Douai (Nord), à l'appel de leurs syndicats agricoles. Ils entendaient protester contre les montants compensatoires monétaires et la baisse du revenu agricole. Producteurs de porcs, éleveurs de moutons, producteurs de lait ont réclamé la dévaluation du « franc vert » et la suppression, avant trois ans, des montants compensatoires afin que l'agriculture française ne soit pas pénalisée par rapport aux pays à monnaie forte. C'est pourquoi il lui demande : quelles mesures il compte prendre pour que le Gouvernement adopte à Bruxelles une attitude plus conforme à l'intérêt de nos agriculteurs et de notre économie nationale ; s'il accepte de procéder : à un relèvement des prix agricoles qui corresponde à l'élévation des charges de production ; au démantèlement des montants compensatoires, véritable taxe aux exportations et subvention aux importateurs, qui aboutissent à pénaliser gravement notre agriculture.

Agriculture

(Loire : dossiers présentés hors plans de développement).

1488. — 17 mai 1978. — M. Théo Vial-Massat rappelle à M. le ministre de l'agriculture que lors de sa visite dans le département de la Loire en janvier dernier, il s'était engagé à accélérer le règlement des dossiers présentés hors plans de développement qui dans la Loire accuse un sérieux retard — certains dossiers remontant à décembre 1976. En conséquence, il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour : 1° tenir ses engagements maintes fois renouvelés au cours de la période électorale, à savoir dégager les subventions nécessaires à la réalisation des dossiers, présentés hors plans de développement ; 2° que les délais d'attente de ces dossiers n'excèdent pas quatre mois, comme l'indique la circulaire du 6 octobre 1977 n° 5070 du ministère de l'agriculture ; 3° pour l'augmentation de l'enveloppe financière pour les dossiers présentés dans le cadre des plans de développement afin de pouvoir satisfaire les besoins (80 projets, dans la Loire, pour 1978) ; 4° que les subventions et prêts bonifiés soient maintenus sur l'intégralité du territoire départemental, avec des modalités d'application différenciées suivant les zones, afin de donner aux agriculteurs la possibilité de choisir en toute connaissance de cause la procédure des plans de développement.

Permis de construire (pouvoirs du maire).

1496. — 17 mai 1978. — M. Roger Fenech demande à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie s'il ne pourrait être envisagé de donner aux maires le droit de surseoir à statuer sur une demande de permis de construire lorsque le plan d'occupation des sols est en cours de révision et qu'il ressort des demandes des habitants et de leurs associations que l'opération envisagée serait incompatible avec le plan d'occupation des sols révisé.

Diplômes (homologation).

1514. — 17 mai 1978. — M. Jean Falala demande à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie si les diplômes suivants sont susceptibles d'être homologués, notamment dans le cadre des dispositions prévues par la loi d'orientation sur l'enseignement technologique (loi n° 71-577 du 16 juillet 1971) : 1° diplôme d'ingénieur expert en techniques du bâtiment et des fonds de commerce, délivré par la Compagnie des experts de la chambre des ingénieurs conseils de France ; 2° diplôme d'ingénieur expert en techniques du bâtiment et des travaux publics, délivré par la Compagnie nationale des ingénieurs experts et ingénieurs docteurs ès sciences ; 3° brevet d'agent technique délivré par l'Ecole nationale de sécurité sociale. Dans l'affirmative, il souhaite savoir la procédure à appliquer pour obtenir cette homologation.

I. N. S. E. E. (chargés de mission titulaires de l'I. N. S. E. E. détachés au ministère de l'agriculture).

1523. — 17 mai 1978. — M. Raymond Tourrain expose à M. le ministre de l'agriculture qu'un de ses prédécesseurs avait été saisi, par question orale du 20 janvier 1973 de la situation des chargés de mission titulaires de l'I. N. S. E. E. détachés au ministère de l'agriculture. Cinq ans après, il apparaît que, pour les agents détachés, la situation indemnitaire est restée très défavorable par rapport aux agents mis à disposition ou exerçant leurs fonctions au sein même de l'institut national de la statistique et des études économiques. Pour des emplois similaires et des responsabilités équivalentes, les écarts de traitements (salaires et indemnités diverses) restent de l'ordre de 15 à 20 p. 100. Dans sa réponse (*Journal officiel* du 1^{er} avril 1973, page 695) le ministre de l'agriculture s'était engagé à résorber les disparités constatées. La seule mesure prise concernant le bénéfice d'une indemnité forfaitaire de sujétion spéciale ayant été appliquée à l'ensemble du corps des chargés de mission, aucune modification tangible des écarts constatés n'en est résultée. Quant aux autres dispositions envisagées de façon concertée par les différents services concernés, elles restent cinq ans après toujours à l'étude. A la veille de la réalisation du recensement général de l'agriculture prévu pour 1979, il attire son attention sur le risque d'une démobilité généralisée des personnels en cause et lui demande de faire procéder d'urgence à l'examen de leur situation. Ces agents bénéficient en effet à l'heure actuelle de rémunération accessoire souvent de moitié inférieures à celles d'agents, ingénieurs de travaux ou techniciens de l'agriculture, placés sous leur autorité. Malgré les promesses prodiguées par les directeurs généraux qui se sont succédés depuis cinq ans, ils sont tentés de conclure que le ministère de l'agriculture se désintéresse tant de leurs travaux que de leur situation personnelle.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (centre médico-chirurgical des Petites Roches, à Saint-Hilaire-du-Touvet [Isère]).

1580. — 18 mai 1978. — M. Louis Maisonnat attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur les revendications formulées par le personnel du centre médico-chirurgical des Petites Roches, à Saint-Hilaire-du-Touvet. Ces revendications sont les suivantes : 1° fixation du salaire minimum à 2 500 francs mensuels et dans l'attente d'une remise en ordre des salaires, versement d'un acompte de 500 francs ; 2° extension à tous les personnels de la primo de 250 francs mensuels et des treize heures supplémentaires sans restriction et sans discrimination et leur intégration dans le salaire ; 3° intégration de l'indemnité de résidence dans le salaire et suppression des zones de salaires ; 4° garantie du pouvoir d'achat par la mise en place d'une échelle mobile des salaires ; 5° augmentation des effectifs en fonction des besoins réels et titularisation de tous les auxiliaires sans conditions d'âge ; 6° attribution d'une cinquième semaine de congés annuels et réduction du temps de travail à trente-cinq heures par semaine ; 7° véritable reclassement dans une grille hiérarchique allant de 1 à 5 ; 8° bonification de deux années par enfant pour la retraite. Il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour les satisfaire dans les meilleurs délais.

Autoroute (tracé de l'A 87).

1589. — 18 mai 1978. — M. Maxime Kéliny rappelle à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sa question écrite numéro 42733 du 2 décembre 1977, à laquelle il n'a pas été répondu durant la précédente législature, sur l'impérieuse nécessité de reconsidérer le tracé de projet d'autoroute A 87 dans l'Est parisien. L'auteur a souligné à plusieurs reprises depuis 1973, et tout récemment encore dans la question écrite n° 41577, les conséquences très graves d'un projet qui se trouve aujourd'hui en zone agglomérée. Le 5 novembre 1977, les élus communistes de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne ont rencontré la population et les associations de défense des villes traversées de Sucy-en-Brie à Livry-Gargan. Ces rencontres ont permis de démontrer l'opposition unanime de l'ensemble des intéressés à un projet que le Gouvernement tente d'imposer et la résolution de la population à empêcher le gâchis qui résulterait de ce projet, en faisant prévaloir les solutions de bon sens qui s'imposent : développement du service public des transports en commun, réouverture aux voyageurs de la ligne S. N. C. F. de grande ceinture, étude d'un nouveau tracé autoroutier, hors de l'agglomération, avec une consultation réelle de la population et de ses élus. Il lui demande en conséquence les dispositions qu'il entend prendre pour faire étudier le report hors agglomération du passage de l'autoroute A 87 dans l'Est parisien.

Logement (I. L. N. de Limeil-Brévannes [Val-de-Marne]).

1593. — 18 mai 1978. — M. Maxime Kéliny rappelle à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sa question écrite n° 44591 du 4 mars 1978 à laquelle il n'a pas été répondu durant la précédente législature sur le scandale des logements I. L. N. qui restent inoccupés dans la Z. A. C. de Limeil-Brévannes (Val-de-Marne) depuis août 1977, alors que, dans cette ville, 200 mal-logés attendent vainement un logement à loyer compatible avec leur revenu. Ces I. L. N., construits par l'office de la ville de Paris, sont en effet inaccessibles aux familles de ressources modestes et n'intéressent pas les familles plus aisées ; ils restent de ce fait plus qu'aux trois quarts vides. Le 5 novembre 1977, la municipalité de Limeil-Brévannes a demandé au préfet du Val-de-Marne que ces logements soient transformés en H. L. M. à loyers abordables et mis à la disposition des mal-logés. Cette demande est restée sans réponse à ce jour. Il proteste contre ce gâchis intolérable alors que tant de familles sont mal logées et demandent quelles mesures d'urgence il entend prendre pour que les mal-logés de Limeil-Brévannes puissent avoir accès très rapidement à ces logements.

Hôpitaux : personnel (rémunérations).

1602. — 18 mai 1978. — M. Roland Leroy attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la situation des travailleurs hospitaliers. La plupart d'entre eux ont un salaire inférieur à 2 000 francs par mois. De plus, alors que depuis 1975 les personnels de la région parisienne ont obtenu le paiement d'un élément de salaire équivalent à treize heures supplémentaires, un tel acquit comporte des restrictions qui touchent l'ensemble des travailleurs des provinces et tout le personnel administratif. En outre, seule une partie du personnel bénéficie d'une prime mensuelle de 250 francs. Les syndicats C. G. T.-C. F. D. T. demandent en conséquence que le salaire minimum des travailleurs hospitaliers soit de 2 500 francs par mois, que les « treize heures » soient intégralement payées à l'ensemble du personnel et que la prime de 250 francs soit étendue à toutes les catégories et intégrée à leur salaire. Il est également nécessaire de reconsidérer leurs conditions de travail. Cela est le cas notamment de l'agglomération de Rouen où le nombre de personnels est particulièrement insuffisant. Les syndicats C. G. T.-C. F. D. T. exigent également le respect et l'extension des droits syndicaux. Il lui demande donc de tout mettre en œuvre pour la satisfaction de ces revendications. De telles mesures permettraient en effet d'améliorer considérablement la situation de ces travailleurs et de toujours mieux répondre aux besoins des malades et des blessés hospitalisés.

Taxe locale d'équipement (montant et modalités de calcul).

1620. — 18 mai 1978. — M. Henri Ferretti attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur le fait que dans toutes les démarches préparatoires à la construction d'un immeuble, à aucun moment il n'est prévu une information pour les futurs constructeurs sur l'existence des modalités de calcul et le montant de la taxe d'équipement. Il lui demande s'il ne serait pas possible de prévoir une information à ce sujet, afin de permettre au candidat constructeur d'être en mesure d'apprécier la totalité du coût de sa construction.

Paris (parc de la Visitation).

1628. — 18 mai 1978. — M. Paul Quilès attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la situation du parc de la Visitation, situé dans le 14^e arrondissement de Paris entre l'avenue Denfert-Rochereau et la rue Boissonnade. Une demande de permis de construire prévoyant la construction, dans le parc, d'un immeuble de soixante-quinze logements de grand luxe et de quatre-vingts places de parking a été déposée. Indépendamment du fait que l'implantation du bâtiment ne semble pas conforme au plan d'occupation des sols, il s'agit là d'un projet qui risque de défigurer un des rares espaces verts restant à Paris. C'est ce que fait remarquer le comité de défense des riverains, qui demande fort justement que ce parc de 2 hectares soit préservé et qu'il soit ouvert à la population. Il lui demande ce qu'il compte faire : 1^o pour éviter que la spéculation immobilière ne vienne encore une fois réduire les espaces verts de la capitale, dont il lui rappelle qu'ils ne représentent actuellement, en excluant les deux bois, que 1,5 mètre carré par habitant ; 2^o pour que les nombreux parcs existants à Paris et qui sont inutilisés comme celui de la Visitation, soient mis à la disposition du public ; 3^o pour qu'enfin la réglementation de l'urbanisme ne puisse laisser aucune possibilité à de telles opérations de se réaliser.

Secrétaires médicales (prime de contagion).

1631. — 18 mai 1978. — M. Georges Filloud appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la nécessité de permettre l'attribution de la prime de contagion à certaines secrétaires médicales. Aux termes de la circulaire n° 173/DH/4 du 16 août 1972 (Ulre IV f) l'indemnité de 2^e catégorie prévue par l'arrêté du 17 août 1971 peut être payée aux agents en fonctions dans des services qui reçoivent habituellement des malades contagieux, des tuberculeux, des cancéreux... Il lui demande s'il ne lui paraît pas juste que cette indemnité soit également versée aux secrétaires médicales qui connaissent une affectation continue dans des services accueillant ces catégories de malades et qui sont obligées de suivre le médecin du service pendant les visites.

Pollution de l'eau
(Condé-sur-Escaut, Hergnies et Vieux-Condé [Nord]).

1715. — 20 mai 1978. — M. Georges Bustin attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les conséquences de la pollution des étangs de Chabaud-Latour, d'Amaury et du canal du Jard, situés sur le territoire des communes de Condé-sur-Escaut, d'Hergnies et de Vieux-Condé. L'étang de Chabaud-Latour, qui doit être aménagé dans le cadre de la restructuration de la zone minière, reçoit par le courant de Bernissart des eaux polluées provenant de la Belgique. Le canal du Jard, trait d'union entre l'étang de Chabaud-Latour et l'étang d'Amaury, conduit ses eaux dans cet étang, qui est intégré dans le parc régional de Saint-Amand. C'est ainsi que ces plans d'eau et ce canal, très fortement pollués, ont subi et continuent de subir la destruction de la faune et de la flore et privent ainsi les sociétés de pêche et leurs nombreux adhérents ainsi que les autres activités de leurs loisirs et de leurs sports favoris. En conséquence il lui demande quelles mesures il compte prendre très prochainement pour détourner les eaux du courant de Bernissart, pour améliorer la nature des eaux et pour permettre aux populations d'améliorer leur cadre de vie.

Formation professionnelle et promotion sociale
(personnel des centres de formation professionnelle agricole).

1718. — 20 mai 1978. — M. Bernard Deschamps attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation tout à fait anormale des personnels vacataires des centres de formation professionnelle agricole. En effet, non seulement ils n'ont pas la garantie de l'emploi, mais encore — conformément à l'annexe à la circulaire n° 2032 du 31 mars 1978 portant taux de rémunération horaire compter du 1^{er} février 1978 — leur salaire, qui est de 17,97 francs par séance de deux heures, est de ce fait inférieur au S. M. I. C. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que ce personnel soit payé au minimum au taux du S. M. I. C., et cela sans réduction d'horaire.

Bâtiment et travaux publics (avenir des services de l'équipement).

1724. — 20 mai 1978. — M. André Lajoinie attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les dangers qui pèsent sur l'avenir des services de l'équipement après leur rattachement à deux ministères : celui des transports et de l'environnement.

ment. Cet écartèlement entre deux ministères risque, d'après l'opinion de nombreux responsables syndicaux, d'aggraver la tendance, déjà perceptible depuis quelques années, d'une réduction de la place de l'équipement dans la conception et l'exécution des travaux routiers ou d'urbanisme au profit des grandes entreprises privées. Une telle évolution, négative pour l'emploi du personnel, est aussi préjudiciable pour les intérêts des populations et des collectivités locales. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour permettre à l'équipement de jouer pleinement son rôle de service public.

Exploitants agricoles (retraités).

1735. — 20 mai 1978. — M. André Jarrot expose à M. le ministre de l'agriculture que d'anciens exploitants agricoles ont appelé son attention sur leurs problèmes. Les intéressés estiment qu'ils ont acquis au cours de leur vie active le droit à une retraite décente leur permettant de vivre de manière indépendante et en toute tranquillité. En conséquence, ils demandent une revalorisation de la retraite de base indexée sur le S. M. I. C. et dont le montant permette à tous les anciens exploitants agricoles de vivre normalement sans être à la charge de leur famille et d'avoir accès, s'ils le désirent, à une maison de retraite de leur choix. Ils souhaitent également que soit envisagé un plan tendant à la création de centres ruraux intercommunaux fournissant à tous les retraités des zones rurales les soins médicaux de première urgence. Ils souhaitent également le financement approprié des services d'aide ménagère à la disposition des personnes âgées par une prestation légale de service ainsi que le versement intégral aux veuves d'exploitants de la retraite complémentaire versée aux maris. A cet égard, ils expriment le désir que le bénéfice de la retraite soit acquis dès l'âge de soixante ans pour les épouses d'exploitants. Ces anciens exploitants demandent également la mise en place d'un vaste programme en faveur des personnes âgées en milieu rural au nombre desquelles figurent en grande majorité d'anciens agriculteurs; ce programme devant en particulier comporter le développement du nombre des maisons de retraite à la campagne et la construction en nombre suffisant de centres de vacances adaptés. Ils expriment leur satisfaction de voir se développer la mise en place des clubs de personnes âgées au sein desquels les agriculteurs retraités ont pris leur part de responsabilité. Ils forment le vœu que, rapidement, tous les villages ou groupes de villages disposent d'un club, les services du ministère de l'agriculture pouvant jouer un rôle incitatif dans ce sens auprès des municipalités concernées. Ces agriculteurs retraités, qui renouvellent leur attachement à l'indemnité viagère de départ, s'élèvent cependant contre la diversité des indemnités servies à ce titre, diversité qui crée des injustices. Ils demandent une réforme fondamentale aboutissant, d'une part, à une simple revalorisation indispensable de l'indemnité viagère de départ; d'autre part, au maintien d'une double indemnité viagère de départ: indemnité viagère de départ simple sans contrainte et indemnité viagère de départ majorée pour les anciens exploitants qui accepteraient de céder leurs terrains en vue d'un aménagement des structures. Il lui demande les dispositions qu'il envisage de prendre pour aider à la réalisation des vœux qu'il vient de lui exposer.

Aviculture.

1737. — 20 mai 1978. — M. André Jarrot appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation difficile de l'aviiculture. Les professionnels intéressés formulent à ce sujet les revendications suivantes: régularisation des cours et évolution normale du revenu des producteurs par une politique d'organisation de la production et des marchés; sur le plan communautaire, réduction des montants compensatoires et insuffisance des règlements pour les œufs et la volaille; nécessité de l'instauration, en France et à Bruxelles, d'une organisation interprofessionnelle avicole pour permettre un meilleur équilibre des marchés au sein de la Communauté; prise en compte par le Gouvernement de l'importance des investissements et inclusion du secteur avicole dans les plans de développement; utilité du dépôt du projet de loi en préparation réglementant les créations et extensions d'élevages hors-sol, les mesures envisagées devant constituer un moyen efficace pour lutter contre le gigantisme et pour maintenir le caractère agricole de la profession; développement de la concertation avec les représentants de la profession lors de l'établissement des réglementations, l'insuffisance de cette concertation étant apparue, notamment dans les réglementations concernant les ovoproduits, l'interdiction décrétée par la Communauté de commercialiser des volailles effilées sur le territoire national au-delà de 1981 et l'aménagement des normes d'installation des petits abattoirs. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître sa position sur les différents points soulevés et les mesures qu'il envisage de prendre pour remédier aux réelles difficultés rencontrées par l'aviiculture.

Indemnité viagère de départ (montant).

1746. — 20 mai 1978. — M. Robert Fabre expose à M. le ministre de l'agriculture la situation des agriculteurs bénéficiaires de l'I. V. D. au regard de l'inflation. Le montant actuel de l'I. V. D. demeure en effet fixé à 1 500 francs sans aucune modification depuis février 1974. L'I. V. D. non complémentaire de retraite dont la dernière revalorisation remonte à janvier 1976 reste maintenue à 5 460 francs. Le pouvoir d'achat de ces sommes a très largement été érodé par la hausse des prix des quatre dernières années. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir: 1° lui exposer les mesures qu'il compte prendre pour revaloriser le montant de ces indemnités, du fait de l'érosion qu'elles ont subie, et en augmenter le pouvoir d'achat; 2° lui indiquer s'il compte mettre en place des mécanismes de réajustement qui seraient seuls en mesure de revaloriser régulièrement le montant des I. V. D.

Indemnité viagère de départ (indexation).

1763. — 20 mai 1978. — M. Henri Michel demande à M. le ministre de l'agriculture s'il ne pense pas prendre des mesures urgentes permettant l'indexation des sommes allouées aux agriculteurs au titre de l'indemnité viagère de départ (I. V. D.), indemnité qui, malgré l'inflation, n'a jamais été revalorisée depuis son attribution.

Personnel des hôpitaux (création de postes d'animateur).

1784. — 20 mai 1978. — M. Serge Charles attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur l'inexistence, dans la grille des emplois hospitaliers, de postes d'animateur. L'intérêt du développement des capacités d'accueil et d'animation de tels établissements n'est plus à démontrer. Notamment, en ce qui concerne les centres de cures médicales pour personnes âgées, les soins médicaux qui peuvent y être dispensés doivent être assortis d'une assistance apte à rompre l'isolement dont souffrent les pensionnaires de ces établissements. En conséquence, il demande au ministre, qui voudra bien reconnaître la nécessité de la mise en place de personnels qualifiés en ce domaine, s'il n'estime pas souhaitable de créer un tel poste au sein des services hospitaliers.

Taxe à la valeur ajoutée (location de voitures particulières).

2654. — 8 juin 1978. — M. Roger Combrisson, par question écrite antérieure (parue au *Journal officiel* le 7 janvier 1978, n° 43418), avait attiré l'attention de M. le ministre de l'économie sur l'imposition des locations de voitures particulières neuves. Le taux de T. V. A. applicable pour ces contrats est passé de 17,60 p. 100 à 33,33 p. 100 à partir du 1^{er} janvier 1978 et est applicable aux contrats conclus depuis le 1^{er} novembre 1977. De ce fait, les personnes ayant signé un contrat depuis cette date sur les bases en vigueur préalablement sont contraintes de verser un loyer supérieur à leurs prévisions. M. Combrisson demande en conséquence à M. le ministre du budget quelles mesures il compte prendre pour que la mise en application de cette mesure soit rapportée.

Instituteurs (remplacement de maîtres absents dans l'Essonne).

2655. — 8 juin 1978. — M. Roger Combrisson, par question écrite antérieure, avait attiré l'attention de M. le ministre de l'éducation sur les graves conséquences que provoque le non-remplacement d'instituteurs absents dans un grand nombre d'établissements scolaires de la 1^{re} circonscription de l'Essonne. Ainsi: à Vigneux: 490 heures n'ont pas été pourvues au C. E. S. Paul-Eluard, 480 heures au C. E. S. Henri-Wallon, 364 heures à la S. E. S. Henri-Wallon; à Epinay: 175 enfants de l'école maternelle « Les Gerbaux » ont été répartis en 3 classes, surchargeant chacune d'entre elles en portant leur effectif à 58 élèves; à Draveil: ce sont 27 élèves de C. M. I de l'école primaire Pierre-et-Marie-Curie qui n'ont pu être accueillis dans leur école; à Yerres: ce sont 3 institutrices de l'école primaire des « Tournelles » qui n'ont pas été immédiatement remplacées. Une telle situation atteint la qualité de l'enseignement dispensé et compromet l'avenir de ces élèves. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour: 1° assurer l'affectation des enseignants nécessaires au bon fonctionnement de l'ensemble des établissements scolaires de la 1^{re} circonscription de l'Essonne; 2° que le remplacement des instituteurs absents puisse s'effectuer dans les trois jours qui suivent leurs congés.

Conventions collectives (salaires minimaux conventionnels des salariés du notariat).

2661. — 8 juin 1978. — M. Roger Combrisson, par question écrite antérieure (parue au *Journal officiel* le 15 mars 1978, n° 44774), avait attiré l'attention de M. le ministre de l'économie sur la situation de conflit existant entre le conseil supérieur du notariat et

les salariés de la profession. Les salaires minimaux conventionnels sont actuellement valeur janvier 1977. La convention collective, conclue en 1975, prévoit, en effet, que les discussions salariales aient lieu à terme échu, et, pour faire face à l'inflation, prévoit, en son article 27, une réunion en vue de fixer une nouvelle valeur de point lorsque l'indice des prix dépasse 7,50 p. 100 à titre d'acompte sur la revalorisation annuelle à intervenir. Le conflit actuel porte sur l'application de cette clause qui devrait conduire à une révision des salaires avec effet du 1^{er} octobre 1977 (date du seuil de franchissement de la barre des 7,50 p. 100). Les propositions du conseil supérieur du notariat pour la revalorisation annuelle des salaires minimaux, demeurant en deçà de la simple progression du coût de la vie. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour que ce différent puisse se régler dans les meilleurs délais.

Economie (vacataires des services extérieurs de la Trésorerie générale de l'Essonne).

2662. — 8 juin 1978. — **M. Roger Combrisson**, par question écrite antérieure (parue au *Journal officiel* du 26 novembre 1977, n° 42526), avait attiré l'attention du ministre de l'économie sur les problèmes posés par la nomination de vacataires à quatre-vingts quinze heures aux services extérieurs de la Trésorerie générale de l'Essonne. En effet, ces agents étant soumis à des contrats de trois mois renouvelables, ne seront jamais titularisés dans la fonction publique. Une telle situation contredit les prises de positions gouvernementales souhaitant la résorption de l'auxiliaire. De plus ces modalités de recrutement ne sont pas de nature à résorber durablement le chômage et contribuent à la détérioration des conditions de travail dans cette administration. Il demande en conséquence à **M. le ministre du budget** quelles mesures il compte prendre pour donner à ce personnel une véritable garantie de l'emploi au moyen de contrats ouvrant droit à leur titularisation.

Impôts locaux (taxe professionnelle).

2663. — 8 juin 1978. — **M. Roger Combrisson**, par question écrite antérieure (parue au *Journal officiel* du 22 octobre 1977, n° 41634), avait attiré l'attention du ministre de l'économie sur le fait que l'article 15 de la loi du 29 juillet 1975, dont l'objet du décret d'application n° 77-1148 du 6 octobre 1977 prévoit, dans son paragraphe I, que, lorsque les bases d'imposition d'un établissement créé avant le 1^{er} janvier 1956, divisées par le nombre d'habitants, excèdent 10 000 francs, la part des ressources communales correspondant à cet excédent sera affectée à un fonds départemental de la taxe professionnelle, par fractions croissantes, de 1979 à 1983. Or certains des établissements de l'espèce peuvent antérieurement, en matière de patente, avoir bénéficié des dispositions du décret n° 86-930 du 7 décembre 1966, qui instituaient une imposition particulièrement privilégiée au profit des activités dites de « recherche technique ou scientifique », qu'il n'a pas paru opportun de reconduire à l'occasion de l'institution de la taxe professionnelle. Mais l'augmentation considérable des bases d'imposition de ces établissements qui est alors intervenue ne s'est pas traduite par un supplément de ressources au profit des communes sur le territoire desquelles ils étaient implantés en raison des modalités prévues pour le passage de la patente à la taxe professionnelle mais a été, le plus souvent, à l'origine de l'abaisssement constaté dans leur taux d'imposition. Or, paradoxalement, les communes se voient maintenant menacées de perdre, au profit du fonds départemental, une partie de leurs trop faibles ressources de taxe professionnelle, sans possibilité de compenser cette perte par l'augmentation du taux de cette seule taxe, puisqu'aussi bien, suivant les dispositions de l'article 12, 4^e alinéa, de la loi du 29 juillet 1975 « la variation du taux de la taxe professionnelle ne pourra excéder, pour chaque collectivité ou organisme, celle de la moyenne pondérée du taux des taxes foncières et de la taxe d'habitation ». En présence de cette situation, qui est loin d'être exceptionnelle, il demande à **M. le ministre du budget** quelles mesures il entend proposer afin de ne pas aggraver, au détriment des autres contribuables de la commune, le transfert de charge qui s'est déjà produit à la suite de la mise en application du décret du 7 décembre 1968. Ne conviendrait-il pas, notamment, afin de rétablir préalablement une équité fiscale qui permettrait à l'article 15 de la loi du 29 juillet 1975 de prendre toute sa valeur, de recalculer l'élément de répartition de taxe professionnelle de 1976, abstraction faite des dispositions du décret du 7 décembre 1968.

Mines et carrières

(mines de charbon de Blaye-les-Mines [Tarn]).

2667. — 8 juin 1978. — **M. Lucien Villa** expose à **M. le ministre de l'Industrie** que les élus locaux et la population de Blaye-les-Mines (Tarn) sont préoccupés par l'incertitude qui règne depuis plusieurs

mois à propos de l'éventuelle exploitation du gisement de charbon situé sous le village. Soucieux à la fois d'agir pour le développement de l'activité des Houillères d'Aquitaine sur l'ensemble du bassin minier de Carmaux et de veiller au respect des droits des particuliers et de la commune relatifs au patrimoine immobilier et à l'environnement, le conseil municipal de Blaye-les-Mines entend à juste titre disposer des éléments indispensables à la poursuite de l'élaboration d'une politique locale en matière d'urbanisation, cette commune ayant en outre particulièrement souffert des atteintes portées à l'industrie charbonnière. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître les résultats des études engagées en vue de l'exploitation des réserves charbonnières intéressant directement la commune de Blaye-les-Mines.

*Bâtiment et travaux publics
(Société du Toit familial, à Castres [Tarn]).*

2668. — 8 juin 1978. — **M. Lucien Villa** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur la situation de la Société du Toit familial (bâtiment), à Castres (Tarn). La mise en liquidation judiciaire de cette société a créé un grand émoi dans la région et suscite de nombreuses interrogations quant aux responsabilités. D'autre part, elle avait pris des engagements financiers, techniques et commerciaux. Il lui demande de l'informer sur l'avenir de cette société, qui occupait de nombreux travailleurs, aujourd'hui en chômage, et de lui indiquer quelles mesures il compte prendre pour permettre le redémarrage de ses activités.

Hôpitaux (hôpital interdépartemental de Saint-Gobain [Aisne]).

2670. — 8 juin 1978. — **M. Roland Renard** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur l'hôpital interdépartemental de Saint-Gobain dans l'Aisne. Cet établissement est en cours de terminer sa reconversion totale en centre de rééducation et de réadaptation fonctionnelle. Cette reconversion devenue nécessaire a été obtenue au prix d'un effort financier très important. Aujourd'hui, se pose le problème de son avenir. En effet, d'autres hôpitaux, pour des raisons qui leur sont propres, à proximité dudit centre, s'orientent vers une thérapeutique semblable, obérant involontairement l'existence de l'hôpital de Saint-Gobain. En conséquence de quoi, il lui demande les mesures qu'elle compte prendre pour faire droit à la demande de classement de cet hôpital en centre de rééducation et de réadaptation fonctionnelle et mettre au point une carte localisant ces établissements.

Sidérurgie (Acieries et laminoirs de Beauror [Aisne]).

2672. — 8 juin 1978. — **M. Roland Renard** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur la situation des Acieries et laminoirs de Beauror dans l'Aisne. En 1962, cette entreprise comptait mille six cents salariés. En 1968, à la suite d'une restructuration, portant sur la cessation de l'activité de la production trains à chaud, l'effectif du personnel était réduit de trois cents. Depuis cette époque, le nombre des salariés a été progressivement ramené à sept cent cinquante-cinq, sous le couvert de préretraites, de licenciements avec garantie de salaire à l'âge de cinquante-six ans et huit mois. En juillet 1977, c'est l'arrêt de l'aciérie, dix-sept travailleurs sur vingt-sept au chômage depuis décembre 1977 font aujourd'hui l'objet d'une mesure de licenciement collectif, sous prétexte que leur reconversion au sein de l'entreprise était difficile voir impossible à réaliser. Ainsi donc, d'année en année, de mois en mois, la vie des Acieries et laminoirs de Beauror est compromise. Cette dégradation de l'emploi est d'autant plus préjudiciable que notre région connaît un taux de chômage important. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour arrêter les licenciements en cours et redonner à cette entreprise les moyens d'une relance.

Centres de vacances et de loisirs (financement).

2673. — 8 juin 1978. — **Mme Myriam Barbera** attire l'attention de **M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs** sur la situation des centres de vacances et de loisirs et des classes de nature. Elle lui expose que le désengagement progressif de l'Etat oblige dans ce domaine les collectivités locales, C. A. F., comités d'entreprise et associations à faire face aux coûts grandissant de ces activités. Le fait que des associations à but non lucratif en soient réduites à se livrer à la quête sur la voie publique pour assumer une mission d'intérêt général met bien en évidence les carences de l'Etat dans ce domaine. Elle lui rappelle que les récentes augmentations des tarifs S.N.C.F. auront des conséquences graves sur les prix des séjours. Elle lui fait part de l'inquiétude des associations face aux mesures étudiées par la S.N.C.F., en particulier l'éventualité de

la suppression du billet « colonie de vacances » et son remplacement par le tarif « groupe ». Elle lui demande quelles mesures il compte prendre pour venir en aide aux centres de vacances et aux classes de nature dont l'intérêt pour les enfants et adolescents est unanimement reconnu.

*Hygiène et sécurité du travail (Aurillac [Cantal] :
Etablissements Lafargue).*

2680. — 8 juin 1978. — M. André Lajoinie appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur le fait que la direction des établissements Lafargue, à Aurillac (Cantal) n'a mis aucun réfectoire à la disposition de son personnel bien que ses nouveaux ateliers soient ouverts depuis trois ans. Ainsi, elle se trouve en contravention flagrante avec l'article R. 232-17 du code du travail. Par ailleurs, cette même direction refuse de disposer quelques tables et chaises dans les locaux existants pour permettre à ses ouvriers de prendre leurs repas dans des conditions plus décentes. Ceux-ci sont en effet obligés de prendre des repas froids debout, assis sur le sol, sur des cuisses, voire dans les w.-c. Il lui demande donc de lui faire connaître les instructions qu'il ne manquera certainement pas de donner pour faire appliquer sans délai l'article R. 232-17 du code du travail par la direction des Etablissements Lafargue.

Enfance inadaptée (accueil en structures psychiatriques).

2681. — 8 juin 1978. — M. André Lajoinie attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur l'inquiétude des associations familiales et des amis et parents d'enfants inadaptés de la région Auvergne suscitée par le projet de décret d'application relatif à l'article 46 de la loi d'orientation du 30 juin 1975. En effet, d'après ce décret, il serait prévu d'utiliser les structures psychiatriques pour recevoir des enfants inadaptés. Dès leur création, les associations de parents ont lutté pour retirer leurs enfants de ce type d'établissement où ils étaient « placés » généralement au décès des parents. Ces placements, réalisés quel que soit l'âge ou le degré du handicap, mettaient ces enfants au contact de malades mentaux de toute sorte avec les conséquences lamentables qui pouvaient en résulter. Les enfants inadaptés et leurs parents refusent de faire les frais de la loi sur la sectorisation qui a vidé les établissements psychiatriques, les mettant de ce fait en difficulté financière. Il lui demande si elle ne considère pas nécessaire de renoncer à ces dispositions et de créer les structures nécessaires et appropriées aux types de handicap des enfants.

Allocation d'orphelin (mère divorcée élevant seule son enfant).

2682. — 8 juin 1978. — M. André Lajoinie demande à Mme le ministre de la santé et de la famille si une mère divorcée qui élève seule un enfant, qui a obtenu la suppression du droit de visite de l'enfant par le père pour des raisons graves et qui, en contre-partie, a renoncé au droit de pension alimentaire, peut prétendre à l'allocation dite d'orphelin instaurée par la loi du 23 décembre 1970.

Habitations à loyer modéré (Créteil [Val-de-Marne]).

2683. — 8 juin 1978. — M. Georges Marchais attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur les lourdes charges qui pèsent sur les locataires de la cité H.L.M. du square Martinez à Créteil. Cet ensemble récent, mis en location en 1977, a été construit par la S.A.E. et dépend de l'O.P.H.L.M. de Créteil. Il a été conçu selon le principe du « tout électrique ». Or, il apparaît, d'une part, que l'isolation thermique est insuffisante et on peut penser sans grand risque d'erreur que cet ensemble comporte des vices de construction. Le chauffage électrique principal n'a permis au cours de l'hiver de porter la température qu'à environ 13° en moyenne; pour atteindre la température insuffisante de 19°, il a été nécessaire de pousser au maximum le chauffage d'appoint intégré. Ainsi, les locataires de condition modeste se trouvent astreints à des charges intolérables pour le seul chauffage électrique. C'est ainsi que les charges afférentes à un appartement type F 4 peuvent dépasser 2000 F pour quatre mois; la facturation est si exorbitante que l'ordinateur n'avait pas été programmé pour de telles sommes. Ajoutées au loyer et autres frais de gestion, ces dépenses d'électricité sont insupportables pour les budgets familiaux. Les locataires ne sauraient être tenus pour responsables de la conception « tout électrique » qui a été décidée par les commanditaires. Au moment où cette conception est mise en cause par le Gouvernement, il apparaît nécessaire d'en limiter le coût, ce qui suppose l'attribution d'une subvention permettant les travaux d'isolation thermique complémen-

taires qui paraissent indispensables. Cette subvention de caractère social et économique devrait être évidemment attribuée au propriétaire des locaux, l'O. P. H. L. M. de Créteil, qui en assurerait en concertation avec les ministères concernés la mise en œuvre. Il lui demande donc de dégager les crédits nécessaires, à la fois pour préserver le caractère social de ces logements et assurer les économies d'argent dont il a la responsabilité. D'autre part, toujours dans le souci de tenir compte du caractère social de ces logements, il lui demande que soit mise en œuvre, dans les meilleurs délais, une concertation réunissant le ministre de tutelle, l'E. D. F., les délégués représentatifs des organisations de locataires d'H. L. M. (C. N. L.) afin d'élaborer les contrats et tarifs spécifiques assurant aux locataires d'H. L. M. « tout électrique » un chauffage suffisant et des dépenses afférentes supportables et, en tout état de cause, équivalentes à celles des autres types de chauffage. Ces propositions n'excluent bien entendu pas d'autres solutions émanant des services publics, organismes et ministères, de nature à apporter une solution socialement acceptable au problème réel et urgent posé dans la présente question écrite.

Habitations à loyer modéré (Créteil [Val-de-Marne]).

2684. — 8 juin 1978. — M. Georges Marchais attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les lourdes charges qui pèsent sur les locataires de la cité H. L. M. du square Martinez, à Créteil. Cet ensemble récent, mis en location en 1977, a été construit par la S. A. E. et dépend de l'O. P. H. L. M. de Créteil. Il a été conçu selon le principe du « tout électrique ». Or il apparaît, d'une part, que l'isolation thermique est insuffisante et on peut penser sans grand risque d'erreur que cet ensemble comporte des vices de construction. Le chauffage électrique principal n'a permis au cours de l'hiver de porter la température qu'à environ 13 degrés en moyenne; pour atteindre la température suffisante de 19 degrés, il a été nécessaire de pousser au maximum le chauffage d'appoint intégré. Ainsi, les locataires de condition modeste se trouvent astreints à des charges intolérables pour le seul chauffage électrique. C'est ainsi que les charges afférentes à un appartement type F4 peuvent dépasser 2000 francs pour quatre mois; la facturation est si exorbitante que l'ordinateur n'avait pas été programmé pour de telles sommes. Ajoutées au loyer et autres frais de gestion, ces dépenses d'électricité sont insupportables pour les budgets familiaux. Il ne peut s'estimer satisfait de sa réponse à la question orale de Mme Marie-Thérèse Goulmann se rapportant au problème des logements sociaux « tout électrique ». En particulier, il considère, en se fondant sur les faits précis signalés ci-dessus, que les insinuations ministérielles tendant à faire porter une part importante de la responsabilité des dépassements sur les locataires eux-mêmes sont inexacts, irrecevables et choquantes. Il lui demande, en conséquence, d'intervenir auprès des services publics concernés (E. D. F.) et des ministères intéressés pour que les mesures nécessaires pour conserver le caractère social de ces H. L. M. soient prises. Ces mesures, dans un premier temps, consistent: 1° à établir un tarif ou un contrat type particulier permettant de ramener à un niveau raisonnable les dépenses d'électricité; 2° à débloquer les crédits indispensables pour assurer une meilleure isolation thermique, ce qui suppose une subvention attribuée dans le cadre de la campagne des économies d'énergie et qui serait versée à l'O. P. H. L. M., propriétaire des immeubles, pour entreprendre les travaux conséquents; 3° à contraindre la S. A. E. à entreprendre les travaux nécessaires à la suppression de tous les vices de construction se rapportant aussi bien à l'isolation thermique, au chauffage intégré et aux autres défauts de construction qui pourraient être révélés par une expertise. Ces propositions n'excluent, bien entendu, pas d'autres solutions émanant des services publics, organismes et ministères, de nature à apporter une solution socialement acceptable au problème réel et urgent posé dans la présente question écrite.

Enseignement secondaire (collège Fleming de Sassenage [Isère]).

2688. — 8 juin 1978. — M. Louis Maisonnat attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation du collège A.-Fleming de Sassenage. Faute d'enseignants, vingt-neuf heures ne sont pas assurées dans les disciplines artistiques. Par ailleurs, alors que le barème de dotation prévoit treize postes d'agent pour un établissement comme le C. E. S. A.-Fleming, le nombre d'agents effectivement en poste s'élève à onze personnes. Enfin, ce collège n'a toujours pas de poste d'aide de laboratoire indispensable pour l'enseignement des sciences naturelles et physiques. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre dans les meilleurs délais pour combler, par la nomination des personnels nécessaires, ces différentes lacunes préjudiciables à la bonne marche de ce collège.

Allocations de logement (conditions d'attribution).

2689. — 8 juin 1978. — M. Louis Maisonnat expose à Mme le ministre de la santé et de la famille que la réforme de l'allocation de logement entraîne à l'heure actuelle la suppression de cette prestation pour un certain nombre de familles nombreuses. En effet, l'allocation de logement, après avoir été maintenue pendant un certain temps pour certaines familles nombreuses dont les logements ne respectaient pas les normes de superficie, vient d'être maintenant supprimée définitivement pour non-respect des dites normes. Si, sur le plan des principes, on ne peut qu'approuver ces dispositions, leur application en l'état actuel des choses et de la grave crise du logement surtout en ce qui concerne les appartements, d'une certaine surface aboutit dans les faits à pénaliser ces familles nombreuses le plus souvent d'origine maghrébine qui ne peuvent trouver des logements respectant les normes de surface et se voient donc supprimer l'allocation de logement alors même qu'elle leur est indispensable étant donné leurs faibles revenus. Compte tenu de ces éléments, il lui demande donc de prendre toutes les dispositions nécessaires pour permettre le maintien de l'allocation de logement à toutes les familles nombreuses qui ne peuvent trouver de logements respectant les normes, et ce jusqu'à ce que soient construits des logements sociaux d'une superficie suffisante.

Emploi (Thomson-Sescomem à Saint-Egrève [Isère]).

2692. — 8 juin 1978. — M. Louis Maisonnat attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur les graves menaces qui pèsent sur l'avenir de la Thomson-Sescomem à Saint-Egrève, principal producteur français de semi-conducteurs. Déjà 330 suppressions d'emploi sont intervenues en un an, auxquelles doivent s'ajouter 239 autres à terme. Sous prétexte de restructuration et de concentration, l'on assiste donc à un démantèlement de l'industrie nationale des semi-conducteurs et à son transfert à l'étranger. Or, il s'agit là d'un secteur essentiel pour l'indépendance industrielle de notre pays puisque les semi-conducteurs constituent les éléments vitaux pour le fonctionnement d'instruments de plus en plus nombreux et de plus en plus divers dont certains jouent un rôle fondamental dans la vie du pays, tels les ordinateurs par exemple. Une telle situation porte gravement préjudice à l'intérêt et à l'indépendance nationale. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre dans l'immédiat pour s'opposer à la réduction de notre potentiel productif en matière de semi-conducteurs que représenteraient les licenciements annoncés et pour assurer l'avenir de l'industrie française des semi-conducteurs.

Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (liquidation).

2695. — 8 juin 1978. — M. Louis Maisonnat signale à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants que la nouvelle procédure de liquidation des pensions nécessite de très longs délais pour les ayants droit, soit au niveau de la direction des pensions de Paris, soit au service des pensions militaires à La Rochelle. Cela entraîne bien souvent des situations tout à fait dramatiques, surtout pour les veuves qui n'ont que cette ressource après le décès de leur conjoint et doivent cependant attendre plusieurs mois le paiement de leur pension. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre dans les meilleurs délais afin de réduire au minimum les délais nécessaires à la liquidation des pensions.

Crédit (affaire Marlinge).

2696. — 8 juin 1978. — M. Louis Maisonnat attire l'attention de M. le ministre de la justice sur la situation scandaleuse dans laquelle se trouvent toujours les victimes de l'escroquerie au crédit de l'affaire Marlinge. En effet, malgré le jugement qui a condamné le principal responsable de cette affaire d'escroquerie, ses victimes sont toujours menacées de poursuite par les établissements prêteurs. Ainsi, un habitant de Culoz qui pour l'achat d'une salle à manger s'est retrouvé avec deux crédits destinés à financer la même acquisition, fait à l'heure actuelle l'objet d'une saisie-arrêt sur son salaire à la demande de la Société Crédit Caution, alors même que pour un achat de 6 200 francs il a déjà payé plus de 10 000 francs. Une telle situation est tout à fait inadmissible et apparaît comme un véritable défi à la justice. D'ailleurs, depuis cette affaire, une nouvelle loi a été votée concernant les achats à crédit, loi qui, si elle avait été en vigueur en 1973, aurait rendu impossible cette escroquerie. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre dans les meilleurs délais pour faire arrêter toutes les poursuites contre les victimes de l'affaire Marlinge.

Faillite, règlements judiciaires et liquidation de biens (créanciers privilégiés des établissements de travail protégé).

2697. — 8 juin 1978. — M. Louis Maisonnat attire l'attention de M. le ministre de la justice sur les difficultés économiques croissantes que rencontrent, compte tenu de la crise, les établissements de travail protégé qui emploient des handicapés. En effet, ces établissements, qui sont sous-traitants pour la plupart, peuvent être amenés à subir les conséquences graves de liquidations judiciaires, donc de cessations de paiement, d'un ou de plusieurs de leurs clients. Compte tenu du caractère social évident des activités de ces établissements, il apparaît indispensable que des mesures soient prises pour qu'en pareils cas, ces établissements perçoivent l'intégralité des sommes qui leur sont dues et qui leur sont absolument nécessaires. Il lui demande donc quelles dispositions pourraient être prises en ce sens et s'il ne serait pas nécessaire qu'au même titre que l'Etat, ces établissements soient des créanciers privilégiés en cas de liquidations judiciaires.

Formation professionnelle et promotion sociale (G. R. E. T. A. Sud Isère : rémunération des stagiaires).

2702. — 8 juin 1978. — M. Louis Maisonnat attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la lourdeur et la complexité des procédures actuelles de rémunération des stagiaires en formation continue. En l'état actuel des choses, dans la meilleure des hypothèses et si les crédits correspondants ont bien été délégués, ce qui est loin d'être toujours le cas, ces stagiaires ne peuvent percevoir la moindre indemnité pendant au moins six semaines, voire huit semaines le plus souvent. Ainsi, pour prendre un exemple parmi tant d'autres, au 15 décembre 1977, des stagiaires ayant commencé un stage de préformation en vue d'une formation ultérieure (1^{er} degré) organisé par le G. R. E. T. A. Sud Isère, n'avaient toujours rien perçu, ce qui est tout à fait inadmissible surtout lorsqu'il s'agit de femmes chefs de famille dont ces rémunérations sont les seules ressources. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour simplifier les procédures actuelles afin que les stagiaires puissent recevoir plus rapidement et au moins dès le premier mois les indemnités qui leur sont dues.

Textiles (œuvres sociales du groupe Boussac).

2707. — 8 juin 1978. — M. Philippe Seguin attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur les problèmes que pose, dans la perspective de la reconversion éventuelle d'une partie des salariés vosgiens du groupe Boussac, le maintien nécessaire des institutions sociales créées par celui-ci. Il lui rappelle que le personnel de cette entreprise bénéficie de divers avantages en matière de logement, d'aide aux personnes âgées, à l'enfance et aux adolescents. Ainsi 2 020 logements ont été réalisés, dont les loyers sont compris entre 50 et 150 francs pour le personnel actif (les établissements concernés disposaient également de 373 logements H. L. M. construits sur des terrains leur appartenant). Le groupe offre par ailleurs, gratuitement, 260 places de crèche et 316 places de garderie réparties en neuf établissements employant 106 personnes. De même deux centres d'apprentissage de mécanique reçoivent à Nomexy et Senones 60 élèves, tandis que plusieurs clubs de jeunes sont fréquentés par un millier d'adolescents et que des séjours de vacances ont permis d'accueillir, en 1977, 1 480 jeunes et adolescents. Enfin le groupe, qui offre aux personnes âgées colis de Noël, sorties et vacances dans les locaux des colonies de vacances, gère cinq maisons de retraite et héberge, durant les six mois d'hiver, 131 personnes. Quelles que soient les décisions à prendre dans les prochaines semaines ou les prochains mois concernant l'activité du groupe Boussac, il apparaît hautement opportun d'assurer le maintien de ces institutions sociales dont le bénéfice devrait, au surplus, rester ouvert aux victimes de licenciements éventuels. Trois problèmes paraissent devoir se poser en tout état de cause : la définition des moyens indispensables au maintien du patrimoine correspondant. A cet égard on relèvera que, dans l'hypothèse d'une liquidation de biens — à laquelle on ne veut pas croire — le patrimoine devrait être normalement réalisé au profit des créanciers. Or ni le département, ni les communes ne paraissent en mesure de procéder — à tout le moins seuls — à son acquisition ; la recherche des modalités de financement des dépenses de fonctionnement ; le choix d'un nouveau mode de gestion. Il lui demande en conséquence de bien vouloir lui indiquer les mesures qui pourraient être envisagées pour éviter la disparition des œuvres sociales du groupe Boussac, éventualité qui créerait un traumatisme considérable, aggraverait une situation sociale déjà tendue et hypothéquerait les chances de rénovation économique du département des Vosges.

*Préparateurs en pharmacie
(prise en considération de l'expérience professionnelle).*

2708. — 8 juin 1978. — **M. Michel Rocard** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les conséquences de la loi du 8 juillet 1977 pour les préparateurs en pharmacie déjà en exercice. Beaucoup, en effet, sont titulaires du C. A. P. depuis longtemps et ont acquis une longue pratique dans la profession. Il lui demande en conséquence ce qu'elle a prévu pour permettre qu'il soit tenu compte de l'expérience professionnelle acquise des candidats au B. E. P. de préparateur en pharmacie à l'occasion de cet examen, au cas où ils ne réussiraient pas aux épreuves du B. E. P., afin de satisfaire aux obligations de la nouvelle loi.

Médecine scolaire (Yvelines).

2709. — 8 juin 1978. — **M. Michel Rocard** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur le déficit considérable, dans le département des Yvelines, en médecins, assistants sociaux, infirmières et secrétaires médicales titulaires pour les services de santé scolaire. Au regard des normes officielles du ministère, les postes effectivement pourvus n'atteignent pas 25 p. 100 pour ce qui concerne les assistants sociaux et les infirmières, et 50 p. 100 pour les médecins. Il partage le sentiment d'inquiétude déjà maintes fois exprimé par les fédérations de parents d'élèves et le conseil général. Il lui demande ce qu'elle compte faire pour assurer dans l'ensemble du département des Yvelines, notamment dans les secteurs ruraux, une présence de médecins scolaires satisfaisante.

Routes (Andrésy (Yvelines) : C. D. 55).

2710. — 8 juin 1978. — **M. Michel Rocard** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur le projet de déviation du C. D. 55, qui traverse actuellement le vieux centre de la commune d'Andrésy (Yvelines) dans des conditions très difficiles. Encadrée par la ville nouvelle de Cergy, au Nord, la Z. A. C. de Chanteloup et Poissy, au Sud, dans un secteur en plein développement, cette commune a elle-même vu sa population doubler en dix ans, passant de 5 000 à 10 000 habitants. Un projet de déviation du C. D. 55 a été adopté par le conseil général en 1959, qui contournerait l'ensemble de l'agglomération. Mais, en 1971, une Z. A. C. de 1 200 logements (la Z. A. C. des Charvaux) est arrêtée rigoureusement à cheval sur la déviation projetée et, un peu plus tard, un permis de construire est autorisé pour des collectifs, un peu plus loin, dans des conditions d'implantation identiques. La Z. A. C. est aujourd'hui réalisée pour moitié; l'opération précitée est entièrement réalisée. Naturellement, très vite (les premiers logements sont occupés en 1973) les habitants prennent conscience des nuisances (importantes en l'occurrence, compte tenu des caractéristiques du projet et du site) que leur apportera la déviation. Des associations de défense se créent, font de multiples démarches et des contrepropositions. La municipalité, de son côté, intervient depuis un an sans succès et, depuis six mois, voit deux permis de construire bloqués dans la Z. A. C., dont l'un sans justification. Pourtant d'autres solutions satisfaisantes et réalistes existent. Le refus de les examiner opposé par le directeur de l'équipement et le préfet sont inadmissibles. Le préfet avait admis, en janvier dernier, la nécessité que soit réalisée, avant que le conseil général ne délibère, l'étude d'impact prévue par la loi du 10 juillet 1976. Mais, en dépit de multiples relances, la commune n'a à ce jour reçu aucune étude et il semble bien que le conseil général va être appelé à délibérer sans cet éclairage, reconnu pourtant indispensable et sans, naturellement, les contrepropositions faites par les associations et par la municipalité. Il lui demande donc d'intervenir afin qu'une véritable concertation soit renouée avec les collectivités locales et les riverains concernés, que les études nécessaires soient réalisées pour être en mesure, d'une part, d'apprécier toutes les conséquences sur l'environnement du projet actuel et, d'autre part, de comparer ce projet aux contrepropositions faites, qui restent à étudier de façon précise, avant de pouvoir prendre en connaissance de cause une décision plus sage.

Français à l'étranger (Maroc).

2716. — 8 juin 1978. — **M. Gilbert Sènes** expose à **M. le ministre des affaires étrangères** le problème des agents titulaires de la fonction publique française au Maroc, par exemple, considérés comme recrutés locaux. Il lui signale que ces derniers ne bénéficient pas des avantages pécuniaires accordés en matière de transport de déménagement et de réinstallation lors de leur installation en métropole. Il lui rappelle que, dans une réponse de ses services reproduites par le bulletin n° 31, avril 1977, de la fédération des profes-

seurs français résidant à l'étranger, page 17, ces derniers indiquaient « qu'à titre tout à fait exceptionnel il a été demandé que les dépenses de rapatriement de ces professeurs soient prises en charge par le ministère des affaires étrangères ». Il lui demande quelles mesures ont été prises pour tenir les promesses faites et s'il entend par ailleurs mettre fin à toute disparité entre les enseignants en prenant en charge les frais de transport, de déménagement et de réinstallation.

Textiles (Arras (Pas-de-Calais) : entreprise A. Rousseau).

2717. — 8 juin 1978. — **M. André Delehedde** appelle l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur la situation de l'entreprise Rousseau d'Arras qui, avec les onze autres usines des Etablissements A. Rousseau, appartient au groupe Boussac par l'intermédiaire du holding C. I. T. F. L'usine d'Arras qui compte 500 postes de travail dont 480 occupés par des femmes, constitue une pièce maîtresse de l'emploi féminin dans la région d'Arras, déjà très déficitaire sur ce plan. L'annonce de la mise en règlement judiciaire du groupe Boussac a suscité une légitime émotion chez les travailleurs des Etablissements A. Rousseau. Les Etablissements A. Rousseau ont une activité importante. Leurs fabrications qui se situent dans les hauts de gammes sont renommées et la gestion apparaît au-dessus de toute critique. Les commandes sont actuellement d'un volume supérieur à la production. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour permettre aux Etablissements A. Rousseau de poursuivre leur activité pendant la situation transitoire de liquidation. Pour la période ultérieure, il insiste sur le fait que l'activité devrait se poursuivre avec le personnel en place; en effet, depuis plusieurs années, les employés qui ont quitté l'entreprise n'ont pas été remplacés et il n'apparaît ni possible ni souhaitable de procéder à de nouvelles compressions du personnel, compte tenu du niveau d'activité.

Licenciement (indemnité de transfert de domicile).

2718. — 8 juin 1978. — **M. Charles Pistre** appelle l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur l'application de l'instruction n° 1090 du 1^{er} septembre 1965 et de la circulaire ministérielle n° 29 du 30 avril 1970 concernant le paiement des indemnités de transfert de domicile aux travailleurs licenciés ou menacés de licenciement se reclassant dans une autre région. Des travailleurs qui sont ainsi employés sous contrat à durée déterminée renouvelés, de telle sorte qu'il n'y a pas interruption de salaire, ne peuvent prétendre à cette indemnité, bien qu'ils restent dans la même entreprise un laps de temps important, parfois plusieurs années, sans pouvoir réellement prévoir le moment exact de la cessation de leur activité professionnelle. C'est pourquoi il lui demande si des assouplissements ne pourraient être apportés à l'application de ces textes, afin de ne pas pénaliser des travailleurs déjà placés dans une situation difficile.

S. N. C. F. (tarif réduit : centre de vacances).

2721. — 8 juin 1978. — **M. Alain Hauteœur** attire l'attention de **M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs** sur la suppression de la part de la S. N. C. F. des déductions consenties aux centres de vacances. Il lui rappelle les engagements pris par le Gouvernement quant à la mise en place de moyens d'une grande ampleur pour une politique de loisirs et l'objectif de faire partir en vacances, sans exception, tous les enfants et adolescents de France. La suppression devant intervenir au 1^{er} septembre prochain, il apparaît que les centres de vacances devront se contenter de l'application du tarif « groupe », soit 20 à 30 p. 100 de réduction seulement. Dans ces conditions, la situation des centres de vacances sera gravement mise en péril, la fréquentation des centres ne pouvant que régresser, mettant ainsi en cause l'intérêt social et éducatif, pourtant reconnu par tous, de toutes les associations collectives et déservant une fois de plus les enfants des familles les plus déshéritées. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer le maintien de la réduction du 50 p. 100 aux centres de vacances ainsi qu'une véritable politique des loisirs non discriminatoire.

Rapatriés (Algérie : protection sociale).

2724. — 8 juin 1978. — **M. Raoul Baycu** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la situation des rapatriés de l'Algérie au regard des divers régimes de sécurité sociale. Il lui fait observer que les étrangers établis en Algérie et qui cotisaient à la sécurité sociale dans ce pays n'ont toujours pas été rétablis dans leur droit; que les rapatriés venus de pays autres que l'Algérie n'ont pas droit à la retraite complémentaire; que beaucoup de rapatriés, par ignorance des dispositions appli-

cables, n'ont pas rachaté leurs cotisations ou n'ont pas eu le moyen de le faire et que l'âge de cinquante-cinq ans fixé par le décret du 14 juin 1976 est trop élevé puisque 10 p. 100 des bénéficiaires potentiels ont eu satisfaction; enfin, que la retraite complémentaire accordée aux salariés originaires d'Algérie comporte un abattement injuste de 10 p. 100 et que les affiliés volontaires à la sécurité sociale sont exclus du bénéfice de la loi du 29 décembre 1972. Il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour résoudre ces problèmes irritants pour des personnes aujourd'hui pour la plupart âgées et très souvent démunies.

Famille (responsables des unions d'associations familiales).

2725. — 8 juin 1978. — M. Jean-Pierre Chevènement rappelle à M. le ministre du travail et de la participation la réponse à la question écrite de M. Saint-Paul (*Journal officiel* du 22 février 1976, n° 67) concernant le « congé représentation des responsables des unions d'associations familiales », ainsi libellée : « ... le ministre du travail a donc demandé à ses services de procéder, en liaison avec les autres départements ministériels, à une étude d'ensemble de cette question délicate et c'est à partir des conclusions qui seront dégagées que sera définie la solution à apporter au problème évoqué ». Il lui demande : 1° quelles sont les conclusions qui se sont dégagées de cette étude; 2° quelle solution a été apportée à ce problème.

Comptabilité nationale (commission des comptes de la nation).

2726. — 8 juin 1978. — M. Jean-Pierre Chevènement demande à M. le ministre de l'économie s'il envisage de redonner à l'union nationale des associations familiales un siège à la commission des comptes de la nation.

Prestations familiales (prêts aux jeunes ménages).

2729. — 8 juin 1978. — M. Dominique Dupilet appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur les problèmes soulevés par les prêts aux jeunes ménages versés par les caisses d'allocations familiales. Ces prêts ne sont actuellement touchés que plusieurs mois après le mariage. Or les jeunes conjoints ont bien souvent et tout naturellement engagé des dépenses d'installation commune (pour leur logement : caution ou dépôt de garantie demandé par le propriétaire, loyer d'avance, frais d'ouverture des compteurs; pour certains équipements en mobilier ou articles ménagers indispensables à la vie de tous les jours). Le délai trop long dans la perception de ces prêts qui leur sont alloués les place dans des situations financières très délicates, voire même dans des impasses d'autant que le coût de la vie croissant ne leur a pas permis de faire suffisamment d'économies. Il lui demande, en conséquence, si le Gouvernement compte prendre des mesures en vue d'accélérer ces paiements ou s'il ne serait pas possible de mettre en place un système de traite (à échéance de trente jours par exemple à compter de la promesse de mariage qui intervient le plus souvent dans le mois précédent), laquelle ne serait acceptée qu'après le mariage.

Taxe sur les salaires (bureaux d'aide sociale).

2730. — 8 juin 1978. — M. Dominique Dupilet expose à M. le ministre du budget que les bureaux d'aide sociale sont assujettis à la taxe sur les salaires au taux de 4,55 p. 100 à concurrence d'un plafond de 30 000 francs et de 8,5 p. 100 au-delà de ce plafond. Or, ce plafond a été fixé en 1968 et n'a pas été revalorisé depuis. Ceci implique que de plus en plus de salaires dépassent aujourd'hui ce plafond, le S. M. I. C. ayant pour sa part augmenté de plus de 300 p. 100 depuis cette date. Compte tenu de l'évolution du S. M. I. C., d'une part, et des salaires de la fonction publique, d'autre part, il apparaît que dans un avenir très prochain la presque totalité des salaires servis par les bureaux d'aide sociale seront soumis au taux de 8,50 p. 100. Il y a là une surcharge anormale. C'est pourquoi il lui demande s'il ne peut être envisagé de réactualiser le plafond et de l'indexer, ce qui allégerait les charges non seulement des bureaux d'aide sociale, mais également des personnes qui leur font appel, avec ou sans le concours d'organismes de prise en charge, nos établissements étant prestataires de services dans de nombreux secteurs.

Handicapés (centres d'aide par le travail).

2732. — 8 juin 1978. — M. Henri Michel attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation des centres d'aide par le travail qui se sont vu refuser le droit de percevoir des subventions donnant lieu à exonération de la taxe

d'apprentissage. Alors que les centres d'aide par le travail sont destinés à jouer un rôle dynamique de formation au sens large, qui doit favoriser dans les meilleures conditions possibles l'insertion des adultes handicapés dans le monde du travail, cette décision a créé une situation défavorable à l'accomplissement de cette mission. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour donner satisfaction aux établissements concernés.

Electricité de France (Z. A. C. à usage d'habitation en Loire-Atlantique).

2733. — 8 juin 1978. — M. François Autain expose à M. le ministre de l'Industrie le cas d'une commune de Loire-Atlantique qui réalise une Z. A. C. à usage d'habitation en régie directe. Cette commune a conclu en sa qualité d'aménageur et en agissant, tant pour son propre compte que pour celui des maîtres d'ouvrage de logements, une convention avec E. D. F., en vue d'assurer l'alimentation en énergie électrique de la Z. A. C. Ladite convention, conclue le 13 mai 1976, prévoit la réalisation « tout électrique » de logements du secteur économique aidé; et, en contrepartie, E. D. F. doit, d'une part, réaliser gratuitement l'ensemble des ouvrages d'alimentation en énergie électrique de l'ensemble des logements de la Z. A. C. et, d'autre part, verser aux constructeurs des « participations » financières forfaitaires à la réalisation des logements. Depuis lors, les dispositions résultant, tant du décret n° 77-1176 du 20 octobre 1977 que de l'arrêté ministériel du même jour, instituant une avance remboursable relative aux logements neufs chauffés à l'électricité, sont venues bouleverser l'économie générale de cette convention. De ce point de vue, en effet, ces textes sont venus pratiquement annuler une partie substantielle des effets des conditions financières avantageuses de la convention. Or, la considération de ces avantages était déterminante de la volonté de contracter et de réaliser des logements « tout électrique ». De plus, du fait de l'érosion monétaire, le remboursement au bout de plusieurs années de cette avance ne rétablira nullement l'équilibre de l'opération qui se voit ainsi gravement compromise. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer si : 1° il estime que la convention avec E. D. F. ayant été signée le 13 mai 1976, son antériorité par rapport aux textes du 20 octobre 1977 justifie une exception à l'application de ces derniers, même si des logements sont mis sous tension après le 1^{er} août 1978; 2° dans l'hypothèse où il entendra faire application des textes en l'espèce, il n'estime pas incohérent de voir E. D. F. percevoir d'une main des maîtres d'ouvrage les sommes prévues par l'arrêté du 20 octobre 1977, et leur reverser de l'autre des participations en vertu des dispositions de la convention du 13 mai 1976; 3° toujours dans le cas d'application des textes en cause, s'il estime la responsabilité de l'Etat engagée, du fait du bouleversement général de l'économie de la convention préalablement conclue, la publication des dispositions réglementaires en cause lui enlevant tout intérêt. Le préjudice est en effet certain dans ce cas et facilement chiffrable.

Allocation de chômage (virements des prestations d'A. S. S. E. D. I. C.).

2744. — 8 juin 1978. — M. Roger Chinaud avait eu l'occasion lors de la précédente législature de poser la question suivante : « les prestations de l'A. S. S. E. D. I. C. dues aux cadres en pré-retraite sont réglées par virement en province et dans la région parisienne et par chèque à Paris. Il demandait au ministre du travail s'il ne serait pas souhaitable d'inciter les directeurs des antennes à compétence interprofessionnelles ou spécialisée de Paris à effectuer aussi leurs règlements par virement ». M. Roger Chinaud renouvelle cette question à M. le ministre du travail et de la participation et espère avoir cette fois-ci une réponse.

Impôt sur le revenu (médecins conventionnés : forfait fiscal).

2745. — 8 juin 1978. — En 1976 M. Roger Chinaud avait posé la question écrite suivante : « Pour inciter les médecins à signer des conventions avec les ministères et les organismes concernés, le ministre de l'économie avait accordé aux intéressés en 1971 le bénéfice d'un forfait fiscal à condition que les ressources annuelles de ces praticiens ne dépassent pas 175 000 francs. Il lui souligne que ce chiffre est resté inchangé depuis cinq ans alors que le prix des actes médicaux a été très sensiblement majoré et lui demande s'il n'estime pas que ce plafond devrait être relevé en fonction de l'augmentation du coût de la vie depuis la date précitée ». L'évolution du taux d'augmentation des prix, du taux d'inflation et du taux d'augmentation de la masse salariale depuis 1976 a été suivie de près par l'administration des finances et M. Roger Chinaud pose donc à nouveau cette question à M. le ministre du budget, dans les mêmes termes, pour des raisons encore plus évidentes.

Assurances maladie maternité (dialyses à domicile).

2747. — 8 juin 1978. — **M. Francisque Perrut** signale à l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** le cas particulier des dialysés à domicile, qui ont fait l'effort d'installer chez eux les moyens de se donner eux-mêmes les soins dont ils auront besoin leur vie durant, et dont le traitement est ainsi beaucoup moins onéreux pour la sécurité sociale que celui assuré au centre hospitalier. Ces malades, incurables, ont droit à des indemnités de remboursement de certains frais importants dus au traitement lui-même, eau, électricité, etc. (circulaire n° 279-77 du 16 février 1977). Or il est apparu que certaines caisses refusent ces remboursements, attendant une circulaire d'application ou prétendant qu'il s'agit d'une mesure de faveur, non d'un droit, qui n'est pas obligatoire. Ne peut-on donner les instructions pour éviter ces disparités entre les caisses et les régions, afin d'assurer à tous les handicapés qui sont dans ce cas la juste indemnisation à laquelle ils ont droit, sans restriction. Cette mesure encouragera les malades qui en ont la possibilité à faire cet effort de dialyse à domicile, aboutissant en fait à une sérieuse économie, de frais d'hospitalisation, d'hébergement, transport, tierce personne, etc., qui incombent finalement à la sécurité sociale, donc à la collectivité.

Emploi (article de presse).

2749. — 8 juin 1978. — **M. Pierre-Bernard Cousté** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur un article intitulé *Les Transferts sociaux ont des limites*, publié récemment dans un quotidien du matin. Dans cet article, l'auteur, conseiller d'Etat, estime que la tendance à une régression des transferts sociaux s'amorce d'ores et déjà. Il en discerne plusieurs signes : « Pour développer l'emploi, le Gouvernement français vient de dispenser de certains versements sociaux les employeurs, dans la mesure de leurs nouvelles embauches. Il vient également d'élargir la définition de l'artisanat, c'est-à-dire de dispenser certains artisans, lorsqu'ils embauchent au-delà de dix compagnons, des prescriptions fiscales appliquées aux entreprises industrielles et commerciales ordinaires. Ainsi est-il reconnu officiellement que le taux actuel des transferts sociaux constitue une sorte d'impôt sur l'emploi et porte une responsabilité dans les taux élevés de chômage que nous connaissons. C'est le début d'une prise de conscience. Il lui demande si l'interprétation donnée par l'auteur de l'article cité ci-dessus de certaines des mesures prises récemment en faveur de l'emploi lui paraît exacte.

Entreprise (statistiques sur leur création et leur disparition).

2751. — 8 juin 1978. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre de l'économie** s'il est exact qu'à la suite des accroissements des interventions de l'Etat depuis quelques années, le taux de création des entreprises en France est l'un des plus faibles du monde occidental. Pourrait-il, à cet égard, préciser, par des éléments statistiques français, comparés à ceux des principales nations industrielles, objectivement la situation réelle de la création et de la disparition des entreprises en France avec celles de nos principaux partenaires commerciaux et industriels dans le monde. Pourrait-il, en outre, à cet égard, faire établir la comparaison entre les différents Etats membres de la C. E. E.

Assemblée nationale (examen du projet de loi de finances par la commission des finances).

2753. — 8 juin 1978. — **M. Pierre-Bernard Cousté** rappelle à **M. le ministre du budget** que, depuis le début de la précédente législature, la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, adopte à l'occasion de son examen annuel du projet de loi de finances des « observations » sur les crédits de chaque ministère et sur tel ou tel aspect de la politique gouvernementale dont ils sont l'expression. Il lui demande qu'elle valeur juridique, politique ou technique il accorde à ces observations.

*Sidérurgie**(redressement et reconversion de la sidérurgie française).*

2754. — 9 juin 1978. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre de l'industrie** s'il a saisi les autorités communautaires européennes en vue d'une participation financière communautaire au plan de redressement et de reconversion de la sidérurgie française. Pourrait-il notamment préciser si les demandes ont été formulées dans le cadre de l'article 54 (Modernisation des équipements) ou de l'article 56 (Reconversion vers d'autres activités industrielles) du traité C. E. C. A. et pour quels montants. Enfin, pourrait-il indiquer sur quelles bases il entend faire participer les différentes entreprises françaises sidérurgiques à ces prêts communautaires.

Centre national de la recherche scientifique (recrutement des chercheurs).

2755. — 9 juin 1978. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **Mme le ministre des universités** si la réforme, en cours d'élaboration, du statut des chercheurs au C. N. R. S. établira, comme il est envisagé, une limitation à 30 p. 100 du nombre de recrutés âgés de plus de vingt-sept ans au 1^{er} janvier de l'année de leur candidature.

Impôts (professions libérales).

2756. — 9 juin 1978. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre du budget** si les membres des professions libérales ayant opté pour leur assujettissement à la T. V. A. doivent comprendre la T. V. A. facturée dans le montant des recettes servant de base de calcul de la taxe professionnelle quand le nombre de leurs salariés est inférieur à cinq. Il lui demande, en outre, s'ils doivent, pour la détermination du plafond de recettes ouvrant droit à un abattement de 10 millions sur les bénéficiaires non commerciaux, quand ils ont adhéré à un centre d'assistance, prendre comme recettes le chiffre réellement encaissé T. V. A. comprise ou le chiffre hors taxe.

Pensions de retraites civiles et militaires (anciens militaires de l'union française ou de la communauté).

2761. — 9 juin 1978. — **M. Jean-Marie Daillet** rappelle à **M. le ministre de la défense** qu'en application de l'article 71 de la loi n° 59-1454 du 26 décembre 1959 (loi de finances pour 1960) à compter du 1^{er} janvier 1961 les pensions, rentes ou allocations viagères imputées sur le budget de l'Etat ou d'établissements publics dont étaient titulaires les nationaux des pays ou territoires ayant appartenu à l'union française ou à la communauté ou ayant été placés sous le protectorat ou sous la tutelle de la France, ont été remplacées, pendant la durée normale de leur jouissance par des indemnités annuelles en francs, calculées sur la base des tarifs en vigueur pour lesdites pensions ou allocations à la date de leur transformation. Il apparaît injuste que les retraités militaires ayant une nationalité correspondant aux anciennes possessions d'outre-mer ne bénéficient pas des mêmes droits, en matière de pensions, que les militaires français. Considérant que cet article est à l'origine d'une spoliation inadmissible des anciens militaires d'outre-mer, il lui demande s'il n'estime pas qu'il conviendrait de revoir de telles dispositions dans un sens conforme à l'équité.

Impôt sur le revenu (délais de dépôt des déclarations 2035).

2762. — 9 juin 1978. — **M. Philippe Malaud** demande à **M. le ministre du budget** quel était, avant le report de délais (communiqué du 27 février 1978), la date limite pour déposer les déclarations annuelles 2035, et dont les contribuables arrêtent leur bilan le 31 décembre de chaque année. Par ailleurs, pour les mêmes déclarations déposées tardivement, mais pour lesquelles l'inspecteur a adressé au contribuable une demande écrite invitant celui-ci à lui fournir ses déclarations sous trente jours, le contribuable ayant obtenu après l'échéance de cette période, il lui demande si l'inspecteur a néanmoins la possibilité de procéder à une taxation d'office. Si tel est le cas, il lui demande si cette taxation doit être faite année par année, ou si, par contre, nonobstant ses demandes de déclarations, le vérificateur peut imposer la taxation d'office lors d'un contrôle de comptabilité, c'est-à-dire avec effet rétroactif.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (carte sanitaire de Douai [Nord]).

2764. — 9 juin 1978. — **M. Georges Hage** fait observer à **Mme le ministre de la santé et de la famille** que son arrêté ministériel du 27 juillet 1977, établissant la carte sanitaire de la région Nord-Pas-de-Calais apparaît, pour le secteur de Douai (258 000 habitants), de graves insuffisances. D'après les normes administratives, il manque en effet cent six lits en médecine et quatre-vingt-treize lits en chirurgie. Mais c'est dans le domaine de la santé mentale que ces insuffisances sont les plus graves. Il n'existe que le seul dispensaire d'hygiène mentale de Douai qui fonctionne avec des antennes à Aniche, Arleux, Marchiennes, Orchies, Sin-le-Noble, Somain et Waziers. Il n'y a pas de service d'hospitalisation au centre hospitalier de Douai-Dechy, aucun hôpital de jour, aucune consultation publique que celle citée plus haut. Toute hospitalisation se fait à l'hôpital psychiatrique d'Armentières, distant de plus de 50 kilomètres de Douai, et dont la saturation est connue. Dans le domaine de la psychiatrie juvénile-infantile, le poste de médecin au centre hospitalier

de Douai est vacant depuis sa création. Les familles doivent se déplacer à Armentières. Les problèmes les plus douloureux sont ceux des enfants que l'on appelle psychotiques. Les enfants psychotiques du Douaisis ne peuvent qu'être soignés dans les institutions belges ou demeurer dans les familles. Pour les adultes, il n'est que l'alternative de la vie en hospice ou de la vie asilaire. C'est pourquoi, il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour assurer : l'ouverture d'une consultation et la création de lits en psychiatrie au centre hospitalier de Douai, comme en dispose la loi hospitalière, et la nomination d'un médecin chef d'intersecteur juvénile-infantile à ce centre hospitalier ; la création d'un ou plusieurs hôpitaux de jour ou autres structures d'accueil adaptées aux enfants psychotiques ; la réalisation de lieux de vie, appartements thérapeutiques ou autres structures pour adultes psychotiques.

*Travail et participation
(direction départementale du travail de l'Isère).*

2773. — 9 juin 1978. — M. Louis Maisonnat attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur les conditions de travail de plus en plus difficiles dans lesquelles travaillent les agents de la direction départementale du travail de l'Isère faute des moyens les plus indispensables tant sur le plan humain que matériel. Ainsi, un certain nombre de graves problèmes se posent dont les solutions s'avèrent urgentes si l'on veut permettre à ce service de fonctionner correctement et de remplir normalement ses missions de plus en plus importantes avec le développement du chômage. 1° Les locaux pourtant neufs sont notoirement insuffisants : au service d'aide publique, seize personnes s'entassent dans deux bureaux de 60 mètres carrés. Faute de place, certaines armoires sont placées dans les couloirs, ce qui crée une situation anormale tant du point de vue du travail que des conditions de sécurité ; au service rémunération des stagiaires, cinq personnes travaillent dans le même bureau. De plus, il n'y a pas de salle d'attente au second étage où sont pourtant installés des services recevant en permanence du public qui doit donc attendre dans le couloir. Enfin, l'arrivée de quatre nouveaux contrôleurs pose le problème des locaux susceptibles de les accueillir. 2° Les besoins en matériel sont aussi importants : ainsi chaque agent n'a même pas un bureau et un vestiaire ; le nombre de machines à écrire est tout à fait insuffisant et un certain nombre est pratiquement inutilisable, etc. 3° Les personnels sont tout à fait insuffisants surtout avec l'accroissement des tâches qu'entraîne l'aggravation du chômage : ainsi la création de nouvelles sections d'inspection n'a entraîné aucune création de poste de secrétariat. Il en est de même pour les quatre contrôleurs supplémentaires. De plus, le nombre de non-titulaires occupant des emplois permanents, sans aucune garantie, s'accroît dont certains ont déjà plusieurs années d'ancienneté. Cette insuffisance de personnel a pour conséquence des retards importants dans le paiement des chômeurs, l'établissement des titres de travail aux étrangers, la rémunération des stagiaires de formation professionnelle continue, le contrôle des contrats d'apprentissage, etc. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour que soient réglés, par concertation avec les organisations syndicales, les très nombreux problèmes qui se posent à la direction départementale du travail de l'Isère et permettre alors son fonctionnement dans des conditions satisfaisantes.

*Etablissements d'enseignement secondaire
(alimentation des élèves internes).*

2774. — 9 juin 1978. — M. Louis Maisonnat attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur l'insuffisance notoire du « crédit nourriture » dont disposent les établissements d'enseignement secondaire pour alimenter les élèves internes. Cette insuffisance est due en grande partie à la répartition du prix des pensions dont seuls trois cinquièmes sont destinés au budget alimentaire, les deux cinquièmes restant étant détournés vers des charges diverses (paiement de salaires et de charges sociales, chauffage, éclairage des bâtiments), dépenses qui normalement devraient être assumées par des crédits d'Etat. De ce fait, les établissements disposent de crédits très insuffisants pour nourrir les internes. Ainsi, pour prendre un exemple parmi tant d'autres, les lycées techniques d'Etat et d'enseignement professionnel de Voiron ont environ 7 francs par élève et par jour pour nourrir des adolescents en pleine croissance. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre dans les meilleurs délais pour faire prendre en charge par le budget de l'Etat la totalité des frais de fonctionnement des internats afin que le montant des pensions serve uniquement à l'alimentation des enfants.

Enseignement de la médecine (stagiaires internes).

2776. — 9 juin 1978. — M. Louis Maisonnat attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la situation des stagiaires internes. Les étudiants en septième année de médecine sont affectés par les facultés de médecine à des établissements

hospitaliers où ils exercent pendant un an de réelles responsabilités médicales. Or, aucun statut ne définit ni les fonctions ni les droits des stagiaires internes dont la situation est, dans ces conditions, incertaine et précaire, surtout dans les établissements privés. Ainsi, lors de la liquidation d'une clinique privée, le syndicat a refusé de payer les salaires dus aux stagiaires internes sous prétexte qu'ils n'étaient pas salariés. Ces derniers se sont retrouvés au chômage sans pouvoir prétendre à aucune indemnité et ont dû porter l'affaire devant le tribunal des prud'hommes. Il lui demande donc s'il n'estime pas indispensable d'élaborer, en concertation étroite avec les intéressés et les professions médicales, un statut des stagiaires internes.

*Infirmiers et infirmières
(promotion sociale des infirmiers et infirmières psychiatriques).*

2783. — 9 juin 1978. — M. Louis Maisonnat signale à Mme le ministre de la santé et de la famille les grandes difficultés que rencontrent les infirmiers (res) psychiatriques qui, pour des raisons personnelles évidentes, veulent, pour se reconverter, préparer le diplôme d'Etat d'infirmière. En effet, si, sur le plan théorique, des possibilités existent, dans les faits les conditions nécessaires à cette reconversion ne sont pas réellement créées. Ainsi, les titulaires du diplôme d'infirmière d'Etat sont admis directement en deuxième année du D. I. E. sous réserve du passage de tests d'aptitude et de connaissances. Or ces tests portent sur les connaissances de première année, et les infirmiers(res) psychiatriques ont les plus grandes difficultés à les réussir, compte tenu d'une pratique professionnelle tout à fait spécifique. Par ailleurs, le nombre de bourses de promotion sociale réservé aux infirmiers(res) psychiatriques préparant le D. I. E. est dérisoire par rapport aux besoins, et sur les dix demandes faites dans le département, aucune n'a pu être satisfaite. Compte tenu du caractère particulièrement éprouvant à l'heure actuelle du travail des infirmiers(res) psychiatriques, il est indispensable que ces personnels puissent se reconverter et préparer le D. I. E. dans de bonnes conditions. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour que ces infirmiers (res) titulaires du D. I. P. puissent réellement entrer en deuxième année sans difficulté et bénéficier d'une bourse de promotion sociale indispensable à leur reconversion, et pour que ceux qui ont dû déjà effectuer la première année du D. I. E. bénéficient l'an prochain d'une bourse de promotion sociale indispensable à leur reconversion, et pour que ceux qui ont dû déjà effectuer la première année du D. I. E. bénéficient l'an prochain d'une bourse de promotion sociale pour la seconde année de leurs études.

Travailleurs étrangers (formation professionnelle).

2784. — 9 juin 1978. — M. Louis Maisonnat expose à M. le ministre du travail et de la participation que la situation des travailleurs immigrés et de leurs familles ne cesse de se dégrader. Les mesures récentes prises par le Gouvernement ont accentué le climat d'insécurité, ont aggravé la situation des familles en interdisant dans la pratique le regroupement familial et en développant les mesures administratives de refoulement. Ces mesures ont suscité une très large réprobation tant en France que dans les pays d'origine. Cette politique nébuleuse s'applique également dans le domaine de la formation, dans le but d'imposer une réduction sensible des activités qui concourent à la formation des migrants. C'est ainsi que depuis plusieurs mois a été engagé un processus de liquidation du principal organisme, l'association pour l'enseignement des étrangers. Cette orientation va à l'encontre de la reconnaissance effective d'un droit légitime à la formation pour tous. Il lui demande que soient pris en compte les souhaits exprimés au sein de la commission nationale de la formation des travailleurs migrants, souhaits qui convergent avec les solutions avancées dans le rapport du comité d'entreprise présenté le 19 octobre 1977 : 1° maintien de l'emploi pour tous les formateurs actuellement en exercice dans l'A. E. E. afin de permettre aux travailleurs immigrés d'accéder à une formation professionnelle ; 2° maintien des dispositions de l'accord d'entreprise quelle que soit la réorganisation adoptée ; 3° décentralisation de la préparation et de la gestion des actions au niveau régional.

*Entreprises publiques (hausse des tarifs d'E. D. F.
et de la S. N. C. F.)*

2785. — 9 juin 1978. — M. Marcel Houël attire l'attention de M. le ministre de l'économie sur les conditions des augmentations récentes d'E. D. F. et de la S. N. C. F. Il lui précise qu'en effet, il lui a été signalé que l'augmentation des tarifs du début mai a été répercutée aux usagers par anticipation (période de janvier à fin avril). Il lui précise en outre qu'en ce qui concerne la S. N. C. F., la prise en charge en plus du tarif kilométrique pénalise en fait l'utilisateur — surtout l'utilisateur aux revenus modestes. Il lui demande donc s'il entend user de son autorité auprès d'E. D. F. afin d'éviter l'anticipation des augmentations des tarifs, ce qui a

une incidence certaine sur le pouvoir d'achat des familles ; ce qu'il entend faire afin qu'il soit remédié à la situation créée au niveau du public — souvent pour les plus modestes des utilisateurs — des décisions « tarifaires » de la S. N. C. F.

Enseignants (Rhône).

2786. — 9 juin 1978. — M. Marcel Houël expose à M. le ministre de l'éducation la préoccupation extrême des enseignants quant à la prochaine rentrée 1978. Il lui précise que, pour le Rhône entre autres, la dotation budgétaire pour assurer cette rentrée dans des conditions acceptables semble dérisoire en regard des besoins. C'est ce qu'il a tenu à exposer par une question écrite à M. le ministre des finances. Il lui rappelle ce qu'il a maintes fois exposé, notamment à M. le ministre de l'éducation, sur la nécessité en France de doter l'enseignement de crédits en rapport avec la réalité des besoins et les nécessités. Il lui précise que, dans le département du Rhône, il faudrait pour un fonctionnement acceptable : 145 postes supplémentaires pour avoir 25 élèves dans les C. E. I., le budget national prévoit 185 créations, le département du Rhône en obtient 7. 77 classes maternelles nouvelles sont indispensables, afin d'assurer 35 élèves par classe. Le budget crée 200 postes nouveaux à la rentrée. Il en a obtenu 4. 150 G. A. P. P. supplémentaires devraient légalement exister... Le budget crée les postes permettant d'en ouvrir 90. Les deux postes attribués au Rhône ne font pas I. G. A. P. P. supplémentaire ! Il lui précise encore : que dans le Rhône, les moyens de remplacement des maîtres en congés sont notoirement insuffisants, les stages de recyclage sont considérablement réduits. Le budget ne semble prévoir aucune mesure nouvelle en ce sens. 70 suppléants éventuels actuellement recrutés pour faire face aux nécessités ne peuvent prétendre à plus de 15 francs d'aide publique par jour. Le budget réduit de 500 le nombre des places soumises aux concours d'entrée dans les écoles normales. Il lui rappelle encore la situation ainsi créée qui entraîne les échecs scolaires (voir les problèmes des 6^e indifférenciées) les retards dans la « stagiarisation » des instituteurs remplaçants, les problèmes de décharges du service — enfin les conditions de vie et de travail des enseignants en général. Il lui demande donc : quelles dispositions il entend prendre afin d'obtenir pour le budget de l'éducation les moyens financiers qui lui sont indispensables en rapport avec la réalité présente, avec les besoins criants de la nation ; ce qu'il entend faire, dans les prérogatives qui sont les siennes, en rapport avec M. le ministre des finances, pour agir sans attendre sur les « lacunes » constatées au niveau du département du Rhône, à Vénissieux, où il est tout à fait indispensable d'assurer : cinq créations en primaire ; six G. A. P. P. ; douze emplois de remplaçants pour assurer les décharges.

Enseignants (Rhône).

2787. — 9 juin 1978. — M. Marcel Houël expose à M. le ministre du budget la préoccupation extrême des enseignants quant à la prochaine rentrée scolaire 1978. Il lui précise que, pour le Rhône, entre autres, la dotation budgétaire pour assurer cette rentrée dans des conditions acceptables semble « dérisoire » en regard des besoins. Il lui rappelle ce qu'il a maintes fois exposé, sur la nécessité en France de doter l'enseignement de crédits en rapport avec la réalité. Il lui précise que, dans le département du Rhône, il faudrait pour un fonctionnement acceptable : 145 postes supplémentaires pour avoir 25 élèves dans les C. E. I., le budget national prévoit 185 créations, le département du Rhône en obtient 7 ; 77 classes maternelles nouvelles sont indispensables, afin d'assurer 35 élèves par classe. Le budget crée 200 postes nouveaux à la rentrée. Il en est obtenu 4 ; 150 G. A. P. P. supplémentaires devraient légalement exister... le budget crée les postes permettant d'en ouvrir 90. Les deux postes attribués au Rhône ne font pas I. G. A. P. P. supplémentaire ! Il lui précise encore : que dans le Rhône les moyens de remplacement des maîtres en congés sont notoirement insuffisants, les stages de recyclage sont considérablement réduits. Le budget ne semble prévoir aucune mesure nouvelle en ce sens ; 70 suppléants éventuels actuellement recrutés pour faire face aux nécessités ne peuvent prétendre à plus de 15 francs d'aide publique par jour. Le budget réduit de 500 le nombre des places soumises aux concours d'entrée dans les écoles normales. Il lui rappelle encore la situation ainsi créée, qui entraîne les échecs scolaires (voir les problèmes des 6^e indifférenciées) — les retards dans la « stagiarisation » des instituteurs remplaçants — les problèmes des décharges de service — enfin les conditions de vie et de travail des enseignants en général. Il lui demande donc : quelles dispositions il entend prendre afin que le budget de l'éducation puisse obtenir les moyens financiers qui lui sont indispensables en rapport avec la réalité ; ce qu'il entend faire, dans les prérogatives qui sont les siennes, en rapport avec M. le ministre de l'éducation, pour agir sans attendre sur les « lacunes » constatées au niveau du département du Rhône en particulier.

Toxe à la valeur ajoutée

(opérations immobilières réalisées par une H. L. M.).

2792. — 9 juin 1978. — M. Alexandre Bolo expose à M. le ministre du budget que l'instruction 8-A-3-71 du 10 mars 1971 prise en application de l'article 4-1 de la loi n° 70-801 du 9 juillet 1970 assimilant au point de vue fiscal, le contrat de location-attribution consenti par un organisme d'H. L. M. à une vente pure et simple des locaux visés par ce contrat, de sorte que le locataire-attributaire doit être regardé comme le propriétaire immédiat du logement pris à bail. Et édictant des exonérations ou des règles spéciales d'imposition en matière de taxe sur la valeur ajoutée, précise en outre, que l'exonération de T. V. A. s'applique également : aux ventes à terme d'immeubles à construire répondant aux prescriptions de l'article 1601-2 du code civil et de l'article 6 de la loi n° 67-3 du 3 janvier 1967, modifié par la loi n° 67-547 du 7 juillet 1967 ; aux ventes à terme consenties après l'achèvement des immeubles dans le délai de cinq ans à compter de la date d'achèvement des travaux. Ces contrats devant être consentis... par un office public ou par une société anonyme d'habitations à loyer modéré... L'expression « vente à terme consentie après achèvement », qui ne peut naturellement avoir aucun sens civil au regard de la loi n° 67-3 du 3 janvier 1967, ne pouvant avoir qu'un sens fiscal fort bien mis en lumière par une seconde instruction 8-A-18-74 prise le 31 décembre 1974 (précisant les conditions de la dispense de T. V. A. des ventes à terme d'immeubles par assimilation de ces ventes au contrat de location-attribution, ou de location-vente visés à l'article 261-5 (7°) du code général des impôts). Cette seconde instruction précisant que dans les deux cas de vente à terme sus-énoncés, l'exonération était subordonnée à la double condition : d'une part, que le prix soit payé entre les mains du vendeur par fractions échelonnées, le cas échéant pour partie pendant la période de construction et en toute hypothèse après l'achèvement des travaux ; d'autre part, que le transfert de propriété n'intervienne qu'après paiement intégral du prix, et, par conséquent, postérieurement à la réalisation de la construction. Toutefois, la même instruction précisait expressément que : « Compte tenu des obligations imposées par ailleurs aux acquéreurs par les organismes vendeurs, il a paru possible d'admettre que cette dernière condition (transfert de propriété), ne soit plus désormais exigée, pour les cessions de locaux ayant bénéficié du financement prévu pour les habitations à loyers modérés. » On pouvait déduire de là qu'une vente d'immeuble achevé au sens civil, mais dont le prix était payable par fractions échelonnées, et qui bénéficiait d'un financement H. L. M. était une « vente à terme » fiscale, bénéficiant de l'exonération de T. V. A. comme entrant dans la catégorie des « ventes à termes consenties après l'achèvement des immeubles » et profitant de la mesure de faveur spéciale reconnue par l'instruction 8-A-16-74 en cas de financement H. L. M. Or, des difficultés surgissent à ce propos avec certaines conservations des hypothèques qui refusent l'exonération à de tels actes, parce qu'on en a exclu, disent-elles, la notion de terme en fixant un transfert de propriété au jour de l'acte. C'est pourtant bien ce que prévoyait l'instruction 8-A-16-74, en supprimant l'exigence d'un transfert de propriété retardé, pour les cessions de locaux ayant bénéficié du financement prévu pour les habitations à loyers modérés. La question est donc de savoir si la disposition de faveur limitée aux ventes à terme consenties après achèvement des immeubles bénéficiant du financement prévu pour les habitations à loyers modérés, sans que le transfert de propriété soit différé, et qui résulte de l'instruction 8-A-16-74, est devenue caduque, ou a été annulée avant le 23 mars 1978, ce qui paraîtrait surprenant compte tenu du caractère social de cette disposition de faveur, et de l'évolution libérale de la doctrine administrative en la matière, et aboutissant à l'instruction du 23 mars 1978 (8-A-3-78). Toutefois, pour le cas où le bénéfice de l'instruction 8-A-3-74 ne pourrait être accordé au contrat de vente consenti dans les conditions sus-énoncées, antérieurement à la publication de l'instruction 8-A-3-78, mais postérieurement à la loi n° 77-1 du 3 janvier 1977, M. X... demande si la nouvelle instruction 8-A-3-78 a introduit un assouplissement nouveau ou au contraire présente bien le caractère interprétatif que semble lui reconnaître le deuxième alinéa de son préambule. La question qui se pose étant de savoir si une vente conclue en 1977 ou début 1978 par un office d'H. L. M. sans transfert de propriété mais avec financement H.L.M. bénéficie de l'exonération de T. V. A. Pour le cas où l'exonération ne serait pas reconnue on se trouverait alors dans la situation choquante suivante : dans un même programme de construction H.L.M. : la vente d'un logement intervenant au début du mois de mars 1978 serait soumise à la T. V. A. ; et la vente d'un logement voisin intervenant après le 23 mars 1978 serait exonérée de T. V. A. Bien que dans les deux cas les acquéreurs de chacun de ces logements bénéficient des mêmes prêts consentis par l'office d'H. L. M. vendeur dans le cadre de la législation H. L. M. Cette interprétation paraîtrait contraire à l'équité entre les acquéreurs, et au but poursuivi par l'Administration.

Bâtiment et travaux publics (soutien de ce secteur).

2793. — 9 juin 1978. — **M. Yves Guéna** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie** sur les très sérieuses difficultés rencontrées depuis plusieurs années par les entreprises de travaux publics. Il apparaît que les conséquences très proches de la situation actuelle — licenciements collectifs, fermetures d'entreprises — ne pourront être évitées qu'au prix du maintien de l'effort entrepris par les pouvoirs publics notamment par la réalisation rapide de nombreux équipements collectifs dont le pays doit se doter. Une décision de soutien du secteur des travaux publics s'avère nécessaire dans les meilleurs délais, ce soutien devant se traduire par la mise en place de financements supplémentaires à la hauteur des besoins exprimés. Les entreprises de travaux publics souhaitent participer à la politique de revalorisation du travail manuel entreprise par le Gouvernement mais elles font valoir que cette participation n'est possible que si des mesures suffisantes sont prises afin de les aider à régler leurs problèmes qui sont particulièrement préoccupants. Ce secteur d'activité souhaite que soient prises à son égard les mesures suivantes: relance de l'activité des entreprises de travaux publics par l'attribution de crédits supplémentaires mis à la disposition des principaux donneurs d'ouvrages au premier rang desquels se placent les collectivités locales; communication aux fédérations régionales de travaux publics, par les représentants régionaux du Gouvernement, du volume exact et de la programmation précise des travaux sur plusieurs exercices annuels; assurance de la mise en place d'un système de révision des prix des marchés permettant d'éviter, y compris pour les marchés en cours que les hausses des différents éléments de coûts qui ont lieu actuellement ne restent à la charge, même partielle, des entreprises; assurance que les maîtres d'ouvrages publics se conformeront strictement aux textes en matière de règlement (délai de quarante-cinq jours). **M. Yves Guéna** demande à **M. le ministre de l'économie** de lui faire connaître ses intentions en ce qui concerne le soutien indispensable qui doit être apporté aux entreprises de travaux publics.

Assurances maladie et maternité (remboursement des dépenses de lunettes).

2794. — 9 juin 1978. — **M. Didier Julia** rappelle à **Mme le ministre de la santé et de la famille** qu'en réponse à la question écrite n° 43493 de **M. Charles Bignon** (*Journal officiel*, Débats A.N. n° 9 du 4 mars 1978, p. 776) elle disait se préoccuper vivement de l'écart important existant en matière d'optique médicale entre les prix publics et les tarifs de responsabilité de l'assurance maladie. Cette réponse précisait également qu'une refonte de la nomenclature d'optique était envisagée dans les mois à venir. Trois mois s'étant écoulés depuis cette information, **M. Didier Julia** demande à **Mme le ministre de la santé et de la famille** si les études prévues ont été entreprises et si les assurés peuvent espérer bénéficier, à bref délai, d'un remboursement par la sécurité sociale de la dépense effectuée pour l'achat de lunettes, à un taux qui tienne compte raisonnablement du coût réel de cet achat.

Electricité de France (service E. D. F. secours).

2795. — 9 juin 1978. — **M. Claude Labbé** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur les difficultés rencontrées par les clients d'E. D. F. Depuis un certain temps E. D. F. secours, dont la mission est de se rendre à n'importe quelle heure du jour et de la nuit et n'importe quel jour de la semaine chez les usagers pour les dépanner, ne se déplace plus le dimanche sous prétexte qu'il n'y a pas de crédit pour payer les heures supplémentaires de ses agents. Il lui demande que l'E. D. F. redevienne un service public qui remplisse pleinement ces objectifs vis-à-vis de ses abonnés en ne les abandonnant pas, ne serait-ce que vingt-quatre heures, sans électricité, surtout lorsqu'ils sont équipés au « tout électrique ».

Allocation de chômage (aide publique).

2796. — 9 juin 1978. — **M. René La Combe** appelle l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur les taux actuellement appliqués en matière d'aide publique aux travailleurs privés d'emploi, taux qui se révèlent nettement insuffisants au regard des difficultés croissantes engendrées par la cherté de la vie et par l'érosion du pouvoir d'achat. Il apparaît indispensable que soit revalorisé le niveau de l'aide publique, dont le taux serait le plus bas de l'Europe de l'Ouest. Il lui demande que des mesures interviennent dans ce domaine dans les meilleurs délais afin que les intéressés puissent se voir reconnu le droit à des conditions de vie décentes.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (personnel des services de pharmacie).

2803. — 9 juin 1978. — **M. Robert Fabre** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les conséquences que fait peser le décret n° 78-135 du 25 janvier 1978 modifiant le décret n° 68-97 du 18 janvier 1968 quant au recrutement et à l'avancement des personnels d'encadrement d'exécution des services de pharmacie dans les établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics. Il lui demande: 1° de lui exposer les raisons qui ont conduit à la mise en place d'un second concours pour accéder à la classe fonctionnelle donnant les indices des surveillants chefs de laboratoires et d'électrocardiologie alors que les laborantins accèdent à l'échelon 579 « sans concours »; 2° de lui indiquer les raisons qui se sont opposées à la création de deux corps différents d'accès à cette classe fonctionnelle du fait de la différence existant entre les tâches de technicien de laboratoire et de préparateur en pharmacie; 3° si elle envisage de revenir sur la base des 550 lits actifs minimum pour créer ces postes de catégorie fonctionnelle, car il apparaît que dans les petits hôpitaux de telles créations seraient nécessaires à un meilleur fonctionnement des services du fait que leurs pharmacies hospitalières ne disposent pas d'un pharmacien résident mais seulement gérant.

Chefs d'entreprise (arrestation d'un industriel du Pas-de-Calais).

2804. — 9 juin 1978. — **M. Henri Ginoux** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur la situation d'un industriel du Pas-de-Calais condamné à un an de prison ferme par un jugement du tribunal de Béthune et arrêté à l'audience. L'usine de cartonerie de cet entrepreneur avait connu, durant l'année 1977, de longues grèves qui avaient diminué le nombre de ses commandes et avaient contraint l'employeur à licencier certains membres de son personnel. Des délégués syndicaux ont refusé leur réintégration dans un autre poste et ont déposé une plainte pour entrave à la liberté syndicale. Le comité d'entreprise n'ayant pas été réuni. Le chef d'entreprise est un homme de soixante-sept ans, retraité, qui n'a pas de casier judiciaire, qui est domicilié en France, qui n'a jamais tenté de se soustraire à l'action de la justice et dont l'incarcération n'apporte rien à la manifestation de la vérité. Il lui signale que ce genre de mesure arbitraire, qui frappe d'honnêtes citoyens n'ayant ni tué ni volé, alors que les véritables délinquants bénéficient souvent de la bienveillance des tribunaux, est de nature à discréditer la fonction de chef d'entreprise, à inciter les responsables d'entreprises en difficulté à déposer leur bilan, à les dissuader de la création de nouvelles entreprises, à limiter l'embauche à cause des suites fâcheuses et iniques données à certaines affaires, contribuant ainsi à augmenter le chômage. Il lui demande, tout en réaffirmant la nécessité de la séparation des pouvoirs, quelles dispositions il compte prendre pour mettre fin au règne du syndicat de la magistrature sur certaines juridictions qui n'ont plus pour fonction de dire le droit, mais de faire la politique de ce syndicat.

*Enseignants**non titulaires non permanents dans l'académie de Nantes.*

2806. — 9 juin 1978. — **M. Claude Evin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la décision récemment prise par le recteur de l'académie de Nantes de recruter une nouvelle catégorie de personnel auxiliaire dénommée « non titulaire, non permanent », dont la situation est encore plus précaire que celle des maîtres auxiliaires traditionnels. Il lui demande: 1° s'il n'estime pas que la limitation à quatre-vingt-dix jours de la durée des services des auxiliaires assurant des suppléances dans les lycées et collèges de Nantes est contraire à l'intérêt de la bonne marche du service public de l'enseignement; 2° s'il ne pense pas qu'il est juste de donner à tous les auxiliaires ayant assuré des suppléances au cours de l'année scolaire 1977-1978 la possibilité de demander lors de la prochaine rentrée scolaire l'attribution d'un poste à l'année ou, à défaut, de nouvelles suppléances sans restriction a priori; 3° quels moyens supplémentaires seront dégagés dans l'académie de Nantes, et de façon plus générale en France, pour que l'administration puisse faire assurer toutes les suppléances nécessaires au fonctionnement normal du service public d'enseignement tant dans les lycées que dans les collèges.

Education physique et sportive (Isère).

2818. — 9 juin 1978. — **M. Jacques-Antoine Gau** appelle l'attention de **M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs** sur la situation très préoccupante de l'éducation physique dans le département de l'Isère, domaine éducatif où il va manquer soixante postes pour assurer simplement trois heures d'éducation physique et sportive aux élèves des classes de sixième et de cinquième, sans

toucher aux autres niveaux. Il lui signale que les neuf créations de postes prévues n'empêcheront pas une aggravation d'une situation déjà caractérisée par 2 000 élèves privés d'E. P. S., vingt établissements ne disposant d'aucune installation sportive, et de nombreux maîtres auxiliaires en danger de se retrouver au chômage. Il lui rappelle que la couverture normale et minimum de l'enseignement physique exige la création de 2 000 postes au niveau national, dont soixante pour le département de l'Isère. Il s'étonne d'une telle insuffisance de moyens qui contredit la politique d'intention hautement proclamée par les pouvoirs publics. Il lui demande ce qu'il compte faire pour remédier à une situation aussi déplorable.

Enseignement secondaire (personnels techniques de laboratoire).

2020. — 9 juin 1978. — **M. Jacques-Antoine Gau** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation des personnels techniques de laboratoire, qui ont pour tâche principale d'assister les enseignants dans leur travail d'enseignement et de recherche, et qui se répartissent en garçons de laboratoire, aides de laboratoire, aides techniques et techniciens. Or, depuis 1970, ces personnels attendent un reclassement, suite au plan Masselin qui, en 1969, les avait considérablement lésés. Il lui rappelle les revendications de ces personnels qui réclament à juste titre le bénéfice du groupe III pour tous les garçons de laboratoire, du groupe V pour les aides de laboratoire, l'application aux techniciens du décret du 20 septembre 1973 concernant la réforme du cadre B, la création de 2 759 postes pour permettre un fonctionnement normal des laboratoires, ainsi que la révision de la circulaire d'application. Il lui demande ce qu'il compte faire pour donner satisfaction à ces personnels techniques qui jouent un rôle essentiel dans l'enseignement secondaire scientifique.

Enseignement secondaire (personnels techniques de laboratoire).

2021. — 9 juin 1978. — **M. Jacques-Antoine Gau** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie** sur la situation des personnels techniques de laboratoire, qui ont pour tâche principale d'assister les enseignants dans leur travail d'enseignement et de recherche, et qui se répartissent en garçons de laboratoire, aides de laboratoire, aides techniques et techniciens. Or, depuis 1970, ces personnels attendent un reclassement, suite au plan Masselin qui, en 1969, les avait considérablement lésés. Il lui rappelle les revendications de ces personnels qui réclament à juste titre le bénéfice du groupe III pour tous les garçons de laboratoire, du groupe V pour les aides de laboratoire, l'application aux techniciens du décret du 20 septembre 1973 concernant la réforme du cadre B, la création de 2 759 postes pour permettre un fonctionnement normal des laboratoires, ainsi que la révision de la circulaire d'application. Il lui demande ce qu'il compte faire pour donner satisfaction à ces personnels techniques, et dans quel délai il sera en mesure de faire modifier le plan Masselin, ainsi que de débloquer les sommes nécessaires à un tel reclassement.

Energie (torrents et rivières de montagne).

2022. — 9 juin 1978. — **M. Louis Besson** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur les conséquences de la création d'installations hydroélectriques sur le cours des torrents et rivières en montagne. La construction de ces installations que les populations locales ont accepté par solidarité nationale, était assortie d'un engagement à maintenir des débits réservés dans ces torrents. Or à longueur d'année ces débits réservés ne seraient pas respectés, ce qui entraînerait une perte très importante de la valeur piscicole des cours d'eau concernés. A cet état de fait s'ajouterait la diminution de la richesse piscicole des secteurs considérés par suite des créations toujours plus nombreuses de micro-centrales, créations faites sans que soit demandé d'ailleurs l'avis de toutes les parties concernées. Afin de limiter le plus possible les dégradations constatées ainsi que la diminution considérable de la richesse piscicole et touristique des cours d'eau alpestres aménagés, il lui demande, comme le souhaitent les associations de pêcheurs, s'il n'estime pas que pour toutes les nouvelles autorisations d'implantation de micro-centrales, le débit minimum réservé doit être au moins égal au débit d'étiage du cours d'eau considéré et que pour toutes les installations hydro-électriques la pose d'un limnigraphe enregistreur de contrôle du débit réservé doit être imposée à l'exploitant.

*Personnels civils de la défense
(Mérignac [Gironde] : A. R. A. A. 623).*

2025. — 9 juin 1978. — **M. Michel Sainte-Marie** indique à **M. le ministre de la défense** que 333 travailleurs de l'A. R. A. A. 623 de Mérignac ont demandé par pétition que des négociations s'ouvrent

de toute urgence pour l'aboutissement des quinze objectifs présentés par leur organisation syndicale. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître si ces pétitions lui sont bien parvenues et quelle suite il entend leur réserver.

Allocations de chômage (artisans).

2027. — 9 juin 1978. — **M. Pascal Clément** expose à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** que les artisans victimes de la conjoncture économique qui doivent cesser leur activité avant l'âge de soixante ans et ne remplissent donc pas les conditions d'attribution de l'aide spéciale compensatrice connaissent une situation particulièrement difficile du fait qu'ils ne bénéficient d'aucune aide publique dans l'attente d'une éventuelle reconversion. Il lui demande dans quelles mesures pourrait être étudiée la possibilité d'adapter à leur situation spécifique les aides publiques au chômage accordées aux salariés pour les protéger contre les risques économiques.

Accidents (centre commercial Continent à Pince-Vent [Val-de-Marne]).

2037. — 9 juin 1978. — **M. Maxime Kalinsky** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le tragique accident qui s'est déroulé le 4 mai 1978 sur la base incendie du centre commercial *Continent*, au lieu-dit Pince-Vent, situé entre les communes de Chennevières et Ormesson (Val-de-Marne), où deux jeunes enfants de Champigny se sont noyés dans la réserve d'eau. Ce drame a créé une grande émotion dans la population. En effet, cette grande surface est implantée en zone fortement urbanisée, à proximité d'un grand ensemble du « Bois l'Abbé » où la concentration d'enfants est importante. Les trois réservoirs d'eau dont deux de 450 mètres cubes et un de 600 mètres cubes situé aux abords de ce magasin à forte fréquentation populaire, ne présentent pas des normes de sécurité suffisantes permettant une protection efficace des populations contre tout risque d'accident. Il apparaît clairement qu'une telle installation a dû nécessiter une dérogation à la réglementation en vigueur en matière de sécurité qui oblige l'implantation de bouches d'incendie et dont les services de sécurité se doivent d'imposer la mise en place. Il ne fait aucun doute que la dérogation au règlement accordée à la direction du centre commercial *Continent*, n'a pu être donnée qu'afin de lui réduire les frais d'installation. Celle-ci crée un grave danger, aux conséquences tragiques pour les populations avoisinantes. De plus autant de mètres cubes d'eau stagnante représentent une importante source de pollution. Ainsi les impératifs de sécurité se conjuguent avec l'environnement pour rendre urgente et nécessaire l'implantation des bouches d'incendie adéquates, prévues par le règlement de sécurité. En conséquence, il lui demande : 1° comment a pu être donnée cette dérogation ; 2° quelles dispositions il entend prendre pour imposer immédiatement au centre commercial *Continent* la mise en place de bouches d'incendie, conformes aux normes de sécurité dans ce secteur dangereux afin de supprimer cette source de danger et de pollution.

*Société nationale des chemins de fer français
(billets de congés payés : chômeurs).*

2039. — 9 juin 1978. — **M. Maxime Kalinsky** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la discrimination dont sont victimes actuellement les travailleurs privés d'emploi pour partir en vacances du fait des limites apportées au bénéfice des billets de congés payés par la S. N. C. F. Ils sont ceux qui ont le plus besoin, en raison de la modeste de leurs ressources, d'une réduction de tarif pour leur permettre de partir en vacances. Or il est inadmissible, qu'aujourd'hui, des milliers de familles qui connaissent le chômage et des conditions de vie aggravées se voient privées de vacances pour des raisons financières alors que le repos est indispensable. Ainsi ces familles qui sont les principales victimes de la situation économique et sociale se trouvent d'autant plus pénalisées par la réglementation en vigueur. Il s'agit d'une injustice sociale à laquelle il importe de mettre fin. Des mesures d'urgence sont indispensables pour permettre d'étendre aux chômeurs la possibilité de bénéficier de billets de congés payés. Il lui demande, en conséquence, s'il n'entend pas étendre d'urgence les possibilités d'utilisation des billets de congés payés à l'ensemble des catégories sociales qui en ont besoin.

*Entreprises industrielles et commerciales
(société E. E. U. R., à Nîmes [Gard]).*

2040. — 9 juin 1978. — **M. Bernard Deschamps** expose à **M. le ministre du travail et de la participation** l'inquiétude des personnels de la société E. E. U. R. dont le siège social est sis 2183, route de Montpellier, à Nîmes, CEDEX 30004. Le comité d'entreprise a été

informé d'un projet d'absorption de la S. A. E. E. U. R. par la Spie-Batignoles avec restructuration de l'entreprise et suppression d'emplois. A juste titre, les membres du comité d'entreprise demandent que leur soient fournies, conformément à la loi, toutes les indications concernant ce projet et notamment : 1° le résultat des enquêtes et études détaillées que la Spie-Batignoles a effectuées sur la situation de l'E. E. U. R. en vue de son rachat et dont le résultat l'a amenée à proposer la restructuration de l'entreprise avec suppression de 39 emplois dans un premier temps ; 2° la forme juridique que donnera la Spie-Batignoles à l'ensemble des structures de l'E. E. U. R. ; 3° la liste nominative des personnes prévues dans le licenciement. Or, à ce jour, les délégués du comité d'entreprise n'ont pu obtenir ces renseignements. Dans ces conditions, il lui demande les mesures qu'il compte prendre : 1° pour que le comité d'entreprise soit, conformément à la loi, exactement informé ; 2° pour qu'aucun licenciement n'intervienne à l'E. E. U. R.

Enseignants (titulaires détachés au Maroc).

2841. — 9 juin 1978. — Mme Hélène Constans attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur la situation d'un certain nombre de professeurs titulaires, détachés au Maroc et résidant dans ce pays au moment de leur recrutement. Lors de leur retour en France, ces personnels ne bénéficient pas des indemnités de déménagement, de frais de voyage et de réinstallation, les gouvernements marocain et français refusant tous deux la prise en charge de ces indemnités. Par contre, les professeurs « coopérants » y ont droit. Elle lui demande de faire cesser cette discrimination et d'examiner d'une part avec le gouvernement marocain, d'autre part avec le ministère de l'économie comment une solution positive peut intervenir pour ces personnels de l'éducation, dont le nombre est, au demeurant, fort limité.

*Charbonnages de France
(houillères du Nord et du Pas-de-Calais).*

2844. — 9 juin 1978. — Persuadé que la liquidation totale de la production charbonnière dans le Nord-Pas-de-Calais menée à terme dans les quatre ans consumerait une véritable erreur historique ; constatant l'insuffisance et la précarité des opérations dites de reconversion menées jusqu'alors, M. Georges Hage demande à M. le ministre de l'Industrie combien d'emplois seraient supprimés en chacun des arrondissements concernés du Nord-Pas-de-Calais si cette funeste politique était menée à son terme et en tout état de cause quelles mesures il compte prendre pour assurer l'emploi des travailleurs en activité dans les houillères et le développement des activités minières dans l'intérêt de la région Nord-Pas-de-Calais tout entière.

*Mines et carrières
(Brignoles [Var] : extraction de la bauxite).*

2846. — 9 juin 1978. — M. Marcel Tassy attire l'attention de M. le ministre de l'économie sur la situation préoccupante du bassin minier de Brignoles dans le département du Var. On assiste à une progressive liquidation du bassin minier de Brignoles si vital pour l'économie et la population du moyen Var. Aucune extension de l'exploitation de la bauxite n'est prévue alors que chacun s'accorde à souligner les besoins de notre économie dans ce domaine, les possibilités d'extraction (le quartier Pogros recèle une couche minière qui serait la plus importante de l'Europe occidentale, le bureau de recherches géologiques et minières estime à plus de 81 millions de tonnes les réserves en bauxite de la région de Brignoles) ainsi que les besoins importants en emploi pour ce département. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour ne pas laisser encore plus longtemps inexploité une richesse nationale aussi importante.

Emploi (Sedan [Ardennes] : entreprise U. M. T.).

2847. — 9 juin 1978. — M. Alain Léger attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur la situation de l'entreprise U. M. T. de Sedan dans les Ardennes. A la suite d'un conseil de surveillance de la société, les travailleurs ont été mis devant le fait accompli : la dissolution de la société et la liquidation de l'affaire. L'émotion, en même temps que la colère, fut vive chez les salariés de cette usine dont la viabilité n'est pas à démontrer. En effet, le carnet de commandes, même s'il est réduit de par le fait des dirigeants de la société, reste important. Les investissements nouveaux ont été nombreux. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour le maintien de l'outil de production dans un secteur où le textile est déjà durement touché, afin que les 104 emplois ne soient pas supprimés, d'autant qu'en cas de fermeture le reclassement,

compte tenu de la conjoncture, serait difficile, puisque 50 p. 100 du personnel est âgé de quarante à cinquante ans. Il souhaite l'intervention rapide de l'inspecteur du travail dans cette affaire de famille où les droits des travailleurs, leur information ont été bafoués.

*Enseignement technique et professionnel
(lycées d'enseignement professionnel).*

2848. — 9 juin 1978. — Mme Hélène Constans interroge M. le ministre de l'éducation sur l'avenir des lycées d'enseignement professionnel dans le cadre de l'application de la réforme de l'enseignement, dite réforme Haby. Le recrutement des élèves pour les L. E. P. au niveau des classes de cinquième peut être supprimé par leur orientation vers des classes de C. P. P. N. des C. E. S., vers les C. P. A. ou C. F. A. ou vers les classes ateliers, toutes solutions qui conduisent à l'extinction des L. E. P., tels qu'ils fonctionnent actuellement, et auraient pour conséquence de priver les élèves d'une formation professionnelle et générale nécessaire pour faire d'eux des travailleurs qualifiés. L'application de telles orientations aurait également de graves répercussions sur la situation des personnels des L. E. P. Elle lui demande donc de lui indiquer de façon précise quelles sont les intentions du Gouvernement à l'égard des L. E. P., de l'enseignement professionnel et des personnels qui y concourent.

Vieillesse (avantages financiers et sociaux).

2852. — 9 juin 1978. — M. Robert Vizet attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la situation difficile faite aux personnes retraitées. Celles-ci sont amenées à constater que, les élections législatives passées, les promesses faites par les gens au pouvoir durant la campagne électorale n'ont pas été tenues. Il lui demande quelles mesures elles compte prendre afin de leur assurer des ressources susceptibles de leur apporter un allègement réel à leurs difficultés, avec l'augmentation des pensions et retraites de l'ordre de 20 p. 100 : minimum à 60 p. 100 du S. M. I. C. sur la base de 2 400 francs, et afin qu'ils bénéficient : du remboursement de la sécurité sociale à 80 et 100 p. 100 des frais médicaux et frais d'hospitalisation ; de la réduction du taux de T. V. A. ; d'une répartition des impôts de façon équitable, avec relèvement des tranches de barème, ces mesures devant enfin leur permettre une vie décente.

*Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre
(nombre de pensions attribuées en 1977).*

2856. — 9 juin 1978. — M. André Tourné expose à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants que le nombre des pensions nouvelles attribuées à des invalides de guerre, à quelque genre d'action qu'ils aient participé, à titre militaire, ou à titre civil, ou hors guerre, se fait de plus en plus rare. En conséquence, il lui demande combien de pensions nouvelles ont été attribuées au cours de l'année 1977 : a) pour toute la France ; b) dans chacune des directions interdépartementales des pensions. Dans les deux cas, préciser au titre de quels conflits ces pensions nouvelles ont été concédées. Les hors guerre devant figurer sur un chapitre à part, M. Tourné rappelle en outre, qu'en vertu du code des pensions d'invalidité, tout invalide de guerre a le droit de présenter des demandes pour bénéficier d'un supplément de pension quand le mal pensionné s'est aggravé. Il lui demande de préciser : 1° combien de demandes de pension pour aggravation ont été déposées dans chacune des directions interdépartementales des pensions, globalement et par catégories suivantes : a) ressortissants de la guerre 1914-1918 ; b) opérations de guerre après le 11 novembre 1918 jusqu'en 1939 (Levant, Maroc, etc.) ; c) guerre 1939-1945 ; d) guerre d'Indochine ; e) guerre d'Afrique du Nord ; f) en précisant à part le nombre des hors guerre ; 2° combien parmi ces demandes en aggravation et pour chacune des catégories précitées ont fait l'objet : a) d'une augmentation de l'ancien taux ; b) du maintien du taux ancien.

Invalides de guerre (emploi).

2857. — 9 juin 1978. — M. André Tourné expose à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants que la loi du 26 avril 1924 prévoit des emplois obligatoires en faveur des invalides de guerre. Les entreprises qui occupent plus de dix salariés sont tenues d'assurer des emplois obligatoires à des invalides de guerre. Il lui demande : 1° quel est le nombre d'emplois dits obligatoires au titre de la loi de 1924 qu'une entreprise est obligée d'assurer à des invalides de guerre ; 2° quel est le nombre de ces emplois

obligatoires qui sont occupés par des invalides de guerre : a) dans toute la France ; b) dans chacun des départements français. Il lui rappelle que le non-respect des dispositions de la loi de 1924 par les employeurs provoque des pénalités sévères à leur encontre. Il lui demande : a) quel est le montant des pénalités prévues par la loi ; b) combien d'employeurs ont été pénalisés pour le non-respect de la loi du 26 avril 1924 ; c) quel est le montant des sommes perçues au titre de ces pénalités : 1° pour toute la France ; 2° dans chacun des départements français.

*Invalides de guerre
(assistance d'une tierce personne).*

2658. — 9 juin 1978. — M. André Tourné expose à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants qu'à l'heure actuelle les rescapés de la guerre 1914-1918 amputés des membres inférieurs ou des membres supérieurs ou de blessures multiples, titulaires d'une pension à 100 p. 100, à quoi s'ajoutent souvent plusieurs degrés de l'article 16 du fait de leur vieillissement prématuré, deviennent impotents ou tellement diminués qu'il leur faut l'aide permanente ou semi-permanente d'une tierce personne. Toutefois nombreux sont ces types d'invalides qui n'ont jamais pu bénéficier de l'article 18 pour l'aide d'une tierce personne, le motif avancé étant qu'ils peuvent agir seuls. Mais l'âge, venant s'ajouter à l'invalidité, il n'en est plus de même pour la majorité d'entre eux. Aussi deux alternatives s'offrent à eux : soit le placement dans un hospice, soit se faire aider à domicile d'une façon suivie par une personne compétente et équitablement rémunérée sur le plan du salaire et convenablement protégée au regard des lois sociales. Cette situation devrait pouvoir permettre d'accorder à ces valeureux grands blessés le bénéfice de l'article 18 au taux plein ou alors, dans certains cas, leur accorder l'article 18 à un taux différentiel. Cette disposition existe en faveur des grands malades ou blessés dépendant d'une administration civile. Pour quelle raison n'en ferait-on pas autant en faveur des victimes de la guerre. En conséquence il lui demande : 1° ce qu'il pense de cette suggestion ; 2° ce qu'il compte décider pour lui donner la suite la meilleure.

Invalides de guerre (emplois réservés).

2660. — 9 juin 1978. — M. André Tourné expose à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants qu'à l'heure actuelle beaucoup d'anciens combattants titulaires d'une pension d'invalidité désirent bénéficier d'un emploi réservé. Un grand nombre d'entre eux, après avoir subi les tests psychotechniques, les visites médicales et participé à des concours, attendent avec impatience d'être nommés quelque part. Il en est qui attendent depuis plusieurs années de bénéficier d'un emploi réservé. En conséquence il lui demande quel est, en ce moment, le nombre de postes occupés par des invalides de guerre au titre des emplois réservés : 1° dans toute la France ; 2° dans chacune de ses administrations interdépartementales. Il lui demande en outre combien de candidats à un emploi réservé, après avoir passé les concours nécessaires et avoir été admis, attendent d'être affectés : 1° dans toute la France ; 2° dans chacun des départements français.

Emploi (Alsthom - Atlantique).

2862. — 9 juin 1978. — M. Antoine Porcu attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur l'inquiétante situation de l'emploi dans les différents établissements de l'entreprise Alsthom-Atlantique. Cette société, moins de deux ans après sa naissance, qui résulte de la fusion d'Alsthom et des Chantiers de l'Atlantique, opère ou s'appête à opérer un mouvement de restructuration interne qui risque de se traduire pour les travailleurs par des milliers de suppressions d'emplois et un développement important du chômage partiel. A Saint-Nazaire, à la mécanique de Montoire, les horaires sont de trente-deux heures depuis un an et, aux chantiers navals, 530 emplois ont déjà été supprimés au début de cette année. Dans l'électromécanique des investissements importants sont en cours à l'usine du Bourget et il semble que cela doive se traduire par l'extinction progressive d'un certain nombre de fabrications pour l'établissement de Belfort. En conséquence il lui demande : d'exiger de la direction d'Alsthom-Atlantique qu'elle précise ses intentions ; d'empêcher la réalisation de tout plan de restructuration qui conduirait au démantèlement des activités turbinières à Belfort et la suppression d'emplois ; de prendre en compte les propositions des représentants des travailleurs pour un plan d'urgence énergétique dont le développement et la mise en œuvre permettraient la pleine utilisation des capacités de production de l'ensemble de l'industrie de l'électromécanique.

Caisses de sécurité sociale (Bouches-du-Rhône : C. P. A. M.).

2863. — 9 juin 1978. — Mme Jeannine Porte appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur les revendications exprimées par les agents du centre Kléber de la C. P. A. M. des Bouches-du-Rhône. Ils demandent en particulier que des dispositions soient prises pour : 1° l'embauche immédiate de personnel suivant les besoins afin d'améliorer les conditions de travail du personnel ainsi que le service aux assurés ; 2° le respect de la convention collective : application des avis de la commission paritaire par la direction ; le non-recours à de la main-d'œuvre intérimaire ; la fin des contrats d'auxiliaire et titularisation à six mois de présence ; 3° l'ouverture de négociations pour fixer : le salaire minimum professionnel à 2 500 F par mois ; la revalorisation différenciée des salaires ; la revalorisation des prestations sociales et familiales (50 p. 100 et prime immédiate de 500 francs pour les familles modestes) ; suppression de la T. V. A. sur les médicaments ; 4° assurer la démocratie, notamment en donnant un pouvoir de décision réel à la commission régionale paritaire, au comité d'entreprise sur les questions d'embauche, de conditions de travail et de promotion du personnel et formation professionnelle en permettant l'élection par les employés de leurs représentants au conseil d'administration de la C. P. A. M. Elle lui demande les mesures qu'elle compte prendre en ce sens.

Aides ménagères (personnes âgées).

2870. — 9 juin 1978. — M. Jacques Mellick appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur les graves problèmes que pose le fonctionnement de l'aide ménagère à domicile. Les besoins actuels, évalués par la caisse nationale d'assurance vieillesse, correspondent à 700 000 demandes, or 200 000 seulement sont satisfaites. D'autre part, le système actuel de l'aide ménagère présente de nombreux inconvénients : le plafond de ressources pris en considération ne couvre pas l'ensemble des personnes âgées pour qui, en fait, une aide ménagère se révèle nécessaire ; le nombre d'heures accordées est nettement insuffisant au regard des besoins réels ; le personnel employé ne reçoit aucune formation et est faiblement rémunéré ; le service éprouve d'importantes difficultés pour réussir à équilibrer son budget ; enfin, on peut relever une grande inégalité entre les prestations rendues : la gestion de l'aide ménagère relève de soixante-dix organismes environ, qui ont chacun leur propre organisation ; la fixation des taux horaires, l'attribution du nombre d'heures s'avèrent par conséquent extrêmement variables. Il lui demande si elle envisage de prendre les mesures nécessaires pour améliorer le service de l'aide ménagère qui apporte une aide matérielle et morale importante aux personnes âgées.

*Travailleurs de la mine
(mineurs réquisitionnés pendant la guerre 1914-1918).*

2872. — 10 juin 1978. — M. Jacques Mellick appelle l'attention de M. le ministre de la défense sur la situation des mineurs réquisitionnés pendant la guerre de 1914-1918. Si le redressement économique a pu s'effectuer au lendemain des deux guerres, c'est grâce à l'effort entrepris et aux sacrifices consentis par les mineurs de la région Nord-Pas-de-Calais. Or ces mineurs ne peuvent bénéficier du titre de combattant de 1914-1918, alors qu'ils ont participé activement à l'effort de guerre et d'armement. Il lui demande de prendre une telle mesure en faveur de ceux qui ont donné le meilleur d'eux-même pour notre pays.

Examens et concours (C. A. P. et B. E. P.).

2875. — 10 juin 1978. — M. Paul Callaud attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la manière dont se déroulent les épreuves du C. A. P. et du B. E. P. dans les centres d'examen techniques ou professionnels. Il lui signale le cas d'un établissement de sa circonscription qui constitue le centre unique d'examen pour un département où une chambre des métiers, et des établissements d'enseignement privés très actifs accueillent de nombreux jeunes. Cet établissement se trouve dans l'impossibilité d'accueillir ses propres élèves pendant une période allant de la dernière semaine de mai jusqu'à la fin du mois de juin. Les locaux, classes et ateliers sont envahis par les candidats. Les enseignants et le personnel de service sont « mobilisés » pour la préparation des examens, la surveillance et la correction des épreuves, tant écrites que pratiques. Dans ces conditions, les élèves qui ne sont pas concernés par les examens ne peuvent être accueillis que deux jours par semaine au maximum, ce qui les contraint à supporter des frais de déplacement que les familles estiment à peine, ou pas du tout, justifiés, pour quelques heures de scolarité hebdomadaires. Pratiquement, c'est un mois de travail perdu par ces jeunes. Ainsi se trouve posé de façon aiguë le problème de l'organisation des examens et de leur échelonnement dans le temps. Il lui demande s'il

n'estime pas indispensable, non pas pour cette année, mais pour la prochaine année scolaire, de créer, ou de remettre en activité, au sein de son ministère, une structure d'étude de ce problème afin d'éviter les inconvenients signalés dans la présente question, lesquels sont préjudiciables aux candidats eux-mêmes, aux élèves des établissements en cause, à la qualité de l'enseignement technique et professionnel et aux conditions de travail des chefs d'établissement et des enseignants.

Emploi (Loire-Atlantique :

Etablissements Huard, Confection bretonne, usine Atlas).

2876. — 10 juin 1978. — **M. François Autain** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur la situation économique de la région de Châteaubriant en Loire-Atlantique : les cinq cents salariés des Fonderies Huard sont déjà à trente-six heures depuis janvier 1977. A l'usine Huard, qui emploie 1 100 salariés, une demande de quarante-cinq licenciements de personnel âgé de cinquante-six ans et huit mois vient d'être déposée. A la Confection bretonne, 170 salariés, de grosses difficultés se font jour qui ne font qu'inquiéter les travailleurs. Depuis le 20 avril 1978, 211 suppressions d'emplois sont annoncées à l'usine Atlas, à Issé. Une telle situation représente la suppression de 20 p. 100 des emplois offerts sur ce canton. Cette usine dépend du groupe Hutchinson Mapa et, par l'intermédiaire de la C. F. R., l'Etat possède 35 p. 100 de cette entreprise. Annoncées par la direction comme devant permettre de résoudre les problèmes financiers et commerciaux de l'entreprise, ces mesures de licenciement, telles qu'elles sont prévues, vont en fait totalement démanteler la production. Or, il est prouvé que cette entreprise a un carnet de commandes bien rempli, et les travailleurs dénoncent les erreurs de gestion. Au-delà de l'annonce des 211 licenciements, il estime qu'en fait c'est toute l'entreprise qui risque de fermer rapidement de par la volonté de la direction. Il lui demande donc comment il compte assurer le maintien d'activité économique vitale pour une région rurale comme celle de Châteaubriant, éloignée des grands centres industriels de Nantes ou de Saint-Nazaire. Il lui demande plus précisément de lui faire savoir qu'elles sont les intentions du Gouvernement dans le cadre de l'Entreprise Atlas, à Issé.

Emploi (Loire-Atlantique :

Etablissements Huard, Confection bretonne, usine Atlas).

2877. — 10 juin 1978. — **M. Alain Chenard** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur la situation économique de la région de Châteaubriant en Loire-Atlantique : les cinq cents salariés des Fonderies Huard sont déjà à trente-six heures depuis janvier 1977. A l'usine Huard, qui emploie 1 100 salariés, une demande de quarante-cinq licenciements de personnel âgé de cinquante-six ans et huit mois vient d'être déposée. A la Confection bretonne, 170 salariés, de grosses difficultés se font jour qui ne font qu'inquiéter les travailleurs. Depuis le 20 avril 1978, 211 suppressions d'emplois sont annoncées à l'usine Atlas, à Issé. Une telle situation représente la suppression de 20 p. 100 des emplois offerts sur ce canton. Cette usine dépend du groupe Hutchinson Mapa et, par l'intermédiaire de la C. F. R., l'Etat possède 35 p. 100 de cette entreprise. Annoncées par la direction comme devant permettre de résoudre les problèmes financiers et commerciaux de l'entreprise, ces mesures de licenciement, telles qu'elles sont prévues, vont en fait totalement démanteler la production. Or, il est prouvé que cette entreprise a un carnet de commandes bien rempli, et les travailleurs dénoncent les erreurs de gestion. Au-delà de l'annonce des 211 licenciements, il estime qu'en fait c'est toute l'entreprise qui risque de fermer rapidement de par la volonté de la direction. Il lui demande donc comment il compte assurer le maintien d'activité économique vitale pour une région rurale comme celle de Châteaubriant, éloignée des grands centres industriels de Nantes ou de Saint-Nazaire. Il lui demande plus précisément de lui faire savoir qu'elles sont les intentions du Gouvernement dans le cadre de l'Entreprise Atlas, à Issé.

Emploi (Loire-Atlantique :

Etablissements Huard, Confection bretonne, usine Atlas).

2878. — 10 juin 1978. — **M. Claude Evin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur la situation économique de la région de Châteaubriant en Loire-Atlantique : les cinq cents salariés des Fonderies Huard sont déjà à trente-six heures depuis janvier 1977. A l'usine Huard, qui emploie 1 100 salariés, une demande de quarante-cinq licenciements de personnel âgé de cinquante-six ans et huit mois vient d'être déposée. A la Confection bretonne, 170 salariés, de grosses difficultés se font jour qui ne font qu'inquiéter les travailleurs. Depuis le 20 avril 1978, 211 suppressions d'emplois sont annoncées à l'usine Atlas, à Issé. Une telle situation représente

la suppression de 20 p. 100 des emplois offerts sur ce canton. Cette usine dépend du groupe Hutchinson Mapa et, par l'intermédiaire de la C. F. R., l'Etat possède 35 p. 100 de cette entreprise. Annoncées par la direction comme devant permettre de résoudre les problèmes financiers et commerciaux de l'entreprise, ces mesures de licenciement, telles qu'elles sont prévues, vont en fait totalement démanteler la production. Or, il est prouvé que cette entreprise a un carnet de commandes bien rempli, et les travailleurs dénoncent les erreurs de gestion. Au-delà de l'annonce des 211 licenciements, il estime qu'en fait c'est toute l'entreprise qui risque de fermer rapidement de par la volonté de la direction. Il lui demande donc comment il compte assurer le maintien d'activité économique vitale pour une région rurale comme celle de Châteaubriant, éloignée des grands centres industriels de Nantes ou de Saint-Nazaire. Il lui demande plus précisément de lui faire savoir qu'elles sont les intentions du Gouvernement dans le cadre de l'Entreprise Atlas, à Issé.

Taxe d'habitation (communautés urbaines).

2879. — 10 juin 1978. — **M. Philippe Madrelle** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur le taux unique de la taxe d'habitation dans les communautés urbaines et les Districts à fiscalité propre qui s'appliquera à compter du 1^{er} janvier 1979. L'incidence de cette mesure va être considérable pour un grand nombre de communes. Ainsi, par exemple, pour la communauté urbaine de Bordeaux, l'application du taux unique en 1977 aurait entraîné une très forte augmentation de la seule part versée par les communes à la communauté : 488 p. 100 pour Ambès, 180 p. 100 pour Carbon-Blanc, 138 p. 100 pour Ambarès, etc. **M. le Premier ministre** ayant précisé, dans sa déclaration de politique générale, que « le régime fiscal et financier des communes sera modernisé », il demande au Gouvernement quels sont les projets qu'il entend soumettre au plus tôt à l'Assemblée nationale, d'une part, pour éviter les graves distorsions que les dispositions actuelles risquent d'entraîner pour les communes concernées et, d'autre part, pour sortir des différents régimes transitoires dont l'application est maintenue ou reportée d'année en année, alors que la situation financière des collectivités locales se dégrade continuellement.

Agents communaux (revision du tableau type des emplois).

2880. — 10 juin 1978. — **M. Adrien Zeller** demande à **M. le ministre de l'intérieur** s'il n'envisage pas de réviser le tableau type des emplois par catégorie de commune publié dans le statut général de personnel communal, en vue de faciliter aux communes le recrutement du personnel qualifié correspondant aux nouveaux services attendus dans les communes, notamment pour les travailleurs sociaux et culturels.

Handicapés (placement en milieu ouvert).

2881. — 10 juin 1978. — **M. Adrien Zeller** demande à **Mme le ministre de la santé et de la famille** si, en application de la loi d'orientation sur les handicapés, il ne lui paraît pas opportun et souhaitable d'encourager non seulement le placement des handicapés en centres d'aide par le travail ou en ateliers protégés, mais encore en « milieu ouvert », par exemple en prenant en charge par la collectivité la différence entre le S. M. I. C. et la rémunération correspondant à la productivité effective du handicapé souvent inférieure au niveau du S. M. I. C. Il lui fait observer que ce placement en milieu ouvert serait souvent possible dans le secteur artisanal, peu adapté en revanche à la constitution d'ateliers protégés, et correspondrait au vœu de bien des familles d'handicapés.

Accidents du travail (mutilés du travail).

2882. — 10 juin 1978. — **M. Vincent Ansquer** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la situation actuelle des mutilés du travail. Les instances représentatives des intéressés demandent que : l'indemnité journalière d'accident du travail soit fixée à 100 p. 100 du salaire brut et que l'indemnité de maladie professionnelle ainsi que la pension d'invalidité (2^e catégorie) ne soit pas inférieure à 75 p. 100 du salaire de référence avec un minimum égal à 80 p. 100 du S. M. I. C. ; soit envisagée la possibilité du départ en retraite à cinquante-cinq ans pour les mutilés du travail atteints d'une incapacité d'au moins 50 p. 100 ; soit mise en œuvre une législation de réparation intégrale assortie du maintien des garanties actuelles assurant les présomptions d'origine ; le système de contentieux soit basé sur l'information, le dialogue et la conciliation avec recours à l'expertise judiciaire pour le règlement de tous les litiges médicaux. Les mutilés du travail souhaitent également que, dans le cadre de l'application de la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées, les mesures incl-

tant à l'insertion ou à la réinsertion des handicapés dans la société soient intensifiées, que les dispositions favorisant la vie sociale des intéressés, accessibilité aux logements et aux transports, par exemple, soient rapidement mise en œuvre et qu'une réforme des conditions d'appareillage soit mise à l'étude. S'agissant de ce dernier point, il conviendrait de créer un office national, organisme indépendant qui, assisté de commissions départementales dans lesquelles les handicapés siègeraient avec voix délibératives, assumerait les tâches de recherche, d'attribution, de contrôle technique et de surveillance des fabrications concernant tous les appareils de prothèse et d'orthopédie. M. Vincent Ansqer demande à Mme le ministre de la santé et de la famille la suite susceptible d'être réservée à ces légitimes revendications.

Bâtiment, travaux publics (soutien de ce secteur).

2884. — 10 juin 1978. — M. Vincent Ansqer appelle l'attention de M. le ministre de l'économie sur la crise que traversent à l'heure actuelle l'ensemble des entreprises de travaux publics. Cette situation, extrêmement difficile doit provoquer à brève échéance des licenciements collectifs et des disparitions d'entreprises qui ne pourront être évités que si les pouvoirs publics maintiennent leurs efforts en faveur de ce secteur professionnel. Pour cela, il est nécessaire que soient réalisés rapidement les nombreux équipements collectifs dont le pays a encore besoin. Pour atteindre cet objectif, une décision de soutien du secteur des travaux publics devrait intervenir dans les plus brefs délais, à un niveau suffisamment impur tant. Ces entreprises sont conscientes de la nécessité d'une politique de revalorisation du travail manuel prônée par le Gouvernement, mais pour que cette politique puisse être menée, il apparaît indispensable que les entreprises concernées n'aient pas à faire face à court terme à de très sérieuses difficultés. Celles-ci sont évidemment un obstacle à tout progrès social. Pour aider ce secteur en crise, il serait nécessaire qu'intervienne le plus rapidement possible une relance de l'activité des entreprises par l'attribution de crédits supplémentaires aux principaux maîtres d'ouvrage parmi lesquels se placent évidemment les collectivités locales. Il apparaît également indispensable que soient communiqués aux fédérations régionales de travaux publics par les représentants du Gouvernement à l'échelon de la région, du volume exact et de la programmation précise des travaux sur plusieurs exercices annuels. Il conviendrait en outre que soit mis en place un système de révision des prix des marchés en cours, que les hausses des différents éléments de coûts qui ont lieu actuellement ne restent à la charge même partielle, des entreprises. Le délai de quarante-cinq jours en matière de prix tel qu'il est imposé par les textes en ce domaine devrait être strictement appliqué. M. Vincent Ansqer demande à M. le ministre de l'économie quelle est sa position à l'égard des suggestions qu'il vient de lui présenter.

Hôtels et restaurants (zones de montagne).

2889. — 10 juin 1978. — M. Auguste Cazalet expose à M. le ministre de l'économie que certains hôteliers, dont l'établissement est situé dans des communes incluses en zone de montagne, réalisent des travaux d'aménagement sans avoir recours aux prêts bancaires ou aux prêts du crédit hôtelier. Il lui demande de lui faire connaître si, dans le cadre de la politique d'aide à l'économie montagnarde, les intéressés ne pourraient se voir attribuer, par les pouvoirs publics, une subvention destinée à financer, en partie, les travaux effectués et, dans l'affirmative, les conditions dans lesquelles cette aide pourrait être accordée.

Médecins étrangers (l'installation en France).

2891. — 10 juin 1978. — M. Michel Debré attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur le mouvement d'installation de médecins étrangers en France; qu'il apparaît que la France est la terre d'accueil par excellence, alors que les autres pays de la Communauté, par suite de difficultés linguistiques, administratives et sociales ne connaissent pas le même phénomène; qu'ainsi la liberté de circulation et d'installation ne paraît présenter d'intérêt que pour ce qui concerne notre pays; qu'au surplus, les études médicales dans certains pays étant nettement plus faciles qu'en France, il apparaît que l'effort fait pour assurer la qualité des médecins français et notamment l'effort de sélection, risquent d'être sérieusement compromis; lui demande en conséquence: 1° les chiffres exacts d'installation de médecins étrangers en France; 2° les chiffres exacts des demandes en instance, et s'il est exact que ces chiffres approchent déjà de trois cents; 3° les lieux d'installation de ces médecins; 4° les nationalités des candidats et le niveau de leurs études; 5° s'il n'apparaît nécessaire d'exiger, le cas échéant, par révision d'un texte signé à la légère, que le niveau

des études suivies à l'étranger soient de même niveau que les études en France et que d'autres précautions soient prises pour éviter un malaise inutile et sans doute néfaste, provenant d'un excès dans l'application du texte.

Médecins étrangers (droit d'établissement).

2892. — 10 juin 1978. — M. Michel Debré signale à M. le ministre des affaires étrangères le phénomène prévisible de la venue constante et régulière de médecins étrangers en France à la suite de la décision relative au libre établissement des médecins dans la Communauté européenne; qu'alors que des installations de médecins dans les autres pays de la Communauté sont rares et se heurtent à des difficultés de toute nature, il n'en est pas de même en France où le flux des candidats s'amplifie chaque mois; que les conditions pour les études médicales étant souvent plus faciles à l'étranger qu'en France, les efforts des facultés de médecine et des conseils de l'ordre pour la qualité des études se trouvent gravement atteints; lui demande s'il n'estime pas nécessaire: 1° de revoir le texte sur le droit d'établissement des médecins; 2° d'arrêter sans tarder les négociations en cours sur les autres applications du droit d'établissement qui risquent d'apporter d'aussi graves inconvénients; 3° d'organiser un débat parlementaire afin de faire connaître tant à l'Assemblée nationale qu'au Sénat les orientations de notre diplomatie en ce domaine grave.

Postes (franchise postale : relation entre les particuliers et les services fiscaux).

2894. — 10 juin 1978. — M. Gabriel Kasperelt appelle l'attention de M. le ministre du budget sur l'intérêt qui s'attacherait à conférer la franchise postale aux contribuables pour l'envoi de la déclaration d'impôts aux services fiscaux. En effet, si la franchise postale est réservée, selon les dispositions de l'article D. 58 du code des P. T. T., à la correspondance exclusivement relative au service de l'Etat, échangée entre fonctionnaires chefs d'un service d'une administration de l'Etat et s'il résulte de ces dispositions que les relations entre particuliers et fonctionnaires sont exclues du bénéfice de cette facilité, il apparaît cependant que les dispositions du code des P. T. T. permettent la franchise postale pour les relations entre les particuliers et la sécurité sociale, ainsi que pour les relations entre l'administration fiscale et les particuliers, notamment lors de l'envoi des avertissements. M. Gabriel Kasperelt demande à M. le ministre du budget s'il ne serait pas possible d'appliquer ces dispositions aux relations entre les particuliers et les services fiscaux.

Enfance inadaptée (institut national de jeunes sourds de Metz [Moselle]).

2897. — 10 juin 1978. — M. Jean-Louis Masson expose à Mme le ministre de la santé et de la famille que l'institut national de jeunes sourds de Metz est en cours de reconstruction et que la rentrée 1979-1980 doit s'effectuer dans les nouveaux locaux ce qui est évidemment une grande satisfaction pour tous. Toutefois, pour que le démarrage du nouvel établissement soit en tous points réussi, il est nécessaire que pour la rentrée prochaine interviennent les créations de postes indispensables pour satisfaire les besoins actuels qui ne le sont pas et les besoins futurs. Les associations de parents d'élèves, les organisations syndicales qui représentent le personnel se sont mises d'accord pour chiffrer ces besoins. Ceci comprend la création de cinq postes de professeurs d'enseignement général, ces postes se décomposant en: deux postes dans le cadre des besoins actuels (pour assurer les divers remplacements), et trois postes correspondant à une augmentation probable des effectifs, la capacité du nouvel Institut devant vraisemblablement passer de 120 à 180 élèves. De même, dix emplois d'éducateurs devraient être créés: six pour combler les besoins actuels et quatre pour faire face à l'augmentation des effectifs. De plus, trois emplois de professeurs techniques seraient à mettre en place à raison d'un pour l'enseignement de l'économie familiale et sociale, et de deux pour permettre l'ouverture des deux nouveaux ateliers prévus (tapisserie et peinture). Actuellement et faute d'un poste de professeur de dessin d'art, les enfants ne peuvent bénéficier de leçons de dessin ce qui est extrêmement regrettable. Il apparaît donc nécessaire que soit créé un tel poste. Il serait également souhaitable que quatre postes de surveillance au pair soient créés ainsi qu'un poste d'archiviste documentaliste. Dans l'établissement ancien, il n'existe aucun poste de technicien, or ce poste est nécessaire aussi bien pour assurer la recherche que l'entretien de l'appareillage de prothèse collectif ou individuel. Très souvent, les enfants ne peuvent bénéficier de toute l'aide auditive faute d'un réparateur sur place. Un poste de rééducateur psycho-motricité qui n'existe pas, serait utile à bon nombre de ces enfants. Enfin s'agissant des services généraux, cinq postes seraient à créer ainsi qu'un poste de veilleur de nuit.

M. Jean-Louis Masson demande à Mme le ministre de la santé et de la famille de bien vouloir lui indiquer les créations de postes prévues pour la rentrée prochaine et pour la rentrée 1979-1980 à l'Institut national de jeunes sourds de Metz.

Enseignement

(centres départementaux de documentation pédagogique).

2899. — 10 juin 1978. — M. Jean-Louis Masson rappelle à M. le ministre de l'éducation que les centres départementaux de documentation pédagogique ne sont, en général, pas aidés par l'Etat et que leur fonctionnement est, le plus souvent, supporté par les départements. En Moselle, l'association départementale de documentation pédagogique fait office de centre départemental et ses activités sont tout aussi utiles pour la collectivité que celles du centre régional de documentation pédagogique de Nancy qui, lui, est subventionné par l'Etat. M. Masson demande donc à M. le ministre de l'éducation s'il ne serait pas possible d'aligner le régime financier des centres départementaux sur celui des centres régionaux.

Impôt sur le revenu (bénéfices non commerciaux : centres agréés).

2901. — 10 juin 1978. — M. Henri de Gastines attire l'attention de M. le ministre du budget sur les inconvénients qui résultent, pour les membres des professions libérales souhaitant adhérer aux associations agréées leur permettant de bénéficier d'un abattement sur leur revenu imposable, de la fixation des chiffres limites en montants de recette brutes et non en résultats nets. En effet, à montant de recettes brutes égales, l'importance des charges de fonctionnement de chaque contribuable, ce qui aboutit à des inégalités de traitement injustifiées entre bénéficiaires de revenus de montant analogue. La fixation du critère d'adhésion d'après le montant du bénéfice imposable apparaîtrait donc plus équitable. Cette modification apparaît d'autant plus opportune que la première conception des centres de gestion agréés, destinés à fournir une assistance technique aux petits et moyens contribuables, semble aujourd'hui dépassée par le souci de progresser dans l'égalité fiscale. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir lui indiquer quelles mesures il compte proposer au Parlement afin d'élargir la possibilité, pour les contribuables, d'adhérer aux centres de gestion agréés ou aux associations agréées.

Produits alimentaires (dates de péremption).

2902. — 10 juin 1978. — M. Louis Donnadieu demande à M. le ministre de l'économie s'il ne peut pas dans un souci de clarté obliger les fabricants à mettre en termes clairs et directement lisibles, les dates de péremption de certains objets de consommation par exemple les conserves alimentaires. En effet, les chiffres codés affichés ou collés sur les boîtes ne sont utilisables que par une minorité d'initiés. La qualité des produits devrait gagner à des indications lisibles pour tous.

Rentes viagères (revalorisation).

2905. — 10 juin 1978. — M. Jean Foyer demande à M. le ministre de l'économie s'il n'estime pas urgent d'édicter des mesures en faveur de certaines personnes titulaires d'une rente viagère, non comprise dans le champ d'application des lois de revalorisation du 24 mai 1951 et du 11 juillet 1957 et dont le montant n'a pas été revalorisé depuis trente ans. Il lui cite, en particulier, le cas de la veuve d'un exploitant agricole décédé à la suite d'un accident du travail survenu en 1949 et qui avait contracté « une assurance individuelle agricole » garantissant à diverses personnes, et en particulier à ses ayants-droits, des indemnités équivalentes à celles prévues par la loi du 15 décembre 1922. La compagnie d'assurances verse depuis 1949 à ladite veuve une rente viagère dont le montant n'a pas été revalorisé depuis cette date, ni au titre des majorations prévues par la législation spéciale des accidents du travail — faute d'une adhésion expresse du titulaire — ni au titre des lois de 1951 et 1957 qui n'ont pas prévu l'application des majorations aux rentes viagères servies en exécution d'un contrat d'assurance individuel contre les accidents. Il lui signale que la rente perçue par cette personne demeure, en 1977, fixée à un montant inférieur à vingt francs par trimestre. Il lui demande donc instamment de mettre à l'étude les mesures qui s'imposent afin de revenir sur les exclusions édictées par les lois de 1951 et 1957 (cf. *Journal officiel*, débats Conseil de la République, 11 mai 1951, p. 1582 et 1583, et *Journal officiel*, Débats Assemblée nationale, 9 mars 1957, p. 1396). Le coût de ces mesures semble par ailleurs minime eu égard au petit nombre de personnes qui seraient susceptibles d'en bénéficier.

Rentes viagères (revalorisation).

2906. — 10 juin 1978. — M. Jean Foyer attire l'attention de M. le ministre de l'économie sur le cas d'une personne de nationalité française, bénéficiaire d'une rente annuelle et viagère qui lui a été allouée, en application de la loi du 9 avril 1898, à la suite de l'accident mortel du travail survenu à son époux, également de nationalité française, en février 1963, alors qu'il travaillait en Algérie pour le compte d'une société française. Il lui indique que cette rente n'a pas été revalorisée depuis 1963, alors qu'elle aurait fait l'objet de majorations régulières si l'accident avait eu lieu quelques mois plus tôt, avant l'indépendance de l'Algérie; en effet, d'une part, la caisse des dépôts et consignations n'assure pas les majorations de ces rentes, l'accident étant survenu en territoire étranger et, d'autre part, la législation algérienne ne comporte pas, semble-t-il, de dispositions permettant leur revalorisation. Il lui demande s'il ne pourrait envisager d'édicter des mesures spéciales destinées à apporter à des situations particulièrement dignes d'intérêt une solution conforme à l'équité.

Impôt sur le revenu (charges déductibles : frais de déplacement).

2907. — 10 juin 1978. — M. René de Branche expose à M. le ministre du budget que les stations climatiques, et en particulier les villes d'eau, recrutent du personnel saisonnier, que ceux qui s'engagent ainsi ont souvent de grandes distances à parcourir pour rejoindre leur poste de travail et ne peuvent pas changer de domicile, même temporairement; c'est le cas pour les hommes mariés, a fortiori pères de famille, et plus encore pour les femmes mariées. Il lui demande s'il n'estimerait pas équitable que, lorsqu'un conjoint doit se déplacer à plus de 15 kilomètres pour se rendre à son travail et qu'il ne dispose pas de moyens collectifs de transport, il puisse déduire, au point de vue fiscal, de ses salaires annuels le montant de ses frais de déplacement et, dans l'affirmative, quelles mesures il entend prendre dans ce sens.

Ministère de la justice (vacataires).

2909. — 10 juin 1978. — M. Claude Evin attire l'attention de M. le ministre de la justice sur la situation de 1 100 vacataires recrutés dans le cadre du pacte national pour l'emploi. A une époque où le bon fonctionnement de la justice est déjà perturbé par la pénurie de personnel, la suppression de 600 emplois à court terme, et de 1 100 à moyen terme, c'est-à-dire au 1^{er} janvier 1979, est catastrophique compte tenu de la situation actuelle dans les juridictions. Le départ de centaines de vacataires paralysera nécessairement le travail des services et cela au détriment des justiciables. D'autre part, en les licençant, la chancellerie portera la responsabilité de la situation très difficile dans laquelle se trouveront ces vacataires. En effet, il s'agit souvent de jeunes femmes formées au travail très spécialisé des greffes qui se trouveront sans emploi avec une qualification inutilisable et parfois sans réelle indemnisation du chômage. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre afin de résoudre au mieux les difficultés qui se trouvent posées aux juridictions pour assumer le travail qui leur est confié.

Commerce de détail (seuils des surfaces de vente).

2910. — 10 juin 1978. — M. Michel Crépeau expose à M. le ministre du commerce et de l'artisanat que la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat ne module pas suffisamment les seuils des surfaces de vente soumises à l'autorisation des commissions départementales d'urbanisme commercial. Ainsi la loi Royer ne tient pas compte de l'importance des agglomérations et de la fragilité de l'économie rurale. Il demande à M. le ministre du commerce et de l'artisanat s'il n'envisage pas, donc, d'assurer cette modulation pour maintenir le commerce rural.

Sports (sport de compétition).

2911. — 10 juin 1978. — M. Pierre-Bernard Cousté rappelle à M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs que, lors de son audition par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, le 5 octobre 1977, il s'est attaché à défendre le sport français de compétition, auquel il entend redonner un esprit combatif. La cause du sport de haute compétition, a-t-il affirmé — ainsi qu'en fait foi le communiqué n° 39 de la commission — mérite d'être défendue, parce qu'il existe un lien étroit entre les victoires de quelques champions et la pratique sportive des jeunes. Parce que, le sport étant un élément d'une mystique collective, nos nombreuses défaites sportives démoralisent l'opinion plus gravement

qu'on ne l'imagine ». Il lui demande s'il existe sur cette dévalorisation de l'opinion dont il a fait état devant la commission des études objectives et précises permettant de mesurer sa portée et sa profondeur.

Caisse de sécurité sociale (administrateurs).

2918. — 10 juin 1978. — **M. Pierre-Bernard Cousté** attire l'attention de **M. le ministre du travail** et de la participation sur les perturbations entraînées dans le fonctionnement des entreprises de petite dimension par les absences fréquentes auxquelles peuvent être contraints les employés exerçant les fonctions d'administrateur de caisse de sécurité sociale. Il lui demande par conséquent s'il ne pourrait être envisagé d'indemniser les employeurs du préjudice subi.

Commerce extérieur (exportations).

2920. — 10 juin 1978. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre du commerce extérieur** si, faisant suite à la réponse récente qu'il a bien voulu donner, concernant le développement de l'opération « nouveaux exportateurs », il pourrait faire le point du suivi de cette opération dans les différents pays d'exportation qui ont été prospectés. Pourrait-il notamment préciser combien de tentatives d'exportation ont véritablement été concrétisées par des ventes françaises à l'étranger. Peut-il donner à cet égard une idée de l'importance de ces ventes et des promesses qu'elles comportent. Peut-il notamment, d'un point de vue général, préciser si ses services sont satisfaits ou non des résultats jusqu'alors obtenus.

Ordre public (enlèvements).

2921. — 10 juin 1978. — **M. Pierre-Bernard Cousté**, ayant bien noté que le conseil des ministres du 1^{er} février avait étudié l'ensemble des mesures déjà prises à la suite du rapport sur la violence rédigé par le Garde des Sceaux, et envisagé des mesures nouvelles, demande à **M. le ministre de la justice** ce qu'il compte faire à la suite de l'enlèvement du juge Daix à Lyon. **M. Cousté**, constatant en effet l'émotion profonde qui s'est emparée des Lyonnais et des habitants de la région, demande au Gouvernement si, dans le cas d'enlèvements de personnes privées ou exerçant des fonctions publiques, des mesures nouvelles et spécifiques ne doivent pas être prises tant au niveau des moyens dont dispose la police urbaine qu'au niveau des moyens en équipements et matériels. Il lui demande en outre si, pour des cas particulièrement graves comme ceux rapportés ci-dessus ou ceux n'ayant pas encore reçu de sanctions, comme l'enlèvement de jeunes enfants ou l'assassinat d'un juge, événement qui a profondément ému l'opinion publique lyonnaise, il ne serait pas envisagé la création de juridictions spéciales. Il lui demande enfin dans sa réponse de faire le point de l'ensemble des actions et résultats obtenus sur le territoire national dans la lutte contre le terrorisme conduite tant par le ministre de l'intérieur que par ses services de manière à rassurer la population française.

Enseignement supérieur (lecteurs de langues étrangères).

2924. — 14 juin 1978. — **M. Guy Cabanel** demande à **Mme le ministre des universités** de bien vouloir lui préciser les conditions dans lesquelles les lecteurs de langues étrangères des établissements d'enseignement supérieur sont mis à la disposition des unités d'enseignement et de recherche (U. E. R.) en application de la circulaire SEU - SPET I n° 76-U-136 du 19 novembre 1976 et de lui faire savoir si la modification ou la suppression de leur emploi peut s'effectuer sans l'accord des enseignants de la langue considérée.

Calamités (Sarthe).

2928. — 14 juin 1978. — **M. Bertrand de Maigret** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les dispositions à prendre d'urgence pour venir au secours des personnes sinistrées durant les premiers jours de juin, à la suite de très violents orages qui se sont abattus sur le Sud de la Sarthe, et particulièrement sur le canton d'Écommoy. Les chutes de pluie et de grêle ont provoqué des inondations brutales et dans certaines maisons l'eau s'est engouffrée dans les caves et garages, montant parfois jusqu'à mi-hauteur des salles en rez-de-chaussée. Le matériel électrique, les meubles, les automobiles ont été gravement endommagés et nombre de familles modestes n'ont pas les moyens de racheter, voire de faire réparer les biens atteints par l'eau. Il lui demande donc s'il peut d'urgence organiser la solidarité nationale et mettre à la disposition des victimes de ce sinistre des sommes prélevées sur le fonds d'aide aux calamités ainsi que toute somme d'aide permettant d'indemniser les dommages subis.

Aides ménagères (fonctionnement de l'aide à domicile).

2930. — 14 juin 1978. — **M. Bertrand de Maigret** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur trois dispositions qui pourraient être prises pour améliorer l'aide ménagère à domicile. En premier lieu, il faudrait remédier aux disparités flagrantes entre les divers régimes de retraites qui proposent des prises en charge très différentes. C'est ainsi que deux personnes remplissant par ailleurs les mêmes conditions de nombre d'années de travail validées, d'âge et de ressources ne bénéficient pas forcément des mêmes prestations. En second lieu, il faut relever que les organismes conventionnés qui se chargent de l'administration et de la gestion de ce service social se voient réclamer l'intégralité des charges sociales mises au compte de l'employeur, ainsi que l'acquiescement de la taxe sur les salaires versés, alors que la plupart des personnes bénéficiant de l'aide ménagère à domicile remplissent individuellement les conditions d'exonération desdites charges et taxes. Ces exonérations devraient être répercutées au bénéfice de ces organismes conventionnés. Enfin, les heures d'aide ménagère prises en charge au titre de l'aide sociale font l'objet d'un remboursement calculé en pourcentage du S.M.I.G. (salaire minimum interprofessionnel garanti), indice qui demeure sensiblement inférieur au S.M.I.C. (salaire minimum interprofessionnel de croissance). Or le S.M.I.C. sert de base aux rétributions effectives perçues par les aides ménagères. Il en résulte donc une cause de déficit permanent pour les organismes conventionnés. Dans le cas particulier de la Sarthe, ce déficit est couvert par des financements départementaux. La logique et la justice voudraient que la base légale de ces remboursements soit le S.M.I.C. et non plus le S.M.I.G. Il lui demande quelles mesures elle envisage de prendre pour répondre aux préoccupations exprimées dans la présente question.

Logement (familles nombreuses).

2932. — 14 juin 1978. — **M. Jean Briane** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la situation des familles nombreuses habitant dans un logement trop petit et qui ne peuvent en obtenir un plus grand en raison de l'insuffisance de leurs revenus. Dans de tels cas, il semble que l'aide sociale à l'enfance ne connaisse d'autre solution que le placement des enfants, ce qui aboutit à l'éclatement du foyer. Il lui demande si, compte tenu du fait que le placement des enfants coûte finalement plus cher à la collectivité que le loyer que de telles familles ne peuvent payer, ses services ne disposent pas de la possibilité de régler de tels cas dans le sens d'un maintien de la présence des enfants au foyer et, dans le cas contraire, s'il ne serait pas nécessaire d'envisager des dispositions législatives ou réglementaires permettant l'intervention de solutions humainement et socialement meilleures.

Assurances maladie-maternité (commerçants et artisans).

2934. — 14 juin 1978. — **M. Vincent Ansquer** appelle l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur les modalités et le calendrier de mise en œuvre des dispositions de la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat. Il lui demande, en insistant sur la nécessité d'une application rapide, dans quels délais pourront intervenir l'exonération totale de la cotisation d'assurance maladie au bénéfice de l'ensemble des retraités et l'alignement intégral du régime de protection sociale des non-salariés du commerce et de l'artisanat sur le régime général, notamment en ce qui concerne le taux de remboursement des dépenses de santé. Il souhaite également que les mesures ponctuelles suivantes fassent l'objet d'une étude attentive de la part de son administration, en liaison avec les autres ministères intéressés : remboursement à des taux raisonnables du coût des prothèses dentaires et des lunettes ; révision du calcul du « rattrapage » permettant une parité avec le régime général pour les retraites liquidées antérieurement à 1973 ; attribution d'un titre de transport annuel, à tarif réduit, sur le réseau de la S.N.C.F., pour les commerçants et artisans retraités, et ce, par alignement sur les avantages consentis aux retraités du régime général ; amélioration des conditions d'abonnement au téléphone au bénéfice des allocataires du fonds national de solidarité ; coordination des efforts entrepris et poursuivis en faveur des personnes âgées, qui pourrait déboucher sur la création d'un secrétariat d'Etat chargé spécifiquement des problèmes du troisième âge.

Droits d'enregistrement (donations).

2936. — 14 juin 1978. — **M. Daniel Goulet** expose à **M. le ministre du budget** le problème suivant : Monsieur et Madame G... font donation à titre de partage anticipé, au sens des articles 1075 et suivants du code civil, à leurs enfants, de la nue-propriété de divers biens immobiliers, à charge pour certains donataires copar-

l'ageants d'incorporer des donations antérieures et notamment un don manuel d'une somme d'argent fait conjointement par les donateurs à Madame T..., leur fille, figurant au nombre des copartageants, somme utilisée par celle-ci à l'acquisition d'un appartement. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer le mode de perception des droits d'enregistrement applicable au rapport d'un don manuel, ayant fait l'objet d'un emploi, en vertu de l'article 1078-1 du code civil, en égard à l'article 767 du code général des impôts et de la règle selon laquelle une opération juridique ne peut être taxée deux fois. L'administration peut-elle percevoir à la fois les droits de mutation et le droit de partage.

Assurances vieillesse (compagnie auxiliaire de transports au Maroc).

2937. — 14 juin 1978. — **M. Yves Guéna** expose à **Mme le ministre de la santé et de la famille** que les transports militaires ont été effectués en totalité au Maroc entre 1921 et 1961, date du départ définitif des troupes françaises de ce pays, par une entreprise civile qui s'est d'abord appelée les Transports Mazères, puis est devenue la Compagnie Africaine de Transports (C.A.T.) et enfin la Compagnie auxiliaire de transports au Maroc (C.T.M.), appartenant au domaine privé des chemins de fer marocains dont par la suite elle a constitué le département marchandises. En 1974 un statut de retraite a été mis en vigueur pour le personnel. Après la proclamation de l'indépendance du Maroc, la C.T.M. a continué à effectuer des transports au profit des troupes françaises et, pendant un certain temps, des troupes marocaines. Les agents de la C.T.M. ont constitué en 1962 une association amicale des retraités qui groupe la majeure partie de ceux-ci et qui compte actuellement 70 membres (41 retraités et 29 veuves de retraités). Une vingtaine de retraités n'appartiennent pas à l'association. En 1965, la direction française de la C.T.M. est remplacée en totalité par une direction marocaine. Les retraites servies par la C.T.M. ne comportent aucune garantie et sont actuellement réglées aux intéressés résidant en France avec à chaque trimestre un retard de plus en plus grand. Ainsi, le règlement du deuxième trimestre 1977 n'a été effectué que le 1^{er} octobre de la même année. Ce retard est dû en grande partie à l'office national des changes qui tarde à donner l'autorisation de transfert des fonds nécessaires au règlement des pensions. En 1966, la nouvelle direction marocaine a modifié unilatéralement le statut de la caisse des retraites et a diminué de 8 à 12 p. 100 le montant des pensions suivant leur importance. Depuis cette époque aucune revalorisation de retraite n'a été effectuée bien que le nouveau règlement comporte une telle clause. Pour les raisons qui viennent d'être exposées les retraités concernés qui sont peu nombreux, qui sont des personnes aux ressources modestes vivent dans l'angoisse. L'association qui regroupe les intéressés formule trois demandes : 1^o la prise en charge des retraités français par une caisse de retraite française, comme il a été procédé pour les Phosphates d'Algérie pris en compte par la caisse des exploitants miniers, c'est-à-dire, par absorption de la caisse C.T.M. par la caisse nationale des transporteurs routiers, par exemple ; ou bien de la S.N.C.F., la C.T.M. étant, avant l'indépendance, le domaine privé des chemins de fer marocains. Il existe également la caisse professionnelle marocaine de retraite (C.I.M.R.) qui semblerait toute indiquée, avec laquelle d'ailleurs l'ancienne direction C.T.M. avait entamé en 1962 des pourparlers qui n'ont pas abouti ; 2^o la prise en charge, par la caisse qui serait désignée, de la revalorisation des retraites depuis 1965, ainsi que le rappel de leur diminution allant de 8 à 12 p. 100 comme il est mentionné ci-dessus ; 3^o l'attribution aux retraités du Maroc, bénéficiaires, par rachat, de l'assurance vieillesse, de la retraite complémentaire gratuite prévue par la généralisation de cette retraite en France, attribution qui a été accordée aux travailleurs salariés retraités d'Algérie ainsi qu'à ceux de la C.I.M.R. Ces retraités ont contribué à l'accomplissement d'un marché avec le ministère de la guerre qui a duré pendant quarante ans. Ils se sont, au milieu de graves dangers, comportés comme des agents de l'Etat français puisqu'ils ont remplacé un personnel militaire qui ne pouvait assurer le même service. Il lui demande de bien vouloir faire procéder à une étude complète de ce problème afin de retenir les suggestions présentées en ce domaine par l'association des retraités de la C.T.M.

Impôt sur le revenu (charges déductibles : déficits agricoles).

2938. — 14 juin 1978. — **M. Francis Hardy** demande à **M. le ministre du budget** dans quelles conditions, en cas de cession ou de cessation d'une exploitation agricole, les déficits provenant de ladite exploitation et non compensés par les plus-values d'actif peuvent être déduits du revenu global d'un contribuable qui dispose, par ailleurs, de revenus provenant de l'exercice d'une profession non commerciale et d'un montant annuel supérieur à 40 000 F. Il souhaiterait savoir si le régime d'exception entraînant la non-déduction

des déficits agricoles des revenus annuels, lorsque ceux-ci excèdent 40 000 F, risque de trouver une application qui se révélerait abusive, en cas de cession ou de cessation de l'exploitation agricole, dès lors que, par suite de ces circonstances, il y a disparition totale de l'exploitation et que, de ce fait, il en résulte une impossibilité totale de compenser les déficits encore reportables avec un bénéfice éventuel d'exploitation.

Instituteurs (titularisation des auxiliaires).

2939. — 14 juin 1978. — **M. Francis Hardy** demande à **M. le ministre de l'éducation** s'il envisage de titulariser les maîtres auxiliaires confirmés, ayant de l'ancienneté et des qualités pédagogiques certaines reconnues par le corps de l'inspection générale, comme il titularise en qualité de P. E. G. C. les instituteurs non titrés.

Imposition des plus-values (fonds de commerce).

2943. — 14 juin 1978. — **M. Claude Martin** demande à **M. le ministre du budget** de lui faire connaître les modalités de détermination de la plus-value à long terme devant intervenir à l'occasion de la vente d'un fonds de commerce en 1978, lequel a connu les phases successives suivantes : en 1946, création d'une S.A.R.L. entre M. X... et M. Y... en vue de l'achat et de l'exploitation d'un fonds de boulangerie ; en 1957, transformation de la S.A.R.L. en société en nom collectif (S.N.C.) ; en 1962, mise en gérance de l'exploitation du fonds par la S.N.C. à M. Y... ; en 1978, vente du fonds. Il souhaite savoir dans quelles conditions la plus-value devant être supportée par M. X... doit être évaluée. Il semble que cette évaluation doive se rapporter à l'une des quatre hypothèses suivantes : 1^o du fait que les régimes forfaitaires ne sont pas laxables à la plus-value, montant de celle-ci correspondant à la différence entre le prix de vente et le dernier forfait ; 2^o si la transformation de la S.A.R.L. en S.N.C. peut être considérée comme un changement de propriétaire, plus-value correspondant à la différence entre le prix de vente et la valeur du fonds en 1957 ; 3^o plus-value correspondant à la différence entre le prix de vente et la valeur du fonds à la date de la mise en gérance (1962) ; 4^o plus-value correspondant à la différence entre le prix de vente et le prix d'achat en 1946.

Droits d'enregistrement (abattement de 20 000 francs).

2944. — 14 juin 1978. — **M. Pierre Messmer** expose à **M. le ministre du budget** qu'il résulte de sa réponse à la question écrite n^o 16192 de M. Valbrun, parue au *Journal officiel* n^o 73, Assemblée nationale, du 6 septembre 1975, page 5966, que l'article 4-IV de la loi n^o 72-650 du 11 juillet 1972, qui institue pour le calcul des droits de mutation à titre onéreux un abattement de 20 000 francs, lorsque l'assiette du droit n'exécède pas 50 000 francs, ne s'applique pas aux apports de fonds de commerce faits à une personne morale passible de l'impôt sur les sociétés par une personne non passible de cet impôt, au motif que le droit visé par cette loi est le droit de 13,80 p. 100 applicable aux cessions de fonds de commerce, et non pas le droit spécial de mutation de 8,60 p. 100 applicable aux apports à titre pur et simple. Il rappelle que les apports à titre onéreux sont soumis aux droits communs des ventes (art. 719 du code général des impôts, soit 13,80 p. 100). En conséquence, il lui demande : 1^o confirmation de l'application de l'abattement aux apports à titre onéreux faits à une personne morale dès lors que l'assiette du droit est inférieure à 50 000 francs ; 2^o confirmation, dans l'hypothèse d'un apport mixte (partie à titre pur et simple, partie à titre onéreux) que l'abattement s'applique également sur la partie à titre onéreux et demande comment doit se faire le calcul des droits dans cette dernière hypothèse.

Emploi (Rhône-Alpes).

2945. — 14 juin 1978. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre du travail et de la participation** quel est le pourcentage au 1^{er} février 1978 de travailleurs privés d'emploi dans la région Rhône-Alpes par rapport à la population active totale, quel est le nombre de travailleurs bénéficiant de la garantie de ressources à 90 p. 100 sur ce chiffre total de chômeurs ou de demandeurs d'emploi. De plus, il aimerait savoir quelle est la proportion de femmes dans ces deux résultats et de jeunes de moins de vingt-cinq ans.

Constructions navales (commandes passées à des chantiers navals étrangers).

2948. — 14 juin 1978. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre de l'économie** s'il est exact qu'alors que les chantiers navals français sont malheureusement dépourvus de plans de charge, des commandes importantes de navires de tonnage moyen ont été

passées, et sont en cours de livraison ou d'exécution, à des chantiers navals japonais. Pourrait-il notamment, en outre, préciser si ces commandes ont été passées à l'étranger en vue de bénéficier de l'application des mesures décidées par le Parlement à la demande du Gouvernement et tendant à une réduction des charges fiscales (incitation à l'investissement).

Intéressement des travailleurs (statistiques de 1975).

2949. — 14 juin 1978. — **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre du travail et de la participation** de bien vouloir préciser, pour l'année 1975, le montant des sommes versées aux salariés au titre de la participation aux fruits de l'expansion des entreprises. Il demande au Gouvernement s'il ne lui paraîtrait pas souhaitable d'organiser une sorte de concours entre les entreprises dans ce domaine afin de décerner un « oscar » de l'intéressement.

Régie Renault (prise de participation).

2950. — 14 juin 1978. — D'après les informations qui circulent et dont **M. Cousté** demande que le Gouvernement précise exactement le sens, les prises de participation de la Régie Renault n'appartenant pas au secteur automobile devront être soumises à l'approbation conjointe du ministère de l'Industrie et du ministère de l'Économie. **M. Pierre-Bernard Cousté** demande à **M. le ministre de l'Industrie** de lui préciser, depuis la création de la Régie Renault, quelles sont les prises de participation de celle-ci dans le secteur de l'automobile et les autres secteurs qui ont été réalisées. Il lui demande de lui indiquer, dans sa réponse, les dates, les montants et le nom des entreprises en soulignant les chiffres d'affaires et l'importance des personnels.

Impôts (adhérents des centres de gestion).

2951. — 14 juin 1978. — **M. Emile Koehl** expose à **M. le ministre du budget** que l'article 18 du décret n° 75-911 du 6 octobre 1975 prévoit la délivrance d'une attestation aux seuls adhérents des centres de gestion visés à l'article I-III de la loi n° 75-1114 du 27 décembre 1974, cette attestation devant indiquer la date d'adhésion au centre et, le cas échéant, la date à laquelle est intervenue la perte de la qualité d'adhérent. Or, l'annexe VII de l'instruction du 6 février 1976 émanant de la direction générale des impôts (réf. 5 J-1-76 n° 32 du 16 février 1976) modifie ladite attestation en ajoutant la mention du chiffre d'affaires réalisé au cours de l'exercice. Il lui demande donc si l'instruction du 6 février 1976 de la direction générale des impôts implique une modification du décret du 6 octobre 1975 et dans quelle mesure l'administration est en droit de refuser l'avantage de l'abattement des 20 p. 100 du bénéfice imposable, au motif que l'indication du montant du chiffre d'affaires n'est pas portée sur l'attestation et que celle-ci, tout en respectant les exigences de l'article 18 du décret du 6 octobre 1975, ne correspond pas à la présentation formelle de l'annexe VII de l'instruction de la D. G. I. en date du 6 février 1976.

Cadres

(demandeurs d'emploi âgés de plus de cinquante ans).

2952. — 14 juin 1978. — **M. André Petit** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la situation de nombreux cadres demandeurs d'emploi dans une forte proportion (17 p. 100 semble-t-il) ont plus de cinquante ans et qui se trouvent au chômage depuis deux ou trois ans, ayant épuisé leurs droits aux prestations d'assurance chômage. Les organismes auxquels ils peuvent s'adresser, l'A. N. P. E. cadres et l'A. P. E. C., n'ont pas les moyens de fournir à ces cadres l'emploi qu'ils recherchent étant donné que la plupart des entreprises ne veulent plus les employer après l'âge de cinquante ans. Il lui demande comment il envisage de résoudre le grave problème qui se trouve ainsi posé et s'il ne pense pas qu'il conviendrait d'envisager, d'une part, l'octroi d'un minimum garanti aux cadres demandeurs d'emploi, lorsqu'ils n'ont plus droit à l'allocation servie par les A. S. S. E. D. I. C., ce minimum devant atteindre 120 p. 100 du S. M. I. C., et, d'autre part, l'institution d'un système de préretraite pour tous les cadres demandeurs d'emploi entre cinquante-cinq et soixante ans.

Pensions de retraites civiles et militaires (paiement mensuel).

2954. — 14 juin 1978. — **M. Gilbert Gantier** expose à **M. le ministre de l'économie** que les pensions de l'État continuent à être payées par trimestrialité dans de nombreux départements et qu'il en résulte de graves inconvénients pour les retraités. Or, l'article 62 de la loi de finances pour 1975, qui a institué la mensualisation du paiement

des pensions considérées, avait prévu que cette opération serait progressivement étendue à l'ensemble du territoire. Il lui demande quelles mesures il compte prendre afin que la généralisation du paiement mensuel intervienne dans les meilleurs délais.

Départements d'outre-mer (chômeurs).

2956. — 14 juin 1978. — **M. Pierre Lagourgue** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la situation des salariés privés d'emploi dans les départements d'outre-mer. Contrairement aux salariés de la métropole, les salariés privés d'emploi dans les départements d'outre-mer ne peuvent prétendre à aucune indemnité de chômage; ceux qui sont âgés de plus de soixante ans ne bénéficient pas de la préretraite. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre afin que les salariés des D. O. M. bénéficient des mêmes garanties de ressources que les travailleurs privés d'emploi dans la métropole.

Réunion (Agence nationale pour l'emploi).

2958. — 14 juin 1978. — **M. Pierre Lagourgue** a entendu dire qu'une mission du ministère du travail et de la participation se rendrait à la Réunion dans les prochains jours pour enquêter sur les problèmes de l'emploi et de la formation professionnelle ainsi que sur les moyens à mettre en œuvre pour la structuration de l'agence locale de l'A. N. P. E. Il se permet, à cette occasion, d'insister auprès du **ministre du travail et de la participation** pour que les postes nécessaires au bon fonctionnement de cette agence soient créés. Étant donné que l'assemblée départementale a recruté des « correspondants locaux » de la main-d'œuvre pour pallier l'insuffisance en personnel de l'A. N. P. E., que ces personnes ont donné toute satisfaction et ont même fait preuve de beaucoup de courage — car les relations avec les demandeurs d'emplois ne sont pas faciles, étant donné la quasi-impossibilité de leur offrir du travail — il demande à **M. le ministre** que ce personnel soit transféré en priorité à l'A. N. P. E., dans le cadre de la création de postes qui nécessitera vraisemblablement un fonctionnement de cette agence.

Pensions de retraites civiles et militaires (centres régionaux de pensions).

2961. — 14 juin 1978. — **M. Alain Hautecœur** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le problème de la mise en place des centres régionaux des pensions et plus particulièrement sur celui de Toulon. La loi n° 74-1129 du 30 janvier 1974 avait admis le principe du paiement mensuel des pensions acquises à titre définitif comme le réclament depuis longtemps les associations de retraités. A ce jour, seuls sept centres régionaux qui regroupent trente départements ont été mis en place et fonctionnent bien qu'il y ait trois ans que la loi ait été promulguée. Il lui rappelle que le centre régional de Toulon auquel sont rattachés les départements du Var, des Alpes-Maritimes, des Alpes-de-Haute-Provence et des Hautes-Alpes n'est toujours pas mis en place. Il lui demande en conséquence: 1° à quelle date le centre de Toulon sera-t-il mis en place; 2° quelles mesures il compte prendre pour que ce centre soit considéré comme prioritaire en tenant compte du fait que la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est celle où le nombre des pensions est le plus élevé.

Pensions de retraites civiles et militaires (paiement mensuel).

2962. — 14 juin 1978. — **M. Daniel Benoist** rappelle à **M. le ministre de l'économie** que la mise en place totale du dispositif permettant le paiement mensuel des pensions civiles et militaires est une des revendications les plus importantes des retraités. Les services de la Trésorerie générale de Dijon qui paient notamment les pensions de la Nièvre, sont techniquement prêts à réaliser le paiement mensuel. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre afin que la réalisation du paiement mensuel des pensions soit effectuée rapidement dans les services de paiement qui ne la pratiquent pas encore.

Taxe professionnelle (réforme).

2966. — 14 juin 1978. — **M. Jacques Santrot** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur le caractère urgent que revêt la réforme du régime actuel de la taxe professionnelle. Le régime provisoire pour cette année, qui découle de la loi du 17 juin 1977, a reconduit et aggrave les injustices du système issu de la loi du 24 juillet 1975. Il lui rappelle que lors de la séance du 10 mai 1977 à l'Assemblée nationale, il avait présenté son projet comme provisoire et demandé, selon ses propres termes, que les années

1977 et 1978 soient mises à profit pour juger les conséquences de cette réforme. En conséquence, il lui demande de lui indiquer quelles conclusions il tire de l'expérience passée et s'il envisage de présenter au Parlement, dans un proche avenir, un projet de réforme de la taxe professionnelle.

Impôt sur le revenu (bénéfices agricoles : forfaits).

2970. — 14 juin 1978. — **M. Maurice Andrieu** demande à **M. le ministre du budget** quelles mesures il compte prendre d'urgence pour rétablir une cohérence et une justice fiscale au niveau des forfaits concernant l'imposition du revenu sur les personnes physiques en agriculture. En effet, ce revenu est calculé à partir d'un bénéfice forfaitaire imposable à l'hectare déterminé théoriquement lors d'une réunion commune au niveau départemental : administratif et professionnel. Devant la commission nationale d'appel, l'administration centrale impose ses directives qui ne tiennent le plus souvent aucun compte de la situation particulière du département concerné. C'est ainsi que pour le département de la Haute-Garonne une augmentation de 40 francs à l'hectare a été proposée alors que de nombreuses calamités se sont abattues et que le revenu des exploitants de la Haute-Garonne a enregistré selon l'I.N.S.E.E. une baisse de 19 p. 100. Par ailleurs, aucune cohérence n'existe entre des terres d'un département limitrophe de bonne valeur agronomique et de nature identique. Il lui demande dès lors s'il n'estime pas nécessaire qu'une étude sérieuse soit faite d'urgence au niveau du département de la Haute-Garonne en concertation avec les représentants de la profession, pour que les agriculteurs de ce département ne soient pas imposés si injustement.

Assistants maternelles (Paris : agrément).

2974. — 14 juin 1978. — **M. Paul Quilès** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les conditions mises à l'agrément des assistantes maternelles. Il s'inquiète, en effet, de la façon fort différente, suivant les arrondissements de Paris, dont l'administration donne ou refuse dans des conditions non motivées, l'agrément aux assistantes maternelles. Cette absence de justification laisse planer des doutes sur la justice et l'impartialité des décisions prises. Ainsi, dans le 10^e arrondissement, les assistantes maternelles se sont vu désormais refuser le droit de garder plus de deux enfants, alors que jusqu'ici elles en gardaient officiellement cinq. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures elle compte prendre pour que soit réalisée une certaine harmonisation des décisions prises.

Enseignement supérieur (école nationale supérieure d'électrotechnique, d'électronique, d'informatique et d'hydraulique de Toulouse).

2975. — 14 juin 1978. — **M. Maurice Andrieu** demande à **Mme le ministre des universités** quelles mesures elle compte prendre pour remédier à la situation très difficile que traverse actuellement l'école nationale supérieure d'électrotechnique, d'électronique, d'informatique et d'hydraulique de Toulouse. En effet, l'allocation budgétaire est actuellement trop faible pour permettre un fonctionnement normal assurant une formation de bonne qualité des élèves ingénieurs. Cela ne pourra intervenir qu'avec un accroissement du nombre des personnels enseignants techniques et administratifs, et l'aboutissement indispensable d'un projet d'agrandissement des locaux. Il paraît enfin inutile de rappeler le rayonnement de cette école qui a succédé à l'institut d'électronique et de mécanique appliquée de l'université de Toulouse, qui était déjà parvenu à un développement d'un très haut niveau et qui fut, de 1907 à 1941, confié à un maître éminent, le professeur Camichel. Aujourd'hui, ce renom s'étend bien au-delà de nos frontières, tant par la réputation de ses diplômés dans les différentes filières que dans les actions de formation continue, sans omettre l'insertion très réussie de nombreux jeunes dans le monde du travail.

Habitations à loyer modéré (représentation des élus dans les conseils d'administration).

2977. — 14 juin 1978. — **M. Charles Piste** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur le problème du déséquilibre existant dans les conseils d'administration des offices publics d'H. L. M. entre les responsabilités et la représentation des élus, et la sous-représentation de ces derniers par rapport aux personnalités choisies par le préfet. Malgré l'entrée récente, réclamée depuis longtemps par les partis de gauche et les organisations syndicales, des usagers dans les conseils d'administration, le poids de la tutelle est encore trop lourd et la respon-

sabilité des élus n'est pas dotée des moyens nécessaires. C'est pourquoi il lui demande s'il prévoit de donner la parité de représentation entre ces catégories de membres afin de reconnaître l'importance de l'effort des collectivités locales et leur rôle éminent dans les offices publics d'H. L. M. et s'il compte mettre en place cette répartition avant la fin de l'année.

S. A. F. E. R. (Société d'aménagement foncier Aveyron-Lot-Tarn).

2979. — 14 juin 1978. — **M. Martin Malvy** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les difficultés que rencontrent les agriculteurs qui, ayant cherché à restructurer leurs exploitations, à les agrandir, à les moderniser par l'intermédiaire des S. A. F. E. R., se heurtent à l'impossibilité dans laquelle celles-ci se trouvent désormais de les aider dans leurs travaux de remise en valeur des terres. En 1976, la Société d'aménagement foncier Aveyron-Lot-Tarn s'était inquiétée de l'avenir de son activité « travaux ». Dans le courant de l'année 1977, cette inquiétude s'est traduite dans les faits puisque depuis lors la S. A. F. E. R. ne dispose plus d'aucune subvention pour réaliser des travaux chez ses attributaires. Il lui demande les mesures qu'il entend prendre pour permettre aux S. A. F. E. R. de renouer avec ces actions sans lesquelles, dans bien des cas, il est à craindre que des opérations pourtant indispensables ne soient purement et simplement abandonnées au préjudice de l'agriculture.

Viande (marché communautaire de la viande ovine).

2980. — 14 juin 1978. — **M. Martin Malvy** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que le 22 mai, la commission de la Communauté européenne rappelait à la France qu'en appliquant en matière d'importation de viande ovine, au-delà du 31 décembre 1977, les règles mises en place au moment de l'entrée de la Grande-Bretagne dans la C. E. E., elle manquait à ses obligations. Elle l'invitait à prendre des mesures dans le délai d'un mois, qui expire donc le 22 juin, ce qui laisse supposer que, cette date passée, les organisations professionnelles britanniques saisiront la cour de justice. Il lui rappelle que, répondant à une question orale de **M. Masquère** le 19 mai, trois jours avant cette mise en garde, il a indiqué qu'il convenait, pour régler le problème ovine, « d'explorer » les possibilités offertes par l'article 40, alinéa 2, du traité, lequel prévoit diverses formes pour les organisations communes de marché, et en particulier celle de la coordination obligatoire des organisations nationales. Or, ce même article 40 renvoie à l'article 39 qui indique que ces organisations doivent avoir comme objectif d'exclure toute discrimination entre producteurs et consommateurs de la Communauté, mais surtout de garantir le revenu des producteurs. En conséquence, il lui demande : 1^o comment il entend, pratiquement, garantir à long terme la stabilité pour les producteurs français, le Royaume Uni et la France ayant en la matière des perspectives opposées ; 2^o pourquoi le Gouvernement a rejeté jusqu'à maintenant l'hypothèse d'une déconsolidation du G. A. T. T. qui, accompagnée de l'acceptation de la poursuite de relations privilégiées entre le Royaume Uni et la Nouvelle-Zélande, semble aux professionnels français la seule solution économique et durable.

Parlement (intervention française en Afrique).

2984. — 14 juin 1978. — **M. Alain Vivien** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur l'inconstitutionnalité des décisions d'intervention militaire en Afrique prises par le Gouvernement depuis quelques mois. Il lui rappelle qu'un soutien logistique a été assuré aux troupes marocaines agissant au Shaba au mois d'avril 1977 et qu'un soutien de même nature a été apporté au Gouvernement du Tchad au mois de juillet 1977 en vertu d'accords de coopération militaire signés avec ces deux Etats en 1963 et en 1976. Or ces accords, non ratifiés à l'époque par le Parlement, ne pouvaient prendre effet qu'au terme de la procédure définie par l'article 53 de la Constitution. D'autre part, le soutien logistique accordé au Gouvernement du Tchad au mois de janvier 1977 en vertu des accords de coopération de 1976, ratifiés depuis, en a débordé largement le cadre et l'esprit. En effet, si l'article 16 de cet instrument diplomatique prévoit la possibilité d'un concours logistique de la République française aux forces armées tchadiennes, l'article 4 interdit de fait toute mission de ce type sur un terrain d'opération de guerre. Or le décès de deux aviateurs français à la fin du mois de janvier en mission logistique au-dessus de Faya prouve à l'évidence une interprétation abusive du texte de l'accord de coopération militaire. De surcroît, la décision récente d'intervention faite à la demande des autorités tchadiennes ainsi que l'engagement de plus de 100 soldats français lors de l'affaire d'Al, en mai, dépassent le cadre des accords signés et ratifiés. Cette décision aurait dû, en application de l'article 21 de la Constitution, être à tout le moins transmise au Parlement par le Premier

ministre. Enfin les déclarations du ministre des affaires étrangères, le 22 mai dernier, sur le rôle joué par un pays tiers dans la crise tchadienne permettent de penser que des soldats français pourraient, dans ce pays, se trouver aux prises avec des éléments étrangers et, donc, placer notre pays en situation de guerre sans que, une fois encore, le Parlement ait été saisi, comme le voudrait l'article 35 de la Constitution. Il souhaiterait donc savoir si le Gouvernement compte à l'avenir poursuivre une pratique qui, en matière de politique étrangère, dessaisit le Parlement de ses droits et, dans le cas contraire, lui demande quelles mesures il compte prendre afin de permettre aux représentants de la nation d'assurer comme il convient leur pouvoir de contrôle. En outre il souhaiterait également savoir si le non-respect de la procédure constitutionnelle en matière d'engagement militaire ne traduit pas implicitement l'existence d'engagements secrets entre le Gouvernement français et celui de la République du Tchad, engagements qui n'auraient pas été, à ce jour, portés à la connaissance du Parlement.

*Assistance publique
(indemnités versées aux parents nourriciers).*

2905. — 14 juin 1978. — **M. Alain Vivien** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur le fait que, depuis le début de l'année 1978, le montant des indemnités (salaires et entretien) versé par l'assistance publique pour chaque enfant à charge n'a pas augmenté par rapport à la hausse du coût de la vie. Il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour remédier à cet état de fait.

*Environnement et cadre de vie
(démembrement de la direction de l'architecture).*

2987. — 14 juin 1978. — **M. Dominique Taddei** demande à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** s'il est exact qu'il a l'intention de répartir les attributions actuellement exercées par la direction de l'architecture en matière de monuments historiques, protection des sites et création architecturale, entre plusieurs directions issues de l'ancien ministère de l'équipement et de laisser subsister la coupure intervenue en 1968 entre l'enseignement de l'architecture et la tutelle de la profession d'architecte. Il lui demande quels objectifs il pense atteindre ainsi et si un tel démembrement, intervenant après celui du service des monuments historiques actuellement rattaché à deux ministères différents, lui paraît réellement de nature à améliorer la qualité de l'architecture, de l'environnement et du cadre de vie. Il appelle enfin son attention sur le caractère dangereusement technocratique d'une telle décision, qui soumettrait la qualité architecturale à un corps de fonctionnaires techniciens et éloignerait un peu plus toute possibilité de démocratisation de l'élaboration du cadre bâti.

*Enseignement préscolaire
(école Varet-Saint-Charles, à Paris [15]).*

2989. — 14 juin 1978. — **M. Louis Mexandeau** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur l'incendie qui a anéanti un bâtiment préfabriqué de l'école maternelle Varet-Saint-Charles, dans le quinzième arrondissement de Paris. Ce bâtiment abritait provisoirement une classe de trente-cinq enfants ainsi que le réfectoire et la garderie pour l'ensemble des enfants de l'école. Il lui demande quelles mesures immédiates il entend prendre pour : 1° résoudre les problèmes de locaux pour la classe détruite, la cantine et la garderie ; 2° reconstruire en dur le bâtiment servant à cet effet ; 3° appliquer efficacement les mesures de sécurité concernant l'ensemble du groupe scolaire, les 29 mesures élémentaires de sécurité proposées par la sous-commission de sécurité du 15 mars 1974 n'ayant pas été exécutées en majeure partie.

Etudiants (étrangers).

2990. — 14 juin 1978. — **M. Hubert Dubedout** appelle l'attention de **Mme le ministre des universités** sur les mesures scandaleuses prises par le Gouvernement à l'encontre des étudiants étrangers. Ces mesures discriminatoires constituent une nouvelle atteinte au droit d'étudier ainsi qu'à celui de penser et d'avoir des opinions politiques de son choix en France. Les moyens mis en œuvre consistent en effet à compliquer considérablement les démarches à effectuer et à soumettre l'autorisation de séjour à des conditions arbitraires. Les objectifs du Gouvernement visent en fait à faire passer les candidats en France au crible de la sélection sociale (attestation de ressources) en écartant d'emblée les revenus modestes. Il dénonce le fait que l'obtention du visa pour les étrangers désireux de suivre en France des études supérieures est subordonné à la consultation systématique du fichier d'opposition. Ce procédé s'apparente au fichage policier. En outre, alors que tout étudiant français peut

s'inscrire sur dérogation quatre ou cinq fois en premier cycle, les étudiants étrangers n'auront droit qu'à trois inscriptions en D. E. U. G. éliminant ainsi toute possibilité de réorientation en premier cycle. Il lui demande, en conséquence quelles mesures immédiates elle entend prendre pour empêcher la mise en œuvre de ces mesures dont certaines sont en violation de la « déclaration des droits de l'homme » et, en tout état de cause, indignes du Gouvernement français.

Automobiles (travail manuel dans les garages).

2996. — 14 juin 1978. — **M. Jean Laurain** appelle l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur l'absence de revalorisation réelle du travail manuel dans la branche des métiers des garages. Alors que les pouvoirs publics ont favorisé le patronat des garages en lui accordant un relèvement substantiel des taux de facturation de la main-d'œuvre, ce qui se traduit par une charge accrue pour le consommateur, aucune contrepartie sérieuse n'est intervenue, lors de la réunion paritaire des garages le 22 mars dernier, en matière de revalorisation du travail des salariés concernés, qu'il s'agisse du redressement de la hiérarchie du barème ouvrier, de l'évolution des salaires réels ou de la réduction de la durée du travail. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre qu'une négociation s'engage effectivement sur le problème de la revalorisation du travail manuel dans cette profession.

Textiles (société parisienne de lingerie indémallable).

2997. — 14 juin 1978. — **M. François Lelzour** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur l'activité et la situation de l'emploi à la Société parisienne de lingerie indémallable. Cette société a six usines en France employant 1 983 salariés dont 473 à Rennes, 364 à Fougères, 306 à Saint-Brice, 181 à Châteaugiron, 79 à Pleérmel, 80 à Vaucouleurs, plus une usine en Tunisie (Société tunisienne de lingerie indémallable). Le personnel de ces usines est à 90 p. 100 féminin. Le chiffre d'affaire de cette société prévu pour 1977 est de 140 millions de francs, dont 25 p. 100 provenant des ventes à l'exportation. Les causes du dépôt de bilan de cette société sont liées essentiellement à la crise, à la réduction du pouvoir d'achat des travailleurs et de leurs familles. Les salariés ont reçu le 1^{er} juin leur lettre de licenciement. La fermeture des usines créerait une situation d'autant plus grave que, dans le département d'Ille-et-Vilaine, il y a actuellement plus de dix-sept mille chômeurs et que 70 p. 100 des salariés sont inférieurs à 2 000 francs par mois. Il lui demande les dispositions qu'il compte prendre pour garantir le maintien de l'emploi des salariés de l'entreprise.

Emploi (usines Forest).

2998. — 14 juin 1978. — **M. Dominique Frelaut** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur l'atteinte grave qui vient d'être portée à l'emploi des travailleurs des usines Forest. L'annonce de cent quatre-vingts licenciements, dont cent pour l'usine de Courbevoie, justifie les craintes dont les organisations syndicales C. G. T., C. F. D. T., C. G. C., C. F. T. C., C. G. T. - U. F. I. C. T. et tous les travailleurs de cette entreprise vous avaient fait part au mois de septembre 1977. Le plan de redressement proposé par la direction Forest sacrifie délibérément cent quatre-vingts ouvriers, employés et cadres. En effet, l'aide financière promise par l'Etat est assortie de conditions, à savoir une réduction du personnel. Dans une période où le chômage sévit, cette opération met plus que jamais en lumière la politique suivie par votre Gouvernement : faire subir aux travailleurs les conséquences d'une crise économique, caractérisée par l'abandon progressif de secteurs entiers de l'économie, au profit notamment de l'Allemagne et des Etats-Unis. Les secteurs de la machine-outil et de l'aéronautique civile sont particulièrement touchés par cet abandon. Ce qui explique la situation actuelle de l'entreprise Forest. La dégradation du potentiel humain et industriel de ce groupe ne date pas d'aujourd'hui. Depuis 1973, sept cents emplois ont été supprimés. Des bureaux d'études et de recherches ont été vidés peu à peu. Alors que, sur le plan technique, les preuves avaient été faites de l'efficacité, de la capacité d'innovation, des unités ont été sacrifiées, des équipes éclatées... Cette politique menée depuis 1973 a conduit à une situation financière difficile. Le déficit est représenté à 89 p. 100 par les frais financiers payés aux banques, soit 19 700 francs par travailleur pour l'année. Alors que sur le plan des commandes du travail existe, que la demande intérieure au plan machine-outil n'est couverte qu'à 45 p. 100, la seule solution proposée est le licenciement. Cela pose le problème de l'axe de sa politique qui, d'abandon en abandon, compromet gravement l'équilibre et l'indépendance économique de notre pays. Des solutions existent. Les travailleurs, les organisations syndicales ont fait des propositions constructives. Elles prévoient un plan à long terme qui prend en compte les problèmes financiers, techniques et industriels ; relais financier à long terme, avec garantie de l'emploi pour tous ; investissement dans du matériel approprié et arrêt de la sous-traitance ;

satisfaction des besoins intérieurs; renouvellement du parc machine-outil; reprise des études pour la recherche de produits nouveaux. Ces solutions permettraient de relancer véritablement le groupe et de rendre compétitive l'industrie de la machine-outil, si utile pour notre indépendance économique. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour répondre à cette situation préoccupante.

*Constructions scolaires (collège G.-Budé,
à Limeil-Brévannes (Val-de-Marne)).*

3000. — 14 juin 1978. — M. Maxime Kalinsky rappelle à M. le ministre de l'éducation sa question écrite n° 760 du 27 avril 1978 à laquelle il n'a pas été répondu jusqu'à ce jour et insiste sur l'urgence de la reconstruction du collège G.-Budé, à Limeil-Brévannes (Val-de-Marne). En effet, ce collège, qui est de type « Pailleron », n'est pas conforme aux normes de sécurité et se trouve dans un état de délabrement avancé. Ainsi aux impératifs de sécurité s'ajoutent ceux de l'état du bâtiment pour rendre inéductible la reconstruction totale de ce collège. Or il s'avère que l'académie de Créteil a indiqué qu'il y aurait des possibilités de réaliser des travaux d'aménagement. A ce titre, un crédit de 640 000 francs pourrait être dégagé pour effectuer des travaux d'une part infime de mise en sécurité du collège. Aller dans ce sens signifierait un véritable gâchis, car, du fait même de sa conception, ce collège ne pourra jamais être efficacement protégé contre l'incendie. A cet effet, l'instance judiciaire qui a statué après l'incendie du collège Pailleron en a apporté la preuve. C'est la reconstruction totale du collège qui s'impose. Cette reconstruction incombe à l'Etat, qui a imposé au syndical intercommunal ce type de construction et en a contrôlé l'exécution. Il lui demande, en conséquence, quelles dispositions immédiates il entend prendre pour débloquer l'intégralité des crédits nécessaires à la reconstruction du collège G.-Budé, à Limeil-Brévannes.

*Imposition des plus-values
(cession de terrains par une société en nom collectif).*

3001. — 14 juin 1978. — M. Emmanuel Homel expose à M. le ministre du budget la situation d'une société en nom collectif constituée en 1958, ayant acquis en 1961 un terrain de 7 000 mètres carrés sur lequel une maison d'habitation était édiflée. En 1966, cette société fait construire un atelier sur ce terrain puis effectue les acquisitions de terrains suivantes: en 1972, une parcelle de 300 mètres carrés; en 1976, une parcelle de 150 mètres carrés (pour rectifications de limites); toujours en 1976, une parcelle de 965 mètres carrés en bordure d'une voie départementale (il est précisé que cette parcelle n'était pas constructible en raison de sa configuration, absence de profondeur). La gérante de la société devant prochainement prendre sa retraite en raison de son âge (soixante-cinq ans), la société envisage: 1° de céder quatre parcelles de terrain (de 1 000 mètres carrés chacune environ) à prélever sur l'acquisition de 1961 et de 1976, étant précisé qu'une demande d'autorisation de lotissement a été présentée à la direction départementale de l'équipement compétente; 2° d'attribuer aux associés le surplus de terrain et des constructions, l'un se voyant attribuer la maison d'habitation et 1 200 mètres carrés de terrain, l'autre l'atelier et 3 000 mètres carrés de terrain. Il lui demande quel serait le régime fiscal applicable aux plus-values dégagées dans l'hypothèse, d'une part, de cession globale du terrain à lotir (quatre lots: 4 000 mètres carrés) à un lotisseur ou à une société civile; d'autre part, dans le cas de ventes directes des lots par la société en nom collectif. Il lui demande, en particulier, si le régime des plus-values à long terme sur cessions d'éléments d'actif immobilisé — terrains à bâtir — (taux de 25 p. 100) serait applicable pour les plus-values dégagées sur les cessions de terrains, étant précisé que la plus-value à court terme correspondant aux amortissements pratiqués sur les constructions semblerait devoir être rattachée au bénéfice de l'exercice au cours duquel seraient attribuées les constructions en cause.

*Centre national de la recherche scientifique
(personnels administratifs).*

3004. — 14 juin 1978. — M. Louis Maisonnat attire l'attention de M. le ministre de la recherche sur la situation discriminatoire des personnels administratifs du C. N. R. S. Ce personnel presque exclusivement féminin, bien que régi par le même statut, n'a pas les mêmes avantages professionnels que les personnels ingénieurs et techniciens. 1° Leur prime est d'environ 50 p. 100 inférieure à celle des techniciens; 2° à qualification égale, les salaires sont inférieurs; ainsi les titulaires de C. A. P. des catégories administratives perçoivent une rémunération inférieure à celle des titulaires du même diplôme professionnel. En cinq ans, la perte est de l'ordre de 13 000 francs; 3° les débuts de carrière sont plus lents que pour les techniciens. La direction du C. N. R. S. a d'ailleurs reconnu la réalité de la situation et le bien-fondé des revendications des personnels admi-

nistratifs, mais les moyens financiers nécessaires à leur suppression n'ont toujours pas été accordés. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre sur le plan financier, en particulier, pour mettre fin aux discriminations dont sont victimes les personnels administratifs du C. N. R. S.

*Sécurité sociale (caisses d'allocations familiales :
prêts aux jeunes ménages).*

3005. — 14 juin 1978. — M. Louis Maisonnat attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la famille sur l'insuffisance des fonds mis à la disposition des C. A. F. pour attribuer des prêts aux jeunes ménages. De ce fait, les caisses d'allocations familiales sont très rapidement dans l'impossibilité de répondre aux demandes présentées. Ainsi la caisse d'allocations familiales de Grenoble par exemple, après avoir épuisé les fonds attribués au titre de l'année 1977, a dû attendre les crédits 1978 pour 2 207 300 F de demandes non satisfaites et l'exercice 1978 se présente de manière encore plus difficile puisque les crédits seront épuisés avant le 15 juin prochain. Outre son caractère inadmissible, une telle situation apparaît tout à fait paradoxale dans la mesure où les ressources existent puisque la branche prestations familiales est bénéficiaire. Il est donc indispensable que le pourcentage autorisé de cette prestation légale, qui est de 2 p. 100, soit relevé afin de permettre aux caisses d'allocations familiales de satisfaire dans des délais raisonnables les demandes. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre en ce sens.

*Enseignement technique et professionnel
(personnels techniques de laboratoire).*

3006. — 14 juin 1978. — M. Louis Maisonnat attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation des personnels techniques de laboratoire. Ces personnels ont pour tâche principale « ... d'assister les enseignants dans leur travail d'enseignement ou de recherche... » fonction définie par le décret n° 60-385 du 16 avril 1969 et par la circulaire d'application n° V. 70-133 du 12 mars 1970. Or, depuis 1970, ces personnels attendent un reclassement, suite au plan Masselin qui, en 1969, les avait considérablement lésés. En particulier, ils demandent: a) le groupe III pour tous les garçons de laboratoire; b) le groupe de rémunération V pour les aides de laboratoire et ce, basé sur leur niveau de recrutement (B. E. P. C.), leurs fonctions réelles au sein des établissements; c) l'application aux techniciens du décret n° 73-910 du 20 septembre 1973 concernant la réforme du cadre B; d) la création de 2 759 postes pour permettre un fonctionnement normal des laboratoires; e) la révision de la circulaire d'application afin de redéfinir les fonctions. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour satisfaire ces revendications.

Enseignement élémentaire (Sotteville-lès-Rouen [Seine-Maritime]).

3008. — 14 juin 1978. — M. Roland Leroy attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la nécessité de créer des postes d'enseignants du premier degré dans le canton de Sotteville-lès-Rouen. Les effectifs d'élèves sont maintenant théoriquement limités à 25 par classe pour ce qui concerne les cours élémentaires I. Si aucune création de poste n'était envisagée, on assisterait à la multiplication du nombre de classes à plusieurs cours (CP, CE1 ou CE2) et en conséquence à la dégradation des conditions de travail des enseignants et des conditions d'études des élèves. De plus, les nouvelles normes concernant les décharges des directeurs d'école impliquent nécessairement des créations de postes permettant de combler ces décharges. Enfin, de graves problèmes existent à l'heure actuelle qui ont notamment trait au non-renouvellement des maîtres en congés. Certains stages ont d'ailleurs dû être reportés afin de ne pas interrompre les enseignements. On peut estimer à 25 le nombre de postes qui doivent être créés afin de régler ce seul problème dans le canton de Sotteville-lès-Rouen. Il lui demande en conséquence de prendre toutes les mesures nécessaires à la résolution positive de ces questions.

Assurance vieillesse (commerçants et artisans).

3010. — 14 juin 1978. — M. Jean Bardol attire l'attention de M. le ministre du commerce et de l'artisanat sur les inquiétudes ressenties par les commerçants et artisans du fait du changement de leur régime vieillesse depuis 1973. En effet, avant 1973, le régime en vigueur était un régime par points, plus les commerçants et artisans cotisaient, plus ils obtenaient de points. La valeur du point était connue, il était alors facile de calculer le montant de la retraite. Depuis 1973, le régime des commerçants et artisans étant aligné sur celui des salariés et les cotisations versées étant proportionnelles aux bénéfices réalisés, les assujettis n'ont aucune idée de

montant futur de leur retraite. C'est pourquoi, il lui demande de prendre les mesures nécessaires afin que : 1° des décomptes annuels de cotisations soient adressés ; 2° les organismes de vieillesse concernés puissent renseigner les intéressés sur leur demande, comme cela se pratique au niveau du régime général.

Assurances vieillesse (commerçants et artisans).

3012. — 14 juin 1978. — **M. Jean Bardol** attire l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur le mode de calcul de la retraite vieillesse des commerçants et artisans, lorsque ceux-ci ont cotisé antérieurement au régime général. En effet, il arrive fréquemment que des commerçants et artisans aient exercé dans le passé une activité salariée relevant du régime général, mais les années de versement sont souvent insuffisantes et ne leur permettent pas d'obtenir une retraite mais simplement une rente. Or, depuis 1973, le régime de retraite des commerçants et artisans est aligné sur celui des salariés. Dans ces conditions, il lui demande de bien vouloir prendre les mesures nécessaires afin de permettre le cumul des cotisations versées en tant que salarié et celles versées en tant que commerçant, les retraites ainsi obtenues seraient certainement plus avantageuses pour les personnes concernées.

Vieillesse (Aramon [Gard] : foyer-logement [personnel]).

3013. — 14 juin 1978. — **M. Bernard Deschamps** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la situation du personnel du foyer-logement pour personnes âgées d'Aramon, dans le Gard. Ce personnel qui, auparavant, était employé de l'hospice de cette localité et bénéficiait du statut des salariés de l'action sanitaire et sociale, dépend désormais d'un établissement municipal. Il est, de ce fait, menacé de perdre les avantages attachés à son ancien statut. Il lui demande donc de donner les instructions nécessaires pour que ce personnel conserve le statut des agents de l'action sanitaire et sociale afin qu'il ne soit pas lésé par son changement d'affectation.

Logement (Feignies [Nord] : résidence des Hauts-Sars).

3014. — 14 juin 1978. — **M. Jean Jerosz** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur la situation de la résidence des Hauts-Sars, rue Gynemer, à Feignies (Nord), dont les dix-neuf habitations laissent apparaître de nombreuses et importantes malfaçons (eau de pluie qui coule de la toiture dans les chambres, plafonds dégradés, châssis et portes-fenêtres mal fixés...). Des logements du C. I. L., datant de 1975, par ces malfaçons, sont déjà dans des conditions d'insalubrité et d'inconfort alors que les accédants à la propriété se trouvent avoir à rembourser des sommes importantes. Les habitants de cette cité ont dû se constituer en comité de défense, affilié au C. N. L., pour que leurs préoccupations soient prises en compte après de longs mois d'attente. Les habitants de cette cité ont dû réaliser une opération « Portes ouvertes » le dimanche 4 juin 1978, montrant l'étendue des malfaçons, pour que des engagements fermes et précis soient enfin pris à leur égard par le promoteur et les entrepreneurs. C'est pourquoi il lui demande : quelles mesures il entend faire adopter pour que les malfaçons constatées soient rapidement réparées en même temps que soient fixés les prix définitifs de construction ; quelles mesures il compte prendre pour que les normes de construction et la qualité des logements soient respectées, aussi bien pour les logements existants dans toute la région que pour les constructions futures.

Emploi (Sorgues [Vaucluse]).

3015. — 14 juin 1978. — **M. Fernand Marin** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la situation des travailleurs de la Caisserie de Sorgues, à la suite de la décision de la direction de procéder à cinquante et un licenciements. Un comité de défense s'est constitué dès l'annonce de ces cinquante et un licenciements qu'il a appris avec beaucoup d'émotion. Cette émotion est motivée par la situation déjà fort pénible de l'emploi. Dans la seule commune de Sorgues, pour ne prendre que les événements présents, les effectifs ont été réduits de deux tiers à l'Entreprise Ero, l'Entreprise Charmant est en voie de liquidation et l'Entreprise Bombax menace de fermer. Il faut préciser qu'à Sorgues, il y a 400 chômeurs inscrits. L'analyse de la situation dans les communes voisines démontre l'extrême gravité de la situation actuelle de l'emploi et une détérioration de la situation économique. Par ailleurs, le comité de défense a été informé que le projet de licenciements s'accompagne de la non-présentation du bilan de l'entreprise et du recours par celle-ci au travail temporaire et aux heures supplémentaires dans certains services. Cette situation à l'évidence est en contradiction avec un projet de licenciements. D'ailleurs, ces derniers n'apparaissent pas avoir une cause économique, mais sont plutôt le résultat

d'une restriction qui frapperait au total 612 travailleurs dans le groupe Rochette-Ceupa. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour préserver l'emploi des travailleurs de la caisserie et de la région.

Taxe professionnelle (Aigues-Mortes [Gard] : Salins du Midi).

3017. — 14 juin 1978. — **M. Bernard Deschamps** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur l'assujettissement au titre de la taxe professionnelle de l'entreprise des Salins du Midi. Cette société devrait être assujettie à la taxe pour son activité salinère à Aigues-Mortes. En effet, s'il est vrai que la fabrication du sel à partir de l'eau de mer dépend des conditions climatiques et est donc considérée comme une activité agricole, il n'en demeure pas moins que l'entreprise des Salins du Midi d'Aigues-Mortes utilise la majorité de ses employés pour le conditionnement du sel, ce qui doit être considéré comme une activité commerciale. Il lui demande donc de bien vouloir lui confirmer que les Salins du Midi sont bien assujettis à la taxe professionnelle.

Travailleurs de la mine (Houillères du bassin de Provence).

3018. — 14 juin 1978. — **M. René Rieubon** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les réclamations d'un certain nombre de mineurs des Houillères du bassin de Provence titulaires de rentes d'accidents de travail. Depuis plusieurs années, l'administration opère des révisions trimestrielles des rentes accident du travail et en décide la diminution ou la suppression sur simple contrôle du médecin conseil. Il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour préserver les droits des assurés sociaux.

Emploi (Société Roux-Combaluzier).

3019. — 14 juin 1978. — **M. Daniel Boulay** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la situation de l'emploi de la Société Roux-Combaluzier absorbée en 1969 par la multinationale suisse Schindler. Le groupe Schindler vient de prendre la décision de supprimer 820 emplois dans tous les établissements de France, y compris au siège social de Vélizy. Ces suppressions d'emplois se décomposeraient de la manière suivante : 240 licenciements immédiats dans le cadre d'un licenciement collectif ; suppression de 180 emplois dans « les plus brefs délais » ; 400 autres emplois restant subordonnés au succès d'un plan économique prévisionnel avec toutes les interrogations que cela entraîne. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour maintenir l'emploi de ces travailleurs.

Instituteurs (Saint-Etienne-du-Rouvray et Oissel [Seine-Maritime]).

3023. — 14 juin 1978. — **M. Roland Leroy** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la nécessité de créer des postes d'enseignement du premier degré en particulier dans les villes de Saint-Etienne-du-Rouvray et Oissel. Les effectifs d'élèves sont maintenant théoriquement limités à 25 par classe pour ce qui concerne les cours élémentaires 1. Si aucune création de poste n'était envisagée, on assisterait à la multiplication du nombre de classes à plusieurs cours (C.P., C.E. 1 ou C.E. 2) et, en conséquence, à la dégradation des conditions de travail des enseignants et des conditions d'études des élèves. De plus, les nouvelles normes concernant les décharges des directeurs d'école impliquent nécessairement des créations de postes permettant de combler ces décharges. Enfin, de graves problèmes existent à l'heure actuelle qui ont notamment trait au non-renouvellement des maîtres en congés. Certains stages ont d'ailleurs dû être reportés afin de ne pas interrompre les enseignements. On peut estimer à 25 le nombre de postes qui doivent être créés afin de régler ce seul problème en particulier dans les villes de Saint-Etienne-du-Rouvray et Oissel. Il lui demande en conséquence de prendre toutes les mesures nécessaires à la résolution positive de ces questions.

Enseignants (nombre de postes).

3025. — 14 juin 1978. — **M. Marcel Houël** expose à nouveau à **M. le ministre de l'éducation** la préoccupation extrême des enseignants quant à la prochaine rentrée scolaire 1978. Il lui rappelle que, pour le Rhône, entre autres, la dotation budgétaire pour assurer une rentrée dans des conditions acceptables semble dérisoire en regard des besoins. C'est ce qu'il a tenu à exposer dernièrement à **M. le ministre des finances**. Il lui rappelle ce qu'il a maintes fois exposé, notamment à **M. le ministre de l'éducation** sur la nécessité en France de doter l'enseignement de crédits en

montant futur de leur retraite. C'est pourquoi, il lui demande de prendre les mesures nécessaires afin que : 1° les décomptes annuels de cotisations soient adressés ; 2° les organismes de vieillissement concernés puissent renseigner les intéressés sur leur demande, comme cela se pratique au niveau du régime général.

Assurances vieillesse (commerçants et artisans).

3012. — 14 juin 1978. — M. Jean Bardol attire l'attention de M. le ministre du commerce et de l'artisanat sur le mode de calcul de la retraite vieillesse des commerçants et artisans, lorsque ceux-ci ont cotisé antérieurement au régime général. En effet, il arrive fréquemment que des commerçants et artisans aient exercé dans le passé une activité salariée relevant du régime général, mais les années de versement sont souvent insuffisantes et ne leur permettent pas d'obtenir une retraite mais simplement une rente. Or, depuis 1973, le régime de retraite des commerçants et artisans est aligné sur celui des salariés. Dans ces conditions, il lui demande de bien vouloir prendre les mesures nécessaires afin de permettre le cumul des cotisations versées en tant que salarié et celles versées en tant que commerçant, les retraites ainsi obtenues seraient certainement plus avantageuses pour les personnes concernées.

Vieillesse (Aramon [Gard] : foyer-logement [personnel]).

3013. — 14 juin 1978. — M. Bernard Deschamps attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la situation du personnel du foyer-logement pour personnes âgées d'Aramon, dans le Gard. Ce personnel qui, auparavant, était employé de l'hospice de cette localité et bénéficiait du statut des salariés de l'action sanitaire et sociale, dépend désormais d'un établissement municipal. Il est, de ce fait, menacé de perdre les avantages attachés à son ancien statut. Il lui demande donc de donner les instructions nécessaires pour que ce personnel conserve le statut des agents de l'action sanitaire et sociale afin qu'il ne soit pas lésé par son changement d'affectation.

Logement (Feignies [Nord] : résidence des Hauts-Sars).

3014. — 14 juin 1978. — M. Jean Jarosz attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la situation de la résidence des Hauts-Sars, rue Guynemer, à Feignies (Nord), dont les dix-neuf habitations laissent apparaître de nombreuses et importantes malfaçons (eau de pluie qui coule de la toiture dans les chambres, plafonds dégradés, châssis et portes-fenêtres mal fixés...). Des logements du C. I. L., datant de 1975, par ces malfaçons, sont déjà dans des conditions d'insalubrité et d'inconfort alors que les accédants à la propriété se trouvent avoir à rembourser des sommes importantes. Les habitants de cette cité ont dû se constituer en comité de défense, affilié au C. N. L., pour que leurs préoccupations soient prises en compte après de longs mois d'attente. Les habitants de cette cité ont dû réaliser une opération « Portes ouvertes » le dimanche 4 juin 1978, montrant l'étendue des malfaçons, pour que des engagements fermes et précis soient enfin pris à leur égard par le promoteur et les entrepreneurs. C'est pourquoi il lui demande : quelles mesures il entend faire adopter pour que les malfaçons constatées soient rapidement réparées en même temps que soient fixés les prix définitifs de construction ; quelles mesures il compte prendre pour que les normes de construction et la qualité des logements soient respectées, aussi bien pour les logements existants dans toute la région que pour les constructions futures.

Emploi (Sorgues [Vaucluse]).

3015. — 14 juin 1978. — M. Fernand Marin attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation des travailleurs de la Caisserie de Sorgues, à la suite de la décision de la direction de procéder à cinquante et un licenciements. Un comité de défense s'est constitué dès l'annonce de ces cinquante et un licenciements qu'il a appris avec beaucoup d'émotion. Cette émotion est motivée par la situation déjà fort pénible de l'emploi. Dans la seule commune de Sorgues, pour ne prendre que les événements présents, les effectifs ont été réduits de deux tiers à l'Entreprise Ero, l'Entreprise Charmant est en voie de liquidation et l'Entreprise Bombax menace de fermer. Il faut préciser qu'à Sorgues, il y a 400 chômeurs inscrits. L'analyse de la situation dans les communes voisines démontre l'extrême gravité de la situation actuelle de l'emploi et une détérioration de la situation économique. Par ailleurs, le comité de défense a été informé que le projet de licenciements s'accompagne de la non-présentation du bilan de l'entreprise et du recours par celle-ci au travail temporaire et aux heures supplémentaires dans certains services. Cette situation à l'évidence est en contradiction avec un projet de licenciements. D'ailleurs, ces derniers n'apparaissent pas avoir une cause économique, mais sont plutôt le résultat

d'une restructuration qui frapperait au total 612 travailleurs dans le groupe Rochette-Cehpa. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour préserver l'emploi des travailleurs de la caisserie et de la région.

Taxe professionnelle (Aigues-Mortes [Gard] : Salins du Midi).

3017. — 14 juin 1978. — M. Bernard Deschamps appelle l'attention de M. le ministre du budget sur l'assujettissement au titre de la taxe professionnelle de l'entreprise des Salins du Midi. Cette société devrait être assujettie à la taxe pour son activité salinrière à Aigues-Mortes. En effet, s'il est vrai que la fabrication du sel à partir de l'eau de mer dépend des conditions climatiques et est donc considérée comme une activité agricole, il n'en demeure pas moins que l'entreprise des Salins du Midi d'Aigues-Mortes utilise la majorité de ses employés pour le conditionnement du sel, ce qui doit être considéré comme une activité commerciale. Il lui demande donc de bien vouloir lui confirmer que les Salins du Midi sont bien assujettis à la taxe professionnelle.

Travailleurs de la mine (Houillères du bassin de Provence).

3018. — 14 juin 1978. — M. René Riabon attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur les réclamations d'un certain nombre de mineurs des Houillères du bassin de Provence titulaires de rentes d'accidents de travail. Depuis plusieurs années, l'administration opère des révisions trimestrielles des rentes accident du travail et en décide la diminution ou la suppression sur simple contrôle du médecin conseil. Il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour préserver les droits des assurés sociaux.

Emploi (Société Roux-Combaluzier).

3019. — 14 juin 1978. — M. Daniel Boulay attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation de l'emploi de la Société Roux-Combaluzier absorbée en 1969 par la multinationale suisse Schindler. Le groupe Schindler vient de prendre la décision de supprimer 820 emplois dans tous les établissements de France, y compris au siège social de Vélizy. Ces suppressions d'emplois se décomposeraient de la manière suivante : 240 licenciements immédiats dans le cadre d'un licenciement collectif ; suppression de 180 emplois dans « les plus brefs délais » ; 400 autres emplois restant subordonnés au succès d'un plan économique prévisionnel avec toutes les interrogations que cela entraîne. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour maintenir l'emploi de ces travailleurs.

Instituteurs (Saint-Etienne-du-Rouvray et Oissel [Seine-Maritime]).

3023. — 14 juin 1978. — M. Roland Leroy attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la nécessité de créer des postes d'enseignant du premier degré en particulier dans les villes de Saint-Etienne-du-Rouvray et Oissel. Les effectifs d'élèves sont maintenant théoriquement limités à 25 par classe pour ce qui concerne les cours élémentaires I. Si aucune création de poste n'était envisagée, on assisterait à la multiplication du nombre de classes à plusieurs cours (C.P., C.E. 1 ou C.E. 2) et, en conséquence, à la dégradation des conditions de travail des enseignants et des conditions d'études des élèves. De plus, les nouvelles normes concernant les décharges des directeurs d'école impliquent nécessairement des créations de postes permettant de combler ces décharges. Enfin, de graves problèmes existent à l'heure actuelle qui ont notamment trait au non-renouvellement des maîtres en congés. Certains stages ont d'ailleurs dû être reportés afin de ne pas interrompre les enseignements. On peut estimer à 25 le nombre de postes qui doivent être créés afin de régler ce seul problème en particulier dans les villes de Saint-Etienne-du-Rouvray et Oissel. Il lui demande en conséquence de prendre toutes les mesures nécessaires à la résolution positive de ces questions.

Enseignants (nombre de postes).

3025. — 14 juin 1978. — M. Marcel Houël expose à nouveau à M. le ministre de l'éducation la préoccupation extrême des enseignants quant à la prochaine rentrée scolaire 1978. Il lui rappelle que, pour le Rhône, entre autres, la dotation budgétaire pour assurer une rentrée dans des conditions acceptables semble dérisoire en regard des besoins. C'est ce qu'il a tenu à exposer dernièrement à M. le ministre des finances. Il lui rappelle ce qu'il a maintes fois exposé, notamment à M. le ministre de l'éducation sur la nécessité en France de doter l'enseignement de crédits en

Aide personnalisée au logement (généralisation).

3033. — 14 juin 1978. — **M. Henry Canacos** demande à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** si, tenant compte de l'opposition grandissante de divers milieux concernés, il compte maintenir les dates de la généralisation de l'A. P. L. au 31 juillet en ce qui concerne les programmes d'accès à la propriété, et au 1^{er} janvier 1979 pour les programmes de construction de logements locatifs.

Construction d'habitations (« Chalandonnettes »).

3034. — 14 juin 1978. — **M. Henry Canacos** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur la situation dramatique que connaissent bon nombre d'acquérents à la propriété de maisons individuelles du concours Chalandon. Il lui rappelle que la responsabilité du Gouvernement est directement engagée puisque c'est sur son initiative, et sous son patronage, que sont nées les « chalandonnettes », afin, selon l'auteur du concours, de favoriser l'accès à la propriété des familles modestes ; c'est lui aussi qui, dans certains cas, a autorisé des dérogations aux normes de construction. En effet, 44 p. 100 des acquéreurs de pavillons Chalandon sont des familles d'ouvriers qui connaissent déjà les plus grandes difficultés pour acquitter le remboursement des mensualités qui obèrent gravement leurs faibles revenus. Cependant, sur 65 000 « chalandonnettes », des estimations font apparaître que 15 p. 100 des pavillons recèdent des malfaçons, 18 p. 100 des avaries de chauffage et d'isolation, tandis que 33 p. 100 d'entre eux ont des voies et réseaux divers défectueux. Devant le mécontentement grandissant de certains « chalandonniens », son prédécesseur a décidé, en décembre 1977, l'octroi de prêts sans intérêts remboursables en vingt ans. Bien que cette décision soit une reconnaissance de la lourde charge supplémentaire imposée aux acquéreurs de pavillons Chalandon défectueux, elle est cependant insuffisante, compte tenu de la modicité des ressources d'une majorité d'entre eux. C'est pourquoi il lui demande que l'Etat consente à une avance gratuite et sans intérêts qui pourra être récupérée, après contentieux auprès des assurances concernées.

Dons d'organes (application de la loi).

3035. — 14 juin 1978. — **M. Gilbert Millet** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la loi relative aux dons d'organes. Il lui demande de bien vouloir lui faire le point sur l'application de cette loi et comment est prévue la sensibilisation de l'opinion publique sur ce grave problème par le canal des multiples moyens d'information dont dispose notre pays.

Textiles (Péage-de-Roussillon [Isère] : Rhône-Poulenc-Textiles).

3037. — 14 juin 1978. — **M. Louis Malsonnat** rappelle à **M. le ministre de l'industrie** les propositions faites par les travailleurs de Rhône-Poulenc Textiles, de Péage-de-Roussillon. Un plan de redémarrage a été élaboré pour permettre de sauvegarder l'emploi déjà fortement détruit. Le groupe Rhône-Poulenc a déjà licencié plus de 40 p. 100 de l'effectif. Le plan proposé par la C.G.T. prévoit, sur la base des effectifs restant, le redémarrage de l'usine avec une production de 400 tonnes, tenant compte du marché actuel et de la diversification de l'activité en vue d'une reconversion progressive. Dans cet esprit, il intègre la proposition du groupe de création d'un atelier de transformation textile sur le site même de l'établissement et envisage une autre activité pour d'autres établissements de Rhône-Poulenc ou des clients extérieurs. La prise en compte de la proposition de redémarrage partiel de la production de fil acétate à Péage-de-Roussillon, à partir du matériel le plus moderne, constituerait un véritable ballon d'oxygène pour l'industrie textile régionale, qui est déjà gravement atteinte dans son activité et qui, aujourd'hui, du fait même des arrêts d'activité de Rhône-Poulenc Textiles, se trouve menacée dans sa survie. Les nombreuses usines transformatrices de fil retrouveraient ainsi leur approvisionnement par Rhône-Poulenc-Textiles-Péage. En conséquence, il lui demande quelles dispositions immédiates il entend prendre pour permettre l'examen de ces propositions.

Société nationale des chemins de fer français (relèvement des tarifs).

3038. — 14 juin 1978. — **M. Daniel Le Meur** attire l'attention de **M. le ministre de la jeunesse, des sports et loisirs** sur le relèvement important des tarifs de la Société nationale des chemins de fer. En effet, dès l'été 1978, cette mesure aura des consé-

quences graves sur les prix des séjours vacances, et constituera une gêne sérieuse pour les participants, particulièrement ceux dont les revenus sont les plus modestes. De plus, il semble que la Société nationale des chemins de fer mette au point de nouveaux projets visant à réduire de manière importante les avantages consentis par ce service public aux centres de vacances et aux classes de nature. Les mesures étudiées porteraient à la fois sur les tarifs « bagages » qui seraient fortement relevés, et sur les tarifs « voyageurs » avec la suppression du billet « colonie de vacances » (au lieu du tarif actuel 50 p. 100, application du tarif « groupe » jusqu'alors accordé aux adultes, et qui permet seulement une réduction de 20 ou 30 p. 100 des tarifs). De telles mesures, remettant en cause les avantages acquis, conduiraient inévitablement à une régression de la fréquentation du secteur des centres de vacances pour enfants et adolescents, centres dont l'intérêt social est pourtant reconnu par tous. Les organisateurs de centres de vacances seront en effet dans l'obligation de répercuter ces hausses dans le prix de journée, à un moment où l'aide de l'Etat dans ce secteur d'activité s'est progressivement réduite et où nous enregistrons une hausse importante du coût de la vie. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre afin d'éviter que soient mis en péril les centres de vacances.

Enseignement secondaire (collège de Moy-de-l'Aisne [Aisne]).

3039. — 14 juin 1978. — **M. Daniel Le Meur** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation du collège de Moy-de-l'Aisne (02). Cet établissement est actuellement constitué de bâtiments préfabriqués implantés en 1962 et prévus à l'époque pour n'être que provisoires. Ces bâtiments sont implantés en quatre endroits différents dont l'éloignement oblige enseignants et élèves à des déplacements incompatibles avec le bon déroulement de la vie de l'établissement. De plus l'état des bâtiments est particulièrement déplorable et contraire aux normes de sécurité. Un atelier de soudure est installé dans un bâtiment en bois, et les installations de sciences et techniques sont abritées dans des locaux totalement inadaptés. Le chauffage des classes est assuré par des poêles à fuel et les tuyaux d'arrivée du combustible gèlent en hiver. Les installations électriques sont contraires à toutes les normes officielles. Par temps de pluie, les cours de récréation sont inondés et impraticables. Les installations sportives de l'établissement se trouvent à l'autre bout du village. Les plafonds sont dans un tel état qu'ils menacent de s'écrouler. La cantine est trop exigüe et ne comporte aucune issue de secours. Les installations sanitaires ne permettent même pas aux élèves de se laver les mains. En résumé, cet établissement qui accueille près de 400 élèves n'est absolument pas en mesure de fonctionner correctement. C'est d'ailleurs ce qu'a noté la commission de sécurité qui, dans son rapport du 4 juin 1977, demandait la fermeture de l'établissement. Le conseil d'établissement, à de nombreuses reprises, a demandé la construction d'un nouvel établissement. Les parents d'élèves, les enseignants et l'ensemble de la population s'émouvent légitimement du retard apporté au déblocage des crédits nécessaires. Aussi, il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour que ce grave problème soit solutionné dans les meilleurs délais.

Allocations de logement (conditions d'attribution).

3040. — 14 juin 1978. — **M. Pierre Goldberg** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur le problème de l'attribution de l'allocation logement. Des familles de huit personnes ou plus ne peuvent bénéficier de l'allocation logement dans des conditions normales si leur logement n'atteint pas 86 mètres carrés. Or grand nombre de F5 font 80 mètres carrés-83 mètres carrés ; cela conduit à pénaliser injustement des familles. Une dérogation devrait pouvoir être prise en considération, dans le cas de surfaces proches de la limite fixée et en tenant compte des ressources et des besoins de la famille et non d'une limite fictive et arbitraire.

Sidérurgie (Longwy [Meurthe-et-Moselle] : Usinor).

3041. — 14 juin 1978. — **M. Antoine Porcu** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur une promesse, toujours pas réalisée, selon laquelle une aciérie à oxygène devait voir le jour à Usinor Longwy. Mais si cette aciérie reste un projet, par contre la fermeture des batteries de four à coke de cette même usine, commencée à devenir réalité. Ce qui va se concrétiser par la suppression d'un millier d'emplois. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour mettre un terme aux suppressions d'emplois à Usinor Longwy ; permettre enfin la réalisation de cette aciérie à oxygène.

Mines et carrières (Hussigny [Meurthe-et-Moselle]).

3042. — 14 juin 1978. — **M. Antoine Porcu** attire l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur le fait que le mardi 30 mai, toute la population de la localité frontalière d'Hussigny a fait corps avec ses mineurs qui, ce jour-là, se sont mis en grève pour protester contre la fermeture du puits de mine. En effet, cette immense carrière, qui recèle encore 9 millions de tonnes de minerai de fer, est en mesure d'assurer du travail pour neuf années avant d'entamer le gisement inexploité voisin de Filières. Cette fermeture entraînerait la réduction de la production de minerai de fer lorrain et mettrait encore davantage en cause la capacité industrielle de la France dans un domaine essentiel à son indépendance. La continuation de l'exploitation du gisement d'Hussigny et son extension au gisement de Filières irait dans l'intérêt local, régional et surtout national. La relance de la production de minerai de fer lorrain contribuerait efficacement au rééquilibrage de notre balance commerciale. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour assurer le développement des mines de fer; interdire tout licenciement et créer de nouveaux emplois dans le secteur; revaloriser la profession de mineur de fer.

Emploi (Société Delattre-Levievier).

3044. — 14 juin 1978. — **M. Antoine Porcu** exprime à **M. le ministre de l'Industrie** toute l'inquiétude et le profond mécontentement des travailleurs de la Société Delattre-Levievier, obligés de se mettre en grève pour exprimer leurs revendications. En effet, cette filiale de **M. le baron Empain** occupait 420 travailleurs voici dix-huit mois. Il en reste 371 et au mois de février, la direction a annoncé que 115 emplois seraient supprimés. Pourtant, cette société se porte bien. Quelques chiffres le prouvent: en 1974, 244 millions ont été distribués aux actionnaires, 502 en 1975 et 700 en 1976. De plus, cette filiale de la Société Creusot-Loire a investi un million de dollars aux Etats-Unis voici deux ans. Cette année, c'est la Tanzanie qui a eu ses faveurs. En outre, cette Société a créé une filiale Delattre-Chavanne à qui elle a généreusement prêté huit millions en 1977 et encore douze millions en ce début d'année, pour supprimer cinquante-quinze emplois en deux ans et en programmer trente-six nouveaux pour les semaines à venir. Le Gouvernement vient de passer commande de dix-huit centrales nucléaires à Creusot-Loire, il serait donc tout à fait normal de la part d'un gouvernement soucieux de l'intérêt du monde du travail et de l'intérêt national, d'exiger en contrepartie de cette commande, que l'emploi soit garanti par cette société et ses filiales. En conséquence, il lui demande quelles suites il entend réserver à cette demande.

Sidérurgie (Longwy [Meurthe-et-Moselle]: Société sidérurgique de Châtillon-Neuves-Maisons).

3045. — 14 juin 1978. — **M. Antoine Porcu** attire l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur la situation faite à la filiale de Longwy du groupe Société sidérurgique de Châtillon-Neuves-Maisons. En effet cette usine est inscrite dans le plan de démantèlement de la sidérurgie qui sévit sur notre région et, alors qu'en 1976 elle occupait 3 700 travailleurs, il en reste à peine 2 000 aujourd'hui et, en 1980, il n'en restera pas un millier si les plans patronaux sont conduits à terme. De plus, en raison du préjudice que ces licenciements causent aux ouvriers ainsi qu'à toutes les autres catégories socio-professionnelles, il en résulte que la ville de Longwy se débat dans des difficultés financières que la poursuite d'une telle politique ne manquera pas d'aggraver. En conséquence il lui demande les mesures que le Gouvernement entend prendre: 1° pour mettre fin aux suppressions d'emplois à la S. S. C. N. M., à Longwy; 2° pour ne pas faire de Longwy une ville morte.

Chômage (travailleurs âgés de plus de cinquante ans).

3046. — 14 juin 1978. — **M. Antoine Porcu** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la situation qui est faite aux travailleurs âgés de plus de cinquante ans et qui se voient privés de leur emploi dans le cadre de la restructuration des industries. Si, dans certaines professions, des couvertures sociales existent pour permettre le départ à la préretraite, par contre, dans de nombreuses industries, aucune protection sociale ne couvre les travailleurs. C'est le cas, notamment, des petites et moyennes industries sous-traitantes dans la sidérurgie qui, devant les « restructurations » imposées à cette industrie, se voient contraintes de cesser leur activité. Des travailleurs, âgés aujourd'hui de cinquante ans et plus, ayant trente à quarante ans d'activité, sont licenciés avec pour seule couverture sociale l'allocation de licenciement pour raison économique. Dans une période où le travail se fait de plus en plus rare, où pourront-ils trouver un nouvel emploi. Pourront-ils se reconvertir.

Que vont-ils devenir à cet âge. Il est grand temps d'envisager un droit à la retraite à cinquante-cinq ans pour les travailleurs des entreprises procédant à des suppressions d'emplois. De plus, il devient également nécessaire d'engager des négociations sur les possibilités de départ en préretraite avant cinquante-cinq ans dans ces mêmes entreprises. En conséquence, il l'interroge sur les suites qu'il entend réserver à cette demande.

Sidérurgie (chômage partiel).

3047. — 14 juin 1978. — **M. Antoine Porcu** attire l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la situation de plus en plus difficile que les conséquences du chômage partiel imposent aux travailleurs des mines de fer et de la sidérurgie. En effet, depuis déjà trois ans, dans les mines de fer, certains travailleurs ne sont employés que vingt-quatre heures par semaine. Dans la sidérurgie, les horaires se trouvent très amputés aussi et à Usinor-Longwy certains services « fabrication » ne travaillent que trente-deux heures par semaine. S'il est vrai que ces pertes de salaire sont prises en charge à 50 p. 100 par l'A. S. S. E. D. I. C. et à 10 p. 100 pour l'employeur, il n'en reste pas moins vrai que les travailleurs subissent des pertes importantes de salaire, ce qui porte encore davantage atteinte à leur pouvoir d'achat déjà fortement entamé par la hausse constante des prix. Cette situation pourtant n'est en rien imputable aux travailleurs; elle n'est que le résultat d'un vaste projet d'abandon national, mis au point par les grands monopoles et soutenu par l'Etat dont l'application entraîne la suppression de milliers d'emplois et la réduction de la production de minerai de fer. C'est donc cette politique qui, chaque année, fait perdre des dizaines de milliers de francs aux travailleurs. En conséquence, il lui demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre afin de porter l'allocation pour le chômage partiel au niveau des indemnités versées pendant un an aux personnes licenciées pour raisons économiques, c'est-à-dire 90 p. 100 de l'ancien salaire.

Emploi (Charency-Verzin [Meurthe-et-Moselle]: Société Promedo).

3048. — 14 juin 1978. — **M. Antoine Porcu** exprime à **M. le ministre de l'Industrie** l'inquiétude et le mécontentement des habitants du village lorrain de Charency-Verzin devant les menaces de disparition de la société Promedo. En effet, le conseil d'administration de cette société, fabriquant des produits destinés à l'industrie sidérurgique, vient de décider arbitrairement la disparition pure et simple de l'usine avec dans l'immédiat le licenciement de soixante-deux travailleurs. Il attire l'attention sur le fait que cette usine, située en milieu rural, n'a que dix ans d'âge et que de nombreuses femmes y avaient trouvé un emploi. Les travailleurs et leurs délégués syndicaux C. G. T. et C. G. C. veulent ne pas être réduits à la dure condition de chômeur. Cette fermeture continuerait à aggraver les difficultés que rencontrent les petites entreprises, le commerce et l'artisanat local et ne manquerait pas d'amener des suppressions de postes dans l'administration et les établissements scolaires. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour éviter la fermeture de la société Promedo et garder à Charency-Verzin sa vitalité.

Industries métallurgiques (Longwy [Meurthe-et-Moselle]: respect des droits syndicaux).

3051. — 14 juin 1978. — **M. Antoine Porcu** exprime à **M. le ministre du travail et de la participation** l'inquiétude et le mécontentement des travailleurs, dans les entreprises dépendant de l'union de la métallurgie de Longwy, à la suite des nouvelles atteintes aux libertés dont ont été victimes certains délégués syndicaux. La recrudescence de ces pratiques intervient dans une région particulièrement meurtrie par les plans de démantèlement que veulent réaliser les monopoles avec l'appui financier de l'Etat. L'un des objectifs visés par cette « restructuration » étant la mise en œuvre de milliers de licenciements d'ici 1980. Il devient alors évident que pour faire passer de tels plans certains dirigeants d'entreprise n'hésitent pas à entraver ouvertement une liberté aussi fondamentale que la liberté syndicale. C'est ainsi qu'ils s'octroient le droit de licencier des représentants syndicaux sans respecter la procédure légale et sans autorisation de l'inspecteur du travail. Il s'agit là de graves atteintes aux libertés syndicales et il est convaincu qu'il y a, une volonté délibérée de la part du patronat de démanteler certaines organisations dont la C. G. T. tout particulièrement. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour que les délégués syndicaux abusivement licenciés soient réintégrés immédiatement; que les candidats C. G. T. aux élections professionnelles puissent se présenter sans craintes pour leur emploi et donc assurer le déroulement normal du vote; garantir une liberté syndicale digne de ce nom dans les entreprises dont il est fait état.

S.N.C.F. (tarifs réduit : centres de vacances).

3054. — 14 juin 1978. — M. Roland Renard attire l'attention de M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs sur la remise en cause du « billet colonie de vacances ». En effet, la S.N.C.F. vient de procéder à un relèvement important de ses tarifs. A compter du 1^{er} septembre prochain, la tarification spéciale accordée aux centres de vacances, grâce au « billet de colonie de vacances », sera supprimée. Ceux-ci ne pourront plus désormais bénéficier que de la réduction de 30 p. 100 appliquée aux groupes de vingt-cinq personnes minimum. De telles mesures remettant en cause les avantages acquis, conduiraient inévitablement à une régression de la fréquentation du secteur des centres de vacances pour enfants et adolescents, centres dont l'intérêt social est pourtant reconnu par tous. Les organisateurs de centres de vacances seront donc dans l'obligation de répercuter ces hausses dans le prix de journée, à un moment où l'aide de l'Etat dans ce secteur d'activité s'est progressivement réduite et où on enregistre une hausse importante du coût de la vie. En conséquence, il lui demande les dispositions qu'il compte prendre pour que ne soient pas mis en péril les centres de vacances et que soit rétabli le « billet colonie de vacances ».

Culture (maison de la culture et centres d'action culturelle).

3055. — 14 juin 1978. — M. Jack Ralite s'étonne auprès de M. le ministre de la culture et de la communication de la contradiction qu'il y a entre la version qu'il a donnée le 20 avril devant la commission des affaires culturelles et sociales de l'assemblée et celle qu'a donnée le 25 mai devant cette même commission le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, M. Soisson, à propos de la gestion et de la politique des centres d'action culturelle et des maisons de la culture dont ils assurent la tutelle en commun. M. Lecat a affirmé qu'il n'y aurait aucun abandon du rôle culturel des maisons de la culture. On sait que ce rôle a été prévu par des textes d'André Malraux qui leur fixaient notamment des responsabilités de création. M. Soisson, par contre, a affirmé que ces équipements faisaient de la culture élitiste éloignée du peuple, de la culture politique et que pour sa part il optait essentiellement pour la culture populaire tels les groupes folkloriques. Ainsi cette tutelle à deux têtes est à l'évidence organisée pour opérer un changement de politique culturelle à l'égard des centres d'action culturelle et des maisons de la culture à l'abri de déclarations apaisantes du ministre de la culture et de la communication. En quelque sorte, le ministère de la culture et de la communication parlera de culture et le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports imposera les sondages. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour garantir aux centres d'action culturelle et aux maisons de la culture leurs finalités, notamment celle qui en font des lieux où se développe une politique de créations diverses.

Théâtres (centres dramatiques nationaux).

3058. — 14 juin 1978. — M. Jack Ralite proteste auprès de M. le ministre de la culture et de la communication contre la décision qu'il vient de prendre de réduire de 10 p. 100 la subvention du 2^e trimestre 1978 des dix-neuf centres dramatiques nationaux. On se souvient que M. Michel Guy, alors secrétaire d'Etat aux affaires culturelles, s'était engagé dans des contrats de trois ans avec les dix-neuf directeurs des centres dramatiques, à majorer annuellement de vingt-cinq pour cent la subvention de ces centres. Au cours de la discussion budgétaire de novembre 1977, M. d'Ornano, alors ministre de la culture et de l'environnement, a remis en cause cet engagement. Les actions des intéressés, le soutien qu'ils ont rencontré ont conduit le ministre à renoncer à sa prétention. M. Lecat, ministre de la culture et de la communication, remet encore en cause, en cours d'année et malgré le vote de la loi de finances, le contenu de ces contrats. Ceci est d'autant plus inadmissible que cette décision unilatérale est prise au moment même où se négocient les nouveaux contrats de trois ans entre le ministère et les directeurs des centres. Une question se pose : comment peut-on signer un contrat avec un ministère remettant constamment en cause ses engagements. M. Ralite comprend l'émotion légitime des dix-neuf directeurs de centres dramatiques nationaux et leur décision de ne pas signer les nouveaux contrats. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour respecter ses engagements en annulant la réduction prévue et pour garantir ceux qu'il prendra dans le cadre des dix-neuf contrats actuellement en négociation pour les trois années qui viennent.

Education physique et sportive (Moselle).

3062. — 14 juin 1978. — M. César Deplettré expose à M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs que, par circulaire en date du 11 avril 1978, M. le directeur départemental de la jeunesse et des sports de Moselle informe les chefs d'établissements que les heures supplémentaires d'enseignement d'E.P.S. ne pourront être reconduites pour le troisième trimestre de l'année scolaire, à compter du 1^{er} avril. Compte tenu que dans certains établissements (exemple C.E.S. de Moyeuve-Grande) ces heures n'avaient pas pu être effectuées au premier trimestre de l'année scolaire, il lui demande quelles dispositions il compte prendre : pour que ces heures puissent être effectuées et donc rémunérées jusqu'à la fin de la présente année scolaire ; pour que la situation qui s'est produite cette année ne se renouvelle pas au cours de la prochaine année scolaire.

Médecins étrangers (installation en France).

3064. — 14 juin 1978. — M. Michel Debré demande à Mme le ministre des universités si elle n'estime pas nécessaire d'intervenir pour éviter que, par le biais de l'installation en France de médecins étrangers ayant moins de temps d'études et issus d'universités sans sélection, les mesures à juste titre retenues pour assurer la qualité des études de médecine ne soient gravement tournées.

Enseignement à distance (réglementation européenne).

3065. — 14 juin 1978. — M. Michel Debré demande à M. le ministre de l'éducation s'il a donné son accord au projet de directives émanant de la commission de la Communauté économique européenne et tendant à réglementer les modalités de l'éducation par correspondance ; en cas de réponse positive, s'il est possible de connaître les raisons qui justifient un débordement du traité, c'est-à-dire, en fait, une illégalité au regard de la Constitution.

Enseignement à distance
(interprétation des directives communautaires).

3066. — 14 juin 1978. — M. Michel Debré signale à M. le ministre des affaires étrangères les déclarations surprenantes d'un M. Ehlermann, directeur du service législatif de la Communauté, et selon lesquelles la Communauté doit interpréter les traités dans un sens appelé dynamique, c'est-à-dire en s'affranchissant, d'une obéissance littérale aux textes ; lui signale, à titre d'exemple, un projet de directives sur les cours par correspondance qui ouvertement n'est nullement de la compétence de la commission ; et qui révèle de la part de la commission le désir non dissimulé de considérer que les problèmes d'éducation sont de sa compétence ; lui fait remarquer que ce comportement altère gravement les compétences constitutionnelles nationales ; lui demande quelles mesures il compte prendre pour interdire la poursuite de tendances aussi regrettables.

Communautés européennes (revue « Europe en bref »).

3067. — 14 juin 1978. — M. Michel Debré demande à M. le ministre des affaires étrangères s'il est conscient du ton délibérément anti-français de certaines publications de la Communauté européenne ; lui signale notamment le numéro de la Communauté intitulé *Europe en bref* où le général de Gaulle, à qui l'Europe et la liberté doivent plus qu'à tout autre, est accusé de « résurgence de nationalisme » (notamment mémoire p. 13) ; lui demande si la France supportera longtemps la prétention de bureaucrates anonymes à publier aux frais du contribuable français des attaques contre la République.

Enseignement technique et professionnel
(C.A.P. de confiseur-chocolatier).

3069. — 14 juin 1978. — M. Claude Labbé expose à M. le ministre du travail et de la participation qu'un confiseur chocolatier a rencontré à la fin de l'année 1975 des difficultés pour obtenir l'autorisation de former un apprenti. En effet, à l'époque, il n'existait pas de C.A.P. de confiseur-chocolatier. Toutefois, une lettre circulaire du ministre du travail, en date du 22 janvier 1976, faisait état de l'éventuelle création d'un tel C.A.P. M. Claude Labbé demande à M. le ministre du travail et de la participation si depuis cette date, le C.A.P. en cause a été créé. Une telle création et la formation des apprentis qu'elle entraînerait apparaissent d'ailleurs comme indispensables afin que soit reconnue la profession de confiseur-chocolatier.

Taxe à la valeur ajoutée (confiserie à base de chocolat).

3070. — 14 juin 1978. — **M. Claude Labbé** rappelle à **M. le ministre du budget** que la presque totalité des produits alimentaires sont soumis à la T.V.A. au taux de 7 p. 100. Cependant, il n'en est pas ainsi en ce qui concerne les produits de confiserie à base de chocolat. Ces produits supportent la T.V.A. au taux intermédiaire bien que rien ne paraît justifier une telle discrimination à ce sujet. Récemment, l'ancien ministre de l'économie et des finances avait fait savoir que pour tenir compte de l'évolution de la réglementation définissant les produits de chocolaterie, il avait été décidé d'admettre au bénéfice du taux réduit, les tablettes des produits dénommés « chocolat », « chocolat de ménage » et « chocolat de ménage au lait ». Cette disposition est applicable depuis le 1^{er} août 1977. Depuis qu'elle a été prise, l'imposition des produits de confiserie à base de chocolat au taux intermédiaire apparaît comme encore moins justifiable. L'argument selon lequel la réduction du taux de T.V.A. aux produits de confiserie et de chocolaterie qui sont encore soumis au taux intermédiaire entraînerait des pertes importantes que la situation budgétaire ne permet pas d'envisager, apparaît comme peu convaincante. **M. Claude Labbé** demande à **M. le ministre du budget** de bien vouloir lui faire connaître quelle serait la perte de recettes qui résulterait d'une telle mesure. Il lui demande également et par un simple souci d'équité, que les produits en cause soient désormais soumis comme la quasi-totalité des produits alimentaires au taux réduit de T.V.A.

Enseignants (titulaires détachés au Maroc et recrutés sur place).

3071. — 14 juin 1978. — **M. Claude Labbé** appelle l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur les enseignants titulaires détachés auprès du ministère de l'éducation nationale marocaine et recrutés au Maroc après 1956. Les intéressés ont adhéré à la convention culturelle et technique de coopération du 13 janvier 1972 qui est interprétée de telle sorte par le Gouvernement marocain que celui-ci refuse de verser les indemnités de déménagement, de frais de voyage et de réinstallation lors du retour en France des enseignants au cas où ceux-ci ont été recrutés au Maroc. Les professeurs français qui sont dans cette situation ont fait de nombreuses interventions pour obtenir le paiement des frais entraînés lors de leur réinstallation en métropole. Il leur a été objecté que la satisfaction de leur demande entraînerait des dépenses très élevées compte tenu du nombre de professeurs détachés à l'étranger qui ne sont pas rémunérés par le ministère des affaires étrangères. Ainsi, le Gouvernement marocain n'accepte pas d'assurer les frais de retour en France lorsqu'il s'agit de professeurs non recrutés en France même si ceux-ci exerçaient par exemple dans un établissement français. Le ministère des affaires étrangères prend la même position mais à toutefois, fait savoir aux intéressés qu'il avait demandé au ministère de l'économie et des finances de pouvoir prendre en charge ces dépenses de rapatriement. Ces indications datent d'avril 1977 et depuis, les professeurs concernés sont toujours dans l'ignorance de la décision qui doit être prise. La coopération prend fin actuellement pour un grand nombre d'entre eux et en raison du plan de relève prévu par les deux Gouvernements les « recrutés locaux » doivent ou bien abandonner leur mobilier ou emprunter pour leur déménagement, payer leur transport et s'installer en France à leurs frais. Ces coopérants exercent parfois depuis une vingtaine d'années dans le pays alors que d'autres qui servent au titre du ministère des affaires étrangères, sous contrat de deux ans, bénéficient au bout de ces deux années de toutes les primes qui leur sont refusées. On peut d'ailleurs constater à cet égard que : les professeurs « recrutés locaux » après 1956, enseignants en diffusion, ont obtenu à compter de 1973 les indemnités qu'on leur refusait auparavant ; les professeurs enseignant en diffusion qui en 1974 sont passés en coopération ont conservé tous leurs droits ; ceux qui partent dans un D.O.M. ou un T.O.M. perçoivent les indemnités ; les non-titulaires ont droit à ces mêmes indemnités. Par ailleurs, et dans un autre domaine, le Gouvernement français accepte de verser une prime de 10 000 francs à tout travailleur émigré travaillant en France qui veut regagner son pays d'origine et le Gouvernement marocain vient de prendre la décision d'indemniser ses travailleurs à l'étranger lors de leur retour dans leur pays. **M. Claude Labbé** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** de bien vouloir intervenir à nouveau auprès de son collègue, **M. le ministre du budget**, pour lui rappeler l'intervention faite à ce sujet en 1977 et pour lui demander qu'une décision équitable soit prise en ce qui concerne ces enseignants.

Impôt sur le revenu (impôt sécheresse 1976).

3072. — 14 juin 1978. — **M. Jean-Louis Masson** rappelle à **M. le ministre du budget** que la loi de finances rectificative n° 76-978 du 29 octobre 1976 a organisé l'impôt sécheresse de 1976 en retenant pour base de calcul le revenu des contribuables en 1975. Bien

entendu, et de manière fort logique, cette loi prévoit une exemption pour les personnes physiques n'ayant pas eu de revenu en 1976. Or, de nombreuses personnes du département de la Moselle, qui sont décédées en 1975, se voient réclamer par les services du ministère du budget le versement de l'impôt sécheresse. Des mises en demeure ont été en particulier adressées à leurs héritiers ce qui est, tout au moins en apparence, en contradiction avec l'esprit et la lettre de la loi car une personne décédée en 1975 ne peut en effet pas avoir eu de revenu en 1976. **M. Masson** demande donc à **M. le ministre du budget** de bien vouloir préciser quelles sont les règles que doivent appliquer en la matière les services des impôts.

Infirmiers et infirmières (travail à mi-temps).

3073. — 14 juin 1978. — **M. Michel Noir** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les difficultés que paraissent rencontrer les infirmières souhaitant travailler à mi-temps. Le travail à mi-temps exclut, semble-t-il, la possibilité d'être titularisée et donc cantonne les infirmières à un indice hiérarchique tout à fait inférieur à celui auquel elles pourraient avoir droit, compte tenu de leur ancienneté, si elles travaillaient à temps plein. En raison de l'objectif prioritaire accordée à l'emploi féminin par le Gouvernement et plus particulièrement aux emplois à mi-temps, pour les femmes ayant élevé des enfants, **M. Michel Noir** demande à **Mme le ministre** si elle pense donner des instructions à ses services afin de faciliter le développement du travail à mi-temps des infirmières, sans qu'il y ait pénalisation sur le plan hiérarchique.

Entreprise (création par les cadres demandeurs d'emplois).

3074. — 14 juin 1978. — **M. Joël Le Tac** appelle l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur les dispositions de la circulaire D.E. n° 3 du 14 janvier 1977 (non parue au *Journal officiel*) relative à la création d'entreprises par les cadres demandeurs d'emplois. Cette circulaire rappelle qu'au cours du conseil des ministres du 8 décembre 1976, il a été décidé de mettre en place un dispositif incitatif à la création d'entreprises qui permette aux cadres demandeurs d'emplois d'accéder plus facilement aux systèmes des prêts et de conserver les allocations publiques de chômage ainsi que la couverture sociale assurées aux demandeurs d'emplois pendant les six premiers mois de leur nouvelle activité. En conclusion de cette circulaire, il est dit qu'« une évaluation d'ensemble de l'opération sera faite fin 1977 pour disposer d'un premier bilan du devenir des entreprises dont la création aura pu être favorisée par la présente procédure ». Il lui demande de lui communiquer les éléments de ce bilan.

Abattoirs (Ile-de-France).

3075. — 14 juin 1978. — **M. Roger Combrisson** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur le problème posé par la fermeture envisagée en août prochain de nombreux abattoirs situés en Ile-de-France. Il s'étonne que, malgré ses nombreuses interventions et suggestions antérieures, la décision concernant ces fermetures ait été maintenue. C'est ainsi que le département de l'Essonne n'aurait plus aucun abattoir alors que son expansion démographique se prolonge et qu'en conséquence les besoins s'accroissent. Les élus, les organisations professionnelles concernées, souhaitent qu'une véritable concertation soit organisée sur ce problème à l'échelle de la région afin que les différentes opinions puissent être confrontées. Ils souhaitent aussi que la décision de fermeture soit différée tant que n'aura pas eu lieu la concertation demandée pour l'examen des dispositions générales à prendre au niveau de l'Ile-de-France. Il lui demande, en conséquence, quelles mesures il compte prendre pour l'organisation rapide de la concertation nécessaire qui devrait rassembler pouvoirs publics, élus et organisations syndicales.

Entreprises industrielles et commerciales
(entreprise S.C.O. à Montreuil [Seine-Saint-Denis]).

3079. — 14 juin 1978. — **M. Louis Odru** appelle de façon pressante l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur la situation financière de l'entreprise S.C.O. de Montreuil (Seine-Saint-Denis). Cette société, qui pour l'essentiel de son activité, revend du matériel de pesage, a fait effort ces derniers temps pour développer un secteur de production. Elle a connu un essor dû à la bonne qualité de sa production et ses perspectives de développement et d'extension de marché semblent assurées. Elle emploie 210 personnes à Montreuil et 400 environ en tout, dans notre pays. Or, depuis quelque temps,

de sérieuses difficultés financières sont venues mettre en cause la marche de l'entreprise, au point que l'on peut aujourd'hui, craindre le dépôt de bilan. Ces difficultés ont pour origine, selon les explications mêmes données par la direction, l'attitude d'un des principaux fournisseurs de l'entreprise : la société ouest-allemande Bizerba. Celle-ci a, en effet, refusé le moratoire de paiement présenté par S.C.O., cessé son approvisionnement, et elle aurait parallèlement exercé des pressions sur la Société générale, pour que cette banque cesse d'accorder des crédits à l'entreprise. M. Odra demande à M. le ministre de l'Industrie, quelles mesures urgentes il compte prendre pour permettre à la S.C.O. de retrouver son équilibre financier artificiellement compromis, et pour déjouer la manœuvre éventuelle d'une firme étrangère qui serait tentée de s'approprier un secteur industriel et commercial français hautement concurrentiel.

Auxiliaires médicaux (statut des psycho-rééducateurs).

3081. — 14 juin 1978. — M. Joseph-Henri Maujoûan du Gasset expose à Mme le ministre de la santé et de la famille que les psycho-rééducateurs, qui exercent la rééducation psychomotrice auprès d'enfants, d'adolescents, d'adultes et de personnes âgées, ne peuvent trouver leur place que dans le cadre d'institutions spécialisées, et ne possèdent pas encore de statut d'auxiliaire médical. Ils n'ont donc pas la possibilité de prétendre aux remboursements de leurs actes par la sécurité sociale, dans le cadre d'un exercice professionnel en libéral. Il lui demande si elle ne considère pas cette situation comme une anomalie et si elle n'envisagerait pas de faire étudier ce problème.

Pollution (entreprises victimes de la marée noire).

3082. — 14 juin 1978. — M. Joseph-Henri Maujoûan du Gasset expose à M. le ministre de l'intérieur que le Gouvernement a prévu un plan pour indemniser les entreprises bretonnes touchées par la « marée noire ». Toutefois un certain nombre d'entre elles vont avoir des difficultés telles que malgré leur indemnisation, la cessation de leur activité durant un certain temps risque d'entraîner leur fermeture définitive. Il lui demande ce qui est prévu pour les fournisseurs de ces entreprises.

Fruits et légumes (importations).

3083. — 14 juin 1978. — M. François Léopard expose à M. le ministre de l'agriculture que, depuis plusieurs semaines, on a constaté dans la région lyénoise des importations de fruits et légumes en provenance de pays tiers. Il s'agit, d'abord, de cerises, d'artichauts et de pommes de terre primeurs ; et, maintenant, il s'agit de fraises et de pêches. Une importante quantité de ces produits provient d'Espagne. De telles importations mettent en difficulté de nombreux producteurs nationaux. Elles sont favorisées par le fait que les importateurs bénéficient de marges plus élevées lorsqu'ils négocient avec des pays tiers. Le consommateur local n'en tire aucun avantage. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour limiter l'importation de ces produits en provenance de pays tiers et leur introduction sur les marchés méditerranéens de manière à ne pas mettre encore davantage en difficulté une production locale déjà atteinte par les calamités survenues au cours des deux dernières années.

Impôt sur le revenu (centres de gestion).

3084. — 14 juin 1978. — M. Eugène Berest expose à M. le ministre du budget que l'article 64, paragraphe III, de la loi de finances pour 1977 fait obligation aux adhérents des associations de gestion agréées d'établir les documents tenus par ces adhérents, en application de l'article 99 ou 101 bis du code général des impôts, conformément à l'un des plans comptables professionnels agréés par le ministre de l'économie et des finances. Cette obligation est réaffirmée par l'article 2, premier alinéa, du décret n° 77-1520 du 31 décembre 1977 qui prévoit qu'elle fait partie des « recommandations » que s'engagent à suivre les adhérents sous peine de se voir exclus des associations en cas de manquements graves et répétés. La définition de cette obligation revêt dès lors une importance certaine. Par ailleurs, l'arrêté du 20 janvier 1978, pris en application de l'article 64 susvisé, fixe la nomenclature des comptes à utiliser par les professions libérales autres que celle de notaire. Cette nomenclature comporte des « comptes financiers » (banque, chèques postaux, caisses) et des « comptes de recettes et dépenses patrimoniales de l'année », ce qui laisse à penser que la tenue de livres de trésorerie devaient être obligatoire, à compter de la parution de cet arrêté, pour les adhérents des associations, cette obligation introdui-

sant ainsi une ébauche de comptabilité « à partie double » dans ces professions. Or, d'après le libellé de l'article 64 de la loi de finances pour 1977, il semble que seuls les documents visés aux articles 99 et 101 bis du code général des impôts, c'est-à-dire les documents de recettes et dépenses professionnelles, ainsi que le registre d'immobilisations professionnelles, doivent être établis selon un plan comptable. Il lui demande de préciser quelles sont les obligations réelles des adhérents des associations de gestion agréées et quel est le nombre de documents obligatoires qu'ils doivent servir.

Débts de boissons (licence).

3085. — 14 juin 1978. — M. Pascal Clément expose à M. le ministre du budget le cas d'un débitant de boissons titulaire d'une licence de quatrième catégorie qui, après avoir omis d'ouvrir son débit pendant un délai de plus d'un an, a sollicité l'autorisation de réouverture permanente de ce débit. Le directeur des services fiscaux lui a fait savoir qu'en application de l'article L. 44 du code des débits de boissons, tout débit ayant cessé d'exister depuis plus d'un an doit être considéré comme supprimé. Il lui demande s'il estime normal que les débits de boissons ayant cessé de fonctionner depuis plus d'un an soient considérés comme supprimés, lorsque l'intention des tenanciers de ces débits n'est nullement de cesser définitivement leur activité, étant fait observer, en outre, que le débit en cause est situé dans une commune ne comportant qu'un seul établissement de ce genre, alors qu'au cours de l'été cette commune arrive, avec les résidences secondaires, à comporter environ 1 000 habitants.

Examens et concours (baccalauréat en biologie).

3086. — 14 juin 1978. — M. Jean-Marie Daillet attire l'attention de Mme le ministre de l'éducation sur la situation de nombreux bacheliers de biologie qui se trouvent actuellement devant une absence totale de débouchés. Depuis quelques années, les techniciens de biologie ont été formés de façon totalement anarchique. Les titulaires d'un diplôme de baccalauréat de biologie pensaient obtenir rapidement un emploi, ceci en tenant compte des assurances qu'on leur avait données. Les plus courageux ont continué leurs études pendant deux ans afin d'obtenir un diplôme supérieur (soit un D. E. L. A. M., soit un D. U. T.) et l'on est arrivé à un tel degré de saturation que, seuls, les titulaires de ces derniers diplômes réussissent maintenant à trouver du travail. En ce qui concerne les simples bacheliers, ils risquent d'être indéfiniment au chômage. Cette situation tient à plusieurs causes : l'augmentation des salaires, des charges sociales, la stabilisation relative de l'activité des laboratoires d'analyses médicales, la non-revalorisation des tarifs des analyses, la mauvaise formation de beaucoup de jeunes techniciens ont incité les laboratoires à acheter un matériel permettant d'automatiser certains examens et, par conséquent, de réduire leur personnel au seul bénéfice des entreprises américaines pratiquement seules productrices de ce type de matériel. Cette situation ne peut que s'aggraver si les laboratoires d'analyses sont prochainement soumis à la T. V. A., celle-ci étant récupérée sur le matériel et non sur les salaires. Il lui demande si elle n'estime pas indispensable que soit révisée la politique gouvernementale en cette matière.

Voirie (pont de Thouaré (Loire-Atlantique)).

3088. — 15 juin 1978. — M. Maujoûan du Gasset expose à M. le ministre de l'intérieur que le pont de Thouaré, en Loire-Atlantique, est en réparation depuis plusieurs mois, isolant cette commune de la rive gauche de la Loire, ce qui est une gêne pour les usagers et un handicap pour le commerce local. Il lui demande s'il peut lui indiquer où en sont les travaux et quand on peut estimer la date d'achèvement.

Handicapés (Loiret : association des paralysés de France).

3089. — 15 juin 1978. — M. Doufflagues appelle l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur les inconvénients qui semblent résulter de l'application stricte, dans certains départements, des règles de la sectorisation. Ainsi, dans le département du Loiret, la direction départementale de l'action sanitaire et sociale semble refuser de reconnaître le caractère spécifique des aides à apporter aux handicapés moteurs, jusqu'ici assurées par la délégation départementale de l'association des paralysés de France. Pourrait-elle lui indiquer dans quelles conditions des conventions pourraient être conclues avec cette association pour lui permettre d'assurer le mieux possible son service social.

Retraites complémentaires (personnels des mines d'Algérie).

3090. — 15 juin 1978. — **M. Jacques-Antoine Gau** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la famille** sur la situation des personnels des mines d'Algérie au regard de leur régime de retraites. Ces personnels, et plus particulièrement les employés des mines, les agents de maîtrise et les ingénieurs, ont vu le montant de leurs régimes de retraites complémentaires imputés de 33 p. 100 environ. Les revalorisations accordées à leurs homologues métropolitains ont été attribuées aux retraités des mines d'Algérie sur une base notablement inférieure aux revalorisations prévues pour les agents métropolitains. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour réparer cette inégalité de traitement.

Enseignants (Puy-de-Dôme).

3091. — 15 juin 1978. — **M. Edmond Vacant** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les besoins en postes d'enseignant pour la rentrée prochaine dans le Puy-de-Dôme. Ces besoins ont été évalués par la C.T.P.D. et le conseil départemental et se répartissent de la façon suivante : 51 créations pour l'enseignement élémentaire ; 31 créations pour l'enseignement pré-élémentaire ; 35 créations pour l'éducation spécialisée ; 4 créations pour l'enseignement aux étrangers ; 5 créations de conseiller pédagogique ; 15 créations pour le remplacement des maîtres malades. Or, le ministère a accordé les moyens suivants : 5 emplois pour l'enseignement élémentaire ; 1 emploi pour l'enseignement pré-élémentaire ; 2 emplois pour l'enseignement spécialisé ; 1 emploi de conseiller pédagogique pour l'éducation musicale. Dans de telles conditions, il est impossible d'effectuer la rentrée scolaire suivant les intentions dont fait état la circulaire de rentrée. En conséquence, il lui demande s'il a l'intention de mettre à la disposition du Puy-de-Dôme des moyens nouveaux afin que la dotation en personnels soit conforme aux nécessités constatées.

Formation professionnelle et promotion sociale (centre FPA de Caen (Calvados)).

3093. — 15 juin 1978. — **M. Louis Mexandeau** appelle l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la situation des stagiaires de secrétariat de direction bilingue anglais du centre de formation professionnelle des adultes de Caen, auxquels les heures de laboratoire de langue anglaise viennent d'être supprimées par la direction de la F.P.A. La formation pratique des stagiaires est basée sur le bilinguisme et l'utilisation du laboratoire est sans doute à l'origine du très bon niveau en anglais de cette section du centre F.P.A. Le bilinguisme est primordial sur le marché du travail, et l'enseignement dispensé par les sections de F.P.A. doit être de nature à former un personnel techniquement apte à assurer des fonctions en entreprise dès la sortie du stage. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour rétablir les heures de laboratoire de langue anglaise au centre de Caen et s'il compte étudier les possibilités de création de tels laboratoires dans les centres de F.P.A. de façon à faciliter l'accès à cet enseignement aux stagiaires de toutes les sections.

Epargne.

3094. — 15 juin 1978. — **M. Pierre Forgues** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie** sur la situation actuelle de très nombreux épargnants dont les économies subissent une érosion monétaire largement supérieure au taux d'intérêt qui leur est servi. Il lui demande ce qu'il advient des nombreuses promesses jusqu'alors restées sans suite que le Gouvernement a faites, notamment lors des dernières élections législatives, et quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour enfin mettre un terme à la spoliation de l'épargne populaire et protéger ainsi de l'inflation les revenus que les travailleurs en activité ou en retraite ont épargné.

Crèches (Paris).

3096. — 15 juin 1978. — **M. Paul Quilès** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les problèmes que rencontrent les familles parisiennes pour garder leurs jeunes enfants. En effet, de nombreux ménages ne peuvent inscrire ceux-ci dans les crèches municipales qui sont saturées, et, recourir à la solution des gardiennes agréées leur reviendrait trop cher. C'est une situation d'autant plus dramatique qu'elle affecte aussi les mères célibataires, chefs de famille. Pourtant les crèches, donnant

toutes les garanties quant aux besoins du tout petit, ont un rôle éducatif et social indispensable, dans une société où de plus en plus de femmes travaillent, souvent par nécessité. En conséquence, il lui demande, d'une part, quelles mesures immédiates elle entend prendre pour permettre d'accélérer et d'intensifier la construction de crèches à Paris et pour répondre aux très nombreuses demandes insatisfaites, et, d'autre part, si elle a l'intention d'augmenter la participation de l'Etat pour la construction de ces équipements collectifs, afin d'apporter une aide plus substantielle aux municipalités.

Institut géographique national (géomètres).

3097. — 15 juin 1978. — **M. Robert Fabre** expose à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** la situation dans laquelle se trouvent les géomètres de l'I.G.N. qui voient leur situation bloquée depuis six ans par l'absence de véritables négociations quant à leur statut de technicien supérieur, à leurs rémunérations, et le débouché dans le corps supérieur. Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir lui indiquer les mesures qu'il compte prendre pour contribuer au règlement de ces problèmes, et garantir à ce corps le statut adéquat rendu nécessaire par la spécificité de leur fonction.

Impôt sur le revenu (artisans soumis au régime du réel simplifié).

3100. — 15 juin 1978. — **M. André Audinot** rappelle à **M. le ministre du budget** que la loi de finances rectificative pour 1974 a donné la possibilité aux artisans soumis au régime réel simplifié de bénéficier d'un abattement de 10 p. 100 pour le calcul de l'impôt sur le revenu, à condition qu'ils adhèrent à un centre de gestion agréé. Cette contrainte n'incite pas les artisans à s'intéresser personnellement à la gestion de leur entreprise et diminue considérablement l'abattement de 20 p. 100 par les frais qu'elle entraîne. Le projet de loi de finances pour 1978 accorde bien aux artisans le même abattement de 20 p. 100 qu'aux salariés mais il maintient l'exigence d'une adhésion à un centre de gestion agréé. Cette disposition avantage les entreprises artisanales importantes au détriment des artisans travaillant seuls ou avec un nombre réduit de compagnons, pour lesquels les dépenses supplémentaires ne sont pas compensées par l'abattement en question. Il lui demande s'il serait possible de moduler cette obligation d'adhérer à un centre de gestion agréé et d'accorder l'abattement de 20 p. 100 aux artisans qui justifient de la réalité de leur revenu professionnel, notamment quand ils sont placés dans le cadre du régime « réel simplifié ».

Charbon (hausse du prix).

3101. — 15 juin 1978. — **M. André Audinot** appelle l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur la hausse très importante du prix du charbon. Cette mesure, déjà cruelle pour les personnes âgées, qui vient s'ajouter à de nombreuses hausses alimentaires, risque d'obérer considérablement le budget des vieillards. Il lui demande quels avantages il compte proposer au Gouvernement, à titre compensatoire, pour éviter que les personnes âgées ne se trouvent pénalisées.

Petites et moyennes entreprises (encadrement du crédit).

3102. — 15 juin 1978. — **M. Philippe Malaud** rappelle à **M. le ministre de l'économie** les difficultés croissantes rencontrées par de nombreuses P. M. E. et P. M. I. du fait des lacunes de la politique du crédit. L'encadrement du crédit, jamais appliqué au secteur nationalisé et rarement, en fait, aux grandes entreprises nationales ou multinationales, est réservé aux P. M. E. et P. M. I. et leur est donc appliqué à un degré qui, souvent, dépasse les prévisions de l'encadrement. Souvent aussi chaque mesure nouvelle d'encadrement sert de prétexte à la suppression de tout ou partie des crédits dont bénéficiaient les entreprises en difficulté, tous ces « canards boiteux » — expression que le Premier ministre a justement condamnée — auxquels sont réservées les rigueurs administratives, fiscales et bancaires. En période de chômage, c'est au contraire d'une particulière sollicitude que devrait faire l'objet les entreprises modestes de la France fragile, dont les difficultés ne sont pas, comme on le laisse entendre, uniquement dues à des erreurs de gestion, mais bien souvent découlent de faits purement conjoncturels : répercussions de faillites, traites impayées, gel de créances suite à des défaillances de clients, annulation de contrats, restrictions budgétaires, importations sauvages, etc., pour

ne pas parler, même s'il a été récemment atténué, de l'éternel problème des retards de paiement de l'Etat et des collectivités locales. Or on observe qu'en cas de difficultés, quelle qu'en soit l'origine, c'est presque toujours la décision bancaire qui provoque le dépôt de bilan avec toutes les conséquences qui en résultent pour l'actif de l'entreprise et les travailleurs, compte tenu d'un régime et de procédures lourdes et lentes, qui ont sans doute le mérite de donner une activité à d'estimables mandataires de justice, mais contribuent, dans bien des cas, à achever l'entreprise blessée. On s'explique ainsi que les chefs d'entreprise redoutent de manifester le moindre signe de crainte, attendant le dernier moment pour alerter les pouvoirs publics, rendant ainsi parfaitement inopérantes les structures mises en place autour des T. P. G. dotés au surplus de pouvoirs d'intervention assez dérisoires. Le devoir des banques n'est pas de réserver l'argent à ceux qui en ont déjà et qui n'en ont pas besoin, mais de soutenir les secteurs les plus vulnérables, mais nécessaires, de l'économie et de l'emploi. Au lieu de la prétendue sélectivité qui caractérise actuellement la politique du crédit et qui est en réalité une sélectivité à rebours, n'y aurait-il pas lieu de prévoir la fixation d'un quota minimum au profit des P. M. E., le geste timide fait pour elles en matière de créances nées à l'exportation et de moyen terme équipement étant tout à fait insuffisant. Si ce quota devait s'élever à la moitié, au tiers ou même au quart du volume des crédits consacrés à l'exportation qui, eux, bénéficient essentiellement aux 1 300 entreprises qui assurent 80 p. 100 des exportations françaises, les problèmes des P. M. E. et P. M. I. ne se poseraient plus. Deux éléments enfin doivent être soulignés qui mettent en évidence la nocivité d'une prolongation de l'encadrement du crédit : le premier critère appliqué par les banques dans la distribution du crédit étant le risque, la concurrence conduit celles-ci, dans un régime de liberté, à s'accommoder de critères plus larges et à irriguer vers le bas de nouvelles couches de P. M. E. Toute limitation du volume des crédits à distribuer amène automatiquement les banques à « servir » les entreprises par ordre décroissant de risque, c'est-à-dire pratiquement à avantager les entreprises importantes à risque faible. En période de crise économique, l'effet cumulatif de l'application du critère de risque et du respect de l'encadrement se révèle ainsi intolérable à toute une couche de P. M. E. qui se trouvent privées d'un crédit que justifieraient leur rôle et leur avenir. L'encadrement du crédit légitime sur plusieurs années, et pratiquement sans exception, la part du marché de chaque banque, pénalise particulièrement les banques les plus dynamiques, dont la rente de situation est la moins ancienne et la moins forte, notamment dans les pools bancaires des grandes entreprises, mais, par cela-même, sont les plus attentives aux besoins des entreprises naissantes et des P. M. E. Ce sont donc essentiellement ces dernières qui sont les plus touchées par les décisions macro-économiques prises par les pouvoirs publics en matière d'encadrement. Il lui rappelle aussi qu'à sa connaissance aucune des grandes économies de type libéral concurrentes de la nôtre, et dont la réussite n'est pas moindre que la nôtre lorsqu'elle n'est pas supérieure, n'a subi aussi longtemps un système d'encadrement aussi contraignant, aussi aveugle et aussi antisélectif. Pourquoi, s'agissant des P. M. E. et allant au-delà de la proposition exprimée plus haut, ne pas envisager dès lors de placer totalement hors du champ d'encadrement les entreprises non filiales de groupes, employant moins de 500 personnes ou réalisant un chiffre d'affaires inférieur à 100 millions de francs. Pour une couche importante de leurs membres, les P. M. E. verraient ainsi consolidée et facilitée leur exploitation. La concurrence et l'emploi seraient de la sorte améliorés par le maintien d'entreprises injustement sacrifiées et par la création de nouvelles P. M. E. Les grandes sociétés y trouveraient elles-mêmes leur compte, car ces entreprises sont tout à la fois leurs clientes et leurs sous-traitants. La prospérité générale doit être sans doute recherchée, notamment par une lucide politique du crédit. Cette politique ne doit pas, néanmoins, mettre en danger, comme on doit aujourd'hui le constater, un trop grand nombre d'entreprises. La trame de l'activité économique régionale s'en trouverait gravement atteinte. C'est donc tout à la fois de l'intérêt des P. M. E. et de l'intérêt des régions que s'inspirent les propositions qui précèdent.

Emploi (vacataires).

3103. — 15 juin 1978. — Mme Gisèle Moreau attire l'attention de M. le Premier ministre sur les menaces de licenciement qui pèsent sur les 3 000 vacataires recrutés au ministère du travail et de la participation et à celui de la santé et de la famille. Les vacataires, comme l'ensemble des non-titulaires, accomplissent des tâches indispensables aux côtés des titulaires; mal rémunérés, sans possibilité de promotion, ils sont aujourd'hui menacés de licenciement. Or, licencier les vacataires aboutirait non seulement à aggraver le chômage, mais aussi contribuerait à liquider le service public en lui refusant les moyens d'accomplir sa mission. L'heure

n'est donc pas à la suppression d'emplois mais, bien au contraire, à la création de postes de titulaires. C'est pourquoi, au moment où s'élabore le budget de ces ministères et face à la gravité de la situation, elle lui demande de trouver des solutions permanentes tant à la crise que traversent les services de ces ministères qu'à la situation précaire des vacataires.

Assurances (vol).

3106. — 15 juin 1978. — M. Lucien Villa attire l'attention de M. le ministre de l'économie sur les problèmes rencontrés par les victimes de vol au moment d'obtenir le remboursement par les compagnies d'assurances. En effet, certaines compagnies justifient avec une particulière mauvaise foi leur refus de remboursement, les prétextes les plus fallacieux étant employés. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que ces problèmes soient dans l'avenir réglés au mieux de l'intérêt des victimes.

Impôt sur le revenu (avantages en nature).

3107. — 15 juin 1978. — M. Alain Léger attire l'attention de M. le ministre du budget sur les charges fiscales relatives aux repas gratuits pris en service par les éducateurs spécialisés. En effet, il est clair que lorsqu'un éducateur spécialisé prend son repas à la table des élèves il accomplit une tâche éducative. Il semblerait donc normal que le service du repas gratuit soit considéré comme la contrepartie de cette obligation de service et non pas comme un avantage en nature qui met l'intéressé dans l'obligation d'en faire la déclaration à l'administration fiscale. Aussi, il lui demande s'il ne serait pas possible d'envisager une dérogation en la matière.

Hôtels et restaurants (licence).

3109. — 15 juin 1978. — M. Emile Bizet appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur certaines difficultés rencontrées par les professionnels de l'hôtellerie, de la restauration et du commerce des boissons. Aux termes de l'article L. 49-1 du code des débits de boissons, les débits de boissons à consommer sur place établis autour de certains établissements, parmi lesquels figurent en particulier les maisons de retraite, doivent être supprimés. Cette disposition implique que l'exploitation des débits peut être poursuivie jusqu'à leur décès par les personnes qui les possèdent, mais en cas de vente du fonds, la licence s'y rattachant ne peut être elle-même cédée. Il est hors de doute que la valeur d'un hôtel, restaurant ou café, est particulièrement amoindrie si la licence disparaît. L'article L. 52 du code des débits de boissons prévoit toutefois que la mesure en cause n'est pas applicable aux établissements classés hôtels de tourisme existant à la date du 1^{er} décembre 1960. Or, si une campagne nationale menée en faveur du tourisme et de l'hôtellerie a eu pour résultats d'inciter les hôteliers à investir pour que leurs établissements soient classés hôtels de tourisme, c'est surtout postérieurement à 1960 que ce classement est intervenu. Il apparaît, en conséquence, opportun d'aménager la disposition rappelée ci-dessus concernant le maintien de la licence pour les hôtels de tourisme en supprimant cette restriction de l'antériorité au 1^{er} décembre 1960 et en étendant la possibilité envisagée à tous les hôtels de tourisme quelle que soit la date de leur classement dans cette catégorie. Par ailleurs, certains établissements, hôtels, restaurant, cafés — dans le but d'animer une station touristique ou de vacances — ont créé sous le même toit une discothèque, ou simplement aménagés un local pour danser et dans lequel des consommations sont servies. Il a été signifié à leurs propriétaires que cet aménagement n'était pas possible du fait que le nouveau genre d'activité est différent de l'ensemble de l'entreprise et qu'il faudrait une seconde licence ce qui n'est pas actuellement autorisé. Il semble que, là aussi, une adaptation de la législation existante serait à prévoir, soit en envisageant la suppression de l'article L. 29 du code des débits de boissons interdisant de posséder ou d'exploiter plusieurs débits, soit en autorisant l'exploitation sous le même toit de plusieurs points de vente. M. Emile Bizet demande à M. le ministre de l'intérieur de bien vouloir faire procéder à l'étude des aménagements souhaités et de lui faire connaître les possibilités qu'ils ont de donner naissance à un projet de loi permettant leur mise en application.

Aide sociale (hypothèque).

3114. — 15 juin 1978. — M. Rémy Montagne rappelle à Mme le ministre de la santé et de la famille qu'en contrepartie de l'aide sociale accordée aux personnes sans ressources, ces dernières doivent supporter une hypothèque dès lors que leur habitation — si modeste soit-elle — vaut plus de 10 000 francs. Or, la plupart du temps, il s'agit de personnes âgées qui préfèrent mourir de

faim plutôt que de voir leur seul bien, leur misérable habitation, grevée d'une hypothèque. Il lui demande si le plafond d'un million d'anciens francs pour la récupération de l'aide sociale ne pourrait être relevé jusqu'à 50 000 francs.

Etrangers (association pour l'enseignement des étrangers).

3116. — 15 juin 1978. — M. Rodolphe Pesce appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur les conséquences de la dissolution de l'association pour l'enseignement des étrangers (A.E.E.) aussi bien au niveau de l'action entreprise auprès des immigrés qu'au niveau de la garantie d'emploi pour un nombre important des salariés de cette association. Il lui rappelle qu'il avait été envisagé de créer une association régionale pour la région Rhône-Alpes qui reprendrait ces activités de formation. Il lui demande donc de bien vouloir lui indiquer si ce projet existe toujours et, dans l'affirmation, à quelle date sa mise en place est envisagée (les cours pourront-ils reprendre à partir du mois de juillet ?). Il souhaiterait également savoir si les anciens salariés de l'A.E.E. bénéficieraient d'une priorité d'embauche et si leur emploi sera assuré.

Enseignement agricole (Bergerac [Dordogne]).

3118. — 15 juin 1978. — M. Michel Manet appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur l'urgence de la construction du collège agricole de Bergerac. Cette réalisation présente le plus grand intérêt pour l'activité à dominante agricole du Bergeracois et pour le développement des industries agro-alimentaires. D'autre part, l'insuffisance des locaux actuellement utilisés ne permet plus d'assurer les cours à des effectifs croissants et de recevoir des élèves en internat. Une salle de cours a dû être aménagée en dortoir pour les filles, quant aux garçons, ils sont logés au lycée d'enseignement professionnel de Naillac, ce qui les oblige à un aller-retour quotidien entre les deux établissements. Enfin, l'enseignement pratique ne peut être correctement dispensé faute d'une surface d'exploitation propre à l'établissement, réservée aux cultures. Il lui rappelle que le domaine de « La Brie » a été acquis par le département de la Dordogne en 1964. Les communes de Bergerac et de Monbazillac ont pris en charge le remboursement de 50 p. 100 des annuités de l'emprunt qui avait été contracté à cet effet. Le conseil général a voté en 1976 les crédits nécessaires à l'étude de l'avant-projet. Le dossier avec demande de crédits a été adressé à l'établissement public régional. En conséquence, il lui demande de bien vouloir lui préciser le degré d'instruction du dossier, lui indiquer quelle dotation sera réservée sur les crédits ministériels pour la construction de cet établissement, et lui faire connaître la priorité qu'il entend donner à cette opération.

Enseignement (Drôme).

3119. — 15 juin 1978. — M. Rodolphe Pesce expose à M. le ministre de l'éducation la situation difficile dans laquelle va se trouver le département de la Drôme à la rentrée 1978 en raison de la dotation budgétaire particulièrement faible qui lui a été allouée. M. l'inspecteur d'académie avait demandé trente-six postes pour les écoles maternelles et quarante-quatre pour les écoles élémentaires en application stricte des normes d'effectifs définies par le ministère. Sur ces quatre-vingt postes, deux seulement ont été accordés. Dans ces conditions, de nombreuses classes ne pourront ouvrir, par exemple : à Montelier, commune de 1 600 habitants où la municipalité vient de faire construire une école maternelle neuve en accord avec l'inspection académique, alors qu'il n'en existait pas jusqu'à présent ; à Saillans où il n'existe qu'une seule école maternelle et où plus de soixante élèves sont inscrits et que des locaux sont disponibles ; à Valence, où l'école Jules-Vallès qui a été inaugurée en septembre 1977, est restée jusqu'à présent vide. Face à cette situation scandaleuse, il lui demande le nombre de postes supplémentaires qu'il pourra accorder pour satisfaire les légitimes revendications des parents, des municipalités et de l'assemblée départementale qui vient d'appuyer, lors de sa dernière session, ces différentes demandes.

Publicité mensongère ou trompeuse (répression).

3123. — 15 juin 1978. — M. Pierre-Bernard Cousté appelle l'attention de M. le ministre du budget sur la répression de la publicité mensongère ou trompeuse. Se référant à des réponses faites à de précédentes questions, il lui demande s'il n'entend pas inclure dans le projet de loi de finances pour 1979 une disposition permettant de réintégrer dans le bénéfice imposable des entreprises les dépenses consacrées à des actions publicitaires tombant sous le coup des sanctions prévues par l'article 44 de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat du 27 décembre 1973.

Handicapés (vie sociale).

3129. — 15 juin 1978. — M. Henri de Gastines rappelle à Mme le ministre de la santé et de la famille que M. Darnis lui avait demandé par question écrite n° 23302 les mesures prises par son ministère pour favoriser l'accès des handicapés moteurs dans les immeubles ou à bord d'un moyen de transport en commun. La réponse apportée à cette question et publiée au *Journal officiel*, Débats Assemblée nationale du 13 mars 1976, faisait état d'études entreprises à ce sujet par des groupes de travail et dont les résultats devaient être escomptés pour la fin du premier trimestre de 1976. Il lui demande si elle peut lui faire connaître les mesures concrètes déjà prises dans ce domaine et, en les étendant à d'autres formes d'aides destinées à favoriser la vie sociale des personnes handicapées, de bien vouloir dresser un bilan complet des dispositions mises en œuvre ou en cours de réalisation, répondant aux objectifs des articles 49 et 52 de la loi d'orientation n° 75-534 du 30 juin 1975, et destinées à atténuer les différents handicaps subis (circulation pour les aveugles, postes téléphoniques adaptés pour les malentendants, parkings réservés pour les paralysés, transports publics aménagés pour recevoir les fauteuils roulants, réduction de la hauteur des guichets, etc.).

Impôt sur le revenu (charges déductibles).

3130. — 15 juin 1978. — M. Henri de Gastines expose à M. le ministre du budget qu'un garagiste exerçant en entreprise individuelle a suivi des cours d'anglais organisés par la chambre de commerce. Les dépenses correspondant à ces cours ont été rejetées de ces frais généraux par l'administration fiscale sous prétexte qu'ils n'avaient pas un rapport direct avec la profession. Ce garagiste a suivi ces cours d'anglais afin de pouvoir traduire des notices techniques diffusées exclusivement en langue anglaise, notices accompagnant des accessoires autos vendus au garage. Il convient en outre d'observer qu'un effort particulier est demandé par le département de la Mayenne pour l'accueil des touristes étrangers en particulier anglais et hollandais. Une initiation à la langue anglaise est donc fort utile pour le garagiste qui reçoit régulièrement ces touristes étrangers. M. de Gastines demande à M. le ministre si, dans le cas particulier qu'il vient de lui exposer, le coût du droit d'inscription au cours d'anglais de ce garagiste à la chambre de commerce est déductible des bénéfices de l'entreprise. Dans le cas général des entreprises individuelles il souhaiterait connaître sa position en ce qui concerne la déductibilité des frais de formation continue engagés au bénéfice des chefs d'entreprise ou de leur conjoint, étant entendu que cette formation, dans l'esprit de la loi sur la formation professionnelle continue peut et doit avoir un caractère général (loi n° 71-575 du 16 juillet 1971). Il souhaiterait en somme savoir si les textes régissant la formation professionnelle continue peuvent s'appliquer aux chefs d'entreprise individuelle et par conséquent être admis dans ses frais généraux.

Impôt sur le revenu (régime du bénéfice réel simplifié).

3131. — 15 juin 1978. — M. Henri de Gastines expose à M. le ministre du budget qu'un chaudronnier-ferrier exerçant en entreprise individuelle était au régime du forfait jusqu'au 31 décembre 1973. Au cours de l'année 1969 une erreur a été commise dans la présentation du tableau d'amortissements. Au lieu de retenir la valeur hors taxes de l'immobilisation, il a été pris le montant hors taxes diminué de la T.V.A. d'où une diminution de la base d'amortissements. Lors de son passage au régime du bénéfice réel simplifié le 1^{er} janvier 1974, le bilan de départ a repris cette base erronée. L'administration au cours d'un contrôle récent s'est aperçue de cette erreur et l'a réintégré dans les bénéfices imposables de la première année soumise au bénéfice réel. Malgré une réclamation, l'administration fiscale maintient le redressement ce qui a pour conséquences de pénaliser l'intéressé à double titre : d'une part, il n'a pu comptabiliser des amortissements suffisants, d'autre part, il est imposé sur un bénéfice sans existence réelle. M. de Gastines demande à M. le ministre quel est son point de vue au sujet de cette affaire et d'une manière plus générale il souhaiterait savoir sa position en ce qui concerne les erreurs matérielles commises pendant une période forfaitaire au titre des immobilisations et reprise pendant des périodes soumises au bénéfice réel. Ces erreurs peuvent-elles faire l'objet d'un redressement.

Préparateurs en pharmacie (statut).

3132. — 15 juin 1978. — M. Henri de Gastines expose à Mme le ministre de la santé et de la famille qu'il lui paraît surprenant que le décret d'application de l'article 2 de la loi du 8 juillet 1977 portant réforme du statut des préparateurs en pharmacie qui doit

fixer les nouvelles conditions de délivrance du brevet professionnel de préparateur en pharmacie n'ait toujours pas paru près de huit mois après la promulgation de cette loi. Une parution rapide de ce décret apparaît pourtant indispensable pour mettre fin, en particulier, à la situation d'incertitude où se trouvent les personnes que la loi du 8 juillet 1977 oblige à obtenir le brevet professionnel de préparateur en pharmacie d'ici la fin de l'année 1981 pour continuer à exercer leur profession.

Imposition des plus-values (cession d'un jardin).

3136. — 16 juin 1978. — **M. Henri de Gastines** expose à **M. le ministre du budget** qu'un particulier achète en 1951, dans une ville, un jardin sur lequel se trouvent une remise et un débarras pour la somme de 200 000 anciens francs. Etant à la retraite et voulant s'assurer des revenus plus confortables, il décide de vendre ces biens à une personne dont la maison d'habitation n'est pas contiguë, en précisant à l'acquéreur qu'il ne veut pas que ces biens servent à la construction, afin de ne pas subir l'imposition au titre des plus-values. L'acquéreur le promet verbalement et les parties se mettent d'accord sur les conditions. D'après une revue juridique destinée à des particuliers ce terrain ne sera pas soumis à la T. V. A., et aucun problème ne doit se poser en matière de plus-values, bien qu'il soit vendu à un prix très supérieur à 5,30 francs le mètre carré. Cependant avant de conclure, le vendeur consulte verbalement l'administration qui lui fait savoir qu'à son avis le terrain est imposable au titre des plus-values immobilières et qu'il convient de faire une ventilation du prix afin d'évaluer les constructions qui échappent à cette imposition, l'acte d'acquisition ayant plus de vingt ans. Le vendeur âgé ne peut attendre 1981 afin de ne pas être imposé, car il risque de ne pas profiter du produit de la vente. Les revues juridiques consultées semblent bien dire que ce terrain n'est pas imposable à ce titre. Avant de s'engager définitivement, le vendeur souhaiterait avoir une certitude. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître le plus rapidement possible sa position à ce sujet.

Impôt sur le revenu (personnes âgées de plus de quatre-vingts ans).

3137. — 16 juin 1978. — **M. Jacques Godfrain** expose à **M. le ministre du budget** la situation des personnes très âgées, surtout quand elles sont invalides. Du fait de leur âge, ces personnes doivent engager des frais spécifiques que n'ont pas à supporter les personnes plus jeunes et valides, frais dont il n'est tenu compte que très partiellement dans l'évaluation de leur capacité contributive pour l'établissement de l'impôt sur le revenu. Il lui demande en conséquence s'il ne lui paraît pas indiqué d'alléger plus substantiellement que cela n'est fait actuellement la charge fiscale pesant sur les contribuables âgés de plus de quatre-vingts ans soit en exemptant de l'impôt les pensions et retraites servies à ces personnes par un régime obligatoire d'assurance vieillesse, soit en augmentant à leur bénéfice le niveau de l'abattement spécifique auquel les personnes âgées peuvent prétendre en application de l'article 157 bis du code général des impôts. Une telle mesure serait d'autant moins coûteuse qu'elle aurait pour effet de permettre le maintien à domicile d'un certain nombre de personnes âgées et invalides qui, faute d'avoir les moyens de rétribuer une aide ménagère dont elles ont absolument besoin, sont obligées de demander à être hébergées dans des établissements spécialisés, ce qui entraîne une lourde charge pour la collectivité.

Finances locales (récupération de la taxe à la valeur ajoutée).

3142. — 16 juin 1978. — **M. Claude Pringalle** rappelle à **M. le ministre du budget** que, si les collectivités locales doivent payer la T. V. A. sur les investissements qu'elles réalisent, elles ne peuvent la récupérer en tout ou en partie puisqu'elles ne sont pas assujetties à cette taxe sur leurs activités normales. Il lui demande en conséquence si une commune propriétaire d'un terrain qu'elle viabilise en vue de réaliser un lotissement peut effectuer la vente des terrains lotis en incluant dans le prix de vente le montant de la T. V. A. acquittée sur les travaux de viabilisation et si, dans cette hypothèse, il est bien possible à ladite commune de récupérer, à due concurrence, la taxe réglée sur le coût des travaux de viabilité en l'imputant sur le montant de la taxe perçue des acquéreurs des terrains lotis.

Élevage (U. P. R. A. Française frisonne à Cambrai [Nord]).

3143. — 16 juin 1978. — **M. Claude Pringalle** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur l'amélioration génétique de la race bovine française frisonne, qui avec un effectif de 3 600 000 têtes représente près de 50 p. 100 du troupeau laitier français. Après

l'adoption de la loi sur l'élevage de 1966 et la création de centres d'insémination, furent créées des unités nationales de sélection et de promotion de races (U. P. R. A.). En dépit de la période où les centres d'insémination et l'U. P. R. A. ont pu apparaître concurrentes, il apparaît maintenant clairement que les organisations professionnelles, et notamment la commission permanente pour le développement de l'élevage des chambres d'agriculture, la fédération des organismes de contrôle laitier, l'institut technique de l'élevage bovin et l'union nationale des coopératives d'élevage et d'insémination artificielle, réaffirment le rôle de l'U. P. R. A. Française frisonne pour orienter la race, la qualification des animaux, en authentifier les documents et de façon générale participer à toutes les actions de sélection concernant la race. Le siège de l'U. P. R. A. Française frisonne est à Cambrai où, dans le cadre de l'activité tertiaire agricole, il offre des emplois en nombre appréciable. **M. Claude Pringalle** s'inquiète des rumeurs concernant un transfert de cet établissement décentralisé à Paris, transfert qui irait à l'encontre d'une politique cohérente de l'aménagement du territoire et lui demande les mesures qu'il compte prendre pour que l'U. P. R. A. continue depuis Cambrai sa mission au service de l'amélioration de la race bovine.

Betteraves (sucrières : quota B de la France).

3144. — 16 juin 1978. — **M. Claude Pringalle** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les conséquences de la décision prise par la Communauté économique européenne de ramener le quota B de la France de 35 p. 100 à 27,5 p. 100 en ce qui concerne la production de betterave sucrière. Il lui fait observer que, déjà, lors de la création du Marché commun, l'attribution des quotas avait désavantagé la France qui, seule parmi les six pays membres s'était vue imposer une part importante de quota B, quota payé aux deux tiers du quota A. Alors que la spécialisation de cette production avait été reconnue à la France, la décision qui vient d'être prise à Bruxelles, au demeurant rétroactive puisque toutes les betteraves sont déjà plantées, va frapper à nouveau des producteurs français et aura de graves répercussions sur les trésoreries agricoles de la campagne 1978-1979. Elle risque de poser des problèmes d'emploi dans l'industrie sucrière déjà frappée par trois mauvaises récoltes ainsi qu'une réduction de nos exportations de ces produits. En conséquence, et compte tenu de la situation de nos partenaires, il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour réduire les conséquences de cette décision.

Assurances maladie-maternité (soins de pédiatrie).

3145. — 16 juin 1978. — **M. Claude Pringalle** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les taux de remboursement réels des soins de pédiatrie. Aucune convention nationale n'ayant jamais été signée entre les caisses nationales d'assurance maladie et la profession, les rapports avec celle-ci sont actuellement régis par le biais d'adhésions individuelles à une convention type annexée au décret n° 60-892 du 22 août 1960. Selon les dispositions de ce texte, l'auxiliaire médical s'interdit tout dépassement non justifié par la situation de fortune de l'assuré, des exigences particulières du malade résultant de circonstances de temps ou de lieu, telles que soins donnés à heure fixe ou en dehors de l'horaire normal de l'auxiliaire médical, déplacement anormal imposé à l'auxiliaire médical par suite du choix par le malade d'une pédiatrie éloignée de sa résidence, etc. Cependant, devant la modicité de la rémunération des actes dispensés, de nombreux professionnels sont conduits à effectuer des « soins particuliers » et à exiger des honoraires dépassant largement le tarif de responsabilité des caisses. Cette situation aboutit à des taux de remboursement réels parfois faibles et donc à laisser à la charge des assurés des sommes importantes. Il lui demande en conséquence de bien vouloir prendre des mesures pour remédier à cette situation, en particulier en examinant l'intérêt de parvenir à la signature d'une convention entre les caisses nationales et la profession.

Coût de la vie (pouvoir d'achat des handicapés, pensionnés et retraités).

3146. — 16 juin 1978. — **M. Bernard Madrelle** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la détérioration du pouvoir d'achat des handicapés, pensionnés et retraités au minimum. Il constate : 1° qu'à fin mai 1978, l'indice a augmenté de 5,1 p. 100 par rapport au 1^{er} décembre 1977 et qu'à cette date les pensions et allocations représentaient 52,7 p. 100 du S. M. I. C. (soit 917 F par mois) ; 2° qu'au 1^{er} juillet 1978 cette somme ne représentera plus que 50,7 p. 100 du S. M. I. C. Il lui demande les mesures qu'elle entend prendre afin de revaloriser le pouvoir d'achat des handicapés, pensionnés et retraités.

Charbonnages de France (bassin de Blanzv).

3147. — 16 juin 1978. — M. André Billardon attire l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur la situation du bassin minier de Blanzv. Le rapport du conseil d'administration des Houillères du Centre et du Midi souligne que « les problèmes que posent l'avenir de Carmaux et celui de Blanzv sont... essentiellement techniques et financiers... la poursuite de ces exploitations nécessitera, à bref délai, concernant l'embauche de personnel, une prise de décision que les études économiques en cours doivent permettre d'éclairer ». Or le bassin de Blanzv dispose de ressources techniquement exploitables et doit apporter sa contribution à la diversification des sources d'énergie. Par ailleurs les conditions de travail y sont rendues de plus en plus difficiles par manque de personnel. Il est fait appel à des entreprises de sous-traitance, ce qui constitue une véritable dénationalisation de la production charbonnière. Par conséquent il lui demande quelles mesures il compte prendre pour : 1° trouver de nouveaux débouchés pour une meilleure utilisation des ressources charbonnières du bassin de Blanzv ; 2° relancer de toute urgence l'embauche dans la production houillère et les services ; 3° revaloriser le travail dans la profession minière.

Energie solaire (recherches et perspectives).

3149. — 16 juin 1978. — M. Joseph Franceschi expose à M. le ministre de l'Industrie que, depuis la crise du pétrole d'octobre 1973, différentes actions ont été entreprises par le Gouvernement en vue, premièrement, d'assurer les approvisionnements pétroliers nécessaires à l'économie française, deuxièmement de faire des économies dans le domaine des consommations de produits pétroliers et d'électricité et enfin de rechercher des énergies de remplacement, comme le nucléaire, qui, depuis cette date, a pris un certain essor — c'est ainsi qu'une délégation pour le développement des énergies nouvelles et, tout récemment, un commissariat à l'énergie solaire ont été créés. Aussi il lui demande : 1° de bien vouloir lui faire connaître avec précision la situation actuelle de la recherche dans le domaine de l'énergie solaire en France et, comparativement, dans le monde, particulièrement au regard du principal problème, qui est celui du stockage à court, moyen et long terme ; 2° de lui indiquer si des solutions sont imminentes et, dans l'affirmative, quelles sont les structures qu'il est envisagé de mettre en œuvre pour que des applications pratiques interviennent rapidement au niveau des usagers ; 3° de lui préciser si le Gouvernement a l'intention d'encourager les Français à s'équiper, comme il le fait depuis avril 1978, pour les chauffe-eau solaires, d'installations produisant, en plus de l'eau chaude, du chauffage et de l'électricité. Enfin il lui demande de lui faire connaître quelles dispositions sont prévues dans le cas où des chercheurs auraient des solutions à proposer dans ce domaine au niveau national et, éventuellement, auprès de quelle administration ou organisme ils doivent s'adresser.

Sécurité sociale (traitement des dossiers).

3152. — 16 juin 1978. — M. Francisque Perrut attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la longueur des délais souvent nécessaires à l'administration pour l'établissement et la liquidation des dossiers donnant droit à versement d'allocations ou indemnités, qu'il s'agisse de la caisse d'allocations familiales, des retraites vieillesse ou des allocations pour invalidité. Ces retards, souvent de plusieurs mois, sont très préjudiciables aux ayants droit. Des mesures ne pourraient-elles pas être prises pour faciliter les études des dossiers et les rendre plus rapides ou, au besoin, faire verser des allocations provisoires d'attente aux intéressés jusqu'à ce que la solution définitive puisse être apportée à leur cas.

Sécurité sociale (salarié devenu artisan).

3154. — 16 juin 1978. — M. Jean Briane attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur certaines anomalies auxquelles donne lieu l'application des dispositions de l'article 4-II, troisième alinéa, de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966, modifié par l'ordonnance n° 67-828 du 23 septembre 1967. En vertu de cette disposition, les personnes ayant exercé une profession non salariée, bénéficiant, au titre de régimes différents, d'une pension d'invalidité ou d'un avantage de vieillesse substitué et d'une pension, rente ou allocation de vieillesse, relèvent du régime d'assurance maladie correspondant à l'activité qui leur a ouvert droit à la pension d'invalidité ou à l'avantage de vieillesse substitué. Il lui cite le cas d'un assuré qui, de 1936 à 1958, a travaillé comme

salarié et a été affilié au régime général de la sécurité sociale et qui, de 1958 à 1972, a exercé une activité de travailleur indépendant dans une entreprise de carrosserie automobile qu'il avait lui-même créée. Au cours de cette seconde période, il a versé des cotisations à la caisse mutuelle régionale des professions artisanales. En avril 1972, atteint d'une maladie grave, il a demandé à la caisse mutuelle régionale le versement d'une pension d'invalidité qui lui a été octroyée du 1^{er} juillet 1972 au 1^{er} décembre 1976. Cette pension d'invalidité a été ensuite transformée en pension de vieillesse. L'intéressé se voit refuser par la caisse primaire d'assurance maladie son immatriculation au régime général de la sécurité sociale en application des dispositions de l'article 4-II, troisième alinéa, de la loi du 12 juillet 1966 rappelé ci-dessus. Il s'étonne de ce refus étant donné que le nombre de trimestres de cotisations au régime général (87) est supérieur à celui des cotisations versées au régime des professions artisanales (73). Il lui demande s'il n'estime pas qu'il conviendrait de revoir la législation ainsi établie en 1967 en vue de mettre fin à cette situation anormale.

Caisses d'épargne (taux d'intérêt).

3155. — 16 juin 1978. — M. André Petit rappelle à M. le ministre de l'économie qu'au nombre des objectifs d'action définis par le Gouvernement à l'occasion des élections législatives de mars 1978 on pouvait relever notamment la volonté de renforcer la protection des petits épargnants. Il était envisagé que le taux d'intérêt des placements en caisse d'épargne augmenterait avec la durée, afin de mieux rémunérer les dépôts stables et que, d'autre part, les petits épargnants âgés de plus de cinquante-cinq ans bénéficieraient d'une protection particulière contre la hausse des prix pour leurs dépôts d'une durée égale ou supérieure à cinq ans. Il lui signale également qu'à plusieurs reprises le Gouvernement a annoncé que des études étaient poursuivies en vue d'établir un système d'indexation de l'épargne populaire. Il lui fait observer qu'il conviendrait tout d'abord de prendre en considération la situation des petits épargnants titulaires d'un livret A des caisses d'épargne, dont les économies sont amputées par la dépréciation monétaire et qui perçoivent des intérêts au taux de 6,5 p. 100, lesquels ne permettent même pas de compenser la perte du pouvoir d'achat de leur épargne. Il lui demande si, compte tenu de cette situation, le Gouvernement n'envisage pas de prévoir, dans une première étape, l'indexation du montant des livrets A des caisses d'épargne.

Marchés publics (règlement sur mémoire ou facture).

3156. — 16 juin 1978. — M. Emile Muller expose à M. le ministre de l'économie que, dans la réponse à la question écrite n° 30738 (*Journal officiel*, Débats A. N. du 2 octobre 1976, p. 6246), M. le ministre de l'économie et des finances avait bien voulu reconnaître les difficultés d'application de l'article 321 du code des marchés publics aux rémunérations des prestataires de missions d'ingénierie et d'architecture en raison des divergences d'interprétation qui se sont manifestées entre les administrations concernées. Il avait admis la nécessité de dégager dans ce domaine une unité de doctrine dans le sens d'une simplification des textes. Or, à l'heure actuelle, les collectivités locales et leurs établissements publics se trouvent toujours dans l'incertitude, malgré les récentes modifications du code des marchés faisant l'objet du décret n° 78-494 du 31 mars 1978 qui, entre autres, ont rectifié l'article 314 qui jusqu'à présent prévoyait que « le marché d'études est passé dans la mesure du possible après mise en compétition » alors que les nouvelles dispositions stipulent que « sous réserve des dispositions de l'article 312 bis, le marché est passé sur appel d'offres ou négocié après mise en compétition ». On constate maintenant une formulation identique des articles 103 (Etat) et 314 (Collectivités locales) et on est fondé d'admettre que cette égalité doit conduire à une même interprétation des seuils en matière de règlement sur factures ou mémoires, c'est-à-dire fixés : par l'article 123 (Etat) dans le sens de la lettre du 13 février 1975 du ministère de l'économie et des finances et par l'article 312 (Collectivités) au sujet duquel subsiste la discrimination résultant de la circulaire n° 75-173 du 2 avril 1975 du ministère de l'Intérieur. En conséquence, il lui demande des précisions sur l'interprétation que les rédacteurs de la nouvelle réforme entendaient donner aux dispositions de l'article 314 du code des marchés concernant plus particulièrement le règlement sur mémoire ou facture dans les limites de l'article 321 du code des marchés publics.

Allocations de chômage (salariés de la production cinématographique).

3161. — 16 juin 1978. — M. Jack Ralite attire vivement l'attention de M. le ministre du travail et du courrier que le syndicat national des techniciens de la production cinématographique et de télévision (audiovisuel) lui a adressé le 8 juillet dernier et qui, à ce jour,

est resté sans réponse. Ce courrier portait sur les difficultés que connaissent les salariés de la production cinématographique qui, dans leur quasi-totalité, sont des salariés intermittents aux emplois multiples. Ces salariés connaissent, en effet, dans une très grande proportion, le chômage ; or, leur statut d'intermittent dans la production cinématographique les oblige à justifier d'un minimum de 1 000 heures de travail dans les douze derniers mois pour avoir droit à l'allocation des A. S. S. E. D. I. C. La quasi-totalité d'entre eux ne fait pas ces 1 000 heures de travail, ils sont de ce fait exclus du bénéfice des allocations. Ils sont, peut-on dire, chômeurs de fait mais pas chômeurs légaux. Dans le courrier du 8 juillet la présidence du syndicat national des techniciens proposait un certain nombre de solutions : maintien du versement des allocations A. S. S. E. D. I. C. à tous les ayants droits en cours ; ouverture des droits aux allocations d'A. S. S. E. D. I. C. et d'aide publique concernant les salariés de la production cinématographique, aux conditions du régime général, à savoir 520 heures effectuées dans les douze mois précédant l'inscription ; suppression du délai de carence imposé avant le versement des allocations A. S. S. E. D. I. C. ; calcul de l'indemnité d'allocation A. S. S. E. D. I. C. dans les conditions du régime général des salariés. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour les satisfaire.

*Hôpitaux (services psychiatriques
dans la région de Valenciennes (Nord)).*

3164. — 16 juin 1978. — M. Gustave Ansart attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur la situation déplorable de la santé mentale de l'arrondissement de Denain et du secteur sanitaire de Valenciennes. L'arrêté ministériel du 27 juillet 1977 établissant la carte sanitaire de la région Nord-Pas-de-Calais laisse, en effet, apparaître pour le secteur de Valenciennes (400 000 habitants, soit la population moyenne d'un département français) de grandes lacunes : d'après les normes administratives, il manque, en effet, près de 100 lits d'hospitalisation en médecine et en chirurgie. Mais c'est dans le champ de la santé mentale qu'apparaît un véritable désert. La sectorisation psychiatrique des adultes rattache le secteur de Valenciennes à l'hôpital psychiatrique d'Armentières situé à plus de 70 kilomètres. Sur place, un seul dispensaire d'hygiène mentale à Valenciennes auquel sont rattachés quatre dispensaires d'hygiène sociale et un seul centre social. C'est nettement insuffisant. D'autant que l'actuel centre hospitalier ne comporte pas de lits de psychiatrie, qu'il n'y a aucun hôpital de jour, aucune structure légère du secteur afin d'accueillir les personnes présentant des malaises à vivre ne nécessitant pas l'hospitalisation toujours pénible à Armentières. Par ailleurs, au niveau de l'intersecteur de psychiatrie juvénile-infantile, aucun médecin n'est nommé : le poste est vacant depuis sa création, obligeant les familles à se déplacer à Armentières qui n'offre que quatre-vingt lits réservés aux trois à seize ans (docteur Reyms). Dernier point : il est un domaine particulièrement douloureux tant pour les enfants que pour les adultes : celui de ceux qu'on baptise « psychotiques ». Les enfants psychotiques du Valenciennais sont réduits aux institutions spécialisées belges ou au maintien en famille. Pour les adultes, c'est le désert absolu et la seule alternative : hospice-asile. Dans ces conditions, il lui demande de lui faire connaître ses intentions concernant : l'ouverture d'une consultation et de lits de psychiatrie au centre hospitalier de Valenciennes ; la nomination d'un médecin chef d'intersecteur juvénile-infantile ; la création d'un ou plusieurs hôpitaux de jour ou autres structures d'accueil adaptées aux enfants psychotiques ; la réalisation de lieux de vie : appartements thérapeutiques ou autres structures pour adultes psychotiques.

*Recherche scientifique
(C. E. R. G. A. de Grasse (Alpes-Maritimes)).*

3165. — 16 juin 1978. — M. Vincent Porelli attire l'attention de Mme le ministre des universités sur la situation dramatique du centre d'études et de recherches géodynamiques et astronomiques de Grasse. Créé en 1974, ce centre était promis à un grand avenir. Or, quatre ans plus tard, bien que l'équipement instrumental et la bonne volonté du personnel décentralisé aient permis d'obtenir des résultats importants, le C. E. R. G. A. semble condamné à vivre dans la médiocrité alors que la vie scientifique devrait s'y épanouir pleinement. Le nombre des personnes assurant effectivement la construction, la maintenance des instruments, les services généraux et l'accueil est ridiculement faible (80) en comparaison des besoins. Il est clair que dans ces conditions le C. E. R. G. A. ne peut mener à bien la mission qui lui a été confiée, les moyens en personnel ne permettant pas de maintenir en bon état de fonctionnement les nombreux instruments très complexes dont il est doté. Le C. E. R. G. A. est donc gravement menacé. Si des décisions

ne sont pas prises pour que les moyens en personnel soient accordés en nombre suffisant pour permettre la sécurité des matériels et assurer le fonctionnement normal des instruments et des services généraux, s'il n'en était ainsi les importants investissements et les efforts de plusieurs années auraient été inutiles. Aussi, il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour éviter un tel échec.

*Retraites complémentaires (agents de l'ex-O. R. T. F.
en position spéciale).*

3166. — 16 juin 1978. — M. Marcel Tassy attire l'attention de M. le ministre du budget sur le non-respect des dispositions législatives relatives à la radiodiffusion et à la télévision (loi n° 74-696 du 7 août 1974 et décret n° 74-1109 du 28 décembre 1974). Les agents statutaires de l'O. R. T. F. âgés de plus de soixante ans au 31 décembre 1974 ont été placés en position spéciale en application de l'article 30 de la loi n° 74-696 du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision. Depuis la mise en application de cette loi les personnels des différentes sociétés issues de l'ex-O. R. T. F. ont été affiliés à différentes caisses de retraite complémentaire. Les agents âgés de cinquante-cinq ans ou plus au 31 décembre 1974 placés en position spéciale sur leur demande ont été reclassés dans l'une des nouvelles sociétés avant leur départ, le 1^{er} juillet 1975. De ce fait, et à juste titre, ils sont inscrits, en principe, à une caisse surcomplémentaire (U. P. S., I. P. R. I. S., C. G. I. S.). Les agents placés d'office en position spéciale au 1^{er} janvier 1975 ne bénéficient pas des mêmes dispositions, ou tout au moins, le service liquidateur de l'ex-O. R. T. F. dépendant du ministère des finances ne fournit aucun renseignement sur cette affaire. Certes, le salaire des agents en position spéciale a été évalué approximativement suivant les dispositions de la loi du 7 août 1974 et du décret n° 74-1109 du 28 décembre 1974, mais, naturellement sans considération de la retraite surcomplémentaire créée ultérieurement. Il y a donc une perte de salaire d'abord et ensuite de retraite qui, dans certains cas, peut être importante. Enfin en application de l'article 5 du décret n° 74-1109 le service liquidateur prend à sa charge les parts salariale et patronale des cotisations des différents régimes de sécurité sociale, retraites complémentaires auxquels étaient affiliés les agents placés en position spéciale ou auprès des régimes qui viendraient s'y ajouter. Aussi il lui demande : 1° pour quelles raisons les services du ministère du budget (service des pensions) n'ont-ils pas inscrit les agents de l'ex-O. R. T. F. en position spéciale à une autre caisse de retraite complémentaire, comme ils en ont le droit, avec évidemment paiement des cotisations y afférentes par le service liquidateur, revalorisation correspondante du traitement de position spéciale, et rappel depuis le 1^{er} janvier 1975 ou le 1^{er} juillet 1974 suivant le cas ; 2° pour quelles raisons le service liquidateur n'a-t-il pas fourni aux agents en position spéciale le décompte des points Ircaotec acquis depuis le 1^{er} janvier 1975 alors que les agents en activité dans les sociétés ont reçu ce décompte.

Emploi (Pas-de-Calais : vacataires).

3168. — 16 juin 1978. — M. Joseph Legrand attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur les conséquences de l'augmentation du nombre de dossiers d'aide publique, des services de la formation professionnelle et du service Cotorep (Pas-de-Calais) et le retard à l'examen de ces dossiers qui sont les plus défavorisés, ce qui entraîne une gêne pour les intéressés. Il lui signale que les agents vacataires sont occupés 120 heures par mois et qu'il est question que leur contrat de travail ne soit pas reconduit à la fin du mois de juin. Le Gouvernement donnerait au patronat un mauvais exemple si une telle décision était prise, elle aggraverait la situation de l'emploi dans le département. En conséquence, il lui demande s'il ne juge pas nécessaire de prendre d'urgence les décisions suivantes : 1° maintien dans l'emploi à plein temps de tous les vacataires ; 2° création de postes titulaires en nombre suffisant pour permettre l'intégration par concours spéciaux des vacataires en poste actuellement ; 3° la suppression de l'embauche de vacataires et l'intégration dans les statuts de la fonction publique du personnel actuel.

Energie (production d'énergie électrique dans les Cévennes).

3170. — 16 juin 1978. — M. Paul Baimigère fait observer à M. le ministre de l'industrie que le rapport de gestion pour 1977, approuvé récemment par le conseil d'administration des houillères de bassin du Centre et du Midi, mentionne qu'environ 60 p. 100

de la production du bassin sont destinés à la production d'électricité, soit dans les centrales minières, soit dans des centrales E. D. F., E. D. F. étant le client unique de l'énergie produite. Dans un même temps, les efforts de productivité entrepris par les houillères portent leurs fruits, alors que le prix du fuel ne cesse d'augmenter. Il lui demande donc si les pouvoirs publics envisagent de développer, en particulier dans le bassin minier des Cévennes la production d'énergie électrique à partir de la production charbonnière locale.

Eau (étang à Bourbon-l'Archambault [Allier]).

3172. — 16 juin 1978. — M. André Lajoie attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les dangers que présente, pour la sécurité et la salubrité des habitants de la commune de Bourbon-l'Archambault, l'état d'un étang de 30 hectares situé en aval du bourg. Il lui rappelle que l'envasement progressif de cet étang, la fragilité de la digue occasionnent de fréquentes inondations et que, dans quelques années, le risque de voir se transformer ce plan d'eau en un marécage nauséabond est certain. En dehors du fait que l'aménagement de cet étang constituerait un facteur attractif pour cette petite ville thermale, les dangers qu'il présente inquiètent beaucoup la municipalité et elle envisage de réaliser les aménagements nécessaires qui pourraient être soit demandés au propriétaire, soit effectués par la commune sous condition d'un achat ou d'un bail emphytéotique. Les études faites par la direction départementale de l'agriculture font ressortir un coût des aménagements d'urgence voisin de 2 millions de francs, ce qui est inaccessible pour cette petite commune, d'autant plus que la subvention ne serait que de 30 p. 100. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre à la commune de Bourbon-l'Archambault d'œuvrer à l'aménagement urgent de cet étang afin d'éliminer les grands risques d'inondation et d'insalubrité.

Eau (étang à Bourbon-l'Archambault [Allier]).

3173. — 16 juin 1978. — M. André Lajoie attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur les dangers que présente pour la sécurité et la salubrité des habitants de la commune de Bourbon-l'Archambault l'état d'un étang de 30 hectares situé en aval du bourg. Il lui rappelle que l'envasement progressif de cet étang et la fragilité de la digue occasionnent de fréquentes inondations et que, dans quelques années, le risque de voir se transformer ce plan d'eau en un marécage nauséabond est certain. En dehors du fait que l'aménagement de cet étang constituerait un facteur attractif pour cette petite ville thermale, les dangers qu'il présente inquiètent beaucoup la municipalité et elle envisage de réaliser les aménagements nécessaires qui pourraient être demandés au propriétaire, soit être effectués par la commune sous condition d'un achat ou d'un bail emphytéotique. Les études faites par la direction départementale de l'agriculture font ressortir un coût des aménagements d'urgence voisin de 2 millions de francs, ce qui est inaccessible pour cette petite commune, d'autant plus que la subvention ne serait que de 30 p. 100. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre à la commune de Bourbon-l'Archambault d'œuvrer à l'aménagement urgent de cet étang afin d'éliminer les grands risques d'inondation et d'insalubrité.

Voirie (Allier : chemins ruraux).

3176. — 16 juin 1978. — M. André Lajoie attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les retards apportés à la parution des arrêtés des subventions pour les chemins ruraux au titre de son ministère. De tels retards, constatés notamment dans l'Allier, aggravent les difficultés des communes rurales qui commencent les travaux dès la réception de la ratification de ces subventions. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à ces retards.

Taxe à la valeur ajoutée

(achats par les œuvres sociales des comités d'entreprise).

3178. — 16 juin 1978 — M. André Lajoie attire l'attention de M. le ministre du budget sur les difficultés qu'entraîne pour les comités d'entreprise, dont les ressources pour leurs œuvres sociales sont déjà faibles, le paiement de la T. V. A. sur leurs achats. Il lui demande s'il n'estime pas nécessaire de proposer au Gouvernement l'exonération du paiement de la T. V. A. sur les achats effectués par les comités d'entreprise pour les besoins de leur

activité sociale, ce qui correspondrait à une augmentation des moyens dont ils disposent. Ce poids de la T. V. A. est particulièrement sensible dans les moyennes entreprises, comme le lui ont signalé des comités d'entreprise de l'Allier.

Enseignement (rentrée 1978 dans l'Allier).

3179. — 16 juin 1978. — M. André Lajoie attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la nécessité de nouveaux postes budgétaires, tant en personnels enseignants que non enseignants, indispensables dès la rentrée 1978 pour la bonne marche du service public d'éducation dans l'Allier. En effet, depuis plusieurs années, l'Etat ne respecte plus les normes officielles qu'il s'est fixées dans certains secteurs qui, de ce fait, ne peuvent remplir leur mission que de façon très insuffisante. En voici quelques exemples : a) extension des maternelles : pour ramener aux conditions réglementaires d'effectifs (trente-cinq maximum par classe) aux endroits disposant d'un local, le comité technique paritaire de l'Allier chargé d'établir la carte scolaire pour la prochaine rentrée avait constaté la nécessité de recevoir vingt postes supplémentaires. Or, avec la dotation récente de quatre créations pour tout l'enseignement élémentaire, on régularisera tout juste la situation des classes ouvertes par absolue nécessité au cours de 1977-1978. Autrement dit, aucune des vingt autres classes indispensables ne pourra donc ouvrir et fonctionner à la rentrée 1978. Il existe aussi des besoins ailleurs, mais là, les locaux manquent ou ne sont pas encore construits par manque de crédits ; b) groupes d'aide psycho-pédagogique : actuellement, il en fonctionne à peu près un sur chacune des trois grandes villes, mais rien en secteur rural. En appliquant la norme officielle d'un G. A. P. P. (un psychologue, un éducateur psycho-moteur et un éducateur psycho-pédagogique) pour 1 000 élèves, il manque environ 200 postes dans l'Allier pour détecter et compenser le plus précocement possible les déficits constatés chez les enfants, de la maternelle au collège, et par conséquent lutter efficacement contre les échecs scolaires ; c) service de santé scolaire : les instructions prévoient une équipe (un médecin, deux assistants sociales, deux infirmières et une secrétaire) pour environ 5 000 enfants. Pour l'Allier, il n'y a que sept équipes très incomplètes puisqu'il manquait en 1977-1978 sept médecins, vingt assistantes sociales, vingt infirmières et une dizaine de secrétaires. Il est donc matériellement impossible de tout mettre en œuvre pour permettre l'épanouissement de la personnalité des enfants (meilleur équilibre physiologique, biologique, psychologique ; meilleures conditions de vie et de travail en milieu scolaire). Après l'asphyxie de ce secteur par arrêt des recrutements, son démantèlement se poursuit par transfert au département et action limitée à des secteurs jugés « à hauts risques ». Dans d'autres secteurs, les normes n'ont pas été remises à jour ou sont appliquées sans tenir compte des spécificités locales. C'est en particulier le cas des agents de service dont le barème d'attribution aux établissements remonte à 1966 et se révèle hors de l'actualité : la durée du travail demandée à ces personnels a progressivement été abaissée à quarante et une heures trente par semaine, alors que de nouvelles charges (dues par exemple aux actions de formation professionnelle continue dans le cadre de la loi de juillet 1971) sont venues s'ajouter à leur service habituel. Malgré cela, des postes d'administration, de service ne sont plus peuvus ou sont même supprimés dans certains établissements dont les conditions de travail deviennent de plus en plus intolérables. Cas criant : celui du C. E. S. des Célestins à Vichy dont les locaux sont inadaptes (plusieurs anciens hôtels à peine transformés). Quant au problème des personnels non titulaires, il se pose depuis longtemps. Tout le monde connaît le cas des maîtres auxiliaires du second degré (ou des suppléants éventuels de l'enseignement élémentaire, ou des contractuels du supérieur, etc.) sans garantie d'emploi et dont la titularisation rapide s'avère nécessaire à la marche du service, au lieu du maintien en « surnombre ». D'autant que par suite de la féminisation de la profession, du rajeunissement et désormais de l'extension du congé de maternité de quatorze à seize semaines, il est urgent d'augmenter la proportion des personnels chargés des remplacements de maîtres en congé, donc de créer des postes de titulaires-remplaçants à tous les niveaux. Actuellement, un certain nombre de congés ne peuvent pas être remplacés, tant dans le primaire que dans le secondaire, si bien que chaque jour dans l'Allier des dizaines d'élèves se retrouvent sans maîtres et dérangés les autres classes par suite des solutions de fortune imposées. D'autres secteurs ont un besoin urgent de postes et crédits : l'enseignement technique : pour assurer à tous les jeunes une formation initiale et professionnelle de qualité, leur permettant de pouvoir postuler un emploi qualifié ; l'enfance handicapée : secteur « cubilé » depuis toujours ; la formation professionnelle continue : pour l'équiper pleinement aux travailleurs, il faut des personnels formés et des locaux adaptés, au lieu de faire appel à des volontaires payés en heures supplémentaires. D'autre part, les constructions de C. E. S., de C. E. T. ou autres écoles prévues depuis plusieurs années à Saint-Yorre, à Saint-Germain-des-Fossés, à Gannat, etc. sont

constamment remises à plus tard. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour résoudre ces graves problèmes qui se posent au service de l'éducation publique de l'Allier afin de donner des meilleures conditions de travail aux enfants, aux maîtres et aux personnels, mais aussi de contribuer immédiatement et à plus longue portée à la diminution du chômage dans notre pays.

Haras indemnités journalières versées aux gardes.)

3182. — 16 juin 1978. — **M. Jacques Chaminade** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la situation discriminatoire concernant les indemnités journalières versées aux gardes des haras nationaux pendant la période de monte. Celle-ci s'étale sur une durée de quatre mois et occasionne des frais supplémentaires. A l'heure actuelle, ces agents ne perçoivent qu'une somme de 21 francs par jour pour les hommes mariés et 11 francs pour les célibataires, pour la période considérée. Chaque année parait, au *Journal officiel*, le montant des indemnités de missions et de tournées pour chaque groupe et applicable à tous les agents de la fonction publique. Au groupe III, missions: 104 francs par jour, quatre taux de base. Du fait de cette différence, à l'heure actuelle le revenu annuel de ces agents est amputé de l'ordre de 5 000 francs. En conséquence, il lui demande que cette mesure soit étendue à cette catégorie de personnel fonctionnaire du ministère de l'agriculture. De plus, pendant cette période, les gardes ne bénéficient pas du repos hebdomadaire et de jours fériés.

Etablissements scolaires (pensions et demi-pensions).

3184. — 16 juin 1978. — **M. Maurice Andrieux** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le problème des pensions et demi-pensions dans les établissements du second degré et particulièrement sur le fait que des sommes versées par les familles, il ne subsiste, après divers prélèvements, que 55 à 60 p. 100 environ pour le crédit nourriture. Il lui précise, en exemple, qu'une famille d'un élève pensionnaire de terminale d'un établissement situé en 1^{er} échelon acquitte par trimestre la somme de 800 francs environ; qu'il est déduit de cette somme: 10 francs au titre du fonds commun des internes, 100 francs à celui de participation aux frais de personnel de l'internat, 230 francs au titre de participation aux dépenses communes; qu'ainsi en définitive sur ces 800 francs seuls 460 francs, soit 58 p. 100, sont consacrés au crédit nourriture. A la lumière de ces calculs, il apparaît qu'il reste environ 50 francs au gestionnaire pour nourrir un pensionnaire pendant une semaine. La démonstration vaut également pour la demi-pension, la somme versée par les familles étant, au titre des mêmes participations, amputée d'un tiers au minimum. Il lui demande s'il n'estime pas que cette pratique met au cause la qualité et la valeur des repas servis aux pensionnaires et demi-pensionnaires et éventuellement quelles mesures envisage-t-il de prendre afin que l'argent versé par les familles ne soit pas dans de telles proportions distrait de sa destination première.

Emploi (entreprise Saltel à Alès [Gard]).

3186. — 16 juin 1978. — **M. Gilbert Millet** expose à **M. le ministre du travail et de la participation** la vive inquiétude du personnel de l'entreprise Saltel à Alès devant les menaces de plus en plus précises qui pèsent sur l'avenir de cette société. 248 travailleurs sont concernés. Cette situation est d'autant plus préoccupante qu'elle s'ajoute à la fermeture projetée du bassin minier et à d'autres problèmes concernant l'emploi dans la région alsacienne tel qu'à Allia-Doulon ou à l'entreprise Furnon ainsi qu'il lui en avait informé dans ses questions écrites des 9 mai et 26 avril 1978. Dans ces conditions, les graves préoccupations des travailleurs de chez Saltel sont particulièrement légitimes et rejoignent le mécontentement de toute la population alsacienne devant un avenir de plus en plus compromis. Il est de la responsabilité des pouvoirs publics que tout soit mis en œuvre rapidement afin que ces travailleurs ne soient pas privés de leur emploi. Il lui demande: 1° quelles mesures il compte prendre pour que les travailleurs de l'entreprise Saltel puissent conserver leur emploi; 2° quelle orientation d'urgence il compte mettre en œuvre pour la réanimation économique de la région alsacienne.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (carte hospitalière dans la Haute-Vienne).

3187. — 16 juin 1978. — **M. Jacques Jouve** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur le manque d'équipement hospitalier existant dans un secteur géographique qui recouvre en Haute-Vienne les cantons de Saint-Sulpice-les-Feuilles,

Châteauponsac, Magnac-Laval, Le Dorat; en Creuse, les cantons de La Souleraine, Le Grand-Bourg, Dun-le-Palestel; dans l'Indre, les cantons d'Argenton-sur-Creuse, Eguzon, Saint-Benoist-du-Sault, Saint-Gaultier. Trente mille personnes sont ainsi situées à 30 kilomètres, quelquefois 40, d'un centre chirurgical ou d'une maternité. Devant une telle situation et après la mise en liquidation judiciaire de la clinique du Docteur Gillot à La Souleraine, et sous l'impulsion des élus locaux, une association régie par la loi de 1901 s'est constituée pour conserver intact le potentiel de cette clinique. Après l'assemblée générale constitutive de l'association, le 28 avril 1978, la collecte au porte à porte de l'adhésion individuelle à 100 francs a permis de recueillir 30 millions d'anciens francs en quelques jours. Par cette adhésion directe, la population concernée a ainsi souligné la nécessité vitale du maintien d'une unité hospitalière à La Souleraine. Il lui demande, d'une part, d'accorder d'urgence à l'association les crédits d'Etat nécessaires pour lui permettre d'assurer pleinement et efficacement le rôle qu'elle s'est assignée et d'autre part, d'envisager la révision de la carte hospitalière de manière à doter l'établissement d'un nombre de lits répondant aux besoins.

Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (maternité de Bellac [Haute-Vienne]).

3188. — 16 juin 1978. — **M. Jacques Jouve** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur le fait que la maternité de Bellac, ouverte en janvier 1977 alors que la construction avait été programmée en 1975, a été fermée le 1^{er} juin 1977. Cette décision a été prise par les pouvoirs publics sous le mauvais prétexte de la rentabilité. Ainsi, après la fermeture de la maternité du Dorat en 1975 et de celle de Magnac-Laval en 1976, aucun établissement de l'espèce n'existe dans un rayon de 40 kilomètres. La loi hospitalière qui fait obligation pour l'Etat d'assurer la santé de la population n'est donc pas respectée. Plusieurs naissances se sont effectuées dans des conditions précaires: en décembre 1977, une jeune femme accouche dans une salle de pansements de l'hôpital rural de Bellac; une autre est transportée d'urgence à Limoges par l'ambulance des pompiers. La région de Bellac doit bénéficier des mêmes structures sanitaires que les régions homologues de Saint-Yrieix et de Saint-Junien, dans le même département, condition indispensable à l'expansion du Nord de la Haute-Vienne et au mieux être de ses habitants. Il lui demande les mesures qu'elle entend prendre pour débloquer les crédits nécessaires à la réouverture de la maternité de Bellac.

Télécommunications (liaisons radio-électriques dans la Haute-Vienne).

3189. — 16 juin 1978. — **M. Jacques Jouve** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les difficultés dans l'établissement des liaisons radio-électriques entre le poste de commandement des sapeurs-pompiers de Limoges et les centres de secours du nord du département de la Haute-Vienne. Les difficultés concernent également d'autres services qui utilisent le réseau à ondes courtes, tel le secours routier ou le service d'aide médicale d'urgence (S.A.M.U.) Pour améliorer la qualité de ces liaisons et compte tenu de la configuration géographique, il est nécessaire d'implanter une antenne réémettrice sur un point haut du département, tel le site de Sauvagnat, par exemple. Il lui demande les moyens techniques et financiers qu'il entend mettre en œuvre pour obtenir la facilité des liaisons radio-électriques absolument nécessaires pour que les interventions des pompiers, du secours routier et du S. A. M. U. soient remplies conformément à la mission de sauvegarde des vies humaines qui leur a été confiée.

Impôt sur le revenu (victimes d'inondations dans l'Essonne).

3191. — 16 juin 1978. — **M. Roger Combrisson** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur la situation financière particulièrement délicate où se trouvent les habitants de la 1^{re} circonscription de l'Essonne, sinistrés à cause d'inondations provoquées par la brusque montée des eaux de rivière. Ces habitants ont dû ou vont devoir engager des sommes importantes pour entreprendre des réparations ou pour remplacer des objets mobiliers hors d'usage. En conséquence, il lui demande de bien vouloir accorder, à titre exceptionnel, aux sinistrés, le droit de déduire de leurs déclarations de revenus pour 1978, le montant de leurs pertes selon des modalités qui resteraient à fixer avec les services fiscaux.

Syndicats professionnels (militants aux établissements Stanley-Mabo, à Besançon [Doubs]).

3192. — 16 juin 1978. — **M. Roger Gouhier** proteste auprès de **M. le ministre du travail et de la participation** contre les poursuites judiciaires engagées contre les cinq militants de la C.G.T.

par la direction des établissements Stanley-Mabo, à Besançon, pour le seul fait que ceux-ci, en porte-parole des travailleurs, ont défendu leurs revendications; considère qu'il n'y a ni injure ni diffamation à l'égard d'une direction d'entreprise à réclamer l'application d'accords signés entre les syndicats et la direction; signale la duplicité qu'il y a dans l'attitude de la direction de cette entreprise à parler de volonté de concertation et de compréhension à l'égard des travailleurs et le fait de traduire leurs représentants devant les tribunaux pour leur action militante; insiste sur le fait que les divers syndicats et les travailleurs sont solidaires des cinq représentants syndicaux sanctionnés; demande à M. le ministre qu'il soit mis un terme à cette situation de conflit et qu'il intervienne pour que la plainte de la direction soit retirée et que les travailleurs puissent bénéficier des avantages auxquels ils ont droit, compte tenu des accords signés avec les syndicats.

Tertiles (Rhône-Poulenc textile, à Besançon (Doubs)).

3195. — 16 juin 1978. — M. Roger Gouhier demande à M. le ministre de l'industrie de lui faire savoir quel est l'avenir des activités à court, moyen et long terme de l'usine Rhône-Poulenc textile, à Besançon (Doubs); insiste sur l'inquiétude des salariés de cette usine à qui il a été fait connaître que l'entreprise serait fermée d'ici à 1980; signale que la charge de travail va en s'accroissant, que l'usine tourne à plein et que des commandes ne sont pas prises en compte alors qu'apparaît une volonté manifeste de la part de la direction d'installer des unités de production là où le taux de profit est plus élevé; demande à connaître le devenir de cette entreprise dans les prochains mois.

Exploitants agricoles (montagne).

3199. — 16 juin 1978. — M. André Tourné expose à M. le ministre de l'agriculture qu'un des moyens susceptibles d'aider au maintien des agriculteurs en zone de montagne, impose de les aider en tenant compte des frais supplémentaires d'exploitation qu'entraînent les formes de culture en haute altitude. Les régions de haute montagne avec les pluies d'automne, la neige d'hiver et les pluies de printemps, subissent en général un climat très rude et d'une durée de six à sept mois. Cette situation oblige les agriculteurs vivant en zone de montagne à s'équiper dans tous les domaines, en fonction du climat et cela pour assurer une vie familiale harmonieuse et pour permettre au bétail d'être, lui aussi, à l'abri des intempéries. Les matériels utilisés doivent être adaptés. De ce fait, les dépenses pour les agriculteurs en zone de montagne, sont au moins deux fois plus élevées qu'en plaine. En conséquence, il lui demande : 1° si son ministère partage ces points de vue; 2° s'il est décidé d'aider les agriculteurs vivant en zones de montagne à continuer à exploiter leurs terres avec des frais d'exploitations les moins élevés possibles. Si telle est sa politique, quels avantages sont prévus en faveur des paysans des zones de montagne : a) pour s'équiper en matériels correspondant aux impératifs géographiques des lieux et au développement des terres exploitables; b) des crédits spéciaux ont-ils été prévus; c) si oui, quel est leur montant en faveur de chacune des grandes zones de montagne existant en France et par massif (Pyrénées, Massif Central, Jura, Vosges, Alpes, etc.).

Montagne (aides en faveur des zones en voie de développement).

3200. — 16 juin 1978. — M. André Tourné rappelle à M. le ministre de l'agriculture combien l'exode rural continue à frapper les zones de montagne. Il est des endroits où la désertion sur le plan humain y est devenue totale. C'est le cas dans certaines contrées montagneuses des Pyrénées. A plusieurs reprises, sur le plan officiel, il a été annoncé la mise en place de mesures d'aide en faveur des zones de montagne en voie de dépeuplement. Aussi, il lui demande de préciser d'une façon détaillée : 1° quels types d'aides ont été arrêtés en faveur des agriculteurs, implantés dans les zones classées de montagne, notamment : a) en faveur de ceux qui désirent améliorer les infrastructures de leur exploitation existante sous forme de modernisations diverses, d'acquisition de matériels divers, d'agrandissement des locaux ou pour reconstituer ceux qui sont devenus par trop vétustes; b) en faveur des jeunes ménages d'agriculteurs, désireux de créer une première exploitation individuelle dans une localité située en zone de montagne, en leur permettant d'avoir une surface de terre utile et les moyens matériels qu'exigent les modes d'exploitation en zone de montagne.

Calamités (Pyrénées-Orientales : incendies de forêts).

3201. — 16 juin 1978. — M. André Tourné rappelle à M. le ministre de l'agriculture qu'en 1976, le département des Pyrénées-Orientales fut particulièrement sinistré par les incendies de forêt. Leur développement destructif, facilité par une sécheresse anormale et attisé par des rafales de vent d'une puissance rare, portèrent sur plusieurs milliers d'hectares. La région la plus atteinte fut celle des Aspres. Des vignes, des plantations fruitières et des milliers d'hectares de bois divers, périrent au cours de ces incendies. D'autre part, des lieux habités eurent à souffrir de ces incendies. Il lui demande, dans quelles conditions son ministère a décidé d'indemniser les sinistrés individuels et les collectivités locales victimes des feux de forêt en 1976 dans les Pyrénées-Orientales. De plus, il lui demande de préciser : 1° quelles sont les mesures prises ou qu'il compte prendre pour reconstituer les massifs forestiers des Aspres et des autres contrées des Pyrénées-Orientales qui furent la proie des flammes et totalement détruits par les feux de forêt en 1976; 2° si des crédits ont été débloqués à cet effet? Si oui, quel est leur montant global par type de sinistre.

Etrangers (propriétés agricoles).

3205. — 16 juin 1978. — M. André Tourné expose à M. le ministre de l'agriculture que, depuis plusieurs années, des sujets étrangers achètent des terres en France. Certains d'entre eux agissent individuellement, d'autres le font par l'intermédiaire de sociétés françaises. Il en est même qui agissent sous le couvert de sociétés étrangères. Cette situation ne manque pas d'être préoccupante, aussi bien sur le plan foncier que sur le plan de l'évolution des prix des terres acquises, très souvent, à but spéculatif. Il lui demande quelle est la superficie des terres qui ont été achetées par des étrangers au cours des dix dernières années de 1968 à 1978 : a) par année; b) par nationalités; c) dans toute la France; d) dans chacun des départements français.

Handicapés (prothèses).

3208. — 16 juin 1978. — M. André Tourné expose à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants qu'en matière d'appareillage des mutilés, la France, depuis la guerre de 1914-1918, a toujours eu, dans le monde, une place de choix. En effet, la guerre de 1914-1918, provoquant des millions de blessés parmi lesquels figurent des amputés d'un membre, souvent même des deux membres, des trépanés, des blessés de la face, des énucléés, etc., il fallut créer un appareillage spécial pour chacun des handicapés, cela pour permettre aux blessés d'accomplir le maximum de gestes nécessaires à la vie, voire pour se reclasser professionnellement. Les besoins en appareils prothésés de toutes sortes s'avèrent tellement grands et pressants à la fois au lendemain de la guerre de 1914-1918 qu'il fallut créer un organisme national d'appareillage dépendant du ministère des anciens combattants. Les offices départementaux jouèrent chacun d'eux, en faveur de l'appareillage, un rôle de premier ordre. A la création des directions interdépartementales des pensions dans chacune des régions, un colonel médecin-chef dirigea les services de l'appareillage. A présent, les poilus de la guerre de 1914-1918 ont presque tous disparu. Les ressortissants de la guerre de 1939-1945 et des guerres d'Indochine et d'Algérie ont pris le relais mais avec des besoins fort heureusement moindres. A présent, ce sont les handicapés civils qui sont les plus nombreux à avoir recours aux centres d'appareillage des anciens combattants. Ces derniers se répartissent en trois grandes catégories : a) les handicapés congénitaux; b) les victimes d'accidents du travail; c) les rescapés des nombreux accidents de la route. En conséquence, il lui demande : combien d'actes d'appareillage ont été enregistrés au cours de l'année 1977 dans les services dépendant du ministère des anciens combattants : a) pour toute la France; b) pour chacune des directions interdépartementales des pensions, en faveur : 1° des invalides de guerre; 2° des accidentés de la route; 3° des accidentés du travail; 4° des déficients congénitaux. Il lui demande, en outre, quel a été le montant des dépenses de chacune des administrations concernées par l'appareillage de leurs ressortissants : a) ministère des anciens combattants; b) ministère du travail, sécurité sociale; c) ministère de la santé.

Constructions scolaires (Longpont-sur-Orge [Essonne]).

3211. — 16 juin 1978. — M. Pierre Juquin appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation difficile de la commune de Longpont-sur-Orge (Essonne) qui désire construire des locaux scolaires en nombre suffisant. Cette commune a pu jusqu'à

maintenant accueillir tous les enfants inscrits grâce à un remodelage de la carte scolaire. Aux locaux déjà existants qui comprenaient deux classes préfabriquées en maternelle et cinq classes en primaire dont trois préfabriquées, s'est ajoutée la réalisation récente de dix classes en primaire et quatre classes en maternelle qui vont fonctionner à 100 p. 100 d'occupation puisque la dernière classe encore disponible sera ouverte à la rentrée 1978. Un nouveau groupe scolaire va donc s'imposer compte tenu, d'une part, de la progression démographique, et, d'autre part, de la vétusté des bâtiments préfabriqués dont l'implantation même est contraire aux règles de sécurité. Aux difficultés financières habituelles que rencontre cette commune qui subit le transfert de charges, s'ajoute une difficulté liée à l'utilisation de terrains devant tenir compte de la proximité de la basilique. Cette basilique qui est un monument historique parmi les plus beaux d'Europe, oblige la commune à déplacer son projet d'implantation de la nouvelle école et à acquérir de nouveaux terrains. Le coût de cette construction scolaire en sera donc augmenté encore. M. Juquin lui demande, en conséquence, s'il ne serait pas indispensable de prévoir une aide particulière à la commune de Longpont-sur-Orge, afin de lui permettre de faire face aux dépenses qu'entraînera, dans ces conditions, la construction d'une nouvelle école.

Habitations à loyer modéré (Ivry-sur-Seine [Val-de-Marne]).

3212. — 16 juin 1978. — M. Georges Gosnat expose à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie que l'office public d'H. L. M. d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) a obtenu, dans le cadre du financement des travaux de mise aux normes minimales d'habitabilité et d'amélioration de la qualité, une subvention de 1 647 000 francs. Cette subvention est destinée à améliorer le confort et la structure des logements, l'environnement et les équipements communs du groupe Jean-Baptiste-Renoult, à Ivry. Or, bien que la décision de cette subvention ait été notifiée le 6 février 1978 et que les travaux aient débuté le 1^{er} avril dernier, aucun acompte n'a encore été versé faute de crédits. Il est évident que cette situation ne manque pas d'inquiéter gravement les élus d'Ivry, les locataires de l'office d'H. L. M., et peut mettre en cause la poursuite des travaux engagés. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour débloquer dans les plus brefs délais les crédits nécessaires permettant ainsi le versement de la subvention accordée à l'office d'H. L. M. d'Ivry.

Habitat insalubre (Ivry-sur-Seine [Val-de-Marne]).

3213. — 16 juin 1978. — M. Georges Gosnat attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation créée par la présence d'une communauté yougoslave dans l'île avenue Paul-Vaillant-Couturier, rue Westermeyer, rue Lénine, à Ivry-sur-Seine et notamment par la non-réponse apportée à ce jour par les services départementaux du Val-de-Marne aux questions des élus (conseil municipal, conseillers généraux) d'Ivry. Dans cet îlot, l'état d'insécurité et d'insalubrité des bâtiments est très avancé. Certains immeubles peuvent faire l'objet d'une réhabilitation, d'autres devront être démolis. Dans ces logements dépourvus du moindre confort résident des populations immigrées et notamment une assez forte communauté yougoslave. Parfois, plusieurs familles habitent dans le même logement. Ces personnes vivent dans des conditions très précaires et dans des conditions d'hygiène très préjudiciables, notamment pour les enfants. Cette surpopulation cause des difficultés d'intégration au quartier. La population d'Ivry-Port, déjà très affectée par la non-poursuite de la rénovation de ce quartier en raison de la défaillance non justifiée d'une filiale de la Banque de Paris et des Pays-Bas, trouve là des raisons supplémentaires de mécontentement légitimes. La question qui se pose avec urgence est celle du logement immédiat de l'ensemble de ces familles, certaines habitations faisant d'ores et déjà l'objet d'un arrêté de péril. Le département suggère aux élus locaux la construction d'un nouveau foyer, ce qui n'est pas envisageable sérieusement. Tout d'abord, parce que cela amènerait une solution dans deux ans alors que les familles doivent être relogées immédiatement. D'autre part, le taux de la population immigrée à Ivry est passé à 18 p. 100 et est de plus de 30 p. 100 à Ivry-Port. La municipalité d'Ivry n'a jamais ménagé ses efforts en faveur des travailleurs immigrés. Grâce à une action efficace et persévérante entre 1965 et 1970, elle a permis par exemple, avec l'appui des travailleurs africains concernés, de résoudre le difficile problème du foyer-taudis de la rue Gabriel-Péri. Dans un premier temps, elle a favorisé l'implantation d'un foyer de 350 places à Ivry-Port, géré par l'Assotraf. Puis elle a multiplié les interventions pour que soit assuré le relogement des quelque cinq cents travailleurs africains scandaleu-

sement exploités par des marchands de sommeil, rue Gabriel-Péri. Enfin, la municipalité a apporté sa contribution à l'implantation d'un foyer-hôtel de 250 chambres géré par la Sonacotra. Des centaines d'autres familles immigrées ont été relogées par l'office municipal d'H. L. M. Ainsi, la ville d'Ivry a largement contribué à l'intégration des travailleurs immigrés qui bénéficient par ailleurs de l'ensemble des services sociaux municipaux. Mais passé un certain seuil, l'intégration devient difficile, sinon impossible. Aussi les élus locaux d'Ivry demandent-ils que la population de cet îlot soit relogée dans l'ensemble du département, voire dans d'autres départements. Ils seront aux côtés de ces travailleurs jusqu'à leur relogement. C'est la raison pour laquelle M. Gosnat demande à M. le secrétaire d'Etat quelles mesures il compte prendre pour faire reloger ces familles dans les meilleures conditions et dans des délais rapides.

Industries agro-alimentaires (Fismes [Marne] : sucrerie).

3215. — 16 juin 1978. — M. Alain Léger attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation de la sucrerie de Fismes. Cette entreprise appartenant au groupe « Générale sucrière », qui a informé la municipalité le 21 avril 1978 de sa décision de fermer à l'issue de la saison 1978-1979, c'est-à-dire décembre 1978 ou janvier 1979. Cette sucrerie emploie actuellement 123 travailleurs en fixe, plus des saisonniers; des investissements (dont certains financés par l'Etat) d'un montant d'un milliard ont été réalisés ces dernières années. Si la fermeture intervenait, la ville de Fismes comptant 4 500 habitants subirait de graves dommages, car le chômage déjà existant va en se développant, ayant des incidences sur le plan régional. Il lui demande quelles dispositions seront prises pour maintenir cette entreprise sucrière et les emplois menacés.

Instituteurs (suppléants, remplaçants et maîtres auxiliaires).

3216. — 16 juin 1978. — M. François Lelzour attire l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation angoissante dans laquelle se trouvent placés les instituteurs suppléants et remplaçants ainsi que les maîtres auxiliaires dans nos départements et, par exemple, dans les Côtes-du-Nord. En ce qui concerne les remplaçants, on a noté un taux d'échec non justifié à la session du C. A. P. de février et le syndicat national des instituteurs a estimé qu'une session exceptionnelle devait être organisée avant les vacances. On peut, d'autre part, être inquiet de constater qu'aucune dotation budgétaire n'autorise à penser que la stagiarisation et la titularisation de ceux qui en remplissent les conditions soient assurées à la rentrée prochaine. C'est ainsi que le ministre vient même d'opposer un refus à la création de deux postes pour des remplaçants stagiarisables dans les Côtes-du-Nord! Les suppléants éventuels, quant à eux, se trouvent menacés de non-réemploi, puisque les textes actuels permettent de les renvoyer à l'issue d'une année scolaire. D'autre part, la situation des maîtres auxiliaires reste très préoccupante. Par exemple, dans les Côtes-du-Nord, une centaine de maîtres auxiliaires « 31-95 » du second degré sont considérés comme employés « en surnombre » et sont menacés alors que la situation de l'enseignement exige qu'ils aient la garantie de leur réemploi à la rentrée, ainsi que l'avait promis M. Haby. Il s'agit, dans tout cela, d'une situation inacceptable, surtout en une période où le Gouvernement met l'accent sur la nécessité de faire effort pour l'emploi des jeunes et pour lequel il doit donner l'exemple. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre pour : assurer à la rentrée le réemploi des suppléants éventuels et faciliter leur insertion par titularisation grâce notamment à un concours interne prévoyant l'ouverture du nombre de postes correspondants; stagiariser les remplaçants qui sont en droit de l'être grâce à la création de postes budgétaires; former convenablement le personnel remplaçant conformément à la loi de 1951; réemployer tous les maîtres auxiliaires du second degré à la rentrée de 1977 en transformant les emplois en postes budgétaires; préciser combien de postes seront créés à la rentrée de 1977 en tenant compte des besoins, y compris en postes de bibliothécaires, de conseillers d'éducation et d'orientation, de surveillants, et en retenant le fait que les moyens en personnels existent si l'on se réfère au nombre de maîtres auxiliaires et aussi de titulaires « mis à la disposition du recteur » faute de postes budgétaires.

Constructions scolaires (Gard).

3218. — 16 juin 1978. — M. Bernard Deschamps expose à M. le ministre de l'éducation que la construction de collèges d'enseignement secondaire dans le Gard connaît un retard qui tend à s'aggraver au fil des années. Les besoins sont tels que plusieurs mil-

liers de places supplémentaires seraient nécessaires immédiatement par création, rénovation ou agrandissement d'établissements. Pour faire face à ces besoins, des palliatifs sont employés comme l'aménagement de locaux préfabriqués qui ne présentent pas les conditions optimales pour un enseignement de qualité. C'est ainsi que les communes attendent pendant des années que les crédits soient débloqués pour construire en dur. C'est le cas entre autres des communes d'Aramon, Beaucaire, Bellegarde, etc., qui demandent que de nouveaux C. E. S. soient construits sur leur territoire, tandis qu'à Aigues-Mortes, Saint-Gilles, Vergèze, etc., des agrandissements sont devenus nécessaires. Quant aux C. E. S. dont la construction est programmée, comme à Marguerittes, par exemple, les conditions de financement et de réalisation sont telles qu'ils risquent de ne pas être prêts pour la prochaine rentrée scolaire. A ces graves insuffisances s'ajoutent le manque de personnel éducatif et de services, l'absence ou l'insuffisance des restaurants scolaires, la pénurie de matériel, etc. Dans ces conditions et pour remédier à une situation gravement préjudiciable à la nation, il lui demande les mesures financières qu'il compte prendre pour que l'Etat assume ses responsabilités.

Instituteurs (formation continue).

3219. — 16 juin 1978. — M. Bernard Deschamps expose à M. le ministre de l'éducation que l'organisation des stages de formation continue des instituteurs pour l'année 1978-1979 dans les limites d'une enveloppe budgétaire stricte a pour conséquence : de réduire au minimum des deux tiers le nombre d'instituteurs du Gard qui pourront bénéficier d'un stage de formation continue ; de provoquer le report du stage en situation des élèves maîtres (six semaines avant les congés de Noël, six semaines après) donc d'aggraver les conditions de la formation initiale, de nuire en qualité, et de mettre en cause la formation continue des instituteurs. C'est pourquoi il lui demande : que la programmation des stages de formation continue soit établie en fonction des besoins réels du département ; que la formation continue des instituteurs soit non seulement maintenue dans sa forme actuelle mais qu'elle soit étendue ; que la formation initiale et continue soit améliorée : une formation de haute qualité est une des conditions de la revalorisation morale et matérielle de leur fonction, revalorisation qui est et demeure leur objectif prioritaire, revalorisation dont les élèves qui leur sont confiés seront les premiers bénéficiaires.

Ciment (Beaucaire [Gard] : usine des Ciments français).

3220. — 16 juin 1978. — M. Bernard Deschamps attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation des travailleurs de l'atelier d'ensachage de l'usine des Ciments français, à Beaucaire. Ces travailleurs qui effectuent une tâche extrêmement pénible perçoivent un salaire de base qui est de l'ordre de 2130 francs par mois seulement et ils revendiquent à juste titre que les primes soient incluses dans le salaire. Devant l'intransigeance de la direction de l'entreprise qui refuse de négocier avec l'organisation syndicale, ils ont été amenés à engager la lutte. Cette action justifiée se poursuit toujours aussi résolue depuis le 12 avril 1978. Alors que le Gouvernement parle si fréquemment de revalorisation du travail manuel, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour aider les travailleurs des Ciments français à obtenir satisfaction.

Industries métallurgiques

(Hautmont [Nord] : Etablissements Dembiermont).

3221. — 16 juin 1978. — M. Albert Maton signale à M. le ministre de l'industrie la difficile situation des établissements Dembiermont, à Hautmont, où la direction, alléguant une insuffisance de commandes, veut procéder à soixante-cinq nouveaux licenciements après avoir successivement réduit ses horaires de travail en 1976, puis comprimé ses effectifs de 116 personnes (de 743 à 627 au 31 décembre 1977) ; que cette entreprise est hautement spécialisée dans la grosse forge, considérée comme le troisième producteur mondial de la production de frettes et qu'elle est agréée pour les fabrications entrant dans les équipements nucléaires, et qu'il est en conséquence de l'intérêt national de tout mettre en œuvre pour préserver son existence, son activité et l'emploi de ses salariés qui sont pour la plupart hautement qualifiés ; qu'outre, cet aspect de maintenance de notre potentiel industriel national, il s'agit d'une importante unité du Bassin de la Sambre, région industrielle déjà fortement atteinte, ces dernières années, par les fermetures d'usines, les licenciements massifs et répétés, les compressions incessantes d'emplois, qui compte de ce fait plusieurs milliers de chômeurs et connaît une crise de

l'emploi aiguë, ce qui lui a valu d'être classée en première catégorie des aides à la création d'emplois. Exprimant, d'une part, la volonté résolue des travailleurs concernés de défendre leur emploi, et de toute la population de la Sambre qui veut pouvoir « vivre et travailler au pays » ; considérant d'autre part la responsabilité qui lui incombe en matière de protection de notre production industrielle nationale, il lui demande : 1° de ne pas permettre les licenciements annoncés ; 2° de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre, tant au niveau des commandes de l'Etat, qu'à celui des dispositions financières, pour assurer le maintien de l'activité et le développement des Etablissements Dembiermont, à Hautmont.

Etablissements scolaires (école Voltaire de Suresnes).

3222. — 16 juin 1978. — Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis rappelle à M. le ministre de l'éducation la question écrite n° 44559 parue au *Journal officiel* du 4 mars 1978 posée par son prédécesseur Raymond Barbel et relative à l'école Voltaire de Suresnes, question qui n'a jamais reçu de réponse. Elle lui rappelle la situation faite à l'école Voltaire de Suresnes depuis la rentrée scolaire 1977-1978. Ouvert depuis deux ans, ce groupe scolaire qui comprend une école maternelle et une école élémentaire, fonctionne en établissement expérimental et de ce fait jouissait d'un régime particulier. Cette expérience menée avec succès grâce, entre autre, à la décharge dont bénéficiait la directrice de l'établissement et à l'attribution d'un poste supplémentaire de soutien pédagogique a été remise en cause à la rentrée, la directrice ne bénéficiant plus que d'une demi-décharge. C'est pourquoi, elle lui demande que ne soit pas réduite à néant l'expérience tentée depuis deux ans dans cet établissement scolaire en accordant une décharge complète à la directrice et le maintien du poste de soutien pour l'année scolaire 1978-1979.

Montagne (Allier : indemnité spéciale de montagne).

3224. — 16 juin 1978. — M. André Lajoie expose à M. le ministre de l'agriculture le cas des exploitants agricoles des communes de l'Allier qui, du fait d'un relief accidenté, d'un climat rude et de la faible qualité des sols, subissent des handicaps naturels importants et méritent d'obtenir des compensations financières. Il émet de sérieuses réserves sur la mise en place d'une politique agricole toujours plus compliquée d'aides et de crédits sélectifs. Sur les procédures technocratiques adoptées pour l'établissement des différentes zones. Il lui rappelle que le financement de la zone de piedmont annoncé pour 1978 n'a pas encore été officialisé et que l'indemnité spéciale montagne n'a pas été revalorisée depuis le 20 février 1974. En conséquence, il lui demande : que l'indemnité spéciale montagne soit très sensiblement revalorisée ; que les décrets portant délimitation de zones soient pris immédiatement en fonction de l'avis des organisations professionnelles agricoles émis le 30 juin 1975 ; qu'à défaut, soient au minimum adoptées les mesures visant à : 1° étendre la zone défavorisée à l'intérieur de la petite région agricole du Val d'Allier à une trentaine de communes situées au nord du Val d'Allier, en limite est, de la Combraille bourbonnaise et en limite ouest de la montagne bourbonnaise ; 2° étendre la zone de montagne à une vingtaine de communes de la montagne et de la Combraille bourbonnaise qui connaissent des handicaps très proches de ceux des communes actuellement classées en zone de montagne, comme par exemple Coutansouze, Chirat-l'Église, Louroux-de-Bouble, etc. ; 3° délimiter la zone de piedmont : pour le secteur de la Combraille bourbonnaise : à l'ensemble des communes de la petite région agricole non encore classées ou proposées en zone de montagne, à la commune de Nérès-les-Bains, à une quinzaine de communes situées sur les collines granitiques en prolongement nord de la Combraille jusqu'à Noyant et du Val d'Allier en bordure est de la zone de montagne ; pour le secteur de la montagne bourbonnaise : à une dizaine de communes situées au nord de la montagne bourbonnaise, et à quelques communes des cantons de Vichy et de Cusset, situées dans la petite région agricole du Val d'Allier, non encore classées ou proposées en zone de montagne ; ceci afin de maintenir un minimum de population agricole et rurale dans ces régions.

Femme (condition de la)

(brochure sur les droits des femmes seules).

3225. — 16 juin 1978. — Mme Hélène Constans s'adresse à Mme le ministre de la santé et de la famille pour lui demander de mettre à la disposition des femmes isolées (mères célibataires, femmes divorcées, veuves) une brochure présentant tous leurs droits, les avantages auxquels elles ont droit et les démarches à accomplir pour les faire valoir. Cette brochure serait mise en dépôt dans

chaque mairie et serait régulièrement complétée. Une telle initiative a déjà été réalisée dans la région d'Ile-de-France et son utilité s'est avérée évidente, ce qui justifie l'extension d'une telle publication à l'échelon national.

Entreprises industrielles et commerciales (Sotteville-lès-Rouen [Seine-Maritime] Etablissements S.P.A.P.A.)

3227. — 16 juin 1978. — **M. Roland Leroy** attire l'attention de **M. le ministre du travail** et de la participation sur la situation de l'établissement S.P.A.P.A. de Sotteville-lès-Rouen. La direction vient de demander 25 licenciements. Or, une telle décision n'est aucunement fondée sur une diminution des commandes ou un quelconque péril économique pour l'entreprise. La même société pratique en effet des embauches au Havre au moment même où elle souhaite prendre ces mesures à Sotteville-lès-Rouen. De plus, parmi les travailleurs que la direction veut licencier, la plupart ont plus de cinquante ans ; certains d'entre eux ont même plus de trente ans d'ancienneté. Enfin, alors que la direction prétend avoir réduit le temps de travail à quarante heures, les heures de transport n'entrent pas en ligne de compte dans ce calcul ; elles ne peuvent donc pas compter pour la retraite. Il lui demande donc de prendre toute disposition afin d'empêcher la réalisation de ces licenciements et d'inclure effectivement les heures de transports dans le temps de travail des ouvriers de la S.P.A.P.A. Connaissant également les revenus des travailleurs de cet établissement (10 à 13,50 francs par heure), il lui demande de répondre positivement aux revendications salariales du syndicat C. G. T.

Impôt sur le revenu (victimes des inondations en région parisienne).

3230. — 16 juin 1978. — **M. Robert Vizet** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur la situation qui est faite aux sinistrés des inondations de février dernier, notamment dans la région parisienne. Le montant global des crédits alloués par l'Etat est loin de compenser les pertes subies par les habitants du département, dont le montant a été officiellement chiffré. Ces habitants se trouvent ainsi placés dans une situation financière particulièrement délicate puisqu'ils ont dû ou vont devoir engager des sommes importantes pour entreprendre les réparations nécessitées par les inondations subies ou pour remplacer les objets mobiliers hors d'usage. C'est pourquoi, il lui demande ce qu'il compte faire pour accorder à titre exceptionnel aux sinistrés le droit de déduire de leurs déclarations de revenus pour 1978 le montant des frais engagés, selon des modalités qui resteraient à fixer avec les services fiscaux.

Taxe foncière (exonération pour certains viticulteurs).

3231. — 16 juin 1978. — **M. André Soury** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur le cas de certains viticulteurs ayant fait formuler collectivement par leur maire une demande de réduction de leur contribution foncière pour cause de gel. Ils viennent de recevoir un avis de rejet pour demande trop tardive. Se trouvant ainsi éliminés, ceux qui n'ont pas voulu faire de déclaration de sinistre avant d'être sûrs et ont attendu pour cela la fin de la récolte. Tenant compte des difficultés économiques particulières de la région viticole, du fait de la crise, en conséquence, il lui demande s'il n'est pas possible de prendre en considération les demandes pour 1977, et s'il ne considère pas qu'il faut étendre le délai de réclamation à la fin effective de la rentrée des récoltes, et pour la vigne, jusqu'à la date limite des déclarations de vin.

Hôpitaux : personnel (Alès [Gard] : centre hospitalier).

3232. — 16 juin 1978. — **Mme Adrienne Horvath** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la situation qui est faite au personnel du centre hospitalier d'Alès (Gard). En effet, le manque d'agents ne permet pas une véritable médecine sociale de qualité. Pour le bon fonctionnement du centre hospitalier, 945 postes d'agents seraient nécessaires, ce qui est proposé par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. Appliquant strictement la circulaire ministérielle, la D.A.S.S. accorde 832 postes, ce qui est nettement insuffisant. Le recrutement d'une centaine d'agents constituerait une diminution non négligeable du nombre de chômeurs dans la région d'Alès. Elle lui demande quelles mesures seront prises, afin de débloquent les crédits nécessaires pour que l'embauche d'une centaine d'agents (effectif nécessaire) puisse s'effectuer dans de bonnes conditions. Ces mesures appliquées permettraient un meilleur fonctionnement du centre, et des soins plus attentifs aux malades.

Habitations à loyer modéré (Le Mans [Sarthe] : chauffage tout électrique).

3233. — 16 juin 1978. — **M. Daniel Boulay** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur les difficultés rencontrées par les locataires des H.L.M. des cités des Raineries et du Saut du Lapin au Mans. Nous sommes en présence d'un système « tout électrique » et un grand nombre de ces locataires sont, non seulement mal chauffés mais se voient présenter des quittances d'électricité insupportables. Le tout électrique, présenté il y a quelques années comme un progrès considérable, a été installé au détriment des usagers faute de systèmes d'isolation convenables, faute d'une politique tarifaire adaptée. **M. Daniel Boulay** demande à **M. le ministre** quelles mesures il compte prendre pour faire bénéficier les usagers du chauffage électrique des tarifs préférentiels que consent E.D.F. aux Industriels, pour intervenir auprès des constructeurs afin qu'ils entreprennent les travaux d'isolation indispensables et si nécessaire doter l'office H.L.M. de subventions dans le cadre d'une recherche d'économie d'énergie et dans l'immédiat pour indemniser les locataires des surcoûts de chauffage électrique qui leur sont imposés.

Voyageurs, représentants, placiers (rémunérations).

3237. — 16 juin 1978. — **M. Francis Hardy** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur les difficultés que fait peser le plafonnement des salaires sur l'évaluation du montant de la rémunération des V. R. P. qui travaillent à la commission. Il remarque que, lorsque le montant maximum fixé se trouve dépassé, lesdits V. R. P. sont débités de la différence entre ce qu'ils ont gagné et la somme à laquelle ils ont droit. Il lui demande de bien vouloir lui préciser si, dans le cas d'un représentant travaillant à la commission, la différence entre ce qu'il a gagné et ce à quoi il a droit appartient à l'employeur ou continue d'être la propriété du représentant, en figurant par exemple sur les livres en compte d'attente.

Assurances maladie-maternité (hospitalisation : remboursement).

3239. — 16 juin 1978. — **M. Francis Hardy** rappelle à **Mme le ministre de la santé et de la famille** que les instructions récentes ont été données aux caisses d'assurance maladie pour que les malades ne soient remboursés qu'à 70 p. 100 de leurs frais d'hospitalisation si l'établissement, choisi par le médecin traitant en dehors des limites départementales, assure les mêmes services que l'établissement le plus proche du département d'origine. Il s'étonne de la rigueur d'une telle mesure qui, sans considérations de distance et de facilité des communications, rattache d'autorité à des hôpitaux des populations naturellement attirées par les hôpitaux plus proches du département voisin et porte ainsi atteinte à l'un des principes fondamentaux de notre législation sanitaire, c'est-à-dire au droit des malades au libre choix de l'établissement dans lequel ils seront soignés. Il demande que des dispositions soient prises pour que, au moins dans les zones frontalières de départements, les médecins puissent choisir en fonction de critères professionnels entre plusieurs établissements.

Assurance maladie maternité (tiers payant).

3240. — 16 juin 1978. — **M. Francis Hardy** rappelle à **Mme le ministre de la santé et de la famille** que pendant une quinzaine d'années les pharmaciens frontaliers d'un département ont pu indifféremment faire bénéficier du régime du tiers payant leurs clients, quel que fût le domicile de ceux-ci, et obtenir de la caisse d'assurance maladie de l'assuré le remboursement de la prise en charge. Il s'étonne que cette facilité ne soit plus désormais réservée par l'article 3 (§ 3) de la convention type signée, le 1^{er} juillet 1977, entre les syndicats départementaux des pharmaciens et les caisses d'assurance maladie qu'aux seuls assurés exonérés du ticket modérateur, obligeant ainsi les autres assurés frontaliers d'un département à s'adresser à une officine de leur département souvent deux ou trois fois plus éloignée de leur domicile que l'officine la plus proche du département voisin. Il lui demande de bien vouloir prendre des dispositions pour permettre à tout assuré, exonéré ou pas du ticket modérateur, de bénéficier des avantages du tiers payant tout en conservant le libre choix de son pharmacien.

Résistants (patriotes résistants à l'occupation).

3241. — 17 juin 1978. — **M. Henri Ferretti** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** sur les problèmes de la réciprocité des droits pour les P. R. O. (patriotes résistants à l'occupation) de nationalité luxembourgeoise séjournant en France

ou de nationalité française séjournant au Luxembourg. Il lui demande si le Gouvernement n'envisage pas de conclure un accord de réciprocité avec le Gouvernement luxembourgeois, ainsi que cela existe par exemple entre la France et la Pologne.

Textiles (Rhône-Poulenc Textile à Vaulx-en-Velin [Rhône]).

3243. — 17 juin 1978. — **M. Charles Hernu** attire l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur la situation de l'usine de Rhône-Poulenc Textile, de Vaulx-en-Velin. Le 20 décembre 1977, alors que la direction de l'usine venait d'établir un plan de développement de l'activité, la direction générale annonçait la fermeture dans les deux ans à venir de l'établissement de Vaulx-en-Velin. Rhône-Poulenc Textile Vaulx-en-Velin est le seul producteur français de produits d'intérêt souvent stratégiques, notamment pour l'armée (pneumatiques, convoyeurs courroies, bâches, structures gonflables, parachutes, etc.). L'usine fabrique des produits indispensables à notre économie dans des conditions que l'on ne trouve dans aucune autre usine du groupe Rhône-Poulenc à l'étranger. Vaulx-en-Velin est la seule usine du groupe R. P. T., c'est-à-dire la seule usine française à fabriquer du fil industriel, dont les grands secteurs d'utilisation sont l'enduction, le caoutchouc, le pneu, le cordage, la sangle. Pour l'année 1977 la production s'élève à 9 455 tonnes (10 400 tonnes si l'usine n'avait pas chômé au mois de juillet). La qualité de ces produits est d'un haut niveau, ce qui permet de rivaliser avec les grands producteurs européens de fils industriels. 27 p. 100 des besoins français sont fournis par cette usine. Il rappelle que l'effectif de 700 personnes en ce qui concerne la pyramide des âges ne correspond pas à la répartition idéale d'une entreprise en pleine expansion, aucune personne n'a moins de vingt-six ans. La direction générale refuse d'embaucher des jeunes. Dans les prévisions de productions sur l'année 1978 avec un effectif identique, les produits par personne seront de 16,429 tonnes, et placeront l'usine de Vaulx-en-Velin en deuxième position derrière la D. R. A. G. (R. P. Allemagne), confirmant ainsi l'augmentation de productivité. Quant au coût horaire moyen de Vaulx-en-Velin, de 33,91 francs, qui, s'il est supérieur à la moyenne française (36 p. 100 des travailleurs perçoivent des indemnités qui sont destinées à compenser les inconvénients dus au rythme de travail) est loin d'atteindre celui des Etats-Unis, de la Suisse et de l'Allemagne fédérale, principaux pays où sont fabriqués des fils industriels. Cette usine, implantée depuis 1925, fait vivre, non seulement les travailleurs de l'entreprise mais aussi de nombreux sous-traitants (artisans, petites et moyennes entreprises). Il lui demande donc de bien vouloir lui préciser les propositions de solutions qu'il entend présenter afin que : 1° soit assuré le maintien de l'industrie textile en France ; 2° soit assurée la sauvegarde de l'emploi à R. P. T. Vaulx-en-Velin ; 3° soit assuré le développement de la production en utilisant le douzième des investissements que R. P. prévoit de faire dans les usines textiles qui ne sont pas condamnées à être fermées, ce qui permettrait de produire 16 000 tonnes de fils industriels, soit 57 à 60 p. 100 du marché national au lieu des 27 p. 100 actuellement, ce qui permettrait d'embaucher des jeunes et d'accroître le potentiel novateur de l'usine.

Personnel des hôpitaux (secrétaires médicales).

3245. — 17 juin 1978. — **M. Jacques-Antoine Gau** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur la situation des secrétaires médicales des établissements hospitaliers. Ces agents dont la très grande majorité est titulaire du baccalauréat F8 sont chargés d'un secrétariat spécialisé au sein d'une équipe médicale et assument à ce titre des responsabilités importantes aussi bien sur le plan administratif que dans le domaine des liaisons entre le corps médical et les malades. Or malgré l'évolution incontestable de leur formation et de leur profession, les secrétaires médicales continuent d'être classées dans la catégorie C, alors que les laborantines, titulaires du baccalauréat F7 sont classées en catégorie B. Il lui demande si elle n'estime pas le moment venu de satisfaire la revendication des secrétaires médicales que demandent leur intégration au cadre B avec le même indice que les laborantines et la définition statutaire de leur profession.

Enseignants (indemnité de résidence à Bordeaux [Gironde]).

3246. — 17 juin 1978. — **M. Michel Sainte-Marie** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur le mécontentement des enseignants de l'agglomération bordelaise. En effet les fonctionnaires des collèges de la communauté urbaine de Bordeaux viennent d'apprendre avec surprise que le pourcentage qui leur est attribué au titre de l'indemnité de résidence correspond au classement en zone II. Il lui demande quelles sont les raisons qui ont motivé ce nouveau classe-

ment que l'on peut considérer comme une injustice étant donné qu'il correspond aux moyennes et petites communes, ainsi qu'aux zones rurales. En lui rappelant que l'agglomération bordelaise abrite près d'un million d'habitants il lui demande de bien vouloir lui indiquer s'il envisage de procéder, dans les meilleurs délais, à la modification qui s'impose.

Mines et carrières (recherche d'uranium dans le Minervois).

3248. — 17 juin 1978. — **M. Pierre Guidoni** demande à **M. le ministre de l'Industrie** quelles sont les raisons pour lesquelles l'enquête publique précédant l'attribution éventuelle du permis d'exploitation de recherche d'uranium dans le Minervois (dit permis d'Age) se déroule uniquement dans le département de l'Hérault, et auprès de la préfecture de ce département. Il paraîtrait logique que l'enquête publique se déroule également dans le département de l'Aude, permettant ainsi aux habitants et aux élus de la zone concernée d'exprimer les raisons de leur opposition à ce projet. **M. Pierre Guidoni** souhaite obtenir de **M. le ministre de l'Industrie**, soit l'annonce de l'ouverture prochaine de l'enquête publique auprès de la préfecture de l'Aude dans les mêmes conditions que pour l'Hérault, soit l'explication de la différence observée entre les deux parties du Minervois.

Emploi (Pas-de-Calais : vacataires).

3249. — 17 juin 1978. — **M. André Delehedde** appelle l'attention de **M. le ministre du travail et de la participation** sur la situation des agents vacataires des services du Pas-de-Calais de son ministère. Ceux-ci ont été avisés, le 7 juin 1978, que leur contrat de travail ne serait pas reconduit à la fin de ce mois. Avec les agents titulaires de la direction départementale et des inspections du travail, ils se sont mis en grève le 8 juin pour protester contre cette situation. Le licenciement de ces vacataires pose problème au moment où tous les services sont surchargés de tâches et de dossiers. En conséquence, il lui demande s'il entend prendre les mesures nécessaires : au maintien dans l'emploi à plein temps de tous les vacataires ; à la création de postes de titulaires en nombre suffisant pour permettre l'intégration par concours spéciaux des vacataires en poste actuellement.

Pollution de l'eau (vidanges des retenues hydro-électriques du haut Rhône).

3253. — 17 juin 1978. — **M. Louis Besson** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur les désastreuses conséquences des vidanges des retenues hydro-électriques du haut Rhône. Effectuées tous les trois ans à la veille de la saison estivale, ces vidanges engluent toutes les rives du fleuve d'une vase nauséabonde qui se dépose également dans les biefs. A ces graves pollutions qui n'affectent pas seulement le fleuve pendant la durée des chasses, mais se renouvellent lors des crues suivantes qui élèvent le niveau des eaux et lessivent les berges, s'ajoutent de très lourdes pertes halieutiques, une multitude de poissons se trouvant soit asphyxiés par le manque d'oxygène, soit mécaniquement tués par la boue qui scelle leur ouïes. L'équipement hydro-électrique du haut Rhône concernant la Suisse et la France, il y a lieu de poser le problème dans le cadre des instances compétentes, l'impératif de production énergétique ne devant pas l'emporter, comme actuellement, sur les exigences de protection de l'environnement. Comme il est certain que des vidanges annuelles en fin de période hivernale seraient sans doute de nature à limiter les très graves conséquences précitées sans pour autant affecter sensiblement la production hydro-électrique, il lui demande quelle initiative il compte prendre pour parvenir à un accord avec la Suisse qui s'imposerait aux hydro-électriciens des deux pays et éviterait le renouvellement des inadmissibles conséquences des chasses de ce début du mois de juin 1978 qui n'ont pas affecté que le Rhône, mais également le canal de Savière et le lac du Bourget, ce qui est proprement scandaleux quand on connaît l'importance des efforts entrepris pour sauver ce plan d'eau.

Viticulture (caves coopératives de vinification).

3254. — 17 juin 1978. — **M. Louis Besson** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur la situation inéquitable qui affecte les caves coopératives de vinification en matière d'obligation de livraison de prestations d'alcool vinique. En effet, si les petits producteurs indépendants produisant moins de 25 hectolitres de vin ne sont pas passibles de ces prestations, en revanche, les caves coopératives

de vinification sont dans l'obligation de livrer les prestations d'alcool vinique correspondant au volume total des vins qu'elles ont produit, en application de l'article 67 U du code du vin. Ces dispositions pénalisent injustement la coopération et irritent légitimement les coopérateurs, alors qu'il y aurait lieu de les encourager dans la mesure où, à l'évidence, leur organisation facilite la solution d'un certain nombre de problèmes de commercialisation et d'amélioration des qualités. Pour illustrer les affirmations ci-dessus, il lui signale en particulier le cas des caves coopératives de Cruet et de Ruffieux, en Savoie. La première comptait, lors de la récolte de 1976, 339 coopérateurs, mais 154 de ses adhérents ne dépassaient pas les 25 hectolitres; la production totale de ses adhérents petits producteurs correspondant à quelque 2 000 hectolitres, soit un sixième de la production totale de la cave. La seconde comptait 224 adhérents, dont 106 n'excédaient pas les 25 hectolitres et dont la production totale représentait 1 500 hectolitres, soit le cinquième de la production globale de la cave. Il lui demande si, par souci d'équité, il ne pourrait pas envisager d'apporter à la réglementation existante (art. 67 U du code du vin et décisions n° 1930-76 et 1932-76 du 20 juillet 1976 de la commission des communautés européennes) les correctifs qui s'imposent, en consentant aux caves coopératives de vinification les abattements nécessaires pour mettre sur un pied d'égalité les petits producteurs qui vinifient eux-mêmes une récolte n'excedant pas 25 hectolitres et ceux qui font apport de leur production à une cave coopérative de vinification.

Viticulture (caves coopératives de vinification).

3255. — 17 juin 1978. — M. Louis Besson appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation inéquitable qui affecte les caves coopératives de vinification en matière d'obligation de livraison de prestations d'alcool vinique. En effet, si les petits producteurs indépendants produisant moins de 25 hectolitres de vin ne sont pas passibles de ces prestations, en revanche, les caves coopératives de vinification sont dans l'obligation de livrer les prestations d'alcool vinique correspondant au volume total des vins qu'elles ont produit, en application de l'article 67 U du code du vin. Ces dispositions pénalisent injustement la coopération et irritent légitimement les coopérateurs, alors qu'il y aurait lieu de les encourager dans la mesure où, à l'évidence, leur organisation facilite la solution d'un certain nombre de problèmes de commercialisation et d'amélioration des qualités. Pour illustrer les affirmations ci-dessus, il lui signale en particulier le cas des caves coopératives de Cruet et de Ruffieux, en Savoie. La première comptait, lors de la récolte de 1976, 339 coopérateurs, mais 154 de ses adhérents ne dépassaient pas les 25 hectolitres; la production totale de ses adhérents petits producteurs correspondant à quelque 2 000 hectolitres, soit un sixième de la production totale de la cave. La seconde comptait 224 adhérents, dont 106 n'excédaient pas les 25 hectolitres et dont la production totale représentait 1 500 hectolitres, soit le cinquième de la production globale de la cave. Il lui demande si, par souci d'équité, il ne pourrait pas envisager d'apporter à la réglementation existante (art. 67 U du code du vin et décisions n° 1930-76 et 1932-76 du 20 juillet 1976 de la commission des communautés européennes) les correctifs qui s'imposent, en consentant aux caves coopératives de vinification les abattements nécessaires pour mettre sur un pied d'égalité les petits producteurs qui vinifient eux-mêmes une récolte n'excedant pas 25 hectolitres et ceux qui font apport de leur production à une cave coopérative de vinification.

Retraites complémentaires (praticiens hospitaliers).

3257. — 17 juin 1978. — M. Pierre-Bernard Cousté attire l'attention de Mme le ministre de la santé et de la famille sur le caractère contradictoire de deux réponses écrites émanant de ses services et concernant une même question qui peut se résumer dans le refus de faire bénéficier au titre de P. R. C. A. N. T. E. C., tous les praticiens hospitaliers (retraités ou non) du passage de l'assiette des cotisations de 50 p. 100 à 66 p. 100. A la question posée par M. Bécam le 8 janvier 1977, la fin de non-recevoir s'appuyait sur le fait que : « Ce serait contraire au principe de non-rétroactivité des textes réglementaires. » A la question posée par M. Philbert la fin de non-recevoir s'appuyait sur le fait que : « La mesure rétroactive souhaitée ne peut être envisagée en raison des charges nouvelles qu'elle ferait peser sur les administrations hospitalières. » Les deux arguments suscités n'ayant entre eux aucun lien logique, il serait souhaitable de préciser lequel des deux représente la vérité.

Enseignement de la médecine (statistiques).

3258. — 17 juin 1978. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à Mme le ministre des universités de lui faire connaître : 1° le nombre de diplômés de docteur en médecine délivrés par chaque U. E. R. de médecine, de 1974 à 1977 inclus; 2° le nombre des étudiants en médecine inscrits en P. C. E. M. I, pour l'année scolaire 1977-1978, dans chaque U. E. R. de médecine.

Stupéfiants (lutte contre la drogue en 1977).

3259. — 17 juin 1978. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à M. le ministre du budget de bien vouloir faire le point de l'action du service des douanes dans la lutte contre la drogue pour l'année 1977. Peut-il préciser si des progrès ont été faits notamment en ce qui concerne les Interpellations, les saisies concernant les principaux produits : opium, morphine, héroïne, cannabis.

Emprunt russe (remboursement).

3260. — 17 juin 1978. — En octobre dernier la presse a fait état d'un entretien à Moscou d'une durée exceptionnelle, entre le président directeur général du Crédit lyonnais et M. Kossyguine, président du conseil des ministres de l'U. R. S. S. Le Crédit lyonnais est l'établissement financier qui, avant 1914, a le plus participé au placement des emprunts russes parmi les épargnants français. Cependant, dès 1904, on pouvait lire dans la presse financière qu'à la veille d'un nouvel emprunt russe, le journal *Le Matin* s'était séparé avec fracas du Crédit lyonnais, ne voulant plus se solidariser avec l'établissement qui conduisait notre épargne à une catastrophe beaucoup plus terrible que celle de Panania, ce qui, hélas, s'est produit. Avant que de nouveaux capitaux soient aventurés en U. R. S. S., M. Pierre-Bernard Cousté demande à M. le ministre de l'économie si le Gouvernement français ne pourrait exiger du Crédit lyonnais qu'au préalable il obtienne des autorités soviétiques la reprise des négociations pour le règlement des emprunts russes qu'il a fait largement souscrire à sa clientèle d'épargnants français qui ont ainsi contribué à l'équipement de la Russie, négociations que le Gouvernement soviétique n'a pas encore voulu reprendre malgré les accords formels d'octobre 1924.

Crédit (statistiques 1975, 1976, 1977).

3261. — 17 juin 1978. — M. Pierre-Bernard Cousté demande à M. le ministre de l'économie de bien vouloir indiquer, en comparant les années 1975, 1976, 1977, l'ensemble des crédits distribués en France. Peut-il être précisé quel a été en pourcentage le montant des crédits encadrés et des crédits hors encadrement. Est-il exact que les crédits encadrés en 1977 ont progressé entre 5 et 10 p. 100 selon les établissements, tandis que les crédits désencadrés auraient progressé de plus de 30 p. 100. Le gouvernement entend-il donner pour 1978 un « coup de frein » sur les crédits désencadrés afin de parvenir à une croissance globale modérée de l'ensemble des crédits. Une telle orientation n'aurait-elle pas pour conséquence, notamment sur la croissance des crédits à l'exportation, de réduire ceux-ci dans la mesure où la croissance globale des crédits serait réduite en 1978 par rapport à 1977. Le gouvernement peut-il, en un mot, préciser sa politique du crédit pour 1978.

Jugements (juridictions administratives).

3264. — 17 juin 1978. — M. Pierre-Bernard Cousté rappelle à M. le Premier ministre que selon le rapport établi au nom du Conseil d'Etat sur l'exécution des décisions des juridictions administratives, les ministres ne font usage que de façon exceptionnelle de la faculté qui leur est ouverte par l'article 58 du décret 1969 de demander au Conseil d'Etat d'éclairer l'administration sur les modalités d'exécution d'une décision ou d'un jugement (p. 97). Le rapport ajoute : « On peut s'étonner du petit nombre de demandes d'éclaircissements ainsi présentées : en effet, l'on constate, lors de l'étude de réclamations émanant des justiciables que l'administration invoque souvent, pour justifier les retards apportés à l'exécution de décisions juridictionnelles, les difficultés qu'elle rencontre dans le choix des mesures propres à assurer cette exécution; dans ces conditions il semble qu'un temps précieux pourrait être gagné si les administrations saisissaient spontanément le Conseil d'Etat. » Il demande à M. le Premier ministre s'il n'entend pas recommander aux membres du gouvernement, en vue d'une plus prompt exécution des décisions juridictionnelles, d'utiliser plus fréquemment que par le passé les possibilités ouvertes par les dispositions précitées.

Communauté économique européenne (Conseil européen).

3265. — 17 juin 1978. — **M. Pierre-Bernard Cousté** rappelle que le Conseil européen se réunit trois fois par an. Certaines de ses réunions ont eu, dans le passé, des résultats importants et remarquables. Cette année même, on a pu avoir l'impression, lors des conseils européens de Rome puis de Londres, que cette institution, créée à l'initiative de la France, répondait bien à son objet en traitant des grands problèmes de l'Europe et en donnant une impulsion d'ensemble à la construction de l'Union européenne. Il demande à **M. le ministre des affaires étrangères** s'il en est de même cette fois-ci et quels sont les résultats positifs qui se dégagent de la réunion de Bruxelles. Peut-on dire que celle-ci a été utile et qu'elle a marqué un progrès dans une construction européenne qui paraît bien affectée par la crise? Quel est le sens de l'initiative prise par la France au sujet de « l'espace judiciaire européen » et quelles décisions exactes ont été prises à ce sujet.

Armée (Strasbourg [Bas-Rhin] : centre de recrutement).

3266. — 17 juin 1978. — **M. Adrien Zeller** demande à **M. le ministre de la défense** de bien vouloir lui faire connaître ses intentions quant à l'avenir du bureau de recrutement de Strasbourg. En effet, il semblerait que les conclusions d'études faites actuellement dans le cadre de l'automatisation de ces services aboutiraient au transfert pur et simple de ce bureau vers Nancy. Si cela devait se réaliser, il en résulterait, pour Strasbourg, une situation extrêmement difficile, même inacceptable. En effet, une telle décision pénaliserait triplement Strasbourg et la région Alsace : 1° par la perte sèche de deux cents emplois dans le secteur tertiaire ; 2° par le transfert des dossiers des incorporés de force dans l'armée allemande (60 000 à 80 000 personnes d'Alsace et de Moselle concernées) vers des services qui n'en connaissent pas la teneur et ce d'autant plus qu'à partir de 1980 on commencera la gestion des retraites de cette catégorie de personnes ; 3° par l'éloignement d'un service public qui intéresse au premier chef les jeunes qui vont être incorporés et spécialement tous les sursitaires (Strasbourg comptant plus de 40 000 étudiants). D'autre part, enlever à Strasbourg, ville siège du commandement d'une région militaire, des services importants serait, à terme, aller dans le sens d'une perte de cette fonction.

Psycho-rééducateurs (Statut).

3267. — 17 juin 1978. — **M. Aimé Kergueris** demande à **Mme le ministre de la santé et de la famille** quelles sont les perspectives d'attribution du statut d'auxiliaire médical au psycho-rééducateur. En effet, ces derniers ne peuvent pas prétendre au remboursement de leurs actes par la sécurité sociale. L'attribution de ce statut d'auxiliaire médical supprimerait cette anomalie et permettrait un exercice normal de leur profession.

Jeunes (prime de mobilité).

3269. — 17 juin 1978. — **M. Michel Aurillac** expose à **M. le ministre du travail et de la participation** que les imprimés distribués par l'Agence nationale pour l'emploi et concernant la prime de mobilité des jeunes (loi n° 72-1150 du 23 décembre 1972) ne précisent pas les branches d'activité qui sont exclues du bénéfice de cette mesure. Il lui fait part de la déception d'un certain nombre de jeunes qui, remplissant théoriquement les conditions, complètent lesdits formulaires et se voient refuser le bénéfice de cette mesure au motif qu'ils sont agents du secteur public. Il lui demande s'il n'estime pas souhaitable, à l'occasion d'une réimpression des formulaires, d'indiquer clairement cette restriction ou, à tout le moins, d'informer largement les intéressés dans tous les bureaux de l'A.N.P.E.

Institut géographique national (géomètres).

3270. — 17 juin 1978. — **M. Jean Bonhomme** appelle l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur la situation des géomètres de l'Institut géographique national. Depuis plusieurs années, les intéressés ont engagé des négociations tendant à faire prendre en considération trois de leurs revendications. Celles-ci concernent l'élaboration d'un statut de techniciens supérieurs qui leur serait applicable ; une amélioration des rémunérations accessoires qui leur sont attribuées et la possibilité d'un débouché élargi dans le corps supérieur. Ils regrettent qu'au cours des négociations, il leur soit difficile sinon impossible d'être en contact

avec des interlocuteurs disposant des pouvoirs de décisions. **M. Jean Bonhomme** demande à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** quelle est sa position en ce qui concerne les revendications présentées et dans quelles conditions doivent se dérouler les négociations nécessaires à leur aboutissement.

Jardins familiaux (crédits ou budget de l'agriculture).

3271. — 17 juin 1978. — **M. Auguste Cazalet** signale à **M. le ministre de l'agriculture** que depuis 1972 la dotation figurant au chapitre 46-15 et destinée à assurer un remboursement partiel des dépenses engagées par les associations de jardins familiaux pour l'aménagement de leurs terrains, est restée fixée à 125 000 francs. Il lui demande, compte tenu du nombre important des dossiers présentés chaque année, si la loi de finances de 1979 comportera un relèvement sensible de ce crédit.

Notaires (suppression des offices).

3273. — 17 juin 1978. — **M. André Forens** expose à **M. le ministre du budget** qu'en réponse à sa question écrite n° 28906 (réponse parue au *Journal officiel* des débats de l'Assemblée nationale, n° 71, du 24 juillet 1976, page 5378) relative aux modalités d'application du décret n° 71-942 du 26 novembre 1971 modifiant la procédure de suppression des offices de notaire, il lui était indiqué que ces modalités faisaient l'objet d'une étude en liaison avec la chancellerie et qu'elles seraient portées directement à sa connaissance. N'ayant pas reçu à ce jour la réponse annoncée, il lui renouvelle les termes de sa question en souhaitant vivement recevoir dans les meilleurs délais les précisions demandées. Il lui rappelle en conséquence : 1° que le décret n° 71-942 du 26 novembre 1971 a notamment modifié la procédure de suppression des offices de notaires et prévu en son article 6 que le montant et la répartition des indemnités pouvant être dues dans le cadre de la suppression d'un office sont fixés par la garde des sceaux soit après accord des parties, soit sur proposition d'une commission instituée dans chaque cour d'appel ; 2° que pour tenir compte de ces modifications la direction générale des impôts a, dans une instruction en date du 27 décembre 1974, décidé de soumettre désormais à l'enregistrement, dans le délai d'un mois à compter de sa date, et à l'exclusion de tout autre acte ou document, la décision ministérielle homologuant l'accord des parties ou fixant le montant de l'indemnité sur la proposition de la commission régionale. Compte tenu de ces nouvelles mesures applicables en l'espèce, mais imprécises dans leur modalité d'application, il lui demande de bien vouloir lui indiquer : 1° sous quelle forme se présente la décision ministérielle homologuant ou fixant l'indemnité de suppression ; 2° à qui appartient l'initiative de l'enregistrement de la décision ministérielle approuvant ou fixant l'indemnité de suppression et quel est le document à enregistrer ; 3° quels sont les moyens mis à la disposition de l'organisme ou de l'autorité responsable de l'enregistrement de la décision pour réunir les sommes nécessaires à l'acquit du droit proportionnel ; 4° quelles sont les sanctions par l'autorité ou l'organisme responsable en cas d'omission de cette formalité ; 5° quelle est la recette des impôts compétente pour enregistrer la décision du garde des sceaux et percevoir les droits exigibles.

Généralisation de la sécurité sociale (décrets d'application).

3274. — 17 juin 1978. — **M. Jacques Godfrain** rappelle à **Mme le ministre de la santé et de la famille** que les décrets d'application de la loi du 2 janvier 1978 relative à la généralisation de la sécurité sociale — et notamment ceux qui permettront la mise en place du régime de l'assurance personnelle — n'ont pas encore été publiés. Le coût des cotisations d'assurance personnelle devant être, en principe, mieux adapté aux revenus du cotisant que celui des cotisations d'assurance volontaire, la publication de ces décrets est attendue avec une vive impatience par les personnes qui ne relèvent pas d'un régime obligatoire de sécurité sociale et sont dotées de modestes ressources, c'est-à-dire par une catégorie de la population particulièrement digne de la sollicitude des pouvoirs publics. **M. Jacques Godfrain** demande par conséquent à **Mme le ministre de la santé et de la famille** s'il ne lui paraît pas indispensable que les décrets d'application de la loi du 2 janvier 1978 soient publiés le plus rapidement possible.

Communes (communes fusionnées : subvention).

3275. — 17 juin 1978. — **M. François Grussenmeyer** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les dispositions de l'article 11 de la loi du 16 juillet 1971 sur les communes fusionnées, relatives à la majoration de subvention de l'Etat. Cette majoration de sub-

vention est applicable pendant cinq ans à compter de la date de la fusion communale. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître s'il n'estime pas opportun — comme pour les communautés urbaines — de proroger les dispositions relatives à la majoration de subvention pour les communes fusionnées qui sont bien souvent de petite taille et aux ressources budgétaires limitées.

Plus-values (fonds de commerce d'hôtel, restaurant, bar).

3276. — 17 juin 1978. — **M. André Jarrot** expose à **M. le ministre du budget** qu'un contribuable a acquis en 1952 un fonds de commerce d'hôtel, restaurant, bar ainsi que l'immeuble où ledit fonds de commerce était exploité. Pour la période comprise entre l'année 1952 et le 31 décembre 1975, il a été imposé forfaitairement. Puis, pour la période comprise entre le 1^{er} janvier 1976 et le 18 avril 1977 seulement (date à laquelle l'ensemble des biens a été cédé à une collectivité locale), le contribuable a été imposé par suite du dépassement des limites du forfait suivant le régime simplifié, plus exactement le « mini-réel », et ce pour toute cette dernière période du 1^{er} janvier 1976 au 18 avril 1977. Par ailleurs, le propriétaire du fonds de commerce et des immeubles a procédé au cours de son activité à des travaux de construction, de reconstruction, d'agrandissements, de rénovations ou d'améliorations. Il résulte de l'exposé ci-dessus que l'activité principale a donc été exercée pendant vingt-quatre ans environ et sous le régime du forfait. Il lui demande si, malgré son imposition suivant le « mini-réel » pour la seule période du 1^{er} janvier 1976 au 18 avril 1977, ce contribuable doit être imposé en matière de plus-values professionnelles en tenant compte uniquement de la dernière période d'imposition au « mini-réel ». Il lui expose en outre que dans la situation ci-dessus l'ensemble des biens a été inscrit au bilan établi pour la dernière période d'exercice du 1^{er} janvier 1976 au 18 avril 1977. Il lui demande si pour les années précédentes on doit considérer que les biens immobiliers seulement — où le fonds de commerce était exploité — faisaient partie du patrimoine privé de l'exploitant et par suite imposables suivant le régime des plus-values des particuliers, et ce, bien entendu, jusqu'au jour de leur inscription au bilan; étant rappelé que l'acquisition desdits immeubles remonte à l'année 1952, c'est-à-dire au-delà de la période de vingt années fixée par la loi. A cet égard, il lui rappelle qu'il est stipulé au n° 441 de l'instruction du 30 décembre 1976 (BO DGI I M 1-76) qu'« un bien inscrit au bilan d'une exploitation a pu, préalablement à cette inscription, faire partie du patrimoine privé de l'exploitant. Il peut en être ainsi notamment dans le cas d'un immeuble, lorsque l'intéressé passe du régime d'imposition forfaitaire à celui du bénéfice réel ». Par ailleurs, le paragraphe 3 de l'article 11 de la loi du 19 juillet 1976 semble régler cette situation. Il est en effet stipulé qu'il convient de distinguer: d'une part, les plus-values correspondant à la période courant du moment de l'inscription au bilan d'exploitation jusqu'à la date de la cession ou de retrait du bien. C'est précisément le cas du contribuable dont il s'agit; d'autre part, jusqu'au jour de l'inscription au bilan, les plus-values sur l'immeuble devraient être imposées suivant le régime réservé aux particuliers. **M. André Jarrot** demande à **M. le ministre du budget** de bien vouloir lui faire connaître sa position en ce qui concerne les points ci-dessus exposés et, dans le cas particulier, lui préciser de quelle manière les plus-values concernant ce contribuable doivent être déterminées.

Conservatoire national des arts et métiers (vacataires).

3277. — 17 juin 1978. — **M. Pierre-Charles Krieg** demande à **Mme le ministre des universités** quand, et dans quelles conditions, les nombreux vacataires qui travaillent au Conservatoire national des arts et métiers peuvent espérer être mensualisés. Un nombre important d'entre eux attendent en effet cette appréciable amélioration de leur situation.

Vaccination (rubéole).

3280. — 17 juin 1978. — **M. Arnaud Lepercq** rappelle à **Mme le ministre de la santé et de la famille** que la vaccination contre la rubéole n'est, actuellement, qu'une recommandation et non une obligation. Or, il souligne, que de nombreux enfants ne seraient pas aujourd'hui victimes d'handicaps, si leur mère avait pu être vaccinée. Désireux tout d'abord de savoir si l'on a mesuré l'efficacité réelle de ce vaccin et, en particulier pour ce qui concerne le maintien de l'immunité au cours des années, il demande à **Mme le ministre** si elle envisage de le rendre obligatoire et, dans l'affirmative, dans quel délai et selon quelles modalités.

Assurances vieillesse (travailleurs non salariés non agricoles).

3284. — 17 juin 1978. — **M. André Delehedde** appelle l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur les conditions de liquidation des droits à pension de vieillesse des travailleurs non salariés non agricoles. Si les cotisations payées au titre de l'année de cessation d'activité font l'objet d'un ajustement ultérieur, il ne semble pas que ce soit le revenu réel de l'année en cause qui soit retenu dans le calcul des droits, mais le revenu connu lors de la demande de liquidation de la pension. C'est en fait, la plupart du temps, une pénalisation pour l'intéressé. Il lui demande en conséquence quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à la situation décrite et admettre dans leur intégralité les droits des personnes en cause.

Fonds national de solidarité (Français résidant à l'étranger).

3285. — 17 juin 1978. — **M. Gilbert Faure** appelle l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur le cas d'une personne âgée, française, qui bénéficiait de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité. Veuve, fatiguée, cette personne ne peut plus rester seule et a rejoint sa fille qui travaille et vit en Espagne. Aussitôt la prestation d'aide sociale lui a été supprimée. Or faute de revenus suffisants, la fille ne peut garder son père à sa charge, et, d'accord avec lui, envisage de le faire revenir en France pour qu'il soit pris en charge par un établissement. Si ce projet devait se réaliser, il en coûterait beaucoup plus cher à la collectivité que de servir l'allocation en cause à ce Français résidant à l'étranger faute d'autonomie suffisante. Cette rigidité de la réglementation applicable surprend au moment où l'on parle du maintien à domicile des personnes âgées en particulier. Dès lors, tout semble concourir à ce que les textes qui régissent le service des prestations sociales soient assouplis sous certaines conditions. Il lui demande en conséquence quelles mesures elle compte prendre pour régler la situation de cette minorité de Français résidant à l'étranger lorsque cette résidence permet d'éviter un placement en établissement mais qu'elle est subordonnée au service des prestations d'aide sociale.

Paris (école militaire).

3286. — 17 juin 1978. — **M. Edouard Frédéric-Dupont** signale à **M. le ministre de la culture et de la communication** que l'école militaire se trouve actuellement reconverte d'échafaudages et ce depuis plusieurs mois. Il lui signale que le ministère de la culture est maître d'œuvre, que, d'autre part, le ministère des armées, affectataire des bâtiments, a délégué au ministère de la culture des crédits importants permettant de poursuivre les travaux, notamment pour le dôme, et ceci depuis janvier. Le parlementaire susvisé demande quand le ministère de la culture et de la communication débloquent les crédits nécessaires pour achever des travaux qui se poursuivent avec une désespérante lenteur sur un monument et dans un site des plus prestigieux de Paris.

Impôts (contrôle fiscal).

3287. — 17 juin 1978. — **M. Lucien Richard** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur les conditions dans lesquelles peuvent être effectuées les opérations de vérification fiscale des contribuables relevant d'un mode évaluatif d'imposition. Il lui rappelle qu'aux termes de l'article 4 de la loi n° 77-1453 du 29 décembre 1977, toute vérification de comptabilité doit être précédée de l'envoi d'un avis de vérification. Il s'étonne d'apprendre que l'administration, dans une note du 23 février 1978 où sont précisées les conditions d'application de la loi du 29 décembre 1977, se livre à une distinction dont il semble qu'elle aille à l'encontre de la volonté du législateur; cette note précise en effet que « lorsque l'examen des documents comptables tenus par un contribuable imposable suivant le régime du forfait a pour objet de fixer le montant du forfait, l'intervention du service ne s'analyse pas comme une vérification de comptabilité, mais comme une opération portant sur la fixation de l'imposition primitive... ». Il estime qu'une telle interprétation, en introduisant une distinction entre vérification de comptabilité et opération d'assiette, outre qu'elle amène une dérogation à la loi, revient à soustraire un grand nombre de contrôles aux prescriptions légales, et expose les contribuables relevant d'un mode évaluatif d'imposition à être contrôlés à tout moment, sans avis préalable. Il lui demande en conséquence de bien vouloir préciser la position du Gouvernement sur la portée et l'application qui pourraient être données à la note du 23 février 1978.

Aides ménagères (fonctionnement).

3289. — 17 juin 1978. — **M. Jean Brocard** souhaiterait connaître le point de vue de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur le fonctionnement de l'aide ménagère. Il paraît en effet souhaitable que l'aide ménagère à domicile en faveur des personnes âgées devienne une prestation légale prise en charge selon des critères à déterminer par l'assurance maladie des différents régimes de sécurité sociale. Jusqu'à cette définition, il conviendrait de créer une tranche supplémentaire de bénéficiaires de l'aide ménagère à domicile, de façon que ces derniers soient à un taux de participation correspondant sensiblement à la somme qu'ils auraient à payer s'ils réglèrent directement à la personne qui les aide, cette tranche correspondant aux conditions d'âge et de ressources admises par l'U. R. S. S. A. F. pour bénéficier de l'exonération de la cotisation patronale. Dans l'immédiat, il semble que le plafond pour l'attribution de l'aide sociale pour une personne seule soit porté à 63 p. 100 du S. M. I. C., comme il l'était au 1^{er} janvier 1972.

Assurance vieillesse (majoration pour enfants).

3290. — 17 juin 1978. — **M. Maurice Arreckx** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur ce qui lui paraît être une inégalité, pour ne pas dire une injustice, qui devrait disparaître. Les fonctionnaires, les militaires, les salariés du commerce et de l'industrie, les exploitants agricoles qui ont élevé au moins trois enfants ont droit à une majoration de pension fixée à 10 p. 100 de celle-ci (ce pourcentage étant majoré de 5 p. 100 par enfant au-delà du troisième pour certaines catégories de retraités). De plus, depuis le 1^{er} juillet 1975, le cumul de deux majorations attribuées au chef des mêmes enfants au titre de deux pensions de retraite distinctes est désormais autorisé avec rappel d'arrérages. Un commerçant ayant pris sa retraite postérieurement au 1^{er} janvier 1973 a droit à une majoration forfaitaire de 10 p. 100 s'il a élevé trois enfants ou plus. Par contre, un commerçant ayant pris sa retraite avant le 1^{er} janvier 1973 n'a pas droit à cette majoration. Les enfants de ce commerçant ne sont-ils pas des Français comme les autres et n'ont-ils pas comme les autres assurés la prééminence du pays. On se trouve donc devant l'injustice suivante : une catégorie de retraités ont droit non seulement à cette majoration, mais aussi à son cumul avec la retraite de leur conjoint, et une autre catégorie de retraités qui n'ont droit à rien. C'est la raison pour laquelle il souhaite que : a) l'égalité des droits en matière de majoration et de cumul pour enfants soit appliquée; b) cette majoration soit accordée avec rappel d'arrérages au 1^{er} juillet 1975, comme il a été procédé pour les autres catégories de retraités.

Centres de gestion (membres fondateurs).

3291. — 17 juin 1978. — **M. Emile Koeh** expose à **M. le ministre du budget** que l'article 2 du décret n° 75-911 du 6 octobre 1975, pris en application de la loi n° 74-1114 du 27 décembre 1974 portant institution des centres de gestion agréés, énumère limitativement la qualité des membres fondateurs de ces centres. Il lui demande si un centre créé par un conseil régional de l'ordre et des syndicats professionnels d'experts-comptables et de comptables agréés, bien qu'étant composé, en plus des représentants des organismes susvisés, d'experts-comptables et de comptables agréés, est attaché de nullité absolue ou relative et, dans cette hypothèse, quelles peuvent en être les conséquences pratiques pour les membres adhérent à un tel centre.

Nouvelle-Calédonie (vallée d'Amoa).

3293. — 17 juin 1978. — **M. Rock Pidjot** expose à **M. le ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer)** qu'à la suite des opérations de répression du soulèvement de 1917, un grand nombre de familles mélanésiennes des vallées de l'intérieur ont été repliées de force sur le bas de la vallée d'Amoa, à Poindimié (côte est de la Nouvelle-Calédonie). Ils y ont rejoint les occupants de la réserve d'Amoa qui avaient déjà été chassés pour la plupart de leurs terres ancestrales du fait de décisions administratives en réduisant la superficie. Alors que moins d'un cinquième de la réserve d'Amoa se prêtait à la culture et à l'habitat, ses attributaires devaient dans l'entre-deux guerres se voir spoliés des quatre cinquièmes de leur territoire, en raison des abus d'un éleveur dont le bétail s'établissait sur la plus grande partie de la réserve. Après la

dernière guerre mondiale, diverses manifestations attirèrent l'attention des pouvoirs publics sur l'injustice dont avaient été victimes les familles mélanésiennes de la vallée d'Amoa. La propriété de l'éleveur fut vendue à l'Etat qui acquit ainsi l'usage de la plus grande partie de la vallée. Afin que les Mélanésiens, propriétaires légitimes de ces terres, en retrouvent l'usage, il convient que toute la vallée d'Amoa soit à nouveau attribuée à la réserve. Il lui rappelle à cet égard qu'une décision analogue prise dans la moyenne vallée de la Tchamba a permis de remettre en valeur les terres de cette vallée. Or il s'agit, dans la vallée d'Amoa, de redonner vie à des lieux aujourd'hui déserts. Il lui demande en conséquence que soit prise une décision réaffectant à la réserve l'ensemble de la vallée d'Amoa, qui doit retourner aux Mélanésiens sans conditions, de même d'ailleurs que la vallée de Hienghène et les rivières de Wanasch et de Poyes à Touho.

Commerçants-artisans (véhicules à usage professionnel et familial).

3294. — 17 juin 1978. — **M. André Audinot** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur les faits suivants : nombre de commerçants-artisans utilisent pour leurs activités professionnelles des véhicules automobiles aménagés dits « breaks » ou « familiaux », qui servent pour les jours fériés à des déplacements familiaux. Ces catégories de véhicules automobiles à double usage permettent d'éviter les charges de deux véhicules. Il lui demande si cet usage mixte autorise le contribuable dans sa comptabilité, pour les charges fiscales, à partager, proportionnellement à l'utilisation, la T.V.A. payée à l'acquisition, l'amortissement, les charges d'usage, d'entretien et de circulation.

Taxe professionnelle (revenus non commerciaux accessoires des retraités).

3295. — 17 juin 1978. — **M. André Audinot** expose à **M. le ministre du budget** qu'en 1973 il a pris en faveur des retraités des dispositions publiées au B.O. D.G.I., 5 G, 11-74, concernant des revenus non commerciaux accessoires leur permettant d'améliorer le montant de leur retraite en pratiquant de petites activités dont le produit maximum devait être inférieur à 9 000 francs, sous condition de déclaration par les tiers des sommes versées. Ces dispositions paraissent n'avoir jamais été appliquées par les inspecteurs des impôts, lesquels, au contraire, se sont empressés d'imposer à la patente, puis à la taxe professionnelle, les retraités qui ont eu l'imprudence de déclarer ces revenus non commerciaux accessoires, dont le montant brut varie entre 2 000 et 3 000 francs. Il lui demande si ces retraités sont imposables à la taxe professionnelle, et en vertu de quels textes. Si les parties versantes sont obligées de déclarer les sommes inférieures au minimum. Si les retraités contribuables déclarant ces minimes sommes non déclarées par les parties versantes doivent être sanctionnés.

Taxe professionnelle (activité bénévole des retraités).

3296. — 17 juin 1978. — **M. André Audinot** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur l'activité dite de « bénévolat » qu'exerce un certain nombre de retraités aidant des personnes moins compétentes à rédiger leur correspondance, compléter leurs feuilles de soins, remplir les nombreux formulaires de demandes de pensions légales et complémentaires, compléter les demandes d'avantages sociaux, remplir les déclarations de revenus, etc. Les services fiscaux imposent à la taxe professionnelle ces actes bénévoles. en les assimilant à l'activité de conseil. Il demande de bien vouloir préciser si l'administration fiscale, en raison de l'absence totale d'une réelle contrepartie de ces services, peut taxer l'exercice du bénévolat.

Impôts (retraités).

3297. — 17 juin 1978. — **M. Audinot** appelle l'attention de **M. le ministre du budget** sur le fait que certains inspecteurs des services fiscaux taxent d'office d'activité d'agent d'affaires des retraités, anciens commerçants, artisans, membres des professions libérales qui possèdent chez eux un bureau, un classeur ou une machine à écrire. Certains inspecteurs exigent la communication des correspondances personnelles, en prennent photocopies et s'en servent contre leurs auteurs comme présomptions d'activités taxables. Il semble que sur ces points il n'existe aucun texte. Il lui demande si ces

procédés sont autorisés et de quelles mesures ou dispositions ils relèvent. Dans le cas contraire, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre un terme à ce que l'on serait alors en droit de considérer comme un abus.

Agences matrimoniales (réglementation).

3300. — 17 juin 1978. — **M. Emmanuel Hamei** appelle l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur la situation des agences matrimoniales et sur les nombreux abus qui se produisent en ce domaine. La prolifération des agences de façade et des chaînes à succursales multiples, abusant de la bonne foi de leur clientèle, jette le discrédit sur l'ensemble de la profession et nuit à l'activité des agences honnêtes. Or, les agences matrimoniales peuvent jouer un rôle utile dans notre société où l'individu est souvent isolé, non seulement en milieu rural mais également dans les villes. Face à une telle situation, certains syndicats s'efforcent d'organiser la profession mais l'efficacité de leur action se trouve limitée par l'absence d'une véritable réglementation s'appliquant aux agences matrimoniales. Il lui demande dans ces conditions quelles mesures il envisage de prendre pour remédier aux inconvénients exposés ci-dessus.

Mutualité sociale agricole (Calvados : coefficient d'adaptation du revenu cadastral).

3302. — 17 juin 1978. — **M. François d'Harcourt** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les nouvelles dispositions déterminées par le décret n° 78240 du 28 février 1978, publié au *Journal officiel* du 7 mars 1978, qui maintient le même coefficient d'adaptation de revenu cadastral à 0,70 p. 100 d'abattement. En effet, cette réglementation entretient une injustice à l'égard des agriculteurs, dont les représentants avaient obtenu la promesse de la substitution de 30 p. 100 de revenu cadastral par le même taux de 30 p. 100 basé sur le revenu brut d'exploitation. Cette dernière base de calcul tendrait en effet à rétablir la plus grande équité puisque le R.B.E. du Calvados correspond à 0,35 du revenu cadastral, taux le plus faible de France. Si on précise que la justice actuelle a été reconnue par l'article 18 de la loi du 31 décembre 1968, qui prescrit : le Gouvernement déposera un projet de loi tendant à répartir d'une façon équitable les cotisations sociales agricoles en fonction des ressources des assujettis. Il serait souhaitable donc de procéder à une répartition plus juste des charges sociales au niveau national en prenant en considération le revenu brut d'exploitation qui remplacerait la notion de revenu cadastral. Une étude technique sérieuse réalisée par l'Assemblée normative d'économie rurale appliquée (A.N.E.R.A.) révèle qu'en 1976 le Calvados, qui est au soixantième rang pour le R.B.E., ce département étant en revanche classé septième pour l'assiette des cotisations sociales. La prise en compte d'une assiette plus réelle basée sur le R.B.E. déjà promis ferait apparaître que ce coefficient d'adaptation du revenu cadastral devrait être établi à 0,59 p. 100 au lieu de 0,79 p. 100 actuel. Dans ces conditions, il lui demande si compte tenu des promesses faites à la profession, il lui serait possible d'envisager très prochainement une modification des dispositions du décret précité dans l'attente de la réforme générale souhaitée.

Droits d'enregistrement (renouvellement de baux ruraux).

3303. — 17 juin 1978. — **M. Jacques Delong** expose à **M. le ministre du budget** le cas d'un agriculteur dont les parents ont loué à bail, en 1936, un terrain de plusieurs hectares à exploiter. A aucun moment il ne leur a été demandé de droits d'enregistrement lors des renouvellements du bail. Une somme importante est maintenant réclamée à ce titre, sans application de pénalités. Une telle exigence, même si elle est couverte par une apparente légalité, n'en est pas moins pénible et difficile à comprendre. Il semblerait en effet qu'il appartiendrait à l'administration d'envoyer les avis de paiement à ces droits. Si tel n'était pas le cas, ce qui serait évidemment surprenant, **M. Delong** souhaiterait savoir par quel devraient être accomplies ces formalités. En outre **M. Delong** demande à **M. le ministre du budget**, s'il n'estime pas que de tels rappels devraient être interdits par la réglementation.

Emploi (fonds national de l'emploi).

3304. — 17 juin 1978. — **M. Gilbert Gantier** rappelle à **M. le ministre du travail et de la participation** qu'en réponse à sa question écrite n° 23346 concernant le champ d'application de la loi n° 62-1240 du

18 décembre 1963, relative au fonds national de l'emploi, il lui avait été répondu qu'à cet effet des textes étaient alors soumis à l'étude des départements ministériels concernés. Il lui demande si des mesures ont été prises afin d'étendre le champ d'application de cette loi.

Egouts (raccordement d'un immeuble situé en contrebas d'une voie publique).

3306. — 17 juin 1978. — **M. Robert Héraud** expose à **M. le ministre de l'Intérieur** qu'en application de l'article L. 33 du code de la santé publique, le propriétaire d'un logement situé en contrebas d'une voie publique sous laquelle passe la partie publique du branchement destiné à l'écoulement des eaux usées peut se voir contraint de faire procéder, à ses propres frais, aux travaux de raccordement du tout à l'égout ; que ces travaux comprennent alors des opérations difficiles et coûteuses telles que la modification intérieure des arrivées d'eaux usées, le regroupement dans un bassin, l'installation d'une pompe de relevage par exemple ; un tel propriétaire se voit ainsi pénalisé par rapport aux propriétaires pour lesquels les lois de la gravitation sont favorables et qui sont situés à quelques mètres seulement, de l'autre côté de la voie publique ; que dans des cas extrêmes, une municipalité peut faire payer à un propriétaire, non seulement la taxe de raccordement, mais encore une redevance d'assainissement basée sur sa consommation d'eau potable même si le raccordement, en vertu d'une dérogation spéciale prévue par l'article L. 33 du code de la santé publique, prise par l'arrêté municipal approuvé par le préfet, n'a pas été effectué. Il lui demande : 1° si les exonérations de l'obligation de raccordement, ou les prolongations de délais pour ledit raccordement, envisagées à l'article L. 33 du code de la santé publique, pourraient être élargies en tenant expressément compte du cas des immeubles situés en contrebas d'une canalisation publique ; 2° si les propriétaires qui ont bénéficié d'une telle dérogation pourraient, par voie de conséquence, être dispensés de payer la taxe de raccordement facturée par leur commune et la redevance d'assainissement basée sur leur consommation d'eau potable ; 3° si une participation financière publique pourrait compléter l'apport du particulier lorsque des considérations de salubrité ou d'ordre public rendraient indispensable le raccordement dans les conditions ci-dessus décrites.

Vente (date de réalisation de l'acte).

3307. — 17 juin 1978. — **M. Robert Héraud** expose à **M. le ministre de l'économie** que l'application de la règle française de droit commercial selon laquelle la propriété d'une marchandise livrée est réputée acquise par le client du jour de la livraison et non pas, comme c'est par exemple le cas en République fédérale d'Allemagne, une fois que la facture est réglée par le client, aboutit, lorsque ce dernier dépose son bilan juste après réception des marchandises à la spoliation du fournisseur ; celui-ci voit en effet sa créance, correspondant à une marchandise effectivement livrée et très souvent réutilisable par d'autres, incluse dans le passif chirographaire ; l'application d'un tel principe, dans le cas d'une faille importante, peut entraîner par voie de conséquence la faillite de nombreux fournisseurs, et notamment d'entreprises de sous-traitance. Il lui demande si une modification de la législation française en matière de propriété commerciale et de faillite pourrait être envisagée afin de remédier aux inconvénients ci-dessus exposés.

Assurances vieillesse (liquidation d'une pension en cas de décès).

3308. — 17 juin 1978. — **M. Jean-Pierre Pierre-Bloch** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé et de la famille** sur les faits suivants. Il lui semble en effet inadmissible : qu'une caisse de retraite attende cinq mois pour notifier un nouveau décompte de pension à la suite d'un décès et procède entre-temps au règlement de deux échéances de pension à l'ancien taux sachant très bien qu'elle réclamera ultérieurement le remboursement du trop-perçu et mettra ainsi le pensionné en difficulté ; que cette même caisse, organisme d'Etat et organisme de tutelle des autres caisses, affecte d'ignorer que ces autres caisses procéderont elle aussi à un ajustement de la pension à la suite du décès et qu'elle continue à prendre en compte pour l'appréciation des droits éventuels de l'intéressé au F.N.S. le taux de pension servi avant le décès par l'autre caisse (en l'occurrence même un taux supérieur) ; qu'enfin cette caisse mette six mois pour redresser son erreur sans même avoir l'élémentaire politesse d'accuser réception des lettres qui lui sont adressées. Il souhaite connaître le sentiment du ministre de la santé et de la famille sur ce cas.

Fonctionnaire retraité exerçant la profession d'avocat (cumuls).

3309. — 17 juin 1978. — **M. François Léopard** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur la situation d'un fonctionnaire retraité sur sa demande avant d'avoir atteint la limite d'âge qui lui était applicable dans son ancien emploi et qui exerce depuis lors la profession d'avocat. Les questions qui se posent sont les suivantes : 1° dans la mesure où il exerce la profession d'avocat, le retraité reçoit des honoraires de particuliers et peut, le cas échéant, être amené à en percevoir de l'une des collectivités ou de l'un des organismes visés à l'article L. 84 du code des pensions. Pour satisfaire à la réglementation sur les cumuls, est-il suffisant que les honoraires versés au retraité par lesdits organismes ou collectivités demeurent inférieurs soit au quart de sa pension, soit au montant du traitement afférent à l'indice 100 de la fonction publique ou est-ce le montant global des honoraires qu'il encaisse tant de simples particuliers que d'organismes concernés par la réglementation sur les cumuls qui doit demeurer inférieur à ce plafond dès l'instant où le retraité perçoit même occasionnellement et dans les limites autorisées des honoraires de l'une des collectivités visées à l'article L. 84 du code des pensions ; 2° le travail fourni par un avocat est rémunéré par la perception d'une somme forfaitaire à titre d'honoraires, somme qui est réglée soit en une seule fois, soit sous forme de provision par versements échelonnés dans le temps sur un ou plusieurs mois. Il semble, par conséquent, inadéquat de calculer par périodes mensuelles le montant maximum à ne pas dépasser pour bénéficier de l'exemption prévue à l'article L. 86 (3°) du code des pensions. Est-il permis de considérer en conséquence l'année civile comme la période de référence à prendre en considération pour déterminer le montant des honoraires à ne pas dépasser pour être dans les limites du plafond visé à l'article L. 86 (3°) ; 3° l'avocat de la partie qui a gagné son procès se voit rembourser les frais de procédure qui, dans le cas contraire, auraient été supportés par son client. Lorsque le montant des dépens est mis à la charge de l'une des collectivités visées à l'article L. 84, la fraction de ce montant correspondant aux émoluments de l'avocat doit-elle ou non être prise en compte au titre des sommes concernées par les règles du cumul ; 4° qu'en est-il des indemnités versées à l'avocat au titre de l'aide judiciaire.

Formation professionnelle (stages).

3310. — 17 juin 1978. — **M. Jean-Marie Dallet** expose à **M. le ministre du travail et de la participation** que le stage-formation est parfois détourné de son sens par certains employeurs qui font effectuer aux stagiaires des travaux de simple manutention, voire des travaux de force, au lieu de les initier à la spécialité pour laquelle ils ont été recrutés. Saisie de pareils cas, l'inspection du travail se sent démunie faute de pouvoir effectuer des contrôles à intervalles suffisamment réguliers. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les jeunes bénéficiant de tels stages puissent réellement en profiter pour leur formation professionnelle, dans leur intérêt propre, mais aussi, lui semble-t-il, dans l'intérêt de l'employeur puisque, dans les meilleurs cas, on observe que l'avantage est réciproque dans la mesure où l'entreprise peut utiliser les services de stagiaires comme s'ils étaient des professionnels formés.

Sécurité sociale

(conjoint travaillant dans l'entreprise dirigée par sa femme).

3312. — 17 juin 1978. — **M. Jacques Douffiagues** attire l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur la situation des conjoints de chef d'entreprise. Lorsque, dans une entreprise commerciale, le chef d'établissement est un homme, il est admis que la femme de celui-ci travaille, comme conjoint, dans cette entreprise, sans avoir le statut de salariée. A ce titre, il est payé une patente et des cotisations à la caisse d'allocations familiales dues par tous les travailleurs indépendants. Alors qu'est reconnu le principe d'égalité des hommes et des femmes comme chef d'entreprise, il semblerait que les caisses d'allocations familiales refusent d'admettre qu'un conjoint homme ait la possibilité de travailler dans l'établissement dirigé par sa femme, comme cela serait inversement possible. Dans ce cas, une entreprise indépendante ayant une femme à sa tête se trouve pénalisée. Monsieur le ministre du commerce et de l'artisanat pourrait-il indiquer quelle est la réglementation actuelle et, le cas échéant, les modifications envisagées par le Gouvernement.

Enseignants (académie de Nantes : non titulaires non permanentes).

3314. — 17 juin 1978. — **M. Xavier Hunault** demande à **M. le ministre de l'éducation** : 1° s'il entre dans ses intentions de limiter à 90 jours la durée des services des auxiliaires assurant des suppléances dans les lycées et collèges de l'académie de Nantes, et, dans l'affirmative, s'il n'estime pas que cette limitation est contraire à l'intérêt de la bonne marche du service public d'enseignement ; 2° que les auxiliaires n'ayant assuré que des suppléances au cours de l'année scolaire 1977-1978 puissent avoir la possibilité de postuler lors de la prochaine rentrée un poste à l'année, ou à défaut, se voir confier de nouvelles suppléances sans restriction ; 3° quels moyens supplémentaires seront pris dans l'académie de Nantes, et de façon plus générale en France, pour que l'administration puisse faire assurer toutes les suppléances nécessaires au fonctionnement normal du service public d'enseignement tant dans les lycées que dans les collèges.

Rectificatifs

au *Journal officiel* (Débats parlementaires, Assemblée nationale) n° 63 du 5 août 1978.

1° QUESTIONS ÉCRITES

Page 4421, 2° colonne, question n° 5251 de **M. Vincent Ansquer** à **Mme le ministre de la santé et de la famille**, à la 7° ligne, au lieu de : « ... la dotation effectuée... », lire : « ... la dotation affectée... ».

2° RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

Page 4488, 2° colonne, question écrite n° 3479 de **M. André Lourné** à **M. le ministre des transports**, à la 12° ligne de la réponse, au lieu de : « ... ; deux créations de dépassement... », lire : « ... ; deux créneaux de dépassement... ».

ABONNEMENTS

	FRANCE et Outre-mer.	ÉTRANGER
	Francs.	Francs.
Assemblée nationale :		
Débats	22	40
Documents	30	40
Sénat :		
Débats	16	24
Documents	30	40

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION

26, rue Desaix, 75732 Paris CEDEX 15.

Téléphone

Renseignements : 579-01-95.

Administration : 578-61-39.